

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques
n^{os} 121 et 122 p. 09-75

Questions au
Gouvernement p. 75-99

2023-2028

n°49



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-09

Séances publiques p. 09-75

121^e séance du mardi 20 janvier 2026 p. 09-42

122^e séance du mercredi 21 janvier 2026 p. 43-75

Questions au Gouvernement p. 75-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

18/03/2026

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Vice-Président exécutif de la Commission européenne Raffaele Fitto reçu à la Chambre



M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, a accueilli M. Raffaele Fitto, Vice-Président exécutif de la Commission européenne et Commissaire européen à la Cohésion et aux Réformes (au milieu).

M. Raffaele Fitto, Vice-Président exécutif de la Commission européenne qui assume également la fonction de Commissaire européen à la Cohésion et aux Réformes, a mené un échange de vues avec les députés réunis en salle plénière à la Chambre des Députés.

« Le Luxembourg est au cœur de l'Europe, ce qui donne aux thèmes de la cohésion et des réformes une importance particulière pour notre pays. » C'est ce qu'a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de son introduction au débat entre les parlementaires et M. Fitto le 2 mars 2026.

Le Vice-Président exécutif de nationalité italienne s'est échangé avec les députés sur plusieurs points. La stratégie pour son portefeuille de la cohésion et des réformes, qui représente « un tiers du budget de l'UE », a été abordée. M. Fitto a déclaré travailler globalement à une modernisation et à une simplification de son portefeuille.

Le prochain budget pluriannuel de l'Union européenne (MFF – Multiannual Financial Framework) et les priorités stratégiques de l'UE (défense, eau, logement, énergie et compétitivité) ont également été évoqués. Les députés ont notamment analysé les critiques formulées à l'encontre du dernier MFF au sujet d'un supposé manque de flexibilité et d'une centralisation excessive. Ils ont également soulevé la question du « Midterm Review » de la politique de l'UE et ont voulu savoir s'il s'agissait selon M. Fitto d'une correction ponctuelle ou d'une réorientation plus fondamentale en vue du prochain budget pluriannuel 2028-2034. M. Fitto a affirmé que les deux objectifs étaient en partie visés.

Les interlocuteurs ont encore interrogé le Vice-Président exécutif et Commissaire européen au sujet de la politique de cohésion relative à la résilience en matière de gestion de l'eau. Le volet de son portefeuille relatif au logement ou encore sa vision des événements au Moyen-Orient et la manière dont se positionnent les Européens sur le plan international ont également été traités.

Témoignage de deux anciens prisonniers politiques du Bélarus

Libérés le 11 septembre 2025 après plusieurs années d'emprisonnement politique au Bélarus et contraints à l'exil depuis, le blogueur Mikola Dziadok et le journaliste Aliaksandr Mantsevitch ont été reçus à la Chambre des Députés le 2 mars 2026 pour un échange de vues avec les députés.

« La situation au Bélarus nous inquiète beaucoup, surtout celle des prisonniers politiques », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de l'entrevue avec les députés luxembourgeois, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, du Commerce extérieur et à la Grande Région et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

M. Wiseler a expliqué que le Parlement luxembourgeois défend une position claire par rapport à la situation au Bélarus, et ceci depuis la répression des manifestations qui ont suivi les élections présidentielles de 2020, manifestement manipulées par le régime en place.

La visite des deux anciens prisonniers s'inscrit dans une série d'actions que la Chambre a entreprises. Parmi ces signes de soutien, la Chambre avait accueilli à deux reprises le leader des forces démocratiques, Mme Sviatlana Tsikhanouskaya. De nombreux députés ont défendu la cause des prisonniers politiques, dont le nombre est chiffré aujourd'hui à plus de 1.138. Le régime d'Aliaksandr Loukachenka, non reconnu par les pays européens, continue la pratique d'emprisonnement d'opposants politiques malgré la libération, en 2025, d'environ 300 personnes rendue



Le Président de la Chambre et plusieurs députés ont rencontré M. Mikola Dziadok (6^e à gauche) et M. Aliaksandr Mantsevitch (5^e à gauche), deux anciens prisonniers politiques du Bélarus, à la Chambre.

possible grâce à une intervention des États-Unis et en échange d'une levée des sanctions en place. Bon nombre de députés luxembourgeois ont participé au programme de parrainage de prisonniers politiques bélarussiens « WeStandBYyou », géré par l'organisation de défense des droits de l'homme Libereco. Les deux ex-prisonniers reçus le 2 mars 2026 au Luxembourg en font partie.

MM. Dziadok et Mantsevitch ont témoigné de la torture subie en prison, de l'isolement, des menaces

vécues ainsi que des conditions de leur libération. Ainsi, ils avaient tout de suite été conduits à la frontière et contraints à l'exil en Lituanie. « Vos actes de courage nous impressionnent », a assuré le Président de la Chambre. Les deux anciens prisonniers bélarussiens ont lancé un appel aux Européens de « continuer à maintenir la pression sur les autorités et à soutenir les forces démocratiques du Bélarus ». Ils ont également expliqué que le destin de leur pays était étroitement lié à celui de l'Ukraine face au régime russe, que les autorités bélarussiennes soutiennent.

La Chambre compte 21 députées sur 60 élus



Un bon tiers des députés à la Chambre sont des femmes (Mme Paulette Lenert absente sur la photo).



La Journée internationale des droits des femmes, qui a lieu chaque année le 8 mars, est l'occasion idéale pour se pencher sur la représentation des femmes au Parlement luxembourgeois.

Les chiffres clés de la représentation des femmes au Parlement

- 21 députées sur 60 élus sont des femmes.
- 7 des 20 membres du Bureau, organe qui représente la Chambre au niveau national et international, sont des femmes. Il n'y a aucune femme parmi les Présidents et Vice-Présidents du Parlement.
- 10 sur 28 commissions parlementaires sont présidées par une femme.
- 2 femmes sont cheffes de file d'un des 7 groupes ou sensibilités politiques.

Une 48^e place sur 188 à l'international

Dans le classement international de l'Union interparlementaire, le Luxembourg est plutôt bien loti et se

range à la 48^e position sur 188 pays en ce qui concerne la représentation des femmes parmi les parlementaires (par rapport à une 49^e place il y a un an).

La première position revient au Rwanda qui compte 51 femmes parmi 80 élus parlementaires. Les pays voisins du Grand-Duché se classent respectivement en 28^e (Belgique), 44^e (France) et 60^e (Allemagne) position.

Un quota pour les listes électorales

Pour améliorer la parité politique au niveau national, il existe un quota pour les listes des élections législatives et européennes. Une loi, adoptée fin 2016, instaure un quota de 40 % pour le « sexe sous-représenté ».

La loi introduit des sanctions financières pour les partis qui ne respecteraient pas ce quota. Plus un parti s'écarte du seuil minimal de 40 %, plus grande sera la sanction financière à supporter.

Les femmes au Parlement : les dates clés de l'histoire

1919 | Introduction du suffrage universel

L'année 1919 est marquée par le droit de vote accordé aux femmes. Ainsi, les femmes obtiennent les mêmes droits politiques que les hommes.

1919 | La première députée

En 1919, une femme est élue députée pour la première fois dans l'histoire du Luxembourg. Mme Marguerite Thomas-Clément remplira ce mandat, avec interruption, jusqu'en 1931. La deuxième femme représentant la population luxembourgeoise au Parlement luxembourgeois sera Mme Astrid Lulling (1965-1989). La première femme à la tête d'un groupe politique sera, en 1974, Mme Colette Flesch.

1989 | Une première Présidente du Parlement

En 1989, le « premier citoyen » du Grand-Duché est pour la première fois une femme : Mme Erna Hennicot-Schoepges devient Présidente du Parlement après avoir siégé à la Chambre de 1979 à 1989 en tant que députée. Elle restera Présidente jusqu'en 1995.

Le Président de la Chambre rencontre les élèves du Sportlycée



M. le Président Claude Wiseler en discussion avec un élève

La tournée du Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, dans les lycées au Luxembourg s'est poursuivie le 6 mars 2026 par la visite au Sportlycée. L'occasion, pour M. Wiseler, de discuter avec une soixantaine d'élèves de deuxième.

Il a d'abord expliqué le rôle du Président de la Chambre des Députés ainsi que les principes et le fonctionnement d'une démocratie.

Un autre sujet abordé était le projet de la Chambre des Députés pour améliorer la résilience démocratique, le « stress test » de la démocratie, c'est-à-dire une mise à l'épreuve des institutions démocratiques luxembourgeoises. Le Président a par ailleurs encouragé les jeunes à s'engager en faveur de la démocratie.

Une grande partie de la discussion était consacrée à la situation géopolitique actuelle. Les élèves s'inquiètent des conflits armés en Ukraine et en Iran et s'interrogent sur leurs conséquences pour l'Union européenne et le Luxembourg.

D'autres questions des jeunes portaient notamment sur la crise du logement, les embouteillages sur les routes et le changement climatique.

Les députés visitent plusieurs structures de l'ONA

Des membres de la Commission de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité ont visité plusieurs structures de l'Office national de l'accueil (ONA) le 23 février 2026. Les députés ont saisi l'occasion pour échanger avec les gestionnaires des structures, le ministre compétent, M. Max Hahn, et avec les demandeurs de protection internationale qui y sont hébergés.

L'Office national de l'accueil gère un parc immobilier avec environ 8.000 lits. À l'occasion d'une visite sur le terrain, des députés membres de la commission chargée de l'accueil ont acquis une vue d'ensemble des structures à Mersch, à Bascharage et à Soleuvre. Alors que celle à Mersch héberge quelque 300 personnes, les deux autres sites accueillent un nombre plus restreint de réfugiés. La structure à Bascharage est par exemple conçue pour environ 30 personnes.

Certains députés de l'opposition se sont intéressés plus concrètement au système d'attribution des lits et à l'encadrement social des personnes hébergées. Selon les explications de M. Hahn, l'encadrement social au sein des différentes structures est assuré par l'ONA, la Croix-Rouge et les associations HUT et Inter-Actions. L'attribution des lits se fait de manière centralisée par l'ONA. Les parlementaires se sont par ailleurs entretenus avec des responsables locaux et des représentants des équipes d'encadrement.

La question de la salubrité

Les conditions de vie et de logement au sein des structures d'accueil sont souvent thématiques. Plusieurs députés se sont ainsi renseignés sur les conditions sanitaires au sein des différentes structures et ont



Les membres de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité en visite dans une structure de l'ONA

aussi saisi l'opportunité d'échanger avec des résidents au sujet de leur vie quotidienne.

Comme, lors de la visite, les résidents ont remis une lettre aux députés, la question d'une meilleure prise en compte des doléances exprimées a été soulevée. M. Hahn a expliqué que les équipes assurant l'enca-

drement social travaillent ensemble avec les résidents afin de les préparer au mieux à une vie future en dehors des structures de l'ONA. La crise du logement et les défis du marché du travail ont assurément aussi un impact sur les perspectives des réfugiés, a ajouté le ministre.

Une exposition en préparation pour les 160 ans du Traité de Londres et de la Constitution de 1868



La Directrice du MNAHA, Mme Tania Brugnoli, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et, en deuxième rangée, le Secrétaire général de l'Administration parlementaire, M. Laurent Scheeck (1^{er} à gauche), le Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter (4^e à gauche), ainsi que plusieurs membres du service d'histoire parlementaire

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et la Directrice du Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA), Mme Tania Brugnoli, ont signé une convention en vue de l'exposition qui sera organisée dans le cadre du 160^e anniversaire du Traité de Londres de 1867 et de la Constitution de 1868.

L'inauguration est prévue en octobre 2027 et elle restera accessible au public jusqu'en septembre 2028.

La Constitution de 1868 occupera une place centrale dans cette exposition, qui mettra en lumière les évolutions qui ont eu lieu dans les domaines social, politique et économique depuis son adoption. Le contexte international sera également pris en considération, notamment afin d'examiner dans quelle mesure les développements internationaux ont eu une influence sur le Luxembourg.

L'exposition abordera par ailleurs l'histoire parlementaire du pays. Elle s'intéressera notamment au rôle de la Chambre, aux interactions entre les institutions ainsi qu'à l'impact de la nouvelle Constitution de 1868 et à la fin du régime instauré en 1856.

Le service d'histoire parlementaire de la Chambre des Députés travaillera en étroite collaboration avec les équipes du MNAHA pour la mise en place de cette exposition. Une publication est également projetée dans ce cadre.

Observatoire de la culture

8410 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de la culture

Le projet de loi sous rubrique crée, sous l'autorité du ministre ayant la Culture dans ses attributions, un Observatoire de la culture chargé de collecter, d'analyser et de publier des données relatives au secteur culturel. Cet observatoire a pour mission de développer des indicateurs et des analyses permettant de mieux comprendre les évolutions du secteur, de formuler des propositions fondées sur ces travaux et d'assurer le suivi et l'évaluation des politiques culturelles, en collaboration avec les acteurs nationaux et internationaux concernés.

L'Observatoire exerce ses missions en toute indépendance et remet annuellement au Gouvernement un rapport sur ses activités. Il est doté d'un personnel de l'État placé sous la coordination d'un coordinateur nommé par le ministre, peut obtenir les données nécessaires auprès des organismes publics dans le respect de la protection des données, et s'appuie sur un comité d'accompagnement scientifique dont l'organisation est fixée par règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Eric Thill, Ministre de la Culture, le 04/07/2024

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président : M. André Bauler) :

08/07/2025 Présentation et examen du projet de loi

26/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen des avis du Conseil d'État

10/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 5 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 33, page 1

Création d'un titre de voyage provisoire de l'UE

8454 – Projet de loi relative à l'établissement d'un titre de voyage provisoire de l'Union européenne

Le projet de loi vise à transposer la directive (UE) 2019/997 du Conseil du 18 juin 2023 établissant un titre de voyage provisoire de l'Union européenne (ci-après « TVP UE »), telle que modifiée par la directive déléguée (UE) 2024/1986 de la Commission du 6 mai 2024. Cette transposition permet de moderniser et sécuriser les documents de voyage d'urgence délivrés aux citoyens européens non représentés dans les pays tiers. L'accord actuel, établi par la décision 96/409/PESC de 1996, présente des lacunes significatives en matière de sécurité et ne répond plus aux standards internationaux actuels. Le nouveau cadre juridique renforce la protection contre la fraude et améliore la reconnaissance des documents par les pays tiers.

Le présent projet s'articule autour de quatre axes principaux : le renforcement de la protection consulaire par la délivrance du TVP UE aux citoyens européens non représentés en cas de perte, vol ou destruction de leur passeport pour un trajet unique vers leur État de nationalité ou de résidence ; une procédure harmonisée de coopération interétatique établissant une consultation obligatoire entre l'État prêtant assistance et l'État de nationalité dans des délais de 2 à 3 jours ouvrables ; un format uniforme et sécurisé conforme aux standards OACI ; et enfin une protection des données personnelles proportionnée limitant le traitement aux informations strictement nécessaires (nom, prénom, date de naissance, adresse, taille, nationalité, signature).

Le projet abroge le règlement grand-ducal du 27 mai 1997 tout en précisant les règles générales du règlement grand-ducal du 15 mai 2018 sur la protection des citoyens de l'Union européenne, sans modifier les droits fondamentaux établis. La Direction des Affaires consulaires est désignée comme organisme responsable de la production des formulaires et vignettes.

La transposition contribue à renforcer la solidarité européenne en matière de protection consulaire tout en assurant un niveau de sécurité élevé contre la contrefaçon et la fraude documentaire, dans le contexte de menaces terroristes et de criminalité organisée.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23/10/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

01/12/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

15/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2026

Loi du 25 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 88, page 1

Actualisation du cadre juridique du SEBES

8511 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Le projet de loi modifie la loi modifiée du 31 juillet 1962 relative à l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre. L'objectif principal est d'actualiser le cadre juridique du SEBES en modernisant sa gouvernance, en intégrant de nouvelles missions stratégiques et en adaptant la loi de 1962 à la législation communale actuelle.

Le projet étend le principe de parité de voix entre l'État et le secteur communal à toutes les décisions du comité du SEBES. Pour garantir cet équilibre, la représentation de l'État est portée à neuf délégués, chacun disposant de deux voix, sauf le représentant du ministre de l'Agriculture qui conserve une voix consultative. La présidence du comité est assurée par un délégué de l'État désigné par le Gouvernement en conseil.

Le projet de loi élargit les missions du SEBES sur deux axes importants :

– station de potabilisation de l'eau de la Moselle, conformément à l'accord de coalition 2023-2028 ;

– production d'énergies renouvelables pour l'autoconsommation des installations du syndicat.

Étant donné qu'une vingtaine de communes et un syndicat de communes ne sont pas membres du SEBES, le projet clarifie les conditions permettant une éventuelle adhésion. Comme par le passé, une commune ne peut adhérer que via un syndicat de communes, ce qui assure une cohérence territoriale dans la distribution d'eau potable.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 13/03/2025

Rapporteur : M. Jeff Boonen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

(Président : M. Paul Galles) :

26/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen des avis du Conseil d'État

10/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 25 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 95, page 1

Benelux-Kazakhstan : exemption de l'obligation de visa

8574 – Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 2 mars 2015 ;

2° du Protocole modifiant l'Accord du 2 mars 2015 entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2024

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, signé à Bruxelles le 2 mars 2015, ainsi que son Protocole modificatif du 7 novembre 2024 qui étend cette exemption aux titulaires de passeports officiels et de service.

L'accord établit une exemption réciproque permettant aux ressortissants kazakhs et des États du Benelux de voyager sans visa pour des séjours de 90 jours maximum par période de 180 jours. Les fonctionnaires en mission diplomatique ou consulaire et les membres de leur famille bénéficient de cette facilité pendant toute la durée de leur accréditation.

Le dispositif prévoit des mesures de sécurité, notamment l'échange des spécimens de passeports 60 jours avant leur mise en circulation. Chaque partie conserve le droit de refuser l'entrée aux personnes jugées indésirables ou susceptibles de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale, tout en s'engageant à réadmettre les personnes entrées avec ces documents.

Le cadre juridique offre une flexibilité nécessaire avec la possibilité de suspendre l'accord sur simple notification, de l'amender par consentement mutuel des parties et de régler à l'amiable tout différend éventuel.

Cet accord renforce les relations bilatérales en facilitant la mobilité des représentants officiels et contribue au rayonnement de l'union du Benelux auprès des autorités kazakhes.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/07/2025

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

10/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2026

Loi du 18 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 87, page 1

Mise en place du satellite GovSat-2

8604 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires

Le projet de loi a pour objet de donner au Gouvernement l'autorisation de financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications militaires et gouvernementales et d'acquérir de la capacité satellitaire.

Dans le contexte international marqué surtout par la menace que représente la guerre russe contre l'Ukraine, l'OTAN s'est fixé des objectifs. Le Luxembourg doit aussi augmenter considérablement son effort de défense. Pour réaliser ce défi, il s'est déterminé à :

- 1) éviter une diversification trop grande des activités de la défense ;
- 2) renforcer l'industrie luxembourgeoise ;
- 3) chercher à obtenir un retour économique et sociétal.

La communication par satellite est essentielle pour la défense : pour la communication civile des organisations gouvernementales, pour les réseaux d'infrastructures critiques ou encore pour des systèmes de sécurisation de données. En 2015, le Gouvernement a conclu avec la société SES un partenariat public-privé (« joint-venture ») à parts égales (50/50), la société LuxGovSat SA, pour le satellite GovSat-1 qui a été lancé en 2018. Aujourd'hui, les capacités de celui-ci sont presque entièrement utilisées ; le Luxembourg a en effet pu soutenir l'OTAN dès le début et obtenir un retour économique substantiel pour LuxGovSat SA par la vente de capacités à l'Alliance et à des États partenaires comme la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne et la Lituanie.

Il y a donc un besoin pour un deuxième satellite, GovSat-2, qui sera exploité par la même société. Ce satellite est destiné principalement à augmenter les capacités de communication satellitaire au-dessus de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Du point de vue technologique, il sera perfectionné par rapport au GovSat-1 et

mieux protégé notamment contre des impulsions électromagnétiques causées par la détonation d'armes nucléaires en haute altitude et contre le brouillage (« jamming »).

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 30/07/2025

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Défense

(Président : M. Guy Arendt) :

24/09/2025 Présentation du projet de loi

12/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

07/01/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État

14/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 5 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 29, page 1

Enseignement musical dans le secteur communal

8609 – Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter plusieurs ajustements à la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal afin de mieux répondre aux besoins exprimés par les acteurs de terrain et aux évolutions du contexte éducatif et économique.

D'une part, le présent projet de loi introduit un assouplissement des délais imposés aux communes pour la mise en œuvre et la planification de l'enseignement musical. Le report des échéances vise à tenir compte des contraintes organisationnelles rencontrées au niveau local et à garantir une gestion plus souple et efficace de ce service public.

D'autre part, le projet de loi procède à une revalorisation des taux inférieurs actuellement en vigueur dans le cadre de la réforme des carrières du personnel enseignant de l'enseignement musical. Par ailleurs, les montants de référence sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice pondéré du coût de la vie et de la valeur du point indiciaire, afin d'assurer la cohérence des barèmes avec les paramètres économiques en vigueur.

Enfin, le projet de loi introduit une mise à jour terminologique qui découle de l'introduction de nouvelles branches, telles que le chant rock/pop, le chant baroque et le chant musical, pour refléter l'évolution de l'offre d'enseignement afin de mieux répondre aux attentes des élèves.

La présente loi produit ses effets au 1^{er} septembre 2025.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31/07/2025

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

25/11/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

09/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 11 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 90 page 1

Schengen-Lycée : modification du cursus d'enseignement

8613 – Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'article 3 de l'Accord modifié entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement

d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, fait à Sarrebruck et Luxembourg, le 28 avril 2025

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord modifiant l'article 3 de l'Accord modifié entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, fait à Sarrebruck et Luxembourg, le 28 avril 2025.

Le Schengen-Lycée, qui a ouvert ses portes à l'année scolaire 2007-2008, constitue un établissement d'enseignement secondaire transfrontalier germano-luxembourgeois visant à favoriser la coopération éducative et culturelle entre le Luxembourg et le Land de la Sarre. Il accueille des élèves de nationalités différentes et propose deux filières d'enseignement : une voie menant à l'« Abitur », conforme au système scolaire allemand, et une voie luxembourgeoise conduisant au diplôme de fin d'études secondaires générales. L'établissement permet en outre l'accès à des études supérieures techniques pour les élèves ne présentant pas ou ne réussissant pas l'examen final.

Le Land de la Sarre en Allemagne a récemment décidé d'abandonner le système G8 (huit années d'enseignement secondaire) pour revenir au modèle G9, prolongeant ainsi la durée des études secondaires d'un an. Afin d'assurer la cohérence du cursus et l'égalité de traitement des élèves, le Schengen-Lycée doit également adopter ce « neunjähriger Bildungsgang ».

Cette adaptation nécessite une modification de l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé le 4 décembre 2006 à Perl.

L'Accord modificateur du 28 avril 2025 prévoit l'organisation de classes de la cinquième à la treizième année d'études, le passage de l'examen de fin d'études secondaires classiques à la fin de la treizième année d'études (et non plus à la douzième année d'études) ainsi que la mise en conformité de la voie luxembourgeoise de l'enseignement secondaire général, désormais achevée au terme de la treizième année d'études, tout en maintenant la possibilité d'accéder aux écoles supérieures allemandes moyennant le stage requis.

L'application de ce parcours scolaire prolongé se fera de manière échelonnée, à partir de l'année scolaire 2025-2026, en commençant par les classes de 5^e et 6^e.

L'Accord lui-même entrera en vigueur après notification mutuelle de l'accomplissement des formalités et mesures de réception prévues par le droit national des parties contractantes.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

06/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 25 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 100, page 1

Schengen-Lycée : modification du cadre financier**8614 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant l'article 3 du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le « Landkreis Merzig-Wadern » sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl », fait à Merzig et Luxembourg, le 28 avril 2025**

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole modifiant l'article 3 du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le « Landkreis Merzig-Wadern » sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers, ainsi que des dépenses courantes du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl », fait à Merzig et Luxembourg, le 28 avril 2025.

Le Schengen-Lycée constitue un établissement d'enseignement secondaire transfrontalier germano-luxembourgeois visant à favoriser la coopération éducative et culturelle entre le Luxembourg et la Sarre. Il accueille des élèves de nationalités

différentes et propose deux filières d'enseignement : une voie menant à l'« Abitur », conforme au système scolaire allemand, et une voie luxembourgeoise conduisant au diplôme de fin d'études secondaires générales. L'établissement permet en outre l'accès à des études supérieures techniques pour les élèves ne présentant pas ou ne réussissant pas l'examen final.

Le Protocole précité vise principalement à adapter le cadre financier et organisationnel de cet établissement. Il prévoit que le Grand-Duché de Luxembourg contribuera désormais de manière stable à hauteur de 50 % au financement du fonctionnement courant du lycée. Jusqu'à présent, la clé de répartition était recalculée chaque année sur la base du lieu de résidence des élèves, ce qui engendrait des variations importantes et une complexité administrative excessive.

Le Protocole précise en outre la nouvelle composition et les modalités de fonctionnement de la commission budgétaire. Celle-ci comprendra désormais trois représentants désignés par chacune des parties contractantes et statuera à l'unanimité. Trois représentants de la direction de l'établissement assisteront également aux réunions à titre consultatif, sans droit de vote.

L'entrée en vigueur du Protocole est fixée au 1^{er} janvier 2026. L'approbation de cet instrument international permet d'assurer une répartition plus équitable et prévisible des charges financières entre les partenaires, tout en consolidant le cadre institutionnel d'une coopération transfrontalière exemplaire dans le domaine de l'éducation.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 16/09/2025

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

06/01/2026 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

13/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/01/2026

Loi du 25 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 99, page 1

Benelux-Suriname : exemption de l'obligation de visa**8617 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles, le 14 février 2025**

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques ou de passeports de service, signé à Bruxelles le 14 février 2025.

L'accord établit une exemption réciproque permettant aux ressortissants surinamais et des États du Benelux de voyager sans visa pour des séjours de 90 jours maximum par période de 180 jours. Les fonctionnaires en mission diplomatique ou consulaire et les membres de leur famille bénéficient de cette facilité pendant toute la durée de leur accréditation.

Le dispositif prévoit des mesures de sécurité, notamment l'échange des spécimens de passeports 60 jours avant leur mise en circulation. Chaque partie conserve le droit de refuser l'entrée aux personnes jugées indésirables ou susceptibles de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale, tout en s'engageant à réadmettre les personnes entrées avec ces documents.

Le cadre juridique offre une flexibilité nécessaire avec la possibilité de suspendre l'accord sur simple notification, de l'amender par consentement mutuel des parties et de régler à l'amiable tout différend éventuel.

Cet accord renforce les relations bilatérales en facilitant la mobilité des représentants officiels et contribue au rayonnement de l'Union du Benelux auprès des autorités surinamaises.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

10/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2026

Loi du 18 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 84, page 1

Benelux-Belize : exemption de l'obligation de visa

8619 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Belize et les États du Benelux concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, fait à Bruxelles, le 6 mai 2025

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Belize et les États du Benelux concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, signé à Bruxelles le 6 mai 2025.

L'accord établit une exemption réciproque permettant aux ressortissants béliziens et des États du Benelux de voyager sans visa pour des séjours de 90 jours maximum par période de 180 jours. Les fonctionnaires en mission diplomatique ou consulaire et les membres de leur famille bénéficient de cette facilité pendant toute la durée de leur accréditation.

Le dispositif prévoit des mesures de sécurité, notamment l'échange des spécimens de passeports 60 jours avant leur mise en circulation. Chaque partie conserve le droit

de refuser l'entrée aux personnes jugées indésirables ou susceptibles de compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale, tout en s'engageant à réadmettre les personnes entrées avec ces documents.

Le cadre juridique offre une flexibilité nécessaire avec la possibilité de suspendre l'accord sur simple notification, de l'amender par consentement mutuel des parties et de régler à l'amiable tout différend éventuel.

Cet accord renforce les relations bilatérales en facilitant la mobilité des représentants officiels et contribue au rayonnement de l'Union du Benelux auprès des autorités du Belize.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

10/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

15/12/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/01/2026

Loi du 18 février 2026

Mémorial A : 2026, n° 85, page 1

121^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 11	
M. Claude Wiseler, Président		
2. Ordre du jour	p. 11	
M. Claude Wiseler, Président		
3. Communications	p. 11	
M. Claude Wiseler, Président		
4. Hommage à la mémoire de M. Robert Goebbels, ancien député	p. 12	
M. Claude Wiseler, Président		
5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député	p. 13	
M. Claude Wiseler, Président		
6. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés	p. 13	
M. Claude Wiseler, Président M. Marc Hansen M. Claude Wiseler, Président M. Georges Mischo M. Claude Wiseler, Président		
7. Changements de composition du Bureau	p. 13	
M. Claude Wiseler, Président		
8. Changements de composition de commissions parlementaires	p. 14	
M. Claude Wiseler, Président		
9. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 14	
M. Claude Wiseler, Président		
10. Heure de questions au Gouvernement	p. 14	
Question n° 295 du 20 janvier 2026 de M. Charles Weiler relative au coordinateur sportif, adressée à Mme la Ministre des Sports	p. 14	
M. Charles Weiler Mme Martine Hansen, Ministre des Sports		
Question n° 296 du 20 janvier 2026 de M. Franz Fayot relative à l'émission et la commercialisation du « defence bond », adressée à M. le Ministre des Finances	p. 15	
M. Franz Fayot M. Gilles Roth, Ministre des Finances		
Question n° 297 du 20 janvier 2026 de M. Gérard Schockmel relative à la plateforme « Integrity Line » au sein du Laboratoire national de santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale		p. 15
M. Gérard Schockmel Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale		
Question n° 298 du 20 janvier 2026 de M. Tom Weidig relative à l'état d'avancement du projet de statut de vétéran au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Défense		p. 16
M. Tom Weidig Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense		
Question n° 299 du 20 janvier 2026 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la situation dans les structures d'hébergement gérées par l'Office national de l'accueil (ONA), adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil		p. 16
Mme Nathalie Morgenthaler M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil		
Question n° 300 du 20 janvier 2026 de Mme Djuna Bernard relative aux performances des écoles européennes publiques du Luxembourg au baccalauréat européen, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse		
Question n° 301 du 20 janvier 2026 de Mme Francine Closener relative à l'écart de performance des écoles européennes publiques luxembourgeoises aux évaluations internationales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse		p. 17
Mme Djuna Bernard Mme Francine Closener M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse		
Question n° 302 du 20 janvier 2026 de M. André Bauler relative à la médecine du travail, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale		p. 18



M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Question n° 303 du 20 janvier 2026 de M. Marc Goergen relative à la période de « cooling-off » et aux conflits d'intérêts dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique p. 19

M. Marc Goergen | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Question n° 304 du 20 janvier 2026 de M. Marc Lies relative à l'évolution de l'électromobilité au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 19

M. Marc Lies | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 305 du 20 janvier 2026 de M. Marc Baum relative au plan social chez Amazon, adressée à M. le Ministre du Travail p. 20

M. Marc Baum | M. Marc Spautz, Ministre du Travail

Question n° 306 du 20 janvier 2026 de M. Michel Lemaire relative à l'achat des avions Embraer par Luxair, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 20

M. Michel Lemaire | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

11. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des revendications territoriales actuellement formulées par le Président américain dans le cadre de la politique étrangère luxembourgeoise et européenne

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'intervention militaire des États-Unis au Venezuela p. 21

Exposés : M. Sven Clement (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner (dépôt de la résolution 1)

Débat : M. Laurent Zeimet | M. Gusti Graas (dépôt des motions 2 et 3) | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Sam Tanson

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Motion 1 : M. Yves Cruchten | M. Gusti Graas | M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | M. Fred Keup | M. Sven Clement

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. David Wagner | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Gusti Graas | M. Fred Keup | M. Gusti Graas

Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)

Motion 3 : M. Yves Cruchten | Mme Sam Tanson | M. David Wagner | M. Gusti Graas

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Résolution 1 : M. Gusti Graas | M. Fred Keup | M. Laurent Zeimet | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Yves Cruchten | M. David Wagner | M. Laurent Zeimet | M. David Wagner | M. Laurent Zeimet | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des manifestations en Iran et la réaction de l'Union européenne face à ces développements p. 33

Exposé : M. Laurent Zeimet (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Gusti Graas | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur la motion 1 (adoptée)

13. Question élargie n° 68 de Mme Sam Tanson au sujet de la représentation des femmes aux postes à responsabilité au sein de la diplomatie luxembourgeoise p. 38

Mme Sam Tanson | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Sam Tanson | M. le Ministre Xavier Bettel

14. 8574 – Projet de loi portant approbation :

1° de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 2 mars 2015 ;

2° du Protocole modifiant l'Accord du 2 mars 2015 entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2024

8617 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles, le 14 février 2025

8619 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Belize et les États du Benelux concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, fait à Bruxelles, le 6 mai 2025 p. 39

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusti Graas

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8574 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8617 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8619 et dispense du second vote constitutionnel

15. 8454 – Projet de loi relative à l'établissement d'un titre de voyage provisoire de l'Union européenne p. 41

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusti Graas

Discussion générale : M. Laurent Zeimet | M. Yves Cruchten | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8454 et dispense du second vote constitutionnel

16. 8659 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'apurement des comptes de la Cour des comptes, de l'Ombudsman, du Centre pour l'égalité de traitement et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher p. 42

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8659

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen? (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi et am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech follgend Kommunikatiounen och nach un d'Chamber maachen:

E Member vum Collège vum Centre pour l'égalité de traitement huet d'Demissioun vu sengem Mandat duerch den Arrêté grand-ducal vum 9. Januar 2026 accordéiert kritt.

Esou wéi et festgehalen ass an den Artikelen 11 a 14 vum Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Centre pour l'égalité de traitement souwéi an den Artikelen 135 bis 139 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Remplaçant ze proposéieren, fir dëst Mandat weiderzeféieren, deen duerch de Grand-Duc ernannt gëtt. Dëst Mandat kënnt den 12. Mäerz 2029 op en Enn.

Déi interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberpresident riichten.

Fir datt d'Kandidaturen als recevabel erkläert kënne ginn, muss se bis spëtstens den 28. Februar 2026 erakomm sinn. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend. Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren an zeechen, déi beleeden, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn an datt d'Kandidaten déi néideg Kompetenz um Gebitt vun der Promotioun vun der Gläichbehandlung hunn.

Ausgeschloss vun esou engem Mandat sinn d'Membere vun der Chamber, dem Staatsrot a vun der Regierung.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bazeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 20 janvier 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8669 – *Projet de loi relative à la libération différée du capital social minimum des sociétés à responsabilité limitée et portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 16/12/2025

8670 – *Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ;*

2° de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 17/12/2025

8671 – *Projet de loi portant création de la fonction de directeur adjoint au sein de la direction du contrôle financier et modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 17/12/2025

8673 – *Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2023/2411 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relatif à la protection des indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels et modifiant les règlements (UE) 2017/1001 et (UE) 2019/1753 et portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme, le 19/12/2025

8674 – *Projet de loi relative à la construction d'une école internationale et d'un internat à Mondorf-les-Bains*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/12/2025

8675 – *Projet de loi portant modification : – de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes*

– de la loi modifiée du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/12/2025

8676 – *Projet de loi portant mise en œuvre de la classe d'impôt unique et modifiant : 1° la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;*

2° la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 (« Steueranpassungsgesetz ») ;

3° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

4° la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi ; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/01/2026

8677 – *Projet de loi portant création et organisation de l'Administration luxembourgeoise de l'économie agricole*

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 06/01/2026

8678 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et portant revalorisation des éléments de rémunération des soldats volontaires*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense, le 06/01/2026

8679 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 07/01/2026

8680 – *Projet de loi relative à l'identification des entreprises et au registre national des identifiants numériques d'entreprise et portant modification de – la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;*

– la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

et abrogeant – la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 07/01/2026

8681 – *Projet de loi relative au financement des services de transports réguliers par autobus dans neuf communes du canton d'Esch-sur-Alzette*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 13/01/2026

8682 – *Projet de loi portant modification du Code pénal et transposant la directive 2011/93/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 13/01/2026

8683 – *Projet de loi relatif au financement d'un progiciel commercial prêt à l'emploi en vue de moderniser l'ensemble du processus digital de l'imposition et du recouvrement des impôts perçus par l'Administration des contributions directes*

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 13/01/2026

8684 – *Projet de loi portant : 1° mise en œuvre du pacte européen sur la migration et l'asile ;*

2° modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

3° modification de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention ;

4° modification de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

5° modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 14/01/2026

8685 – *Projet de loi portant création de sociétés et d'associations par des médecins, des médecins-dentistes, des psychothérapeutes ou des vétérinaires et modifiant :*

1° la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical ;

2° la loi modifiée du 31 mai 2002 relative au Collège vétérinaire

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 15/01/2026

8686 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 15/01/2026

8687 – *Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2° de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat ; 3° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/01/2026

8688 – Projet de loi relatif à la construction de l'extension de la ligne de tramway entre Place de l'Étoile et le Pôle d'échange CHL

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 16/01/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3902 – Demande de pétition ordinaire : Concernant la reconnaissance de l'exotification comme forme de discrimination dans le droit anti-discrimination

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 17/12/2025

3903 – Demande de pétition ordinaire : Concernant l'obligation d'une éducation ergonomique et préventive pour les personnes travaillant avec des personnes présentant des handicaps moteurs

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 17/12/2025

3904 – Demande de pétition publique : Modification du Code de la route et du régime de responsabilité civile pour renforcer la sécurité des cyclistes et des usagers vulnérables

Dépôt : M. Paul Putzeys, le 18/12/2025

3905 – Demande de pétition publique : Système de permis à points « Capital initial » + bonus

Dépôt : M. Miguel Marcos Soares de Pinho, le 19/12/2025

3906 – Demande de pétition publique : Wehrpflicht

Dépôt : M. Albert Azemi, le 19/12/2025

3907 – Demande de pétition ordinaire : Concernant la communication transparente aux patients sur l'accès aux données médicales dans le cadre du système DSP (Dossier de soins partagé)

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 19/12/2025

3908 – Demande de pétition publique : Eenheet anstatt Trennung am Bildungswiesen (Projet ALPHA, Europaschoulen ...)

Dépôt : M. Luc Firmin Martiny, le 21/12/2025

3909 – Demande de pétition ordinaire : Pétition relative à l'organisation d'un service prioritaire pour les femmes enceintes et les personnes âgées dans le secteur de la santé, y compris dans les pharmacies

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 23/12/2025

3910 – Demande de pétition publique : Référendum : instaurer une « procédure en ambassade » pour les demandes d'asile au Luxembourg

Dépôt : M. Ruslan Oleg Hackenberg, le 25/12/2025

3911 – Demande de pétition publique : Tickets restaurant : révision du forfait journalier pour les frontaliers

Dépôt : Mme Nathalie Heini, le 29/12/2025

3912 – Demande de pétition publique : Fëmme verbidden op Arrête vum ëffentlechen Transport

Dépôt : M. Marton Szegedi, le 01/01/2026

3913 – Demande de pétition publique : Obligatorisches Haftpflichtversicherung fir bestëmmten elektreschen Scooteren

Dépôt : M. Marton Szegedi, le 01/01/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

4) Avis officiel

Communication du Président de la Chambre des Députés (20.01.2026)

Par arrêté grand-ducal du 9 janvier 2026, démission de son mandat a été accordée à un membre du collège du Centre pour l'égalité de traitement.

Conformément aux articles 11 et 14 de la loi modifiée du 28 novembre 2006 instituant un Centre pour l'égalité de traitement et aux dispositions des articles 135 à 139 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à proposer à la nomination par le Grand-Duc un remplaçant (m/f/d) afin d'achever le mandat de membre du Centre pour l'égalité de traitement. Le mandat viendra à terme le 12 mars 2029.

Les personnes intéressées peuvent adresser leur candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 28.02.2026, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir disposer de la compétence nécessaire dans le domaine de la promotion de l'égalité de traitement.

Les fonctions de membre du Centre pour l'égalité de traitement sont incompatibles avec les mandats de député, de membre du Conseil d'État et de membre du Gouvernement.

Les députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent ajouter une pièce du candidat acceptant la candidature.

Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez-vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à la mémoire de M. Robert Goebbels, ancien député

An der Sëtzung vun haut soe mir engem bekannte Politiker an enger markanter Perséinlechkeet an engem groussen an iwwerzeegten Europäer Äddi. De fréiere Gemengeconseiller, Deputéierten, Staatssekretär, Minister an Europadeputéierte Robert Goebbels huet eis ufanks Januar am Alter vun 81 Joer verlooss.

De Robert Goebbels huet vill fir Lëtzebuerg an och vill fir Europa gemaach. Wann een en hien a seng politesch Karriär denka, da kéint ee mengen, e wier och laang an der Chamber gewiescht. Mee nee, do war e guer net laang. Mee ech wéilt him awer haut an enger ëffentlecher Sëtzung gedenke wéinst senger impressionanter politescher Karriär vun 30 Joer.

Am Juli 1984 ass den LSAP-Politiker aus dem Zentrum an d'Chamber gewielt an als Deputéierte vereedegt ginn, mee nëmmen e puer Deeg drop ass de fréiere Journalist an d'Regierung komm. De Goebbels Rob war während am ganze 15 Joer Member vun der Regierung, fir d'éischt als Staatssekretär, dunn als Minister. Do war en zoustänneg fir Economie, Transport, ëffentlech Bauten an Energie.

De Robert Goebbels gëllt als ee vun den Architekten vun den Accorde vu Schengen. Während der Lëtzebuurger Presidence huet hien de 14. Juni 1985 als Staatssekretär am Ausseministère d'Ënnerschreiw vum den Accorde vu Schengen organiséiert, déi historesch sinn, an de Grondstee vum haitege Schenge-Raum geluecht. Hien hat d'Chance, un engem historesche Schrëtt an Europa determinéierend matzewierken. Eng

europäesch Entwécklung, un déi hie gegleeft huet an hannernt där hien absolutt stoung.

A seng Zäit an der Regierung falen och d'Pläng fir den Ufank vun der Nordstrooss oder de Pei-Musée, de Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, fir just dës Beispiller ze nennen.

Als Minister huet hie keng Diskussioun gescheit. Hie krut de „Gëllene Bagger“, war net ëmmer beléift bei jiddwerengem. Dat hat hien d'ailleurs net ongär an et hat een heiansdo d'Impressioun, dat hätt hien dobäi nach ugespornt.

1999 huet hie sech aus der nationaler Politick zrëckgezunn, nodeems hien an de Wale säin Zil als Spëtze-kandidat net erreecht hat. D'Politick ass esou. An d'Demokratie mécht, datt een heiansdo gewënnt an eeben heiansdo net.

Hien ass an d'Europaparlament gewielt ginn, wou hie 15 Joer war, bis 2014.

Beim Robert Goebbels wousst een ëmmer, wou een dru wier. Hien huet kloer geschwat, vun der Long op d'Zong, an ni gescheit, seng Meenung ze soen. Kloertext, ganz einfach. Och emol e bësse méi mat hétzegem Temperament. Hien huet gesot, wat e geduecht huet, a gemaach, wat e gesot huet. Ech hunn dat ëmmer appreciéiert. An dofir war et och einfach, ganz einfach, mat him eens ze ginn.

De Robert Goebbels hat e staarke Wëllen an e staarke Charakter. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen.

Hie war e Pragmatiker an e „Schaffert“, wéi hien et selwer gesot huet.

Hie war och ëmmer bereet, e gudde Rotschlo ze ginn. Ech ka mech ganz gutt erënneren, wéi ech 2004 Bauminister gi sinn – en Departement, wat de Robi bis 1999 gefouert huet –, huet e mer deen Dag duerno ugeruff fir ze felicitéieren a gefrot, ob ech wéilt mat him iwwert de Ministère schwätzen. En ass e puer Deeg duerno a säi fréiere Büro laanscht komm, huet mer vill Nätzleches erzielt. Et war fir d'éischt, dass ech an der Regierung war an en huet mer och ganz vill Rotschléi ginn.

Dat hätt en net misse maachen. Mir waren net an där selwechter Partei. Et war awer fir hien eng absolutt Normalitéit, well en de Sënn vum Staat hat. An ech muss soen: Ech war him dankbar dofir!

En huet mer ee Rotschlo ginn, un deen ech während dem Rescht, bis elo, ganz oft geduecht hunn. E sot mer: „Wann s de eng Decisioun hëls, fir eng Strooss hei oder enzwousch anescht ze bauen oder eng Schoul oder en Tunnel, oder wann s de egal wéi eng wichteg Decisioun ze huelen hues, dann huel der Zäit. Lauschter no, schwätz mat de Leit an dann decidéier. A wann s de bis decidéiert hues, da bougéier kee Milimeeter méi vun denger Decisioun ewech, soss bass de verluer!“ Dat war typesch Robi a fundamental richtig. An ech hunn och probéiert, mech drun ze halen.

Och wann hien an de leschte Jore politesch net méi aktiv war, ass hien am Kapp Journalist a Politiker bliwwen. Hien huet weider Meenungsartikelen a fräi Tribüne geschriwwen oder Carte-blanchen opgehol. Hie war ëmmer informéiert. Dat huet net ëmmer jiddweree frou gemaach, mee dat war jo och net d'Zil.

Hien huet och an dësen Zäite weider dru gegleeft, datt de Geescht vu Schengen iwwerlieft, och wann d'Grenzkontrollen an Nopeschlänner wéi Däitschland him net geschmaacht hunn.

De Robert Goebbels huet d'Politick staark geprägt an hannerléisst vill Spueren. Natierlech virop bei senger Famill a senger Kolleegen, mee och am Land an iwwert d'Grenze vu Schengen eraus. Mir wäerten

hien, seng schaarf Remarken a säi markant Laachen a gudder Erënnerung halen.

Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist oprichtegt Bäileed ausschwätzen.

Ech bieden Iech, ee Moment opzestoen, fir dem Versterwenen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Octroi d'un titre honorifique à un ancien député

De Bureau huet de 14. Januar 2026 opgrond vun den Artikelen 195 an 197 vum Chambersreglement virgeschloen, dem Här Fernand Etgen den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzuerkennen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Dem neien Éierepresident eis Felicitatiounen.

6. Vérification des pouvoirs et assermentation de deux nouveaux membres de la Chambre des Députés

Mir huelen haut zwee nei Memberen an d'Chamber op a fänke mat der Vérification des pouvoirs an der Assermentatioun vum Här Marc Hansen un.

A sengem Bréif vum 18. November 2025 huet den Här Fernand Etgen matgedeelt, datt hie vum 19. Dezember 2025 un op säin Deputéiertemandat verzichte wäert.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der DP am Walbezirk Norden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerpréiwung vun de Pouvoir-en huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeloucht, déi de 24. Oktober 2023 vun der Chamber ugeholl ginn ass. Dës Reiefolleg no, ass den éischte Suppleant den Här Marc Hansen. Et goufe weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültgkeet vun de Pouvoir vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eise Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Marc Hansen virum 16. Januar 2026 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, folgend Piëcen ofginn huet: eng Kopie vu senger Carte d'identité, fir ze beweisen, datt hie Lëtzebuerger ass an 18 Joer huet; e Certificat de résidence, fir ze beweisen, datt hien am Grand-Duché leeft, souwéi eng Deklaratioun op d'Éier, datt hie sech engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

Mat der Awëlleegung vum Här Marc Hansen huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, ob den Här Marc Hansen net duerch eng Virverurteilung säi Walrecht a seng Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrolle vun deene gesamte Piëcen, a) datt den Här Marc Hansen d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, a b) datt den Här Marc Hansen sech dozou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoir vum Här Marc Hansen sinn deemno gültg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Loosst dann, wannechgelift, den Här Marc Hansen erakommen!

Här Hansen, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzelleen, a sot entweeder: „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

M. Marc Hansen (DP) | Je le jure.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vum Eed vum Här Marc Hansen.

Här Hansen, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Applaudissements)

Duerch Arrêté grand-ducal vum 11. Dezember 2025 ass den Här Marc Spautz als Regierungsmember ernannt ginn. Domat ass säin Deputéiertemandat fräi ginn. Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der CSV am Walbezirk Süden dozou opgeruff ginn, fir d'Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

Duerch Arrêté grand-ducal vum 11. Dezember 2025 huet den Här Georges Mischo seng éierbar Demissioun als Regierungsmember vum Grand-Duc accordéiert kritt. Laut Artikel 66 (2) vun der Verfassung gëtt den Deputéierten, deen an d'Regierung geruff gëtt an domat säin Deputéiertemandat nidderleet, als Suppleant op der Lëscht, op där hie gewielt gouf, ageschriwwen, wann hien net méi Regierungsmember ass. Dës Aschreiwung erfollegt an der Reiefolleg vun de Stëmmen, déi ee bei de Wale kritt huet.

Laut dem Walresultat gouf den Här Georges Mischo als éischte Suppleant op der Lëscht ageschriwwen. Et gouf weeder Zweifel nach Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant ugeet, soudatt dem Artikel 6 (3) vum Chambersreglement no d'Chamber d'Gültgkeet vun de Pouvoir vum Suppleant kontrolléiere kann.

D'Artikelen 6 (2) an 3 (1) vun eise Reglement sinn agehale ginn, andeems den Här Georges Mischo virum 16. Januar 2026 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sëtzung, déi selwecht Piëcen, wéi virdrun erwänt, ofginn huet.

Mat der Awëlleegung vum Här Georges Mischo huet de Parquet général der Chamber d'Konklusiounen iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt. De Parquet général huet ënnersicht, ob den Här Georges Mischo net duerch eng Verurteilung säi Walrecht a seng Wielbarkeet verluer huet.

Et ergëtt sech aus deene genaue Kontrolle vun deene gesamte Piëcen, a) datt den Här Georges Mischo d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, sou wéi se am Artikel 64 vun der Verfassung virgesi sinn, a b) den Här Georges Mischo sech dozou engagéiert, d'Inkompatibilitäten, wat d'Fonctiounen ugeet, zurzäit ze behiewen.

D'Pouvoir vum Här Georges Mischo sinn deemno gültg.

Ass d'Chamber mat dëser Konklusioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Elo kënnt Der, wannechgelift, den Här Georges Mischo erakomme loosson.

Här Mischo, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi et am Artikel 67 (4) vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee follgende Wuertlaut huet: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité.“

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzelleen, a sot entweeder: „Je le jure“ oder „Ech schwieren et“.

M. Georges Mischo (CSV) | Je le jure.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vum Eed vum Här Georges Mischo.

Här Mischo, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(Applaudissements)

7. Changements de composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, no der Demissioun vum Här Fernand Etgen ass e Posten als Vizepräsident fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt den Här André Bauler Vizepräsident gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Vizepräsident vun der Chamber ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Dofir stellen ech d'Fro: Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Den Här André Bauler ass also als Vizepräsident vun der Chamber proklaméiert.

(Applaudissements)

An da komme mer och nach zu enger Proposition, wou ech awer elo den Dossier net direkt hei hunn.

Voilà! Do ass et.

Wéi den Här André Bauler als Vizepräsident vun der Chamber gewielt ginn ass, ass e Poste vum Member vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, datt den Här Gilles Baum Member vum Bureau gëtt. Et gëtt och proposéiert, datt d'Madamm Mandy Minella d'Madamm Lydie Polfer am Bureau ersetzt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat d'Poste vu Membere vum Bureau ugeet?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Et gëtt also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Da stellen ech och hei d'Fro: Ass d'Chamber domadder averstanen, datt mer den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéieren?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Den Här Gilles Baum an d'Madamm Mandy Minella sinn als Member vun der Chamber proklaméiert.

(Brouhaha)

Ech widderhuelen dee leschte Saz, fir et nach eng Kéier kloer ze maachen: Si sinn also als Membere vum Bureau proklaméiert. Dat anert ware se schonn.

8. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de la Défense ersetzt den Här Marc Hansen den Här Fernand Etgen. Den Här Gilles Baum ersetzt den Här Guy Arendt, ausser fir de Punkt iwwert de Projet de loi Nummer 8604.

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Marc Hansen den Här Gilles Baum.

An der Commission des Finances ersetzt den Här Marc Hansen d'Madamm Corinne Cahen, ausser fir de Volet Individualisatioun.

An der Commission de la Mobilité et des Travaux publics ersetzt den Här Marc Hansen den Här Fernand Etgen.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här Fernand Etgen.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ersetzt d'Madamm Corinne Cahen d'Madamm Carole Hartmann, ausser fir de Volet „Protection de la jeunesse“.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madamm Corinne Cahen den Här Gilles Baum, an den Här Georges Mischo den Här Laurent Zeimet.

An der Commission des Sports ersetzt d'Madamm Barbara Agostino den Här Patrick Goldschmidt.

An der Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire ersetzt den Här Patrick Goldschmidt d'Madamm Barbara Agostino.

An der Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ersetzt den Här Gilles Baum den Här Fernand Etgen.

An der Commission des Pétitions ersetzt den Här Gilles Baum d'Madamm Corinne Cahen.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt den Här Georges Mischo d'Madamm Diane Adehm. An d'Madamm Nathalie Morgenthaler ersetzt den Här Laurent Zeimet.

An der Commission de la Fonction publique ersetzt den Här Georges Mischo d'Madamm Stéphanie Weydert.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Georges Mischo den Här Félix Eischen.

An der Commission des Comptes ersetzt den Här Georges Mischo den Här Laurent Zeimet.

An der Commission d'examen ersetzt den Här Gilles Baum den Här Luc Emering.

An an der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région: Den Här Franz Fayot iwwerhëlt de Volet Kooperatioun vun der Madamm Paulette Lenert a gëtt deemno volle Member vun der Kommissioun. D'Madamm Paulette Lenert ass domat net méi Member vun där Kommissioun.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall. Et waren der och genuch fir dës Sëtzung.

Ass d'Chamber da mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Changements de composition de délégations luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional ersetzt den Här Marc Hansen den Här Fernand Etgen.

An der Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, der OSCE, ersetzt den Här Marc Hansen den Här Fernand Etgen als Membre suppléant.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt den Här Marc Hansen den Här Gérard Schockmel als Membre suppléant.

An an der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt den Här Marc Hansen den Här Gilles Baum als Membre suppléant.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

10. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zu eisem nächste Punkt, an zwar zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Éier mer elo mat der Froestonn un d'Regierung ufänken, wollt ech Iech informéieren, datt mer eng nei Prozedur aféieren. D'Deputéiert stellen hir Fro vun elo u vun hirer Bänk aus an d'Regierung, d'Ministère sinn och gebieden, vun hire Plazen aus ze äntweren an net op d'Riednerpult ze kommen. Dat gëtt eis en anere Flux an déi Diskussiounen a spuert eis och Zäit, déi mer ganz oft brauchen.

Dat gesot, ginn ech elo als Éischt fir d'Fro Nummer 295 dem Här Charel Weiler d'Wuert, eng Fro un d'Madamm Sportsministesch iwwert de Sportcoordinateur. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 295 du 20 janvier 2026 de M. Charles Weiler relative au coordinateur sportif, adressée à Mme la Ministre des Sports**

M. Charles Weiler (CSV) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, d'Coordinateurs sportifs an

de Gemengen hunn déi lescht Joren ëmmer méi eng wichteg Roll ageholl. Si droen derzou bäi, de Breedeesport ze férdere, d'Vernetzung vun de kommunalen Acteuren ze stäerken an de Sport och als Instrument fir Gesondheet, Integratioun an de gesellschaftlechen Zesummenhalt ze stäerken. An deem selwechte Kader muss awer och gekuckt ginn, datt dës Aarbecht op kloeren, transparenten an och rechtssécherer Strukture baséiert, déi souwuel de Gemenge wéi och de betraffene Persounen Planungssecherheet ginn.

Dofir hätt ech dräi Froen un Iech, Madamm Ministesch: Wéi gesitt Dir d'Roll vun de Coordinateurs sportifs an der zukünfteger nationaler Sportpolitik, besonnesch am Kontext vum Breedeesport a vun der Gesondheitsférdere?

Zweetens: Wéi eng Schrëtt gedenkt de Ministère ze ënnerhuelen, fir d'Roll an d'Finanzéierung vun de Coordinateurs sportifs op eng kloer an och rechtssécher Basis ze stellen?

An drëtt Fro: Wéi gëtt d'Aarbecht vun de Coordinateurs sportifs begleet, fir d'Qualitéit ofzesécheren an erfollegräich Approchen och auszebauen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler. D'Madamm Sportsministesch huet d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre des Sports | Villmools merci a villmools merci fir déi Fro. Ech mengen, éischters huet de Sportscoordinateur natierlech eng extreem wichteg Aufgab, well et hien ass, deen um Terrain ass, deen an der Gemeng um Terrain ass. An nëmmen esou kënne mer de Breedeesport an och d'Gesondheitsférdere stäerken.

En ass agefouert ginn no Covid, u sech vum Minister Dan Kersch, an duerno och vum Minister Georges Engel virugefouert ginn. 2024 huet de Georges Mischo et weiderentwéckelt mam Modell „Meng Gemeng leeft Sport“.

A wichteg ass, datt eng kloer Definitioun u sech gemaach ginn ass vum Sportscoordinateur: Éischters fir eng besser Koordinatioun, zweetens eng besser Vernetzung vun de Leit um Terrain – dat heescht, datt déijéineg, déi do sinn, matenee schaffen –, drëttens dann och d'Offer upassen un d'Besoinen, a véiertens schafft en u sech un dem Aktiounsplang, um kommunalen Aktiounsplang, fir do de Sport ze férdere.

Ech muss awer soen, déi lescht Decisioun bleift ëmmer um politeschen Niveau an der Gemeng. Dat heescht, de Sportscoordinateur kuckt dat aus sengem beruffleche Feld. Déi lescht Decisioun hëlt natierlech d'Gemengepolitik.

Am Moment hu mer 19 Coordinateuren an 31 Gemengen. D'Fro war no enger méi rechtssécherer Basis. Bis elo ass et vun Ufank un ëmmer nëmmen ..., oder ass et gelaf iwwer Konventiounen. Meng Services schaffen awer drun, fir elo e gesetzleche Kader ze schaffen, fir datt mer dat méi kloer kadréiert kréien an datt d'Veräiner dann och eng Sécherheet kréien. An d'Gesetz kann natierlech och elo opbauen op den Erfarungen, déi scho gemaach gi sinn. Dat heescht, déi ginn do mat agebaut.

Dann: Wat de Ministère mécht, fir d'Qualitéit oder fir d'Coordinateuren ze begleeten.

Ben, dat Éischt ass natierlech, d'Missioun si villfältig an dofir gi Formatiounen ugebueden. Dat ass dat Éischt, prozessbegleedend. Si sinn elo am Januar ugelaft.

Dat Zweet ass, fir einfach, methodesch standardiséiert Instrumenter zur Verfügung ze stellen, zum Beispill eng Bestandsopnam, wat gebraucht gëtt an der Gemeng.

Dat Drëtt sinn Austauschplattformen. Ech mengen, dat ass ëmmer wichteg. Mir hunn elo eng Partie där Sportscoordinateuren, datt déi sech och kënnen ënner sech austauschen, fir Best Practices auszutauschen.

An dann hëlleft de Ministère och begleedend beim Ausschaffe vum Aktionsplang, wann do Hëllef gebraucht gëtt, awer och natierlech éischter um methodeschen Niveau. Wéi gesot, d'Enddecision hält ëmmer d'Gemegepolitik.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 296 vum Här Franz Fayot un den Här Finanzminister iwwert d'Emission an d'Vermarktung vum Defence Bonds. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 296 du 20 janvier 2026 de M. Franz Fayot relative à l'émission et la commercialisation du « defence bond », adressée à M. le Ministre des Finances

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci. Merci, Här President. D'lescht Woch huet d'Defensemistesches zesumme mam Finanzminister den Defence Bond annoncéiert, en Emprunt obligataire vun 150 Milliounen Euro mat engem Rendement vun 2,25 %, dee bannent 24 Stonnen direkt komplett souscrivéiert war. Also e schéine Succès populaire. Meng Felicitationen dofir.

Et handelt sech hei ëm e Bond, dee sech u physischen Persounen riiicht, déi zu Lëtzebuerg wunnen an am Kader vum Uleeë vun hire privaten Erspuinnerisshandelen. Et ass also net wéi üblech, wa mer Emprunte maachen, en institutionellen Emprunt, dee bei Banke placéiert gëtt, mee deen heiten ass iwwer fënnef lokal Banke syndiquéiert ginn an eebe bei de Privatleit placéiert ginn, an deem Fall eebe mam Zil, fir Defensobjektiver ze finanzéieren.

Dir wësst, dass mer eis och wënschen, dass an Zukunft aner Ziler, national Ziler, wéi zum Beispill d'Wunnen oder eeben déi ekologesch Transition, och kéinten iwwert dat Instrument finanziéiert ginn. A mir hu jo och an deem Sënn eng Motioun zesummen hei gestëmmt nach am Dezember.

Ech géif gären haut vun Iech wëssen, Här Finanzminister, wéi vill Leit sech un deem Emprunt populaire bedeelegt hunn, awer och e bëssen, wéi d'Ventilation ass vun deene jeeeweilegen Investissementer vun de Leit. Well et geet jo hei och ëmmer drëm, dass dat esou wäit wéi méiglech oder esou breet wéi méiglech souscrivéiert gëtt am Public.

Dofir wär ech frou, wann Der eis kéint soen, wat d'Unzuel vun Investisseuren no dräi Investitionskategorien ass, also d'Unzuel u Leit, déi manner wéi 10.000 Euro investéiert hunn, d'Unzuel vu Leit, déi tëschent 10.000 a 50.000 Euro investéiert hunn an dann déi Leit, déi bis zum Maximalbetrag, also 150.000 Euro, investéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci dem Här Fayot fir seng Fro. Virop wëll ech betounen, dass den Defence Bond e Succès war. Et ass wuel eng Proposition vun der Regierung, vun dem Finanzminister gewiescht, mee Dir wësst alleguerten, dass se gedroe gouf duerch e Gesetz, dat d'Chamber gestëmmt huet.

D'Zil war et effektiv, eng Staatsobligatioun opzeleeën, déi sech un all d'Leit gericht huet. Duerfir ass och parallel, loosse mer et mol esou nennen, zu deem, datt d'Chamber de Gesetzesprojet gestëmmt huet, déi néideg Reklamm an de Meedie gemaach ginn. An d'Leit konnte vum leschten Donneschden, 15. Januar un ab 14.00 Auer kafen. An deen Dag drop, jo, manner wéi 24 Stonnen duerno, freides moies, war keng Obligatioun méi do bei deene fënnef bedeelegte Banken.

Wat seet eis dat? Dat seet eis, dass dës Staatsobligatioun zum richtege Moment komm ass. Et seet eis och, dass se gutt strukturéiert war an dass eng objektiv Nofro fir dee Produkt bestanen huet, mat engem Mindestinvest, dee fir déi meeschte Leit zougängeg war. Grad och fir d'Klengspuerer. An d'Lafzäit vun dräi Joer an en Zënstaun vun 2,25 % net, dat waren 2,81 % brut, well de Staat keng Zënbesteuerung opgehuewen huet, waren an dësen Zäiten och gutt gewielt. Doriwwer eraus, wéi ech dat jo virdru gesot hunn, gouf et eng Zënsebefreiung.

De Succès vun deem Defence Bond ass fir d'Regierung och de Beweis, dass d'Leit eigentlech un d'Stabilitéit vum Land an och un d'Stabilitéit vun de Staatsfinanze gleewen. Et ass och e Beweis, dass mer et awer als Lëtzebuerg, als klengt Lëtzebuerg, fäerdegbréngen, d'Regierung zesumme mat der Chamber, wéi ech soen, ze innovéieren, wat d'Spuerprodukter betrëfft. Duerfir wëll ech och e Merci un d'Tresorerie ginn, déi dat Ganz technesch ëmgesat huet.

Elo zu Äre konkrete Froen. Ganz zefridde kann ech Iech net stellen, well mir no 72 Schaffstonne nach net all d'Detailer hunn. Dat muss Der mer zougestoen. Mir hunn dat nach net vun alle Banke kritt. Mee ech kann Iech awer, oder der Chamber oder der Allgemengheet, eng generell Tendenz soen, wat d'Keefer ubelaangt.

Et sinn eigentlech Leit vun allen Alterskategorien derbäi. Deen eelste Client huet iwwer 90 Joer. Et sinn och haaptsächlech Awunner, iwwer 90 % d'ailleurs vun de Keefer, dat heescht, déi zu Lëtzebuerg Resident sinn, well déi konnte vum Steiervirdeel profitéieren. En Netresident konnt der kafen, dat ass normal, mee dee kann net vun dem Steiervirdeel profitéieren.

E Kaf och vu Klengspuerer, och wann et eigentlech quesch duerch de Gaart geet, mat Clienten, déi, soen ech, 2.000 oder 3.000 Euro investéiert hunn – dat heescht, den Obligatiounswäert war pro Obligatioun 1.000 Euro, déi also 2 oder 3 Obligatiounen kaaft hunn. Dee gréissten Deel läit och bei ënner 100.000 Euro.

Dann zu der Fro, ob een deen do Modell och huele kann, fir d'Leit un Finanzement vum Wunnengsbau oder der Energietransitioun ze bedeelegen. Wéi gesot, mir sinn amgaangen, déi Zuelen auszewäerten, fir ze kucken, ob d'Spuerer och weider bereet sinn ze investéieren. Ech mengen awer, no deem schnelle Succès do: Jo.

Op Basis vun den éischten Erfarunge wäerte mer dann och op déi weider Nofro agoen. Gläichzäiteg wäerte mer awer och weider normal Emprunten – ech wëll dat och eng Kéier ënnersträichen – op de Finanzmäert maachen, schonn eleng, fir déi Emprunten, déi deemnächst auslafen, weider ze finanzéieren. Ech hat dat och schonn an der Finanzkommissioun gesot. Déi wäerten an der Zënslaascht méi deier ginn, wéi dat war, wéi se opgeluecht goufen, well nämlech virun zéng Joer d'Zësen einfach méi niddereg ware wéi elo, wat natierlech och seng Repercussiouen am Staatsbudget huet. Ech mengen, dat muss ee fairnesshalber an transparenzhalber och soen.

Mir wäerten zäitno eng Analys virleeën an der Finanzkommissioun. Dozou engagéieren ech mech. An ech kéint mer virstellen, dass een dat och mécht fir de Wunnengsbau. An ech kéint mer och virstellen, dass een et mécht fir e sougenannte „Green Bond“, dat heescht fir déi energieatesch Transition. Och wann do d'Krittäre méi schwéier genau ze definéieren sinn, well Dir wësst, dass mer do Definitionen hunn, déi och zu Bréssel matspillen. An et ass jo net esou, dass mer einfach elo soen: „Mir maachen eppes fir d'Defense“, „Mir maachen eppes fir de Wunnengsbau“, „Mir maachen eppes fir déi gréng Transition“. Mee et muss een och Krittären dofir festleeën. An déi Krittäre mussen herno och vun engem Comité de suivi richteg gepréift ginn.

An ech engagéieren mech vis-à-vis vun der Chamber, dass mer dat do der Finanzkommissioun och alles zäitno ënnerbreeden, soubal mer den Detail vun allem hunn. An dann decidéieren mer zesumme mat Iech, politesch, ob ee weiderfiert. Mir maachen Iech déi Propos. An da muss mer, wéi gesot, och den néidege Gesetzesprojet maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 297 vum Här Gérard Schockmel un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Integrity-Line-Plattform vun LNS. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 297 du 20 janvier 2026 de M. Gérard Schockmel relative à la plateforme « Integrity Line » au sein du Laboratoire national de santé, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, zënter enger Rei Jore scho beklot sech d'Personal vum Staatslabo iwwer psychologesche Stress an Harcèlement op der Aarbechtsplaz. Duerch d'Aféierung vun der Plattform Integrity Line kënnen Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus dem Staatslabo op eng confidentiel Aart a Weis Mësstänn mellen, déi op der Aarbecht zustane kommen.

An deem Kontext wëllt ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet folgend Froe stellen:

Wéi vill Reklamatiounen sinn zënter der Aféierung vun der Integrity-Line-Plattform beim Staatslabo iwwert dës Wee schonn erakomm?

Wéi vill vun dëse Reklamatiounen bezéien sech op den Harcèlement vun de Mataarbechter?

Bei wéi vill Reklamatiounen iwwer Harcèlement koom et net zu enger Suite vun der Enquête?

Bei wéi vill Reklamatiounen koom et zu enger Sanktioun oder enger erweiterter Enquête?

Wéi schätzt d'Madamm Minister d'Effikassitéit vun dëser Plattform an?

Bei der Integrity Line handelt et sech jo ëm eng Plattform, bei där d'Reklamatiounen intern traitéiert ginn.

Ass et net en Nodeel, datt dës Plattform intern vum Management a vun de Ressources humaines geréiert gëtt, wat perséinlech Konsequenze kéint hu fir déi Mataarbechter, déi Mësstänn mellen, bezéiungsweis et d'Mataarbechter dervun ofhält, d'Plattform iwwerhaapt ze notzen?

Gedenkt d'Madamm Minister dës Reklamatiounen eventuell extern traitéieren ze loosse?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. D'Wuert huet elo d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Deputéierte fir dës Fro. Déi Plattform, déi Der uschwätzt, déi ass vu baussen accessibel. Jiddweree kann dorobber e Signalement maachen. Déi ass en place gesat ginn opgrond vum Whistleblower-Gesetz.

Wat d'Zuel vun de Signalementer ubelaangt, esou hu mer der zënter der Mise en ligne vun der Plattform, déi den 1. November 2024 war, fënnf erakrut. Déi fënnf Signalementer ware véiermol wéinst Harcèlement moral an eng Kéier wéinst engem Dysfonctionnement managérial.

Wat d'Suitten elo sinn, déi opgrond vun deene fënnf Signalementer en place gesat gi sinn: Zweek Signalementen sinn als net recevabel deklaréiert ginn, an dräi sinn der recevabel, zwee dovunner nach en cours an een ofgeschloss.

Ob déi Plattform elo hire Sënn an Zweck erfüllt, wa fënnf Signalementer zënter dem 1. November 2024 erakomm sinn? Dat schéngt mir der net ganz vill ze sinn, mee dat ass virsiichteg appreciéiert.

Wat den internen oder externen Traitement ubelaangt, esou muss ech Iech mat op de Wee ginn, datt all déi, déi poursuivéiert ginn, och extern poursuivéiert ginn. Dat gëtt net eng intern Prozedur. Intern gëtt d'Gesetz applizéiert. Et gëtt gekuckt, ob se recevabel sinn, an da gi se extern poursuivéiert. Soudatt ech denken, datt mer de Moment do keng weider Ännerunge mussen ubréngen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 298 vum Här Tom Weidig un d'Madamm Verdeedegungsministesch iwwert de Stand vum Veteranestatutprojekt zu Lëtzebuerg. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 298 du 20 janvier 2026 de M. Tom Weidig relative à l'état d'avancement du projet de statut de vétéran au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Défense

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Madamm Minister, wéi ech am November an der Ukrain war, fir mech iwwert den Impakt vum Krich ze informéieren, sinn ech haaptsächlech a Kontakt komm mat Veteranen, hire Familljen an deenen, déi hinnen hëllef. Si kréien net nëmme medezinnesch Hëllef, mee och psychosozial Ënnerstëtzung. Hir Veterane-gruppe si gutt organiséiert.

Wat hir Veteranen och kréien ass Dankbarkeet vun der Bevëlkerung an der Regierung fir hiren Asaz. An den USA an a Groussbritannien hale se hir Veteranen och héich. Wann een e Veteran trefft, soen d'Leit him „Thank you for your service to our nation“.

Wéi dacks héieren eis Veteranen dat hei zu Lëtzebuerg? Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng esou eng Veteranekultur. Mir hunn zwar zwou Organisatiounen. D'AMAM gesäit sech éischter als eng solidaresch Organisatioun an net als klassesch Veteranevertriebung. D'AACSPL gëtt vun der World Veterans Federation als eenzeg Veteranenorganisatioun genannt. Mee den Daachverband vun Anciens combattants an och Leit, déi a Missiounen waren, ass net formell integréiert per Gesetz. Eng national Veteranevertriebung existéiert bis haut net, e Veteranestatus och net.

Virun zwee an engem hallwe Joer hat de fréiere Verdeedegungsminister François Bausch op RTL gesot: „Dee kriege se“. A si hunn och d'Recht, deene ze fuerderen, well nëmmen iwwer e legale Status brénge mir et fäerdeg, all déi Problemer, déi sech fir Veteranen kënne stellen, well se an engem Asaz waren,

unzegoen. Hien huet e Gesetzesprojekt fir ufangs 2024 versprach. Mir sinn elo zwee Joer méi spéit.

Madamm Minister, Dir hutt der Chamber nach ëmmer de Projet de loi net virgestallt. Anscheinend läit den Dossier fäerdeg am Tirang. Är Äntwert op meng parlamentaresch Fro war vag, nom Motto: „Mir féieren am Moment Iwwerleeungen a mir sinn am Kontakt ...“

Duerfir meng Fro un Iech: Kënnt Dir eis e konkreeten Datum soen, wéini datt Dir an der Chamber e Gesetzesprojekt virstellt? An deelt Dir, Madamm Minister, mäi Wonsch, datt mir eise Veteranen méi dacks soe sollten: „Merci fir Ären Asaz fir eis Natioun“?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An d'Wuert huet elo d'Verdeedegungsministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Villmools merci. Ech soen Iech Merci fir dës Fro. Dir hutt mer effektiv och scho QPen heidriwwer gestallt. Déi lescht Äntwert datéiert op virun dräi Méint.

Effektiv, iwwert déi lescht Jore sinn Diskussiounen iwwert d'Veterane gefouert ginn. An och iwwert de Veteranestatut. Dat ass allerdéngs och zréckgeféieren op konkreet Problemer, déi sech gestallt hunn. Et geet hei haaptsächlech ëm eng nohalteg Betreierung vun de fréieren Ex-Militaires, fir dat sécherzestellen, well et hei eebe konkreet Fäll gouf vu PTSD – dat ass Post-traumatic stress disorder –, a wéi d'Prise en charge dovunner sollt sinn, an am Fall, wou d'Krankekeess dat net géif iwwerhuelen, ob de Staat dat da kéint maachen. Dat war am Fong d'Ursinn vun deenen Diskussiounen, déi do och gefouert gi sinn. An do sinn och ganz konkreet interministeriell Diskussiounen gelaf – d'Armée, d'Direktioun vun der Defense zesumme mat der Sécurité sociale, mat der Association d'assurance accident, och mam Contrôle médical de la sécurité sociale –, fir dës Situatioun ze analyséieren, well dat fir verschidde Leit wirklech ee konkreet Problem duergestallt huet.

Do huet sech dann erginn, dass dës Fäll als Aarbechtsaccident kënne unerkannt ginn. Dat heescht, fir zukünfteg Fäll, ob dat elo PTSD ass oder ob dat aner Sequellé sinn, ass kee Problem. An dofir brauche mer och kee gesetzleche Kader hei ze änneren.

Allerdéngs fir déi eeler Fäll ass et e Problem, well et gëtt en Delai, fir d'Demande bei d'AAA eranzeginn. Dat ass en Delai vun engem Joer. A wéi mir ..., oder laut eisen Informatiounen gëtt et do nach fënnf konkreet Fäll, wou mir am Kontakt si mam Ministère vun der Gesondheet a vun der sozialer Sécherheet, fir hei esou séier wéi méiglech eng Léisung ze fannen. Et ass mir och wirklech ganz, ganz wichteg, dass hei ganz konkreet, esou séier wéi méiglech, eng Léisung identifizéiert gëtt.

Déi méi generell Fro iwwert de Statut vun engem Veteran oder en Agreement vu Veteransorganisatiounen, do schléissen ech och näischt aus. Allerdéngs muss ee sech do wirklech konkreet och d'Fro stellen: Wat ass den Objektiv vun esou eppes? Well bis elo hu sech d'Diskussiounen emol haaptsächlech ëm déi konkreet Problemer gedréit. An déi konkreet Problemer, déi wëll ech léisen, a kucken, dass mer se geléist kréien, ier mer eventuell e gesetzleche Kader schafen, wat vill méi laang dauert. Et geet drëms, d'Problemer, déi sech stellen, wirklech direkt ze léisen.

Dass mir de Veteranen dankbar sinn, dat ass eng Selbstverständlechkeet. Ech mengen, dat muss een och ënnersträichen. Allerdéngs ass natierlech och d'Prioritéit, wéi ech virun e puer Deeg dat virgestallt hunn an der Chamberskommissioun, dass mer e Rekrutementspaquet hunn, dass mer do drop schafen. Dat schéngt mer wirklech dat Allerwichtigst do.

An deem Kontext wäerten e ganze Koup Reglementer respektiv och Gesetzter misse geännert ginn. Wann an deem Kontext sech och eppes ergëtt, wat ee kéint fir Veteranen maachen, da schléissen ech dat elo och net aus, mee fir mech läit hei d'Prioritéit ganz kloer um Rekrutement an och op der Retentioun. Dat heescht awer net, dass mer de Veteranen net dankbar sinn. An ech mengen, déi Fro, do kënne mer nach dru schaffen, wéi sech dat konkreet och an eisen Dispositiounen dann eventuell kann zréckfannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 299 vum der Madamm Nathalie Morgenthaler un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliwen an den Accueil iwwert d'Situatioun an den Ënnerbréngungsstrukture vum ONA. D'Madamm Morgenthaler hutt d'Wuert.

– Question n° 299 du 20 janvier 2026 de Mme Nathalie Morgenthaler relative à la situation dans les structures d'hébergement gérées par l'Office national de l'accueil (ONA), adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Här Minister, déi lescht Woch huet den Innenminister Léon Gloden de Gesetzesentwurf zur Ëmsetzung vum EU-Migratiouns- an Asylpak virgestallt. D'Zil vum Gesetz ass et, gemeinsam europäesch Reegelungen fir Migratioun, Asyl a Grenzmanagement national ëmzesetzen. D'Migratiounspolitik soll esou méi effektiv, méi séier a besser koordinéiert ginn.

D'Zuel vun den Asylanträgen ass an deene leschten zwee Joer zréckgaange vun 2.020 am Joer 2024 op 1.768 am Joer 2025. Dat entsprécht engem Réckgang vun 12 %. Wann dat neit Gesetz an der Praxis applizéiert gëtt, wäert dat viraussichtlech nach zu enger weiderer Entlaaschtung vun de Flüchtlingsstrukturen zu Lëtzebuerg féieren.

Dofir wéilt ech dem Här Famillminister, dee fir d'Opnam zoustänneg ass, froen: Gëtt beim Réckgang vun der Auslaaschtung vun de Strukturen vum ONA, dem Office national de l'accueil, berücksichtegt, besonnesch déi Strukturen prioritär ze entlaaschten, déi an der leschter Zäit kritiséiert goufen?

Wéi vill Asylbewerber, Asylbewerberinne liewen am Moment an deene verschiddene Flüchtlingsstrukturen? A wéi héich ass den Auslaaschtungsgrad aktuell?

Konnt an de Strukturen, déi besonnesch problematesch oder an engem ganz schlechten Zoustand sinn, wéi zum Beispill den Don Bosco, d'Situatioun vun de Bewunner a Bewunnerinne méttlerweil verbessert ginn?

Ab wéi engem Auslaaschtungsgrad ass et méiglech, dës Haiser definitiv zouzemaachen?

Sinn an de leschte sechs Méint nei Plazen a Flüchtlingsstrukture geschafe ginn, respektiv wéi vill sinn der nach a Planung?

An déi lescht Fro: Sinn am Kader vun der Ëmsetzung vum EU-Migratiounspak och Ännerungen bei der Betreierung vun den Asylbewerber a -bewerberinne respektiv bei de Strukturen geplangt?

Ech soen Iech Merci am Virus fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. An den Här Minister fir d'Famill a fir den Accueil huet hei d'Wuert.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci, Här President, och der Deputéierter Nathalie

Morgenthaler fir déi ganz vill Froen. Ech géif gär virop soen, dass, wann natierlech d'Zuelen, déi d'Immigratioun nennt, wat jo d'Demandeurs de protection internationale sinn, déi hei eng Demande stellen, erfoginn – Dir hutt et gesot, vun 2024 op 2025 ëm 12 % erfoginn –, dann ass dat natierlech eppes, wat de Réseau da manner belaauscht.

Op där anerer Säit ass et esou, dass den ONA jo net nëmmen d'Demandeurs de protection internationale ophëlt, mee och d'Bénéficiaires de protection temporaire. An dee Réckgang, dee mer feststellen op der Säit vun den DPIen, deen natierlech hëllefëräich ass ... Deem géigeniwwer gesi mer awer eng Steigerung bei den Ukrainer, déi komm sinn, grad och d'lescht Joer, wat dozou féiert, dass mer op där enger Säit 12 % manner DPIen hunn, déi d'lescht Joer an den ONA-Réseau komm sinn, mee ëm 30 % méi Ukrainer, déi komm sinn.

An dat huet sech verschäerft déi lescht Méint vum leschte Joer, wou mer ëm 100 Ukrainer hu pro Mount déi lescht véier Méint, déi an der Moyenne op Lëtzebuerg komm sinn, wat an der Somme bewierkt, dass mer bal genau d'selwecht vill Leit am ONA hu misse hebergéieren 2024 wéi 2025, soudass et weiderhin esou bleift, dass den ONA-Réseau ganz staark frequentéiert ass.

Wat d'Zuelen ugeet, kéint ech Iech elo hei bombardéiere mat eenzele Flüchtlingsstrukturen, mee Äre Bänknoper hei an der Chamber, de Charel Weiler, huet mer et dofir méi einfach gemaach: En hat nämlech eng schrëftlech Fro de leschte Mount gestallt, wou mer och probéiert hunn, d'Äntwerten ze gi pro Struktur an och wéi vill Leit dra sinn a wat och d'Occupatioun pro Struktur ass. Dat ass d'Question parlementaire 2905. Do, wéi gesot, fannt Der alles un Zuelematerial, wou ech elo vläicht nach géif eppes hei verdréien. Wéi gesot, dat hutt Der och dann an där Fro. Ech mengen, vill méi rezent kéint dat bal net sinn. Dir gesitt op alle Fall, dass d'Auslaaschtung vum Réseau konstant bei 97, 98 % läit.

Wat de Parc immobilier vum ONA selwer ugeet, ass et esou, ech hat dat rezent jo och an enger Chamberskommissioun den Deputéierten erkläert: De Réseau ass deen, deen en ass. An ech wëll och do näischt schéierieden. An natierlech, wann ech vill eraus op den Terrain gi bei d'Gemengen, bei Leit, déi och temporär Strukturen zur Verfügung gestallt hunn, fir déi ze verlängeren, zousätzlech Better ze schafen, zousätzlech Strukturen ze schafen, dann huet dat eng duebel Ursach. Dat eent ass natierlech, fir déi Strukturen, déi vläicht manner gutt sinn, dann eng Kéier kënnen zouzemaachen. An da wësse mer awer och, dass mer eng Tendenz hunn ... A wa mer e bësse gesinn – Dir schwätzt haut de Mëttag jo och vill iwwer Aussepolitik nach –, wat esou an der Welt lass ass, dann ass dat natierlech eppes, woufir meng Ustrengungen dann nach méi wichteg sinn, fir ze kucken, zousätzlech Strukturen ze schafen.

Nei Strukturen déi lescht sechs Méint – well Der déi frot – hu mer net geschaaft. Et ass awer esou, dass mer Strukturen hunn, déi am Bau sinn, dass mer Accorden hunn, fir Strukturen auszebauen, dass mer mat ville Gemengen amgaang sinn, Gespréicher ze féieren, dass mer kucken, de Kontakt ze sichen, och dann duerno mam Gemengerot, mat de Bierger. An dat ass e bëssen eppes, an do sinn ech en ligne och mat menge Virgänger ... Ech mengen, et si jo och vill Gemengepolitiker heibannen, déi dat bestëmmt gutt verstinn, dass et net u mir ass als Minister, hei eenzel Dossiere schon unzuegoen, ier da wierklech och d'Bierger an de Gemengen informéiert sinn, d'Gemengeréit informéiert sinn a bis och déi lescht Accorden do sinn.

Op där anerer Säit hutt Der nach gefrot, wéi allgemeng de Migratiounspakt ausgesäit. Et ass richteg, de Léon Gloden huet jo do insgesamt néng Reglementer an deem Beräich Iech an de leschten Deeg hei an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert.

Op menger Säit ass d'Direktiv Accueil, un där mer am Familljeminstère amgaang sinn ze schaffen, déi mer an den nächste Wochen hei wäerten deposéieren. An da wäert ech och méi am Detail nach kënnen drop agoen. Ech géif Iech bidden, esou laang ofzewearden, wéi gesot, an dann, wann d'Texter bis finaliséiert sinn, kommen ech déi selbstverständlech och der Chamberskommissioun virstellen. An da kann ech och méi drop agoen, wat déi erhoffte Verbesserungen da sinn, souwuel fir d'Demandeurs de protection internationale, d'Bénéficiaires de protection temporaire an natierlech och fir de Réseau als solchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 300 vun der Madamm Djuna Bernard an zur Fro Nummer 301 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, béid iwwert d'Resultater vun de Lëtzebuurger Europaschoule bei internationalen Evaluatiounen. Fir d'éischt huet d'Madamm Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

– Question n° 300 du 20 janvier 2026 de Mme Djuna Bernard relative aux performances des écoles européennes publiques du Luxembourg au baccalauréat européen, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

– Question n° 301 du 20 janvier 2026 de Mme Francine Closener relative à l'écart de performance des écoles européennes publiques luxembourgeoises aux évaluations internationales, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Här Minister, d'Resultater vum europäesche Baccalauréat 2025 bei den ëffentlechen Europaschoulen, déi ginn op den éischte Bléck Grond zur Freed. An zwar soe se: bal 100 % Erfolgsquot. Mee wann een awer e bësse méi genau kuckt, da weist sech awer duerchaus och en anert Bild.

Véier ëffentlech Europaschoule vu Lëtzebuerg leien nämlech daitlech ënnert dem europäeschen Noutenduerchschnitt a beleen och déi lescht Plazen am Verglach mat 32 anere Schoulen. Besonnesch alarméierend sinn d'Zuele ronderëm d'Fächer Mathematik an och an den Naturwëssenschaften, wou direkt an e puer Fäll méi wéi d'Hallschent vun de Schüler d'schrëftlech Examen net bestanen hunn.

Här Minister, wéi erkläert Der Iech des massiv Leeschtungsdefizit, déi Lëtzebuerg hei am internationale Verglach opweist?

Sinn des d'ailleurs vergläichbar tëscht den ëffentlechen internationale Schoulen an deenen zwou, ech soe mol, méi klassischen Europaschoulen um Kierchbiert an zu Mamer? Des sinn nämlech an deem rezenten Artikel weider net thematiséiert a si jo awer och relevant, fir grad op nationalem Niveau komplett Vergläichsdonnéeën ze hunn. Kéint Dir eis vläicht dozou hei weider Zuele ginn?

A virun allem, an dat ass warscheinlech dat Wichtegst fir d'Schüler an och fir d'Elteren dobaussen: Wéi wëll Dir garantéieren, dass d'Schüler aus den ëffentlechen Europaschoulen, besonnesch an de MINT-Fächer,

mee och doriwwer eraus, tatsächlech op weider Studien an op hir Berufsoportunitéite virbereet sinn an net nëmme formell en Diplom kréien, dee se vläicht awer duerno net esou weiderbréngt, wéi se dat missten hunn?

Wéi wëllt Der sécherstellen, dass et kee qualitative Clivage tëscht den traditionelle Lycéeën an den ëffentlechen internationale Lycéeën an den traditionellen Europaschoule gëtt?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. D'Madamm Djuna Bernard huet schon de Kader gesat. Effektiv hunn déi ëffentlech international Schoule beim Ofschlossexamen am europäesche Verglach schlecht ofgeschnidden. Déi schrëftlech Epreuve sinn deelweis wierklech, wierklech net gutt.

An trotzdeem hunn 260 vun am Ganzen 263 Schüler a Schülerinnen hiren Ofschlossdiplom krut. All déi véier Schoule leien ënnert dem europäeschen Duerchschnitt an an dräi vu véier Schoule war d'Moyenne vum Ofschlossexamen op d'mannst bei der Hallschent vun de Fächer eng Ongenügend. An trotzdeem kréie jo awer déi allermeeschte Schüler hiren Ofschloss.

Do mécht ee sech natierlech Gedanken, well den Här Minister jo och a senger Politick ëmmer méi op déi ëffentlech Europaschoule setzt. Duerfir wëllt ech och den Här Minister froen, wéi en déi schlecht Resultater bewäert vun de Lëtzebuurger Schüler, besonnesch an de schrëftleche Prüfungen. Wéi si se ze erklären? A wat wëll de Minister maachen, fir datt déi Lëtzebuurger Schüler awer e Leeschtungsniveau errechen, deen iwwert dem europäeschen Duerchschnitt läit?

Wéi gutt sinn d'Schüler aus eisen Europaschoulen op d'Uni virbereet oder op e Beruff? Huet de Minister eigentlech en Iwwerbléck, wéi den Taux de réussite ass vun eise Schüler aus den traditionelle Lycéeën, awer och aus den ëffentlechen Europaschoulen an hiren Ausbildungen no der Première? Et wier jo interessant, fir awer ze kucken, fir erauszefannen, wat eis Diplomer da wierklech wäert sinn, déi vu béiden Ordres d'enseignement vergi ginn.

A bekanntlech huet jo de sozioekonomeschen Hannergrond en decisiven Afloss op d'Schoulkarriär. Gesitt Dir hei och vläicht eng Erklärung fir d'Ofschneide vun eise Schüler? A wa jo, bedeit dat dann, dass eis ëffentlech Europaschoulen et net oder nach net fäerdegbréngen, déi sozial Benodelegungen opzehiewen an also Chancégerechtkeet ze schafen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci deenen zwou Dammen Deputéierte fir déi dote Fro. An ech mengen, et ass berechtigt, datt mer eis domadder beschäftegen. Deen, dee vun eis emol op Diplom-iwwerreechunge geet, dee weess, datt an deem enge Lycée emol méi Excellente an Très-biene si wéi an deem aneren. Dee weess och, datt bei deem engen emol den Taux de réussite daitlech méi héich ass wéi bei deem aneren.

Heescht dat, datt déi eng Schoule besser si wéi déi aner? Nee, ech denken, dat ass et net. An Dir hutt et scho gesot: Mir hunn zwee Facteuren, déi virun allem op d'Reussite an der Schoul ëmmer nees eng grouss Awirkung hunn, an dat ass leider manner d'Schoul, mee et ass awer eebe méi de sozioekonomeschen

Hannergrond vun de Schüler, vun hirer Famill, an awer och de Migratiounshannergrond, deen hei ganz staark duerchschiëlt.

A wa mer elo mol eng Kéier kucke ginn, wat an den Typ-1-Europaschoulen – Typ-1, well et déi éischt waren; dat sinn déi, déi fir d'Kanner vun den Europabeamte geduecht sinn –, de Profil ass vun de Schüler, da wësse mer, datt dat Kanner vun Europabeamte sinn alleguerten, also e relativ homogene Grupp, deen aus engem relativ aiséierte Milieu och kënnt, dee bildungsno ass, also laut alle Bildungsetüden éischter besser outilléiert ass, fir gutt duerch e Schoulssystem ze kommen.

Da gëtt et och nach am Ausland déi aner agreéiert Europaschoulen, sou wéi mir och agreéiert Europaschoulen hunn, wou déi meescht awer och relativ no entwedeer un EU-Institutionen, un anereren internationalen Institutionen drunhänken oder et Privatschoule sinn, déi payant sinn an domadder natierlech och d'Schüler esou ventiléieren, datt se éischter aus engem aiséierte Milieu kommen.

Wat mir awer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass eppes aneres. Mir hunn eigentlech eng öffentlech, an domadder gratis, Gesamtschoul. Eng Gesamtschoul, well mer d'Orientatioun vum Fondamental a Richtung vun de Secondaireschoulen, vun den Europaschoule maachen opgrond vun enger Orientatioun an den Enseignement secondaire classique, mee och an den Enseignement secondaire général.

Wa mer elo déi aner Europaschoule kucken, Mamer a Kierchbiërg, hu mer awer éischter e Populationsprofil, deen engem Enseignement secondaire classique entsprécht vun deenen, déi aus eise Grondschoule kommen an dann an eng öffentlech Europaschoul an de Secondaire ginn, a 56 % hunn eng Orientatioun an de General, also eng large Majoritéit.

Dernieft wësse mer awer och, datt déi Schoule jo geschafe sinn, fir wierklech och eng adequat Äntwert op Schülerprofiller ze ginn, déi et an eiser Schoul besonnesch schwierig hunn, nämlech Schüler mat Migratiounshannergrond, als Primo-arrivant aus dem Accueil. Mir hu grad vu Flüchtlinge geschwat. An dann ass den Taux vun deene Schüler, déi eigentlech an eise reguläre Lëtzebuurger Schoule ganz dacks an d'Mauer rennen, an deenen dote Schoulen natierlech vill, vill méi héich. An ech denken, dat erkläert och, firwat mer do finalement aner Resultater hunn.

Mir hunn och Leeschtungsënnerscheeder tëschent eise Lëtzebuurger Lycéëen. Ech wëll awer och soen: Mir publizéieren déi Donnéeën do net am Detail, och aus engem gudde Grond, well mer eigentlech géint déi Ranking sinnen a well mer net fannen, datt eng Schoul, déi gutt Resultater am Ofschlossexamen huet, automatesch elo och déi beschte Schoul muss sinn. Et muss een och ëmmer kucken, wou d'Schüler hierkommen, an dat a Relatioun matenee setzen, och fir déi pedagogesch Aarbecht vun de Schüler ze bewäerten.

Wat mer kënnen matenee vergläichen, dat si vergläichbar Schülerprofiller. An dat ass genau dat, wou mir och eis Evaluatioun jo vun den öffentlichen Europaschoulen drop baséieren. Nämlech am LUCET, am Luxembourg Centre for Educational Testing, kucke mer, dat doten ..., ech wëll net soen ze „neutraliséieren“, mee a vergläichbare Schülerkohorten dann och ze kucken: Wéi entwéckelen déi sech an eise Lëtzebuurger System a wéi entwéckele se sech am europäesche System?

A grad déi, déi am Lëtzebuurger System benodeelegt si mat Migratiounshannergrond, entwéckele sech eigentlech besser am europäesche System, virun allem ... An do hu mer jo d'Mathé gekuckt als

Netsproochefach, well dat awer relativ jee no Schoulssystem dann och nach matenee vergläichbar ass.

Mir stellen och fest, datt déi Schüler, déi mer an den europäesche Schoulen hunn, wa mer d'Moyenne vun deenen huelen an de LUCET-Evaluatiounen, genau tëschent den Evaluatiounen vun dem Enseignement secondaire général an dem Enseignement secondaire classique zu Lëtzebuerg leien, wat erëm eng Kéier eigentlech net iwwerraschend ass, wa mer wëssen, datt do, wou ech hierkommen, nämlech déi Orientatiounen och, déi ech kritt hunn an de General oder an de Classique, datt d'Schülerschaft sech esou zesummesetzt, datt mer dann herno och änlech Resultater hunn, wéi eigentlech à la base vun de Schüler dann och gewise ginn.

Dat sinn Erklärungen do derfir. Dat wëll awer net heeschen, datt een net weider muss creuséiere goen. D'Madamm Bernard huet zu Recht gefrot: „Wéi ass et mat den Naturwëssenschaften?“ Ech denken, doranner läit zum Beispill ee Punkt, wou mer eis méi Méi musse ginn, datt déi Orientatioun an déi richteg Optionsfächer, wéi et jo am europäesche System heescht, vläicht mat méi Suergfalt, mat méi Reflexioun och geschéien. Et kuckt ee vläicht, wat een duerno wëll ginn, an da léiert een emol virun allem dat Fach, mee et ass een awer vläicht net onbedéngt géiegent do derfir. Ech denken, datt do nach eng Kéier muss ugesat ginn, fir och déi Resultater do ze verbessern a wierklech d'Orientatioun an déi Richtung ze maachen, wou ee wierklech säin Interessi a säin Talent huet.

Ënnert dem Stréch soe mer nach ëmmer: Eis öffentlech Europaschoule bidde ganz ville Schülerinnen a Schüler eng Chance, wou eise Lëtzebuurger Schoulssystem net fäeg ass do derfir. Ech weess, ganz dacks gëtt d'Fro gestallt: „Wat ass e gerechte Schoulssystem? Ass dat een, wou jiddereen iwwert dee selwechte Leescht gezu gëtt, muss déi selwecht Hürd iwwersprangen, egal ob en 1,20 Meeter oder 1,80 Meeter ass?“ Ech mengen net. Ech mengen éischter, e gerechte Schoulssystem ass een, wou mer och adaptéiert Weeër kënnen proposéiere par rapport zu deenen ënnerschiddlechen Ausgangssituatiounen, déi de Schüler awer huet. An duerfir sti mer nach wie vor zu eisen öffentlichen Europaschoulen a si fest dervun iwwerzeegt, datt dat eng gutt Bildungsoffer ass fir e groussen Deel vun eise Schülerinnen a Schüler.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Minister hat elo e bësse méi laang Zäit, well en zwou Froe gestallt krut, déi zwar zum selwechte Sujet waren.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Mir kommen zur Fro 302 vun Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Aarbechtsmedezinn. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 302 du 20 janvier 2026 de M. André Bauler relative à la médecine du travail, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Viru bal zwéi Joer hat ech d'Madamm Gesondheitsministesch gefrot, wéi et mat der Aarbechtsmedezinn steet. A si hat mer matgedeelt, datt geschat gëtt, datt mer an den nächsten zéng Joer bis zu op d'mannst 50 nei Aarbechtsmedezinner géife benéidegen, fir eeben de wuessende Besoinen an dësem Beräich gerecht ze ginn.

An ech hat si och gefrot, graff ëmmiss, wéi eng Moderniséierung vun der Aarbechtsmedezinn a punkto Struktur a Fonctionnement kéint ausgesinn. D'Madamm Ministesch hat mer deemools gesot, datt déi betreffen Institutionen a Servicer amgaange sinn, Pisten opzezeechnen, mat deenen een engersäits dem Manktem, der Penurie entgéintwierke kann an anerersäits de Fonctionnement iwwer eng Upassung vum gesetzleche Kader, vun enger verstärkter Moderniséierung, ënner anerem duerch d'Digitalisatioun vun de Prozesser, méi effikass, méi wierksam kéint gestalten.

Aus deem Grond wollt ech ganz kuerz nofroen: Wat hunn d'Iwwerleeunge vun deene betraffene Servicer erginn? Gëtt et also éischt Konklusiounen, fir dem Manktem un Aarbechtsdokteren entgéintzewierken? A wat fir engem Mooss kann eeben hei och dann d'Digitaliséierung zu Erliichterunge féieren?

An zum Schluss wollt ech froen: Wéi huet de Rekrutement vun den Aarbechtsmedezinneren an deene leschten zwéi Joer ausgesinn? Gëtt et do eventuell Liichtblécker?

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. D'Wuert huet elo d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. An och merci dem Deputéierte fir dës Fro an dofir, erëm eng Kéier d'Wichtigkeet vun der Santé au travail ervirzehiewen.

Zu deenen Informatiounen, déi ech virun zwéi Joer ginn hunn, kann ech dozoufügen, datt mer eis reegelméisseg gesi mam Service de santé au travail multisectoriel, well dat en Établissement public ass, deen ënner menger Responsabilitéit ass. Déi aner Servicer gesi mer alt ee- bis zweemol am Joer, fir en Iwwerbléck ze kréien iwwert dat, wat leeft.

An dat, wat mer de Moment ugeduecht hunn, ass fir d'éischt emol, eng Zousatzinformatioun op der Uni.lu unzesidelen, dat heescht eng Formation en médecine du travail, déi Leit kënnen maachen, déi net méi esou laang als Dokter wëlle schaffen oder déi an der Pensioun als Dokter sinn. Dat heescht, déi Formatioun, déi ass ugefrot gi vun der Ministesch Obertin a mir selwer.

Dann hu mer vum Ministère aus och der Uni eng Demande gemaach, fir à terme eng richteg Spezialisatioun „en santé au travail“ unzedenken. Dat sinn de Moment véier Joer Formatioun, déi, denken ech, och gutt hei op der Uni ugesidelt wären.

Dann hu mer eng Diskussioun gefouert iwwert de Rekrutement. De Rekrutement ass ganz schwierig. Wa mer Plazen ausschreiwen, melle sech keng Leit oder et si Leit, déi innerhalv vum Staat d'Plaz wiesselen, wou jo dann och erëm eng Kéier op enger anerer Plaz beim Staat e Manktum ass. Well mir hunn nach Institutionen wéi zum Beispill de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, deen och dréngend Doktere brauch. An do muss mer méi eng allgemeng Diskussioun iwwert de Rekrutement vun Doktere beim Staat féieren.

Dann hutt Der nach ugeschwat, datt ech d'Digitalisatioun an d'Spill bruecht hat. Jo, d'Digitalisatioun kann hëllefen, fir d'Dossiere méi einfach accessibel ze maachen. De Moment sinn déi Servicer alleguerten selwer intern digitaliséiert, mee den Accés vu bausen op medezinnesch Dossieren ass net garantéiert, well do ginn et vill Acteuren, do muss ee vläicht mat der ADEM schaffen, mat der ITM schaffen, mat der Onfallversécherung schaffen. An do wäert et eis hëllefen, datt mer hannenno en DSP zweet Generatioun

hunn, wou da kann definéiert ginn, wien Accès op d'Donnéen vum Patient huet an a wéi engem Beräich Donnéeën accessibel sinn. Och dat hu mer um Radar, mee ech kann Iech do nach keng Timeline ginn, wéini dat soll Verbesserung bréngen.

A fir d'Ziel vun den Aarbechtsmedezinner, déi mer iwwert déi lescht zwee Joer agestallt hu respektiv rekrutéiert hunn, do hunn ech d'Informatiounen vum STM, vum Service de santé au travail multisectoriel. Do hu mer eigentlech fir all Ofgang vläicht een Neie fonnt, mee mir hu keng nei dobäi kritt. Do sinn nach ëmmer déi Posten op, déi op waren, wéi ech Iech op d'Fro geäntwert hunn. A fir déi aner Servicer muss ech een Tour mat deenen dréinen. Dat war an där Zäit elo net méiglech. Wann Der wëllt, kann ech Iech dat norechen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Elo komme mer zur Fro Nummer 303 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir d'Fonction publique iwwert d'Cooling-off-Period an d'Interessekonflikter am ëffentlechen Déngscht. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 303 du 20 janvier 2026 de M. Marc Goergen relative à la période de « cooling-off » et aux conflits d'intérêts dans la fonction publique, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Am Fonctionnairesstatut ass ganz kloer gereegelt, dass e Staatsbeamte keen Interessekonflikt dierf hunn. Meng Fro bezitt sech awer haut op déi Phas, wann een net méi am Staatsdéngscht ass an et géng een aus dem Staatsdéngscht ausscheeden, wéi et da gehandhaabt gëtt mat enger Cooling-off-Phas. Huele mer zum Beispill, dass een Direkter bei enger Administratioun war an dass een duerno bei eng Firma geet, déi genau an deem Beräich wäert Submissiounen maachen, also Offeren eragi fir dee Beräich, wou ee virdrun als Direkter zoustänneg war. Wéi ass dat gehandhaabt gëtt mat enger Fonctionnairesstatut a wéi gedenkt d'Regierung, sech do an Zukunft och ze schützen? Well bei de Ministeren ass et ganz kloer, déi hunn eng Cooling-off-Phas herno, mee Direkteren, déi a sech d'Entscheidung mathuelen, net. An dat ass e grouse Problem, wann een herno kuckt, wat fir Folgen dat kann hunn.

Dofir hunn ech d'Fro matbruecht: Existéiert eng Cooling-off-Phas fir Staatsbeamten, wann een nom Staatsdéngscht fir nei Aarbechtsplaz unhëlt? A falls net, wäert d'Regierung esou eng aféieren? Sinn och d'Conseillere an d'Sekretären, déi am Arrêté grand-ducal vum 27. November 2023 am Règlement interne genannt sinn, vun de Cooling-off-Reegele betraff?

An dann déi lescht Fro: Sinn héich Staatsbeamte wéi Direktere vu Verwaltung vum enger Cooling-off-Phas betraff, wa si no hirer Demissioun eng nei Aktivitéit ufänken, déi genau mam selwechte Beräich ze dinn huet, wéi deen, an deem se virdrun Direkter waren?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. D'Wuert huet elo den Här Minister fir d'Fonction publique. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Merci, Här President. Och merci, Här Goergen, fir déi Fro. Ech mengen, et ass eng kloer Äntwert: Et gëtt keng generell Cooling-off-Reegele fir Staatsbeamten. Et wier och net evident, fir esou eppes anzeféieren, well dat géif dann aner Froen opwerfen, zum Beispill

déi, ob dat iwwerhaupt kompatibel wär mat dem Recht op Aarbecht oder der Fräiheet, fir e Commerce ze bedreiwen oder fräi e Beruff auszeüben, déi jo an der Verfassung stinn.

Et ass awer esou, an Dir hutt selwer verweisen op de Statut vum dem Fonctionnaire, am Artikel 11 vum deem Statut steet, dass en Agent keng Informatiounen därerf erausginn, déi en am Kader vu senger Fonctioun gewuer ginn ass an déi net ëffentlech sinn. An dës Obligatioun, déi spillt och nach weider, wann en de Staatsdéngscht verlooss huet.

An op där anerer Säit ass et natierlech och esou, dass den Agent, mat deem dee fréieren Agent soll zesummege schafft hunn, sou wéi dat fir all Agent beim Staat de Fall ass, muss seng Neutralitéit respektéieren an halen. A wann en der Meenung ass, dass en dat net ka maachen, da muss e sengem Supérieur Bescheid soen an da muss en deen Dossier, dee concernéiert ass, ofginn. Dat ass, fir sougenannten Interessekonflikter ze verhënnere.

Wann eng Decisioun géif um Niveau vum enger Ministesch oder engem Minister geholl ginn, dee mat engem fréieren héije Beamten ze dinn hätt, wou deen involvéiert dra wär, da misst och de Regierungsmember sech u seng Obligatioun aus dem Deontologiekodex vun der Regierung halen, an zwar ëmmer sech neutral verhalten, fir och hei potenziell Interessekonflikter ze verhënnere.

Op déi Fro mat de Conseillere, dat si jo d'Conseillere, déi adjoint sinn au Gouvernement, déi hunn, wa se géifen de Staatsdéngscht verloossen, eng Period vun engem Joer, wou se net därerf Afloss huelen oder ee Client oder eng Entreprise vertriebe bei hirem fréiere Regierungsmember oder dem Personal vun hirem fréiere Ministère. Ech weess net genau, wat Der mengt mat dem Sekretär, mee op jidde Fall ass dat ganz kloer fir déi Conseillere, déi adjoint sinn au Gouvernement.

A fir déi Fro mat den Direktere vun de Verwaltungen: Hei besteet, wéi gesot, wéi allgemeng ënner Staatsbeamte keng Cooling-off-Phas, mee déi aner Saachen applizéiere sech all, déi ech Iech elo grad genannt hunn, och fir si.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen zur Fro Nummer 304 vum Här Marc Lies un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Entwécklung vun der Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 304 du 20 janvier 2026 de M. Marc Lies relative à l'évolution de l'électromobilité au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi Der alleguerte wësst, mussen mer an der Mobilitéit vun de fossilen Energië fortomme respektiv se staark reduzéieren.

A well elo dës Samschden den Autofestival ufänkt, ass haut e gudd Moment, fir eng Kéier de Punkt zur Elektromobilitéit ze maachen. D'Zuele weisen, dass d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ëmmer méi u Faart ophëlt. Ëmmer méi Bierger entscheeden sech och fir en Elektroauto. Engersäits gëtt d'Offer u performanten a bezuelbaren Elektroautoen um Marché ëmmer méi grouss. Anersäits ënnersträicht dës positiv Entwécklung awer och den Erfolleg vun de staatleche Primmen, déi zum Beispill fir de Kaf vun engem elektresche Gefier, enger elektrescher Occasioun oder d'Installéiere vu Luedestatiounen ausbezuelt ginn.

Ech selwer als iwwerzeegten Elektroautofuerer sinn der Meenung, dass mir de Leit méi Ureizer solle ginn,

fir hinne Loscht ze ginn, fir dann dee Moment och méi nohalteg a fossilfräi an Zukunft kënnen ze fueren, soudatt mir um Wee an a Richtung Klimaneutralitéit och weiderkommen.

Dofir wollt ech e puer Froen un den Här Minister stellen: Wéi héich ass méttlerweil den Undeel un elektreschen Autoen am Lëtzebuurger Fierpark?

Eng aner Fro: Wéi grouss ass de Succès vu staatleche Primmen? A wéi vill Hëllef sinn d'lescht Joer diesbezüglich ausbezuelt ginn?

Zum Schluss nach eng Fro: Wéi eng Initiative wëllt den Ëmweltminister nach ënnerhuelen, fir dass nach méi Bierger sech fir d'Elektromobilitéit an Zukunft interesséieren?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lies. Här Ëmweltminister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Och merci dem Här Lies fir seng Fro iwwert d'Elektromobilitéit. Direkt och dann e puer Zuele fir unzefänken. An zwar bei den Neumeldunge vun elektresche Gefier 2025, do louche mer bei 26,9 % vun allen nei ugemellten Autoen, déi reng Elektroautoe waren. An da leie mer hei iwwert dem Duerchschnitt an der EU, dee bei 16 bis 17 % läit. An dobäi kommen dann och nach eng Kéier ronn 8 % Plug-in-Hybrid. Dat heescht, da si mer ongeféier bei 35 % vun den Neumeldungen an dem gesamte Fierpark, déi d'lescht Joer elektresch waren.

Am gesamte Fierpark si mer elo bei ronn 12,7 % elektreschen Autoen, woubäi der 8,7 % reng elektresch sinn a 4 % Plug-in-Hybriden. Do hu mer natierlech nach e Wee ze goen, bis dass mer eist Zil am PNEC kënnen erreechen. Vun de Primmen d'Zuelen: Vun 2019 u si ronn 32.000 Primme fir elektresch Gefier ausbezuelt ginn, woubäi et 2024 der 6.799 waren an d'lescht Joer 14.659. Do misst ech awer nach genau d'Detailler kënne kucken, mee dat sinn emol eng Kéier déi Zuelen, déi mer elo aktuell hei hunn.

Wat maache mer weider? Ma eischtens eng ganz wichteg Informatioun: Dee Regimm, dee wäert dës Joer den 30. Juni u sech auslafen. Mir verlängere deen natierlech a mir wäerten elo geschwënn e Projet de loi deposéieren, fir en dann och nach bis 2030 ze verlängere, also am Ganzen nach véier Joer, fir e bësse méi eng laang Zäit och méi Planungssecherheet ze ginn.

Et wäerte weiderhin attraktiv Primmen och bäibehale ginn. Geschwënn kann ech der Chamber do d'Detailler dozou ginn. A mir wäerten ab 2027 och gäre wëllen d'Virfinanzéierung aféiere bei der Mobilitéitsprimm. Mir hu se schonn agefouert bei der Fotovoltaik an et wäert och nach bei de Wärmepumpelen nokommen. A mir hu jo och de Klimabonusregimm Wunnen deposéiert a wëllen e verlängere. Deen ass u sech den 31. Dezember d'lescht Joer ausgelaf. Mir waarden nach ëmmer op en Avis vum Staatsrot an e wäert sech herno retroaktiv applizéieren.

An an deem ass och nach eng Kéier virgesinn, fir déi ganz Bornen, déi ech doheem installéieren, de Regimm ze verlängere. Zu de Bornen: Bis ewell sinn 10.000 Primme fir Bornen accordéiert ginn. Den Délai d'attente, fir dat ze traitéieren, läit ongeféier bei engem Mount.

An da wäerte mer awer och an deem Klimabonus Wunnen nach zwou nei Initiativen, zwee nei Subsidien aféieren, déi och der Elektromobilitéit wäerten zegutt kommen. Nämlech gëtt den Top-up fir d'Bornen agefouert, déi jo och prett si schonn, nei

Kommunikationsprotokoller wéi d'bidirektionell Chargéieren ze maachen, an dee sougenannten HEM-System, Home Energy Management System, deen herno all déi intelligent Systemer wéi d'PV-Anlag, wéi d'Born, wéi den Elektroauto matenee wäert steieren a verknäppen an derfir wäert suergen, datt zum Beispill den Elektroauto wäert da geluede ginn, wann de Strom am bëllegsten ass an och wann d'Sonn schéngt. A mat der PV-Anlag kann dann dee Strom, dee produzéiert gëtt, agespeist ginn. Dat ass zum Beispill och en neie Subsid, dee mir wäerten aféieren.

An eng nei Initiativ, déi mer wäerte maachen, déi am Kader geschitt och vum Klimasozialplang, ass de Leasing social fir Elektromobilitéit, fir dass déi Akommesklassen, déi bescheiden, déi prekär, déi mobiliséiere mer am Klima- a Sozialplang, och kënnen an d'Elektromobilitéit klammen. Dat ass elo eng weider Initiativ, déi mer wäerten ëmsetzen.

A selbstverständlech wäerte mer och nach weider an den Ausbau vun ëffentlecher Infrastruktur fir ze lueden investéieren an déi ausbauen. An och, iwwert de Wirtschaftsministère ass en Appel à projet lancéiert gi fir d'Luedinfrastruktur an de Betriber, déi och wäert disponibel, accessibel gemaach ginn ëffentlech, fir datt och Autoe vu bausse kënnen do lueden. Dat ass dann nach eng weider Initiativ, déi mer wäerte maachen.

Mee selbstverständlech – do hutt Der e wichtege Punkt ugeschwat – mussen och d'Präisser weider erofgoen. An et gesäit ee jo, um Marché ass méi Konkurrenz, et gi vill méi och Elektroautoe produzéiert, déi grouss Konzern sinn elo do drop och ëmgekloppen, an dat wäert och mat dozou bäidroen, datt d'Präisser erofginn.

Hei sinn awer all weider Mesüeren, déi elo en place sinn, respektiv wäerten en place gesat ginn, fir datt och mir als Regierung kënnen déi Incentive maachen, datt d'Elektromobilitéit sech wäert weider an déi Richtung entwéckelen, wéi mer se gären hätten, an domadder déi grouss Contributioun maachen, fir och d'Klimaneutralitéit 2050 ze errechen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ëmweltminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 305 vum Här Marc Baum un den Här Aarbechtsminister iwwert de Sozialplang bei Amazon. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 305 du 20 janvier 2026 de M. Marc Baum relative au plan social chez Amazon, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den 13. November d'lescht Joer ass um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart eng Bomm explodéiert, nämlech wéi Amazon ugekënnegt huet, dee Moment, 470 Aarbechtsplazen ze sträichen, nodeems se dat Joer virdru weltwäit Milliardebeneffisser am dräistëllege Beräich gemaach hunn.

Den 2. Dezember hu mer eng éischte Kéier an der Chamber geschwat an ech hunn Äre Virgänger gefrot, wéi d'Regierung géif virgoen. En huet mer geäntwert, datt d'Regierung am léifsten e Plan de maintien dans l'emploi envisagéiere géif, se domadder awer bei der Direktioun géifen, Stand deemools, ofblocken.

Mëtt Dezember dunn ass e Sozialplang mat de Personalvertrieeder ausgehandelt ginn, vun deem menges Wëssens am Februar soll eng éischt Etapp a Kraaft trieden, dat heescht, déi éischt Entloossungen da solle geschéien. Dës Kéier dann net méi fir 470, mee fir 370 Leit.

Duerfir wiere meng Froen un den aktuellen Aarbechtsminister: Wéi ass d'ADEM préparéiert op déi Situatioun, datt an deenen nächste Wochen awer Honnerte Leit riskéieren, do virstelleg mussen ze ginn?

Huet den Aarbechtsminister Kenntnisstand vun de Profiller vun deene Betreffenen, vun deenen 370 Leit?

Wéi ass en Encadrement vun der ADEM virgesinn, fir dat ze maachen?

An als Lescht: Eisen Informatiounen no si warscheinlech relativ vill Mënschen aus Drëttlänner dovunner betraff, vill Leit aus Indien oder aus Pakistan. Wéi gesäit et do aus? Gëtt et en Encadrement, och do, well déi Leit riskéieren deemno wéi, hiren Openthaltstatus ze verléieren?

Am Dezember ass nach gesot ginn, datt sech géif concertéiert gi mat anere Ministeren, fir dat ze verhënnere a fir d'Leit beschtméiglech opzefänken.

Duerfir wier meng Fro: Wou si mer bei all deene Saachen drun?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci dem Här Marc Baum fir déi Fro betreffend Amazon. Fir d'alleréischte wëll ech dat nach eng Kéier bestätegen, wat den Här Baum gesot huet. Mäi Frënd a Virgänger, de Georges Mischo, huet d'Direktioun vun Amazon den 28. November gesinn an huet och duerno nach eng Kéier d'Delegatioun gesinn, fir och mat hinnen eng Kéier dee ganze Wee ofzeschreiden, wat geschitt ass. Et ass vu 470 op 370 zrëckgaang, esou wéi den Här Baum dat och gesot huet.

Net méi spéit wéi haut de Mëtte sëtzt d'RH vun Amazon zesumme mat de Vertrieeder vun dem Ministère a vun der ADEM, fir ze kucken, wat genau den Detail vun de Profiller ass bei deene concernéierte Leit, fir dass do och kann eng Opstellung gemaach ginn, wat do alles méiglech ass.

Méindes, den 2. Februar sollen dann déi éischte Kéier d'Bréiwer erausgoen. D'ADEM ass zesumme mat Amazon amgaang, d'Séance-d'information ze preparéieren. A bei deene Séance-d'information geet et net nëmmen ëm dat, wat aarbechtsrechtlech machbar ass a wat méiglech ass vun Aide au réemploi, wat méiglech ass vun Indemnité-de-départen, mee gläichzäiteg – an Dir hutt et ënnerstrach – och wat an den Immigratiounssujet alles ufält, fir alleguerten déi Leit, déi Net-EU-Bierger sinn.

Ech wëll awer soen, dass insgesamt vun deene Leit, well den Här Baum déi Fro och gestallt hat, innerhalb der Europäescher Unioun sinn et insgesamt ... – ouni déi véier Nopeschlänner, well déi véier Nopeschlänner ginn ëmmer à part behandelt. Innerhalb deene véier Nopeschlänner sinn et 452 Residenten hei zu Lëtzebuerg, 195 an Däitschland, 57 an der Belsch an 342 vun deene Leit si Bierger a Frankräich, déi wunnen do. An dann och EU-insgesamt kommen der nach eng Kéier 1.633 derbäi an alleguerten déi aner sinn dann EU, net vun deene 27. An do ass dee gréisste Kontinent Asien mat 1.225 Leit (veuillez lire: Ech wëll awer soen, dass vun deene Leit, déi bei Amazon schaffen, well den Här Baum déi Fro och gestallt hat, innerhalb der Europäescher Unioun et insgesamt ... – ouni déi véier Nopeschlänner, well déi véier Nopeschlänner ginn ëmmer à part behandelt; innerhalb deene véier Nopeschlänner si 452 Ressortissanten hei aus Lëtzebuerg, 195 aus Däitschland, 57 aus der Belsch an 342 vun deene Leit si Bierger aus Frankräich, déi wunnen do. Do kommen der dann nach eng Kéier 1.633 aus deenen aneren EU-Länner derbäi. An dono ass dee gréisste Kontinent Asien mat 1.225 Leit).

Och mat deene Leit gëtt gekuckt, wat mer alles kënnen maachen, a) dass se d'Konditiounen erfëllen, fir och kënnen heizbleiwen. Dofir brauche mer déi Profiller, fir hinnen dann och do déi Méiglechkeet ze ginn, sech nach eng Kéier um Lëtzebuerger Maart och zrëckzefannen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëten, an zwar d'Fro Nummer 306 vum Här Michel Lemaire un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Kaf vun den Embraer-Fligere vun der Luxair.

Ech wëll hei soen, datt mer niewent dëser Fro, déi mer elo huelen, och nach eng aner schrëftlech Fro zu genau dem selwechte Sujet vum Här Yves Cruchten erakritt hunn. Dem Här Cruchten seng Fro geet op eng ganz Rei Detailler an, déi de Mëten net einfach esou spontan ze beäntwere sinn.

Dofir ass decidéiert ginn, datt dem Här Cruchten seng Fro net elo mat drukënt, mee déi vun der Ministesch an enger zweeter Etapp schrëftlech beäntwert gëtt.

An elo huet den Här Lemaire d'Wuert.

– Question n° 306 du 20 janvier 2026 de M. Michel Lemaire relative à l'achat des avions Embraer par Luxair, adressée à Mme la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Michel Lemaire (ADR) | Merci, Här President. Madamm Minister, d'Luxair huet hir Flott erweidert ëm sechs Embraer-Fligere vum Typ E195-E2. Rezent huet dee brasilianesche Fligerproduzent eng Warnung erausginn, datt dës Fligere bei bestëmmte Wiederbedéngungen, déi ech hei net widderhuele wëll, net starte kënnen. Ausfäll vu Fluch oder e Return from air, sou wéi beim Fluch Findel Richtung Mailand vu gëschter Moien, verursaache grouss Ëmstänn, och finanzieller Natur.

An der Press konnt ee liesen, datt dës wiederbedéngt Restriktiounen um kontinentaleuropäesche Kontinent am Wanter keng Ausnam wäeren. De Generaldirekter vu Luxair argumentéiert, datt d'Fligere vum änlechen Typ bei Airbus dës Restriktiounen och mat sech droen. Och e Return from air, sou wéi gëschter, wier – Zitat – „total normal“. Et géif een dës spezifesch Fliger zu Trainingszwecker asetzen, dofir wäer gëschter och just 37 Persounen concernéiert gewiescht.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Minister dës Froe stellen:

Éischtens: Goufen d'Leit vum Fluch Findel-Mailand informéiert, datt dës Fliger de Moment zu Trainingszwecker agesat gëtt an datt domat en erhéichte Risiko fir e Return from air besteet?

Zweetens: Huet d'Méiglechkeet bestanen, nieft den Hiersteller Airbus an Embraer, Fligere ze acqueréieren, déi dës Restriktiounen net ënnerleien?

Drittens: Besteet an den Ae vun der Madamm Minister net eng strukturell Gefor vu vermeerten Ausfäll vu Fluch am Wanter mat den entspreche Konsequenzen?

Meng lescht Fro: De Luxair-Generaldirekter sot – Zitat: „De Fliger ass kee schlechte Choix.“ Dofir ass meng Fro: Ass dee Fliger e gudde Choix?

Merci, Madamm Minister, fir Äre Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. An d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten huet d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Villmools, villmools merci. An ech verstinn och, dass sech hei Froen an dësem Kontext

gestallt ginn. Ech wëll véier kuerz Punkten zu dësem Thema maachen.

Éischtens hat ech d'Éier, beim éischten offiziellen inaugurale Vol e Samschdeg de Moie ganz, ganz fréi op Wien dobäi ze sinn. An ech kann hei soen, dass et sech ëm e flotte moderne Fliger handelt, dee manner Kaméidi mécht, dee manner CO₂-Ausstouss huet a wou och fir d'Leit, déi do reesen, d'Passagéierinnen an d'Passagéier, natierlech e vill méi grouse Confort ass wéi dat, wat mer soss esou gewinnt sinn.

Zweetens wëll ech soen: D'Decisioun, fir dës Fligeren ze kafen, féiert zréck op eng Decisioun vum Conseil d'administration vum September 2023. An doropshi sinn déi Fligeren dann och direkt bestallt ginn.

Drëttens wëll ech soen: Alles, wat elo technesch Explikatiounen an Detailer, och vläicht wat um Flughafen annoncéiert oder net annoncéiert oder de Passagéierinnen a Passagéier annoncéiert ginn ass – ech mengen, do muss d'Luxair selwer Stellung dozou huelen. Zu deenen anere méi technesch Explikatiounen huet d'Luxair och e Communiqué gemaach, respektiv verweisen ech och op d'Aussoe vum Generaldirekter vun der Luxair.

De Generaldirekter huet mir op alle Fall gesot, an ech hat natierlech elo iwwert déi lescht Deeg vill Gespréicher mat him, dass déi Direktiven, vun deenen Der hei elo och schwätzt, der Luxair wuel scho säit e puer Woche bekannt sinn. Dat sinn elo also keng News. Si kënnen och, seet d'Luxair mir, mat deenen operationellen – soe mer emol – Contrainten dann och ëmgoen.

Jo, an Dir hutt et scho mentionéiert, dat ass och, wat d'Luxair mir seet, dass, hätt een elo Airbus kaf, sech déi selwecht Contraintë gestallt hätte mat deene selwechte Motoren eeben. An ech mengen, et dierf een net vergiessen, dass hei natierlech Honnerte vun Honnerte vun Honnerte vu Fligere betraff sinn, net just eis Luxair Embraer-Fligeren.

De véierte Punkt, deen ech hei wëll maachen, ass – an ech mengen, ça va de soi, ech wëll et awer ënnersträichen –: Et geet hei fir d'éischt, an dat muss ëmmer déi éischt Prioritéit sinn, ëm d'Sécherheet. Ech mengen, dat ass eis alleguerste wichteg, dat ass mir wichteg, dat ass der Luxair an hirem Generaldirekter och wichteg. An ech mengen, do huet e mer eis och vergewëssert: Dat ass a bleift déi éischt Prioritéit.

Den Här Cruchten, den Deputéierte Cruchten, huet eng Rei méi detailléiert Froe gestallt. Ech wäert och kucken, dass e ganz, ganz séier, esou séier wéi méiglech – ech ginn dovunner aus, vläicht muer – Äntweren op déi Froe kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

An domat wäere mer dann um Schluss vun dëser Froestonn ukomm.

11. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet des revendications territoriales actuellement formulées par le Président américain dans le cadre de la politique étrangère luxembourgeoise et européenne

Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'intervention militaire des États-Unis au Venezuela

An den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtte sinn zwou Aktualitéitsstonden iwwert

déi aussepolitisch Revendicatiounen a rezent militäresch Aktiounen vun den USA, déi vun de politesche Sensibilitäte Piraten wéi och déi Lénk ugefrot gi sinn an déi mer hei zesummen halen. Déi gemeinsam Riedezäit ass follgendermoosse vun der Presidentekonferenz festgehalen: D'Auteuré vun den Aktualitéitsstonden hu jeeeweils 10 Minuten, also zweemol 10 Minuten an dësem Fall, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitäte jeeeweils 5 Minuten an d'Regierung huet 15 Minute fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner nach eng Kéier. D'Wuert huet elo fir d'éischt den honorablen Här Sven Clement als Verrieder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposés

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn haut virun enger Zäsur. An erlaabt mer, ech ginn a menger Ried haaptsächlech op d'territorial Uspréch vun den USA respektiv vun hirem President an. An den David Wagner geet, mengen ech, e bësse méi nach am Detail op Venezuela an.

Déi territorial Uspréch vum amerikanesche President op Grönland sinn e kloert Zeechen, datt d'Weltuerdnung um Zerbréchen ass. Mir kënnen dës Moment net méi mat diplomatesche Floskelen iwwergoen. An et ass kloer Zäit fir méi Kloerheet, awer och d'Wourecht.

Vläicht eng kleng historesch Anekdot: Déi leschte Kéier, wou Dänemark den USA Territoire verkaf huet, war 1917 mat den deemolegen dänesch „West Indies“, den haitegen US Virgin Islands. Inklusiv an deem Deal war eng kleng Insel, déi haut méi bekannt ginn ass ënnert dem Numm „Epstein Island“.

Et gëtt awer, dësen historesche Fakt beisäit, eng weider onbequiem Wourecht: Et gëtt net méi esou wéi virum Trump. D'Vertrauen an Amerika ass net beschiedegt, et ass fundamental zerbrach. An AI-Fotomontagen, déi schonns e besatent Grönland a souguer e besatent Kanada weisen, sinn nëmmen eent vu villen Elementer, déi dat Vertrauen zerstéieren. Net nëmmen d'Vertrauen an den Donald Trump, mee an dat ganz Émfeld, dat hien ëmgëtt an instrumentaliséiert.

Den Trump ass keen Architekt. Hien ass en Instrument, benotzt, net well en intelligent wier, mee grad weinst senge Schwächten. En narzissteschen Egomane gouf e genannt, liicht manipuléierbar gëtt e genannt, geld- a muechtgiereg. Am Hannergrond agéiere Leit aus dem Tech-, Wirtschafts- a Finanzmilieu, déi d'Demokratie als e lästeg Hindernis gesinn. Den Donald Trump ass hire Rammbock, deen Institutiounen a Strukturen zerstéiert, fir datt si sech nach méi beäichere kënnen.

D'Grönland-Sécherheet? Si hunn haut schonn en Traité, deen hinnen erlaabt, esou vill Truppen do ze stationéieren, wéi se wëllen. Geet et also vläicht awer ëm aner Froen? Ëm dat, wat ënnert dem Äis vu Grönland läit? An dat weist an eisen Aen och déi amerikanesch Attack op de Venezuela, wou et och éischter ëm Ueleg a Muecht geet an ëm soss guer näischt. Oder wéi erkläert een d'Fotomontage, déi den Donald Trump selwer op senger eegener Social-Media-Plattform „Truth Social“ – dat muss een tëschent Anführungszeche setzen –, wou en e gefälschten Auszuch aus Wikipedia deelt, wou hien als „Acting President“ vu Venezuela opgefouert gëtt? Et gong vläicht also awer net ëm d'Demokratie oder de Kampf géint d'Drogekriminalitéit.

Jo, mir hunn historesch Erfahrung mat autoritäre Systemer: Däitschland, Spuenien, Italien, Portugal. Mir wëssen, et gëtt ëmmer Matleefer. Mir wëssen, et gëtt ëmmer Profiteuren, déi mengen, si kéinten esou Systemer iergendwéi awer kontrolléieren. An haut gëtt et déi selwecht Leit, bereet, autoritär Entwécklungen ze ënnerstëtzen.

All autoritäre System, dee fortkennt, ass gutt – just fir dat eng Kéier bei Venezuela gesot ze hunn –, mee d'Methode muss konform mam internationale Recht sinn. An dat ware se hei kloer net.

Gläichzäiteg erlieue mer awer och e politescht Europa, dat ängschtlech agéiert. Eis politesch Verantwortlech wäichen aus, relativéieren, beschwichtegen. Dës Haltung ass keng Diplomatie. Angscht gëtt nämlech hei just als Schwächt verstanen. Wien net widder-spricht, gëtt iwwergaangen oder plattgemaach.

A fir déi éischte Kéier zanter der Grënnung vun der NATO schwätze mer doriwwer, datt e Bündnispartner den Territoire vun engem aneren a Fro stellt. D'NATO huet Pläng fir extern Geforen. Intern Geforen, déi goufen ni oder bal ni a Betruecht gezunn. Den NATO-Generalsekretär nennt den Donald Trump léiwer „Daddy“, wéi datt en eis seriö Äntwerten op dës Froe liwwert.

D'Ministerpresidentin vun Dänemark huet et ausgeschwat, wat déi meescht vun eis denken, awer sech vläicht nach net getraut hunn ze soen: Sollt en NATO-Staat en anere militäresch ugräifen, dann zerstéiert dat d'Grundlag vun der Sécherheetsuerdnung. Den Artikel 5 war ni als juristesche Rettungsanker geduecht, mee ëmmer als een, deen op Vertraue baséiert huet. An d'Fro ass: Wat geschitt, wann e Bündnispartner selwer zum Problem gëtt?

D'Gefor läit net am oppene Konflikt, mee doranner, datt mer dobasse weisen, datt Solidaritéit op eemol verhandelbar gëtt. A Grönland ass en Testfall: Ass d'territorial Integritéit am Bündnis onantastbar oder verhandelbar? Politesch Uerdnung entsteet net aus Texter, mee aus dem fakteschen, aus dem politeschen Handeln.

Den Trump agéiert wéi an engem geopolitesche Selfservice-Buttek. Hien hält, wat e wëllt, ouni Rücksicht op Konsequenzen. Hie gleeft, d'USA kéinte sech alles erlaben, datt d'Welt weider virun den USA kuscht, egal wéi zerstéireresch Washington mat der Weltuerdnung spillt. Den Trump gleeft, wirtschaftlech Ofhängegkeeten duerch Erpressung ersetzen ze kënnen. An dës Logik kennt een u sech just aus autoritäre Systemer: Eskalatioun als Ersatzhandlung fir de Mangel u Kompetenz.

D'USA verléieren net iwwer Nuecht hir Muecht, dofir awer hir Roll als verlässleche Partner. Den Donald Trump gleeft, hie géif en Imperium regéieren. Ech hu rezent op engem Social Media eng Analys gelies, wou et drëm gaangen ass: Firwat dann elo Grönland? Et ass net ëm Geopolitik gaangen. Et ass net ëm d'Resourcen vu Grönland gaangen. Et ass ëm d'Gréisst gaangen. E bekannten Analyst huet gesot: „Den Donald Trump huet eng Kaart gekuckt an en huet festgestallt, datt d'USA net dat gréisste Land op der Äerd sinn. An dunn huet e gekuckt, wéi eng Terraine ronderëm d'USA géife leien, déi d'USA zum gréissten Land géife maachen.“ An dat wäeren nun emol Kanada a Grönland. An dofir elo den neie Fokus op Kanada a Grönland.

Ech hoffen, datt en domadder absolutt Onrecht huet. Ech fäerten awer, datt et vläicht en Deel vun der Wourecht kéint sinn. Well a Wourecht beschleunegt den Donald Trump säin eegene Verfall. D'USA kréien d'Rechnung iergendwann, mee mir awer och. Well Europa ass net eréischt duerch den Donald Trump verletzlech ginn, et war et ëmmer. No 1945 hu mer

eis Verwundbarkeet net iwwerwonnen, mir hu se just ausgelagert un d'USA, un d'Illusioun vun engem dauerhaften transatlantesche Bündnis. Mir hunn de Fridden organiséiert, ouni e selwer ze garantéieren. An den Donald Trump rässt elo d'Plooschter erof.

An do läit den eigentleche Problem. Den Donald Trump ass nëmmen d'Symptom vun eiser eegener Impuissance. D'Warnunge waren nämlech scho laang do. Scho während dem Kale Krich goufe mer gewarnt. Schonn 2000 goufe mer gewarnt. 2008 goufe mer gewarnt. 2014 goufe mer gewarnt. Vill Experten hunn eis ëmmer erëm gesot: „Passt op, Europa muss sech besser verteidigen!“ Mir hunn op Duerchbruch gestallt. Mir hunn dat ignoréiert. An haut erliewe mer d'Antreffe vun deene laang ugekënnegte Geforen. Jo, och fir Territoire, deen zur europäescher Souveränitéit gehéiert.

Mir müssen eis endlech éierlech selwer a Fro stellen. Hu mer no Venezuela d'US-Ambassadrice abestallt? Nee, mir hu Selfië mat hir gemaach. Mir hunn déi och nach an der Press gepost. Mir hu se op Social Media gesat. Mir hunn e Verbündeten, un dee mer eis nach ëmmer hale wéi de Geck un de Bengel, a Watt gepak a gläichzäiteg verléiere mer eist Gesiicht.

Wéi wëlle mer vu Russland, China oder anere groussen Acteure respektéiert ginn, wa mer net emol vun eisen eegenen Alliierte méi respektéiert ginn? Dat heescht, mir müssen definitiv selwer erëm eng besser Sécherheitsarchitektur opbauen. Mir stinn also virun enger Wal: Entweder mir dücken eis weider ewech a verléieren eist Gesiicht an eis Sécherheet oder mir stinn op, soen, wat Saach ass, a bauen eng europäesch Zukunft.

Déi transatlantesch Partnerschaft huet Europa gehollef, mee se brauch Wüerd a muss op Aenhéicht geschéien. Europa muss op sengen eegene Féiss stoen. Mir si Partner, net Vasallen, déi einfach hir territorial Integritéit zur Verhandlung kënnen ginn. A wa mer net mat um Dësch sëtzen, wa mer verhandelen, da sti mer iergendwann, wéi de Jean-Claude Juncker et sot, um Menü a gi mat giess.

A well mer eng nei Sécherheitsarchitektur brauchen a well et berechtigt Sécherheitsinteressen och an a ronderëm Grönland gëtt – an ech mengen, et gëtt herno nach eng Motioun, déi vun der Majoritéit proposéiert gëtt, déi an eng änlech Richtung geet, mee ech mengen, déi heiten ass nach e bësse méi konkret, Här President –, deposéieren ech eng Motioun, ...

Wannechgelif.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den amerikanesche President mécht zënter Wochen Aussoen a Droungen iwwer eng potenziell Annexioun vu Grönland, engem däneschen Territoire an enger autonomer Regioun ënner dänescher Souveränitéit.

– Grönland ass e vollwäertegen Deel vum Kinnekräich Dänemark, engem Grënnerland an engem souveräne Member vun der NATO zënter 1949, an d'dänesch Souveränitéit iwwer Grönland ass am internationale Recht verankert.

– Esou Drounge geint déi territorial Integritéit vun engem NATO-Member stellen e fundamentale Broch mat de Prinzippe vum Nordatlantik-Vertrag duer, besonnesch mam Artikel 5, deen d'kollektiv Verteidigung vun all Alliierte garantéiert.

– Bedenken, déi vun der grönlännescher Regierung an der dänescher Regierung zum Ausdrock bruecht goufen, wat d'Respektéiere vun hirer Souveränitéit an hirem Selbstbestimmungsrecht ugeet.

– Den erfollegräiche Bäitrag vu Lëtzebuerg zur NATO Enhanced Forward Presence (eFP) a Litauen, wou Lëtzeburger Militärpersonal zesumme mat Truppen aus Däitschland, der Belsch, Holland, Tschechien an Norwegen zur kollektiver Verteidigung an Ofschreckung bäidréit.

– Déi legal Basis fir NATO-Friddensmissiounen, wéi se am NATO Strategic Concept vun 1999 etabliert gouf an an de Strategic Concepts vun 2010 an 2022 bestätegt gouf, déi „Crisis Prevention and Management“ als Käraufgab vun der Allianz definéieren.

– De fundamentale Prinzip vum internationale Recht, datt territorial Annexiounen ouni Zoustëmmung vum be-
traffene Staat illegal sinn, eng kloer Verletzung vun der UN-Charta duerstellen.

– Vun esou Drounge geet eng Gefor fir d'Kohäsioun an den Zesummenhalt vun der NATO a fir dat transatlantesch Verhältnis an déi international regelbaséiert Uerdnung aus.

– D'Noutwendegkeet vu kloer europäescher Solidaritéit mat Dänemark als NATO-Partner an der Betounung, datt d'Sécherheet vun all NATO-Member onantastbar ass.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– am Fall, datt eng NATO- oder EU-Friddensmissioun envisagéiert gëtt, fir d'dänesch Souveränitéit iwwer Grönland ze stäerken an d'territorial Integritéit ze schützen, sech dozou ze bekennen, datt Lëtzebuerg bereet ass, sech konstruktiv an aktiv un esou enger Missioun ze bedeelegen, nom Virbild vun eiser aktueller Bedeelegung a Litauen a Rumänien;

– déi néideg Ressourcen a logistesche Ënnerstëtzung zur Verfügung ze stellen, fir eng eventuell Lëtzeburger Bedeelegung un enger Friddensmissioun oder Presenz-Operatioun a Grönland oder an Dänemark ze garantéieren, am Respekt vun de Kapazitéite vun eiser Arméi.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | ... well et gëtt aktuell dorüwer nogeduecht, ob een op NATO- oder EU-Niveau eng Friddensmissioun oder eng Sécherheitsmissioun a Grönland duerchféiere sollt, fir esou souwuel d'Integritéit vum Terrain ze schützen, wéi och eise kollektive Bäitrag zur Sécherheet, déi a Grönland bedrot ass, ze leeschten. Bei esou enger Friddensmissioun sollt sech an eisen Aen och Lëtzebuerg bedeelegen. Aleng scho well mer déi lescht Joren zu Recht kritiséiert goufen, eise finanziellen Obligatiounen net ëmmer nokomm ze sinn, wär et wichteg, grad elo Solidaritéit an e Signal ze schécken. Eis Obligatiounen innerhalb vun der NATO an eis Solidaritéit op EU-Niveau mussen méi wichteg si wéi eventuell kuerzfristeg Repercussiounen, well soss gëtt et laangfristeg vill méi grav Repercussiounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass keng Iwwerdreiwung. Et ass d'brutal Realitéit vun der internationaler Politik am Joer 2026. Den Trump huet eis gewisen, datt Europa him egal ass. De Putin huet eis gewisen, datt mer eis géint Aggressiounen net wiere kënnen. A China kuckt just nach, wéi eng Dealer vun Taiwan se méi séier kënnen besetzen, soubal sech d'Opportunitéit ergëtt. D'Zäit vun der Naivitéit muss eriwier sinn. Mir müssen eng europäesch Selbstännegkeet aleeden, déi haut ufänke muss, oder si kënn ni méi a mir si Geschicht.

An dese Moment verlaangt vu jidderengem vun eis, vun der Regierung, vun diesem Parlament, vun allen europäesche Biergerinnen a Bierger de Courage, fir ze soen, wat Saach ass, an ze handelen, sech ze opposéieren zu all Verhandlung vun territorialer Integritéit. Mir müssen elo ufänken, eis selwer ze verteidigen. Net muer. Net iwwermuer. Elo. Well wann

et ze spët ass, dann hëlleft eis kee Communiqué méi, keng diplomatesch Gespréicher, keng gutt Intentiounen. Dann entscheeden anerer iwwer eist Schicksal. Da si mer definitiv um Menü gelant.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An deen nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech fänken u mat engem klengen historesche Réckbléck. 1989 koom et am Venezuela zu engem ganz groussen Opstand, dem faméise Caracazo, wou d'Leit wierklech an d'total Aarmut gedriwwen gi sinn duerch, ënner anerem, Mesüre vum FMI, déi den deemolege sozialdemokratesche President Andrés Pérez oder soi-disant sozialdemokratesche President Andrés Pérez duerchgefuert hat.

D'Regierung huet deemools deen Opstand bluddeg niddergeschoen. Minimum 300 Leit sinn deemools do ëmbruecht ginn. Esou vill Leit goufen nach ni am Venezuela esou ëmbruecht. D'Zuele ginn och nach deemno wéi méi erop. Dat war den Zoustand vu Venezuela, trotz Pétrol, trotz Schirmherrschaft vun den USA.

1998 ass dunn den Här Hugo Chávez President gi vu Venezuela mam Versprieche, de Pétrol ze nationaliséieren, wat total legitim ass, an awer och d'Sue vum Pétrol ze benotzen, fir sozial Fortschréttter ze errechen. An do si ganz vill sozial an och demokratéisch Fortschréttter errecht ginn, trotz villen Destabiliséierungen, haaptsächlech vun den USA, deelweis och vun europäesche Staaten. Mee schlussendlech, fir ee Beispill ze nennen: 2005 ass de Venezuela vun der Unesco als Land ouni Illettrismus deklaréiert ginn. Also dat ware ganz reell Fortschréttter.

2013 koom dann den Här Nicolás Maduro, ass President ginn nom Doud vun Chávez. D'Situatioun huet sech ëmmer méi degradéiert. Dofir gëtt et ganz vill Ursaachen, intern Ursaachen, falsch Decisionne vum Här Maduro, och souguer sozial Réckschréttter, muss ee soen, déi och deelweis ënner Drock geschitt sinn, an natierlech e ganz cruelle Wirtschaftsembargo vun den USA. An och d'EU huet deen ënnerstëtzt, deen u sech d'Ekonomie komplett erstéckt huet, mam Resultat, datt tëschent 7 an 8 Milliounen Venezolaner d'Land verlooss hunn. An dat huet och dozou gefouert, datt de Regimm ëmmer méi paranoid ginn ass, ëmmer méi autoritär a repressiv ginn ass an u sech all déi sozial Errungenschaften an demokratesch Errungenschaften gelooss huet a sech nach just gekken verteidegt huet. Dat ass déi katastrophen Situatioun am Venezuela.

Den 3. Januar, wéi mer wëssen, sinn dann den Här Maduro a seng Fra vun den Amerikaner entfouert ginn, nodeems Caracas bombardéiert gouf an em déi 100 Leit, Venezolaner a Kubaner, ermort gi sinn.

Wat seet den Droit international dozou? Deen ass relativ kloer: D'Entféierung ass illegal. Dat ass en Usus souwisou, egal ob een e Staatschef unerkennt oder net. Dat ass och en Arrêt vun der Cour de justice internationale. Et gouf och kee Mandat vum Internationalen Gerichtshaff, wéi et een zum Beispill gëtt géint den Här Putin oder den Här Netanjahu, deen eis zwénge géif, si festzehuelen, wa se hei géife landen.

De Bombardement ass natierlech och illegal, étant donné, datt de Venezuela keng Gefor fir d'USA duergestallt huet. De Bombardement an d'Entféierung sinn och illegitim am Sënn, datt ... De Problem vun Venezuela ass net den Här Maduro selwer. Et gëtt ëmmer esou duergestallt: Een Diktator an esou weider,

wann dee fort ass, dann ass alles besser. De Problem, wéi ech virdu gesot hunn, ass vill méi strukturell. Et huet sech nach ëmmer näischt geännert an et wäert sech warscheinlech weiderhin näischt änneren am Venezuela. Et ass e bëssen eng Mickymaus-Beschreibung ze mengen, datt just ee bësen Diktator do ass. Nee, de Problem ass méi komplizéiert.

D'Reaktiounen da vun der Europäescher Unioun a vu Lëtzebuerg: Bon, ech mengen, et ass unanime gesot ginn, enfin unanime, net unanime, mee vu ville Sait gesot ginn, datt se schappeng wieren. Déi vun der Europäescher Unioun war schappeng, well do gouf einfach gesot: „Den Droit international muss respektéiert ginn“, mee et gouf net condemnéiert. Mee dat huet och d'Lëtzeburger Regierung leider gesot. Den Här Ausseminister huet awer an der aussepolitichescher Kommissioun méi Kloertext geschwat an och baussen, mee den offizielle Communiqué war awer schappeng.

Et huet een ëmmer e bëssen den Androck, datt een e bëssen dücke wéilt virum Trump, wéi wann hien e jüzornege Gott wier, wou een allkéiers misst e Sacrifice maachen an dat géif en da besänftegen. Mee ech hunn éischter den Androck, datt e sech wéi en Dämon behält, dee gären Dealer mécht, dee gäre Pakte mécht, déi e souwisou um Enn mat alle Mëttele ka gewannen.

An en plus schwächt dat jo den internationalen Droit. An deene leschte Joren hu verschidde Länner ganz staark verstouss géint den Droit international. Dat ass Russland, et ass de Ruanda, dat sinn d'USA an et ass Israel. Dir dierft emol roden, wat fir eent vun deene véier Länner iwwerhaapt sanktionéiert ginn ass. Just eent! Dat ass Russland. Dat ass net normal. Dat heescht, dat ass den „deux poids, deux mesures“.

An elo fält eis déi Schwächung vum Droit international och direkt op d'Nues, dat mat Grönland nämlech. Well elo, vu datt dee komplett dekredibiliséiert ginn ass, och vum Westen, leider an deene leschte Joerzénge, well mer den „deux poids, deux mesures“ gemaach hunn, maja, dann huet e bal kee Wäert méi. Bon, do hu mer et méi ferm condemnéiert, wat och gutt ass, well et eis betrëfft. Et wier awer och schéin, wa mer heiansdo och méi ferm géife condemnéieren, wann et net Europa betrëfft. Et wier och schéi gewiescht, wa mir awer och dat Dokument mat ënnerschriwwen hätten, well d'Lëtzeburger Regierung huet ëmmer d'Tendenz ze soen: „Offiziell Saache maache mer net mat, mee mir soen dat e bëssen inoffiziell.“ Dat ass awer net ganz seriö. Ech mengen, mir müssen déi Saach condemnéieren.

Dofir wollt ech och hei nach am Numm vun déi Lénk an och vun der LSAP a vun de Gréngen eng Resolution deposéieren, wou déi heite Chamber och ganz kloer seet, datt d'Operatioun vun den USA am Venezuela an och d'Entféierung vum Här Maduro, egal wat ee vun him hält, illegal sinn an datt den Här Wiseler senge Kolleegen an den USA dat och matdeelt.

Résolution 1

La Chambre des Députés, constatant

– que le Gouvernement des États-Unis a mis en œuvre un déploiement militaire massif dans la mer des Caraïbes dès le mois d'août 2025 accompagné de menaces verbales envers le Gouvernement du Venezuela et d'autres gouvernements en Amérique latine ;

– que le Gouvernement des États-Unis a lancé le 3 janvier 2026 une opération militaire contre le Venezuela, mobilisant plus de 150 avions militaires et faisant près de cent victimes ;

– que lors de cette opération militaire, le Président en exercice du Venezuela et son épouse ont été capturés, enlevés et emprisonnés aux États-Unis ;

– que cette opération n'est pas couverte par le principe de légitime défense, lequel n'a par ailleurs pas été invoqué par le Gouvernement des États-Unis devant le Conseil de sécurité des Nations Unies ;

– que le Gouvernement des États-Unis multiplie depuis un an les menaces verbales contre des pays souverains, tout en envisageant publiquement des opérations militaires sans fondement légal,

considère

– que l'opération militaire des États-Unis au Venezuela constitue une violation de l'article 2 (4) de la Charte de l'ONU, tout en enfreignant plus largement l'interdiction du recours à la force et le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures consacrés par le droit international ;

– que l'enlèvement du Président en exercice du Venezuela et de son épouse est une violation de l'indépendance politique et territoriale du Venezuela, ainsi qu'une violation de l'immunité consentie aux chefs d'État ;

– que les politiques coercitives exercées par le Gouvernement des États-Unis à l'encontre d'autres pays souverains constituent une menace pour l'ordre international,

appelle

– les États-Unis à respecter la Charte des Nations Unies et plus généralement le droit international en tout lieu et à tout moment et à cesser immédiatement toute action coercitive à l'encontre d'autres pays souverains,

charge

– M. le Président de la Chambre des Députés de transmettre la présente au Congrès des États-Unis.

(s.) David Wagner, Yves Cruchten, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Wannechgelift. Mir hunn et och ze dinn an den USA ..., well et ass jo eng Verschiebung, also et gött vill doriwwer spekuléiert, firwat Grönland esou wichteg wier. Vlächicht versicht den Här Trump, e bëssen Drock auszeüben, wann en net vlächicht souguer en ofgekaart Spill mat de Russe mécht. E seet hei: „Ech maachen d'Europäer elo nervös an da kënnt Der maachen, wat Der wëllt, an der Ukrain.“ Ech weess dat net.

De Problem ass vlächicht och nach en aneren. Et gött gesot: „Jo, den Trump, deen ass esou null an der Geo, datt e wëllt dat gréisst Land hunn.“ Firwat net? Also bei deem ass all Form vu Mickymaus och méiglech. Duerno liest een och nach aner Saachen, vu datt eng nei Form vu Faschismus sech breetmécht an den USA, gedriwwen och vun den Techgiganten, dem Peter Thiel notament, dee ganz geféierlech ass, esou eng Mëschung tëschent ekonomeschem Libertarismus, Rassismus, en haasst Fraen et cetera, et cetera. An hie gesäit u sech d'Weltuerdnung esou, d'Welt misst esou regéiert gi wéi eng grouss Multinational, déi keng Konkurrenz méi huet, well Konkurrenz, dat ass fir Loser. An dat heescht ganz vertikal, also eng Diktatur. Dat ass säin Zil. Bon. An déi Techgiganten, déi wëllen och a Grönland natierlech d'Ressourcen hunn, well d'Grönlänner, déi wëlle se protegéieren. A si wëllen do och eng dystopesch Gesellschaft opbauen. Enfin, si sinn e bësse geckeg. Dat geet ganz wäit. Soit. Mee et ass eng nei Form vu Faschismus, déi sech do breetmécht.

D'USA sinn engersäits mächtig an anerersäits si se awer och schwach. Dofir gi se och mat gréisserer Brutalitéit vir no baussen, wéi mer dat gesinn, well se versichen, hire Bifdeck ze verteidegen oder erm auszeweiten. A si hunn decidéiert, datt déi zwee amerikanesch Kontinenten hinne géife gehéieren. A mir misste warscheinlech Vasalle sinn, iergendepes esou an deem Genre. Dofir versiche si jo och,

Antennen iwwerall an Europa opzebauen, ganz riets Parteien an esou weider. Et mierkt een och, d'Madamm Meloni zum Beispill, déi kuscht awer ganz séier. An dat deet mer och leed fir Italien, e Land, wat ech gären hunn. Mee bon, soit.

Den Trump ass och fierchterlech onbeléift no bannen, och bei de Republikaner selwer. Et sinn immens vill republikanesch Senatoren, déi géint seng Grönland-Politik sinn. Dat heescht, et ass nach net geschitt. Mee och no baussen, et war nach ni ... Also wann ee schonn nëmme kuckt d'Facebook-Sait vun der Ambassade, also vun der US-Embassy hei zu Lëtzebuerg, wéi se vernant ginn ass. Si ass gezwonge ginn, d'Kommentarfunktioun auszuschalten, well jiddereen hei zu Lëtzebuerg seet: „Elo packt Iech, wannechgelift, Amerikaner!“ Also et ass d'Meenungsfräiheet à la Trump, jo. An ech weess net, ob se an der Ambassade ... Ech mengen, si lauschtere warscheinlech no, datt se musse wëssen, datt mir Europäer ... Mir hunn näischt géint d'amerikanescht Vollek, mee mir sinn definitiv net frou mat dëser Regierung. Mir hu se net gär, ganz villen vun eis. An ech mengen, ganz villen vun eis ... Bon, ech schwätzen emol fir eis: Mir respektéiere se och net.

Duerno, wat misste mer maachen? Natierlech, mir sollen net dücken. Mir sollen d'Stier halen, well ech mengen, et ass déi eenzeg Manéier, fir domadder ëmzegoen. Well soss wäerte se weiderhin nach ëmmer Drock maachen. D'USA hanken och ganz staark ekonomesch vun eis of. Also, mir hunn immens vill Levieren trotzdeem, fir net Angscht ze hunn. An ech mengen, ech spieren och, datt ëmmer manner Europäer Angscht hu vis-à-vis vun där Trump-Clique.

Mee mir müssen eis awer och Gedanke maachen. Ech mengen, mir musse fortomme vum Atlantismus, net just weinst den Här Trump. Och wann d'USA erm eng Kéier e méi normalen imperialistesche President kréien oder vlächicht keen imperialistesche President kréien – dat wier schéin –, da musse mir awer derfir suergen, autonom kënnen ze funktionéieren, an dat och ekonomesch, dat och industriell. Mir musse kënnen e Maximum vu Saache selwer produzéieren, fir kënnen autonom ze bleiwen. Mir müssen eis och stäerken duerch soziale Fortschritt. Mir selwer müssen och ewech vum Neoliberalismus. Mir selwer müssen eis demokratesch a sozial stäerken. Ech mengen, dat kann nëmme Europa vill méi staark maachen, och no baussen.

A mir müssen och nei Allianze fannen a Südamerika, an Afrika, an Asien. A wa mir als Europäer ëmmer dohinnerginn: „Mir sinn déi grouss Verteideger vun de Mënscheren, vun der Sozialrechter, vun demokratesche Rechter“, da misste mer fir eng Kéier ufänken, dat och real ëmzesetzen. Dat heescht, datt och d'Bevëlkerunge dohanne gesinn: „A hei, wann d'Europäer mat eis verhandelen, wa se e Vertrag mat eis ofschléissen, da si se net just do an enger postkolonialer Approche, fir déi eng oder déi aner Ressource ze kréien oder e Maximum vu Profit auszeschloen. Ma neen, duerch d'Zusammenaarbecht mat den Europäer geet et eis sozial besser, geet et eis demokratesch besser a si hëllefen eis an all deene Fortschritter, déi mer versichen ze maachen, am-plaz allkéiers och ze versichen ze destabliséieren, meeschtens zesummen oder am Schlepptau vun den Amerikaner.“ Dat mécht eis net kredibel.

Allgemeng gesot: Soziale Réckschritt, ob hei an Europa, an den USA oder iwwerall op der Welt, dat ass u sech d'Mësch, op där de Faschismus an aner rietextreem Tendenze gedeien. An dat muss ee fir d'éischt emol bekämpfen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An deen éischten agedroene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Merci och den zwee Virriedner, datt se déi zwee Punkten op den Ordre du jour setze gelooss hunn, well mir müssen doriwwer schwätzen. Mee et ass net einfach, doriwwer ze schwätzen, besonnesch an enger Zäit, wou sech praktesch am Minutentakt d'Weltlag ännert.

Et ass elo scho villes gesot ginn. Munches kann een deelen. Munches kann ee manner deelen, besonnesch beim zweete Riedner, wou och villes erëm beineegemëscht gouf. An do muss ee probéieren, dat erëm e bëssen ausereneezbröselen, fir Uerdnung an d'Diskussioun vläicht ze kréien.

D'Interventioun vun den Amerikaner a Venezuela ass sécherlech net no de Reegele vum internationale Recht ofgelaf. Datt den Här Maduro virun engem Geriicht steet, sech muss verantworten, ass eppes, wat een net muss bedauern. Déi praktesch Excuse vun engem autoritäre Regimm, déi awer virdrunner hei virgedroe gouf, eng eng, déi eis awer ganz schwéierfält, esou ze deelen. Et ass en autoritäre Regimm. An en autoritäre Regimm brauch een net ze excuséieren. An et kann een net verweisen op aner Länner, déi da probéieren, de Regimm zur Asicht ze zwängen, fir dann ze soen: „Jo, mee dat ass alles d'Schold vu baussen an d'Schold vun aneren.“ Nee, e Regimm, deen autoritär géint säin eegent Vollek virgeet, deen decidéiert dat scho selwer a muss och dofir zur Verantwortung gezu ginn.

Da schwätze mer hei och iwwer Grönland an de Wëlle vum amerikanesche President, Grönland zu engem Deel vun de Vereenegte Staate vun Amerika ze maachen. Datt mer iwwerhaapt déi Diskussioun féieren, ass jo schonn esou verréckt, datt et net novollzéierbar ass. Datt mer bei all deene Suergen, déi mer am Moment hunn – Ukrain, Iran, och nach Venezuela –, elo och nach esou eng Diskussioun hei féieren, déi u sech just oflenkt, datt mer eis kënne wierklech op dat konzentréieren, wat eis misst beschäftegen, bréngt ee schonn zu där Fro: Wat soll dat Ganzt? Ass e Plang do derhannert oder net?

Mir si bei deenen, déi déi amerikanesch Regierung fir dat Virgoe kritiséieren. Mir kritiséieren awer net gären dat amerikanescht Vollek. Mir hu virun e puer Méint, d'lescht Joer, un déi 80-järeg Libération vun eisem Land duerch d'Amerikaner geduecht. Déi Jongen, déi do um Kierfecht zu Hamm an op anere Plaze leien, déi sinn heihinner komm, déi woussten net, wat se géife befreien a wie se géife befreien. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Déi ware jonk, déi haten e Liewe viru sech an déi hunn dat Liewe ginn, fir datt mir hei kënne setzen a fräi diskutéieren, datt mer an enger Demokratie kënne liewen. Dat ware warscheinlech Republikaner an och Demokraten. Och si hunn dat doten net verdéngt. Och si sinn net gestuerwen, fir datt mer haut praktesch virun de Schierbele vun deem stinn, fir dat si hiert Liewe gelooss hunn.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Mir wëllen déi Frëndschaft mat den Amerikaner a mam amerikanesche Vollek erhalen. An deenen 80 Joer hu mer vill zesummen duerchgemaach. Mir hunn och vill vun hinne geléiert, ekonomesch, kulturell, politesch. Mir waren ëmmer enk verbonnen, och wa mer eis dacks net eens waren. An et ass nach net esou laang hier, datt mer fréier amerikanesch Presidenten

och fir hir Politick kritiséiert hunn, ob dat en Obama war oder e Bush oder, méi wäit zeréck, e Reagan an en Nixon. Och do ware mer eis net ëmmer eens.

Mee et ass ni esou wäit komm wéi hei, wou mer eis müssen d'Fro stellen: Jo, kréie mer hei d'Frëndschaft gekënnegt oder wat ass lass? Mir wëllen déi Frëndschaft op alle Fall net kënnegen. A mir hoffe jo nach ëmmer, datt et och an deem Amerika nach aner Stëmme gëtt an datt een déi Stëmmen endlech héiert, op béide Säite vum politesche Spektrum.

An da muss ee jo soen: Et schéngt jo awer eppes ze gi wéi en Hellege Geesch an eng Intelligenz vum Hellege Geesch, wéi am Mee d'lescht Joer en Amerikaner zum neien Hellege Papp gewielt gouf.

(Interruption)

Well och dat ass eng Stëmm. An och dat ass eng amerikanesch Stëmm. An dee seet ganz aner Saache wéi den Trump. An ech ka mer jo virstellen, datt kee méi rosen doriwwer ass wéi den Här Trump selwer. An de Vatikan, wat awer an der Diplomatie eng Stëmm ass, déi gehéiert a gelauschert gëtt an déi warscheinlech déi besch ternetzten ass op der ganzer Welt, seet de Contraire vun deem, wat aus dem Wäissen Haus erauskënnt. An et kann een och nëmmen hoffen, datt déi Stëmm dann nach méi zum Droe kënnt op all deene Plazen, wou den Här Trump probéiert, Afloss ze kréien.

Mir sinn an engem Krich hei an Europa, an engem Krich an der Ukrain, wou mer ouni d'Amerikaner, an dat wësse mer, schlecht dostinn. Well wann d'Amerikaner sech muer géifen zrëckzéien, da misste mir jo asprangen. A mir wëssen alleguerten, datt mer net wëssen, wéi mer dat géife maachen. Dofir huet en natierlech en Hiewel, mat deem en eis kann erpressen. An et ass dat, wat esou onfrëndlech ass, fir et dann nach diplomatesch auszedecken.

Mee mir müssen awer dann och, an et ass scho gesot ginn, bereet sinn, eis selwer ze stäerken, an eiser Defense an awer och ekonomesch. An dann hoffen ech, datt mer och doriwwer e breede Konsens kréien, wann et drëms geet, eist Militär an Europa opzebauen an ze stäerken, eis Wirtschaft ze stäerken an och nei Marchéen ze gewinnen, wéi dat probéiert gëtt iwwer de Mercosur elo ze maachen, an datt mer eis dann net erëm innereuropäesch zerleë loossen. Well och dorobber gëtt jo am Wäissen Haus gesat, datt hinnen dat wäert geléngen.

Wann elo probéiert gëtt, mat Europa eng Äntwert ze ginn, d'Bazooka erauszehuelen, och do fënnt d'Regierung eis voll Ënnerstützung, wann dat soll gemaach ginn. Well mir si géint eng Erpressung vun Europa a mir loossen eis net op d'Knéien zwängen, och net vun engem, dee mengt, e kéint dat vun eis verlaangen. Mir hoffen nach, datt zu Davos eng Eenegung ka fonnt ginn. Mee wann net, dann ass et eeben esou. An da musse mer d'Konsequenzen zéien an ze summieren och déi Konsequenzen droen.

A wann et net esou eescht wier, hätt ech elo eng Motioun deposéiert, mee meng Kolleegen hu mech dovunner ofgehalen, fir datt mer géifen d'Regierung opfuere, an der Europäescher Unioun derfir ze suergen, derfir ze streiden, datt Kalifornien als neie Member vun der Europäescher Unioun géif opgeholl ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Zeimet. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De Moment muss ee sech zwar d'Fro stellen, wat dat verbrieft internationalt Völkerrecht u sech nach wäert ass. D'Entféierung vum venezuelanesche President Maduro huet ouni Zweifel géint den Artikel 2 Paragraf 4 vun der UN-Charta verstouss, obwuel ech natierlech och ganz kloer direkt hei ënnersträichen, datt een dem Här Maduro mat Sécherheet keng Tréin muss nokräischen. Hien ass vun der Europäescher Unioun, vun den USA a vun enger Rëtsch anere Länner als illegitim President ugesi ginn. An ech erënneren och drun, datt mir eng Resolutioun hei an der Chamber och an deem Sënn de 14. November 2024 gestëmmt haten.

Deen US-Akt do kann natierlech seriö Konsequenze fir déi global Sécherheetsarchitektur hunn. Et ass och net ausgeschloss, datt et an Zukunft nach aner US-Victimme gëtt, wat mer allerdéngs net hoffen. Et huet een heiansdo d'Gefill, wéi wann de President Trump sech géing quasi wéi e Predateur behuelen. E mengt och elo, Grönland misst zur nordamerikanischer Sphär gehéieren. Den Appetitt op déi riseg arktesch Insel ass jiddefalls net ze akzeptéieren. An et gëtt och keng Ursach – keng Ursach! –, fir där Demande do nozeginn.

Seng Droungen, déi elo déi lescht Deeg ausgeschwat gi sinn, fir och elo nach deene Länner Taxen opzeerleeën, déi sech u sech fir Grönland ausgeschwat hunn, dierfen op alle Fall net derzou féieren, datt mer elo géingen aknécken. An ech wëll och hei déi Initiativ vun franséische President Macron ernimmen, dee jo elo souguer eng Demande fir eng Antizwangsmesur an d'Spill bruecht huet.

Jo zu weidere Militärbasen op der Insel. Jo natierlech och zu anere militäreschen Installatiounen a Grönland. Mee neen allerdéngs, datt dat géint de Wille vu Grönland an och géint de Wille vun Dänemark géing geschéien. Dat heescht, mir soe ganz kloer: Et kënne keng territorial Uspréch hei vun Amerika vis-à-vis vu Grönland gestallt ginn.

Mir wëssen och, datt den amerikanesche President mat Sécherheet net aus philanthropesche Grënn versicht, déi Akten hei duerchezéien, mee éischter ass seng Gier op Geschäfte bekannt a virun allem, an do gleewen ech och drun, wëllt en einfach den Territoire vun US-Amerika méi grouss maachen.

D'Diskussioun ëm Grönland beweist awer och, datt d'Sécherheet net nëmme vu Baussegeforen ofhänkt, mee virun allem awer och vun der bannescher Stabilitéit vun der NATO. An et ass virdrun och schonn hei gesot ginn, dat kann een nëmmen ënnersträichen: Dat hei ass u sech méi wéi e reng geopolitische Sträit, mee et ass en Test, ob territorial Integritéit am Bündnis verhandelbar ass oder net. Et geet also am Kloertext hei och ëm d'Zukunft vun der NATO, an dat dierf ee virun allem net vergiessen.

Datt elo eng Rei Länner Zaldoten a Grönland geschéckt hunn – déi eng si schonn erëm heemgefuert –, dat ass méi e symboleschen Akt, mee e symboleschen Akt, deen awer och net ze ënnerschätzen ass an deen awer och dem amerikanesche President soll weisen, datt een net alles kann akzeptéieren. Et kann ee sech natierlech elo net virstellen, datt Amerika hei eng militäresch Aktioun op Grönland ënnerhëlt, mee ënnert deem President ass villes méiglech. Dat mannst, wat da géing geschéien, et géing méi wéi e politesch Äerdbiewen ausgeléist ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da muss een natierlech elo d'Fro stellen: Wéi soll d'Europäesch Unioun op all déi Manöveren do reagéieren? Eppes ass kloer: Einfach nokucken ass net déi richteg Strategie! E Land, wat dat internationalt Völkerrecht mat Féiss trëppelt, e Land – wat nach net hei gesot

ginn ass, wat een och emol misst erëm eng Kéier an Erënnung bréngen –, wat kierzlech aus 66 – 66! – internationalen Ofkommessen ausgetrueden ass, dorënner ënner anere d'Commission de Venise vum Conseil de l'Europe, wou et ëm d'Demokratie geet, e Land, wat kloer dozou opriff, patriotesch a riets-extrem Parteien an Europa ze ënnerstëtzen, e Land, wat einfach esou seng Kooperatiounspolitik praktesch op Null gesat huet, do muss ee froen: Ass dat nach e Land, wat eise Partner ass, wéi mir eis et virstellen? An ech mengen, déi Fro kënnen mir als Europäer kaum mat Jo beäntweren.

Eppes muss mer éierlech erkennen: Dat traditionell Bündnis mat Amerika, mat US-Amerika, dat huet eng Häerzattack kritt, dat leit ënner Otemnout. An dat ass eng Tatsaach, déi mer net kënnen ignoréieren, egal wéi déi Entwécklung ausseet. Dat Vertrauensverhältnis, wat iwwer Joerzéngten opgebaut ginn ass, wäert jore brauchen, bis et erëm hiergestalt ginn ass.

A spéitstens elo muss Europa vill méi selbstbewosst sinn. Europa muss sech senge Potenzialitéit bewosst sinn. Mir hunn eppes Enormes opgeriicht zënter 1957. Solle mer dat elo a Fro stellen? Mir hunn e Bannemaart, deen duebel esou grouss ass wéi den amerikaneschen. Mir hunn en Knowhow. Mir hunn eng Rechtskultur. An dat solle mer eis alles elo futti maache loosser? Mee dat op kee Fall!

An dowéinst soen ech och ganz éierlech: Da muss de Bléck vläicht och emol op aner Partner geriicht ginn. Et gëtt der nach op der Welt, op déi een och vläicht emol kann zréckgräifen. An da soen ech och eppes ganz éierlech hei: Vis-à-vis vu China däreft déi rout Linn och net knallrout ginn, well och do, mengen ech, sollen an däreft mer net all Kontakt an Zukunft ofbriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech evident, datt Lëtzebuerg net eleng hei ka virgoen. Mir sinn an deem ganze Spill den David. Mee dat wëllt awer net heeschen, datt mir net awer och mussen hëllefen, datt d'Europäesch Unioun méi Zänn muss weisen, mat alle Konsequenzen, déi dat bedeit. Mir wëssen, datt dat um ekonomesche Plang eise Land an och Europa ka gegebenefalls schueden. Dat muss sech zwar nach erausstellen. Mee och dat muss mer dann a Kaf huelen. Och da muss mer awer de Courage hunn, fir esou engem Defi entgéintzekucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun ass ouni Zweifel eescht. Mir kënnen dat net ignoréieren. Déi nächst Wochen a Méint wäerten net einfach ginn. D'DP ass ganz kloer fir de Multilateralismus an dofir, datt dat internationaalt Recht och wäert an Zukunft respektéiert ginn. Dat sinn d'Kärprinzipien, déi eise Meenung no net negociabel sinn.

Ech hunn och nach zwou Motiounen hei matbruecht. Ech weess net, Här President, däreft ech kuerz drop agoen? Merci.

Déi Éischt, wéi gesot, geet da reng ëm Grönland. Ech ginn natierlech elo net an den Detail hei a vun de Consideranten. Just ganz kuerz, wat am Fong geholl d'Kärfuerderung ass an där Motioun hei. Éischstens, wéi gesot, datt mir als Chamber d'Regierung invitéieren, datt se soll d'Union européenne an och d'NATO ënnerstëtzen, wat d'Sécherheet vu Grönland ubelaangt, datt mer eis och ganz kloer hannert Dänemark stellen an datt mer och der Meenung sinn, datt d'Allianz muss an Zukunft nach méi gestärkt ginn.

Dann nach eng zweet Motioun. Do geet et, wéi gesot, ëm Venezuela. Och do wëlle mer nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen, datt hei eng Condamnatioun muss virgeholl ginn, wat den Droit international ubelaangt. Mir wëllen awer och nach eng Kéier eis

Ënnerstëtzung hei fir d'venezuelanescht Vollek ausdrécken. An dann nach eng Kéier awer ganz kloer, datt mir hannert dem Droit international stinn an datt awer soll en Dialog weidergefuert ginn, wou all d'Acteurs politiques et sociaux aus dem Venezuela solle mat dru bedeelegt ginn. An, wéi gesot, nach eng Kéier, ech mengen, ech hunn dat virdru scho gesot, mir sollen a mir kënnen net d'Kontakter mat der USA ofbriechen. Dat ass evident. Mee mir sollen am Dialog bleiwen, awer dat mat enger determinéierter Positioun.

Voilà, déi Motioun si vun dem gréissten Deel vun de Fraktiounen a Sensibilités politiques hei ënnerschriwwen ginn. Se läit awer nach op fir déi, déi nach net sollten ënnerschriwwen hunn.

An an deem Sënn soen ech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant l'intervention militaire conduite par les États-Unis, intitulée « Absolute Resolve », le 3 janvier 2026, au cours de laquelle le Président vénézuélien contesté, Nicolás Maduro, et son épouse, Cilia Flores, accusés de complicité et de participation à des trafics de drogues et d'armes à grande échelle, ont été capturés et transférés vers le territoire des États-Unis ;

– considérant le manque de légitimité démocratique de Nicolás Maduro en tant que Président du Venezuela, et rappelant que l'Union européenne, y compris le Luxembourg, n'a pas reconnu sa légitimité, et considérant également que les atteintes massives aux droits humains perpétrées par le régime Maduro, en particulier la répression systématique de l'opposition démocratique, condamnée à plusieurs reprises par l'Union européenne ;

– considérant l'investiture de l'ancienne Vice-présidente Delcy Rodríguez, figure clé des ères Chávez et Maduro, en tant que Présidente par intérim du Venezuela le 5 janvier 2026, décision que l'Union européenne ne peut pas reconnaître, dans la mesure où le mandat du Gouvernement Maduro-Rodriguez découle d'un processus électoral ne respectant pas la volonté de la population vénézuélienne exprimée lors des élections présidentielles de 2024 ;

– considérant les déclarations de représentants du Gouvernement américain, indiquant que les États-Unis entendent diriger le Venezuela par l'intermédiaire de la Présidente par intérim Rodríguez jusqu'à ce que les conditions d'une transition soient jugées appropriées, ainsi que leur intention de participer dans l'exploitation des réserves pétrolières du Venezuela ;

– considérant que la situation au Venezuela demeure précaire et instable, notamment en raison des appels aux armes lancés par des groupes armés et paramilitaires tels que les FARC ou l'ELN ainsi que de la présence de réseaux terroristes, notamment le Hezbollah ;

– considérant que l'intervention militaire des États-Unis du 3 janvier 2026 constitue une violation du droit international, et en particulier de l'article 2 (4) de la Charte des Nations Unies, qui définit le principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État ;

– considérant que les déclarations des représentants du Gouvernement américain indiquant leur intention de diriger le Venezuela jusqu'à nouvel ordre et d'exploiter les ressources pétrolières du pays constituent des violations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, consacrés notamment à l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par les États-Unis en 1992 ;

– considérant l'impératif du respect du droit international, et en particulier de la Charte des Nations Unies, qui constitue le fondement du maintien de la paix et de la sécurité

internationales, ainsi que des principes de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lesquels revêtent une importance particulière pour les petits États tels que le Luxembourg ;

– considérant le soutien constant de l'Union européenne à l'opposition démocratique au Venezuela et à la population vénézuélienne, qui s'engagent de manière pacifique pour la défense de la liberté et de la démocratie au Venezuela ;

– rappelant la résolution votée par la Chambre des Députés en date du 14 novembre 2024 au sujet des élections présidentielles au Venezuela,

invite le Gouvernement à

– condamner les violations du droit international commises par les États-Unis lors de leur intervention militaire au Venezuela, laquelle a conduit à l'arrestation de Nicolás Maduro, tout en rappelant que ce dernier était dépourvu de légitimité démocratique, responsable de graves violations des droits humains et accusé d'implications dans des trafics de drogues et armes ;

– réaffirmer son soutien au peuple vénézuélien et à son droit à l'autodétermination ;

– réitérer son attachement au droit international et au multilatéralisme, piliers essentiels de l'ordre international fondé sur des règles ;

– rappeler en toute circonstance, et notamment dans le cadre des échanges diplomatiques avec les États-Unis, l'importance du respect du droit international ;

– soutenir les efforts visant à faciliter un dialogue inclusif associant l'ensemble des acteurs politiques et sociaux du Venezuela, en vue d'une solution négociée, démocratique, inclusive, stable et pacifique, menée par les Vénézuéliens eux-mêmes, conformément au principe d'autodétermination des peuples ;

– encourager l'Union européenne à maintenir, à cet effet, des contacts étroits avec les États-Unis ainsi qu'avec les autres partenaires régionaux et internationaux concernés ;

– maintenir le soutien humanitaire, dans le cadre de l'Union européenne, afin de répondre aux besoins urgents de la population vénézuélienne, tant sur le territoire du Venezuela que dans les pays voisins ;

– soutenir les efforts internationaux de lutte contre le crime transnational organisé et le trafic de drogues, qui constituent une menace pour la sécurité internationale, tout en veillant à ce que ces efforts soient pleinement conformes au droit international et à la Charte de l'ONU ;

– continuer d'appeler à la libération de tous les prisonniers politiques au Venezuela.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Sam Tanson, Laurent Zeimet.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant les déclarations faites par des représentants du Gouvernement américain actuel concernant la situation sécuritaire en Arctique, et plus particulièrement au Groenland, et constatant que ces déclarations remettent en question la légitimité de la souveraineté du Royaume du Danemark, allié proche des États-Unis, ainsi que l'autonomie du Groenland ;

– considérant les discussions en cours entre les Gouvernements du Royaume du Danemark et du Groenland, d'une part, et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'autre part, et notant qu'une réunion s'est tenue en présence des ministres des Affaires étrangères danois et groenlandais ainsi que du Vice-président et du Secrétaire d'État américains, discussions ayant mis en évidence la persistance d'un désaccord fondamental entre les parties quant au statut et à l'avenir du Groenland ;

– considérant les critiques exprimées tant par des membres du Parti démocrate que par des élus républicains à l'encontre des déclarations du Gouvernement américain actuel relatives au statut du Groenland, ainsi que les efforts diplomatiques entrepris par des membres du Congrès des États-Unis afin d'apaiser les tensions avec les partenaires et alliés européens, en particulier le Royaume du Danemark et le Groenland ;

– considérant les réactions de l'Union européenne, de ses États membres et d'autres pays européens et partenaires aux déclarations du Gouvernement américain concernant le Groenland, allant de la convocation d'un sommet extraordinaire de l'Union européenne prévu le 22 janvier, aux nombreuses déclarations unilatérales et conjointes, jusqu'à la participation à des exercices militaires organisés par le Danemark au Groenland et autres formes de soutien diplomatique ;

– regrettant vivement l'annonce du Président américain selon laquelle des droits de douane seraient appliqués à l'encontre des pays ayant participé, sur invitation du Royaume du Danemark, à un exercice militaire au Groenland ;

– rappelant l'importance stratégique vitale du Groenland pour l'Union européenne, dont la sécurité, ainsi que celle de la région arctique au sens large, demeurent une priorité pour l'Union européenne et l'OTAN ;

– rappelant l'importance du respect du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies, et notamment des principes d'intégrité territoriale, de souveraineté, et du droit des peuples à l'autodétermination ;

– rappelant le Traité de l'Atlantique du Nord, notamment l'article 1 qui stipule que les parties s'engagent à régler par des moyens pacifiques tous différends internationaux dans lesquels elles pourraient être impliquées [...] et à s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et qui dans son article 2 stipule que les parties s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'entre elles ou entre toutes ;

– rappelant le traité de défense conclu en 1951 entre les États-Unis et le Royaume du Danemark concernant le Groenland, lequel confère aux États-Unis des droits de stationnement et d'accès à des fins de défense, de surveillance et de projection de puissance, dans le cadre de la défense collective de l'OTAN, et fournit ainsi une base juridique durable à la présence américaine au Groenland ;

– rappelant la Déclaration du secrétaire d'État américain Robert Lansing de 1916, formulée dans le contexte de l'acquisition par les États-Unis des Indes occidentales danoises, par laquelle les États-Unis affirmaient ne pas s'opposer à l'extension des intérêts politiques et économiques du Royaume du Danemark au Groenland ;

– rappelant que les États-Unis maintiennent actuellement une présence militaire permanente au Groenland, à travers la base spatiale Pituffik ;

– rappelant l'importance fondamentale, pour la stabilité, la prospérité et la sécurité de l'Europe et des États-Unis, d'une relation transatlantique forte, ancrée dans l'histoire partagée depuis la Seconde Guerre mondiale et basée sur des valeurs communes qui fondent le système multilatéral, invite le Gouvernement à

– soutenir, dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, les efforts des Gouvernements du Royaume du Danemark et du Groenland visant à renforcer la sécurité du Groenland et à préserver la souveraineté de leur territoire ;

– réitérer que le Groenland appartient à son peuple et qu'il revient exclusivement au Royaume du Danemark et au Groenland de décider des affaires qui les concernent ;

– soutenir les efforts de l'OTAN et de ses partenaires visant à renforcer la sécurité de l'Arctique dans son ensemble ;

– continuer à renforcer l'Alliance et à préserver sa cohésion interne, y compris en gardant le cap sur les efforts de défense, en particulier de la part des Alliés européens, dans le contexte du partage équitable du fardeau ;

– soutenir une réaction forte, coordonnée et unie de l'Union européenne face à la menace tarifaire exprimée par le Président américain Trump.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Fred Keup, Sam Tanson, Laurent Zeimet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Graas. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten ageschriwwen. E steet scho prett. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir liewen an Zäiten, an deenen ëmmer méi Leit behaapten, et géif sech ëm komplex geopolitesch Situatiounen handelen. An dat stëmmt och. Mee et gëtt och Situatiounen, déi net komplex sinn, mee déi kloer falsch sinn.

D'Entféierung vum Nicolás Maduro a senger Fra duerch US-Truppen, ouni Mandat, ouni international Legitimation, ass net kontrovers, net bedauerlech, och net schwéier anzuschätzen. Et ass eng Violatioun vum internationale Recht duerch d'USA. Punkt!

An ech soen et bewosst esou daitlech, well et genee dat ass, wat den Ament feelt: Kloeerheet. Ze vill Regierungen verstoppe sech hannert diplomatesche Floskeln, fir net mussen ze soen, wien et ass, deen hei d'Reegele brécht. Och de Communiqué vun eiser Regierung gehéiert leider dozou.

Jo, dem Maduro säi Regime ass autoritär. Jo, et gouf ganz schwéier Mënscherechtsverletzungen. Mee wann dat als Rechtfertigung aleng duergeet, dann ass d'Rechtsstaatlechkeet net méi vill wäert. Dat ass also déi nei Weltenuerdnung, déi sech hei ofzeechent: eng Welt, an där déi Staark decidéieren, wéini d'Recht gëllt a wéini net. Dat ass keng modern Politick. Dat ass en Zréckfallen an eng Zäit, déi mer eigentlech gemenzt hatten hanner eis gelooss ze hunn.

Fir kleng Länner wéi Lëtzebuerg ass dat existenziell geféierlech. Well wann d'Recht net méi gëllt, da bleift eis nâischt méi ausser dem gudden Wëllen an der Hoffnung. „Mir hoffen“, huet den Här Zeimet direkt e puermol gesot a senger Ried. Mee Hoffnung ass keng Aussepolitick. An do muss mer eis awer och selwer kritesch hannerfroen. Wou ass déi kloer Stëmm vun der Lëtzebuurger Regierung? Wou ass d'Grenz, déi mer zéien, och géintwärtig eise Partner? Partnerschaft heescht net nolafen. Loyalitéit heescht net de Mond halen. Eng Frëndschaft, déi keng Kritik erdroe kann, ass keng op Wäerter opgebaute Partnerschaft.

Här Minister, mir sinn net géint d'Finanzplaz – am Contraire. Mee et ass de falschen Zäitpunkt an éierlech gesot och dat falscht Signal, eisen Engagement fir d'internationalt Recht an d'Mënscherechter ofzeschwächen, just fir eis Attraktivitéit um Finanzmarché ze stäerken. Lëtzebuerg war ëmmer e Champion vum Multilateralismus a vun der Diplomatie, besonnesch wann et ëm d'Mënscherechter gaangen ass. Dat war eist Markenzeichen. Do hatten an hu mir international eng grouss Kreditibilitéit, an déi därefer mer och net verspillen. Wie mennt, datt ee mat politescher Zréckhaltung wirtschaftlech Sécherheet ka kafen, dee mécht sech eppes vir. An enger Welt ouni Reegelen ass och kee Marché méi sécher.

Mee, Här Minister, ech muss fair bleiwen. An ech verstinn d'Schwieregkeeten, virun deenen Der stitt.

Europa steet alt nees gespléckt do. Eng Unioun, déi sech net eens gëtt, nâischt seet, déi gëtt ignoréiert. D'Eestëmmegkeet an der Aussepolitick ass haut net méi e Schutz fir eis. Nee, si mécht eis schwach! Si mécht eis lues, onfäeg a politesch irrelevant. An d'Diskussioun ronderëm Grönland weisen, wéi wäit mir schonn dohi gerutscht sinn. D'Äntwert op dem Donald Trump seng Stroftaxe muss eng gemeinsam, kohärent an entschlossen Äntwert vun der ganzer Europäescher Unioun sinn.

Territorial Integritéit gëtt op eemol relativéiert, d'Welt gëtt a Sphären agedeelt. Dat ass net akzeptabel. A mir därefer net esou maachen, wéi wann dat eis nâischt géif ugoen. Den amerikanesche President argumentéiert, si bräichte Grönland wéinst hirer Sécherheet. Genee dat selwecht sot de Putin iwwert d'Ukrain. Genee dat selwecht! D'Ausserunge vum Donald Trump zu Grönland sinn net just provokant, si si geféierlech, well si normaliséieren d'Iddi, datt Grenze verhandelbar sinn, wann ee just genuch Muecht huet. Déi gréisste Gefor ass net déi eenzel Violatioun vum Recht, mee et ass déi, datt mer eis op eemol dru gewinnen, un d'Iwwerscheide vu Grenzen, un d'Relativéiere vum Recht, un d'Iddi, bon, dass et eeben esou leeft an der Welt.

All deenen an Europa, déi mengen, et sollt een d'Populisten an d'Extrême droite emol un de Pouvoir loosse, deene wëll ech soen: Kuckt mol, wéi séier et ka goen, wann Autoritärer un d'Muecht kommen! Iwwregens ass dat och nach néierens gutt ausgaangen.

An zum Schluss wëll ech vun dëser Plaz aus eis Solidaritéit mat alle Grönlänner a Grönlännerinnen ausdrécken, awer och eis Solidaritéit mat alle pro-demokratesche Kräften an den USA. Vill Mënschen do sinn net averstane mat der aktueller Politick. Si ginn op d'Strooss, si organiséieren sech, si kämpfe fir en anert Amerika, en Amerika, dat op Multilateralismus, op Recht an op Respekt setzt. Wa mir haut de Bak halen, leeschte mir hinnen e ganz schlechten Déngscht. Eist Land ass kleng, mee eis Verantwortung ass et net. An dofir muss mer haut an hei eis Stëmm erhiewen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Cruchten. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup agedroen. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke mam Venezuela un. Venezuela war mol eng Kéier dat rächste Land a Südamerika an ass haut dat ärmste Land a Südamerika.

Wat ass am Venezuela geschitt? Jorelaang eng lénkssozialistesche, ideologesche gedriwwene Politick vum Hugo Chávez a vum Nicolás Maduro. Schlecht Wirtschaftspolitik. De Wuelstand ass erofgaang, Venezuela ass ruinéiert ginn. En totale Kollaps, Hyperinflation, Massenaarmut, Milliounen vun Emigranten hu Venezuela verlooss. Dëst ass d'Konsequenz vun enger Politick vu Verstaatlechungen a vun Expropriatiounen, déi derzou gefouert hunn, dass zum Beispill d'Uelegindustrie, déi d'Land finanzéiert huet, zerstéiert ginn ass vun dëse lénke Regierungen.

Haut erliewe mer am Venezuela, wat, wéi gesot, eng Kéier dat rächste Land war a Südamerika, Stroum- ausfäll, Honger an en totalen Ënnergang vum Gesundheitssystem. D'Vollek ass rosen a wëll e Wiessel. Duerfir ginn da Walen ofgehalen am Venezuela. Bei deene Wale gewënnt awer dann dee Falschen. Da ginn d'Wale gefälscht an da gewënnt de Maduro. Esou einfach geet dat dann nach an den 2020er-Joren. Dat ass schlëmm!

Déi, deenen dat net gefält, déi mussen ëm hiert Liewe fäerten, ginn entfouert, agespaart, terroriséiert, gefolttert, ëmbruecht. Dat Land ass eng eenzegaarteg Katastroph, regéiert vu Gangster. Dat Land mat de gréissten Uelegreserve vun der Welt ass haut dat ärmste Land an de Beweis, wéi schnell et ka goen, wa falsch Punkten an der Politick gesat ginn.

Et bleift nach ee gudder Punkt bei Venezuela, an dat ass, dass een et als schlecht Beispill ka virhalen, e schlecht Beispill fir eng katastrophal sozialistesche Politick.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | A wann dat och alles guer net méi fonctionéiert, wat nach iergendwéi an engem Land fonctionéiere kann, da gräifen esou Diktatoren wéi de Maduro zu enger Drogenindustrie an da gëtt dorausser en Narkodiktator, deen nach probéiert, iergendwéi Geld ze verdéngen, hien a seng Kollegen, doduerch dass se Droge verkafen an anere Länner an doduerch Onheel urichten.

(Interruption)

Doropshin huet eng Interventioun stattfonnt vun den Amerikaner. A jo, jo, et ass richtig, dat ass e Verstouss géint d'Völkerrecht, well et dierf een net einfach an en anert Land goen an ouni dass ee geruff ginn ass an ouni UNO-Mandat e Staatschef, deen de Maduro jo dann awer iergendwéi ass, och wann e vun eis net unerkannt ass an esou weider, festhuelen.

D'Fro, déi sech awer méi wäit nach stellt, dat ass: Konnten d'Amerikaner dat iwwerhaupt eleng duerchféieren? An ech mengen ganz kloer net. An ech mengen, dass hei ganz kloer um Terrain eng ganz Partie Leit vun de venezuelanesche Sécherheetskäfte och ënnerstëtzt hunn, wat do an der Nuecht geschitt ass. Sou einfach wier et nämlech soss net gewiescht, soudass een, dat wäert ee vläicht eng Kéier gewuer gi méi spéit, eventuell souguer vun enger Aart oder engem deelweise Putsch ka schwätzen.

Als Privatpersoun fannen ech déi Saach ganz gutt, well fir d'Leit a Venezuela besteet elo erëm Hoffnung a si si jo och frou, och wann d'Situatioun sech elo nach net vill gebessert huet.

Als Lëtzebuerger Politiker, dee Lëtzebuerg als Zentrum vun der Politik gesäit, erhoffen ech mer doduerch méi niddreg Energiepräisser, méi niddreg Präisser fir Bensinn fir eis an Europa.

Wéi gesot, d'Völkerrecht ass gebrach ginn. Et ass oft hei kritiséiert ginn. Dat ass awer näischt Neits – leider! D'Völkerrecht ass an de leschten 20, 30, 50 Joer ganz oft gebrach ginn. Ech mengen, et ass keen amerikanesche President ginn, deen d'Völkerrecht net gebrach huet. Den Obama, dee vu villen hei als Held gefeiert gëtt, huet d'Völkerrecht oft gebrach. D'Europäer hunn d'Völkerrecht oft gebrach. Ech kéint d'Beispiller hei opzielen: Bombardéierung vu Belgrad, Libyen/Gaddafi, a Syrien, am Irak et cetera, et cetera, et cetera. Alles dat ass net richtig. An alles dat sollte mer verurteilen, well mir brauchen als klengt Land Sécherheet. An déi Sécherheet op internationalem Plang kréie mer duerch dat internationaalt Völkerrecht.

Komme mer nach kuerz zu Grönland. Mir stinn den USA sécherlech als Partei zimmlech no. An ech muss awer hei soen, dass mer hei absolut net domat averstane sinn, wat den Här President Trump hei fuerdert a wéi e virgeet beim Thema Grönland.

Den Här Trump ass de gewielten amerikanesche President a vertritt domadder d'amikanesch Vollek. Et ass ëmmer erëm iergendwéi trotzdeem e bëssen ze vill einfach, wann een dervu schwätzt, dass d'Regierung een Deel ass an d'Volk an aneren Deel ass. An

enger Demokratie ass de President, ass d'Regierung gewielt an d'Regierung vertritt domadder d'Volk, quitte dass, wéi ëmmer, an och hei a Lëtzebuerg dat ëmmer war, vill Leit net mat der Regierung averstane sinn. Dat gehéiert derzou.

Mir soen hei ganz kloer: Grönland gehéiert zu Dänemark. Wann eppes do sollt geännert ginn, da mussen d'Dänen an natierlech d'Grönlänner dat decidéieren, a soss keen. A mir soen och ganz kloer, dass dat esou muss agehale ginn. A mir wäerten eis och do ganz kloer derfir asetzen.

Mir ginn awer och drun ze erënneren, dass et och net esou einfach geet, wéi dat heiansdo duergestallt gëtt. An ech gleewe jo awer nach iergendwéi och un déi amerikanesch Demokratie. A wann den Här Trump wéilt entweder Grönland kafen oder militäresch anhuelen, da wier en do op eng Zweedréttelmajoritéit am Senat ugewisen. An ech si mer do awer definitiv absolut net sécher, dass en déi géif kréien. Ech wier mer souguer sécher, dass e se net géif kréien.

Mir kréien elo vläicht zu Davos Neies geliwwert. Dat ass en Donneschden. A bis dohinne sollt mer dann ofwaarden. An ech verstinn och d'Regierung, dass se do wëll ofwaarden, wat do geschitt. A mir hoffen natierlech alleguerten drop, hoffen, dass den Här Trump e Rückzieher mécht. An duerno kann e jo souwisou a Grönland esou zimmlech maachen, wat e wëll, och wa Grönland net amerikanesch gëtt.

Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Den Här Kartheiser huet Iech gutt nogelauschert!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup. An als nächst ageschriwwen Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, jo, Venezuela, Grönland, en diktatoriale Regime op där enger Säit, e strateegesch Territoire op där anerer. A priori hunn déi zwou Saache jo net esou vill matenee gemeinsam. Mee a Wierkecheit schwätze mer awer iwwert déi selwecht dramatesch Entwécklung.

Venezuela a Grönland sinn zwee Symptomer vun enger neier Weltuerdnung, an där Muechtpolitik, fossill Interessen an d'Aushiege vu Recht an Demokratie erëm salonfäeg ginn. Mir erliewen eng Welt, an där net méi gefrot gëtt: „Wat ass richtig?“, mee ëmmer méi just nach: „Wéi kann ech mä Wëllen duerchsetzen?“

Internationaalt Recht, Autonomie vu Staaten an och d'Klimafro réckele komplett an den Hannergrond. Jo, natierlech, den Nicolás Maduro ass en Diktator. Mee wa mer ufänken ze toleréieren, dass Nopeschlänner decidéieren, wie wou soll Regierungs- oder Staatschef sinn, an dat och nach mat Gewalt duerchsetzen, dann ass de ganze System, dee mer an der Zäit nom Zweete Weltkrich opgebaut hunn, ons Weltuerdnung, a Fro gestallt.

Wa mer als Europa nokucken, voire matmaachen, wéi den US-President de Klimaschutz delegitiméiert, wéi e gezielt déi klimaschiedlechsten Energieformen fërdert an och nach oppen zougëtt op der Pressekonferenz no senger Aktioun, dass et em a Venezuela och grad dorëms gaangen ass – a bon, bei Grönland wësse mer net esou richtig, wat dann elo d'Ursach ass, mee dat steet och am Raum –, an do dobäi och nach probéiert, ons als Europa ëmmer méi ofhängeg dovunner ze maachen, da riskéiere mer och hei, déi vill Efforten aus de leschte Joerzénge an Europa futzimachen.

Wa mer nokucken, wéi en traditionelle Partner vun der EU, wéi wa mer an engem Brietpill wieren, einfach emol fënnt, Grönland wier esou schéin a géing den Territoire vu sengem eegene Land jo endlech esou vergréisseren, wéi hie sech dat virstellt, fir dann d'Spill vun deem gréisste Land op sengem Kontinent ze gewannen, da gëtt d'Sécherheet vu ganz Europa riskéiert. Mir spillen hei awer weeder „Risk“ nach „Monopoly“.

D'Fro ass jo: Wou hält dat Ganzt op? Wéi geet et weider? Wann Dänemark elo refuséiert, wat jo ganz kloer am Raum steet, Grönland ze verkafen, wann den US-President dann erausgeet an einfach deklaréiert: „Dat ass elo mäint!“, voire wann e souguer géing Truppen a Grönland mat deem Objektiv schécken, wou si mer dann? What's next? Wéi geet och e Putin dann domadder ëm, wann e gesäit, dass de facto d'NATO net méi existéiert? Probéiert en dann net awer och emol an engem vu sengen Nopeschlänner an Europa, an der Europäescher Unioun, wat dann do méiglech ass – an de baltische Länner?

Dat, wat de Moment geschitt, stellt eis Sécherheet domat op villen Niveauen a Fro. Ech versti jo, dass nom Prinzip Hoffnung ofgewart gëtt, wat den US-President muer zu Davos seet, an ech verstinn och, dass probéiert gëtt, him eng NATO-Äntwert schmackhaft ze maachen.

Mee leider si mer um Punkt ukomm, wou ee souguer als Optimist wierkech net méi dru gleeft, dass de President vun den USA op verstänneg Argumenter ageet. En ass elo haut ganz genau op den Dag ee Joer am Amt. An ech denken, dass bei deene villen diplomateschen Handlungen, déi elo an deene leschten zwielef Méint stattfonnt hunn, déi faméis „Schläimspuer“, wéi Der se genannt hutt, Här Ausseminister, definitiv net fonctionéiert. Mir kommen domadder net vum Fleck.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An duerfir ass et och fir eis ganz kloer: Europa muss dem President vun den USA Grenzen opweisen an och e Géigenentwurf sinn, mam Héichhale vun der Demokratie an onsem internationale Rechtssystem, mam Schutz vun de Mënscherechter an dem Klima a mat geziilten a justifiéierte Moosnamen géintwuer den USA, wann ee vun ons vun den USA belangt gëtt.

D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, et ass schonn ugeklongen heibannen, déi bleift bis elo immens virsichteg. Dofir war et ëmsou besser, Här Ausseminister, dass Dir an der Kommissioun, souwuel no där Attack a Venezuela wéi och elo e Méinde par rapport zu Grönland, kloer Wieder fonnt hutt. Mee de Communiqué, et ass schonn ugeklongen, am Dossier Venezuela, dee war dach bedauerlech mou. Ech war och frou, ze liesen am „Lëtzebuerger Wort“, dass de President vun der aussepolitescher Kommissioun dat och esou gesäit. Mee wisou eigentlech, wisou kann een an deem Fall net einfach soen: „Dat, wat do geschitt ass, ass inakzeptabel!“, idem fir Grönland?

En Donneschde sinn d'EU- a Staats- a Regierungschef beiene. A mir erwaarden ons do eng kloer Haltung, och vum Lëtzebuerger Premier. Et kann net sinn, dass d'USA Memberlänner Taxen opdrummen, well se Presenz a Grönland weisen, an dass mir als Europa einfach nokucken, nach de rietse Bak hinhalen, wa mer schonn eng op dee lénke kruten. Déi Method fonctionéiert net, se ass mëttlerweile geféierlech, well en Enn vun deem Wansinn net en vue ass.

Dat bedeit natierlech op där anerer Säit, dass mer eng Stärkung vun Europa, militäresch, energieetesche a wirtschaftlech, onbedéngt brauchen. An dat bedeit och eng Stärkung vum europäesche Budget. An och

do muss Lëtzebuerg dann natierlech seng Verantwortungen iwwerhuelen.

Fir Lëtzebuerg heescht dat: Wie vun enger reegelbasierter Uerdnung profitéiert, deen därer sech net ewechducken, wann dës Uerdnung ënner Drock gerët, och net vis-à-vis vu staarke Partner an och net als klengt Land. Mir vermessen an deene fundamentale Froe vu Recht, Fräiheet a Klima munchmol eng kloer Haltung vun Iech als Regierung. A mir géngen Iech op jidde Fall ënnerstëtzen, wann Der déi konsequent un den Dag leet.

Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géng ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech muss Iech soen, wéi ech Ausseminister gi si virun e bësse méi wéi zwee Joer, hunn ech mer geduecht: „Dat ass eng Missioun, déi manner internationale Stress mat sech bréngt wéi déi vum Premierminister.“ Ech muss Iech soen, no zéng Joer Erfahrung als Premierminister an elo zwee Joer als Ausseminister ass et de Contraire.

Mir hunn eng international Situatioun, wou et rarement esou vill Tensioun gi si wéi am Moment. Mir hunn elo iwwer Venezuela an iwwer Grönland geschwat. Duerno schwätze mer iwwer den Iran. Dat, wat déi israellesch Regierung haut de Moie vis-à-vis vun der UNRWA zu Ost-Jerusalem gemaach huet, ass och net akzeptabel. Mir hu Foyeren an Afrika vu potenzielle Konflikter. Mir hunn Tensiounen an Asien, wou och Konflikter sinn oder méiglech sinn oder just am Moment vläicht en sourdine gesat sinn. Mir hunn eng international Situatioun, déi wierklech ganz, ganz vill brennt.

An net méi spéit wéi de Moien hu verschidde Leit mech gefrot: „Ma Här Bettel, wéini hält dann de Krich an der Ukrain op?“ Ech kann Iech et net soen. „Wat geschitt a Grönland?“ Kann ech Iech net soen. „Wat geschitt an Afrika tëscht Ruanda a Kongo?“ Ech kann Iech et net soen. Et gëtt esou vill Froen am Fong, déi d'Bierger hunn, wou een haut keng Äntwert huet.

Ech kann Iech just soen: Am Moment ass just een, dee sech freet an deen am Kreml de Popcorn jickt virun der Tële, an dat ass de President Putin. Dee ka Popcorn iessen. Mir sinn amgaangen, eis selwer ze zerfleeschen. Mir sinn amgaangen, selwer tëschtent Alliierten a Partner am Fong dat schlechteste Bild ze weisen, wat Partnerschaft, Vertrauen, déi international Zesummenaarbecht, d'Weltarchitektur vun deenen, déi am Fong d'internationaalt Recht wëlle respektéieren, ubelaangt. Mir sinn amgaangen, dat selwer futti ze maachen. Dat ass de Constat, deen ech am Moment ka maachen.

D'Madamm Tanson huet et just zitiiert: Ech ka mech erënneren, wéi ech beim leschten NATO Summit war, hunn ech awer no der Reunioun gesot, dass ech mer vill Méi ginn hätt, fir net op de Schläimspueren auszerutschen. Mee dat war och d'Realitéit. Dat war d'Realitéit! A si waren all frou duerno, d'Staats- an d'Regierungscheffen an och d'Ausseministeren an d'Defenseministeren, dass et net zum Eclat komm ass. Mee si mer bereet, am Fong allkéiers op esou Bombes à retardement oder just op den nächste

Moment ze waarden an ze hoffen, dass mer do net nees eng béis Iwwerraschung kréien?

An ech regrettéieren, ech hunn et och gëschter an der Kommissioun gesot, ech soen et och haut ëffentlech, dass mer, wéi mer a Schottland als EU en Accord mat Amerika ënnerschriwwen hunn, am Fong net gesot hunn: „Hei, dat do ass de Maximum, dee mer akzeptéieren. Mee wann nach eng Kéier esou eppes kënnt, da wëlle mir eis direkt als EU alignéieren zu deenen neien Tariffer, déi aus Amerika kommen.“

Si mir bereet, eis all puer Méint nees erpressen ze loosse? Ech wëll Iech just drun erënneren, dass den amerikanesche President fir véier Joer gewielt ass an dass mer knapps e Joer elo hannert eis hunn. Dat heescht, et sinn nach dräi Joer. Dat ass d'Realitéit. Ob mer et wëllen oder net, de President Trump ass do an de President Trump ass nach fir déi nächste dräi Joer do.

Wa mer vu Venezuela a Grönland schwätzen, da kréien ech hei gesot, jo, mee beim Venezuela, do hätte mer net eng staark genuch Positioun dës le départ geholl. Tatsächlech, et hätt ee sollen am Communiqué schreiben, a mengen Aa, dass dat internationaalt Recht net respektéiert ginn ass. Ech muss Iech awer soen, dass ech ganz iwwerrascht war iwwer d'Positiounen vun den aneren EU-Leaderen. Ob ech de franséische President kucken, ob ech den däitsche Kanzler kucken, ob ech déi italieenesch Premierministesch kucken, ob ech de portugisesche Premier kucken, déi hunn iwwerall just gesot: „Gutt, dass de Maduro fort ass!“

Une voix | Spuenien.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ausser Spuenien! Ausser Spuenien. Spuenien huet och eng extra Relatioun mat Venezuela. Mee ech wëll Iech awer just soen, dass déi meescht EU-Länner awer ganz, ganz zam geäntwert hunn.

A fir mech war et och wichteg ... Op där enger Säit, ech hunn et jo och ëffentlech gesot, hat ech esou en A, wat wierklech frou war, deen een Deel vu mengem Kierper, dee sech gefreet huet, andeem ech gesot hunn: „Elo si mer deem lass!“, an op där anerer Säit awer dat internationaalt Recht, einfach een erauszehuelen aus engem Land an en anert Land ze bréngen, e Chef d'Etat, ob een e gutt fënnt oder net gutt fënnt, ob en eng Legitimitéit huet oder net, wou mer eis awer musse soen: Dat internationaalt Recht ...

A virun allem ass et do, wou ech probéieren, wierklech ... An do sinn ech och frou, Här President, dass ech spieren, dass mer do awer, ech mengen, unanime hei an der Chamber sinn, dass, wann dat internationaalt Recht net respektéiert gëtt, dat déi gréisste Gefor ass fir déi Klengst. An dat si mir! Mir sinn déi Klengst op der Weltkaart. A wann dat internationaalt Recht ka mat Féiss getréppelt ginn a mir soen alleguerter Jo an Amen a mir akzeptéieren et, dann ass dat och eng Gefor fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg. Dat internationaalt Recht ass am Fong déi beschte Garantie fir eis.

Mir gesi bei Venezuela – ech mengen, dat ass deen éischte Schratt –, dass elo déi Vizepräsidentin Kontakt opgehooll huet mat Amerika an et éischter dann do an eng positiv Richtung kéint – kéint! – goen. Mee et ass un de Venezuelaner ze decidéieren, wat do geschitt. An dat zielt och fir Grönland, dat zielt fir Dänemark, dat zielt fir d'Ukrain. Et huet kee Land ze decidéieren, wat gutt ass fir en anert Land! Et huet keen iwwert d'Zukunft vun engem Land ze decidéieren, wien do d'Soen huet.

An ech muss Iech soen, dass am Moment wierklech déi nächste Nouvelle, deen nächsten Tweet, deen

nächste Message vun engem amerikanesche President ganz oft dat anert mat Venezuela op déi zweet Säit dréckt. Vu Venezuela gëtt am Moment weineng geschwat. Et gesäit ee méi Biller am Ufank um Maduro, dee virun engem Geriicht zu New York ass, wéi iwwerhaupt dovun, wéi et elo weidergeet am Venezuela.

Iwwer Grönland muss ech Iech soen, Här President, dass et e Moment de vérité ass och fir d'EU. Si mir bereet ze akzeptéieren, Dänemark aleng ze loosse an ze soen: „Et kann en aneren decidéieren, wat mat Grönland geschitt.“ Mee et ass un de Grönlänner ze decidéieren! Et ass un Dänemark ze decidéieren!

An ech muss Iech soen, dass d'EU, wa mer vläicht schwach sinn ... Nach gëschter huet den ungareschen Ausseminister gesot, dass dat e Problem ass tëschtent Dänemark an Amerika an dass si dofir e Veto bei europäeschen Texter wëllen hunn, well si einfach déi net supportéieren, well se soen: „Et ass e Problem vun deenen aneren.“ Mee ech wëll déi Länner selwer erënneren an hir Virgeschicht! Ech wëll selwer drun erënneren, dass déi Länner hannert engem Rideau de fer gelieft hunn. A stellt Iech emol vir, mir hätten als EU och deemools, wéi de Rideau de fer gefall ass, gesot: „Mir wëllen näischt mat Iech ze dinn hunn! An déi Influenz vun de Russen, dat ass e Problem tëschtent Russland an Iech. An domadder wëllt d'EU näischt ze dinn hunn!“ Stellt Iech emol vir, mir hätten deemools déi selwecht Positioun an déi selwecht Reflexer gehat wéi déi Länner, wann et haut ëm Solidaritéit geet!

Also bei Grönland sinn et fir eis ganz vill rout Linnen, déi schonn direkt wierklech dépasséiert gi sinn, dépasséiert gi sinn, andeem verschidde Länner elo nei Tariffer, Menacé vun neien Tariffer, kritt hunn. An dofir war ech och kloer gëschter, Här President, an der Kommissioun, dass mer am Moment näischt ausschléisse sollten, ob et Mesures de coercion sinn, ob et Mesüre si wéi déi 98 Milliarden, déi am Moment en suspens gesat sinn, ob déi sollten awer elo da falen oder net. Mir sollen einfach all Mesür um Dësch hunn!

Mee ech muss Iech awer nach ëmmer soen als Chef vun der Diplomatie: Et ass mäi Wonsch, dass mer keng Mesüre mussen huelen. Mir dierfen elo net de But hunn, fir ze soen ... An dowéinst, tëschtent enger däitscher Opposition, déi seet: „Mir mussen negociéieren“, an enger franséischer Opposition, déi seet: „Mir mussen direkt Mesures de coercion huelen“, jo, da kréien ech vläicht de Virwurf gemaach, ech wier Wackelpudding, mee do muss een an der Mëtt kucken, ob een net nach en Accord ka fannen!

Muer ass deen Discours zu Davos. Mir hoffen alleguer, dass do eppes Positives erauskënnt. Mee ech kann Iech et awer net soen! An ech kann Iech net soen, ob dat, wat muer zu Davos ass, iwwermuer nach ëmmer richtig ass. Dowéinst ass et a mengen Ae wichteg, dass mir als EU et fäerdegbréngen, wierklech déi verschidde Paletten ... Am Moment huet keen eppes dogéint gesot. Ech muss Iech dat soen. An deene Reuniounen ... Ech hat gëschter Moie jo Affaires-étrangères-Kommissioun an ech hat gëschter Mëtteg ... Mir sollte kee CAE organiséieren. Dofir hate mer dann a kleng Gruppe mat siwen oder aacht anere Kollegen iwwer eng VTC mam Kaja Kallas en Echange, well mer iergenden Ukas kritt hunn, fir ze soen: „Nee, kee CAE, well d'Cheffe gesi sech en Donneschden an da soll een elo net drafunken.“ Mee gëschter an deem Grupp, wou ech war, huet kee gesot, mir dierften net all Mesür op d'mannst analyséieren an do op dem Dësch hunn.

An ech muss Iech just soen, Här President, dass ech hoffen, dass mer weider solidaresch bleiwe mat

Dänemark. Well wa mer d'Däne muer fale loossen, wien ass et iwwermuer?

An dofir wëll ech och dem Här Graas Merci soe fir déi zwee Texter, déi hien deposéiert huet, déi och komplex sinn, wou och am Fong dee Punkt, deen den Här Clement selwer a sengem Text huet, drasteet. Well wann ech mech net ieren, steet an der Motioun, déi ech virdu gesinn hunn, der Motioun 3, dran: „invite le Gouvernement à soutenir les efforts de l'OTAN et de ses partenaires visant à renforcer la sécurité de l'Arctique dans son ensemble“. Ech mengen, dass déi och schonn dat englobéiert, wat den Här Clement geschriwwen huet. A mir sollen do och op d'NATO setzen. Wann den amerikanesch President eis erkläert, dass Europa net kapabel wär, Grönland ze verteidigen, da wier jo déi beschte Léisung ze soen: „Ma da kommt, mir maachen et zesammen, mat der NATO!“

Ech muss Iech soen, dass och déi Leake vun SMSen, déi Repercussionen, déi nei Mesüren, déi geholl gi sinn, oder déi de President an Amerika ugekënnegt huet, fir dem Här Macron seng SMSen ze publizéieren, fir dem Här Rutte seng SMSen ze publizéieren, och eng nei Manéier sinn, fir Politik ze maachen. An d'Ukënnegung gëschter Owend, dass en elo 200 % Taxen op franséische Wäin oder franséische Champes wéilt hunn ... Wëlle mer eng Kéier soen: „Il y a des limites“, a mir bleiwe solidaresch? Well muer kéinte mir et sinn.

Op jidde Fall kann ech Iech just soen, dass mir net wäerten nokucken, dass mer weider solidaresch wäerte sinn, dass et de Prinzip vu 27 ass, dass een och kuckt, wat mat deenen anere geschitt. An haut ass et vläicht eng Rëtsch vu sechs a siwe Länner, déi Taxe sollen hunn. Muer sinn et vläicht mir. An da si mer frou, wann och déi aner Länner solidaresch mat eis sinn.

Dowéinst, et ass de belsche Premier, mengen ech, deen et haut gesot huet: Vasallen dierfe mer och net sinn, weeder vun Amerika nach vu China oder vun iergendengem anere Kontinent. Ech kann Iech just soen, dass mer am Moment engem Freed maachen, an dee sëtzt am Kreml!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu deenen zwee Theemen dann ofgeschloss.

Motions et résolution

An et sinn dräi Motiounen an eng Resolutioun erage-reecht ginn. Ech géng proposéieren, dass mer d'Motioun virhuelen, duerno d'Resolutioun.

Motion 1

An ech fänken da mat der Motioun 1 un. Dat ass d'Motioun vum Här Sven Clement iwwer Grönland. Här Clement, Dir hutt se erkläert. Dir wëllt duerno nach eng Kéier schwätzen. Wie wëllt zu deser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Cruchten, den Här Graas duerno. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, also prinzipiell droe mer jo mat, esou wéi et och an der Motioun vum dem Här Graas formuléiert ass, dass mer sollen u gemeinsamen Aktiounen vun der NATO deelhuele, selbstverständlech och vun der Europäescher Unioun.

Ech fannen déi Motioun hei an deem Sënn komplizéiert, oder et mécht eis et onméiglech, fir se matzedroen, well se esou vag ass an esou hypotheetesch a seet: „falls et dann eng Friddensmissioun gëtt“. Bon, vu wiem? Ob vun der NATO oder vun der EU ass net ganz kloer. Da solle mer do elo schonn decidéieren, dass mer do matmaachen. Ech fannen, wa sech dee Fall stellt, da wäerte mer selbstverständlech mussen

d'europäesch Solidaritéit spille loossen. Do muss och Lëtzebuerg solidaresch sinn. Da muss Lëtzebuerg mat alle Mogenen, déi mer hunn, sech och dorunner beedelegen. Do sinn ech ganz bei de Kollege vun de Piraten.

Mee ech fannen et net richtig, elo an deem Moment bei esou enger hypotheetesch Fro schonn d'Regierung ze engagéieren. Dofir sinn ech der Meenung, mir sollten déi Motioun hei net stëmmen oder se an d'Kommissioun huelen, bis dass dee Moment wirklech opdaucht, wou esou eng Friddensmissioun dann och international diskutéiert gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Effektiv, wann een déi Motioun hei vun de Piraten analyséiert, dann huet een awer e bëssen d'Gefill, dass hei déi eng oder déi aner Etapp schonn iwwerspronge gëtt. Ech mengen, zu deem Zäitpunkt solle mer elo net scho vu Friddensmissiounen schwätzen. Dat ass awer verfréit. Mir sollen elo mol ofwaarden, wéi dee ganzen Dossier sech entwéckelt.

An da renvoyéieren ech awer och op déi Motioun, déi d'Majoritéit deposéiert huet – den Här Ausseminister ass och schonn drop agaangen –, wou mer u sech dee Gedankegang erëmginn, deen awer dann éischter virgesinn ass am Fall, wou elo spéider géng eppes kommen, an datt mer géngen Initiative vun der Union européenne an der NATO ënnerstëtzen.

Duerfir mengen ech och, datt des Motioun, an den Här Cruchten huet dat och richtig bemierkt, vläicht zu deem Zäitpunkt awer net sollt zréckbehale ginn. An ech géng och dowéinst menger Fraktioun recommandéieren, se net ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den Här Zeimet an duerno d'Madamm Tanson. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech ka mech de Wieder vu mengen zwee Virriedner nëmmen uschlëssen. Et ass eng hypotheetesch Motioun. Déi Fro stellt sech am Moment net. An an deem Sënn géng ech meng Kollegen och recommandéieren, des Motioun net ze stëmmen.

Merci.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, „une fois n'est pas coutume“. Ech sinn effektiv och an der Stoussrichtung bei meng Virriedner hei. Et ass och éischter d'Fro: Firwat solle mer elo ofstëmmen iwwer eppes, wou mer nach guer net wëssen, a wéi eng Richtung dass et geet? Hei gëtt geschwat vun enger potenzieller NATO- oder EU-Friddensmissioun. Wäert dat iwwerhaupt antrieden? A wann, wéi gesäit dat dann herno aus? Do ass mer schonn dann deen Abschnitt méi sympathesch an der DP-Motioun.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Et ass tatsächlech e bësse komplizéiert, am beschte Fall, wann et esou wäit kéim, mee mir si jo nach net esou wäit. An och wann d'Amerikaner permanent droen, si wölte Grönland einfach esou anhuelen, hu se Grönland nach net ageholl. A vläicht spille se just mat de Muskelen. Op jidde Fall mussen mir och, wéinstens verbal an diplomatesch, soen,

datt dat net geet. An dat ass och amgaangen ze geschéien.

Inwiefern d'NATO duerno do eng Missioun ka schécken, andeems een NATO-Member deen aneren NATO-Member u sech iwwerfällt, dat ass mir nach net ganz kloer. Eng EU-Friddensmissioun, dat ass eng aner Saach. Doriwwer muss ee kucken. Am léifsten hätte mer vläicht souguer eng Missioun um Niveau vun der UNO. Mee dat wier e bësse méi komplizéiert, well do géif wéinstens ee sech opposéieren am Sécherheetsrot. Dat ass en anere Problem. Vläicht gëtt et nach aner Weeër. Mee mir géifen déi Motioun an deem Fall och net mat ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also mir schwanke jo hei alleguerten e bëssen zwëschent op där enger Säit: „Mir dierfen net naiv sinn. Mir müssen op Zack sinn!“, dat heescht esou eng Aart Panik elo virun deene Saachen, déi den Trump seet, an op där anerer Säit och iergendwéi awer locker bleiwen: „O, e mengt dat bestëmmt net esou. Dat ass eebe säi Stil. Hie wëll duerno en Deal maachen. An dofir pokert en elo héich. E fuerdert elo de Maximum, esou wéi dat oft gemaach gëtt, fir duerno eppes ze kréien.“ A mir schwanken e bëssen. Dat héiert een och hei gutt eraus bei de Kollegen hei an der Chamber.

An ech mengen, dass hei, wou mer och scho vun Arméi schwätzen, déi mer elo géifen ..., oder net elo, mee wou mer eis elo preparéieren, fir déi a Grönland ze schécke fir eng Friddensmissioun an esou weider, ech mengen, dass dat schonn ze wäit geet aktuell, wou mer vläicht einfach virun de Won sprangen. An duerfir géife mer dat heiten och elo esou net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Clement, dann ass et un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Bon, ech hu mer net vill anescht erswaart als Reaktioun op des Motioun. Ech muss awer soen, dass ech trotzdeem e bëssen enttäuscht si vum Verhältnis mat der Wourecht, wat hei zum Deel un den Dag geluecht gëtt, fir ze soen, déi Fro géif sech haut guer net stellen.

Well gëschter – a mir hu virdu doriwwer geschwat, dass sech alles esou séier dréint an datt déi Fro sech jo permanent stellen – hat den NATO-Generalsekretär Mark Rutte Entrevuë mat dem Premier vu Grönland an dem Verdeedegungsminister vun Dänemark, dem Troels Lund Poulsen. An där Reunion gong et – dat huet souwuel den NATO-Generalsekretär wéi och déi dänesch Regierung herno op de soziale Meedie verlautebare gelooss – drëm, fir genau esou eng Mission, eng NATO Surveillance Mission, schonn op d'Schinnen ze setzen, well dat eng explizit Demande am aktuelle Stadium vun der dänischer Regierung ze si schéngt.

Deementspriedend muss ee sech dann d'Fro stellen, ob mer net awer müssen iwwer déi Fro schwätzen, wann Dänemark se schonn an de Raum stellt. Dofir fannen ech et elo e bëssen einfach ze soen: „Mir wëllen net driwwer ofstëmmen, well d'Fro stellt sech net“, wann d'Fro sech in fine haut scho stellt. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass: Déi Motioun hei gëtt et net am Vakuum. Déi Motioun ass entstanden, well d'Lëtzebuergesch Defenseseministesch net méi spéit wéi virun engem oder zwee Deeg – pardon, d'Zäit leeft heiansdo ganz séier – ëffentlech gesot huet, datt Lëtzebuerg sech net wéilt un enger Missioun a Grönland

bedeelen. An deementspreechend ass déi Motioun hei och wichteg, fir deen Debat nach eng Kéier ze lancéieren an ze kucken, ob dat dann elo tatsächlech de Fakt ass, ob d'Majoritéit vun der Chamber dat och esou dréit oder ob mer dann net méi wäit wëlle goen.

Ech begrëssen an deem Sënn schonn, datt déi nächst Motioun vum der DP, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, do schonn eng Ouverture maachen, déi d'Veerdeegungsministesch net gemaach huet. Mee ech fannen et awer wichteg, datt mer doriwwer schwätzen. A mir wäerten déi Motioun hei weiderhi stëmmen, aleng schonn, fir eisen dänischen a grönländesche Kolleginnen a Kollegen ze weisen, datt mer et eescht menge mat der kollektiver Defense an eis net hannert iergendenger Floskel verstopp wäerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat ass dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 1 vum Här Clement ofgeschloss.

An ech géing déi Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 2 Jo-Stëmmen, 58 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 58 Nee-Stëmmen géint 2 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

An da géinge mer zu der Motioun Nummer 2 kommen, an zwar der Motioun vum Här Gusty Graas iwwer Venezuela. Här Graas, Dir hutt se virdrun erkläert. Ech ginn dovunner aus, Dir wëllt duerno nach eng Kéier schwätzen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Cruchten, den Här Wagner. Här Cruchten, fänkt Dir un.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci dem Här Graas fir dës Motioun. Déi ass och ganz komplett a mir wäerte se och matdroen. Allerdéngs muss ech awer soen: Mir mussen e bësse méi virsiichteg sinn, wa mer hei iwwert den Drogenhandel schwätzen. Dat ass eigentlech den Narrativ gewiescht vum Här Trump, fir Excusé sichen ze goen, firwat e wëllt Drock opbauen an am Endeffekt an de Venezuela afalen.

Also de Venezuela – dat soll eis bewosst sinn – ass schonn eng Plaz vum internationalen Drogenhandel.

Mee et ass vläicht net esou, wéi dat ëmmer an der Visioun vum amerikanesche President an der Lescht duergestallt gëtt. Dofir sollte mer e bëssen dorobber oppassen. Mee de Rescht vun der Motioun, muss ech awer soen, dat ass awer eng gutt Motioun an déi verdéngt et, dass mer se matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn e bëssen änlech Bedenke wéi déi, déi den Här Cruchten affirméiert huet, gesot huet. Et ass net, well d'Amerikaner behaapten, wat virdrun och d'ADR behaupt huet, datt den Här Maduro en Narkotrafikant ass, datt en en Narkotrafikant ass. Dat war e Pretext, dee geholl ginn ass. A warscheinlech wäert dat och Pluff maachen. E behaupt dat jo och vum President vu Kolumbien, wat nach méi lachhaft ass, well dee grad versicht, géint d'Narkotrafikante ze kämpfen. Mee dat heescht, dat doten ass e Pretext, an ech fannen et e bësse schued, datt an där Motioun, déi awer ganz vill gutt Usätz huet an déi eis awer dozou verleet, se matzestëmmen, esou Saache weider kolportéiert ginn. Dat ass e bësse schued.

Et kann een dem Här Maduro viles virwerfen a ganz vill Saache virwerfen, an ech wëll et erëm eng Kéier hei soen – ech hat den Androck, datt de Fraktiounscheef vun der CSV dat net richteg verstanen huet –: Ech si warscheinlech nach méi rose mam Här Maduro wéi déi ganz CSV an DP zesummen, well ech droen e wierklech net a mengem Häerz, awer net just den Här Maduro, mee dee ganze Regimm, deen nach ëmmer steet.

An ech hu versicht, dat virdrun och nach ze soen: Macht Iech keng Illusiounen! Et ass e ganze System, deen do ass, dee korrump ass, dee mat allen Errungenschaften, déi virdrun do waren ënnert dem Chávez ... Et war e bësse komplizéiert, mee déi sozial an demokratesch Errungenschaften, déi real waren, si quasi all ofgeschaaft ginn an, jo, ënnert dem Maduro ass Venezuela zu engem autoritäre Staat ginn, wou Leit gequält ginn a wou jiddereen, deen eppes seet, direkt als Verréider oder als Proamerikaner duergestallt gëtt. Dat ass e ganz grouse Problem.

Also an eisen Aen ass et och nach e Verréider vu méigleche Fortschreitter, déi een nach hätt kënnen maachen, quitte datt et net exoneréiert. Trotzdeem, dat war keng Excuse, fir dat Land ënner Embargo ze setzen, well et huet d'Saachen ëmmer méi schwéier gemaach an et huet u sech och nach de Regimm gestärkt, leider. Dat ass de Problem.

Dat heescht, et soll een och oppassen. A wann och gesot gëtt: „Jo, elo gëtt e jugéiert viru Geriicht an den USA“, ben, ass et awer och net seriö ze soen, datt dat Land einfach dat ka maachen. Mir wäerten déi Motioun matdroen, well se weinstens awer och Saache kloerstellt. Datt d'Regierung dann och invitéiert gëtt, dat ganz kloer ze condemnéieren, dat fanne mer gutt. Mee mir fannen e bësse schued, datt gewësse Saache behaupt ginn, déi net esou stëmmen.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, mir haten déi selwecht Bedenken. Mir hunn déi der DP och matgedeelt a gefrot, dass deen Tiret soll erausgeholl ginn. Ech hu se awer mat ënnerschriwwen, well ech fannen ... Bon, éischts den Tiret en tant que tel, do kënnen mer net d'accord sinn. Et geet drëm, dass mer d'international Efforten ënnerstëtzen, fir géint d'Crimes organisés virzegoen. Mee natierlech ass et an deem hei Kontext extreem delikat, well et eent

vun den Argumenter ... En fin de compte war et zwar de Pétrol, mee et war eent vun den Argumenter, wat an de Vierdergrond gestallt ginn ass vum President Trump, fir ze soen, fir ze legitiméieren, wat en a Venezuela gemaach huet. An ech mengen, domat kann een net wierklech d'accord sinn. Duerfir eeben d'Bedenken, wat deen Tiret ubelaangt.

Mee de Rescht vun der Motioun fanne mer ganz gutt. An duerfir hu mer se och mat ënnerschriwwen a mir droe se mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Gusty Graas fir d'Initiativ vun dëser Motioun, déi mer ganz gutt fannen. Dofir hu mer se mat ënnerschriwwen. Wat elo den Tiret iwwert d'Narkotrafikanten an iwwert d'Lutte géint d'Drogekriminalitéit ugeet, sou ass eis deen zweeten Deel vun deem Tiret u sech nach dee Wichtigste gewiescht, firwat mer och vläicht e bësse manner Bauchwéi haten, nämlech datt esou eng Lutte absolutt muss am Aklang mam internationale Recht sinn. An et dierf een net vergiessen, datt och dat schonn nees eng ganz direkt an net verstoppte Kritik um Donald Trump oder besser gesot u sengem Secretary of War, wéi e sech da mëttlerweil wëllt nennen, dem Pete Hegseth, an domadder och eng indirekt Ënnerstëtzung fir d'Demokraten-Oppositioun am Representantenhaus ass, déi am Moment do jo och hir Hearinge mécht, fir feststellen, ob – an et gëtt jo Indicien an déi Richtung – et eventuell och vum Pete Hegseth zu Krichsverbrieche koum a senger sougenannter Lutte géint d'Narkokriminalitéit beim Bombardement vun engem scho bombardéierte Schëff.

Deementspreechend ass dee Saz, datt mer eis un internationalt Recht wëllen halen, immens wichteg. An ech denken, datt mer domadder och ganz dans l'air du temps sinn. An dofir kënnen mer dat matstëmmen. Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech widerhuelen nach eng Kéier, dass et och fir eis ganz, ganz wichteg ass, dass dat internationalt Recht agehale gëtt. An duerfir wäerte mer och dës Motioun matstëmmen, evidenteweis. A mir sinn och frou driwwer, dass hei elo net reng eng Condamnatioun vun deene Faite stattfënnt, mee dass och hei kloer an däitlech zitéiert gëtt, wat alles verbrach ginn ass vum Regimm Maduro, a wou ech och wëll soen, net nëmmen de Maduro, mee och scho virdrun den Hugo Chávez. Dat war och scho ganz, ganz schlëmm.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Et ass net just de Maduro. Et war och scho virdrun. An ech mengen, ech hu virdu gesot: Jo, et muss ee kucken, wat elo geschitt am Venezuela. Mir hunn awer elo och schonn héieren, dass iwwer 100 politesch Gefaangener scho fräigelooss gi sinn aus Prisongen. Ech mengen, do gesäit een da ganz konkret, dass déi 100 Leit op jidde Fall frou wäerte sinn iwwert déi Interventioun. A wann dat esou weidergeet, da kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi dat oft ass, ob et net awer, och wann et géint internationalt Recht war, am Endeffekt ganz vill positiv Effekter huet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Graas dann zum Schluss.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wëll ech emol allen Intervenantë Merçi soen. Ech mengen, do ware ganz konstruktiv Beiträg dobäi, ouni Zweifel. Ech verstinn, datt eng gewësse Reserv hei opkomm ass, wat eeben dee Volet vun der Complicitéit an der Participatioun à des trafics de

drogues ubelaangt. Ech wëll just drop hiweisen, datt am offiziellen EU-Text vun den Ausseminister och dat deemools dann integréiert war, hunn awer elo Verständnis, wann hei, wann ech dat esou richteg verstinn, majoritär de Wonsch vläicht do ass, fir dann där Motioun hei nach méi breet Zoustëmmung ze ginn, datt deen Deel vum Text kéint am Fong geholl derzou féieren, datt een effektiv dee Moment indirekt dem Här Trump zousätzlech eebe Recht géing ginn, well en dat do als Haaptursach geholl huet, fir eebe säin Akt do ze vollzéien.

Dofir géing ech proposéieren, wann dat hei och d'Zoustëmmung géing kréie vun alle Fraktiounen, datt mer deen Deel Text dann eebe géinge sträichen, dat heescht den „accusés de complicité et de participation à des trafics de drogues et d'armes à grande échelle“, wéi gesot, am éischte Considerant. Wann dat esou majoritär oder souguer eestëmmeg, wat nach méi flott wär, gesi gëtt, da géing ech dat proposéieren, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, dee Moment, wou dat géif gestrach ginn, wat awer, mengen ech, e ganz wichtige Punkt ass hei an där Motioun, géife mir se net méi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, ech bleiwen allerdéngs elo bei där Proposition hei.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Da muss mer eeben elo, wat ech e bësse bedauern ..., mee bon, ech mengen, dat ass dann eeben och der ADR hiert gutt Recht. Mee ech bleiwen awer derbäi, d'Proposition ze maachen, deen Deelsaz ze suppriméieren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Da géing ech op Wonsch vum Här Graas déi Motioun mat der Suppression vum deem Deelsaz zum Vott stellen.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant l'intervention militaire conduite par les États-Unis, intitulée « Absolute Resolve », le 3 janvier 2026, au cours de laquelle le Président vénézuélien contesté, Nicolás Maduro, et son épouse, Cilia Flores, ont été capturés et transférés vers le territoire des États-Unis ;

– considérant le manque de légitimité démocratique de Nicolás Maduro en tant que Président du Venezuela, et rappelant que l'Union européenne, y compris le Luxembourg, n'a pas reconnu sa légitimité, et considérant également que les atteintes massives aux droits humains perpétrées par le régime Maduro, en particulier la répression systématique de l'opposition démocratique, condamnée à plusieurs reprises par l'Union européenne ;

– considérant l'investiture de l'ancienne Vice-présidente Delcy Rodríguez, figure clé des ères Chávez et Maduro, en tant que Présidente par intérim du Venezuela le 5 janvier 2026, décision que l'Union européenne ne peut pas reconnaître, dans la mesure où le mandat du Gouvernement Maduro-Rodríguez découle d'un processus électoral ne respectant pas la volonté de la population vénézuélienne exprimée lors des élections présidentielles de 2024 ;

– considérant les déclarations de représentants du Gouvernement américain, indiquant que les États-Unis entendent diriger le Venezuela par l'intermédiaire de la Présidente par intérim Rodríguez jusqu'à ce que les conditions d'une transition soient jugées appropriées, ainsi que leur intention de participer dans l'exploitation des réserves pétrolières du Venezuela ;

– considérant que la situation au Venezuela demeure précaire et instable, notamment en raison des appels aux armes lancés par des groupes armés et paramilitaires tels

que les FARC ou l'ELN ainsi que de la présence de réseaux terroristes, notamment le Hezbollah ;

– considérant que l'intervention militaire des États-Unis du 3 janvier 2026 constitue une violation du droit international, et en particulier de l'article 2 (4) de la Charte des Nations Unies, qui définit le principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État ;

– considérant que les déclarations des représentants du Gouvernement américain indiquant leur intention de diriger le Venezuela jusqu'à nouvel ordre et d'exploiter les ressources pétrolières du pays constituent des violations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, consacrés notamment à l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par les États-Unis en 1992 ;

– considérant l'impératif du respect du droit international, et en particulier de la Charte des Nations Unies, qui constitue le fondement du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que des principes de non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lesquels revêtent une importance particulière pour les petits États tels que le Luxembourg ;

– considérant le soutien constant de l'Union européenne à l'opposition démocratique au Venezuela et à la population vénézuélienne, qui s'engagent de manière pacifique pour la défense de la liberté et de la démocratie au Venezuela ;

– rappelant la résolution votée par la Chambre des Députés en date du 14 novembre 2024 au sujet des élections présidentielles au Venezuela,

invite le Gouvernement à

– condamner les violations du droit international commises par les États-Unis lors de leur intervention militaire au Venezuela, laquelle a conduit à l'arrestation de Nicolás Maduro, tout en rappelant que ce dernier était dépourvu de légitimité démocratique, responsable de graves violations des droits humains et accusé d'implications dans les trafics de drogues et armes ;

– réaffirmer son soutien au peuple vénézuélien et à son droit à l'autodétermination ;

– réitérer son attachement au droit international et au multilatéralisme, piliers essentiels de l'ordre international fondé sur des règles ;

– rappeler en toute circonstance, et notamment dans le cadre des échanges diplomatiques avec les États-Unis, l'importance du respect du droit international ;

– soutenir les efforts visant à faciliter un dialogue inclusif associant l'ensemble des acteurs politiques et sociaux du Venezuela, en vue d'une solution négociée, démocratique, inclusive, stable et pacifique, menée par les Vénézuéliens eux-mêmes, conformément au principe d'autodétermination des peuples ;

– encourager l'Union européenne à maintenir, à cet effet, des contacts étroits avec les États-Unis ainsi qu'avec les autres partenaires régionaux et internationaux concernés ;

– maintenir le soutien humanitaire, dans le cadre de l'Union européenne, afin de répondre aux besoins urgents de la population vénézuélienne, tant sur le territoire du Venezuela que dans les pays voisins ;

– soutenir les efforts internationaux de lutte contre le crime transnational organisé et le trafic de drogues, qui constituent une menace pour la sécurité internationale, tout en veillant à ce que ces efforts soient pleinement conformes au droit international et à la Charte de l'ONU ;

– continuer d'appeler à la libération de tous les prisonniers politiques au Venezuela.

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Sam Tanson, Laurent Zeimet.

Vote sur la motion 2 modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

D'Resultat ass: Jo: 55, Neen: 5, Abstention: 0. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Neestëmme bei kenger Abstention ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 3

An da komme mer zur nächster Motioun. Dat ass d'Motioun Nummer 3 vum Här Gusty Graas. Här Graas, Dir wëllt se duerno erklären. Da géing ech froen: Wie wëllt hei d'Wuert huelen? Den Här Cruchten huet sech gemellt. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll dem Här Graas soen, dass ech déi Motioun ganz gutt fannen, dass ech net derzou komm sinn, fir se mat ze ënnerschreien, mee dass mir se selbstverständlech wäerten hei matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Cruchten. Wie wëllt nach d'Wuert huelen? D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här Président. Mir haten och hei eng Propos gemaach, beim zweeteschten Tiert nach bäisesetzen: „dans le plein respect du droit international et en veillant à la protection de l'environnement arctique“, well dat jo schonn en Thema ass, dee relativ present och an där Diskussioun ronderëm Grönland ass. Bon, mir sinn awer och ouni deen Zousaz mat där Motioun averstan. Duerfir hu mer se mat ënnerschriwwen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Ass nach eng Wuertmeldung zu där Motioun do? Den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här Président. Mir hunn awer e puer Schwierigkeete bei där Motioun, well mer awer Schwierigkeeten domadder hunn, datt gesot gëtt, d'NATO misst wederhi gestärkt ginn en gros, wuel wëssend, datt innerhalb vum Kader vum der NATO e Member vum der NATO versicht, d'national Souveränitéit, also d'territorial Integritéit, vun engem aneren NATO-Member streideg

ze maachen. Mir gesinn net esou richtig an, inwiefern dat de richtige Kontext wier, fir do ze intervenéieren. Dofir géife mer eis enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Nach aner Wuertmeldungen? Dat schénge dann net de Fall ze sinn. Da géing ech och dës Motioun zum Vott stellen, d'Motioun Nummer ... A, den Här Graas wëllt nach. Pardon, Här Graas. Dir wollt nach d'Wuert huelen.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ganz kuerz nach eng Kéier op déi zwou Interventiounen hin. Merci dem Här Cruchten. Madamm Tanson, jo, ech hu Verständnis dofir, datt Der dee Volet, dee mat Sécherheet och ganz weesentlech ass, wëllt hei mat eran integréieren. Eis ass et awer elo hei prioritär drëm gaang, op den Aspekt vum internationale Völkerrecht hinzewiesen. Duerfir huet et eis vläicht net iwwel, wa mer awer géinge bei dem Text esou bleiwen. Mir kënnen awer fréier oder spéider natierlech och eng Kéier eng Diskussioun iwwert deen aneren Aspekt, deen awer guer net soll hei minimiséiert ginn, féieren.

Dann awer zum Här Wagner. Do sinn ech awer elo liicht iwwerrascht, well et geet jo elo grad drëms, an dëser Zäit d'NATO erëm ze stäerken. Et geet jo elo grad drëms, datt d'NATO net soll dividéiert ginn. Et geet elo grad ëm d'Zukunft vun der NATO. Mir sinn an engem kruziale Moment ukomm. Dat heescht, mir mussen also den Dialog mat den Amerikaner verstärkt zu dësem Zäitpunkt sichen. An dowéinst huet den Ausseminister jo och gëschter d'Propos gemaach, déi een nëmme kann ënnerstëtzen, datt den Här Rutte soll esou séier wéi méiglech op Washington goen, fir déi ganz Problematik duerchediskutéieren. An dowéinst ass dat awer a mengen Aen hei eng weesentlech Ausso vun där Resolutioun.

Duerfir verstitt, datt Är Argumentatioun een allerdéngs elo net kann iwwerzeegen, datt mer géingen den Text an deem Sënn änneren. Duerfir géing ech proposéieren, zumindest menger Fraktioun, den Text an där Integralitéit esou ze stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

An da géing ech d'Motioun Nummer 3 vum Här Graas zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier no-kucken, ob jiddweree gestëmmt huet? Ok, de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentounen a kenger Nee-Stëmm. Dës Motioun ass also mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten,

Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Résolution 1

An da kéime mer zum leschte Punkt, an zwar der Resolutioun Nummer 1 vun dem Här David Wagner iwwert de Venezuela. Wie wëllt zu dëser Resolutioun d'Wuert huelen? Dir maacht dat duerno, Här Wagner. Den Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Och merci dem Här Wagner fir déi Resolutioun. Ben, u sech, Här Wagner, kann een inhaltlech an esou gréisstendeels dermat d'accord sinn, mee ech mengen, mir hunn dat jo elo awer alles scho kierzlech hei ofgestëmmt. Dat, wat Dir elo hei frot, dat steet jo an eiser Motioun mat dran. Duerfir weess ech net, ob et elo nach opportun ass, nodréiglech nach eng Kéier eng Resolutioun hei ze stëmmen, déi awer u sech dee selwechte Geescht beinhalt wéi déi Motioun, déi mer elo virun enger, zwou Minutte gestëmmt hunn. Duerfir géing ech proposéieren, déi Resolutioun hei net unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech muss awer soen, dass bei dëser Resolutioun eppes ganz, ganz Wichteges felt. Hei ass nämlech, souwäit ech elo dat Ganzt gesinn, kee Wuert driwwer, wat de Grond war fir dat Ganzt, wat de Regimm Maduro bedeit, wat do fir Saache geschéien, dass dat eng totalitär Diktatur ass, dass do ganz atroce Saache mat der Bevëlkerung gemaach ginn. Dat felt hei komplett. Wann een dat hei kuckt, da seet een: „Ok, do ass e President, deen ass legitim, dee gëtt do ofgesat. Dat ass géint d'Völkerrecht.“ Nee, ech mengen, do muss ee méi komplett sinn, do muss ee méi éierlech sinn. An dann hätt ee missen hei draschreien, wat och d'Virgeschicht ass. Esou wéi dat hei elo ass, ass dat vill ze vill einfach an dat stëmme mer net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den Här Zeimet an dann d'Madamm Tanson.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Wann ech mech gutt erënneren, hate mer virun der Summervakanz 2024 déi Resolutioun iwwer Venezuela hei diskutéiert an och doriwwer ofgestëmmt. An d'Kolleege vun deene Lénken hunn déi deemools net matgedroen aus hire Grënn, un déi mer eis nach erënneren. An déi Grënn schéng mir awer och hei an där Resolutioun duerchzeschéngen, well hei gëtt awer den Här Maduro esou als President vum Venezuela higestallt, wéi wann en iergendeng Legitimitéit gehat hätt. An eleng dofir fält et eis eebe schwéier, déi Resolutioun hei matzedroen, och wa se an der Konklusioun no bei där Motioun läit, déi mer elo grad gestëmmt hunn. Dofir, mengen ech, muss mer och net zweemol iwwert dat selwecht ofstëmmen. An deem Sënn géif ech menge Kolleege recommandéieren, bei dëser Resolutioun mat Nee ofzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech kann dat Argument do zwar éierlech gesot net novollzéien, well

hei sinn zwou verschidde Saachen. Mir hunn elo grad iwwer eng Motioun ofgestëmmt, wou mer d'Regierung opfuederen, verschidde Saachen ze maachen. Dat hei ass eng Resolutioun, wou mer als Chamber eng Decisioun huelen a froen, dass Dir, Här President, am Opdrag vun der ganzer Chamber eeben och eis Positioun, an net just d'Regierungspositioun, mee d'Positioun vun dësem Haus, den Amerikaner weidergitt.

An ech fannen et awer iergendwéi schued, dass mer just d'Regierung opfuederen, eppes ze maachen, a mir selwer net kapabel sinn heibannen, och eng Positioun dozou ze huelen. Ech kann dat iergendwéi net richtig novollzéien. Wann een elo mat eenzelne Wordinge vun deem Text net d'accord ass, mengen ech, da kann ee gären doriwwer diskutéieren, mee et ass awer och e komescht Signal, dass mer als Chamber net bereet sinn, de selwechte Gest ze maache wéi deen, dee mer eigentlech gäre vun der Regierung hätten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem David Wagner fir d'Propos vun dëser Resolutioun. Et wär wichteg, datt d'Chamber sech och géif positionéieren. Ech mengen, datt dat generell eppes ass: Wann d'Chamber sech emanzipéiere wëllt, dann ass et ëmmer wichteg, datt d'Chamber sech och positionéiert. Mir hunn hei, mengen ech, alleguerte condemnéiert, wéi déi Operatioun ofgelaf ass an och op wat fir enge wackelege Féiss, voire wéi eng Verstéiss géint d'internationaalt Recht dobäi stattfont hunn.

Mee onofhängeg dovunner, an ech mengen, dat huet d'Madamm Tanson elo grad gesot, hu mer tatsächlech inhaltlech Problemer mat zwee Sätz, déi awer an der Resolutioun stinn. Dat eent, dat ass, datt et eng Violatioun vun der „immunité consentie aux chefs d'État“ wär. Elo sinn ech prinzipiell am Völkerrecht beim David Wagner, wann e seet, dat wär, wa mer en als Staatschef unerkennen, wann en en unerkannte Staatschef ass, eng Violatioun. Mir hunn heibannen awer selwer gestëmmt, datt mer en net unerkennen, wéi eng ganz Hickecht aner Länner och. Do stellt sech dat fir mech awer op eng bësse méi nuancéiert Aart a Weis duer, wéi et an der Resolutioun steet. Dat ass de politesche Volet.

Dee semantesche Volet, dee mer awer méi ze denke gëtt, a mir haten elo ganz kuerz driwwer geschwat, dat ass, datt mer géifen appelléieren „à cesser immédiatement toute action coercitive à l'encontre d'autres pays souverains“. Wann een dat large liest, géif dat all Sanktionsregimm, dee mer hunn, a Fro stellen. Elo kann een argumentéieren, déi Action coercitive agrenzen an erklären. Dat misst een dann an engem zousätzlechen Tret maachen. Dann hätte mer dee Bauchwéi manner. Mee Fakt ass, datt et esou, wéi et am Moment dosteet, net vun eis kann zougestëmmt ginn, an deementspriedend wäerte mer et och net stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Et ass keen aneren ... Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, ech sinn och e bësse paff, dass d'Kolleege vun der CSV a vun der DP – wou mer awer elo iwwer eng Stonn laang hei doriwwer diskutéiert hunn, iwwer eebe ganz genau dat, wat d'Kolleege vun déi Lénk hei an d'Resolutioun gepaakt hunn – dat elo net kënnen matdroen. Also mir ruffen hei d'Amerikaner op, fir d'Charta vun de Vereenten Natiounen ze respektéieren an d'internationaalt Recht. Dat ass dat, wou mer elo hei 90 Minutte laang driwwer diskutéieren a wou ech der Meenung war, mir wäeren eis eens. An deen eenzegen Zousaz, deen

hei kënnt, dat ass, dass mer nach eise President léif froen, dat wannechgelift sengem Homolog an Amerika weiderzeginn, fir dass d'amerikanesch Kolleegen am Kongress och matkréien, wat d'Lëtzebuerger Deputéiert denken. An dofir, fannen ech, sollte mer déi Resolutioun hei matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass scho villes gesot ginn. Bon, éischstens: Et ass eng Resolutioun. Dat heescht, d'Chamber huet awer och d'Méiglechkeet ... Mir kënnen eis och heiansdo eescht huelen a soen: „Mir hunn och eng Meenung!“ Et ass net, well d'Regierung schonn eppes gesot huet, datt mir näischt solle soen.

Zweetens: Si ass net nodréiglech deposéiert ginn. Si ass als Éischt deposéiert ginn an duerno koumen d'Motiounen. Dat wollt ech awer och nach soe pour la forme.

An da gëtt gesot ... Elo si mer beim Droit international. Liest och d'Interviewen, ënner anerem vum Michel Erpelding, mee net just! Also et gëtt en Usus, datt Regierungschefen, Staatschefen, Ausseministere souguer ... Ob se unerkannt si vun enger anerer Regierung oder net, dat spillt guer keng Roll. Et geet drëms, ze wëssen, ob se effektiv d'Roll vun engem Staatschef spillen, wat beim Här Maduro de Fall war. Quitte datt den Här Maduro héchstwahrscheinlech net gewielt gouf, well e mol d'Walresultater net oppegeluecht huet. Dofir konnt ee mol net wëssen, wie gewonnen hat. Dat war d'Ursach, firwat mer eis bei där anerer Motioun enthalen haten. Mee héchstwahrscheinlech, mä Gefill seet mir och, datt en d'Wale verluer hat. Mee dat ass irrelevant.

Mir kënnen net elo an den Dschungel eragoen a soen, well mer déi heite Regierung net unerkennen – et si jo vill Regierungen, déi een net unerkennt an esou weider –: „Wann déi bis net unerkannt sinn, da si se Freiwild. Da kënne se festgehoen ginn.“ Well eng Regierung kann och aus ganz schlechten Ursachen net unerkannt ginn. Also do muss een awer ganz gutt oppassen.

An ech fannen et och e bësse kontradiktöresch, wa gesot gëtt, och vun der Majoritéit: „Mee mir condemnéieren awer dat, wat d'Amerikaner elo gemaach hunn, och d'Entféierung vum Här Maduro.“ Jo, mee wann den Här Maduro an Ären Aen net de President ass vu Venezuela, dann huet et à la limite och kee Sënn méi ze soen: „Mir condemnéieren dat!“ Wësst Der, dann ass just iergende Citoyen lambda festgehoen ginn an da muss een net onbedéngt eng Motioun dowéinst maachen. Ech weess net. Also do hu mer awer e reelle Problem.

Et gëtt och en Arrêt vun der Cour de justice internationale, deem dat awer och reegelt, vum 14. Februar 2002. Dat war d'Republique démocratique du Congo géint d'Belsch, deem dat ganz kloer seet, datt, ausser et gëtt e Mandat d'arrêt international, mee dat gouf et net géint de Maduro, e Staatschef, ob en unerkannt ass vun enger Regierung oder net, net kann entfouert ginn, soulaang en als Regierungschef souwisou agéiert. An dat war eeben de Fall.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo huet den Här Zeimet nach d'Wuert gefrot. E kann et nach eng Kéier kréien, mee just nach eng Kéier. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, also den Ënnerschied tëschent der Motioun an der

Resolutioun ass eis scho kloer. Dat war och elo net den Haaptpunkt. Ech bedauern nach eemol, datt mer 2024 dann net d'Unanimité vun der Chamber haten, datt déi Lénk net matgestëmmt hunn, wéi et ëm d'Demokratie, de Rechtsstaat am Venezuela gaang ass.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Do konnt Der Iech net dohinner beweegen, fir dat matzestëmmen. A mir stëmmen hei keng Resolutioun mat, wou duergestallt gëtt, wéi wann den Här Maduro de legitime President vum Venezuela war. Dat wär a Kontradiktioun zu deem, wat mer 2024 gesot hunn. Dat ass a Kontradiktioun zu deem, wat mer mengen a gleewen. A mir wëllen och net dem Chamberpresident eng Resolutioun mat op de Wee ginn, wou mer den amerikanesche Kolleegen ... An ech mengen, do hätte weeder d'Demokraten nach d'Republikaner Verständnis derfir, wa mer esou en Text do géifen an d'Boîte geheien.

Villmools merci. Dofir stëmme mer dat net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den Här Wagner huet dann och nach eng Kéier d'Wuert an dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Bon, wann deen Hallefsaz Iech stéiert, fir eeben déi Resolutioun net unzehuelen – well et wier awer a mengen Aen e staarkt Signal, wann déi heite Chamber déi heite Resolutioun géif unzehuelen a wa mer och den amerikanesche Kolleegen déi aner Säit géife matdeelen, datt mer net averstane si mat dëser Aktioun –, da si mir och bereet, deen Hallefsaz erauszehuelen, also nom Komma: „ainsi qu'une violation de l'immunité consentie aux chefs d'État“. Wann dat wierklech problematesch ass, quitte datt et u sech e Problem ass par rapport zum Droit international, mee dann huele mer deen eraus. Wat sot Der dozou?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Dir forcéiert mech elo, dem Här Zeimet nach eng Kéier d'Wuert ze ginn, wat net meng Intentioun war. Mee wann e wëllt, kritt en et awer elo nach eng Kéier, well Der eng Fro gestallt hutt.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mee et deet mer leed, ech muss den Här Wagner awer enttäuschen. Dat geet eis net duer, well da steet awer ëmmer nach op anere Plaze vum „Président en exercice“. Mir kënnen elo hei stante pede déi Resolutioun ëmschreiwen. Da kommt nach eng Kéier erëm mat enger, déi Der virdrun ofgeschwat hutt.

(Interruptions)

Bei dëser Resolutioun sinn a bleiwe mir beim Neen.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat wier d'Diskussioun dann ofgeschloss. Da kritt d'Regierung nach d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech hunn näischt ze soen. Et ass eng Resolutioun. Et ass pure Business vun Iech.

(Interruptions)

Ech muss Iech just soen, Här President, wann ech awer elo déi annerhallef Stonn hei nogelauschert hunn: Sech op Venezuela ze fokaliséieren, wou ee seet, dass Amerika soll „respecter la Charte des Nations Unies et plus généralement le droit international en tout lieu et à tout moment et à cesser immédiatement toute action coercitive à l'encontre d'autres pays souverains“, do sinn ech iwwerrascht, dass kee Wuert hei iwwer Grönland dran ass.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, elo ass d'Diskussioun ofgeschloss. A mir kommen ...

(Interruption par M. David Wagner)

Nee, nee, mir hunn elo zweemol geschwat heidriwwer. Ech mengen, jiddweree konnt sech e Bild maachen iwwert déi eng Positioun an déi aner Positioun.

(Brouhaha)

An iwwer Grönland hu mer och nach eng Rei Motiounen, iwwert déi mer allen zwou schonn ofgestëmmt hunn a wou d'Positiounen kloer iwwer Grönland ausgedréckt gi sinn.

Ech stellen elo d'Resolutioun Nummer 1 vum Här David Wagner zum Vott.

Vote sur la résolution 1

De Vott fänkt un.

(Interruption)

Wannechgelift! De Vott ass amgaang. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 18 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dës Resolutioun ass also ofgeleent mat 42 Nee-Stëmme géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des manifestations en Iran et la réaction de l'Union européenne face à ces développements

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour. An zwar ass dat eng weider Aktualitéitsstonn iwwert d'Manifestatiounen am Iran an d'Reaktioun vun der Europäescher Unioun op dës Entwécklungen, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. Hei huet den Auteur 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här

Laurent Zeimet als Vertrieber vun der CSV-Fraktioun. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mir wollten d'Theema Iran haut op den Ordre du jour setzen, am Respekt och vun all deene Leit, déi de Courage hunn, zanter dem 28. Dezember am ganzen Iran op d'Strooss ze goe fir hir Fräiheet, fir Demokratie a géint de Mullah-Regimm.

Elo kann een iwwer d'Ursaachen nach diskutéieren. Ass et aus reng ekonomesche Grënn? Ass et d'Waasserversuerung, déi iwwer Wochen net fonctionéiert huet, eleng schonn zu Teheran, wat d'Leit op d'Strooss bruecht huet? Mee mir sinn iwwerzeegt, ganz vill vun hinne ginn op d'Strooss, well se dee Regimm net méi wëllen.

An am Iran, wou et elo schwéier ass, nach nozevollzéien, wat genau geschitt, vu datt de Regimm all Informatiounen no baussen ofgeschalt huet, praktesch d'Luuchten ausgemaach huet, sinn d'Luuchte scho vill méi laang aus wéi eréischt zanter e puer Deeg. Si sinn eigentlech zanter 1979 aus.

D'Kritik um Regimm ass och net nei. An den 80er-, an den 90er-Jore sinn d'Leit géint dee Regimm op d'Strooss gaangen an hu sech gewiert a sinn ënnerdréckt ginn. 1999 sinn d'Studenten op d'Strooss gaangen a sinn ënnerdréckt ginn. 2009 sinn d'Leit op d'Strooss gaangen a sinn ënnerdréckt ginn. 2017, 2018 sinn d'Leit op d'Strooss gaangen a sinn ënnerdréckt ginn. 2019 sinn d'Leit op d'Strooss gaangen a sinn ënnerdréckt ginn. 2022 ass eng jonk Fra ëmbruecht ginn, well se de Voile net wollt droen: d'Mahsa Amini. Sain Numm soll genannt sinn. An och do ware Protester. An och déi sinn ënnerdréckt ginn.

A mir sinn elo erëm an der selwechter Situatioun. E Regimm, en autoritär Regimm, dee seng eege Leit muss ënnerdrécken, dee seng eege Leit ëmbréngt, huet kee Respekt verdéngt. En huet einfach verdéngt, datt e vun der Bildfläch verschwénnt. Dese Regimm muss falen, wat éischter, wat besser.

Mir ënnerstëtzen natierlech, an ech denke jiddereen heibannen, e fräien, en demokrateschen Iran. An dat ass och an eisem ureegenen Interêt. Dese Regimm terroriséiert zanter 1979 net nëmme dat eegent Vollek, en terroriséiert déi ganz Regioun an en terroriséiert d'Welt, andeems en Terrorregimmer an Terrororganisatiounen an der Regioun a queesch duerch d'Welt finanziell a materiell ënnerstëtzt.

Dofir wier et och eng Chance fir d'Regioun, et wär eng Chance fir d'Welt, wann dese Regimm géif a sech zesummefalen a kéint duerch e fräien, demokrateschen Regimm ersat ginn, duerch e Regimm och am Iran, deen d'Existenzrecht vun Israel erëm unerkennt an domat zum Friden an zur Stabilitéit am Noen Oste géif bäidroen.

Mir respektéieren de Courage vun deene Leit, vun deene ville Leit, déi op d'Strooss gaange sinn a wou der warscheinlech ganz vill elo net méi liewen. A mir bedauern, datt déi Leit och elo aleng gelooss ginn, och vun deenen, déi och grouss getéint hunn, alt erëm vu Washington, et géif Ënnerstëtzung kommen, an déi Ënnerstëtzung awer elo ausbleift a mir iwwer Grönland diskutéieren. Et kann een nëmme hoffen, datt dat net eidel Wieder waren. A mir hoffen natierlech och, datt eis Europäesch Unioun, mat der Ënnerstëtzung vun eiser Regierung, net bei eidele Wieder bleift, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, mee dat och konkret mécht.

Ech sinn dofir frou, datt eng Motioun, déi mer proposéieren, d'Regierung opfuert, d'Fuerderung, datt d'Revolutionsgarden, déi mat déi Schlëmmst dobäi

sinn, dës Protester ze ënnerdrécken, op d'Lëscht vun den terroristeschen Organisatiounen solle kommen, elo konsequent an der Europäescher Unioun ze ënnerstëtzen, natierlech weider Moosname géint dës Milicen ze ënnerstëtzen an natierlech all Efforten ze ënnerstëtzen, fir d'Mënscherechter am Iran weiderzebréngen. An ech si frou, datt all Fraktiounen a Sensibilitäten dës Motioun ënnerstëtzen.

Wann een an eiseuropäeschen Ëmfeld kuckt, ass dat net onbedéngt iwwerall esou. Et gëtt och politesch Kräften, déi deem engen oder deem aneren hei am Haus och méi no sinn, déi dat aneschtens gesinn oder déi sech opfälleg roueg verhalten an der Fro zum Iran, déi zwar dacks op d'Strooss gi bei anere Saachen, awer an deem Fall sech ganz bedeckt halen. Dat ass leider opfälleg a leider ganz bedauerlech.

Dofir merci allen hei am Haus vertruedene Parteien, datt se dës matdroen an datt mer hei e klore Message kënnen ginn: Dese Regimm huet hei zu Lëtzebuerg guer keng Ënnerstëtzung. Mir wënschen eis allegueren e fräien an en demokrateschen Iran. A mir wäer sécher heibannen och allegueren frou, wann och déi iranesch Communautéit géent wier, datt se sech géif zesummendoe géint de Regimm a sech net géif selwer dividéieren loosse. Dofir kommt, mir sti weider zesummen, an der Hoffnung, datt dese Regimm dës Joer zum Fall kënn!

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que le Corps des Gardiens de la révolution islamique iranienne (ci-après « Gardiens de la révolution ») joue un rôle central dans la répression violente des manifestations pacifiques en Iran ;

– que cette organisation est directement impliquée dans de graves violations des droits humains, notamment des exécutions arbitraires, des arrestations massives, la torture et la répression des femmes, des minorités ethniques et religieuses ainsi que des opposants politiques ;

– que les Gardiens de la révolution soutiennent et financent des groupes armés et terroristes dans plusieurs régions du monde, contribuant ainsi à l'instabilité régionale et internationale ;

– que plusieurs partenaires internationaux ont déjà pris ou envisagent des mesures restrictives à l'encontre des Gardiens de la révolution ;

– que l'Union européenne dispose de mécanismes juridiques permettant l'adoption de sanctions ciblées à l'encontre d'individus, d'entités et d'organisations responsables de violations graves des droits humains ou d'actes terroristes ;

– que la mise en place de sanctions ciblées devrait s'accompagner d'un soutien renforcé à la société civile iranienne, au mouvement des femmes, aux syndicats et aux journalistes qui s'engagent, souvent au péril de leur vie, pour les droits humains et l'État de droit,

réaffirme

– son attachement indéfectible aux valeurs universelles de liberté, de dignité humaine et de respect des droits fondamentaux ;

– sa pleine solidarité avec le peuple iranien, qui aspire légitimement à la liberté, à la justice et au respect de ses droits civils et politiques,

condamne

– fermement toute forme de répression, de violences et d'atteintes aux libertés fondamentales exercées à l'encontre de la population civile, et appelle les autorités

iraniennes à respecter leurs engagements internationaux en matière de droits de l'homme,

soutient

– les efforts de la communauté internationale visant à promouvoir le dialogue, la protection des droits humains et l'instauration d'un État de droit en Iran,

invite le Gouvernement

– à s'engager activement, au niveau de l'Union européenne, en faveur de l'inscription des Gardiens de la révolution islamique iranienne sur la liste de l'UE en matière de terrorisme qui inclut des personnes, des groupes et des entités impliqués dans des actes de terrorisme ;

– à soutenir en parallèle l'adoption de sanctions supplémentaires ciblées, effectives et coordonnées à l'échelle de l'UE contre les dirigeants, membres et entités affiliées aux Gardiens de la révolution ;

– à poursuivre et renforcer les efforts diplomatiques du Luxembourg en faveur de la défense des droits humains en Iran, en étroite coordination avec ses partenaires européens et internationaux ;

– à informer régulièrement la Chambre des Députés des démarches entreprises et des avancées réalisées dans ce cadre.

(s.) Laurent Zeimet, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Fred Keup, Sam Tanson, David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Den Iran, ouni Zweifel e Land mat enger räicher Kultur, mat enger ganz interessanter Geschicht, dee kënnt schonn zënter Joerzénge net zur Rou. Déi bluddeg Manifestatiounen, déi den 28. Dezember d'lescht Joer declenchéiert goufen, déi beweise leider, wéi d'Realitéit an deem Land do ausgesäit.

Et schéng jiddefalls déi gréisste Protester ze sinn zënter der Grënnung vun der Islamescher Republik den 1. Abrëll 1979. Et gëtt gerechent, quitte datt d'Informatiounen net ganz zouverlässeg sinn, datt souguer bis zu 19.000 Leit sollen ëmkomm sinn.

Den Här Zeimet, deem ech och Merci soe fir déi ganz wichteg Heure d'actualité hei, ass och schonn op eenzel fréier Manifestatiounen agaangen. Ech wëll déi eng oder déi aner och nach eng Kéier hei ernimmen. D'Gréng Revolutioun vun 2009, do ass et u sech éischter dorëm gaang, Reformen innerhalb vum System unzestriewen. 2022 war och eng weltwäit unerkannte Manifestatioun, déi jo och ganz vill Echo hat. Do stoungen natierlech d'Fraen am Mëttelpunkt. An elo huet een awer éischter d'Gefill, déi gëtt vu jonke Männer ugefouert, déi awer u sech géint d'Islamesch Republik sinn an déi och géint hire Leader sinn.

Et schiele sech natierlech elo e puer Tendenzen eraus. Ënner anerem och eng kleng monarchistesche Majoritéit ass mat Sécherheet an deem Land net méi zefridde mat deem System, wéi en de Moment do ass. An d'Regierung vum Här President Massud Peseschkian, déi steet ouni Zweifel ganz staark ënner Drock.

Och wann een d'Gefill huet, datt et an deene leschten Deeg e bësse méi roueg gi wier, soll ee sech allerdéngs do net täusche loosse. Et dierf een net vergiessen, datt den Internet gespaart ginn ass. Et dierf een net vergiessen, datt d'Leit zwar kuerz an d'Ausland hunn dierfen uruffen, méi awer och net.

Wat allerdéngs och e bëssen ze bedauern ass, ass, datt u sech keng Alternativ direkt an och kee Konsens bestinn, wéi am Fong geholl eng nei Regierung oder en neie Regimm soll ausgesinn.

Ech mengen, d'Legitimitéit vun dem aktuelle Regierungssystem gëtt ëmmer méi a Fro gestallt. An trotzdeem halen d'Experten et net fir warscheinlech, datt en à court terme wäert falen. Et ass jo och opfalend, wann een e bëssen d'Aktualitéit verfolgegt, datt et och souguer an dem Land selwer Géigendemonstratione gëtt. A soulaang jiddefalls d'Basidsch-Miliz an d'Arméi op der Säit vun der Regierung stinn, soulaang kann ee sech net erwaarden, datt de Regimm wäert direkt falen. Och vermësst een nach eng gewëssen organiséiert Opposition.

Den Här Trump hat jo och schonn ugekënnegt, datt e géing do agräfen. En huet sech allerdéngs da warscheinlech vun enger Rei Staaten, virun allem Golfstaaten, do enges Bessere beléiere gelooss. Jo, wann et do zu enger militärescher Interventioun komm wier, da wier natierlech d'Gefor grouss gewiescht, datt e Flächebrand do ausgebrach wär.

Ech erënneren hei un de kuerzen, awer och dramateschen, barbaresche Krich aus dem Juni d'lescht Joer, deem am Endeffekt jo awer näischt bewierkt hat. Do huet een nämlech och gemierkt, datt e Vollek sech ganz séier solidariséiert, wann et vu baussen ugegraff gëtt. Dat war och am Iran de Fall. Souguer politesch Häftlingen an Intellektueller hunn deemools u sech deen Agrëff vu bausse verurteelt.

Wat soll dann elo d'Roll vun der Europäescher Unioun an där ganzer Diskussioun hei sinn? Leider muss een awer feststellen, datt den Afloss vun der Europäescher Unioun – ech mengen, dat ass näischt Neits; dat hu mer och de Mëtten an e puer Interventiounen gemierkt, gespuert – op internationalem Niveau leider net deen allgeréissten ass. A mir wëssen och, firwat: well et eeben och oft keng Eenegkeet gëtt.

An trotzdeem dierf d'Europäescher Unioun hei net ewechkucken. Si kann net ewechkucken, datt hei onschëlleg Leit massakréiert ginn. A grad d'Europäescher Unioun, déi am Fong geholl nach de Verfechter ass vun demokrateschen Iwwerleeungen, vu liberalen Astellungen, déi soll hei éischter als Virbild dëngen. An duerfir muss mer als Europäescher Unioun, dat heescht natierlech automatesch och Lëtzebuerg, dat liberaalt, demokratescht Gedankgutt am Iran ënnerstëtzen. An och déi politesch Prisonéier, an och déi Leit, déi wéint der Pressefräiheet hei an de Prision komm sinn, mussen mat ënnerstëtzt ginn. A mir fuerderen awer och, datt politesch Parteien, déi fir friddlech Demonstratione stinn, müssen ouni Zweifel eis Ennerstëtzung fannen.

Da muss natierlech och d'Fro gestallt ginn iwwer den aktuellen ieweschte Féierer, den Ali Chamenei, deem zënter 1989 un der Muecht ass, ob deen net awer misst gewësse Kompetenzen ofrieden, wéi dat iwwerengs och op Basis vum Artikel 10 vun der iranischer Verfassung méiglech ass. Och d'Ofhale vun engem Referendum wier natierlech eng Méiglechkeet, fir d'Leit selwer ze froen: Wat fir e System hätt der gär an Zukunft? Bon, et sinn och Leit, wéi gesot, déi mengen, datt de Krounprënz Reza Pahlavi elo als neie Leader kéint d'Situatioun retten. Och do, wéi gesot, soll een den Iraner awer d'Decisioun am Endeffekt iwwerloossen.

Wat hei onbedéngt muss kommen och vun eiser Säit aus, wéi gesot, vun der Europäescher Unioun, dat sinn awer och Sanktiounen, déi u sech dozou bäidroen sollen, datt den aktuelle Regimm soll geschwächt ginn.

Ech begreissen och, datt déi iranesch Vertrieeder elo net op déi Münchener Sécherheetskongferenz

invitéiert goufen. Och dat ass awer schonn e wichtegt Zeeche vis-à-vis vum aktuelle Regimm gesat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP wëllt, datt esou séier wéi méiglech Stabilitéit am Iran kënnt, datt esou séier wéi méiglech eng Perspektiv opgebaut gëtt fir dat Land. Mir hätt gär, datt och do soll en demokratesche Rechtsstaat entstoen. An duerfir muss all international Hëllef esou staark wéi méiglech garantéiert ginn, fir datt, wéi gesot, dat sënnoost Doutmaachen och en Enn fënn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, wat sech zanter Joren a besonnesch déi lescht Méint am Iran ofspillt, geet wäit iwwer en interne politesch Konflikt eraus. Et handelt sech ëm schwéier a systematesch Mënscherechtsverletzungen, déi eis als international Communautéit och net dierfe kalloossen.

Ech soen dem Här Zeimet en éierleche Merci, well ech si ganz frou, datt mer haut kënne heiriwwer an der Chamber schwätzen an dat och kënne kloer verurteilen, sou wéi mer dat iwwerengs och schonn an der Vergaangenheet hei an der Chamber gemaach hunn.

D'LSAP steet onageschränkt op der Säit vum iranische Vollek, dat mat grousssem Courage fir seng Fräiheet, seng Dignitéit a fir seng Grondrechter op d'Strooss geet. Dës Mënsche riskéieren hiert Liewen, well si näischt aneres maache wéi dat, wat mir hei an Europa dacks als selbstverständlech ugesinn: Si verlaangen no Meenungsfräiheet, no politescher Participatioun, no Respekt an no wirtschaftleche Perspektiven.

D'politesch Verantwortung fir déi eskaléierend Gewalt läit kloer beim iranische Regimm an de Revolutionungarden. Friddlech Demonstrantinnen an Demonstrante goufe brutal néiergeschloen. Et gouf Dausende vu Verhaftungen, Folter, Doudesurteeler an Exekutiounen. Geschter huet ee vun eise Mataarbechter, den Amir, mer en Artikel gewise mat engem erschreckenden Interview mat engem iranischen Dokter, dee vun iwwer 16.000 Doudegen an iwwer 300.000 Verletzte schwätzt. Et ass onvirstellbar.

Gläichzäitig gesi mir eng gezielten Ennerdréckung vun der Meenungs- an Informationsfräiheet, enner anerem duerch Internetspären an Zensur vun internationale Meedien.

Loosst eis kloer soen: Staatlech Gewalt géint déi eege Bevëlkerung ass ni ze rechtfertegen, net am Numm vun der Uerdnung, net am Numm vun der Sécherheet an och net am Numm vun enger Ideologie oder enger Relioun. D'Protester am Iran sinn net spontan oder isoléiert, si sinn den Ausdrock vu Joerzénge vu Repressioun, sozialer Ongläichheet a politescher Ennerdréckung.

Fraen, Jonker, Gewerkschaftler, Intellektueller a Minoritéite ginn zënter Laangem systematesch marginaliséiert. Dës Protester sinn dofir ganz legitim. Wie Fräiheet an demokratesch Rechter afuerdert, mécht Gebrauch vun universelle Grondrechter, déi net un national Grenzen oder un e kulturelle Kontext gebonne sinn.

D'LSAP ass iwwerzeegt: Neutralitéit géint iwwer schwéiere Mënscherechtsverletzungen ass keng Optioun. De Mond halen heescht an esou Fäll

Akzeptanz. Dofir formuléiere mir kloer Fuerderungen: en direkten a bedéngungslose Stopp vun der Gewalt, d'Fräilosse vun alle politesch Prisonéier, déi direkt Restauratioun vum fräien Internetzougang an onofhängeg international Enquêtes iwwer d'Verbrieche géint d'Mënscherechter.

Mee Appeller aleng ginn natierlech net duer. Lëtzebuerg an d'Europäescher Unioun droen eng besonnesch Verantwortung. Et brauch dofir konsequent a geziilt Moossname géint déi Verantwortlech vum Regimm, Sanktiounen, déi sech géint d'Decideure riiichen an net géint déi iranische Bevëlkerung, ugefaange bei de Revolutionungarden, déi als terroristesch Organisatiounen mussen deklaréiert ginn. Et brauch Schutz a Perspektive fir politesch Verfollegter an eng aktiv Ennerstëtzung vun internationale Mënscherechtsmechanismen, och am Kader vun de Vereenten Natiounen.

An deem Kontext stellt sech eng konkreet Fro un d'Regierung: Wéi gëtt aktuell mat Asylmandanten aus dem Iran ëmgaangen? Bei enger Situatioun, an där politesch Verfolgung, Folter an Doudesstrof d'Realitéit sinn, dierf et kee Refoulement vu politesch verfollegte Persounen ginn.

Solidaritéit bedeit och, de Stëmme vun den Affer eng Plattform ze ginn an déi zivillgesellschaftlech Acteuren net eleng ze loossen. Dem iranische Vollek wëlle mer hei kloer soen: Dir sidd net eleng. Äre Kampf fir Fräiheet, fir Gerechtegkeet a mënschlech Dignitéit ass gerechtfäerdigt an Dir verdéngt dofir eis voll Solidaritéit. Der iranischer Communautéit hei am Land wëlle mer soen, datt mer mat hinne fillen. Si, déi net wëssen, wéi et hire Familljen an hire Frënn an hirer aler Heemecht geet.

D'LSAP steet op der Säit vun engem Iran, dee fräi, demokratesch a rechtsstaatlech ass an an deem d'Mënscherechter net mëssuecht, mee respektéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Deen nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Och merci dem Här Zeimet fir dës Aktualitéitsstonn. Ech hat de Virdeel, dass ech als Kand scho Frënn hat aus dem Iran. A schonn deemools war dee Begrëff Khomeini, de béise Khomeini, deen effektiv ganz schro war, fir eis schonn e Begrëff als kleng Kanner, an all déi Atrocitéiten, déi dohanne gemaach gi sinn. Dat war dann 1986.

An haut si mer dann 30 Joer, 35 Joer méi spéit, an d'Situatioun ass nach ëmmer desastréi. An all deem, wat hei gesot ginn ass, och vun deene Verbrieche, déi do géint d'Bevëlkerung gemaach ginn, an der Verurteilung dovunner, kënne mir eis als ADR natierlech nëmmen unschléissen.

D'Fro ass natierlech: Wat kann ee maachen? Mir hunn hei geschwat vun Appellen. Mir hu geschwat vu Sanktiounen. Mir wäerten hei eng Motioun zesumme stëmmen, fir dann déi sougenannte „Revolutionungarden“ ze sanktionéieren. Ob dat eppes bréngt, muss sech awer nach weisen. Dat ass nämlech net esou einfach.

D'Fro ass, ob ee vu baussen iwwerhaupt bei Länner kann e Regimmchange propper zustane bréngen oder ob dat vu bannen, intern muss kommen. Beispiller fir gescheitert vu baussen orchestriert Revolutionen, där gëtt et der vill. Ech brauch just an d'Nopeschland ze kucken, den Irak, mee och aner. An duerfir sollt een oppassen, wat een hei mécht.

Et ass geschwat ginn, dass d'Amerikaner wélten eng militäresch Aktioun starten. Anscheinend hate si och schonn eng d'lescht Woch gestart an duun erëm ofgeblossen. Do wier natierlech och – fir zrëckzekommen op de Venezuela – kloer e Broch vum Völkerrecht, wann d'Amerikaner géife militäresch am Iran intervenéieren.

Jo, och do géif sech natierlech d'Fro stellen, ob et net awer och gutt wier. Mee, wéi gesot, fir eis sinn awer trotzdeem déi Risiken, déi onkalkuléierbar Risiken, déi mat där Situatioun, wéi se am Ament ass, zesumme ginn, wann do eng Ännerung géif kommen, wierklech ganz grouss. An duerfir muss een oppassen, wat ee mécht.

Mir maachen elo Sanktiounen, wéi gesot. D'Sanktiounen géint den Iran ginn awer systematesch ënnerwandert vu China. Mir huele keen iranischen Ueleg. China hält dee ganzen iranischen Ueleg. Iwwert däischter Weeër kréie se deen dann zu engem méi bëllege Präis. Et ass also fir China an den Iran eng Win-win-Situatioun.

An ech profitéieren elo kuerz dervunner, fir eng Kéier e bësse méi wäit ze kucken. Wat ass iwwerhaupt de grouse geostrateegeschen Hannergrond vu souwuel der Situatioun am Venezuela wéi och der Situatioun am Iran? Ma et ass ganz einfach deen, dass Amerika gären d'Nummer eent op der Welt bleift, déi se am Fong sinn zënter dem Enn vum Kale Krich, an dass se gesinn, dass China ëmmer méi staark gëtt. An iergendwann an 10, 20 Joer kéint China hinne geféierlech no kommen, eventuell se souguer iwwerhuelen. An d'Amerikaner hunn natierlech e ganz groussen Interessi drun, dat ze verhënneren.

A fir dat ze verhënneren, mussen se op der ganzer Welt probéieren, déi Länner, déi am Moment mat China zesummeschaffen, dovun ewechzekréien an op hir Säit ze kréien, änlech wéi dat am Kale Krich Usus war. A grad do spillt de Venezuela eng grouss Roll. A grad do spillt den Iran eng grouss Roll. Den Erdöl am Iran ass wichteg fir China. An evidenterweis wär et fir d'USA wichteg, wann en net a China géif goen an en plus nach éischter géif dann an Amerika goen oder, soe mer mol, an der westlecher Welt géif bleiwen.

Dat ass de geostrateegeschen Hannergrond vun deem Ganzen, deen ee vläicht och net dierf vergiesen. An do ass och genee den Interessi vun den USA. Well ech mengen net, dass et elo wierklech drëms geet, fir e Regimm einfach ..., oder, wéi fréier gesot ginn ass, fir Demokratie ze bréngen. Ech mengen net, dass dat de wierkleche Grond ass. Dat ass de Grond vun eis hei, dat ass richtig, mee sécherlech net dee vun den Amerikaner.

Dat gesot, ënnerstëtze mir natierlech eng friddlech Revolutioun am Iran a mir hoffen, dass déi eng Kéier kënnt. A mir ënnerstëtzen natierlech och d'Motioun.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, Här President, merci. Bon, d'Lag am Iran, ech mengen, den Här Zeimet huet dat och scho gesot, ass net eng kuerzfristeg ausgeléiste Kris. Et ass eng, déi den Iran an d'Bevëlkerung scho laang beschäftegt an eis natierlech och. A si ass wierklech den Ausdruck vun engem System, deen eigentlech just nach duerch Gewalt un der Muecht bleift.

A gläichzäitig gesi mer awer eppes wierklech Formidables. Mir gesinn am Moment net vill, mee wat

een eebe liest, wat duerchdrängt, dat ass eng Bevëlkerung, déi net opgëtt, an dat trotz Doudesstrof, trotz Prisong, trotz Folter, trotz Kappschëss, trotz Lächchen, déi sech optiermen am Iran.

An duerfir gëllt och eis Solidaritéit all deene Jonken, deene ville Fraen, deenen Aarbechterinnen an Aarbechter, de Minoritéiten, all deenen, déi all Dag dee Courage beweisen. De Widerstand – bon, et gëtt jo widderspréichlech Nouvelles – ass op alle Fall iwwert déi lescht Woch net marginal gewiescht. E gëtt breet an der Gesellschaft ënnerstëtzt. Esou schéngt et op alle Fall an deem, wat mer hei an Europa matkréien, well jo och d'Kommunikatiounskanal net méi gutt funktionéieren.

Neutralitéit ass an dëser Situatioun an eisen Aen duerfir och keng Optioun. Och hei gëllt: Et ass wichteg, dass déi europäesch Länner ganz genee kucken, wat am Iran passéiert, an och déi extreem Repressioun vun iranische Regimm denoncéieren, dass souwuel déi Mënschen, déi do am Land liewen, wéi och déi Dausenden Exiliraner, déi weint dem Regimm geflücht sinn oder nach wäerte flüchten oder déi aus anere Grënn aus dem Land fortgaange sinn, wëssen, dass si an hir Familien op der Plaz net eleng gelooss ginn, dass Europa drop kuckt, wat passéiert, a probéiert ze hëllefen, do, wou et nëmme méiglech ass.

An duerfir ass et fir eis och kloer, dass mer mussen méi staark a konsequent Sanktiounen géint de Regimm ënnerstëtzen, géint d'Revolutiounsgarden, géint déi wirtschaftlech a militäresch Netzwierker, déi d'Repressioun organiséieren an dovun profitéieren.

Natierlech, a mir wëssen dat, d'Sanktiounen si keen Allheilmittel. Mee et ass e Signal. Et ass en Drockmittel. A mir ënnerstëtzen dowéinst och déi Motioun vun der CSV. A mir sinn och ganz frou, dass déi haut hei esou eng breet Ënnerstëtzung krut zu dëser Fro.

Gläichzäitig mussen mer natierlech och extreem oppassen, dass déi aktuell Eskalatioun net dozou féiert, dass eng Diktatur duerch eng aner ersat gëtt. Déi lescht Joerzénge hu gewisen: Demokratie kann een net erbäibommen. E Change vum Regimm vu bausen huet schonn oft Chaos, Gewalt an nei Ofhängegekeete produzéiert, grad och wa vläicht net grad déi beschte Motivatiounsgrënn hannendru stiehen. De Kampf fir d'Fräiheet am Iran muss an eisen Ae vun der iranischen Gesellschaft gedroe ginn. An eis Roll ass et, si dobäi ze ënnerstëtzen.

An do kënnt natierlech Europa nees an d'Spill. Europa dierf weeder Spectateur sinn nach Juniorpartner vu Muechtspiller. Wa mer Mënscherechter nëmmen da verdeeden, wann et geopolitesch opportuun oder bequeem ass, da verdeedege mer se guer net. A fir e Land wéi Lëtzebuerg heescht dat och konkret: Mir mussen e Schutz ubidden fir Dissidentinnen an Dissidenten am Exil.

Gëschter ass en engem Leitartikel am „Wort“ rieds gaange vum Alborz Teymoozadeh, deem iranische Fotograf, dee virun enger Zäit, zwee Joer, hei zu Lëtzebuerg fir d'Aktualitéit gesuergt hat, well en net méi hei am Land gewollt war, obwuel en en unerkannte Kënschtler ass. A grad d'Kënschtler sinn déi, déi dacks als Éischt d'Repressioun, d'Diktatur an d'Onfräiheeten thematiséieren. An ech hoffen, dass Lëtzebuerg sech och an dësen Zäite méi kulant weist mam Ophuele vu Kënschtler an och anere Mënschen, déi aus dem Iran am Moment mussen flüchten an duerfir heihinner kommen.

Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. D'Wuert huet elo den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll als Éischt der CSV-Fraktioun an hirem Fraktiounschef, dem Laurent Zeimet, Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn, well et ass wichteg, dass mer hei an der Chamber iwwert déi dramatesch Situatioun am Iran schwätzen. Well dat, wat do geschitt, geet eis awer iergendwéi all eppes un.

Am Iran erliewen d'Leit zanter Méint – et muss een u sech soen zanter Joren a Joerzénge – en Albdram. Dausende Mënsche gi bei Protester ëmbruecht. De Regimm selwer gëtt nonchalant 5.000 Doudesaffer zou, während international Organisatiounen a Leit um Terrain vu bis zu 18.000 Affer schwätzen.

Dës Zuele sinn net einfach Statistiken. Dat si Mënschen, jonk Fraen a Männer, Elteren, Kanner, Frënn, Familljememberen. Si hunn näischt méi gefuerdert wéi dat, wat mir hei als selbstverständlech gesinn: Fräiheet, e Liewen a Friden a Sécherheet, dat, wat den Iran an der Vergaangenheet mol schonn eng Kéier, zumindest usazweis, hat.

D'Manifestatiounen, déi virun e puer Méint nach massiv duerch d'Stroosse vun Teheran an anere Stied gezu sinn, sinn elo praktesch verstommt. Net, well d'Leit opgehale hunn, fräi wëllen ze sinn. Dat wëllen d'Iranerinnen an d'Iraner zanter Joerzénge. Mee well d'Angscht méi staark gouf wéi d'Hoffnung.

Déi brutal Repressiounen hu Friichte gedroen, an och well mir duerch Internetspären am Westen net méi gesinn, wéi brutal de Regimm géint seng eege Biergerinnen a Bierger wierklech virgeet. An an dësem schreckleche Bild ass et weider dramatesch ze gesinn, wéi de Regimm mat senger Verantwortung ëmgeet. Kuerz gesot, en iwwerhëlt keng. Amplaz Rechenschaft ofzeleeën, mécht en einfach salopp auslännesch Muechte responsabel. Dës Strategie ass kal a berechnend. Déi intern Kritik gëtt, wéi esou oft, op extern Kritiker a Feindbiller ëmgeleet. Mee mir dierfen net matspille bei dësem zynischen Theater.

D'Leit ginn am Iran zanter Joerzénge ënnerdréckt, Protester mat Gewalt néiergeschloen an d'Doudesstrof sommaire verhaangen, wéi mir et an Europa zanter iwwer 80 Joer net kennen. De Regimm ka sech nëmmen nach mat Gewalt, Ënnerdréckung a virun allem Zensur un der Muecht halen.

An eis Positioun ass kloer: géint de Mullah-Regimm, mee awer och net fir e Schah oder eng aner Diktatur. Mir sinn dofir, dass d'Leit am Iran endlech an engem Land liewen, wou se fräi sinn, wou hir Rechter respektéiert ginn, wou si ouni Angscht hir Meenung kënnen soen, wou se a Friden liewe kënnen, esou wéi si liewe wëllen.

Den Drock op de Regimm muss weider eropgoen. An d'Europäesch Unioun, an domat och Lëtzebuerg, mussen hei hir Roll a virun allem hir Responsabilitéit iwwerhuelen. Dofir ënnerstëtze mer och d'Motioun, déi mer elo gläich stëmmen, fir d'Sanktiounen géint d'Revolutiounsgarde weider an d'Luucht ze setzen. Mir haten an der Vergaangenheet schonn e puermol doriwwer diskutéiert. An ech si frou, dass mer dann dës Kéier hei eng vill méi breet Zoustëmmung wäerten dofir kréien.

D'Welt dierf d'Aen net zoumaachen. Mir dierfen d'Aen net zoumaachen, mee mir mussen däitlech Stellung huelen. An eppes, wat mech ëmmer erëm interpelléiert, wa mer iwwert den Iran schwätzen: Et gëtt gären esou dohigestallt, esou e bëssen op eng fatalistescht Aart a Weis, dass den Iran esou en ënnerdréckte Land wär an dass d'Vollek dat jo zu engem Deel, zu engem breeden Deel vläicht souguer, wéilt. An ech mengen, dass dat d'hystoresch Realitéit vum Iran verkennt.

Den Iran ass geopolitesch zu engem Spillball ginn, wou d'Great Power ..., ech wëll et elo net Diplomacy

nennen, well Diplomacy war et net, mee wou u sech déi grouss Pouvoire sech a Proxykricher bekämpft hunn a wou doduerjer d'Leit u sech zwëscht d'Muelsteng komm sinn. An dat huet dozou gefouert, datt vun de Biller, déi mer haut a Schwaarzweiss aus dem Iran kennen, vu Fräiheet, vu Meenungsfräiheet, vun Ausdrucksfräiheet, vun enger vibréierender Kultur, déi am Iran bestanen huet, haut net méi vill iwwereg ass, dank Revolutioun, Konterrevolutioun an allem, wat dertëscht geschitt ass.

An ech hu wierklech d'Hoffnung, datt dës Generatioun vun Iranerinnen an Iraner dat Liewe kann erëmfannen, wat hir Grousselteren eng Zäit laang kannt hunn, wéi se nach net zwëscht d'Muelsteng vun de grouss Pouvoire komm sinn. A wa Lëtzebuerg do e klengen Deel kann derzou bäidroen, da sollt mer dat maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, den Iran, esou e fantastescht Land mat esou enger grousser Geschicht a mat esou vill Potentialitéiten an och esou enger tragesch Geschicht bis elo. Et hätt ganz aneschtens kënnen ausgoen. An de 50-Joren, 1951, krut den Iran eng ganz fortschrëttlech Regierung ënnert dem Mohammad Mossadegh, wéi Der wësst – ech hoffen ech schwätzen dat richteg aus –, deen e Programm hat vu grousser soziale Reformen. E wollt natierlech awer och de Pétrol nationaliséieren, well et e Räichtum ass vum Land.

(Interruption)

An dat war natierlech dann net méi demokratesch an den Ae vun den Amerikaner a vun den Engländer. Si hunn e Putsch organiséiert, wéi Der dat all wësst. An du krut de Schah da Vollmuechten an eng Diktatur. Bis 1979 huet déi vum Schah gedauert, déi och ganz berüchtigt war, mat der berüchtigter Geheimpolice SAVAK, déi och am Ausland agéiert huet an Opponenten ëmbruecht huet. D'Onzefriddenheet am Iran war esou grouss, datt et och zu groussen Opständ komm ass, wou déi fortschrëttlech Elementer vun der iranischer Gesellschaft op d'Strooss gaange sinn, och déi reaktionär, leider. An 1979, wéi mer wëssen, ass de Khomeini vu Paräis op Teheran komm an dunn ass et zur Diktatur vum schiittesche Klerus komm.

An et huet net laang gedauert, datt all déi aner Opponenten, déi och ënnert dem Schah schonn opposéiert haten, notament déi grouss Lénk Beweegung Tudeh, also déi Massebeweegung am Iran, massakréiert gi sinn. Se gouf et schonn ënnert dem Schah, mee si gouf et erëm eng Kéier ënnert der Diktatur vun den Ayatollahen. Lénker ware quasiment déi éischt Opponenten an dofir och déi éischt Opfer, opgehaangen et cetera. Dat war e richtige Massaker.

An ech mengen, dat ass eppes, wat nach ëmmer, wann ee Lénk ass ... Et sinn esou Momenter an der Geschicht, déi eis prägen. An déi Konterrevolutioun, fir se richteg ze nennen, vum Khomeini am Iran gehéiert wierklech e bëssen an d'DNA vu Lénken op der ganzer Welt. An dofir ass et och net richteg an net fair ze soen, datt gewësse Lénk Organisatiounen am Ausland gezéckt hätten.

De Fakt ass duerno deen: Voilà, mir hu jo och e Solidaritéitscommuniqué gemaach wéinst der Ennerdrückung an och wéinst all deene Leit, déi kämpfe fir sozial Rechter, fir demokratesch Rechter, fir politesch Rechter, dat alles zesummen, well dat dierf een natierlech net vuneneen ofkapselen. Dat eent féiert zum aneren. Eng Diktatur ass korrump. Et ass eng Kleptokratie. Dat dierf een och net vergiessen ze soen, och wa se sech ganz reliéis ginn. Also et si Monsteren.

An natierlech leent d'Gesellschaft sech op. An et sinn immens vill fortschrëttlech Elementer an dëser Gesellschaft, och Gewerkschaften, déi och ganz kloer soen: „Hei, mir wëllen eng aner Gesellschaft elo. Wéi soll een dat organiséieren?“ Well och déi, déi op d'Strooss ginn, déi hunn eng ... Déi allermannst ... Souwäit ech matkréien, well et ass och net ëmmer esou evident. Ech versichen och, op Sitten ze goen, déi op Farsi sinn. Déi kann een iwwersetzen. Et ass net ëmmer evident. Mee et héiert een awer keng – opgepasst: keng militäresch – Interventioun. An et soll och keng Diktatur duerch eng aner Diktatur, déi vum Fils vum Schah, erëm opgeriicht ginn, well dann hu mer näischt erreecht. An de Risiko ass och grouss, datt, wa bombardéiert gëtt, duerno chaotesch Zoustand am Iran do sinn.

Jo, mee wat dann? Wat dann? Well de Problem ass, de Regimm ass esou repressiv an e bréngt esou vill Mënschen einfach esou ëm. Et ass och einfach gesot. An ech muss soen, et ass eeben net evident, ausserhalb vu Lippenbekenntnisse ze soen: „Hei, mir müssen d'Oppositioun, déi demokratesch a sozial Oppositioun, ënnerstëtzen!“ Mat wat fir enge Mëttelen? Mir sinn och bereet, mat alle Mëttelen dat ze maachen. Ee Mëttel ass natierlech och, d'Elit vum Regimm ze bestrofen, d'Garden ze bestrofen et cetera, fir e Maximum un Drock auszeüben.

Mee wéi kréie mer och déi demokratesch a sozial Oppositioun gestärkt, ouni eis anzemëschen, wat och geféierlech wier, well duerno de Regimm nach Argumenter méi hätt, fir nach méi brutal virzegoen? Dat ass och eppes, wat een oft héiert. Dat wësse mer net ëmmer esou richteg.

Eng grouss Revendicatioun, déi ëmmer kënnt: Et muss eng Assemblée constituante opgeriicht ginn am Iran. Dat ass eng Haaptfuerderung, eng zentral Fuerderung vun den demokrateschen a soziale Kräften am Iran. Ech mengen, déi muss een op jiddwer Fall ënnerstëtzen, fir ze soen: Et ass d'iranesch Vollek, wat da soll decidéieren, a wat fir eng Richtung et soll goen, mee op kee Fall iergenden neie Marionetteregimm, och net dee vun enger Monarchie, déi schonn eemol hiert eegent Vollek verroden huet a verkaaft huet. Ech mengen, dat wier de falsche Wee. Mee do si mer eis – hunn ech den Androck – och meeschtens all eens. A mir wäerte selbstverständlech och déi Motioun ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing ech dem Här Ausseminister d'Wuert ginn. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt, dem Här Zeimet Merci ze soen, well et ass net fir d'éischt, wou e wierklech och den Iran op den Ordre du jour bréngt. An ech hunn et Iech matgedeelt: Les nouvelles poussent la prochaine nouvelle. A wann Der haut d'Zeitunge kuckt, steet net méi vill iwwert den Iran dran. Do, wou virun zwou Woche vill drastoung, wou d'lescht Woch nach e bëssen drastoung, steet dës Woch bal näischt méi. Dat ass d'Realitéit. Mir sollen awer net vergiessen: Et ass net, well mer keng Biller kréien, well keen Internet geet, well et keng Norichte gëtt, dass alles dohannen normal leeft.

Et ass e Regimm, deen opgebaut ass op keng Fräiheeten, op Obligatiounen, op keng Meenungsfräiheeten, op Tenue-obligatoires. Ech mengen, esou wéi den Här Zeimet et och gesot huet an och déi aner Riedner

et hei gesot hunn: e Regimm, deen am Fong näischt vun den demokratesche Wäerter, déi mir hunn, deelt.

An ech muss Iech awer och meng perséinlech Meenung soen, dass dat hei och d'Resultat ass, wat Fanatisme religieus bréngt, an dass et net ze ënnerschatzen ass, wat Fanatisme religieus wierklech bréngt, do, wou ee soi-disant Toleranz a Fräiheet a Wäerter jo sollt vermëttelen. E bréngt Ennerdrückung, bréngt keng demokratesch Wäerter a bréngt och keng Fräiheet. Dat ass d'Resultat vu Fanatismus an all Relioun – an all Relioun!

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, mir gesinn, dass Manifestatiounen do sinn, Manifestatiounen vu Leit wéinst der ekonomescher Situatioun, awer och wéinst engem Ras-le-bol vun der politescher Situatioun, déi do ass. An d'Äntwert vum iranesischen Regimm ass, Leit ëmzebréngen, Leit ze condemnéieren, Leit souguer an de Kapp ze schéissen.

Mir hunn eis Aarbecht dunn och gemaach. Selbstverständlech huet och eise Ministère dunn den iranesischen Ambassadeur kontaktéiert, deen zu Bréssel ass, fir him ze soen, dass mer net averstane si mat der Manéier, wéi se schaffen. Si erklären Iech, dass dat dote keng Äntwert ass vum iranesischen Regimm, mee dass dat organiséiert gëtt vu Force-externen, wou se da soen, dass d'Amerikaner an Israel responsabel wiere fir d'Onstabilitéiten. Ech menge virun allem, dass et hei ee Responsabele gëtt, an dat ass den iranesischen Regimm.

Dofir wëll ech och Merci soen, wa mer déi Ennerstëtzung kënne kréien, well Dir hutt jo matkritt, datt ech och schonn ugekënnegt hunn, dass mir, wann déi Propositioun op den Dësch kënnt, fir d'iranesischen Revolutionsgarden op d'Terroristelëscht ze setzen, domadder kee Problem hunn. Dir wësst, dass mer jo och schonn eng Rëtsch vun individuelle Leit op Lëscht gesat hunn, mee wann déi Gardes de la révolution och op d'Lëscht géife kommen, géife mer eis net opposéieren.

Ech warnen awer just virdrun. Ech hunn et scho virdru gesot bei deene Punkten iwwer Ungarn. Hei ass et net Ungarn, also op jidde Fall net an der Diskussioun, déi mer haten, mee eng Rëtsch vu Länner hunn nach Geiselen am Iran. An déi sinn éischter virsiichteg, fir elo direkt de Regimm oder d'Haaptacteure vum Regimm wëllen op eng Terroristelëscht ze setzen. Et muss een hir Sensibilitéit verstoen.

Ech muss Iech awer soen, dass déi Situatioun um Terrain mat sech bréngt, dass een awer och net ka just nokucken. Dowéinst wäerte mir och all Mesür, déi um europäeschen Niveau wäert geholl ginn, ënnerstëtzen. Ech mengen, déi 27 hunn och den iranesischen Ambassadeur an hirem Land geruff a confrontéiert.

Ech sinn an der Chamberskommissioun gëscht gefrot ginn, fir wéi e Regimm ech wier, wat elo misst kommen. Huel mer et net iwwel: Et ass net un ons ze decidéieren, mee och net un den Amerikaner ze decidéieren, och net un den Israelien ze decidéieren, net un iergendengem ze decidéieren. Et ass un den Iraner, ze decidéieren, wéi hiert Land a wéi hir Zukunft ausgesäit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun hei um Büro leien, d'Motioun Nummer 1 vum Här Laurent Zeimet. Souwäit ech gesinn an héieren hunn, ass déi vu jiddwer Fraktioun

a Sensibilitéit gedroen. Dofir meng Fro: Kënne mer iwwert déi à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Et ass keen dergéint.

Da géing ech se zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Wien dofir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een do, dee sech enthält?

Stëmmt een dergéint? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

13. Question élargie n° 68 de Mme Sam Tanson au sujet de la représentation des femmes aux postes à responsabilité au sein de la diplomatie luxembourgeoise

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Fro Nummer 68 vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Vertriedung vu Fraen op Verantwortungsposten an der Lëtzebuurger Diplomatie. Wéi Der wësst, huet den Auteur 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro inklusiv enger Zousatzfro eventuell an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Op den éischte Bléck, Här Ausseminister, kënne mir, kënnt Dir houfreg sinn: 56 % vun de Mataarbechter am Ausseministère si Fraen, 44 % vun den Diplomate si Fraen. Wa mer awer dann d'Spëtzt vun der Pyramid kucken, da gesi mer, datt nëmme 24,3 % vun den Ambassadeursposte vu Frae besat sinn. Do ass also iergendzwoesch e Problem oder méi wéi ee Problem. An natierlech ass dat doten elo net eng Entwécklung vun de leschten zwee Joer. Mee obwuel am Koalitiounsvertrag vun der viregter Regierung eng feministesch Aussepolitik festgehalen war, gouf de Problem net aus der Welt geschaf. Mee d'Zuelen hu sech awer iwwert déi lescht 15 Joer konstant verbessert. Dat huet een op alle Fall kierzlech kënne an engem „Wort“-Artikel liesen.

Nawell bleift e Sputt tëscht dem Fait, datt quasi d'Hallschent vun den Diplomate Frae sinn, si awer just ee Véierel vun onse Botschafterinnen duerstellen. Da stellt sech d'Fro, wisou déi Zuelen esou sinn, wéi se sinn. An dorun hänkt vläicht fir deen een oder aneren d'Fro – ech héieren dat hei op menger lénker Säit –, wisou dat iwwerhaupt wichteg ass.

Eppes ass natierlech kloer: Et feelt net u kompetente Fraen. Bei den Astigspositionen ass d'Egalitéit do. Iergendwou tëscht dem Recrutement an der Nominatioun mussen also Hürden existéieren, bei deenen et an onsen Aen och wichteg wier, se aus der Welt ze schafen.

Ons Ambassadë sinn onst Aushängeschild am Ausland. Et ass dat Bild, wat mer an Europa oder och weltwäit an och an den internationalen Organisatiounen, an deene mer vertraue sinn, vun onsem Land wëlle ginn. Ech sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt dat Bild der Gesellschaft ugepasst ass an datt et och dem politesche Wëlle Rechnung dréit.

D'Gläichstellungsministesch setzt sech zu Recht a fir eng Gläichstellung vu Mann a Fra. Si stellt an de Vierdergrond, datt de Gläichstellungsplang aktualiséiert gouf, an ennersträicht, datt et grad elo an dësen Zäiten, wou dat jo ëmmer erëm a Fro gestallt gëtt, wichteg ass, datt mir och als Land dofir antrieden, dass déi Gläichheet, déi Paritéit existéiert. An duerfir ass et och an onsen Ae wichteg, datt mer et do maachen,

wou déi aner ons gesinn, an zwar an eisen Ambassaden.

Elo gëtt et Länner, déi sech aus genau deene selwechten Ursaachen, mat deene mir och hei konfrontéiert sinn, Aktiounspläng, voire souguer e gesetzleche Kader, ginn hunn, fir eng besser Representativitéit vun de Fraen an der héijer Diplomatie oder an der héijer Fonction publique ze garantéieren. A Frankräich zum Beispill musse 40 % vun de Primo-nominatiounen Frae sinn. An dat hëlleft: Den Taux läit am Quai d'Orsay bei mëttlerweil 36 %.

Et gëtt awer och nach aner Weeër, wann een net wëll op de legislative Wee goen, wéi zum Beispill speziell Förderprogrammer oder Mentoringprogrammer, eng spezifesch Prise en compte vun de Besoinen vun de Fraen, wou méi genee gekuckt gëtt, wéi ee mat Kanerbetreung, Schoul, Jobs fir Partner, Teletravail an esou weider ëmgeet.

Duerfir sinn da meng Froen un Iech u sech déi: Wat existéiert den Ament um Niveau vum Ausseministère, fir zu enger besserer Paritéit an der Lëtzebuurger Diplomatie, an den héije Fonctionne vun der Lëtzebuurger Diplomatie, ze kommen? Hutt Der och e konkrete Plang, fir deen Taux nach vläicht méi séier ze verbessere wéi eeben déi Progressioun, déi dach relativ lues iwwert déi lescht 15 Joer gaangen ass? Denkt der drun, Iech och spezifesch Förderprogrammer ze ginn, voire eventuell e gesetzleche Kader mat enger verpflichtender Quot vu Fraen, déi eng éischte Kéier als Ambassadrice genannt ginn?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An da kritt den Ausseminister d'Wuert fir ze äntweren.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madamm Tanson Merci fir dës Fro. Also d'Fraen an der Diplomatie zu Lëtzebuerg ass keng al Geschicht – keng al Geschicht! 1993 ass, mengen ech, mat der Madamm Conzemius déi éischt Fra Ambassadrice ginn zu Lëtzebuerg. Ech hat e Gespréich mam Colette Flesch, fir ze froen, wéi et deemools war. D'Colette Flesch huet zweemol an de 70er-Jore gefrot, fir an de Ministère des Affaires étrangères ze kommen. Zweemol krut se gesot, et wier kee Poste fräi. Zweemol si Männer agestallt ginn. Si krut déi schéinste Revanche: Si ass als Ministesch erëmkommen.

(Hilarité)

A wéi se als Ministesch do war, do huet de Generalsekretär als beschte Witz ginn, fir ze soen: „Elo hale mer op mam Paltongzéien, elo musse mer un d'Jupe goen.“ Just fir Iech ze soen, wéi d'Mentalitéit an de 70er-Jore war.

(Interruption)

Dat ass d'Realitéit vun deem Haus, wou ech haut d'Verantwortung hunn, dat duerch d'Zäiten evoluéiert huet, mat enger Madamm Flesch, der éischter Fra als Ausseministesch, a mam Lydie Polfer, der zweeter Ausseministesch fir Lëtzebuerg an onser Geschicht.

D'Zuelen, déi mer haut hunn, sinn déi, déi Der zitéiert hutt. Ech brauch déi net schéinzelmen. Dir fannt an Ären Dokumenter, an ech soen dofir och dem Grefier en chef Merci, och e Scheema, wou Der gesitt, wéi d'Evolutioun vun der Presenz vun de Fraen am Ministère war. 2010 fänkt et u bei 72,5 % Männer a 27,5 % Fraen, woubäi mer haut, wéi gesot, bei 55,6 % a 44,4 % ukommen sinn. Ech mengen, dass bei eis am Haus e Mentalitéitswiesel komm ass, iwwert deen ech och ganz frou sinn, mee dass déi verschidde Regierungen och e Mentalitéitswiesel zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn.

Ech wëll just drun erënneren, dass verschidden Ännerungen komm sinn, wou awer nach de Klischee war: „D'Fra bleift éischter doheem an de Mann, dee bréngt d'Pai.“ An ech si frou, dass och zum Beispill bei deenen Hëlfe, déi komme fir d'Familljen, hautdesdaags och gekuckt gëtt, dass e Congé parental fir zwee Elteren ass, an dass déi Saache gefuerdert gi si vu verschiddene Regierungen, fir dass wierklech awer och eng modern Gesellschaft déi ass, wou am Fong d'Suerg vun de Kanner net eng Mammaarbecht, mee eng Elterenaarbecht ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Éischstens.

Zweetens: Dee Mentalitéitswiesel huet mat sech bruecht, dass och vill Fraen hautdesdaags aner Jobbe kënnen ugoen, wéi dat an der Zäit de Fall war. Mir mussen et fäerdegbréngen ... An dat war eppes, wou ech och ganz houfreg sinn, awer an engem viregte Posten, deen ech och occupéiert hunn, wou mer et fäerdegbruecht hunn, d'Beruffsliewen an d'professionell Liewe besser ze vereinbaren. An ech sinn och frou iwwert d'Evolutiounen, dass mer et och fäerdegbruecht hunn.

An déi Saache muss een hunn. Well wann Der Diplomat wëllt sinn ... Diplomat ass een, wou ech ... An ech erënneren ëmmer ons Diplomaten ... Et ass een Diplomat zu Lëtzebuerg, wou een an d'Ausland geet. A wann een an d'Ausland geet, heescht dat dann och fir d'Famillen d'Schoulen, et heescht fir de Partner en Job, et heescht all déi Saachen. An dofir sinn ech och ganz frou, dass mer bei eis am Ministère och e Family Office hunn, net fir d'Banken oder fir Konten, mee e Family Office, dee sech wierklech ëm d'Saache vun der Famill këmmert, dat heescht mat de Schoulen, mam Job, dass mer kucken, dass et eng Méiglechkeet gëtt. Well et hänkt jo och vum Pays hôte of. Et si verschidde Pays hôtes, wou et méi komplizéiert ass, eng Aarbecht ze fannen, wann ee Partner ass, wéi anerer. An dofir kucke mer ëmmer, wéi mer dem Diplomat, wann et eng Fra ass, dann och kënnen hëlfe, fir dem Mann en Job ze fannen, an och ëmgedréint. Mee ganz oft ass nach de Klischee, dass d'Fra vum Ambassadeur net schafft, während de Mann vun der Ambassadrice da schafft geet. An do wier et och wichteg, dass d'Fra vum Ambassadeur net nëmmen do ass, fir dass fir d'Ambassade schéi Blummen a Receptiounen organiséiert ginn, mee dass se och hir Indépendance financière a professionnelle kann hunn.

Ech insistéieren op déi Punkten, déi fir mech wichteg sinn. Den Echange tëscht den Diplomatinen an den Diplomate bei eis am Haus fënnst och statt.

Elo déi konkret Fro, firwat elo just 24,3 % um Niveau vun de Chef-de-postë sinn. Dat ass eeben, well och vill méi Männer agestallt gi sinn. A bei eis ass awer och de Prinzip vun der Anciennetéit, fir Ambassadeur ze ginn. Dir kënnt net een, dee grad am Ministère ugefaangen huet, no dräi oder véier Joer Chef de poste nennen. Et fänkt een un, et gëtt ee Secrétaire de délégation an da kënnt een erop, et kënnt een erop, et kënnt een erop an dee leschte Chef-de-poste-Titel ass deen, deen een da meeschtens no enger Rëtsch Joren, Erfarungen an och scho Jalonen, an de Galonen, déi e kritt huet am Ministère, dann och kritt. An dat sinn eeben duerch déi Pyramide des âges, déi Der gesot hutt, meeschtens elo nach Männer, mee et ass amgaangen, ze änneren. An dofir deen Tableau, deen Der och kritt hutt, wou Der am Fong déi Ännerung gesitt, wou mer da souguer wäerte méi Fraen hunn.

Wann ech kucken: Muer hunn ech nach fënnf Diplomaten, déi mer astellen. Vun deene fënnf sinn dräi

Fraen. An déi sinn net agehallt ginn, well se Frae sinn, mee well se am Fong gutt sinn.

(Interruption)

Also nee, ech insistéieren dorop. Also ech maachen elo keng Politick, wou ech soen: „Elo musse méi Fraen engagéiert gi vis-à-vis vu Männer.“ Mee déi Frae ware besser am Interview an am Exame wéi d'Männer. Dräi vu fënnef! An ech sinn och ganz frou, dass mer am Moment bei den Exame méi Fraen hunn, déi gutt Exame schreiwen, wéi Männer.

An ech maachen do och keng Parité discriminatoire, wou ech da géif ..., well ech ka mech erënneren, zum Beispill, wa mer wierklech streng Quote géifen huelen: Ech mengen, et war 1999 oder 2005 an der Gemeng Lëtzebuerg, wou mer zu eelef waren an dovunner néng Fraen an zwee Männer. An ech hätt et schued fonnt, wa mer do hätten d'Fraen dann net kennen am Gemengerot hunn. Well et muss an déi zwou Richtunge goen. An dofir sinn ech frou, dass mer op jidde Fall bei eis am Ministère do duerch déi Pyramide des âges awer och elo ophalen, dass mer 24,3 %, dat heescht manner wéi e Véierel, Fraen hunn, déi déi Poste occupéieren.

Mee verlaangt net vu mir, dass ech Leit, déi elo um Poste sinn, net méi nennen, well ech just de Sexe sous-représenté da géif huelen. Dee Changement wäert mat der Zäit kommen. Ech si responsabel fir dat, wat säit 2023 bei eis am Haus lass ass, an ech si just ganz frou, dass ech weess, dass dat vläicht nach eng kuerz Zäit wäert daueren. Mee de Prinzipp ass awer, dass d'Anciennetéit och muss ugerecht ginn an ech net ka vun haut op muer elo ganz jonk Diplomatinen op de Poste vum Chef de poste nenne vis-à-vis vu Leit, déi elo no 20 oder 25 Joer an d'Fin de carrière kommen an awer och hoffen, op dee Poste kennen ze zielen.

Mee, wéi gesot, ech hoffen, dass mer an zéng Joer – ech weess net, ob ech dann nach Ausseminister sinn oder net, mee wann de Wieler mer déi Chance gëtt – dann de Bilan kennen zéien. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer da bei enger Paritéit ukomm sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Ier ech der Madamm Tanson fir eng Zousazfro d'Wuert ginn, wollt ech nach soen, datt dat Dokument, wou den Här Ausseminister driwwer geschwat huet a wat de Greffier en chef, deen haut „Secrétaire général“ heescht, ...

(Hilarité)

... op Är Archive gesat huet, ënnert dem Titel QE68_Document.pdf ze fannen ass. Do kënt Der Iech dat all ukucken. An dann huet d'Madamm Tanson d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci. Ech hunn d'Dokument vum Greffier en chef elo nach net gesinn.

(Hilarité)

Mee ech verhole mer deen Term, Här Generalsekretär. Spaass beisäit, merci villmools fir déi Explikatiounen. Ech wollt vläicht eng Prezisioun just ginn an dann eng Kéier nofroen. Bei de Quoten ass et jo net esou, dass ... An Dir hutt et selwer am Fong gesot. Et geet jo net drëm, dass dat sech queesch duerch alles zitt, dass et muss 50:50 sinn. Et geet drëm, de Sexe sous-représenté no vir ze bréngen. Dat heescht, wann een eng Quot hätt bei den Astellungen, géng dat net bedeuten, dass ee genauso vill Männer wéi Frae misst astelle bis zu deem Punkt, wou d'Männer de Sexe sous-représenté wieren. Da géng déi Diskussioun sech dee Moment stellen à qualification égale.

Dir sot also ganz kloer, dass Der net näischt Zousätzlech elo wëllt maachen. De Problem ass jo, mengen ech, net just dee vun der Anciennetéit. De Problem ass jo och deen, dass Fraen, déi eventuell an der Positioun wäeren, fir eng Fonctioun unzehuelen, et net maachen aus verschidde Bedenken. An do ass jo d'Fro, ob net nach en zousätzleche Mentoring, e Programm in Erwägung gezu gëtt. Wann Dir sot: „Mir fuere reng no der Anciennetéit bei de Primo-nominations“, geet et jo net drëm, engem eppes ewechzehuelen, dee schonn ënnerwee ass, mee bei de Primo-nominations fuere mer reng no Anciennetéit. Et gëtt jo awer, mengen ech, ëmmer erëm Fäll vu Fraen, déi da léiwer d'Hand net onbedéngt austrecken. Ob een net kann awer proaktiv kucken, fir dat méi ze ënnerstëtzen an och méi proaktiv ze begleeden, dass Fraen awer esou Positiounen dann och fir sech selwer an Erwägung zéien.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Also et sinn net nëmmen Ambassadeuren, déi iwwer 200 Leit, déi am Ministère schaffen. An déi – fir elo net eppes Falsches ze soen – 149 Diplomaten, déi mer hunn, sinn net nëmmen Ambassadeuren. Do ass et, wéi gesot, vun deem ganz ënne bis bei dee ganz uewen.

Ech hu Leit, déi net wëlle fort, an ech hu Leit, déi net wëllen erëm. Ech hu Leit, déi nëmme wëllen am Ausland sinn, an ech hu Leit, déi net wëllen an d'Ausland goen. An do hunn ech eng nei Reegel, dass een e maximalen Delai huet vun zéng Joer oder maximal zwielef Joer, fir zrëckzekommen, fir justement och en Turnus ze kréien, fir dass och jiddwereen eng Chance kann hunn, duerch deen Turnus och kennen eng Kéier drunzekommen, well ech der Meenung sinn, dass ech och zu Lëtzebuerg bei den Directeurs généraux an och ... Ech wäert d'nächst Joer méi Ambassadeur-thématiques hunn oder Ambassadeur-non-résidenten, well mir hunn d'Tendenz, ze wéineg Ambassadeur-non-résidenten ze hunn. Déi aner Ministère si voller Ambassadeur-non-résidenten. Dir hutt jo och matgedeelt kritt, dass ech och nei Iddien hat, fir d'Zesummenaarbecht mam Finanzministère bei der Orientatioun vun eisen LTIOen ze maachen. Do sinn Neiegekeiten, déi kommen.

Ech hu verschidde Leit, déi net frou sinn, dass se mussen zrëckkommen, an ech hu verschidde Leit, déi net frou sinn, dass se musse goen. Mee dowéinst ass et wichteg, dass mer de Kader schafen, fir dass déi Méiglechkeet besteet, dass een, wann een an d'Ausland muss goen, och déi bescht Méiglechkeet kritt, fir do kennen d'Familljeliewe weiderzeféieren, fir dass d'Kanner kennen eng Infrastruktur hunn, fir dass de Mann kann eng Occupatioun hunn. An ech mengen, dass dat déi À-côtée sinn.

Mee elo extra Mesüeren huelen? Ech ka mam beschte Wëlle wierklech ... Ech hunn et Iech gesot: Déi fënnef, déi mer muer astellen, dovunner sinn dräi Fraen, an déi hunn ech elo net agehallt, well et Frae sinn. Dat ass einfach, well se gutt waren. An ech wëll wierklech hoffen, dass och deen nächsten Ausseminister déi Leit astellt wéinst hire Kompetenzen an net, well se e Krittär erfëllen.

A bei de Poste, do ass eng Anciennetéit, déi ugerecht gëtt. An ech mengen, an der Diplomatie wier et ganz schwéier, fir elo ze soen: „Mir hu 50 % Fraen oder 50 % Männer bei den Ambassadeuren“, well wann ech kucken, wéi d'Pyramide des âges ass, wäerte mer souwisou a fënnef oder an zéng Joer déi ëmgedrëint Courbe hunn, wéi se haut ass. An ech wëll do net verschidde Fraen dann ewechzehuelen, well net genuch Männer genannt gi sinn. Ech wäert net eng Quot aféiere bei der Nominatioun vun Ambassadeuren. Ech mengen, dass dat wierklech net dem Job eppes bréngt.

Ech hu verschidde Poste, wou ech och muss d'Qualifikatioun kucken vun deem engen a vun deem aneren. An et si verschidde Länner, wou et och méi schwéier ass, wann ee Kanner huet, fir Infrastrukturen ze fanne fir déi Besoinen, déi d'Kanner kennen hunn. Do sinn och verschidde Desiderata vun deem engen a vun deem aneren. Mir kucke wierklech, fir de Leit et esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Ech kann Iech just soen, dass ech wierklech ganz houfreg sinn op déi Ekippen, déi ech do an dem Ausseministère hunn. A wann ech kucke bei menge Generaldirektoren: Also d'Madamm Dockendorf ass Direktesch, d'Madamm Eisenbarth ass Direktesch, d'Madamm Da Cruz ass Direktesch, d'Madamm Garcia ass Direktesch, dat heescht déi politesch Hauptposte bei eis am Haus. Ech hunn den Här Olinger, dee Generalsekretär ass. Mee dat heescht awer ganz, ganz wichteg Poste. Ech hunn den Här Biever, deen och Direkter ass an den Här Ferring, deen och Direkter ass. Mee ech muss Iech awer soen, dass ech bei mengem Cabinet, wou ech déi enkst Mataarbechter hunn, ouni et express gemaach ze hunn, 50 % Frae plus ou moins wäert hunn. An ech sinn och ganz frou doriwwer, ouni mussen do un d'Quoten ze denken, mee einfach well déi Leit déi sinn, déi do sinn an och gutt sinn, an ech mech freeën, mat deenen dierfen all Dag ze schaffen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann dese Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | An ech hunn de Protokoll vergiess, den Här Baldauff, net dass dee mengt, ech hätt e vergiess.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

14. 8574 – Projet de loi portant approbation :

1^o de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 2 mars 2015 ;

2^o du Protocole modifiant l'Accord du 2 mars 2015 entre les Gouvernements des États du Benelux et le Gouvernement de la République du Kazakhstan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2024

8617 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Soudan et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles, le 14 février 2025

8619 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Belize et les États du Benelux concernant l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques valables, fait à Bruxelles, le 6 mai 2025

An da komme mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. An dat sinn déi dräi Projet-de-loien

8574, 8617 a 8619 iwwert d'Ëmsetzung vun enger Rei Accorde vun de Benelux-Staate mam Kasachstan, mam Surinam a mam Belize. Ech erënneren Iech drun, datt dëst eng Riedezäit „avec rapport et sans débat“ ass an deemno de Rapporteur 5 Minutten huet an d'Regierung 5 Minutte just huet. An duerno mussen mer dräimol separat stëmmen, well et dräi verschidde Projet-de-loie sinn. D'Wuert huet elo de Rapporteur, an dat ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, et geet elo ëm dräi Projets de loi, wou den Objet u sech dee selwechten ass, an zwar d'Exemptioun vu Visaen fir Persounen mat engem diplomatesche Pass. Mir haten där Accorde scho méi hei. Ech erënneren un dee leschten, dat war mat der Mongolei.

Ech fänken dann u mam PL 8574. Dat ass mam Kasachstan. Dat ass déi fréier Sowjetrepublik an Zentralasien. Dat ass e risegt Land mat 2,7 Milliounen Kilomeeterkaree, awer nëmme knapp 21 Milliounen Awunner. Déi hunn also gutt Plaz do. D'Hauptstad ass Astana.

De Moment ass Lëtzebuerg net duerch eng diplomatesch oder konsularesch Missioun am Kasachstan vertrueden. Déi gëtt assuréiert vun eiser Ambassade zu Moskau. Mir sinn awer duerch d'ëisträichesch Ambassade zu Astana an duerch dat ungarescht Konsulat zu Almaty och vertrueden, déi zoustänneg fir d'Visaen sinn.

2023 goufen 123 Visaen u Leit aus Kasachstan ausgestellt, déi op Lëtzebuerg koumen. 2024 waren et der 184. Et ass also dervun auszegoen, datt nëmme eng Minoritéit vu Leit vun dësem Accord betraff sinn.

Den Accord hei gouf den 2. Mäerz 2015 mat 14 Artikelen zu Bréissel tëschent de Staate vum Benelux a Kasachstan ënnerschriwwen. E Protocole modificatif mat siwen Artikelen ass och zu Bréissel de 7. November 2024 ënnerschriwwen ginn.

Dësen Accord reit sech och an d'Kontinuitéit vun enger Politik an, déi d'Déplacementer vu Leit mat engem diplomatesche Pass soll erliichteren. Si brauchen also elo kee Visa méi. Dat gëllt fir Leit, déi aus Benelux-Staaten an de Kasachstan reesen, natierlech awer och ëmgedréit.

Domadder kënnen Echanges erliichtert ginn. Och kënnen Relatiounen mat den europäeschen Institutionen verdéift ginn, déi hire Siège um Territoire vun engem vun deene Benelux-Staaten hunn.

Den Artikel 3, dee gesäit eng Visa-Fräiheet vir. Déi gëllt fir 90 Deeg an enger Period vun 180 Deeg. Déi ka sech awer iwwerengens natierlech och op Familljememberen ausdeen. Natierlech sinn heimat aner legislativ Dispositionen, wat den Accès an e Land, d'Openthaltsdauer, d'Expulsioun vun Ausländer oder aner Traitéen ubelaangt, net betraff.

D'Differenze sollen à l'amiable regléiert ginn. Den Accord kann och zäitweis suspendéiert ginn. Dat muss awer dem Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement belge matgedeelt ginn.

D'Aarbechten an der Kommissioun nach kuerz. Den 9. Juli gouf dee Projet de loi hei vum Ausseminister deposéiert, den 10. November an der Kommissioun presentéiert an och de Rapporteur designéiert. An de 15. Dezember gouf de Rapport och ugeholl.

Den Avis vum Conseil d'État datéiert vum 21. Oktober 2025. Deen hat keng Observatioun, hat awer e puer

legistesche Ännerunge virgeschloen. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 7. Oktober och hiren Accord ginn.

Da gi mer elo iwwer zu deem zweete Projet de loi. Dat ass 8617. An da reese mer an de Surinam. Dat ass e klengt Land a Südamerika vun 166.000 Quadratkilomeeter an awer nëmme 640.000 Awunner, also nach manner wéi Lëtzebuerg. D'Hauptstad ass Paramaribo. An déi offiziell Sprooch ass Hollännesch.

Deen Accord gouf de 14. Februar 2025 och mat 14 Artikelen zu Bréissel tëschent de Staate vum Benelux a Surinam ënnerschriwwen. Wéi beim Accord virdru mam Kasachstan, duerfir brauch ech net méi an d'Detailer anzegoen, gëllen och hei déi selwecht Dispositionen, wat d'Déplacementer vu Leit mat engem diplomatesche Pass an d'Relatiounen mat den europäeschen Institutionen ugeet.

Den Artikel 3 gesäit dann och eng Visa-Fräiheet fir 90 Deeg an enger Period vun 180 Deeg vir a ka sech natierlech och hei op Familljememberen ausdeen. Laut Artikel 9 ass et och hei esou, datt d'Differenze sollen à l'amiable regléiert ginn. Deen Accord kann och zäitweis suspendéiert ginn. Dat muss awer dem Generalsekretär vum Benelux da matgedeelt ginn.

A punkto Modifizéierung an Akraafttriede vum Accord verweisen ech op déi selwecht Bestëmmungen, wéi gesot, wéi bei Kasachstan.

Vläicht ass nach ze bemierken, datt op Basis vum Artikel 14 dësen Accord och op Aruba, Curaçao, Saint-Martin an op déi verschidden hollännesch Deeler aus der Karibik wéi Bonaire, Saint-Eustache a Saba applizéiert gëtt.

D'Aarbechten an der Kommissioun: Den 30. September 2025 huet de Minister de Projet de loi deposéiert. Den 10. November huet d'Kommissioun e presentéiert krut an och de Rapporteur gouf designéiert. An de 15. Dezember gouf dann och dëse Rapport ugeholl.

Den Avis vum Conseil d'État ass vum 21. Oktober 2025 an deen hat keng Observatioun ze maachen. Dat selwecht gëllt fir den Avis vun der Chambre de Commerce, dee vum 3. November war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da kommen ech elo zum leschte Projet de loi. Dat ass de 8619. Elo reese mer an de Belize. Dat Ländchen läit an Nordamerika an huet bal 23.000 Quadratkilomeeter. D'Hauptstad ass Belmopan. D'offiziell Sprooch ass Englesch. D'Awunnerzuel läit bei plus ou moins 418.000 Leit.

Deen Accord, deen datéiert vum 6. Mee 2025, mat 14 Artikelen och. An dee gouf dann och zu Bréissel tëschent de Staate vum Benelux an dem Belize ënnerschriwwen. Wéi bei deenen zwee Accorde virdru gëllen och hei déi selwecht Dispositionen, wat d'Déplacementer vu Leit mat engem diplomatesche Pass an d'Relatiounen mat den europäeschen Institutionen ugeet. D'Visa-Fräiheet gëllt, wéi gesot, och 90 Deeg an enger Period vun 180 Deeg. Familljememberen sinn abegraff.

Laut Artikel 9 sollen natierlech och d'Differenzen à l'amiable regléiert ginn. An dat muss dann dem Generalsekretariat vum Benelux matgedeelt ginn.

A punkto Modifizéierung an Akraafttriede vum Accord verweisen ech, wéi gesot, och nach eng Kéier op déi selwecht Bestëmmungen wéi beim Kasachstan a beim Surinam. Voilà.

An dann, wat d'Aarbecht an der Kommissioun du ubelaangt, dat war den 30. September 2025, wou den Ausseminister de Projet de loi deposéiert huet, den 10. November ass en an der Kommissioun presentéiert an och de Rapporteur designéiert ginn. De 15. Dezember gouf de Rapport ugeholl.

Den Avis vum Conseil d'État vum 21. Oktober 2025 war unni Observatioun. Dat selwecht gëllt fir den Avis vun der Chambre de Commerce vum 3. November. Och do war keng Observatioun ze maachen.

Voilà, dat war et, Dir Dammen an Dir Hären. Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a wier awer och frou, wann Der Är Zoustëmmung géngt zu deenen dräi Projet-de-loie ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

An ech froen d'Regierung, ob se nach wëllt eppes dozou soen.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

An da komme mer zum Ofstëmmen vun deenen dräi Projet-de-loien.

Mir fänken u mat dem Projet de loi 8574. Dat ass deen, deen de Kasachstan concernéiert. Den Text steet am Document parlementaire 8574³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8574 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vott par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Jeff Boonen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zum Vott vum Projet de loi 8617. Dat ass de Projet de loi iwwert de Surinam. Den Text steet am Document parlementaire 8617³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8617 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vott par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen a l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Françoise Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de leschte Projet de loi vun deenen dräi, deen iwwert de Belize. Den Text steet am Document parlementaire 8619³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8619 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also och à l'unanimité mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

15. 8454 – Projet de loi relative à l'établissement d'un titre de voyage provisoire de l'Union européenne

An da komme mer zum nächste Punkt, zum zwielfte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut, an zwar dem Projet de loi 8454 iwwert d'Afëierung vun engem provisoreschen EU-Reesdokument. D'Riedezäit ass hei de Basismodell: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir all Fraktioun a Sensibilitéit, 10 Minutte fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Effektiv, hei geet et ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2019/997 an déi technesch Ëmännerung, déi duerch d'EU-Direktiv 2024/1986 virgesinn ass. Méi spezifesch behandelt, wéi gesot, dëse Projet de loi d'Titres de voyage provisoires, an zwar datt eng uniform Prozedur soll geschafe ginn.

Ëm wat geet et genee? Majo, et geet ëm EU-Bierger, déi an engem Drëttland sinn an e Fall hu vun engem gréisseren Problem, wou se déi néideg Hëllef duerch EU-Staate brauchen. An zwar schwätze mer hei der-vun, wa se zum Beispill hire Pass verluer hunn oder aner wichteg Reesdokument geklaut oder zerstéiert kruten a wou et dann och net méiglech wär, an engem rasonablen Delai nach esou en Dokument ze kréien. A leider ass awer eng steigend Demande feststellen, well eeben där Problemer ëmmer méi optauchen.

Op Basis vum Artikel 20 an 23 vum EU-Traité an dem Artikel 46 vun der EU-Charta iwwert d'Grundrecht huet jiddefalls all EU-Bierger d'Recht op Hëllef an engem Drëttland, wa keng Ambassade oder kee Konsulat vu sengem Land do ass.

Schonn 1996 war esou e gemeinsaamt Reesdokument agefouert ginn, huet allerdéngs elo missen adaptéiert ginn, well et net genuch géint Fraude geschützt war a well och net genuch Plaz fir de Stempel vun engem Visa virgesi war. Domat gëtt déi konsularesch Protektioun jiddefalls besser garantéiert.

Den TVP, also den Titre de voyage provisoire, gëtt elo als en uniformt Dokument mat verbesserte Sécherheetsstandarden ausgeschafft. Déi Ekipementer, déi d'Ambassaden an d'Konsulater de Moment hunn, kënnen awer och nach an Zukunft gebraucht ginn.

Ëm perséinlech Donnéeën geet et dann am Artikel 9. Dat heescht, do soll just de Minimum drakommen: den Numm, de Virnumm, d'Geschlecht, de Gebuertsdatum, d'Adress, d'Gréisst, d'Nationalitéit an d'Ënnerschrëft, natierlech och eng Foto vum Demandeur, eng Kopie vun den Dokumenter wéi d'Identitéitskaart, de Förschäin oder d'Nummer vun der Sécurité sociale,

wann dat natierlech méiglech ass. D'Donnéen däerfe maximal 180 Deeg gehale ginn am Fall vun engem Bierger, deen net an engem Drëttland representéiert ass, oder maximal zwee Joer, wann e Lëtzebuerger Ressortissant Hëllef krut.

D'Demande gëtt un de Minister geriicht, dee bannent zwee Deeg den zoustännegen Ministère, d'Ambassade oder de Konsulat muss kontaktéieren. Wann da keng Reaktioun kënnt oder e Refus fir en TVP, muss de Minister deen Demandeur dovun informéieren. An enger extremer Urgence kann allerdéngs och de Minister den TVP selwer ausstellen.

Lëtzebuerg kann natierlech och am Fall sinn, wou en TVP muss ausgestallt ginn. D'Modalitéite sinn do am Artikel 4 virgesinn.

Et ginn awer och Bearbechtungsfräse verrechent. A spezielle Fäll kann de Minister allerdéngs dorobber verzichten, esou wéi dat am Artikel 5 virgesinn ass.

Da laut Artikel 6 kënnt bei den TVP eng Vignette. Déi däerf allerdéngs d'Validitéit vu 15 Deeg net iwwersteigen. Den Artikel 7 seet dann, datt déi Vignette däerf nëmmen an exzeptionelle Fäll mat der Hand ausgefëllt ginn. Dann ass och nach an deem Artikel enthalen, datt d'Direktiv 2019/997 nëmme fakultativ ass.

An dem Projet de loi sinn och nach zwou Annexen, déi déi technesch Aspekter vun dem Formular an der Vignette reegelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach e Wuert hei zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Projet de loi gouf den 23. Oktober 2024 deposiert. Den 1. Dezember 2025 krute mer e presentéiert. Do gouf och de Rapporteur genannt. An de Rapport gouf de 15. Dezember ugeholl.

Dann nach e Wuert iwwert den Avis vum Conseil d'État. Deen datéiert vum 18. Juli 2025. Fir d'ëischt hat e gefrot, fir den Intitulé vum Gesetz ëmzënnere, well eeben am éischten Intitulé eng Referenz op d'Ofschafe vum groussherzogleche Règlement vum 27. Mee 1997 iwwert den Titre de voyage provisoire war, am PL selwer awer keng Abrogatioun virgesinn ass. En huet och d'Suppressioun vum Artikel 1, vum Paragraf 7 vum Artikel 7 a vum Artikel 11 gefrot, well se superfetatoire wieren, en Term, deen eis jo heibanne gutt bekannt ass.

Da waren awer och nach zwou Oppositions formelles, engersäits fir d'Lesibilitéit ze verbessere an weinst enger Insécurité juridique, anersäits weinst Violatioun vum Artikel 92 vun der Verfassung. An zwar war effektiv am éischten Text virgesinn, d'Schafe vun der Direction des affaires consulaires duerch de Ministère ze maachen. Dofir ass awer allerdéngs nëmmen d'Regierung kompetent.

Dann den 3. Oktober 2025 huet d'Regierung nach Amendementer erabruucht. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État ass vum 18. November 2025. D'Ophiewe vun deenen zwou Oppositions formelles, déi d'Artikelen 4 an 8 betreffen, konnt domat gemaach ginn. Dann huet d'Kommissioun awer nach déi legislativ Propose vum Staatsrot iwwerholl.

An dat war et, wéi gesot. Duerfir géng ech Iech och an deem Fall hei bieden, deem Projet de loi zouzestëmme. Well et weess een ni, et kann ee vläicht eng Kéier selwer an de Fall kommen, wou een op déi Hëllef hei muss zrëckgräifen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen an Äre mündleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mäin honorabele Frënd, den Här Graas, war komplett a prezis, wéi gewinnt. An ech kann nëmmen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, wann alles gesot ass, da soll ee sech kuerzfaassen. Mir ginn eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Mir ginn och den Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech ka mech nëmme menge Virriedner uschléissen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, ...

(Exclamations et hilarité)

... ech wollt awer ee Saz nach lassginn, deen awer wierklech hei zur Substanz gehéiert.

Dat heiten ass eng wichteg Direktiv, déi mer hei transposéieren. Et wär awer och am Interêt vun eiser Ekonomie wierklech un der Zäit, datt mer géife bei der Visavergab och zu esou engem Accord mat eisen EU-Memberstaate kommen, datt wierklech do och op all europäescher Ambassade am Ausland kéinte Visas de long séjour gemaach ginn. Dat géif legal Piste vun der Migratioun vereinfachen, eppes, wat haut net de Fall ass a wat definitiv och vun der Ekonomie gefrot gëtt.

Haut ass et esou, datt een, jee nodeem, vu wou een ass, als Éischt emol e puer Dausend Kilomeeter muss reesen, fir iwwerhaupt e Visa de long séjour fir Lëtzebuerg kënnen a säi Pass gepecht ze kréien, obwuel een all d'Konditionnen erfëllt. Dat ass, mengen ech, och haut net méi zäitgeméis, wann d'EU an all de Länner vertrueden ass. An dofir sollte mer, an dat ass e bësse meng Invitatioun un den Ausseminister, vläicht op europäeschem Plang dofir Lobbyaarbecht maachen, datt mer och op där Pist eng Kéier weiderkommen.

Merci. Mir ginn eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dir hutt elo justifiéiert, datt mer e Basismodell gewielt hunn a keen „avec rapport et sans débat“. Merci dofir. Dann den Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci. Bon, ech hunn näischt méi dozouzufügen a mir ginn och eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

D'Regierung wëllt d'Wuert huelen.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech wëll dem Rapportier Merci soen, mee virun allem och der Chamber, well

dass mer no deenen zéng Méint – ech weess, dass et spéit erakomm ass, och zéng Méint vum Conseil d'État – elo den Text haut kënn stëmmen, ass fir eis ganz, ganz wichteg. An dofir wëll ech Iech allegueren hei Merci soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat ass d'Diskussioun dann elo ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8454. Den Text steet am Document parlementaire 8454⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8454 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentiuon. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Zeimet), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Marc Lies), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

16. 8659 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'apurement des comptes de la Cour des comptes, de l'Ombudsman, du Centre pour l'égalité de traitement et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

A mir schléissen elo d'Sëtzung vun de Mëtte mat dem Änderungsverschlach vum Chambersreglement 8659 of iwwert den Apurement vun de Konte vun der Cour des comptes, vum Ombudsman, vum Centre pour l'égalité de traitement a vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Et ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat“. Domat huet d'Rapportrice fënnf Minutten. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum

Änderungsverschlach, d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech brauch keng fënnf Minutten, well mir huelen am Fong just en Alinea aus dem Reglement eraus, dee bis elo virgesinn huet, dass d'Konte vun dem Ombudsman, dem Centre pour l'égalité de traitement, dem OKaju, dem Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, an der Cour des comptes zum selwechte Moment gemaach gi wéi d'Konte vun der Chamber. Well mer déi Prozedur geännert hunn an hinnen awer wëlle méi Zäit loossen, huele mer deen doten Alinea eraus. An ech géing Iech do natierlech ëm Är Zoustëmmung bidden.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

An da komme mer och direkt zur Ofstëmmung iwwert den Änderungsverschlach vum Chambersreglement 8659. Den Text steet am Document parlementaire 8659¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8659

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An och hei ass de Vott elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Dësen Änderungsverschlach vum Chambersreglement ass also eestëmmeg ugeholl gi mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Octavie Modert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Laurent Zeimet), Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.23 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 44
M. Claude Wiseler, Président
2. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 44
M. Claude Wiseler, Président
3. **Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert** p. 44
Exposé : Mme Paulette Lenert
4. **Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'accès aux réseaux sociaux des jeunes suite à la légifération en Australie introduisant une interdiction aux moins de 16 ans** p. 44
Exposé : Mme Mandy Minella (dépôt de la motion 1)
Débat : M. Ricardo Marques | M. Ben Polidori
5. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Polidori** p. 47
Exposé : M. Ben Polidori
6. **Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'accès aux réseaux sociaux des jeunes suite à la légifération en Australie introduisant une interdiction aux moins de 16 ans (suite)** p. 47
Débat (suite) : M. Ben Polidori (dépôt de la motion 2) | M. Fred Keup (intervention de Mme Corinne Cahen) | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prises de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Djuna Bernard (parole après ministre) | Mme la Ministre Elisabeth Margue (intervention de Mme Djuna Bernard) | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Motion 1 : Mme Mandy Minella | M. Fred Keup | M. Ricardo Marques | Mme Djuna Bernard | M. Ben Polidori | M. Sven Clement | M. David Wagner
Vote sur la motion 1 (adoptée)
Motion 2 : M. Ben Polidori | M. Sven Clement | Mme Djuna Bernard | Mme Mandy Minella | M. Ricardo Marques | M. Fred Keup | M. Ben Polidori
Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)
7. **8613 – Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'article 3 de l'Accord modifié entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, fait à Sarrebruck et Luxembourg, le 28 avril 2025** p. 54
8614 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant l'article 3 du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le « Landkreis Merzig-Wadern » sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl », fait à Merzig et Luxembourg, le 28 avril 2025
Rapports de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
Discussion générale : M. Ricardo Marques | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8613 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8614 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8609 – Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal** p. 57
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino
Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Sven Clement | M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8609 et dispense du second vote constitutionnel
9. **Question élargie n° 69 de Mme Joëlle Welfring au sujet des aides couplées aux cultures maraîchères et sur l'utilisation des fonds pour l'année 2025** p. 59
Mme Joëlle Welfring | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mme Joëlle Welfring | Mme la Ministre Martine Hansen (intervention de Mme Joëlle Welfring)
10. **Question élargie n° 66 de M. Meris Sehovic au sujet de la sécurité, conformité et réglementation des trottinettes électriques au Luxembourg** p. 61
M. Meris Sehovic | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Meris Sehovic | Mme la Ministre Yuriko Backes
11. **8604 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires** p. 63
Rapport de la Commission de la Défense : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Alex Donnersbach | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8604 et dispense du second vote constitutionnel
12. **8410 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de la culture** p. 67
Rapport de la Commission de la Culture : M. André Bauler
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Georges Engel | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum | M. André Bauler
Prise de position du Gouvernement : M. Eric Thill, Ministre de la Culture
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8410 et dispense du second vote constitutionnel
13. **8511 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre** p. 71
Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Jeff Boonen
Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Gusti Graas (intervention de M. André Bauler) | Mme Claire Delcourt | M. Michel Lemaire (dépôt d'une demande de vote séparé sur l'article 1) | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 8511 (adopté)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8511 et dispense du second vote constitutionnel
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président
- Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun enger parlamentarescher Kommissioun ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Commission des Comptes ersetzt den Här Luc Emering d'Madamm Mandy Minella.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvorschläg?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Dépôt d'une motion par Mme Paulette Lenert

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech eng Demande de prise de parole vun der Madamm Paulette Lenert fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Gëschter, wann een d'Press suivéiert huet, konnt ee liesen, dass mer eng Affär hunn, déi sech ubaant hei am Land. Bon, et gëtt eppes wéi d'Présomption d'innocence, mee zumindest steet am Raum, dass eng Rei Patiente Schwiereregkeeten haten no Operatiounen. Et ass en Dokter, dee suspendéiert ginn ass vu senger Aktivitéit, wat eng gewësse Gravitéit huet.

An deem Sënn ass et mer wichteg, haut op eppes zréckzekommen, wat mer u sech alleguerten zesummen am Plan national santé festgehal haten. Ënnert der viregter Regierung ass esou e Plang ausgeschafft ginn, zu deem och déi heite Regierung sech bekannt huet. An do ass e Kapitel, dat justement eeben där doter Problematik dedéiert ass. Et ass gemeinsam festgestallt ginn an deem Plang, dass mer do nach Loft no uewen hunn, wat d'Qualitéitskontroll ugeet, dass dat en Terrain ass, deen nach muss beaarbecht ginn hei am Land. An et ware kloer Proposen do, fir méi a Richtung vun enger Evaluatioun ze goen, wéi Operatiounen verlafen, fir och systematesch de Patient ze héieren no Operatiounen, fir entgéintzuehuelen, Daten ze sammelen, ob et Schwiereregkeete gëtt duerno, dat alles am Sënn vun enger besserer Prise en charge.

An deem Sënn géif ech haut eng Motioun ofginn, fir d'Regierung ze bidden, op där doter Achs weiderzeschaffen. Mir si sou gutt wéi an der Halbzeit vun dëser Legislatur an op deem dote Feld vun der Qualitéitsevaluatioun vun den Interventiounen bei de Patienten ass menges Wëssens nach net ganz vill geschitt. Ech denken, dat, wat mer gëschter konnte liesen, soll e kleng Weckruf sinn. Mir wënschen eis alleguerten, dass et vläicht e falschen Alarm ass. Mee och wann et dat souguer nëmmen ass, da bleift de Fait am Raum, dass mer zu Lëtzebuerg net opgestallt sinn, fir esou Fäll systematesch ze beaarbechten.

Aner Länner sinn eis do wäit viraus. Dat ass eppes, wou mer als LSAP gäre géifen drop insistéieren, dass d'Regierung do soll weiderschaffen, acceleréieren an eppes en place setzen, fir dass mer esou wéi aner Länner och do besser opgestallt sinn an de Patienten och kennen déi néideg Assurance ginn.

Informatiounen wéi déi dote sinn net gutt. Dat ass net gutt fir d'Vertrauen an de Gesundheitssystem. D'Leit stelle sech Froen, an dat solle se net müssen. Wann de System esou opgestallt ass, dass Garantien dran agebaut sinn, dass eng gewësse Systematik agebaut ass, fir ze kontrolléieren, wat mat de Patiente geschitt, dass si och en Ouer fanne fir de Suivi vun hiren Operatiounen, dass se gehéiert ginn, wéi se sech spieren, ob et e Succès war oder net, dann ass dat jiddwerengem dénglech an un éischter Stell och dem System selwer an där concernéierter Dokterschaft, déi sécherlech keen Interêt huet, schwaarz Schof ënnert sech ze hunn. An deem Sënn géif ech déi Motioun hei deposéieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant les informations graves et préoccupantes récemment relayées par la presse nationale concernant des soupçons d'interventions orthopédiques du genou pratiquées sans indication médicale suffisamment fondée, informations qui ont suscité une vive inquiétude parmi les patients et au sein de l'opinion publique ;

– considérant que ces révélations médiatiques, indépendamment des procédures judiciaires ou disciplinaires en cours ou à venir, mettent en lumière des fragilités structurelles dans les mécanismes actuels de contrôle de la qualité, de la pertinence et de la traçabilité des interventions médicales ;

– considérant que la confiance des patients dans le système de santé repose non seulement sur l'excellence médicale, mais aussi sur l'existence de dispositifs transparents, préventifs et systématiques permettant de détecter et d'éviter des actes potentiellement non nécessaires avant qu'ils ne surviennent ;

– considérant que le Plan national santé du Grand-Duché de Luxembourg constitue le cadre stratégique de référence pour l'évaluation du système de santé, en plaçant explicitement la qualité des soins, la pertinence des interventions médicales et l'expérience vécue par les patients au cœur de l'action publique ;

– considérant que ce plan identifie clairement la nécessité de développer des instruments modernes de mesure de la qualité, notamment les patient-reported outcome measures (PROMs) et les patient-reported experience measures (PREMs), afin de compléter les indicateurs cliniques et administratifs existants ;

– considérant que, malgré cette orientation stratégique affirmée, la mise en œuvre concrète et systématique de tels mécanismes demeure aujourd'hui insuffisante, ce que l'actualité récente vient dramatiquement rappeler ;

– considérant que les interventions orthopédiques constituent un domaine particulièrement sensible, dans lequel la frontière entre indication médicale et bénéfice réel pour le patient peut s'avérer difficile à apprécier en l'absence d'une documentation préopératoire standardisée et traçable ;

– considérant que la chirurgie de la cataracte offre un autre exemple emblématique, largement documenté au niveau international, d'une intervention généralement efficace mais sujette à des variations importantes de pratiques, pouvant conduire à des opérations prématurées ou non nécessaires lorsque l'impact fonctionnel et la qualité de vie du patient ne sont pas suffisamment objectivés avant l'acte ;

– considérant que, dans ces deux domaines, une fois l'intervention chirurgicale réalisée, il devient extrêmement difficile de démontrer a posteriori son inutilité, ce qui renforce l'importance de mécanismes préventifs fondés sur la documentation des indications et sur l'expression du ressenti des patients ;

– considérant que de nombreux pays européens et réseaux hospitaliers internationaux ont déjà mis en place des registres de qualité et des systèmes de collecte structurée de données cliniques et de résultats rapportés par les patients, permettant une surveillance continue des pratiques, une réduction des variations injustifiées et une amélioration durable de la qualité des soins ;

– considérant que ces instruments constituent des outils de bonne gouvernance, de transparence et de protection des patients, et non une remise en cause de la liberté thérapeutique,

invite le Gouvernement à

– tirer sans délai les enseignements des informations récemment portées à la connaissance du public par la presse, en accélérant la mise en œuvre des orientations du Plan national santé relatives à la mesure de la qualité et de la pertinence des soins ;

– instaurer un cadre national structuré de collecte et d'analyse des résultats et de l'expérience rapportés par les patients (PROMs et PREMs) ;

– rendre obligatoire, pour certaines interventions chirurgicales ciblées, la documentation standardisée des indications préopératoires, incluant des critères cliniques objectivables ainsi que l'évaluation de l'impact fonctionnel et de la qualité de vie du patient avant l'intervention ;

– développer des registres nationaux de qualité des soins, notamment en orthopédie et en ophtalmologie, permettant un suivi comparatif des pratiques, des résultats et des variations entre établissements ;

– intégrer de manière systématique la voix du patient dans l'évaluation de la pertinence et de la qualité des soins, conformément à l'approche de santé centrée sur le patient promue par le Plan national santé ;

– s'inspirer des meilleures pratiques internationales et à renforcer la coopération avec des initiatives européennes et internationales en matière de mesure de la qualité des soins fondée sur la valeur et les résultats pour les patients.

(s.) Paulette Lenert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

4. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'accès aux réseaux sociaux des jeunes suite à la législation en Australie introduisant une interdiction aux moins de 16 ans

An da géinge mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtze kommen, an zwar zu der Aktualitéitsstonn iwwert den Zougang zu sozialen Netzwierker fir Jonker, nodeems déi australesch Gesetzgebung dëse fir déi Jonk ënner 16 Joer verbueden huet, enger Aktualitéitsstonn, déi vun der DP-Fraktioun ugefrot ginn ass. Am Chamberreglement steet, datt den Auteur vun der Aktualitéitsstonn 10 Minuten huet, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite 5, d'Regierung 15. Et hu sech schohn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, den Här Ben Polidori, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Mandy Minella als Vertrieederin vun der DP-Fraktioun. Madamm Minella, et ass un Iech.

(Mme Mandy Minella retourne à sa place pour récupérer une motion.)

(Hilarité)

Elo ass et un Iech. Kee Problem.

Exposé

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, déi meescht vun eis hei am Sall haten eng Jugend ouni Handy, ouni Smartphone, ouni Internet – an natierlech och ouni Social Media. Wann ee sozial Interaktiounen ausserhalb vun doheem wollt, huet ee missen eraus bei d'Leit goen.

Wann ech als Kand eraus spille gaange sinn, op d'Strooss oder mat de Kollegen op d'Spillplaz, hu meng Eltere mech ëmmer drun erënnert: „Schwätz net mat frieme Leit! Géi mat kengem mat, deen s de net kenns! Bleif ëmmer do, wou mer dech gesinn!“ Mat de Smartphones an duerch Social Media huet viles geännert. Wëssen d'Elteren, mat weem hir Kanner interagieren, och wa se direkt nieft hinne setzen?

Australien huet d'Risiken erkannt a Kanner a Jugendlecher ënner 16 Joer den Accès op Social Media verbueden. Als Erwuessenen, dee sech de Risike bewosst ass, an als Mamm war et mer wichteg, dëse Sujet och hei an der Chamber unzeschwätzen. D'Fro, ob déi Jonk sollen Accès zu Social Media hunn, dat ass keng Niewesaach. Si geet un d'Häerz vun eiser Verantwortung als Politik, als Gesellschaft, mee awer och als Elteren.

Vill Social-Media-Provider setze fir d'EU de facto e Mindestalter vun 13 Joer fest. Dat ass awer an der Reegel vun de Plattformen selwer a kee gesetzlecht Verbuet. Et ass eng Reegel, déi net wirklech kontrolléiert gëtt. Australien huet den 10. Dezember 2025 e staarkt Zeeche gesat: de Gebrauch vun de soziale Meedie fir Mannerjäreger ënner 16 Joer gesetzlech anzeschänken. Dës Entscheidung huet weltwäit Reaktiounen ausgeléist. Verschiddener schwätze vun engem ze staarken Agrëff an d'Fräiheet vun de Kanner, anerer gesinn doranner awer eng laang erwaarte Schutzmoossnam.

Mat dëser Aktualitéitsstonn wollt ech dofir en Denkestouss ginn, fir ze diskutieren, ob mir net net och konkret Moossname sollen huelen, fir eis Kanner ze schützen.

Sozial Netzwerk si fir vill Jonker en integralen Deel vun hirem Alldag. Si definieren, wéi Frëndschaften entstinn, wéi ee sech selwer gesäit, wéi een d'Welt versteet. Genée dat ass e wichtige Punkt. Kanner a Jugendlecher sinn nach an hirer Entwécklung. Si mussen hir Perséinlechkeet, hiert Selbstwäertgefühl, hiren Ëmgang mat Kritik a Frustratioun nach stärken. Och d'Fro no enger rasonabler Bildschiermzäit kënne si selwer nach net wirklech gutt aschätzen.

Eis Kanner liewen an enger stänneger Kompetitioun, engem permanente Verglach. E Verglach, bei deem net d'Realitéit gezielt gëtt, mee gefiltert Biller, perfekt Momenter, inzenéiert Liewen. Oder Gewalt, pornografesch Inhalter. Dobäi: en ongefilterten Zougang zu Drëtten. Kënne mir, wëlle mir dat verantworten?

De sozialen an emotionalen Drock, deen duerch dës Plattformen entsteet, ass immens grouss. Et geet net méi drëm, einfach nëmmen dobäi ze sinn. Et geet drëm, permanent present ze sinn, ze reagéieren, ze posten, ze liken a geliket ze ginn. Deen, deen net matmécht, dee riskéiert sozial Ausgrenzung.

Der JIM-Studie vun 2025 no si Jugendlecher tëschent 12 an 19 Joer den Dag duerschnëttlech 3 Stonnen an 52 Minutten um Smartphone. Bei deenen 12- bis

13-Järege wieren et 2 Stonnen a 46 Minutten – verlueren Zäit, well se engem näischt bréngt, an Zäit och, déi net genotzt gëtt, fir sech mat Sport a Beweegung fit a gesond ze halen an d'Motorik ze entwéckelen.

Wat d'mental Gesondheet ugeet, liwweren d'Donnéeën aus der HBSC-Ëmfro vun 2022 zu Lëtzebuerg en erschreckende Fazit: Eng bzw. ee vu fënnf Schü勒innen a Schüler am Alter vun 11 bis 18 huet e Risiko, ënner Depressiounen ze leiden. Iwwer een Drëttel vun de Jonken huet Angschtsymptomer. An et geet nach méi wäit: National Zuele weisen, datt bei de 15- bis 29-Järege zu Lëtzebuerg am Joer 2022 de Suizid déi éischt Doudesursaach war.

An nach eng Zuel muss eis alarméieren: D'WHO huet 2024 am Kader vun der HBSC-Etüd gewisen, dass problematesch Social-Media-Benotzung bei Jugendlechen tëschent 2018 an 2022 vu 7 op 11 % geklommen ass. Mir schwätzen hei net just vu vill Zäit online, mee vun Notzung mat suchtänleche Symptomer: Kontrollverloscht, Craving a Stress, wann een net kann online sinn.

An dësem Kontext wëll ech och iwwer Cybermobbing an Hatespeech schwätzen. Ech selwer war während menger eegener Tenniskarriär an och a menge jonke Joren domadder konfrontéiert. D'Messagë si vun Insultë bis hin zu Morddrounge géint mech, meng Famill a meng Kanner gaangen. Et weist, wéi séier et eskaléiere kann, wann d'Leit sech hannert engem Ecran verstoppen a wann d'Grenz tëschent Kritik a Grausamkeet och einfach net méi existéiert. An elo stellt Iech vir, wat dat mat engem 12-, 13- oder 14-Järege mécht, deen nach guer keng Maturitéit huet, fir sech dogéint ze wieren, an deen dacks och net weess, u wien e sech an deene Momenter dann och soll wenden.

D'WHO huet 2024 festgestallt, dass all sechst Schoulkand Affer vu Cybermobbing ass. An d'Konsequenzen, déi kënnen heftig sinn: Schimmt, Angscht, Isolatioun, Schlofproblemer an heiansdo leider och Selbstschiedegung.

E weidere ganz wichtige Punkt ass den Zougang zu Inhalter, déi fir Kanner a Jugendlecher net géeeegent sinn. Reegelen an Alterslimitte gi leider allze oft ëmgaang. Gewaltverherrlechend Videoen, sexualiséiert Inhalter, extremistesche Messagen, Fakenews, dat ass alles Deel vun enger digitaler Realitéit, déi schwéier ze kontrolléieren ass an déi eis Gesellschaft an eis Wäerter a Gefor bréngt.

An da schwätze mer och emol vun deem, virun deem eis fréier och dann eis Eltere gewarnt hunn: Online-reseae sinn e Schutzraum fir Pedokrimineller. Friem Leit hunn et immens einfach, op Social Media mat Mannerjärege a Kontakt ze kommen. Et ass ze einfach, mat Fakeprofilen Kontakt opzebauen a Vertrauen ze schafen, fir duerno Drock auszeüben. Ob et sech ëm Belästegung, Grooming oder psychesch Manipulatioun handelt, d'Risiken, déi si reell a si ginn all Dag vun de Fachleit bestätegt. Déi Jonk sinn déi éischt Affer.

Ech hunn natierlech och Leit héieren, déi mer gesot hunn, dass d'Elteren d'Grenze musse setzen, net de Legislatuer. D'Eltere sollen entscheiden, wat hir Kanner dierfen a wat net. Op den éischte Bléck kléngt dat no gesondem Mënscheverstand. Mee an der Praxis ass et awer immens problematesch. Elteren, déi stinn ënner Drock, net nëmme vun hire Kanner, mee och vun deem ganze sozialen Ëmfeld. Wann déi eng Elteren Zougang erlazen an déi aner net, dann entsteet en Ongläichgewicht, an dat belaascht virun allem d'Kanner. Si kommen an eng Zwangssituatioun, an där si sech entweder ausgeschloss fillen oder hir Elteren als streng an ongerecht erliewen. Ass dat eng

fair Verantwortung, mat där mir d'Familljen eleng loosse sollten?

Dofir geet eng individuell an och eng reng national Léisung net duer. Mir brauchen eng kollektiv, kloer a fair Reegelung op europäeschem Niveau, déi fir jidderee gëllt a keng Ausnahme kennt. D'Noutwenegkeet vun enger Alterslimitt bei de sozialen Netzwerk op EU-Niveau, déi läit op der Hand. Dës sozial Reseae funktionéieren iwwer Grenzen eraus, an nëmmen eng gemeinsam europäesch Reegelung kann effektiv eng Wirkung erbaäffieren.

An deem Sënn, Här President, wëll ech Iech dës Motioun iwwerrechen, fir déi ech virdrun zrëckgesprint sinn, ënnerschrifft vun deenen zwou Majoritéitsfraktiounen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle central dans la vie sociale, culturelle et l'accès à l'information des enfants et des jeunes ;

– considérant que le numérique offre de nombreuses opportunités, mais expose aussi les mineurs à des risques spécifiques, notamment le cyberharcèlement, l'accès à des contenus inadaptés, la désinformation et des effets négatifs sur la santé mentale ;

– considérant les nombreux efforts déjà entrepris en la matière par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) dans le domaine du cyberharcèlement, notamment en matière de sensibilisation, de prévention et de soutien aux victimes, que ce soit au niveau des établissements scolaires, des SepAS, du CePAS, de BEE SECURE, du Service des droits de l'enfant ou encore des Eltereforen, ainsi que dans l'éducation au numérique et aux médias ;

– considérant qu'une interdiction des smartphones est déjà en vigueur dans les écoles fondamentales et les maisons relais, et qu'une restriction s'applique dans l'enseignement secondaire ;

– considérant que plusieurs études nationales et internationales, notamment celles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'enquête HBSC, montrent une détérioration préoccupante de la santé mentale des enfants et des adolescents, liée à un usage intensif et insuffisamment encadré des réseaux sociaux ;

– considérant que les règles actuelles sur l'âge minimum d'accès reposent surtout sur l'autorégulation des plateformes et sur des déclarations d'âge, sans contrôle suffisamment fiable et efficace ;

– considérant que ces plateformes agissent à l'échelle européenne et mondiale, ce qui limite l'efficacité de mesures strictement nationales ;

– considérant que plusieurs États membres de l'Union européenne débattent actuellement de mesures similaires, et que certains pays, notamment l'Australie et la France, ont récemment adopté ou annoncé des initiatives pour mieux encadrer l'accès des mineurs aux réseaux sociaux ;

– considérant qu'il revient aux pouvoirs publics d'établir un cadre clair, équilibré et proportionné pour protéger les enfants et les jeunes, tout en respectant les libertés individuelles, les droits fondamentaux et la protection des données ;

– considérant qu'une réglementation européenne harmonisée offrirait davantage de cohérence entre États membres, renforcerait la sécurité juridique et apporterait plus de clarté aux familles comme aux plateformes, invite le Gouvernement à

– affirmer sa position en faveur d'un renforcement de la protection des enfants et des jeunes sur les réseaux

sociaux, notamment en soutenant l'introduction d'une limite d'âge contraignant l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans ;

– s'engager activement, au sein du Conseil de l'Union européenne, en vue de l'adoption d'un cadre réglementaire commun prévoyant une limite d'âge juridiquement contraignante, assortie de mécanismes fiables et proportionnés de vérification de l'âge, respectueux de la vie privée, de la protection des données et des droits fondamentaux ;

– soutenir, en l'absence d'une approche européenne aboutie, une initiative conjointe avec les pays voisins du Luxembourg (Allemagne, Belgique, France) visant à promouvoir une limite d'âge contraignante interdisant l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans et, en dernier ressort, examiner la mise en œuvre d'une telle limite au niveau national ;

– soutenir l'introduction d'une obligation légale imposant aux plateformes de mettre en place des mécanismes de vérification d'âge fiables, proportionnés, technologiquement neutres et pleinement respectueux de la vie privée et des données personnelles ;

– veiller à ce qu'une réglementation européenne prévoit des mécanismes de contrôle effectifs et des sanctions proportionnées et dissuasives à l'encontre des plateformes ne respectant pas leurs obligations ;

– afin de renforcer, dès le plus jeune âge, la santé mentale des enfants, promouvoir l'éducation au numérique et aux médias, en développant des programmes adaptés visant notamment la compréhension des mécanismes des plateformes, la prévention du cyberharcèlement, le développement de la pensée critique, la sensibilisation aux risques liés aux contenus inadaptés et à la désinformation, ainsi que l'apprentissage de la protection des données et du respect de la vie privée ;

– renforcer les moyens des institutions nationales compétentes chargées de mettre en œuvre, contrôler et faire respecter une limite d'âge contraignante, notamment en matière d'expertise technique, de coordination et de supervision, en associant notamment les autorités concernées ;

– promouvoir une application plus ambitieuse du Digital Services Act (DSA) en matière de protection des mineurs, notamment en renforçant les obligations des plateformes pour identifier, évaluer et réduire les risques systémiques portant atteinte à la sécurité, au bien-être et à la santé mentale des mineurs, ainsi qu'en luttant contre les interfaces trompeuses et les mécanismes favorisant l'usage compulsif ou addictif (« dark patterns ») ;

– veiller à ce que toute initiative réglementaire s'inscrive dans une approche globale combinant protection, responsabilisation, prévention, innovation et renforcement de l'éducation aux médias et à l'usage critique du numérique.

(s.) Mandy Minella, Gilles Baum, Ricardo Marques.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Mandy Minella (DP) | Eng Altersbeschränkung mécht dann awer och nëmme Sënn, wa se effektiv ëmgesat gëtt. Mir brauchen zuverlässig Systemer fir d'Altersverifikatioun. Eng einfach Selbsterklärung, wou ee just brauch op e Knäppchen ze drécken, dat geet net duer. Gläichzäiteg mussen d'Rechter op Dateschutz respektéiert ginn. D'Problematik ass komplex, eng Léisung batter néideg. De Schutz vun de Mannerjärege muss awer Prioritéit hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Mandy Minella (DP) | Déi europäesch Reegelen mussen net nëmme festgeluecht, mee och konsequent applizéiert a verstärkt ginn. Plattformen schafen d'Ëmfeld, an deem eis Kanner sech bewegen. Hir Verantwortung ass enorm a muss dofir kloer definéiert a kontrolléiert ginn.

Genausou wichteg ass d'Preventioun an d'Sensibiliséierung. Jonk Leit mussen iwwert d'Risiko vun de sozialen Netzwierker, iwwer Dateschutz, iwwer psychologischen Drock an iwwer Manipulatioun opgekläert ginn. Eng Altersbeschränkung eleng, dat ass kee Wonnerméttel. Si muss Hand an Hand goe mat enger staarker a fréizäiteger Bildung am digitale Beräich. An do hu mir zu Lëtzebuerg wierklech schonn eng Rei Instrumenter, op déi mir och an Zukunft opbaue kënnen.

Meediekompetenz ass e feste Bestanddeel vun eiser Bildungspolitik. Kanner a Jugendlecher léieren, wéi digital Meedie funktionéieren, wéi Informatiounen kritesch hannerfrot ginn a wéi ee sech verantwortungsvoll online behält. An Zäite vu Kënschtlecher Intelligenz, wou een dat Richteg vum Falschen net méi ënnerscheede kann, spille souwuel d'Eltere wéi och d'Enseignanten eng entscheidend Roll.

Ganz wichteg sinn dofir d'Initiative vu BEE SECURE. Si sensibiliséiere Schülerinnen a Schüler, mee och Elteren an Enseignanté fir Theeme wéi Dateschutz, Cybermobbing, Onlinegeforen a gesonden Ëmgang mam Ecran. Och nei Instrumenter wéi de KI Kompass hëllefen de Jonken ze verstoen, wéi Kënschtlech Intelligenz funktionéiert, wéi Algorithmen Entscheedungen beaflossen a wéi ee sech an enger ëmmer méi automatisierter Welt orientéiere kann.

Mee mir däerfen eis och näischt virmaachen: Meediekompetenz ass eng essenziell Ergänzung, mee si eleng kompenséiert net de Bedarf vu kloer Reegelen. Genee do läit d'Balance, déi mir musse fannen: Kanner staark maachen duerch Educatioun, mee si gläichzäiteg schützen duerch e gesetzleche Kader. Dëse soll net am Widdersproch zur Fräiheet stoen, mee eng Viraussetzung dofir sinn.

An dofir wëll ech Australien felicitéieren. Net well do elo alles perfekt ass. Och bei hinne gëtt et Diskussiounen. Mee si hu Courage gewisen, an dee Courage huet e konkreten Impact. Och Frankräich geet elo op de Wee a wëll den Zougang zu sozialer Meedie fir Jonker per Gesetz staark reglementéieren. Fir Jugendlecher tëscht 15 an 18 Joer ass beispillsweis eng automatesch Spär vun de sozialen Netzwierker an der Nuecht ugeduecht. Och hei soll déi mental Gesondheet vun de Jonke geschützt an d'Risiko vu Sucht, Cybermobbing an Iwwerexpositioun reduzéiert ginn.

Ech sinn der Meinung, dat e Verbuet vum Zougang zu sozialer Meedie fir Kanner a Jugendlecher ënner 16 Joer noutwendeg ass – am Idealfall op europäeschem Niveau, kloer, fair an ëmsetzbar. Lëtzebuerg soll dës Debatt aktiv matgestalten an eng Virreiderroll iwwerhuelen.

Et geet ëm eis Kanner. Et geet ëm eis Jugend. Hiert Wuel an hir Gesondheet sinn essenziell. Si mussen eis Prioritéit sinn. An dofir solle mer eis Diskussiounen, och wa se net ëmmer einfach sinn, och net verschléissen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella.

An deem éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Très bien!

(Hilarité)

Débat

M. Ricardo Marques (CSV) | Här President, ... (Interruption)

... Léif Kollegeinnen a Kollegen, ech hunn nach net ugefaangen.

(Hilarité)

Fréier ware vill Eltere besuergt, wann hir Kanner ze laang dobausse waren. Si haten Angscht virum deem, wat baussen op der Strooss kéint geschéien. Haut ass et dacks ëmgedréit: Vill Elteren hunn net déi gréisst Angscht virum Baussen, mee virum deem, wat hannernt der Kummerdier, hannernt dem Ecran geschitt, well do ass d'Welt immens, do ass d'Welt séier, haart an dacks ouni genuch Schutz.

D'sozial Netzwierker gehéieren haut zum Alldag vun eis alleguer a virum allem vun eise Jugendlechen. Jo, si sinn eng Plaz vum Austausch, vun der Kreativitéit an der sozialer Vernetzung. Mee mir däerfen net aus den Ae verléieren, dass d'Aart a Weis, wéi dës Plattformen haut funktionéieren, e reelle Risiko fir d'Gesondheet vun eise jonke Mënschen duerstellt – besonnesch fir hir mental Gesondheet.

Jo, an der digitaler Welt entwéckele mir all eng digital Versioun vun eis. An der wëssenschaftlecher Literatur gëllt dat als den digitalen Ech. Den digitalen Ech ass heiansdo méi schéin, méi witzeg, méi beléift, méi populär wéi de richtegen Ech. E kritt Applaus, e kritt Likes a souguer Häerzercher.

Als Psycholog hunn ech Jugendlecher begleet, déi mir gesot hunn: „Ech weess net méi, wien ech sinn, wann ech net online sinn.“ Dat ass eng Distorsioun vun der Identitéit, wa si net méi wëssen, wéi eng Versioun vun hinne si fleege mussen. Dat ass net ouni Konsequenzen. Dat geet ganz kloer aus enger ëmfaassender Analys vun der franséischer Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail iwwer. Iwwer fënnf Joer – iwwer fënnf Joer! – goufen iwwer 1.000 wëssenschaftlech Etüden zu den Auswierkungen vun de sozialen Netzwierker op d'Gesondheet analyséiert. 1.000 wëssenschaftlech Etüden, déi Resultater zeechen, déi ganz kloer an alarméierend sinn.

D'Plattformen, op deenen déi jonk Leit a mir all esou gären ënnerwee sinn, sinn net neutral. A genau hei läit d'Kromm an der Heck: D'Plattformen sinn esou opgebaut, dass se d'Opmierksamkeet vun de User bannen a Benotzer esou laang wéi méiglech um Bildschirm halen. Algorithmen analyséieren all Klick, all Like, all Interaktioun an offrëieren ëmmer méi gezielte Inhalter, déi déi nimmlecht kognitiv Belounungssystemer aktivéieren, wéi wann een am Casino zu Las Vegas sëtze géif.

D'Addictioun ass eng ganz labill Period. D'Fäegkeet, d'Emotiounen ze reguléieren, dem Drock standzehalen oder Inhalter kritesch anzuschätzen, ass nach net voll entwéckelt. Sozial Netzwierker notzen awer genee dës Schwächen aus: de Besoin no Unerkennung, no Vergläich, no Sensatiounen. Dat kann zu engem richtege Sog féieren.

D'Konsequenzen fir d'Gesondheet si gutt dokumentéiert a glaskloer. Engersäits féieren idealiséiert a manipuléiert Biller, déi jo dacks op de soziale Reseauen zirkuléieren, zu enger Ofwärtung vum eegene Selbstbild, besonnesch bei jonke Meedercher. Anerersäits gesi mir vill Formen vu Schlofstéierungen, well d'Notzung bis spéit an d'Nuecht erageet. Besonnesch alarméierend ass och d'Verstärkung vu riskantem Verhalten. Algorithmen kënnen Inhalter iwwer Selbstverletzung, Drogen, extrem Diäten oder Suizidgedanken ëmmer nees an nees weisen a sou eng geféierlech Spiral ausléisen.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, dës Erkenntnisser verpflichten eis ze handelen. Mee mir musse mat Fangerspëtzegefill un d'Saach erugeen. Duerch den iwwerméissege Konsum vu sozialen Netzwierker liewen

déi Jonk an enger digitaler Bull, mee si liewen do, an och wa mer a beschter Absicht hei handeln, fir hinnen déi reell Welt nees zrëckzeginn, dann huele mer hinnen awer mat engem Verbuert dach en Deel vun hirer Welt ewech. Mir mussen hinnen eis Decisiounen also gutt erklären a se verantwortungsvoll ëmsetzen.

Wéi gesäit et an der Praxis dann aus? D'Responsabilitéit dierf net op d'Elteren oder d'Schoulen eleng ofgewälzt ginn. D'Plattformen selwer mussen hir Verantwortung iwwerhuelen.

Éischtens bedeit et e konsequente Respekt vun der Alterslimit. Kanner ënner 16 Joer dierfen net einfach Zougang zu de sozialen Netzwerke hunn. Zouverlässeg Alterskontrollen an d'Zoustëmmung vun den Elteren mussen Standard ginn, net d'Ausnam.

Zweetens brauche mir eng grondleeënd Iwweraarbechtung vum Design vun de sozialen Netzwerke: keng manipulativ Interfacé méi, keng aggressiv Notifikatiounen, keng systematesch Verstärkung vu schiedlechen Inhalten. Gesondheetsschiedlech Content wéi Gewalt, Haass an extreem riskant Verhalen mussen konsequent ageschränkt ginn.

Drëttes ass eng staark Regulatioun noutwendeg. Den europäeschen Digital Services Act gëtt eis hei e wichtige Kader. Elo geet et drëm, dëse Kader och konsequent ëmzesetzen an ze kontrolléieren. Eng europäesch Léisung drängt sech also op. Et bréngt nämlech näischt, wa mir hei zu Lëtzebuerg den Zougang zu de Reseauen op 16 beschränken an dann eis Nopeschlänner beispillsweis d'Altersgrenz op 14 respektiv op 15 festsetzen.

Mee Regulatioun eleng geet net duer. Mir mussen och an digital Bildung a Preventioun investéieren. D'Jugendlech solle léieren, mat sozialen Netzwerke bewusst a kritesch ëmzegoen. Dës Preventioun muss zesumme mat hinnen entwéckelt ginn, well nëmmen esou ass se wierklech effikass.

Här President, fir d'CSV ass kloer, datt mir bis 16 Joer e securiséierten a limitéierten Accès zu de sozialen Netzwerke brauchen, mee mir si fir eng europäesch Léisung, ier national reglementéiert gëtt.

D'Manéier, wéi eis Jugendlech haut mat digitale Mee-dien ëmginn, wäert hir Relatiounen, hirt Selbstbild an hir Gesondheet och als Erwuessener prägen. Et ass eis Aufgab, hinnen e séchere Kader ze bidden, an deem d'Technologie dem Mënsch déngt, an net ëmgedréit. Dofir ass d'Sécherung vun de sozialen Netzwerke fir Jugendlech net nëmmen eng technesch oder juristesche Fro, mee eng zentral Erausforderung vun der öffentlicher Gesondheet an der gesellschaftlecher Verantwortung. Här President, well den digitalen Ech soll nees méi no un de richtegen Mënsch kommen. A fir dat ze erreechen, brauche mir Reegelen, déi Kanner schützen, an net Algorithmen, déi si ausnutzen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Madamm Minella e grouse Merci dofir, dëst Thema haut op den Ordre du jour setze gelooss ze hunn. Ech mengen, et ass e ganz wichtegt Thema an et ass och en Thema, wou mer an der Gesellschaft spieren, datt et ëmmer méi an d'Diskussioun kënnt. Dofir e grouse Merci, dass mer et haut heibanne kënnen beschwätzen.

D'sozial Netzwerke, déi gi meeschtens jo vu groussen auslänneschen Techfirmen besat. A mir mierken

och, dass do eng Retsch vun negative Konsequenzen op eis mental Gesondheet geschitt, a speziell och bei deene Jonken.

Ech als Papp vun zwee klengen Meederchen, an ech mengen, wéi mer e Freideg um Radio héieren hunn, och e ganze Koup Elteren, déi zesumme mat der Madamm Ministesch geschwat hunn, hunn déi selwecht Suergen: Wéi solle mer ons Jugend besser schützen bei deene Problemer, déi se haut do an deene Reseauen hunn?

Elteren, Enseignanten, Jugendstrukturen erliewen et all Dag: méi Drock, méi Onrou, méi Schlofproblemer, méi Vergläichszwang, Sucht, méi Cybermobbing an esou weider – meng Virriedner sinn och schonn op e ganze Koup vun deene Punkten am Detail agaan. An dat wéinst Plattformen, déi hire Businessmodell ganz kloer gezielt gemaach hunn, fir déi Jonk an och déi manner Jonk sou laang wéi méiglech hannert engem Ecran ze halen, dass mer wierklech mat eisem Gesiicht sou laang wéi méiglech um Ecran peche bleiwen. Dat ass de Modell, dee se haut fueren.

Vill Leit sinn an de soziale Meedien och vill méi aggressiv a verletzend – dat mierke mer och –, wéi se et wieren, wa se engem missten an d'Ae kucken an engem et riicht an d'Gesicht soen.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Fakenews verbreedt sech ëmmer méi séier mat engem wansinnigen Tempo. Extreem Positiounen ginn zur Normalitéit. Gewalt, och op de soziale Meedien, gëtt salonsfäeg gemaach a banaliséiert. A wa mer also gesinn, wéi vill Erwuessener sech vun de soziale Meedien an hirer Manipulatioun duerch d'Algorithmen negativ beaflosst loosse, da mussen mer eis, mengen ech, awer ganz konkret Suerge maachen, wat dat mat eise Jonke mécht. Do ass et nach vill méi schlëmm. An dat soe jo och x Etüden, wou der elo scho vill genannt goufen.

A bei enger Etüd vum Eurobarometer 2025 gëtt och gesot, dass 95 % vun de befragte Leit zu Lëtzebuerg derfir sinn, urgent Moosnamen ze huelen, fir d'Kanner besser ze schützen. An och déi Jonk selwer fuerderen dat. Am Rapport vu BEE SECURE Radar ënnerstëtzen 69 % vun de Jugendlechen an 88 % vun de jonken Erwuessenen eng Altersiwwerpräiung op de Plattformen. An ech mengen, datt mir heibannen – op alle Fall, mengen ech, kann ech dat mol soe vu menge Virriedner – ons gréisstendeels eens sinn, dass endlech eppes muss gemaach ginn, fir de Schutz vun onse Kanner ze verbesseren.

Mir wëssen, dass d'Zäit dréckt, mee mir kënnen awer net waarden, soudass mer erëm eng Generatioun den Algorithmen vu Meta, TikTok a Co einfach nokuken a si süchteng maache loosse an dat Ganzt onreguléiert loosse.

5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Polidori

Exposé

Dofir, Här President, deposéieren ech heimat emol am Numm vun der LSAP eng Proposition de loi. Wannechgelift.

8690 – Proposition de loi relative à la protection des mineurs sur les réseaux sociaux

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Dat awer mam Zil elo, fir eng Basis ze hunn, fir gemeinsam d'Aarbecht an de Kommissiounen weiderzeféieren. Mir hunn haut e gudden Ustouss vun der Diskussioun gehat. An ech

mengen, mir sollten och domat weiderfueren. Doweinst dësen Text.

Wat ech awer an dësem Gesetzestext also proposéieren, dat ass eeben, dass mer driwwer schwätzen, dass mer an de Kommissiounen driwwer schwätzen, dass mer elo domadde jo och d'Experte consultéieren. Mir kréien Avisen eran. Mir wäerten d'Zivilgesellschaft consultéieren. Elteren- a Jugendvertreeder wäerten sech saisiéieren, wéi awer och d'Leit, déi sech asetzen, fir eeben d'Rechter vun der Privatsphär weider ze verteidigen.

Ech wëll awer och direkt hei op dëser Plaz soen, dass och mir als LSAP kloer derfir sinn, dass et ideal wier, dass mir eng EU-wäit harmoniséiert Reegelung hätten. Och dofir sti mir.

Mee mir gesinn awer och, dass dat haut ze laang dauert, dass ëmmer erëm diskutéiert gëtt. An dat gesi mer och elo hei erëm. D'Kommissioun huet diskutéiert an och d'Europaparlament huet rezent méi staark Moosname gefrot, dorënner e Mindestalter vu 16 Joer fir d'sozial Meedien an eng absolut Grenz vun 13 Joer. An dës béid Positiounen sinn och an dësen Text agefloss.

Mee ech mengen awer och, dass mer national mussen elo eng Äntwert liwweren. An dat ass dat, wat mer heimmader wëllen erreechen: dass mer ons virbereeden, prett sinn, falls um europäesche Plang näischt geschitt, an dass mer net nach laang waarden.

Dofir eng Kéier kuerz d'Erklärung mat de Moosnamen, déi ech grad deposéiert hunn:

Ënner 13 Joer ass den Zougang zu de sozialen Meedien ganz verbueden.

Tëscht 13 a 15 Joer soll den Zougang erlaabt sinn, mee nëmme mat enger gülteger Erlabnis vun den Elteren. Duerch dës Approche erkenne mir un, datt Jugendlecher an deem Alter méi autonom ginn, mee sech net allegueren d'selwecht séier entwéckelen. A mir huelen och, jo, d'Eltere mat an d'Responsabilitéit, déi awer och zesumme mat hire Kanner sollen iwwert dës Sujet schwätzen a sech och mat dësem Sujet sollten ausenannerersetzen.

Dueren ab 16 Joer kënnen déi Jonk natierlech erëm selwer entscheeden, ob se sech op de Soziale-Me-dien-Plattformen wëlle beweegen oder net.

Fir dat ëmzesetzen, sollen d'Plattformen robust Mechanismen fir d'Iwwerpräiung vum Alter an der Erlabnis vun den Elteren aféieren, an dat awer mat engem duebele Schutz. Eemol d'Kontroll. D'Kontroll muss funktionéieren, mee si muss och am Respekt vum Datenschutze bleiwen. Also nee, keen Eropluede vun de Carte-d'identité, déi d'Plattformen kënnen gebrauchen, fir Reklammen an esou weider ze maachen. Mir sinn och amgaange mat engem Projet E-Wallet. Et soll just e Jo an en Nee an d'Plattformen gesent ginn, net méi an net manner.

Ech sot et scho virdrun: Dat heite soll eng Basis si fir eng gemeinsam Aarbecht heibannen. An, jo, ech maache mer och keng Illusiounen: Déi Aarbecht wäert net einfach ginn. A kee Gesetz aleng léist all d'Problemer vun dësem Sujet.

6. Heure d'actualité du groupe politique DP au sujet de l'accès aux réseaux sociaux des jeunes suite à la législation en Australie introduisant une interdiction aux moins de 16 ans (suite)

Débat (suite)

„Regulatioun geet net duer“, huet den Här Marques a senger Ried gesot. Jo, dofir wëll ech och heimmader

nach eng Motioun deposéieren, fir Begleetmesuren ze fuerderen, fir, wa mer elo eng Reguléierung an de soziale Meedie solle maachen, awer net nëmmen ze reguléieren, mee och ze begleeden. Eng Reguléierung aleng wäert net alles verbesseren, mee e Gesetz kann awer d'Spillreegele veränneren. Et seet de Plattformen, datt de Schutz vun eise Kanner net gutt ass an et gëtt den Elteren och e Kader.

Dofir nach emol mäin Appell: Loosst eis zesummen un dëser Proposition als seriöser Basis schaffen, fir zesummen eventuell och Verbesserungen afléissen ze loosse! Et soll keng Diskussioun tëschent de Parteie sinn. Et soll eng gesellschaftlech Diskussioun sinn – wou mer alleguerten heibannen, mengen ech, dofir och do sinn – an eng Verbesserung zum Schutz vun eise Kanner an eiser Jugend.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *rappelant que l'Enquête sur le comportement des enfants d'âge scolaire en matière de santé (HBSC) menée par l'Organisation mondiale de la santé en Europe en 2022 révèle que plus d'un adolescent sur dix présente des signes de comportement problématique vis-à-vis des réseaux sociaux, ce taux ayant augmenté de 57 % depuis 2018, éprouvant des difficultés à en contrôler l'usage et confronté à des conséquences négatives sur son bien-être ;*

– *notant qu'un large consensus scientifique établit une corrélation entre l'usage excessif des réseaux sociaux et une dégradation du bien-être des mineurs ;*

– *considérant que la protection de la santé physique et psychique des mineurs constitue une préoccupation commune à toutes les formations politiques et un impératif collectif ;*

– *prenant acte des mesures législatives adoptées dans plusieurs pays, notamment l'interdiction d'accès aux réseaux sociaux pour les moins de 16 ans en Australie et les moins de 15 ans en Norvège, ainsi que des initiatives françaises visant à encadrer l'usage des réseaux sociaux par les mineurs ;*

– *notant que selon le rapport « BEE SECURE Radar 2025 », 69 % des adolescents et 88 % des jeunes adultes soutiennent l'instauration d'un système de vérification de l'âge sur les plateformes de réseaux sociaux ;*

– *soulignant que le Parlement européen a adopté le 26 novembre 2025, par 483 voix pour, 92 contre et 86 abstentions, une résolution (2025/2060(INI)) appelant à l'établissement d'un âge minimum harmonisé de 16 ans pour l'accès aux réseaux sociaux, plateformes de partage vidéo et compagnons IA, avec un seuil absolu de 13 ans en dessous duquel aucun accès ne devrait être autorisé, ainsi qu'à l'interdiction des pratiques addictives telles que le défilement infini, la lecture automatique et les boucles de récompense ;*

– *conscient qu'une limite d'âge pour l'accès aux réseaux sociaux peut constituer une mesure pertinente, mais doit impérativement s'accompagner de dispositifs complémentaires, en particulier pour les jeunes dont l'usage intensif traduit des vulnérabilités psychologiques ou sociales préexistantes ;*

– *considérant les droits de l'enfant tels qu'énoncés par la Convention internationale des droits de l'enfant, notamment le droit à la protection, le droit à l'information ainsi que le droit à la participation et à l'expression ;*

– *conscient que les réseaux sociaux constituent pour certains jeunes un vecteur d'expression personnelle, de questionnement identitaire et d'accès à l'information, sans pour autant ignorer les risques auxquels ces plateformes les exposent ;*

– *constatant que de nombreux parents se trouvent démunis face aux défis que pose l'usage des réseaux sociaux par*

leurs enfants et s'interrogent sur les moyens de les protéger des risques inhérents à ces plateformes,

invite le Gouvernement à

– *poursuivre activement, au niveau européen, en parallèle d'une régulation de l'accès des mineurs aux réseaux sociaux, le renforcement de la régulation des plateformes de réseaux sociaux, notamment dans le cadre du Digital Services Act, afin d'en améliorer la sécurité et l'adéquation aux besoins des mineurs, et réévaluer périodiquement la nécessité de l'interdiction à la lumière des progrès réalisés en matière de protection et de conception responsable de ces services ;*

– *renforcer et faciliter l'accès aux services de prise en charge psychologique pour les jeunes présentant un usage problématique des écrans, et former les professionnels de l'enfance, de l'éducation et de la santé à identifier dans cet usage, selon les cas, une source de difficultés ou un signal révélateur de vulnérabilités psychologiques ou sociales préexistantes ;*

– *veiller à ce que toute interdiction soit accompagnée de mesures substantielles d'éducation aux médias et de promotion d'un usage responsable et équilibré du numérique ;*

– *sensibiliser davantage les parents et mettre à leur disposition des ressources claires et accessibles concernant l'accompagnement parental dans l'espace numérique, notamment en matière de contrôle parental et d'accompagnement éducatif ;*

– *encourager et soutenir la création et le maintien d'espaces sécurisés (safe spaces), tant physiques que numériques anonymes, accessibles aux enfants et aux jeunes en situation de vulnérabilité particulière, notamment les jeunes LGBTQI+, les victimes de harcèlement ou de violences, les jeunes en situation de précarité ou ayant un parcours migratoire, en dehors des réseaux sociaux ;*

– *promouvoir et faciliter la disponibilité d'espaces numériques adaptés à l'âge des utilisateurs, permettant l'accès à l'information, le divertissement et l'expression créative des enfants et des jeunes dans un environnement sécurisé.*

(s.) Ben Polidori, Djuna Bernard, Francine Closener, Georges Engel, David Wagner.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen, ech liesen am Moment Zeitungsartikelen aus de 70er- an 80er-Joren hei aus Lëtzebuerg. Dat ass ganz interessant. Do gëtt ee viles gewuer. Ënner anerem gëtt een deemools gewuer... An de Leitartikele vum „Lëtzeburger Wort“ gëtt sech beschwéiert, dass d'Zeitung hei zu Lëtzebuerg – natierlech dann anerer wéi d'„Lëtzeburger Wort“ – d'Leit hei am Land ganz schlëmm géife manipuléieren.

Et gëtt een och gewuer, dass Televisioun eppes Schlëmmes ass an zemools d'„Privatfernsehen“, dat opkënnst an den 80er-Joren, en Däiwelswierk, wou driwwer diskutéiert gëtt, ob een et soll verbidden – wat jo och laang verbuede war –, wou driwwer diskutéiert gëtt, ob d'Elteren dat solle verbidden oder bei Mannerjäregegen ëmmer derbäi solle sinn, wa se Tëlee kucken.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Wéi de Kino komm ass, ass kritiséiert ginn, de Kino géif d'Jugend verdierwen. Dat ass et nach gi quasi bis haut, wou gesot gëtt, verschidde Filmer géifen d'Jugend verdierwen. Da gëtt verbueden, dass déi Ënner-18-Järeg se kucken. Dat fonctionéiert natierlech net. Jiddweree kuckt se.

Änlech bei de Computerspiller, wou der och ganz vill verbuede si fir Mannerjäreger, awer natierlech spillt hei am Land all Mannerjärege genau déi Computerspiller.

Zäitschrëften: dat selwecht. Alles, wat nei komm ass, ass verdäiwelt ginn an ass duergestallt ginn, als géif et eis Jugend verdierwen. Elo ass et bei de soziale Meedien esou. A genaousou wéi bei de soziale Meedien ass et och bei deenen anere Meedien: Natierlech gëtt et ganz vill Geforen an et gëtt och ganz vill Risiken.

An duerfir sinn elo hei ganz Partie Parteien, d'CSV, d'DP, déi wëllen déi sozial Meedie fir déi Jonk – vun ënner 16 Joer mol – verbidden. An ech wëll hei kloer soen: Als ADR wëlle mer dee Verbuet net!

Kloer si mir och der Meenung, dass et net gutt ass, wa Jonker, mee och Aler, déi ganzen Zäit um Handy sinn, stonnelaang TikTok an esou weider suivéieren. Dat ass sécherlech net gutt. Dat wëlle mer net. Mee e Verbuet, dat geet eis ze wäit. An ech soen Iech kuerz, firwat.

Éischtens emol schwätze mer hei vu Plattformen, vu soziale Kontakter; sozial Kontakter, déi vläicht fréier da just am Schoulhaff waren oder iergendwou dobaussen, déi awer och duerno iwwer Telefon gaange sinn an elo iwwer sozial Meedie ginn an déi wichteg sinn. Do kann ee Verbindunge schafen, et kann een Ënnerstützung fannen, et kann een Zougheieregkeet fannen, déi een offline net onbedéngt fënnt. Et kann ee Kolleeg fannen, et kann ee Frënn fannen, et kann ee Leit fannen, déi een ënnerstëtzen.

Et kann een Informatioun fannen. An do sinn ech um zweete Punkt: Et ass eng wichteg Informationsquell. Gëschter ass hei nach gesot ginn, dass mer op de soziale Meedie suivéieren, wat den amerikanesche President seet oder wat aner Politiker an der Welt vu wichtige Saache soen. A mir kucken dann op de soziale Meedien, wat se soen. Et ass also fir eis och eng wichteg Informationsquell. Firwat soll et dat net si fir e Jonken? An do fënnt ee jo och net nëmme schlecht Saachen op de soziale Meedien, mee do kritt een, wann ee sech zum Beispill fir Fussball interesséiert, dann eebe vill Videoen ugewise iwwer Fussball. Wann ee sech fir Déieren interesséiert, da kritt ee vill Videoen ugewise iwwer Déieren oder iwwer allméiglech aner Saachen. An et ass jo esou bei de soziale Meedie wéi bei all deenen anere Meedien, Zeitungen, Tëlee an esou weider: Dir fannt vill Guddes an Dir fannt vill Schrott. An d'Mënsche mussen eebe léieren, domadder eens ze ginn – wat ee schonn als Kand léiert am Schoulhaff, well do gëtt och vill Schrott erzielt a vill Guddes erzielt. Do muss een also scho la part des choses maachen. D'Informatioun ass also wichteg.

An ech froe mech hei och ... Ech sinn elo kee Jurist, mee ech froe mech, ob e Verbuet och wierklech verfassungskonform wier oder konform wier zu den europäesche Regulatiounen, well et jo awer och e Jonke vun Informatiounen ofschneit. An et huet ee jo awer e Recht op Meenungsfräiheet, op Meenungsäusserung an dorop, Informatiounen ze kréien.

Dann de véierte Punkt, dat ass d'Fro vun der Kontroll. A wa mer dat doten aféieren, da géif et warscheinlech drop erauslafen, och wann et vläicht aner Moyene gëtt, dass ee bei all sozialem Medium muss seng Carte d'identité iergendwéi eroplueden. A mir schwätzen hei jo net nëmme vun TikTok. Mir schwätzen hei och vu YouTube, wa mer wëllen e Video do kucken. Ass dat dann esou schlëmm, dass mer dofir müssen eis Carte d'identité eroplueden? Firwat dann net och bei der Tëlee?

Duerfir, aus all deene Grënn si mer als ADR géint dee Verbuet. Mir wëllen amplaz, dass d'Kanner, déi Jonk, Meediekompetenz léieren. Mir wëllen, dass se sensibiliséiert ginn, verantwortlech handelen, an dass se léieren, kritesch ze sinn an am Liewen, wéi iwwerall, net alles ze gleewen. E Verbuet géif och net verhënnern, dass et warscheinlech awer iergendwéi benotzt géif ginn.

An da vertraue mer och op d'Verantwortung vun den Elteren. Mir sinn elo an enger Phas, wou dat nach alles nei ass fir vill Elteren. Mee dat ass amgaang, sech ze änneren. An et gëtt gewësse Jugendschutzstellungen, déi och ëmmer méi Eltere bewosst benotzen, fir zum Beispill d'Bildschirmzäit ze verkierzen oder och eeben ze kucken, wat déi Jonk vun 12, 13, 14, 15 Joer alles maachen.

Duerfir, jo, mir – déi Jonk, déi Al – sinn ze vill um Handy an dat ass net gutt. E Verbuet wëlle mer awer net. An ech géif hei nach e Rot un all déi Jonk an all déi Al mat op de Wee ginn: Sidd net déi ganz Zäit um Handy! Gitt eraus an d'frësch Loft! Maacht Sport! Liest e Buch! Maacht eppes Kulturelles! Trefft Iech mat Leit a mat Frënn! Dat ass och ganz wichteg.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass ... Jo, Madamm Cahen, Dir wollt eng Fro stellen?

Mme Corinne Cahen (DP) | Däerf ech?

M. André Bauler, Président de séance | Jo, wann den Här Keup d'accord ass.

M. Fred Keup (ADR) | Jo! Jo, jo.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, just am Resümee eng Kéier, fir ze verstoen, Här Keup. Dir sidd also der Meenung, dass een d'Verantwortung ganz bei den Eltere soll loossen, dass een dann och muss dovunner ausgoen, dass alleguer d'Eltere wëssen, wéi ee Bildschirmzäit zum Beispill reduzéiert oder ausschalt. Dat heescht Dir mengt, mir kéinten als Elteren alleguerten déi Kompetenz, obwuel mir net mat deene Maschinne grouss gi sinn, an déi elengeg Kompetenz soll bei den Eltere bliewen? A mir sollen net als Legislatuer awer do iergendwéi och hëllefen, dass d'Elteren och alleguerten an deem Sënn par rapport zu hire Kanner gläichgestallt sinn an dass se dee Kaméidi doheem: „Déi aner däerfen an ech däerf net!“, an esou weider ..., dass mer do vläicht awer sollen hëllefen, och fir d'Kanner e bësse vun de Bildschiermer ewechzréien? Dat wär meng Fro.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, natierlech spillen d'Elteren eng wichteg Roll, sou wéi se och am Analogem eng wichteg Roll spillen. Déi eng Eltere loossen hir Kanner dobaussen op der Strooss, an der Gaass lafe bis 0.00 Auer nuets. Déi aner kucken, dass hir Kanner um 21.00 Auer am Bett sinn an zielen hinnen nach eng Geschicht. Esou ass d'Liewen.

Mee ech mengen, dass d'Elteren ëmmer méi och wëssen, wéi se dat benotzen. An ech mengen och, dass et wichteg ass, dass de Staat och higeet an den Elteren déi néideg Informatiounen gëtt, fir dass se wëssen, wéi se kënnen virgoen, fir eeben, soe mer mol, de Konsum vun hire Kanner ze kontrolléieren.

M. André Bauler, Président de séance | Dann ass et awer un der honorabelen Madamm Bernard, déi elo d'Wuert huet. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. D'Fro, ob mir Social Media fir Jonker ënner 16

Joer solle verbidden oder op d'mannst kloer an effikass altersreguléieren, dat ass ganz sécher eng emotional, mee awer och eng legitim Debatt.

Vill Elteren, Enseignanten a Jugendaarbechter erliewen all Dag, wéi schwéier et ginn ass, de Problemer vum exzessive Smartphone- a Social-Media-Konsum entgéintzewierken. Cybermobbing, Hatespeech, Verherrlechung vu Gewalt, süchtegt Scrollen, Schlofproblemer, Angschtzustänn, Depressiounen a massive sozialen Drock: Alles dat si Konsequenzen. Dat si keng abstrakt Risiken, mee et si Realitéiten, déi de Bien-être an d'Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche beaflossen.

A grad well et ëm hiert Wuel geet, däerfe mir dës Fro net vernoléisegen oder och weider erauszögeren. Wann e System noweislech Schied verursaacht an déi Schwächst net genuch geschützt sinn, dann ass et eis politesch Verantwortung, hei Grenzen ze zéien.

An der Debatt ëm den Handyverbuet hu mer virun engem Joer schonn e kloeren Ennerscheid gemaach tëscht dem Kommunikationsoutil Handy an de soziale Reseauen an hirer Regulatioun. Deemools sot den Här Minister Meisch, dass en de Sujet vun de soziale Meedie bei Jonken enk wäert mat sengen EU-Homologen diskutéieren. E puer Méint drop mécht den Här Frieden am État de la nation e Plädoyer zum Schutz vun de Kanner vis-à-vis vun de Social Media. Den 18. November dunn déi nächst Annonce, un där mer de Premierminister dann och elo wierklech moosse kënnen. Hie sot, an ech zitieren: „Wann an deenen nächste sechs bis zwielef Méint keng europäesch Reegelung do ass, wou festgeluecht gëtt, ab wéi engem Alter Kanner fräien Zougang zu de soziale Meedien hunn, da wäert Lëtzebuerg dat national maachen.“

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Um Niveau vun der EU-Kommissioun diskutéiere mer scho ganz laang driwwer. A mir waarden nach ëmmer drop, dass déi nächst Schrëtt a punkto Regulatioun ënnerholl ginn. Mee elo mécht d'EU-Kommissioun emol eng Etüd. Dat klängt fir mech net esou, wéi wann et a sechs bis zwielef Méint eng EU-wäit Reegelung géng ginn. An ech fäerten, mir féieren am Moment hei eng Debatt, déi, sou wichteg se och ass – an ech soen der Madamm Minella wierklech e grouse Merci dofir –, awer iergendwou just eng Verzögerungstaktik virun enger eventueller EU-Léisung ass. Dobäi misst dës Regierung, déi awer eng zolidd Erwaardungshaltung kreéiert huet, selwer handelen an de Wee och uginn.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Kolleeginnen a Kolleegen, eng Altersreguléierung, bis hin zu engem Verbuet vu bestëmmte Social-Media-Plattformen fir Jonker ënner 16 Joer, ass keng Decisioun, déi een einfach esou hält, mee et ass eng Decisioun, fir déi mer astoe mussen an och astoe wäerten, wann et zu engem gréisseren Schutz fir eis Jugendleche féiert.

A gläichzäiteg ass et awer och wichteg, e puer sachlech Argumente aus der aktueller Diskussioun ervirzehiewen. Net déi Jonk sinn de Problem, mee d'Aart a Weis, wéi d'Social Media haut funktionéieren. D'Plattformen vun haut sinn eebe keng neutral Kommunikationsinstrumenter. Si sinn esou designt, dass d'Algorithmen emotional, polariséierend an extreem Inhalter belounen, Notzerinnen an Notzer duerch Infinite Scroll, Autoplay a permanent Notifikatiounen noweislech süchteg gemaach ginn an d'Moderatioun an de Schutz vu Mannerjärege dacks dem Geschäftsmodell ënnergeuerdent ginn.

Fir eis Erwuessen ass dat scho problematesch. Fir Kanner a Jugendleche, deenen hir Gehierer, hiert

Selbstbild an hir emotional Regulatioun nach an der Entwécklung sinn, jo, do ass et besonnesch geféierlech. An hei kënn déi zentral Erkenntnis aus der Wëssenschaft an och aus den europäesche Recommendationatiounen: Et ass weeder realistesch nach fair, vu Kanner a Jugendlechen ze erwaarden, datt si sech eleng géint héich professionell Manipulationsmechanisme gewiert kréien.

Eng Altersreguléierung heescht dofir net, Jonker aus dem digitale Raum auszeschléissen. Et heescht, hinnen Zäit ze ginn, Zäit, fir Meediekenntnis ze entwéckelen, Zäit, fir kritescht Denken ze fërderen, an Zäit, fir eng gesond emotional Basis opzebauen.

Fir eis Gréng ass d'Altersgrenz awer net d'Enn vun der Debatt, mee e Bestanddeel vun enger méi kohärenter Politik. Mir fannen: Parallell zu enger kloerer Reguléierung mussen och d'Plattformen selwer konsequent an d'Verantwortung geholl ginn.

Den Digital Services Act bitt eis eng Rei wichteg Instrumenter. Süchteg maachend an opmierksamkeetsmaximéierend Designen mussen offiziell als systemesche Risiko fir Mannerjärege unerkannt ginn. Fir all algorithmesche System, dee vu Jonke genotzt ka ginn, muss eng verpflichtend Risikoanalys op d'mental a kierperlech Gesondheet vun Jonke gemaach ginn. An dës Analysen dierfen net eréischt kommen, wann de Schued schonn do ass.

Fir déi Jugendleche, grad déi, déi schonn Zougang hunn, déi vläicht och iwwer 16 sinn, mussen och kloer Schutzstandarde gëllen: Héich Privatsphär muss eng Defaultstellung sinn. Net personaliséiert Feeds an e komplette Verbuet vu verhaltensbasierter Reklam fir Mannerjärege sinn eiser Meenung no hei opportun.

Bestëmmten Inhalter mussen explizitt als schiedlech klasséiert ginn a gehéieren einfach net op dës Plattformen. Dozou ziele mir d'Selbstverletzung, d'Suizidverherrlechung, misogyn an extremistesch Ideologien, genauso wéi toxesch Bodyidealer.

An ech wëll zum Schluss, Här President, an erlaabt mer, ganz kuerz nach ze iwwerzéien, eng wichteg Bemierkung ze maachen, déi mer besonnesch um Häerz läit, well Altersreguléierung eleng geet net duer. Digital Sécherheet ass och eng Fro vum Invest an d'Offlinewelt. Wa Jugendhaiser, Jugendorganisationen a sécher, attraktiv lokal Treffpunkte fir Jonker ënnerfinanziert sinn oder se wäit ewech vun de Besoine vun de Jonke sinn, jo dann ass et net verwonnerlech, wa se sech an den Onlineraum zréckzéien, oft ouni Begleedung a jee no Verbuet och a méi geféierlech Sphären, geschützt vu VPNen, Darknet a Co.

Meediekompetenz léiert een net duerch Prohibitoun oder an engem eenzege Workshop. Se brauch Zäit, se brauch Vertrauen a se brauch och Bezéiungen. An nieft den dofir néidege staarke Schoule brauche mir eng gutt opgestallte Jugendaarbecht. Mir brauchen nonformal Bildung, Sport, Kreativuerter a virun allem och Erwuessener, déi de Jonke virliewen, wat et heescht, d'Benefisser vun der Offlinewelt ze erliewen, déi se um Wee ënnerstëtzen an déi net selwer am Tik-Tok-Algorithmus hänke bliwwen sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bernard. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Clement, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn dës Heur d'actualité net ugefrot, mir freeën eis awer, dat

Theema um Ordre du jour ze hunn an doriwwer ze diskutéieren, well et ass e wichtegt Theema, dat ganz vill Famillje beweegt.

Ob awer elo d'Chamber muss Gesetzer maachen, fir de Konflikt zwëschent Mamm, Papp a Kand ze reegelen, do sinn ech vläicht anerer Meenung wéi d'Auteure an hir Partei, well da misste mer ganz, ganz vill Gesetzer maachen. Da misste mer e Gesetz maachen iwwer obligatoresch Schlofenszäiten, wéi vill Bicher owes nach därfe gelies ginn an aner Froen.

(Brouhaha)

Also wa mer all déi Konflikter, déi am Alldag zwëschent Elteren a Kanner kommen a wou et eng Ongläichbehandlung gëtt, misste gesetzlech reegelen, dann, mengen ech, géife mer näischt aneres méi maache wéi esou Gesetzer.

Bref, haut geet et dann awer ëm de Schutz vun de Kanner op de soziale Meedien. Verschidde Länner diskutéieren aktuell dëst genannt Verbuuet. Fir Jonker ënner 16 huet Australien et souguer scho beschloss. Et muss ee sech natierlech ëmmer bewosst sinn: Australien ass e Land mat enger ganz anerer Rechtsgeschicht wéi Lëtzebuerg. Iwwregens och e Land, wou et zum Beispill kee verfassungsrechtlecht Recht op Dateschutz gëtt, däärs ee sech och ëmmer erëm muss bewosst sinn, wann een Australien als Beispill hält fir esou eng liberal Demokratie.

Mir verstinn awer d'Besuergnis, déi hannert esou Virschléi steet, mee mir sinn der Iwwerzeegung, datt e komplette Verbuuet net de richtege Wee ass. Amplaz jonk Leit komplett auszebannen, mussen d'Plattformen endlech an d'Verantwortung geholl ginn. D'Realitéit ass nämlech: Sozial Meedie sinn Deel vum Alldag. Si bidde Chancen, mee si bidden och Risiken. An dës Risike sinn net zoufällg, si sinn designéiert.

An engem Artikel iwwer „Doomscrolling an Dateschutz“ gouf et viru Kuerzem treffend beschriwwen: Mir hunn et mat Algorithmen ze dinn, déi dorop programmiert sinn, eis esou laang wéi méiglech um Ecran ze halen. Mir schwätzen hei vum „Doomscrolling“ – dat endloost Weiderwësch vu Video zu Video, vu Post zu Post. An nee, dat ass kee Versoe vun de Kanner. Dat ass eng bewosst agesate manipulativ Technik vun den Techkonzerner.

Wa souguer vill Erwuessener dem Phänomeen verhalen, wéi kënne mer dann erwaarden, datt e 14-järegen deem Drock aleng widdersteet? D'Algorithmen sortéieren d'Mënschen no Gemeinsamkeiten a schafen esou Filterblasen. Dat ass geféierlech fir eis Demokratie a fir d'psychesch Gesondheet vun eise Jonken, mee net nëmmen. Ech denken, allegueren heibanne kënne Beispiller nennen, wou och manner jonk Leit betraff sinn.

Mee e Verbuuet fir ënner 16-Järegere léist dës Problem net, genausou wéi e Verbuuet vum Zougang zu engem Casino fir ënner 18-Järegere net dozou gefouert huet, datt d'Casinoen net genau déi nämmlecht Methode benotzen.

Mir därfe eis nämlech näischt virmaachen: Dat heien ass kee rengt Jugendtheema. Mir hunn och eng ganz Generatioun vun Erwuessenen, déi dacks onreflektéiert Inhalter op Facebook a Co deelen. An d'Madamm Bernard huet virdru vu misogynne Contenuen geschwat. Déi meeschte Leit, déi misogyn Contenuen op Facebook an op anere Plattformen deelen, si Leit, déi substanzuell iwwer 16 Joer sinn. Bon, wann ee sech d'Demografie vu Facebook ukuckt, sinn do souwisou generell substanzuell méi Leit vun iwwer 16 Joer. Mir hunn allegueren eng „Tatta“, déi Fakenews weiderleet, genau wéi mer Teenager kennen, déi op TikTok hänke bleiwen.

(Brouhaha)

Wa mer elo just de Jonken den Zougang verbidden ... Ech hunn d'Tatta ënner Gänsefëisercher gesat. Jiddweree kennt esou eng Persoun a sengem Ëmfeld. Wa mer also elo just de Jonken den Zougang verbidden, léise mer d'Ursaach net. Mir huele just deene Leit, déi déi digital Zukunft gestalten mussen, d'Chance, et vun Ufank u richtig ze léieren.

Wéi de Bildungsminister gesot huet, ass den Handyverbuet an der Schoul eng Mesür, mee ausserhalb vun der Schoul ass de Staat ouni déi richtig Gesetzer muechtlos. An ech sinn der Meenung, datt de Staat och a verschidde Beräicher vun der Privatsphär vun de Leit näischt ze sichen huet.

An da komme mer awer dohinner, wou de Staat eppes ze sichen huet: d'Verantwortung vun de Plattformen. D'Verbuede vun illegale Contenuen – pornografesch Material, Fakenews, pedopornografesch Material, misogyn Inhalter, wa se gewësse Grenzen iwwerschreiden – huet absolutt näischt méi mat Meenungsfreiheet ze dinn! Dat muss ee kloer soen. A wann d'Plattformen wëllen hir Produkter hei zu Lëtzebuerg an an der EU ubidden, da mussen se sech un eis Gesetzer halen. Dat ass weeder Faschismus nach Zensur, anescht wéi den Elon Musk dat ganz gären op senger Plattform behaupt, wou da gläichzäitg pedopornografesch Material vu senger eegener Plattform generéiert gëtt. Dat ass ganz einfach Rechtsstaatlechkeet, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An dofir fuerdere mer och keng symbolesch Verbueuer, mee konkret Schrëtt.

(Interruption)

Éischstens: Regulatioun vum Design, net vum User. Mir mussen d'Plattformen zwängen, hir süchtg maachend Algorithmen oppenzeleeën. Doomscrolling-Fonctionne wéi Autoplay an Endlosscrolle mussen fir Mannerjäreger ausgeschalt sinn. D'Dateschutzregele mussen verschäerft ginn. D'Kanner sinn nämlech keng Daterostoffer fir Reklammen.

Zweetens: Meediekompetenz fir jiddereen. Mir brauchen eng massiv Investitioun an d'Meediekompetenz, an zwar net nëmmen an der Schoul, mee och an der Erwuessenebildung. Mir mussen d'Leit, jonk a manner jonk, léieren, wéi een dës Algorithmen duerchbléckt, amplaz se just dovunner ofgeschotten.

Drittens: eng dateschutzfrëndlech Altersverifikation. Jo, mir brauchen e Jugendschutz. Mee dësen därft net dozou féieren, datt mer jiddereen forcéieren, säi Pass oder seng Daten un amerikanesch Konzerner ze schécken. Mir brauche sécher europäesch Zero-Trust-Léisungen, fir den Alter ze präziséieren, ouni d'Anonymitéit an d'Privatsphär vun alle Bierger opzeginn. Eng Flicht zur Benotzung vum Passnumm dierf et mat eis net ginn!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst eis net de Feeler maachen, d'Ae virun der Realität ze verschléissen! E Verbuuet ass einfach ze fuerderen, mee ganz schwéier ëmzesetzen a verfelt d'Zil. D'Zil muss sinn: sécher Plattformen duerch streng Reguléierungen a staark User duerch besser Bildung. Dat ass de Wee vun der Zivillgesellschaft an dat ass de Wee, deen d'Piraten prekoniséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här David Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, Social Media fir Jonker ënner 16 Joer ze verbidden: derfir oder dergéint? Esou gëtt dës Debatt gefouert.

Et ass schwaarz oder et ass wäiss. Mee mir mengen awer éischter, datt een dat e bësse méi an de Gröten misst kucken. Et ass awer wichteg, dës Diskusioun eescht ze huelen – ech soen och der Madamm Minella e Merci fir déi Heure d'actualité –, mee dat bedeit awer och, den Effort ze maachen, fir iwwert déi leideg „Derfir-oder-dergéint“-Posture an deem Fall erauszegoen.

Natierlech si mir och net blann a mir gesinn, dass Jugendlecher oder Kanner méi wéi zweifelhafte Contenuen op Social-Media-Plattformen ausgesat sinn: Pornografie, Gewalt, Mobbing, Rassismus, Misogynie, an d'Lëscht ass souwisou ze laang, fir se ganz virzedroen. Dobäi kënn natierlech säit e puer Joren och nach déi Kënschtlech Intelligenz, duerch déi d'Grenzen tëscht Realität a Fiktioun ëmmer méi schwammeg ginn.

Social Media sinn natierlech haut kaum nach aus eise Alldag ewechzedden. An dat ass besonnesch wouer fir vill Jugendlecher. Social Media sinn och oft d'Plaz, wou Jugendlecher sech socialiséieren kënnen, well nieft dem Schoulhaff bleiwen net vill Plaze fir Jugendlecher, sief et an den Dierfer oder och an de Stied. Dobäi kënn, dass vill Kanner a Jugendlecher via den Handy och permanent vun hiren Eltere geolokaliséiert ginn. Dat heescht, no der Schoul oder no dem Sport geet et direkt heem. Et gëtt net méi mat de Kollege geschwat an et gëtt och net méi spontan eppes ënnerhol.

De Problem ass och hei, dass Elteren, deels duerch hiren eegene kompulsive Social-Media-Konsum – well mir si jo och dovunner betraff – d'Gefill hunn, dass déi Welt, an där hir Kanner liewen, vill méi onsécher ass, well Social Media, genausou wéi schlechte Journalismus u sech, sensationell Fait-diversen ervirsträicht a pusht. Dobäi weisen all d'Statistiken, datt eis Stied meeschtens iwwert déi lescht Jore méi sécher gi sinn. Wann een de Jugendlechen also Social Media ewechhëlt, ouni en alternative Raum fir Socialiséierung unzibidden, schränkt een hir Fräiheet awer och ganz staark an. Et ass also och wichteg, eisen ëffentleche Raum erëm esou ze denken, dass e fir jiddereen do ass, och fir Kanner a Jugendlecher, déi aus dem Spillplazentaler an der Tëschenzäit eraus sinn.

D'Jugend ass e kruziale Moment vun der Entwécklung vun engem Mënsch. An d'Erzéiung vu Kanner soll net dora bestoen, a Watt agepaakt ze ginn an total ofgeschiermt ze gi vun allem Iwwel an der Welt. Villméi geet et drëms, de Kanner d'Outil mat op de Wee ze ginn, mat deene se sech selber orientéieren an och schützen kënnen. Sensibilisatioun an Educatioun fir e verantwortleche Gebrauch vu Social Media sinn hei och d'Léisung. Verbuetspolitick mécht do also just wéineg Sënn, d'autant plus wa Kanner oder Jugendlecher selwer hiren Eltere beim Doomscrolle kënne nokucken.

Virdrun hunn ech och vun ëffentleche Raim geschwat. Mee d'sozial Meedie sinn och u sech alternativ ëffentlech Raim ginn, ob een dat well oder net. An innerhalb vun engem ëffentleche Raum ka souwuel Guddes wéi och Schlechtes passéieren. Et ass awer net onbedéngt e Grond, fir en zouzemaachen, mee dann éischter e Grond, fir en ze reguléieren.

Mir menge schonn, dass d'Politick och eng grouss Responsabilitéit huet, Kanner a Jugendlecher virun der Onmass vu geféierlechem Contenu op Social Media ze schützen, mee e Verbuuet ass eiser Meenung no dee falschen Usaz. D'EU huet sech 2022 deen Digital Services Act ginn, deen als Zil huet, d'Techgiganten ze responsabiliséieren. Bon courage! De Problem sinn awer och hei nach ëmmer vag Formulatiounen, déi

Grozonen entstoe loosene. Och müssen dann eeben déi europäesch Institutiounen selwer aktiv ginn an enquêtéieren, ob eng Techfirma géint den Digital Services Act verstéisst. Dat kascht Zäit a Ressourcen. Dobäi kënnt, dass d'Technik an deem Beräich séier evoluéiert. An dobäi kënnt och nach, dass deemno wéi Cheffe vun deenen Techgiganten, wéi den Elon Musk, duerno och nach fierchterlechen Drock op Institutiounen ausübe respektiv souguer d'US-Regierung deem engem oder deem aneren en Einreiseverbot opdrängt. Bon, dat sinn dann eeben och politesch Problemer, mat deene mer konfrontéiert sinn.

Dat heescht, et geet justement och dröms, deenen Techfirmen d'Stier ze bidden oder aktiv no Alternativen ze sichen, déi et aktuell och scho gétt. Open Source an dezentraliséiert sozial Meedie kënnen esou eng Alternativ sinn: Bluesky, fir nëmmen déi bekanntst ze nennen. Si weisen och, dass Social Media kënnen gutt sinn, wa se an der Hand vun der Allgemengheet sinn an net an der Hand vun den Techbros, déi sech bei Faschoen ubidieren an hir Algorithmen deementspriedend organiséieren.

Esou befreie mer d'sozial Meedien och vun der perverser Maartlogik, déi d'Views iwwert d'mental Gesondheet vu Jugendleche stellt, an esou schütze mer eis kostbar Donnéeën, mat deenen déi grouss Techfirmen hir Monopoler an hir Muechtpositioune festegen. Et gétt also Alternativen, déi näischt mat enger blanner Verbuetspolitik ze dinn hunn. Als öffentliche Pouvoir ass et deemno eis Pflicht, déi Alternative mat konkrete Politicken ze féerden.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert. An ech gesinn, d'Madamm Justizminister ass a Beweegung. Madamm Justizminister Elisabeth Margue, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Als Éischt géif ech ufänken an der Madamm Minella Merci dofir soen, dës Heure d'actualité op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass e wichteg Thema am Moment fir déi Jonk, mee awer och fir d'Gesellschaft am groussen Ganzen. An et ass wichteg, dass mer do hei gemeinsam driwwer diskutéieren. Well de Schutz vu Kanner a Jugendlechen ass nämlech eng absolutt Prioritéit och fir dës Regierung. An et ass wichteg, dass se kënnen en altersgerecht Onlineëmfeld hunn, dass se kënnen d'Chancen an d'Virdeeler vum Internet notzen an a Sécherheet notzen, ouni ze vill de Geforen ausgesat ze sinn, déi domadder verbonne sinn, a besonnesch ouni vu gesondheetsschiedleche Funktionalitéiten ausgenutzt a manipuléiert ze ginn.

Do ass natierlech déi grouss Fro am Raum vun der Verantwortung vun de soziale Meedien an dësem Kontext, mee awer och vun der Verantwortung vun der Politik. An den Här Marques hat d'Etüd schon ugeschwat vun Anses, déi méi wéi 1.000 wëssenschaftlech Etüden iwwert d'Effekter vun de soziale Meedien op d'Gesondheet analyséiert huet an déi ganz kloer zur Konklusioun kënnt, dass d'Plattformen gezielt probéieren, d'Opmierksamkeet vun de Benotzer esou laang wéi méiglech ze captéieren, dëst och duerch manipulativ Interfacen, déi süchteg maachen. An dat ass natierlech net just problematesch fir Jonker, mee och fir Erwuessener.

Mee dës Pratiqë si sinn awer besonnesch problematesch fir Jonker, well déi Jonk eebe grad nach an

der Entwécklung sinn, an enger sensibeler Phas vun hirem Liewen. An d'Risiko fir déi Jonk, an Dir sidd deelweis schon drop agaangen, si villfältig: Schlofa Stömmungsstéierungen, mee awer och en niddregt Selbstwärtgefill, well si permanent mat onrealistesch Biller konfrontéiert sinn an esou d'Sicht op sech selwer sech verschlechtert. Mee si sinn awer och Risiko wéi Gewalt a Cybermobbing am Onlineëmfeld ausgesat.

Et ass e Punkt, dee mer besonnesch um Häerz läit, besonnesch och, well déi Etüde weisen, dass besonnesch jonk Meedercher méi staark betraff si vun dëser Problematik ewéi jonk Jongen, well eeben den Drock, de sozialen Drock a verstärkte Geschlechterstereotypen oft heimat verbonne sinn. D'Faktelag ass also kloer an elo ass et un der Politik ze handelen.

An et ass jo esou, dass haut schon déi meescht Plattformen tatsächlech eng Altersgrenz vun 13 Joer ëmsetzen. Et ass awer esou, dass och d'Etüde weisen, dass awer méi jonk Kanner tatsächlech och schon Zäit op de soziale Meedie verbréngen.

Dowéinst ass et wichteg, dass mer déi Verantwortung op nationalem Niveau huelen. Mir hu virum Summer en interministeriellen Aarbechtsgrupp en place gesat, well mer dëst Thema wëllen transversal ugoen an eis besonnesch mat de Froen vun der digitaler Majoritéit an der Altersverifikatioun beschäftegen.

An et ass jo och net esou, wéi wann haut net schon eng ganz Rei Reegelen géinge bestoen. Mir hunn d'Meediegesetz, wou notament d'Ubidder vu Video-sharingplattformen müssen déi néideg Moosnamen huelen, fir Jonker viru schiedlechen Inhalter ze schützen.

Mir ginn och an der Meediereform, déi mer proposéieren, der ALIA nach méi Pouvoiren an dësem Kontext, fir eebe grad Guidelines erauszeginn a fir ze verifiéieren, ob d'Altersverifikatiounsmechanismen, déi déi Fournisseuren en place setzen, och tatsächlech effikass sinn, mat enger Sanktionsméiglechkeet dohannert.

Dann hu mer den DSA, deen 2022 op europäischem Niveau ugeholl ginn ass. An dee weist, dass mer op europäischem Niveau kapabel sinn, eppes ze ënnerehuelen. D'Iddi ass et, hei d'Plattformen ze sensibiliséieren, ze kucken, dass se schiedlech Inhalter erföhelen, dass se déi néideg Mechanismen en place hunn, fir eebe grad déi Jonk ze schützen. An et sinn och schon eng ganz Rei Enquêt vum der Europäescher Kommissioun, géint en charge ass vun deene grousser Plattformen, déi dës Plattformen ënnereholl ginn.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg schon e Projet de loi ënnerewee. Dat ass de Projet de loi vun der Madamm Obertin fir den europäeschen digitale Portmonni, wou, wann dësen ëmgesat ass, et eebe grad méiglech ass, déi ugestriefte Altersverifikatiounen ganz einfach ze maachen.

An dëse Sujet ass nach ëmmer net fäerdeg diskutéiert ginn op europäischem Niveau. Ech hunn den 10. Oktober während der dänescher Présidence och eng Deklaratioun ënnerschrifwen, wou mir eebe grad effikass an dateschutzkonform Altersverifikatiounen fuerderen. Dorëms geet et nämlech.

Well dat eent ass jo ze soen: „Mir wëllen, dass Kanner ab engem gewëssenen Alter däreifen op d'sozial Meedien“. Mee dat anert ass ze kucken: „Wéi kontrolléiere mer dann, dass se den Alter hunn? A wéi kontrolléiere mer dat op eng Aart a Weis, déi konform ass mam Dateschutz?“

D'Presidentin vun der Europäescher Kommissioun huet och kloer scho gesot, dass se sech encadréiere léisst vun engem Expertegrupp, deen och herno soll Recommendationen maachen.

De Justizkommissär huet annoncéiert, en Digital Fairness Act ze maachen, wou et eebe justement och drëm geet, géint déi sougenannten Dark Patterns virzegoen, déi addictive Designfeatures a misleading Reklammen vun Influencer.

Et sinn also eng ganz Rei Saachen, déi ënnerewee sinn op europäischem Niveau. An, wéi gesot, d'Vergaangenheet beweist och, dass mer op deem Niveau kënnen ganz vill erreichen. Et gétt och eng ganz Rei Grënn, firwat et besser ass op deem Niveau, wéi wa mer et hei national maachen. Schiedlech Inhalter kennen nämlech keng Grenzen. An dowéinst ass et wichteg, dass mer hei koordinéiert an ambitiéis virginn a probéieren, zu 27 eppes ze bewierken, anstatt herno 27 individuell Léisungen ze hunn. Anescht kënnen mer déi Jonk vill méi wäitreechend schützen. An ech mengen, mir sollten esou ambitiéis sinn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Et géif eis och erlaben, ze weisen, dass Europa gëent ass. An ech mengen, dass déi juristeschen an déi technesch Ëmsetzung och weesentlech méi einfach wär vis-à-vis vun de Plattformen. Déi juristeschen, well mer schon iwwert den DSA e Kader hunn, deen d'Plattformen reglementéiert, mee awer och déi technesch, well mer mat enger gëeenter technescher Léisung kéinten un dëse Problem eruegoen. De Wallet gétt jo am Moment och schon an aneren europäeschen Länner als Pilotprojet benotzt, fir dat heiten ëmzesetzen.

Mee mir wëssen a mir sinn eis däre ganz bewusst, dass, wa mer op europäischem Niveau net weiderkommen, et eis dann natierlech wichteg ass, och hei op nationalem Niveau eppes ze beweegen. Dowéinst hu mer deen Aarbechtsgrupp en place gesat, fir eebe genau dat schon ze preparéieren, fir eng Léisung och ze preparéieren. Gläichzäiteg hale mer den Drock op déi Europäesch Kommissioun héich, fir dass mer esou schnell wéi méiglech eng Léisung zu dësem Problem hunn, deen déi Jonk staark betrëfft.

Ech mengen awer, dass et am Moment e kloer Momentum gétt fir eng europäesch Léisung. Wann dës net méiglech ass, fannen ech, sollt een och a Kontakt trieden mat eisen Nopeschlänner, fir awer e Schutz ze hunn, deen esou wäitreechend wéi méiglech ass. An deementspriedend muss een déi Léisungen, déi mir hei proposéieren, natierlech mat Iech all a besonnesch och mat deene Jonken diskutéieren.

Fir mech ass et awer kloer, dass et, wa mer op deen do Wee ginn, natierlech net ëm e generellen Internetverbuert geet. An dat ass ganz wichteg. Et soll net drëm goen, deene Jonken den Accès op den Internet oder den Accès op Informationsressourcen ze verbidden. Au contraire, si solle léieren, sech d'Virdeeler vum Internet ze appropriéieren, ouni awer deene schiedleche Geschäftsmodeller vun de soziale Meedien exposéiert ze sinn. An dat ass och an deem Sënn, egal wat mer haut diskutéieren, keng isoléiert Moosnam. Et ass wichteg, dass mer dës Opmierksamkeet och notzen, fir nach eng kéier verstärkt op d'Thema vun der Meediekompetenz anzegoen. Den Här Meisch wäert dat duerno nach maachen.

Et ass awer genausou wichteg, dass mer weiderhin derhannert bleiwen, dass den DSA effikass ëmgesat gétt. An et ass genausou wichteg, dass mer hannendru bleiwen, fir nach méi Reegelen fir e bessere Schutz zu kréien, justement bei der Conceptioun vun de Plattformen. Dat eent ass ze kucken: „Ab wéini däreffe se eran?“ An dat anert ass awer, och ze kucken: „Wat

geschitt, wa se bis dobanne sinn?“, fir se eebe grad ze schützen virun den Algorithmen, fir se virun ze schützen, datt se onendlech weiderscollen, fir se virun ze schützen, datt se ongewollt kontaktéiert ginn, ongewollt a Gruppe gesat ginn, a se och virum Cybermobbing ze schützen.

An als Justizminister wäert ech an deenen nächste Méint och en Text deposéieren, fir eebe grad dem Mobbing online nach besser Rechnung ze droen, well dee sech awer op eng aner Aart a Weis a méi schnell kann ofspille wéi an der Offlinewelt.

Voilà, fir de Rescht géif ech dann dem Educationsmi-
nister d'Wuert gi fir eebe seng Voleten.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, et ass nach eng Fro do, déi d'Madamm Bernard Iech wollt stellen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci fir d'Erklärungen. Ech stelle fest, dass et awer eng frappant Diskrepanz gëtt tëscht deem, wat den Här Premierminister hei virun net emol dräi Méint gesot huet, wou e wierklech nach eng Kéier an Aussicht gestallt huet, dass an deenen nächste sechs bis zwoelf Méint, wann do d'EU-Kommissioun keng Propos op den Dösch géing leeën, Lëtzebuerg da géing selwer agéieren.

Bei Iech klénkt dat awer elo esou, wéi wann Der wierklech e Plädoyer géingt maache fir eng europäesch Léisung. Sidd Der net averstan mat deem, wat de Premierminister hei virun dräi Méint gesot huet? Huet sech säitdem d'Positioun vun der Regierung geännert? Oder wéi kënnt et dozou, dass mer am Fong hei wierklech zwou e bësselche widderstreechlech Aussoen awer vun der Regierung zu deem Sujet héieren?

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Ech verstinn zwar do net, wat d'Kontradiktioun ass, well de Premierminister huet gesot, en hätt gär eng europäesch Léisung, a wann dat net de Fall wier, da géife mer eng national Léisung maachen. Dat ass genau dat selwecht wéi dat, wat ech Iech haut gesot hunn. Ech hunn Iech probéiert ze erklären, wisou et gutt wär, wa mer eng europäesch Léisung hätten: well mer déi Jonk vill méi wäitreichend schützen kéinten. An ech hunn Iech och gesot, datt mer schonn amgang sinn, ze preparéieren, falls dat net de Fall wär, well mir hunn en Aarbechtsgrupp säit leschem Summer en place, fir genau déi dote Froen ze klären.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ma da si mer gespaant, wat an deenen nächste sechs bis zwoelf Méint kënnt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Merci, Madamm Bernard. D'Wuert huet elo den Educationsmi-
nister. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virun zimmlech genau zwou Joer e ganz erhellend Gespréich mam CEO vun Apple Europe. An ech hunn e gesinn, net fir seng neitste Modeller vun Tablette kennen ze léieren an ze testen, mee ech hunn e gesinn, fir em ganz prezis eng Fro ze stellen, nämlech: „Wat maacht Dir als ee vun deene groussen Techkonzerner, fir déi Jonk ze schützen?“, déi Jonk eebe grad an de soziale Meedien, um Smartphone, um Tablet ze schützen, fir datt si fir alles dat, wat de Mëtteg hei schonn erkläert ginn ass, wa mëttlerweil wëssenschaftlech beluecht ginn ass, hir Responsabilitéit eigentlech do kennen huelen. Nun, d'Äntwert war einfach, kloer an extreem ernüchternd, nämlech: „Näischt.“ Näischt, well se geduecht hunn: „Dat doten ass net eis Aufgab.“

Nun, ech mengen, duerfir musse mir als responsabel Politiker eis Responsabilitéit iwwerhuelen a soen: „Da musse mir déi Jonk schützen!“ Mir musse se schützen virun deene Phenomeener, datt sozial Meedien, den iwwerdriwwene Konsum vu soziale Meedien a vum Smartphone, net gutt sinn, jo, kënnen ofhängeg maachen, jo, einfach ze vill Zäit klauere vun deene Jonken, déi se net méi hunn, fir alles dat ze maachen, wat Jonksinn heescht: erauszegoen, eng ze stëbsen, sozial Kontakter ze fleegen, sech ze beweegen. Well ausser datt de Fanger beweegt gëtt, wësse mer, datt eigentlech fir de Rescht heiansdo Stonnen a Stonnen Immobilitéit dermadder einhergeet.

Jo, ech sinn zeréckkomm vun deem Gespréich a mir hunn eis direkt dohinnergesat an déi ganz Campagne an déi ganz Initiativ Screen-Life-Balance lancéiert, fir datt mir eis Responsabilitéit huelen, do, wou mer se kënnen haut schonn huelen, nämlech an de Schoulen, an de Maison-relais an an de Lycéeën.

De Feedback, dee mer zu deene Reegelen, déi mer jo do schonn hei diskutéiert hunn, kréien, ass éischter positiv, well gesot gëtt: „Mir hu manner Gewalt, mir hu manner Cybermobbing“, wat jo normal ass, jo, mir hu virun allem erëm méi direkte soziale Kontakt, méi direkt sozial Interaktivitéiten tëschent deene Jonken. Déi Jonk sinn erëm am Schoulhaff a se spille mateneen, se schwätze mateneen. An deene kleng Pause gesi mer, datt se sech begéien um Gank an direkt echagéieren, amplaz datt jidderee just op säin Ecran kuckt.“

Mir hunn awer och d'Situatioun, datt mer keen Impakt hu bis haut op dat, wat ausserhalb da vun de Mauere vun enger Schoul, vun enger Maison relais, vun engem Lycée geschitt. An duerfir, mengen ech, musse mer haut hei och eis Responsabilitéit iwwerhuelen, well mer och mëttlerweil gesinn – an dat sinn och Temoignagen, déi mer kréien –, datt an deene Joren, wou de Smartphonekonsum an de Konsum vu soziale Meedie kontinuéierlech an d'Luucht gaangen ass, gläichzäitig de Bien-être, déi mental Gesondheet, vun deene Jonken am selwechte Mooss erofgaange sinn, a mer mëttlerweil wëssenschaftlech Evidenz hunn, déi eis beleet an déi eis seet an déi eis warnet, datt dat eppes mateneen ze dinn huet.

An duerfir musse mer kucken, datt mer d'Entwécklung vun deene Jonken nees stärke mat Beweegung, mat Sport, mat sozialen, kulturellen Interaktivitéiten, jo, datt e Jonke sech och mol erëm eng Kéier ka langweilen an net direkt zum Smartphone gräift an an der Welt vun de soziale Meedien ënnertaucht, well mer wëssen, datt dat, wat en dann déi zwou Minutten, déi hallef Stonn, déi Stonn, vläicht déi zéng Stonnen drop do erlieft, déi Contenus, mat deenen en do beriselt gëtt, Contenus sinn, déi d'Mënscheit eigentlech net gebraucht hätt, op déi mer alleguerten hätte kënnen verzichten, a ganz besonnesch Jonker.

Et ass, mengen ech, och e breede Konsens hei an der Diskussioun gewiescht, datt mer als Bildungssystem déi Jonk musse stäerken duerch eng Meedienerzëhung, eng Meediebildung. Dir wësst, datt mer virun enger Rei vu Joren de „Medienkompass“ lancéiert hunn, deen e Kader bitt, fir altersgerecht an deene jeeweilege Stufe vun eisem Schoulsystem och kënnen Initiativen ze huelen, fir déi Jonk ze stäerken am Ëmgang mat de Meedien, am Verständnis vun de Meedien.

Mir hunn awer op der anerer Säit och gläichzäitig vill Wäert drop geluecht – well mer si jo keng techfeindlech Regierung oder keen techfeindliche Ministère, keng techfeindlech Schoul –, Jonke gläichzäitig ze erklären: Wat ass dat doten? Wéi fonctionéiert dat? Mir hunn de Coding. Mir hu Computational Thinking.

Algorithmescht Denke vermëttelt mer mëttlerweil schonn op eng spilleresch an altersgerecht Manéier an de Grondschoulen. Mir hunn Digital Sciences agefouert an de Lycéeën, fir och do op d'Avantagen, op d'Chancë vun der Digitaliséierung hincweisen, mee awer gläichzäitig och eeben déi Phenomeener ze erklären, déi de Mëtteg hei, mengen ech, ganz flott an explikativ demonstréiert goufen, nämlech: „Wéi fonctionéiere sozial Meedien?“, datt een do an eng Welt eragezu gëtt, wou een eigentlech net wierklech hi wolt, mee wou anerer wëlle Geld mat engem senger Zäit verdéngen. An déi Méiglechkeete gi mer eis haut.

Mir hu BEE SECURE, dat eng formidabel Initiativ ass, déi mer musse weider ausbauen, souwuel an der Breet wéi awer sécherlech och an deenen Initiativen, déi se méi moossgeschneidert nach op d'Entwécklung vun haut, och am Hëllef op d'Kënschtlech Intelligenz an anerer, mussen huelen, fir se de Schoulen an och am nonformale Beräich kënnen unzebidden.

A wann ech dat doten alles opgezielt hunn, dann, mengen ech, kréie mer nach eng Kéier e grouse Qualitéitssprong an deenen nächsten zwou Joer, well viles vun deem, wat mer elo hei proposéiert hunn, wéi de Meediekompass, wéi och d'Initiative vu BEE SECURE, dat ass emol punktuell, wou den Enseignant seet: „BEE SECURE, komm a meng Klass, wannechgelift! Jo, ech hätt gär, datt mer eenzel Initiativen aus dem Meediekompass mat menger Klass maachen.“ Mee mir mussen och elo kucken, datt mer et systematesch maachen. An duerfir hu mer och d'Meedienerzëhung als ee vun den transversale Sujeten am neie Plan d'études verankert, dee jo an der Rentrée 2026 fir de Cycle 1 an 2 an duerno an der Rentrée 2027 fir de Cycle 3 a 4 verallgemengert gëtt.

Wa mer Jonker wëlle stäerken, Dir Dammen an Dir Hären, dann, mengen ech, musse mer awer och e Wuert iwwer déi nonformal Bildung verléieren, jo, iwwert d'Jugendarbecht verléieren, well dat ass hir zentral Missioun. A wa mer déi Jonk wëllen – an ech mengen, dat weess jiddereen heibannen, dee mat Kanner, mat Jonke schafft, dee Mamm a Papp ass – vum Smartphone ewechkréien, wa mer se wëllen aus de soziale Meedien erauskréien, da musse mer eppes aneres ubidden. Mir mussen eis och nees méi Méi ginn, fir attraktiv analog Aktivitéite kënnen ze bidden, fir eis Schoulhaff, fir eise Preau, fir eis éffentlech Plazen esou ze gestalten, datt déi Jonk sech gär do ophalen, datt se och op aner Iddie kommen.

Dat eleng wäert net duergoen. Dat eleng wäert net duergoen, fährt ech, wa mer de soziale Meedie weider fräie Laf loossen, well déi si fir eis, net nëmmen fir d'Kanner an déi Jonk, mee fir eis alleguerten eis Zäit ze klauen a fir domadder Geld ze verdéngen. An duerfir, mengen ech, brauche mer béides: Stäerkerung vun den analogen Aktivitéiten, mee op där anerer Säit awer och eng kloer Gesetzgebung, fir dat, wat déi sozial Meedie mat eise Kanner an eise Jonken haut scho gemaach hunn, an Zukunft kënnen ze ënnerbannen.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Et sinn zwou Motiounen während dëser Heur d'actualité deposéiert ginn, eng Motioun vun der Madamm Minella an eng Motioun vum Här Polidor.

Motion 1

Ech géing proposéieren, datt mer evidenterweis mat der Motioun 1 ufänken. Ech wolt d'Madamm Minella

froen ... Si huet se schonn erkläert. Wëllt Dir duerno nach eng Kéier schwätzen oder wëllt Der direkt d'Wuert huelen?

(Interruption par Mme Mandy Minella)

Dann hutt Der d'Wuert, Madamm Minella. Et ass un Iech.

Mme Mandy Minella (DP) | Villmools merci, Här President. Jo, wat d'Motioun ugeet, do fuerdere mer e Social-Media-Verbuet ënner 16 Joer, dass dat op EU-Niveau soll ëmgësat ginn, a falls dat dann net ëmgësat gëtt, dass mer entweeder mat den Nopeschlänner zesummen eng Solutioun fannen oder eeben als Lescht op nationalem Niveau, och wann et, wéi mer et virdrun héieren hunn, natierlech besser wier, wa mer dat op EU-Niveau géife reegelen. D'Plattformen solle verantwortlech ginn, fir Kontrollmechanismen en place ze setzen, a wa se dat net maachen, da solle se och sanktionéiert ginn. An d'Éducation numérique soll natierlech gestärkt ginn, fir d'Santé mentale vun de Jonken ze erhalen, an natierlech och, fir géint Cybermobbing virzegoen. D'concernéiert Autoritéiten, déi dee Verbuet sollen ëmsetzen, sollen och gestärkt ginn. Voilà, dat ass elo dat, wat mir fuerderen an eiser Motioun, an ech hoffen, dass mer e breede Konsens wäerte fannen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Minella. Et hu sech bis elo den Här Keup, den Här Marques an d'Madamm Bernard gemellt. Här Keup, fänt Dir un, wannechglift.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, Dir fuerdert hei en, et kann ee soen, knallhaarde Verbuet vun de soziale Meedie fir ënner 16-Järeger: Insta, YouTube an esou weider an esou fort. Dat kënne mir net esou matdroen an duerfir wäerte mir als ADR hei net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hunn deem, wat d'Madamm Minella dozou gesot huet, näischt bäizefügen. Et ass zimmlech kloer an dofir géife mir als CSV déi Motioun natierlech matstëmmen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, ech hat et virdru schonn e bëssen ugedeit: Mir feelt hei de Vot vun den Delaien, vun der Verbindlechkeet. Mir hunn Aussoe vun Premier héieren, deen op sechs bis zwoelf Méint verweisen huet, dass da wäert geliwwert ginn. Déi Delaie fanne mer net an dëser Motioun erëm. Mir fannen hei eng Motioun erëm, déi seet: „A, als Eischt mussen mer do kucken. Da mussen mer do kucken. Mir loosse eis nach Zäit.“ Fir eis feelt et hei u Verbindlechkeet, quitte dass hei eng ganz Rei Punkten dra sinn, déi ech och a menger Ried esou gesot hunn. Also, mir leien inhaltlech net ganz wäit vuneen ewech. Mee déi Verbindlechkeet ass awer eng, déi ech mer hei méi staark gewënscht hätt, och mat zäitlechen Delaien. Dowéinst géing ech menger Fraktioun recommandéieren, eis hei ze enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Elo den Här Polidori, dann den Här Clement an dann den Här Wagner. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'Motioun ass eis ganz sympathesch. Et ass just eppes, wat net drasteet: dat mat der Verbindlechkeet, wat d'Madamm Bernard elo sot. Mir hunn dowéinst jo eng Proposition de loi deposéiert. Dat heescht, mir setzen domadder jo e bësselchen awer de Fouss op

de Gas. Si hunn awer och gesot, dass mer wa méiglech eng europäesch Léisung géife favoriséieren. Hei steet just eppes dran: Mat deem Verbuet bis zum Alter vu 16 Joer géif sech eis Proposition de loi e bëssleche bäissen. De ganze Rescht vun deenen aneren Invitten, wéi och de Stäerke vum DSA, ënnerstëtze mer och. Dowéinst si méi positiv Punkten dra wéi där negativer. Dofir géif ech och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzedroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi Motioun ass engersäits ganz kloer, wat d'Verbieden ugeet. An domadder – dat hunn ech virdrun an der Ried gesot – kënne mer se eleng schonn op deem Punkt net matdroen.

Wann ee se ganz liest, da komme fir eis u sech just zwee positiv Punkten eraus. Dat sinn d'Stäerke vum DSA an d'Stäerke vun de Bildungsofferter. Mee wat eis komplett feelt, ass och zum Beispill d'Diskussioun – an dat hunn ech och an där ganzer Diskussioun haut net héieren – iwwerhaapt emol iwwert d'Definitioun, wat dann d'Majoritéit hei als „Social Media“ géif verstoen. Well dat ass, mengen ech, d'Kruv vun der Saach.

Ass dann elo e Messengerdëngscht e Social Media, deen hei muss verbuede ginn? Wann e Messengerdëngscht e Social Media ass, ass dann d'Chatfonction an engem Multiplayerspill op eemol och e soziale Reseau? Ass vläicht all zweet Spill, dat och Kanner a Jugendlecher um Handy benotzen, well et do sozial Komponenten hautdesdaags dra gëtt, e soziale Reseau, dee verbuede gëtt? An domadder komme mer ganz séier an de Problem, dass mer guer net méi wëssen, wat mer heimadder iwwerhaapt wëlle reguléieren.

An domadder, onofhängeg vun dem ideologesche Point de vue, dass mer mat esou enger Verbuetsspolitik näischt kënne ufänken, kënne mer et och net matdroen, well et inhaltlech einfach net kohärent kann erkläert ginn. An dofir wäerte mer hei definitiv dergéint stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, et ass schonn emol kruzial, tatsächlech ze definéieren, wat sozial Reseau sinn. Gewësse Plattformen kënne op eemol denaturéiert ginn a fir aner Zwecker benotzt ginn.

A China gëtt et zum Beispill déi Plattform Steam ... Dat ass déi, wou ee ka Videospillen kafen, eroflueden. Verschiddener vun Iech kenne se vläicht.

(Interruptions)

Voilà, ech wousst et. An do gëtt et natierlech och Forummen, wou ee kann diskutéieren, sech echangéieren. Déi ass a China verbuede ginn, well op eemol ass iwwer aner Saachen diskutéiert gi wéi Videospillen. An dat huet der Regierung net onbedéngt gefall.

Mee mir wäerten och déi heite Motioun net matdroen, well mer der Meenung sinn, dass een etappeweis misst virgoen, dass et an eisen Aen zum Beispill normal ass, an et ass souwisou de Fall, dass ee bis 13 Joer kann awer Richtung Verbuet goen – déi meescht Social Media sinn am Prinzip souwisou net zougänglech fir ënner 13-Järeger –, mee dass een duerno dee Gap tëscht 13 Joer a 16 Joer aneschtens muss ugoen an net einfach an d'Richtung goen, wéi ech dat virdru gesot hunn d'ailleurs, et ze verbidden. Dofir wäerte mer et net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Madamm Minella, wëllt Dir zum Schluss nach eppes soen? Dat ass net de Fall.

Da géing ech dës Motioun Nummer 1 vun der Madamm Minella zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 47, Neen: 9, Abstentioun: 4. Dës Motioun ass also mat 47 Jo-Stëmme géint 9 Nee-Stëmme bei 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Mosar), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 2

An da komme mer zu der zweeter Motioun vun dem Här Polidori. Här Polidori, wëllt Dir elo oder duerno schwätzen?

M. Ben Polidori (LSAP) | Elo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hutt Der d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Jo, no-deems mer eng Proposition de loi deposéiert hunn, huet den Här Marques jo gesot, dass, wann ee vun haut op muer géif esou eng Reguléierung maachen, een dann d'Leit effektiv och misst begleeden. An dat ass eppes, wat mer hei och fuerderen, egal a wat fir eng Richtung et soll goen, dass mer einfach kucken, déi Jonk weiderhin ze begleeden, weiderhin ze sensibiliséieren an och einfach eng Plaz ze hunn, en Espace, déi sougenannte Safe Spaces, déi et haut och scho gëtt. Hei zu Lëtzebuerg sinn haut ganz vill Leit op de soziale Meedien, déi dat als positiven Espace notzen. Wa mer dat effektiv elo géifen huelen an dat ewechhuelen, dann hätten déi Leit dat net méi. An do mussen mer och weider encouragéieren, weider där Saachen ze kreéieren an och déi Leit zesummenzehalen. Dat ass wäitgeend dat, wat dës Motioun fuerdert, an dofir hu mer déi och deposéiert. A mir hoffen do op eng breet Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Wie wëllt heizou Stellung huelen? Den Här Clement, d'Madamm Bernard, den Här Marques an d'Madamm Minella. Här Clement, fänt Dir un, wannechglift.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Déi heite Motioun wär eis scho mol vill méi sympathesch wéi déi virdrun, wär do net den éischten Invite. An am éischten Invite gesäit een e bëssen, wéi awer probéiert gëtt, ronderëm déi Verbuetspolitick ze rudder, fir dann awer herno bei Verbueter ze landen. Da gëtt nämlech ugefaange mat „en parallèle d'une régulation de l'accès des mineurs“. Do kéint ee jo domadder liewen. Dat seet net explizitt: „Et ass e Verbuet.“ Da seet ee sech: „Ok, parallèll mat esou enger Reguléierung“, domat kéinte mer liewen.“

Wann et do opgehalen hätt, hätt mer déi Motioun hei kënnen matstëmmen, well alles, wat duerno kënnt, ass positiv. An da gesäit een awer dat richteg Gesiicht derhannert, wou dann am zweeteschten Deel vum Saz geschriwwen gëtt: „et réévaluer périodiquement la nécessité de l'interdiction“, woumadder kloer gesot gëtt, datt hei d'Zil net ass, eng Reglementéierung ze maachen, mee e Verbuet. An domadder kënnen mer déi Motioun hei net matdroen a wäerten dat och net maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo d'Madamm Bernard, dann d'Madamm Minella, dann den Här Marques an dann den Här Keup.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, mir hunn dës Motioun mat ënnerschriwwen, well se genau op Aspekten ageet, déi ech och a menger Ried nach eng Kéier ervirgehewen hunn, op sécher Raim fir Jonker, eeben och an der Offlinewelt. Ech sinn och frou ze héieren, dass de Minister och do nach eng Kéier en Accent drop geluecht huet, well ech mengen, dass et wierklech dat ass, wou mer en parallèle wierklech mussen dran investéieren. An ech mengen, dass sech dat och duerno muss a budgetären a personelle Choix fir d'Jugendaarbecht erëmfannen. Dann um Niveau vum DSA ass, mengen ech, nach u ganz vill verschidde Stellschrauwen ze dréien. Och déi ginn hei an dëser Motioun erwänt. An dowéinsten géng ech proposéieren, dass mir dës Motioun matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Madamm Minella.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Mir kënnen esou mat dëser Motioun am Fong liewen. Et si just déi zwee lescht Tireten, wou mer beim virleschten Tiret net esou richteg wëssen, wien et genau betrëfft. Ech mengen, d'Ministesch, déi et betrëfft, déi ass elo net hei. Et wier vläicht och gutt, do eng gréisser Diskussioun dozou ze hunn. An dofir géif ech proposéieren, dass mer se an d'Kommissioun verweisen, wann dat och esou ok wier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Déi Motioun ass am Fong och ganz sympathesch. An ech begreissen hei verschidde Punkten, déi hei gesot goufen. Ech warne just virun deem Begrëff „Safe Space“. An ech denken, dass et wichteg ass, dass mer vläicht méi am Detail driwwer schwätzen, well wann een och mat concernéiert Leit schwätzt, da fäerte se heiansdo och, surexposéiert ze ginn oder dass et wierklech en Espace gëtt, wou dann eng Etikett drop-gesat gëtt. A mir mussen och oppassen, wéi mer esou Espace kreéieren, net dass mer duerno domadder en Effet inverse kreéieren.

Dofir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer dëst seriö huelen a vläicht an enger Meediekommissioun oder an enger anerer Kommissioun – ech weess net, wéi eng Kommissioun d'Madamm Minella elo gemengt huet – doriwwer kënnen schwätzen. A nee, Chancëgläichheet. Voilà, ok, dass mer da vläicht eng Jointe maachen, ech weess net, mee dass mer op

jidde Fall déi Diskussioun weiderféieren. Dat wär op jidde Fall déi Propos, déi mir géife maachen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et kritt een heiansdo d'Gefill, wéi wa verschidde Saachen, déi hei och proposéiert ginn – et ass elo net béis gemengt –, awer net bis zum Schluss iwwerluecht sinn.

Mir hate virdrun och rieds doriwwer, wéi eng Social Media et iwwerhaupt betrëfft. Ech hunn zweemol a menger Ried virdru gesot „YouTube“. Do ware Verschiddener, déi e bëssen erschreckt gekuckt hunn, warscheinlech well se am Ufank geduecht hunn, dass YouTube net derzou géif gehéieren. An Australien ass awer, souwäit ech weess, YouTube verbuede gi fir ënner 16-Järeger, wat ech awer bedenklech fannen.

An et geet jo méi wäit nach. Dann hu mer allmëglech Chatten – WhatsApp an esou weider, Steam ass genannt ginn –, also onwarscheinlech vill Méiglechkeeten, déi een dann och eventuell misst verbidden. An ech mengen, dass een do also méi nach misst driwwer diskutéieren, dass ee sech méi misst informéieren an dass eng méi breet Diskussioun am Fong iwwert dat Ganzt hei misst stattfannen.

An da kommen hei an där Motioun elo nach Saachen derbäi, déi elo net direkt awer eppes dermat ze dinn hunn. Also ech versti verschidde Saachen a verschidde Punkten, déi hei drastinn a ka se och ënnerstëtzen, kloer. Mee deen zweeteschten Tiret mat Safe Spaces dobaussen, also physische Raim oder Plazen, déi da fir Leit an allmëgleche Situatiounen ... Ech weess net, ob dat elo eppes dermat ze dinn huet. An ech weess och net, ob dat elo einfach esou, wann een dat esou matstëmmt, hei direkt sënnavoll wier. Doriwwer misst ee vill méi nodenken a vill méi diskutéieren a sech emol wierklech kloer maachen, wat dat géif heeschen a wat och d'Nodeeler vun esou eppes wieren, och eebe grad fir déi Leit.

Duerfir, evidenterweis stëmme mer d'Motioun net mat, well se op e Verbuet aus ass a mir kee Verbuet wëllen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Sinn nach aner Wuermeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Polidori, Dir krut och eng Fro gestallt. Dann hutt Der d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Fir d'éischt emol d'Fro, ob mer dat effektiv sollen an der Kommissioun diskutéieren weinst dem zweeteschte Punkt. Also ech hu mol prinzipiell kee Problem domadder, dass mer dat esou maachen, well ech mengen, et ass eng wichteg Motioun an et soll net dorunner scheitern, dass mer effektiv iwwert deen Detail an iwwert déi eventuell Necessitéit sollten diskutéieren.

Ech muss awer a Fro stellen ... Mir hunn hei just geschwat vun „encourager“ a „soutenir“. An ech hoffe jo awer, dass eis Regierung haut schoonn dat heite mécht. An dat ass e bëssen dat, wat ech awer schued fannen, dass mer eis elo hannert deem Punkt do verstoppen. Mee bon, soit. Dat gesot, géif ech dat awer akzeptéieren.

Dann awer nach eng aner Saach zu där ganzer Diskussioun ëmmer iwwert de Verbuet. Och ech, Här Clement, Dir wësst dat, sinn net fir Verbueter. Hei muss mer awer soen, dass mer nach eng Kéier déi Urgence vun engem Verbuet gesinn hunn. An ech hoffen, dass mer kënnen an e puer Joer eng Kéier hei stoen an dass mer dat, wat ech haut deposéiert

hun, kënnen réckgäנגeg maachen, wa mer endlech sozial Meedien hunn, déi konform sinn, déi verantwortungsbewusst fonctionéieren, wou mer dat net musse maachen, déi fir déi Jonk schaffen an net géint déi Jonk. An dat ass eppes, mengen ech, wat och nach eng Kéier sollt gesot ginn, ouni elo just hei déi ganzen Zäit ze polariséiere mat Verbuet an Netverbuet. Voilà, ech wollt dat just nach eng Kéier kloerstellen.

Merci. Also mir sinn och dermat d'accord, Här President, se an d'Kommissioun ze huelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dat hat ech esou verstanen. Merci, Här Polidori.

D'Fro ass also, ob mer dës Motioun an d'Kommissioun sollen iwwerweisen.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien domat d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also à l'unanimité an d'Kommissioun verweisen.

(La motion 2 de M. Ben Polidori est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications et à la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité.)

Domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour dann ofgeschloss.

7. 8613 – Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'article 3 de l'Accord modifié entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, fait à Sarrebruck et Luxembourg, le 28 avril 2025

8614 – Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant l'article 3 du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le « Landkreis Merzig-Wadern » sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du « Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl », fait à Merzig et Luxembourg, le 28 avril 2025

A mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat sinn d'Projet-de-loien 8613 a 8614 iwwert d'Ofkommen tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland respektiv d'Ëmsetze vun engem Protokoll mam Landkrees Merzig-Wadern iwwert de Schengen-Lycée zu Pärle. D'gemeinsam Riedezäit ass hei de Basismodell: 10 Minutte fir d'Rapportrice, 5 fir jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit, 10 fir d'Regierung. Ageschriwwen si schoonn: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deenen zwee Projet-de-loien, déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Rapports de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, déi nächst zwee Gesetzesprojete concernéieren de Schengen-Lycée a sollen zwou Ännerungen ëmsetzen, déi am Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Saarland virgeholl goufen.

De Schengen-Lycée oder, wéi en offiziell heescht, „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“ ass e binationalen, grenzüberschreitende Lycée, deen 2006 gegrënnt gouf an deen am Joer 2007/2008 seng Dieren opgemaach huet. Dës Schoul ass e Symbol vun der enker edukativer a kultureller Zesummenaarbecht tëscht Lëtzebuerg an der Saar-Regioun. Si empfängt Schülerinnen a Schüler vu verschiddenen Nationalitéiten a bitt zwee pedagogesch Weeër un: eng däitsch Filière, déi op den Abitur virbereet, an eng lëtzebuergesch Filière, déi zum Diplom vum Enseignement secondaire général féiert. Zousätzlech erméiglecht de Schengen-Lycée och den Zougang zu héichschouleschen technesche Formationen fir Schüler, déi net un den Ofschlossexamen deelhuefen oder dës net erfollegräich ofschléissen.

De Projet 8613 setzt eng Ännerung am ursprénglechen Accord vun 2006 tëscht Lëtzebuerg an dem Saarland iwwert d'Organisation vum Schengen-Lycée ëm. Dës Ännerung ass néideg, well d'Land Saarland decidéiert huet, de sougenannte G8-System opzeginn, also e Lycéescircuit vun aacht Joer, an nees op en néngjärege Lycéeparcours, also de G9, zrëckzegräifen. Dëst bedeit, datt d'Schüler hir Schoulzäit net méi no zwielef, mee eréischt no dräizéng Joer ofschléissen. Fir d'Kohärenz vum pedagogesche Parcours an d'Gläichbehandlung vun alle Schüler ze garantéieren, ass et dofir wichteg, datt och de Schengen-Lycée dem neie Modell ugepasst gëtt.

Konkreet gesäit den Accord vir, dass d'Klassen am Schengen-Lycée vun der Cinquième bis op d'Treizième organiséiert ginn. Den Ofschlossexamen am däitschen Enseignement secondaire classique gëtt domat eréischt um Enn vun der Treizième gemaach. Och déi lëtzebuergesch Filière vum Enseignement secondaire général gëtt un dës verlängerte Parcours ugepasst a wäert an Zukunft och eréischt no der Treizième kënnen ofgeschloss ginn. Gläichzäiteg bleift d'Méiglechkeet bestoen, no de virgesinne Stagebedéngungen Zougang zu däitschen Héichschoulen ze kréien.

D'Ëmsetzung vun deem neie Parcours geschitt progressiv ab dem Schouljoer 2025/2026, an zwar an engem éischten Schrëtt an de Klasse vun der Cinquième a Sixième. Fir dem Schoulkalenner Rechnung ze droen, soll d'Gesetz réckwierkend ab dem 1. September 2025 a Kraaft trieden. Den Accord selwer trëtt a Kraaft, nodeems béid Partnerstaate sech géigesäiteg iwwert den Ofschloss vun hiren interne Prozeduren informéiert hunn.

Ech komme kuerz op d'Avisen ze schwätzen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 18. November 2025 keng formell Opposition géint de Projet formuléiert. Hien huet allerdéngs drop higewisen, datt eng Loi d'approbation normalerweis net d'Entrée en vigueur vun engem Accord festleet, well dës vum Accord selwer gereegelt gëtt. Aus deem Grond huet de Staatsrot ugeroden, d'Retroaktivitéit am Text net explizitt ze ernimmen. Grundsätzlech gouf et säitens vun der héijer Kierperschaft awer keng Remarken zum Inhalt vum Text.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis vum 26. November 2025 d'Wichtigkeet vun enger kloer strukturierter an transparenter Ëmsetzung betount. Si huet drop higewisen, datt d'reglementaresch Texter,

besonnesch wat d'Stonnepläng an d'Gewichtung vun de Fächer ugeet, fristgerecht mussen ugepasst ginn. Ënnert dëser Reserv huet si dem Projet zugestëmmt.

Och d'Chambre de Commerce weist Verständnis fir d'Upassung vum Schengen-Lycée un d'Schoulreform am Saarland an huet keng inhaltlech Kritik geäussert.

(Mme Barbara Agostino relit par inadvertance une partie du rapport qu'elle a déjà présentée. Cette partie a été omise dans le présent compte rendu.)

Si huet allerdéngs drop opmierksam gemaach, datt dat zousätzlech Schouljoer zwar kuerzfristeg keen direkten Impakt op de Staatsbudget hätt, déi finanziell Auswirkungen awer mëttelfristeg kéinten optrieden. An deem Kontext plädéiert si fir eng fristgerecht finanziell Evaluatioun, fir eng gutt Budgetsplanung ze garantéieren.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, dëst gesot, kommen ech zum Schluss vu mengem Rapport a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Ech entschëllege mech, ech hunn zweemol d'Avis virgelies.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass guer kee Problem, Madamm Agostino.

(Interruptions)

Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Am nammlechte Kontext steet och de Gesetzesprojet 8614. Och hei geet et ëm de Schengen-Lycée. Mam Projet 8614 soll de Protokoll tëscht Lëtzebuerg an dem Landkreis Merzig-Wadern ugeholl ginn, dee sech op d'Finanzéierung an d'Organisation vum Schengen-Lycée zu Perl bezieht.

Konkreet soll de Protokoll ugeholl ginn, deen den Artikel 3 vum Accord vum 4. Dezember 2006 ofännert. Dësen Artikel 3 reegelt d'Froe ronderëm déi bestoend Gebaier, d'Finanzéierung vu bauleche Projeten an d'lafend Käschte vum Lycée. D'Ännerung ass néideg, well déi bis elo gëlteng Finanzéierungsregelung mat der Zäit ëmmer méi komplex ginn ass an net méi dem reelle Besoin vum Schoulbetrib entsprécht.

Den Haaptpunkt vum neie Protokoll besteet an enger grondleeënder Upassung vun der Käschteverdeelung. Bis elo gouf de finanzielle Bäitrag vum Lëtzeburger Staat all Joer nei berechent, jee nodeem wou d'Schüler hire Wunnsätz haten.

(Interruption)

Dës Method huet zu schwankende Bäitrag gefouert a gläichzäiteg vill administrativen Opwand verursaacht. Mam neie Protokoll vu 2025 gëtt elo festgehalen, datt Lëtzebuerg sech dauerhaft mat 50 % un de lafende Käschte vum Schengen-Lycée bedeelegt. Dës nei Regelung soll fir méi Stabilitéit, Transparenz a Previsibilitéit an der Budgetsplanung suergen, souwuel fir de Staat wéi och fir d'Partner op der däitscher Säit.

Zousätzlech gesäit de Protokoll eng Neiuerdung vun der Commission budgétaire vir. Dës Kommission wäert an Zukunft aus jee dräi Vertrieeder vun all Vertragspartei bestoen. Entscheedungen mussen eenheetlech getraff ginn, wat de partnerschaftleche Charakter vun der Zesummenaarbecht ënnersträicht. D'Direktioun vum Lycée gëtt och an d'Aarbecht vun der Kommissioun agebonnen, andeems dräi Membere berodend un de Reuniounen deelhuefen, ouni awer e Stëmrecht ze hunn. De modifizéierte Protokoll soll réckwierkend den 1. Januar 2026 a Kraaft trieden.

Ech kommen dann domat och hei zu den Avisen. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 21. Oktober 2025 keng Bemierkungen zu deem Gesetzesprojet formuléiert.

D'Chambre de Commerce hat d'Ziler vum Protokoll am grouse Ganze begréisst. Si gesäit an der neier 50/50-Käschteverdeelung eng kohärent an zukunftsorientéiert Léisung, déi der demografescher a sozio-ekonomescher Entwécklung Rechnung dréit an dem Geescht vun der grenzüberschreitender Kooperationsentsprécht.

Gläichzäiteg huet d'Chambre de Commerce op eng Onkloerheet an der Fiche financière higewisen, well do schonn eng Erhéijung vun de staatleche Bäitrag fir 2025 virgesinn ass, obwuel de Protokoll eréischt ab 2026 gëllt. Si hat dofir eng Erklärung vun deem Punkt gefrot.

Donieft weist si dorop hin, datt d'Belaaschtung fir de Lëtzeburger Staat ab 2026 zwar däitlech klëmmt, mierkt awer gläichzäiteg un, dass dës Méiinvestitioun zur Nohaltegkeet vum binationalen Educationsprojet bäidroen kéint.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, och zu deem Punkt kann ech nëmmen den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dann och Iech, Madamm Agostino, Merci fir dës schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech soen der Rapportrice, der Madamm Agostino, villmools Merci fir déi zwee detailléiert a komplett Rapporten, deenen ech näischt Weesentlechtes bäizefügen hunn.

Mir als CSV deelen dës Analys a sti kloer zur grenzüberschreitender Zesummenaarbecht am Bildungsberäich. Et ass fir eis dofir selbstverständlech, dass de Staat och hei seng Verantwortung iwwerhëlt. Doweinst si mer averstanen, datt mir als Staat elo 50 % vun de Frais de fonctionnement vum Schengen-Lycée iwwerhuefen, wat fir méi Stabilitéit a Previsibilitéit suerge wäert. Dat gëllt och fir d'Decisioun, d'Dauer bis zum Ofschlossexamen vun aacht op néng Joer ze verlängeren. Doduerch kréien d'Schüler méi Zäit, fir sech a Rou op hir Ofschloss virzebereeden an hir Kompetenz Schrëtt fir Schrëtt auszubauen.

Dat gesot, Här President, soen ech der Rapportrice nach eng Kéier e Merci a mir ginn als CSV-Fraktioun natierlech eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Closenier.

Mme Francine Closenier (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. De Schengen-Lycée huet an deenen 20 Joer vu senger Existenz seng Preuv gemaach als Paradebeispill fir europäesch Zesummenaarbecht am Bildungsberäich, well Jugendlecher aus verschiddene Länner hei gemeinsam léieren, Méisproochegkeet liewen a sech fréi bewosst ginn, wat Europa ass, wat seng Avantagé sinn a wéi kuerzsiichteg et ass, just national ze denken – grad an dësen Zäiten en indispensable Element vum Bildungsoptag.

Et ass also selbstverständlech, dass d'LSAP dës zwee Gesetzesprojete matdréit zu der Upassung vun der Schoulzäit an zu der Finanzéierung vum Schengen-Lycée. An ech géif d'Regierung, a besonnesch den Educationsminister, encouragéieren, sech un deem

grenziwwerschreidende Schoulkonzept ze inspiréieren, fir eventuell nach änlech Projete mat eisen aneren Noperezen unzedenken. Domadder ginn ech den Accord vun der LSAP zu deenen zwee Projeten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll op zwee Punkten agoen. Deen éischte Punkt, dee betrëfft dat éischt Gesetz. D'Saarland huet elo decidéiert, dass d'Lycéeszäit ëm ee Joer erhéicht gëtt, dat heescht, dass een net wéi bis elo mat 18 Joer seng Première mécht, mee mat 19 Joer seng Première mécht, sou wéi et och fréier schonn emol war a sou wéi et och zu Lëtzebuerg an der traditioneller éffentlecher Schoul Usus ass. Do mécht ee jo och mat 19 Joer seng Première. Dat ass also eng Ongerechtegkeet, déi domat aus der Welt geschafft gëtt, an dat begrëisse mer.

Mir ginn awer ze bedenken, dass et zu Lëtzebuerg mëttlerweil ganz vill Schoule gëtt, déi genannt ginn „éffentlech Schoulen nom europäesche Modell“. An do mécht ee seng Première elo nach ëmmer mat 18 Joer, dat heescht, déi hunn ee Joer manner Lycée ze maache wéi déi, déi an den anere Schoule sinn. A mir fannen dat fundamental ongerecht, wann an enger Strooss, souguer an enger Famill, dat eent Kand ka seng Première mat 18 maachen an dat anert Kand awer eréischt mat 19. An duerfir géife mir de Minister encouragéieren, do eng Upassung ze maachen, dass déi Gerechtegkeet entsteet an dass jiddwereen hei aus dem Land seng Première eréischt mat 19 mécht an dass et do keng Diskrepanz méi gëtt.

Deen zweete Punkt, dat ass dee vun der Finanzéierung. Mir sinn domadder d'accord, dass dat elo op 50:50 geet. Mir ginn awer ze bedenken, dass, wann iergendeng Kéier de Fall géif kommen, dass ëmmer manner Lëtzebuerger Schüler do am Lycée wieren, een dat awer eng Kéier misst erëm nei verhandelen, well et kann awer och net sinn, dass mir da géifen e Lycée bezuelen, wou net eis Schüler géifen higoen.

Ech soen Iech Merci a mir wäerten dat Ganzt awer matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, grad an deenen Zäiten ass et wichteg, d'Theema Groussregioun ëmmer erëm héichzehalen. Mir liewen an engem ganz spezieller Kontext, wou mer ganz no an enk verwuerzelt si mat eisen Nopeschlänner, wou d'Leit grenziwwerschreidend schaffen an awer och grenziwwerschreidend léieren. An ech mengen, dass de Schengen-Lycée do en exzellente Beispill ass, wéi een déi Grenzregioun an déi Groussregioun och ka wierklech erliefbar maache vu Jonkem un. An an deem Sënn kann ech dat och nëmmen ënnerstëtzen, wat hei am Projet de loi dra-steet, an ech kann dowéinst den Accord gi vun deene Gréngen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass eng signifikant Vereinfachung par rapport zum fréiere System, wou reegelméisseg huet missen eebe grad nogekuckt ginn, wéi vill dann elo déi eenzel Länner sollte contribuéieren.

Deen eenzege Bemoll ass vläicht dobäi, wann een e bëssen tributaire ass vu schouleschen Entscheedungen, déi een aneren trëfft, a mir da mussen hei d'Gesetz änneren, fir dann nach compliant mat eise

Kolleegen ze sinn. Dat ass awer wierklech e minimale Bemoll. Ech fannen dat heiten nach ëmmer e super Projet. Grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an der Groussregioun ass en immens wichtegt Element vun eise Zesummeliewen. An deementsprechend kann een nëmmen den Accord zu deenen zwee Projete ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech halen dann dem David Wagner seng Ried. Mir ginn heimadder den Accord vun déi Lénk.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och hei der Raportrice Merci, der Madamm Agostino, awer och all de Riednerinnen a Riedner fir déi breet Zoustëmmung.

De Schengen-Lycée ass eigentlech ee vun deenen éischte Schrëtt a Richtung vun der Diversifizéierung vun eiser schoulescher Offer an en internationaalt Paradebeispill vu grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht, déi net ëmmer einfach ass, wou ee sech deem aneren ëmmer nees muss upassen. Et ass dat, wat mer jo hei zum Deel maachen: erëm eng Entwécklung am Saarland, an eise Nopeschland, fir a Richtung vu G8 op G9 ze goen, déi mer matmaachen, fir kënne weiderhin zesummen de Schengen-Lycée ze bedriewen, deen e Lycée war, deen déi éischt Alternativ zu eise traditionelle Schoulssystem war, well en dach awer eng Mëschung war tëscht deem däitschen an deem Lëtzebuerger System, well een zwee Diplomer op ee Coup konnt kréien.

An et weess een, dass ganz vill lëtzebuergesch Schülerinnen a Schüler oder zu Lëtzebuerg wunhaft Schülerinnen a Schüler dacks vu méi wäit hier komm sinn, also net nëmme vun der Muselgëgend eriwuer gaange sinn, mee queesch uechtert d'Land all Dag gefuer sinn, fir op Pärle an d'Schoul ze goen, well se do eng ganz reell Alternativ fonnt hunn. Mëttlerweil wësse mer awer och, dass mer zu Lëtzebuerg méi Alternativen hu queesch uechtert eist Ländchen, soudatt doduerjer déi Weeër do net méi onbedéngt noutwendig sinn. De Schengen-Lycée behält nach ëmmer seng Bedeitung, a mir halen dorunner fest.

D'Fro, firwat mer net schonn änlech Institutionen hu mat aneren Nopeschlänner: Fir zu zwee eppes ze maachen, muss een zu zwee eens ginn. An ech weess, dass ech schonn dacks mat ënnerschiddleche Kolleegen, virun allem a Frankräich, geschwat hunn. Wann déi méi no bei Lëtzebuerg sinn, hir Responsabilitéit do droen, da si se ganz derfir, eppes Änlech ze maache wéi zu Pärle am Schengen-Lycée – eng École binationale. Wa se awer méi no bei Paräis sinn, wëlle se eigentlech dovunner näischt héieren. An duerfir si mer bis elo eigentlech, trotz all eisen diverse Beméiungen, do nach ni weiderkomm. Ech ginn awer net op, well ech gleewen drun, dass mer och am Bildungsberäich e Stéck Groussregioun kënne ganz konkret liewen a virun allem enger nächster Generatioun Europa e Stéck méi no bréngen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8613 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8613⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8613 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, infolgedesse keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Nathalie Morgenthaler) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da komme mer zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8614. Den Text steet am Document parlementaire 8614³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8614 et dispense du second vote constitutionnel

An hei fänkt d'Ofstëmmung elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Nancy Arendt), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Nathalie Morgenthaler) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

8. 8609 – Projet de loi portant modification de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal

An da komme mer zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour, dem Projet de loi 8609 iwwert de Museksunterrecht an de Gemengen. Hei hu mer e Basismodell: D'Rapportrice huet 10 Minuten, d'Fraktionnen an d'Sensibilitäten hu jee weils 5 Minuten, d'Regierung huet der 10. Den Här Jean-Paul Schaaf ass ageschriwwen, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehic, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Barbara Agostino (DP), rapportrice | Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, mam Projet 8609 modifizéiere mir d'Gesetz vum 27. Mee 2022 iwwert d'Organisation vum Museksunterrecht am Gemengesektor.

D'Haaptzil vum Projet ass et, verschidde gesetzlech Bestëmmungen unzepassen, fir engersäits d'Organisation vum Enseignement musical am kommunale Sektor méi flexibel ze maachen a gläichzäiteg eng Revalorisation vum Barème vum Léierpersonal am Enseignement musical virzegesinn. Donieft ginn och terminologesch a finanziell Referenzen aktualiséiert, fir se un déi aktuell Realitéiten unzepassen. De Gesetzesprojet reagiert domat op konkret Besoine vun den Acteuren um Terrain a gläichzäiteg och op d'Entwécklung vum edukativen an ekonomesche Kontext.

Eng éischt wichteg Moossnam besteet an der Flexibiliséierung vun den Delaie, déi de Gemenge fir d'Plangen an d'Ëmsetzung vum Enseignement musical virgeschriwwen sinn. Doduerch, dass mir d'Delaie an d'Echeancé lockeren, sollen d'Gemenge besser op hir lokal Organisationsrealitéiten kënnen agoen an dëse Service public méi effizient kënnen geréieren.

Eng zweet zentral Achs vum Projet ass d'Revaloriséierung vun den ënneschte Sätz, déi mat der Reform vun de Karriären am Museksunterrecht agefouert goufen. Dës Reform gouf evaluéiert. D'Upassunge goufen op Basis vun de Konklusiounen gemaach an entsprechen och de Fuerderungen, déi ënner anerem vum Syvicol formuléiert goufen.

Zousätzlech ginn d'finanziell Referenzmontanten aktualiséiert, fir se un d'Evolution vum Liewenskäschtenindex an un de Wäert vum Point indiciaire unzepassen. Domat soll séchergestallt ginn, datt

d'Barème och weiderhin am Aklang mat den aktuellen ekonomesche Parametere sinn.

De Syvicol ënnerstëtzt ausdrécklech d'Lockerung vun den Delaie fir d'Planifikatioun an d'Validatioun vum Enseignement musical op Gemengenniveau, eng Moossnam, déi hie selwer gefuerdert hat.

Gläichzäiteg betount d'Gemengesyndikat awer, datt déi finanziell Participatioun vum Staat op Basis vun der effektiv organisierter Struktur vum Museksunterrecht berechent sollt ginn, onofhängeg vun eventuellen Ofbréch vu Schüler, fir ze verhënnern, datt d'Gemengen eleng fir dës Käschte mussen opkommen.

Wat d'Revaloriséierung vum ënneschte Basissaz ugeet, erkennt de Syvicol zwar eng Verbesserung un, fënnt awer, datt eng Erhéijung op 41,32 Euro net wäit genuch geet. Hie plädéiert dofir, dës Saz op 48,24 Euro ze erhéien, fir d'Realitéit vun de kommunale Käschte besser ze reflektéieren an d'Ënnerscheeder tëscht de verschiddene Formen vum Enseignement auszegläichen.

Zousätzlech weist de Syvicol drop hin, dass dës Reform vun de Karriären zu enger weesentlecher Erhéijung vun der Masse salariale gefouert huet, déi gréisstendeels vun de Gemenge gedroe gëtt. An deem Kontext fuerdert hien eng finanziell Kompensatioun fir d'Méikäschten, déi an de Joren 2023 bis 2025 entstane sinn.

Schlussendlech schléit de Syvicol vir, eng järelech an transparent Evaluatioun vun de Käschte vum kommunale Museksunterrecht anzeféieren, fir eng méi gerecht Verdeelung vun de Laaschten tëschent Staat a Gemengen ze garantéieren.

Léif Kolleginnen a Kollegen, dëst gesot, kéim ech zum Schluss vu mengem Rapport a ginn heimat och hei den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino, fir dee schrëftlechen a fir dee mündlechen Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, jo, mam Text vun haut gëtt – d'Rapportrice huet et erkläert – d'Gesetz vum 2022 iwwert den Enseignement musical an e puer Punkten un d'Noutwendegkeete vum Terrain ugepasst.

Bei Geleeënheet vun deem Gesetz ass am Abrëll 2022 hei eng Motioun, déi d'Kollegin Octavie Modert am Numm vun der CSV hei abruucht huet, ugeholl ginn, an déi freet vun der Regierung eeben eng Evaluatioun vun deem Gesetz no dräi Joer. Dat ass gemaach ginn. Déi Evaluatioun war gréisstendeels positiv. Do si ganz vill positiv Effete spierbar ginn, mee och e puer Schwaachpunkten, an déi ginn hei jo dann och, kommt, mer soen et emol esou, attackéiert.

Well ech just e puer Minuten hunn, well ech virun allem op de Bléckwénkel vum Enseignement musical aus der Siicht vun de Gemengen – an den Avis vum Syvicol ënnersträicht dat jo och am Detail – kuerz agoen. Wéinst der staatlecher Revalorisation vun de Karriäre vum Enseignementspersonal ass et eeben zu enger drastescher Erhéijung komm vun de Käschte fir d'Gemengen. Dat ass och elo schonn erkläert ginn. Dowéinst eeben de Basisstontenttariff, deem ugepasst gëtt, an och d'Referenzmontante vun allen Tariffer ginn un den Index ugepasst. Dat sinn also zwou ganz positiv Saachen a Saache Finanzéierung.

Am éischte Museksgesetz vum 1998 stoung am Artikel 12 d'Zil, dass zwee Drëttel vun de Fraise vum Enseignement musical, also dem Volet Enseignement, zu gläichen Deeler iwwert de Staatsbudget an aus der nationaler Dotatioun vun de Gemenge solle bezuelt ginn. Well awer gläichzäiteg och e Plaffong an deem Gesetz stoung an de Plaffong natierlech mat der Zäit net geréckelt ass, wéi d'Schülerzuel an d'Luucht gaangen ass, ass et ganz séier esou komm, dass méi wéi dee verbleiwenden Drëttel zulaaschte vun de Gemengebudgete gaangen ass. An där Situatioun si mer och haut nach. An de Syvicol ënnersträicht a sengem Avis, dass hien erëm gären déi zwee Drëttel do hätt. Et ass also duerfir méi en héijen Taux de base gefuerdert. Sou, dat ass d'Theorie.

An ech hunn du geduecht: Wat ass dat do dann elo an der Praxis? Duerfir wëll ech Iech e Beispill nenne vum Conservatoire du Nord. Mir hu probéiert, dat duercherechnen. Aktuell ass d'Couverture vun den Heures d'enseignement bei 52 %, eng Hallschent vum Staat an eng Hallschent da vum Gemengefong. Mat deem Gesetz klëmmt se vun 52 % op 58 %. An hätt een dem Syvicol säin Tarif applizéiert, da wiere mer bei 65 %. 65 %, da wiere mer do, wou de Syvicol gären hi wollt. Also duerfir seng Propos, déi baséiert op deenen zwee Drëttel, déi en do gären hätt.

Déi aner Dealer iwwerhëlt den Träger. An eiseem Fall vum Conservatoire de musique du Nord si mer fir d'Trärgemengen Dikrech an Ettelbréck, plus déi Gemengen, déi en Deel och iwwerhuelen iwwer Konventioun, dann zesumme bei 42 %. A mir iwwerhuelen als Trägergemengen dann och nach 100 % vun alle Käschte vun de Gebaier, dem Ekipement, dem administrativen, dem technesche Personal, dann awer och d'Fraise vun der Begleedung vum Instrument, den Orchesterensembelen, de pedagogeschen Dechargen – alles Saachen, déi guer net subventionéiert sinn. Aleng déi do Prestatiounen, déi awer fir den Enseignement néideg sinn, belaf sech bei eiseem Beispill op 6,3 % vun alle Stonnen, déi gelescht ginn.

Här Minister, dat ass just e Beispill. Dat muss net flächendeckend am Land dat selwecht si bei all Prestataire. An duerfir hunn ech e Wonsch, fir dass deen enorm wäertvollen, wichtigen Enseignement musical net riskéiert, a senger Entwécklung gebremst ze ginn, wann eenzel Gemengebudgeten d'Laaschten net méi esou einfach droe kënnen oder droe wëllen: Duerfir wier et fir eng nächst Evaluatioun gutt, wann een do och de finanzielle Bilan vun den Träger géif kucken, wann déi déi och géif beinhalten, grad och wéi eng Opléschung vun de Listes d'attente, fir dass mer gesinn, ob jidder Bierger dann och den Zougang zur Museksausbildung huet, esou wéi mer eis dat als Gesetzgeber eigentlech jo och wënschen.

Den drëtte Punkt vum Gesetz, deen ännert a réckelt deen Dëlle – dat huet d'Rapportrice och gesot – op dann de Schluss vum Joer. Dat ass e ganz wichtige Punkt, well ëmmer erëm Schüler sinn, déi sech am September aschreiwen, déi dann awer iergendwann an deenen éischte Wochen oder Méint ophalen, entweeder well se net déi Satisfaktioun fannen, déi se gesicht hunn, oder och einfach well se plënnere am Land an duerch d'Plënnere gezwonge sinn, och de Prestataire ze plënnere – dann ziele se als Abandon –, oder well se d'Instrumente wëlle wiesselen, beispillsweis, well och dat net geet.

Am léifste wier et de Gemengen natierlech, wann deen Abandon guer net géif zielen, fir dass einfach déi Enseignantsstonden, déi jo engagéiert ginn opgrond vun deem, wéi d'Schüler sech am September, Oktober ageschriwwen hunn, einfach géife weider zielen, well eeben och déi Reien, wa mol ee fortgeet, automatesch opgefëllt ginn. D'Personal ass age stellt,

déi ginn opgefëllt, do gi Leit vun der Waardelëscht geholl, do ginn aner pedagogesch Aktivitéite gemaach, soudass dat, mengen ech, och richtig wier, wann een dat géif maachen.

Bon, Schlusswuert: D'CSV begréisst selbstverständlech dëse Projet. Den Enseignement musical ass net just eppes „nice to have“. Et ass Kulturpolitik um Terrain, et ass Bildungspolitik, Sozialpolitik, et ass en Invest an d'Talenter, an d'Kohäsion an och an d'Mënschen am Land an et mécht och Freed. Duerfir, mä grouse Merci geet virun allem un all d'Acteuren, och Iech, Här Minister, an Äre Ministère, mee awer och un all d'Direktiounen an d'Enseignanten am Land, déi eng enorm wäertvoll Aarbecht hei leeschten, an un all d'Gemengen, déi dat esou gutt ënnerstëtzen. Den Accord vun der CSV-Fraktioun, deen hutt Der.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schaaf. Madamm Closener, elo ass et un Iech.

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här President. Sou wéi d'Madamm Rapportrice et richtig erkläert huet, geet et hei drëms, dräi Joer no der grousser Reform nozebesseren an d'Organisation vum Museksunterricht unzupassen un d'Besoin vum den Acteuren um Terrain an de Gemenge méi Souplesse a Flexibilitéit ze ginn.

Anerersäits ginn, wéi gesot, d'Barème vum Léierpersonal eropgesat an nei Branchen agefouert. Dat ass alles positiv. An de Minister huet bestëmmt d'Remarke vum Syvicol héieren a wäert an der nächster Etapp, an der nächster Evaluatioun hoffentlech déi Bemierkungen net ganz ignoréieren.

Virun allem wëll ech awer och an dësem Kontext ausdrécklech begrëissen, datt de Minister de Solfège wäert moderniséieren. Et stëmmt, datt ganz vill Kanner, déi eigentlech Freed hunn un der Musek, Freed drun, fir en Instrument ze léieren, immens d'Fleiss kréie wéint dem Solfège a wuertwärtlech dann d'Bengelen bei d'Tromm geheien. Dat ass immens schued. An domadder leeschte mer wierklech kengem an Dängscht. Eng Reform vum Solfège ass iwwerfällg. An et ass wierklech ganz gutt, dass se kënn. Zu dësem Projet gëtt d'LSAP natierlech hiren Accord.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. D'Wuert huet elo den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Damm an Dir Hären, d'ADR huet sech am Joer 2022 bei der Reform vum Museksunterricht enthalten, net well mer géint de Museksunterricht sinn – au contraire, mir sinn natierlech derfir –, mee well d'finanziell Grondlagen deemools net iwwerzeegend waren.

Mir hunn deemools drop higewisen, dass d'Gemengen de Risiko droen, wann d'Berechnungen net opginn. An haut, e puer Joer méi spéit, gesi mer och, dass dat esou gaangen ass, mat konkreeten Zuelen. D'Personalkäschten am Museksunterricht sinn net ëm ronn 10 %, wéi virausgesinn, mee ëm iwwer 26 % geklommen, soudass ee Méikäschten huet vun 9 Milliounen Euro ongeféier. An e groussen Deel gëtt net vum Staat, mee vun de Gemenge gedroen. An duerfir ass et hei an dësem Sënn e gutt Gesetz, well mer also eng finanziell Nohëllef hei stëmmen, déi de Gemengen zeguttkënn.

Dat léist zwar net all d'Problemer, mee hëlt awer eng grouss Laascht of, déi d'Gemengen hu missen droen. Et ass wichteg, finanziell verantwortungsvoll

ze handelen an déi Realitéiten net ze ignoréieren an opzepassen, dass d'Gemenge kënn finanzéieren, a fir eng zolidd Finanzpolitik ze suergen, eebe grad bei de Gemengen. Duerfir stëmme mir natierlech dëser Korrektur, déi mat dësem Gesetz gemaach gëtt, zou.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Wuert huet elo den Här Meris Sehovc.

M. Meris Sehovc (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir Gréng wäerten déi heite Reform oder Adaptatioun am Gesetz matdroen. De Spriecher vun der CSV huet eigentlech zu Recht op déi weider Lacunen higewisen, déi par rapport zum Finanzement vun de Gemengen notament bestinn. Eigentlech kéint een d'Motioun, déi d'Madamm Modert 2022 deposéiert huet, esou haut nach eng Kéier an de Grapp huelen, nach eng Kéier deposéieren.

Mir maachen e Schrëtt an déi richtig Richtung, mee – an dat ass wouer fir den Enseignement musical, dat ass wouer fir ganz vill Beräicher vun eisem Alldagsliewen – d'Gemengen hunn ëmmer méi Responsabilitéiten a geroode finanziell ënner Drock. An do muss de Staat entgéintwierken. Wéi gesot, haut en éischte Schrëtt am Enseignement musical. Hoffentlech net dee leschten. Mir wäerten dat heite matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovc. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass e Projet, dee mer eréischt virun e puer Joer u sech op d'Schinn gesat hunn. An elo musse mer schon eng Rallonge respektiv eng Ännerung stëmmen. Mir hunn d'Gesetz ursprénglech 2022 gestëmmt, fir de Museksunterricht ze moderniséieren, fir och d'Finanzéierung endlech kloer ze reegelen, nodeem d'Cour des comptes e Rapport geschriwwen hat, wou et eeben ëm d'Diskrepanzen zwëschen de Gemengen an dem Staat gaangen ass, an och dorëm, wéi de Staat dat opgedeelt huet. Schon deemools goufen hei op der Tribün ganz kloer Remarque gemaach, datt et potenziell net kéint duergoe mat der Enveloppe, déi de Ministère virgesinn hat. Deemools gouf gesot: „Wann dat esou ass, da gëtt nogebessert.“ Ma glécklecherweis gouf nogebessert. Ech mengen, de Minister huet dat jo och selwer méi wéi eng Kéier gesot, datt hei nogebessert gouf, well dee Besoin erkannt gouf.

Ech erlabe mer elo net ze bewäerten, ob een elo zwëschen 52 %, 65 % Kofinanzéierung sollt erauskommen. Ech mengen, datt dat och zum Deel eng politesch Appreciation vun der Regierung ass, wéi wäit se do gewollt waren, ze goen. Wat eis wichteg ass, ass, datt mer en abordabele Museksunterricht fir all Kand, datt dat wëllt maachen, kënnen ofréieren. Dat war mam Gesetz vun 2022 séchergestallt. Dat ass mam Gesetz, dat mer haut stëmmen, séchergestallt. An dofir wäerte mer och dat Gesetz hei haut matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass wierklech alles gesot ginn a mir wäerten deen heite Projet de loi matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Da kritt d'Regierung d'Wuert. Här Educationsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President.

Dir Damm an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Rapportrice, der Madamm Agostino, villmools Merci soe fir déi Adaptatiounen, déi mer hei mat dësem Gesetz virhuelen. Ech wëll och allen anere Riednerinnen a Riedner vum Syvicol villmools Merci soen de Mëtteg hei, datt se hir Aufgab als Verrieder vun de Gemengen esou eeschtaft wouer geholl hunn.

E puer Saache sinn eigentlech manner betount ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt dat Gesetz a seng Evaluatioun gewisen hunn, datt mer eis Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, awer a ganz grouse Linnen erreicht hunn. Mir wollten e Museksunterricht vun héijer Qualitéit. Mir wollten e Museksunterricht, deen zougänglech ass. Mir wollten e Museksunterricht, dee méiglechst no bei de Mënschen am Land ass, méiglechst no bei de Kanner a bei deene Jonken ass. An dat hu mer erreicht. Mir hatten 2022 19.600 Schülerinnen a Schüler. Mir hunn der elo 22.600, an der Moyenne 1.000 Schülerinnen a Schüler pro Joer méi, am Enseignement musical. An ech mengen, dat ass och ee vun de Meritter vun dësem Gesetz.

De ganze Secteur vum Museksunterricht ass natierlech deementspreechend matgewuess, och vun der Sait vun deene Professionellen. 2022 hate mir 582 ETPen, Équivalent-temps-pleinen, am ganze Secteur schaffen. An elo, 2025, waren et der 626. Jo, och dat ass eng Belaaschtung fir déi Acteuren, déi den Enseignement musical droen, souwuel eng quantitativ Belaaschtung, fir déi Leit ze fannen, wéi awer och eng qualitativ Belaaschtung, fir se gutt an hir Systemer ze integréieren. An duerfir och e grouse Merci un d'Gemengen, d'Gemengeresponsabel, well si sinn déi, déi dat doten um Terrain maachen. Si sinn déi, déi dat dote stëmmen.

Ech weess, eng Suerg war vun Ufank un, wéi mer och mat de Gemengen iwwert de Projet de loi viru véier Joer geschwat hunn: Wéi ass et mat den Abandonen? Wéi ass et mat deenen, déi sech emol aschreien an dann am September vläicht scho guer net méi kommen oder iergendwann och eng Kéier am Laf vum Joer soen: „Dat doten ass awer elo net menges an ech bleiwen dann doheem“? Virun allem am Zesammenhang mat der Gratuitéit ass dat jo och diskutéiert ginn. Mir hu jo fir déi Jonk, fir Kanner, Mannerjäreger, sämtlech Formatiounen gratis gemaach, wat sécherlech och zum Succès nach eng Kéier bäigedroen huet. Mee do konnt schon d'Fro absolutt berechtigt sinn, fir ze soen: Wéi ass et mat deenen, déi sech emol aschreien an dann awer doheem bleiwen?

Mir hunn awer och elo an där Evaluatioun gesinn, datt déi Ängschten, déi mer hatten, eigentlech net agetratt sinn, datt den Taux vun den Abandonen éischter erofgaangen ass vu 7 % am Joer 2022 op 5 % zwee Joer duerno, an et gëtt éischter d'Tendenz, datt ee mengt, datt dat dote sech och kéint weiderhin an déi dote Richtung entwéckelen.

Et gëtt awer nach grouss Ennerscheeder, och wat den Taux vun den Abandonen ubelaangt. Ech mengen, an der Kommissioun hate mer dat och eng Kéier kuerz ugeschwat. Wann ech mech richtig erënneren, da geet dat vun 2 % bis iwwer 10 % fir eenzel Musekschoule respektiv Conservatoires. An do ass et awer och der Regierung hir Positioun, datt se seet: Et ass och an der Manéier, wéi ech aschreien, an der Manéier, wéi ech kommunikéieren, an der Manéier, wéi ech vläicht och Schülerinnen a Schüler drop avertéieren: „Wat ass an deem Cours do? Wat kënn op mech duer? A wat fir en Engagement ass och do iwwer e ganz Schouljoer herno gefrot?“, datt den Taux vun den Abandonen vläicht nach selwer kéint erfrogedréckt ginn.

Mir hunn awer och opgrond vun deenen Iwwerleeunge vun de Gemenge jo reagiert, andeems mer gesot hunn, datt mer den Delai, fir eng abandonéiert Plaz nei kënnen ze besetzen an da weiderhin an de Finanzement mat eranzehuelen, nach eng Kéier no hanne setzen, an domadder hu mer sécherlech de finanzielle Verloscht vun de Gemengen och zum Deel ausgelach.

E grouse Schratt, dee mer jo och an deem Kontext vun där doter Reform gemaach hunn, war eng Upassung vun de Karriäre vun de Museksensegnanten, zum groussen Deel un dat, wat se reell och studéiert hunn – mir wëssen, datt bei der Reform an der Fonction publique 2015 eigentlech d'Museksensegnantë vergiess gi sinn, an dat ass nogeholl ginn –, an datt se och eng realistesch Upassung un eng Karriär am Gemengesector oder an der Fonction publique beim Staat, virun allem mat engem Bachelordiplom, hei kritt hunn.

Mir hunn och Iwwergangsléiunge fonnt, fir déi Museksensegnanten, déi scho méi héich Diplomer haten, an déi nei Welt eran ze bréngen. Mir hunn och e Quota definéiert, virun allem um Niveau vun de Conservatoires, wéi vill Museksensegnanten dann als Professorin/Professer missten an enger A1-Karriär agestallt ginn, fir och wierklech de qualitativen Uspréich vun de Conservatoirë kënnen gerecht ze ginn. Ech denken, datt dat virun allem eng Unerkennung ass vun de Museksensegnanten, vun där Aarbecht, déi se leeschten am Interessi vun der Musek, am Interessi vun de Schülerinnen an de Schüler, awer einfach och eng ganz fair Remuneration.

An deem Kontext, jo, do hate mer schonn e bëssen drop higedeit virun dräi Joer, wou mer d'Gesetz hei diskutéiert hunn, datt et kéint sinn, datt dat zu méi grouse finanzielle Repercussione fir d'Gemenge kéint féieren. An et ass jo dat, wat mer elo hei korrigéiere mat engem daitleche Plus nach eng Kéier vun 13 Milliounen Euro pro Joer, déi mer aus der Staatskeess zousätzlech bäileen, fir d'Rechnung fir d'Gemengen do méi erträglech ze maachen. An ech denken, datt net nëmmen dat de Benefiss ass, wéi vill herno un d'Gemenge geet. Dee grouse Benefiss vum Gesetz ass eigentlech och, datt d'Gemengen eng Planbarkeet hunn, déi virun net gi war, well een eigentlech après coup, duerno eréischt, wann d'Schouljoer e Joer eriwuer war, gewuer ginn ass: „Wat hunn ech da fir dat Schouljoer kritt, dat ech zwee Joer virun decidéiert hunn?“ An hei weess ech bei der Schoulorganisatioun fir dat Joer duerno eigentlech ganz genau: „Wat kann ech mer als staatlech Subventioun dann och do erwaarden?“

Déi Transparenz, mengen ech, huet och zu aneren Diskussiounen gefouert, intern vläicht an de Gemengen, intern an de Museksschoulen, an de Conservatoires, vläicht och an der Relatioun tëscht Gemengen a Staat, well et ass méi einfach, op eppes hinzewiesen, wat transparent ass, an ze soen: „Do feelt vläicht och nach eppes.“ Déi Diskussioun konnt net gefouert ginn am ale System, well et wosst een et eigentlech guer net, wann nach eppes gefeelt huet.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt awer sécherlech och héieren, datt mer do net stoe bliwwen sinn an der Reform vun eisem Enseignement musical. Jo, déi Evaluatioun huet gewisen, datt mer eis Ziler erreicht hunn, wat d'Zougänglechkeet vun engem gudden Museksunterrecht ubelaangt. Mir denken, datt mer awer och nach eng Kéier mussen e grouse Schrëtt maachen – an dat kéint och zesummenhänke mat den Abandonen –, wat d'Manier ueget, wéi mer eise Museksunterrecht ubidden, wéi mer virun allem de Solfège organiséieren. Wann ech elo mol hei duerch d'Reie géif kucke bei deene 60 Deputéierten, wie

Solfège hat a wat fir eng Erënnerungen en dorunner hat, géifen déi mannste soen: „Hei, dat war flott an dat huet mer Freed gemaach.“ A Musek soll jo awer Freed maachen.

An duerfir hu mer hei och eng pedagogesch Reform elo op de Wee bruecht vum Solfège als Formation musicale, déi mer an engem Tronc commun organiséieren an Zukunft vu fënnf Joer. Wann ech déi fënnf Joer gemaach hunn, da kann ech och all Instrumenter oder Gesangscourse weidermaachen, déi och doriwwer erausginn. An dat war zum Beispill haut net de Fall. Vill Schülerinnen a Schüler hunn no véier Joer Solfège opgehalen, well se es einfach genuch haten domadder, waren awer talentéiert a motivéiert an hirem Instrument a konnten dat eigentlech net méi weidermaachen.

Vill hunn der och schonn éischter opgehalen, einfach aus enger gewëssener Frustratioun par rapport zum Solfège. An ech denken, datt mer mat där doter Reform och nach eng Kéier eppes géint den Abandon maachen a virun allem deene jonke Perspektive ginn, an net nëmmen deene Jonken – et ass och deen een oder deen aneren, dee sech méi spët beruff fillt, Musek ze léieren a Musek ze maachen a Freed un der Musek ze hunn an ze vermëttelen –, mee och deenen d'Chance ze ginn, einfach hiren Talenter nozegoen, hir Freed un der Musek kënnen auszeliewen.

Ech mengen, datt dat zu manner Abandone féiert, kombinéiert och nach eng Kéier mat enger Reform vun der Evaluatioun, wou mer zwee Juryen haten, zwee Exame bei zwee Juryen. Dee gëtt ersat duerch een Exame virun engem Jury an deem Joer, wou eng Evaluatioun ass, well mer festgestallt hunn, datt sech iwwer e Joer laang eigentlech op déi Juryen do konzentréiert ginn ass. Et ass nëmme geübt ginn, fir herno virun deem Jury do kënnen ze bestoen. Mir maachen am Joer nach een Exame virun dem Jury an de Rescht sinn och kontinuierlech Evaluatiounen, déi dann den Enseignant ka selwer virhuelen. Ech denken, datt dat och zäitgeméiss ass.

Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci fir déi Zoustëmmung hei zu dësem Gesetzesprojet. Ech deelen déi Stëmmen, déi haut de Mëtteg hei gesot hunn, mir sollten och an Zukunft nach eng Kéier d'Entwécklung weider am A behale vun der Opdeelung vun de Käschten tëscht dem Staat an de Gemengen a vun de ganz reelle Repercussione vun deem Text hei par rapport zu deenen, déi dervunner profitéieren, nämlech de Musikantinnen a Musikanten an eisem Land, an awer och deenen, déi dat brauchen: Nowuess an hire Veräiner, an hire Museksgesellschaften, am Gesang an am Theater.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8609. Den Text steet am Document parlementaire 8609³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8609 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentoun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles,

Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Octavie Modert), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusti Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Question élargie n° 69 de Mme Joëlle Welfring au sujet des aides couplées aux cultures maraichères et sur l'utilisation des fonds pour l'année 2025

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar der erweiterter Fro Nummer 69 vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert d'gekoppelt Hëllef fir de Geméis- an Uebstbau an de Verbrauch vun de Fonge fir 2025. Den Auteur huet 5 Minuten Zäit fir d'Hauptfro a fir d'Zousatzfro an d'Regierung huet 10 Minuten Zäit fir ze äntweren. D'Madamm Welfring huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Freides, den 12. Dezember 2025 stoung am „Lëtzebuerger Bauer“ eng Annonce, an där de Landwirtschaftsministère kuerz a knapp matdeelt, dass d'Primme fir follgend Leeschtunge réckwierkend op dat vergaangent Joer gekierzt wäerte ginn, an zwar eemol beim gekoppelten Uebst- a Geméisbau vun 1.000 op 900 Euro den Hektar, also eng Reduzéierung vun 10 %, ëm 20 % fir de Verzicht op den Asaz vu Pestiziden an eng zumindest temporär Kierzung vun de Basisprimmen ëm 5 %, dat heescht dem aktuelle sogenannte Grondakommes, wat insgesamt op d'Joer gerechent fir vill Betriber zu staarke finanziellen Abousse ka féieren a féiert.

An dës Abousse bei de Primme ginn erlieft als en alarmant Signal, eemol fir de Landwirtschaftssektor allgemeng, grad elo an Zäite vu staarker Veronsécherung am Sektore wéinst nottament dem zukünftege gekierzten Agrarbudget an der EU an den ongewësse Konsequenze vum Mercosur-Accord, wat sech jo och an deene ganz rezente Bauereprotester zu Stroossbuerg gewisen huet. D'Kierzung sinn ausserdeem och e schlecht Signal fir d'Ëmweltleeschtunge vun der Landwirtschaft, grad wann Ausgläichsmoosnamen zugonschte vun der Ëmwelt an der Biodiversitéit, d'Aspierung vu Pestiziden zum Beispill, net wéi erwaart ausbezuelt ginn. A se sinn och en alarmant Signal virun allem fir déi national Liewensmittelproduktioun, déi jo ieweschst Prioritéit misst hunn.

Als Erklärung fir d'Kierzunge gött vusäite vum Ministère just lapidar op déi aussergewöhnlech vill Ufroer verwisen, duerch déi net méi genuch Budget iwwreg wier.

Nodeems de Ministère dës Noriicht, wéi gesot, freides, den 12. Dezember erausginn hat, sinn déi eng an de feierleche Weekend gestart, während fir vill Bauere dës Matdeelung ageschloen ass ewéi eng Bomm an och haut nach fir vill Onverständnis an Ierger suergt. An dat zu Recht, well e Spriecher vum Ministère bestätegt e puer Deeg méi spéit, dass engersäits ze vill Reklamm gemaach gi wier an dass een déi staark Nofro eigentlech hätt misse virausgesinn, déi sech an de leschte Joren och schonn ofgezechent hat.

Loosst eis och net vergiessen, dass dës Regierung laut Regierungssaccord ugetrueden ass, fir den Uebst- a Geméisbausector méi staark ze fërderen a fir méi pragmatesch a méi no bei de Besoine vum der Landwirtschaft ze sinn.

Dofir meng éischt Fro: Fannt Dir net, Madamm Ministesch, dass dës Kierzungen e falscht Signal fir de Secteur vum Geméisbau an doriwwer eraus sinn? A virun allem, wéi ass dës flagrante Mangel u Planungs-sécherheet ze erklären?

Vill Betriber sinn dem Opruff gefollegt an hunn zumindescht deelweis op de Geméisbau ëmgestallt an hir Demanden och schonn am Abréll agereecht d'lescht Joer. Et wier also normal gewiescht, dass een zu deem Zäitpunkt oder kuerz duerno zumindest eng Schätzung gemaach hätt, fir ze kucken, ob déi ugefroete Gesamtzomm mat deem dofir reservéierte Budget gedeckt ass oder net, an noutfalls de Betriber méi fréi Bescheid gesot hätt, ier si sech finanziell engagieren.

Wéi ass et also méiglech, dass de Landwirtschaftsministère eréischt um Enn vum Joer matdeelt, dass net genuch Budget do ass, a réckwierkend de Leit déi erwaarten Zommen net ausbezilt? Wéini gouft Dir, Madamm Ministesch, vum Beamten iwwert de budgetären Defizit informéiert? A wat hutt Dir ënnerrholl, nodeems Der heiriwwer informéiert gouft? A wéi eng Optiounen hutt Dir a Betruecht gezunn, ier Der decidéiert hutt, d'Primmen ze kieren?

Laut dem Rapport annuel vum 2024 ass dat jo schonn an der Vergaangenheet virkonn an do goufen zum Beispill verschidde Primmen aus der EU-Envelope erausgeholl an an déi national eriwuergeholl, fir méi Spillraum ze kréien an d'Primmen trotzdem ausbezuelen.

Wéi héich sinn d'Aboussen, déi zum Beispill d'Uebst- a Geméisproduzenten, mee och anerer duerch dës Kierzungen erlidden hunn? A wat huet dat fir Konsequenze fir si? Wat gedenkt Dir en place ze setzen, fir deene Betriber ze hëllefen, déi sech op d'Regierung verlooss hunn an elo eventuell finanziell Problemer hunn?

De Landwirtschaftsministère deelt ausserdem ëffentlech mat, dass et am Geméisbausector Mëssbräich gëtt an dass d'Bäihëllefen onberechtigt géifen ugefrot ginn. Esou Aussoen droe jo net grad zur Promotioun vum Secteur bäi.

Dofir meng zweet Serie Froen: Wéi eng Aart vu Mëssbräich ass heimat gemengt? A wivill Fäll sinn dat? A firwat gëtt net heirop agewierkt, obwuel se jo anscheinend bekannt sinn?

An da meng lescht Rei Froe sinn op d'Zukunft vum Geméisbau ausgeriicht. Wéi eescht mengt Dir et, Madamm Ministesch, mat der Ënnerstëtzung vum Uebst- a Geméisbau? Dass d'Primmen ëmmer besser genotzt ginn, ass jo eigentlech en Zil vum deem System, dee mer elo hunn. Wéi suergt Dir dofir, dass an Zukunft

dann och genuch Budget do ass an dass et am nächste Joer net nach zu weidere Kierzunge kënn?

D'Bauere dierfen an Zukunft net am Ree stoe gelooss ginn. A si hunn hiren eegenen Aussoen no, an ech zitieren, „zimlech d'Flemm“ opgrond vun dese rezente Kierzungen. Mir erwaarden eis vun der Regierung eng konsequent Ënnerstëtzung vun der nationaler Liewensmittelproduktioun an dass déi Primmen an der ugekënnegter Héicht och ausbezult ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. D'Wuert huet elo d'Madamm Minister fir Landwirtschaft. Madamm Minister.

Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci. Ech hu probéiert, souwäit wéi méiglech alles opzeschreiwen.

Also, fir d'éischt emol: Konsequent Ënnerstëtzung fir eis Liewensmittelproduktioun an eis Bauere, dozou sti mer, an dat wäerte mer och maachen.

Fir awer op d'Froen alleguer kënnen anzegoen, muss ee fir d'éischt eng Kéier e bëssen erklären, wéi dat Ganz funktionéiert. Et ass nämlech kee ganz einfache System. Jo, leider hu mer dës Joer bei verschidde Primmen net kënnen de Referenzwäert ausbezuelen, sou wéi en am Règlement grand-ducal steet. Mee de minimale Wäert, sou wéi en am Règlement grand-ducal steet, hu mer ausbezult.

D'Zil ass et u sech, déi Fongen, déi mer zur Verfügung hunn, komplett ausbezuelen, natierlech mat Prioritéit op den EU-Gelder. An do kann ech mol eng Kéier jiddwerengem hei versécheren: De Landwirtschaftsministère ass dee Ministère, deen alleguer d'EU-Gelder, déi e kritt, och ausgëtt.

De System gött eng gewësse Flexibilitéit vir. Déi ass awer nëmme begrenzt. Se ass awer och onbedéngt noutwendeg. Engersäits baséiere mer eis op e feste Budget, deen am nationale Strategieplang festgehal ginn ass, virum Agrargesetz, dee Strategieplang, dee mer op Bréissel schécken. An anerersäits huet de Produzent natierlech alljoers d'Méiglechkeet, ze kucken, wat den ubaut, a seng Bäihëllefen u sech unzefroen.

De Bauer rechent mat deem Referenzwäert, deen och am Règlement grand-ducal steet. Deen ass eebe beim Geméis bei 1.000 Euro. De Bauer rechent domadder. A mir probéieren dann natierlech och, iwwerall ëmmer dee Referenzwäert kënnen ausbezuelen, fir de Bauere och eng gewësse Previsibilitéit ze ginn.

Sou, de Service d'économie rurale mat der Kontroll-unitéit préift am Laf vun der Zäit, déi eeben d'Wuessumszäit ass, ob d'Demande, déi gemaach ginn ass beim Flächenantrag, mat deem, wat an der Praxis do steet, och iwwereneestëmmt. An am Hierscht, wann d'Recolte fäerdeg ass, da kënnen d'Ausbezuelungsdossieren u sech finaliséiert ginn an da kann eréischt gekuckt ginn, wéi eng Héicht vu Primme kann ugewannt ginn.

De Primmesystem huet 32 Mesüeren an deen ass ganz komplex. An d'Anhale vun dem EU-Kofinanzement u sech an deem ganze System ass ëmmer eis éischt Prioritéit, sou wéi ech et gesot hunn. An dass elo op eemol 2025 – well 2023 ass et jo ugelaft a 2024 koun duerno –, nach gréisser Verännerunge kéimen, dat war e bëssen iwwerraschend. Mee dat gëtt de System hier, an dat soll e jo och hierginn, wa mer do eng Flexibilitéit dran hunn.

Ech wëll awer nach eng Kéier och erklären, wéi de Referenzwäert zustane kënn a wat dee bedeit. Dat

heescht, bei de Paiement-directen, bei deenen direkte Bäihëllefen, muss ee fir all Aide u sech ee geschätzte Gesamtmontant aginn, deen ee kann als Bäihëllefen ausginn. Dann hëlt een do eng geschätzten Unzuel vun Hektaren un. An da kënn dee Referenzwäert eraus. Dee Referenzwäert kënn dann eraus.

Déi verschidde Enveloppen vun deenen – wat hat ech elo gesot? – 32 Mesüeren, déi mer dann hunn, kënnen iwwerschratt ginn. Dat heescht, do hu mer eng Flexibilitéit. Wann et elo bei der Geméisprimm net duergang wär, a bei enger anerer Primm hätt mer net genuch oder hätt mer ze vill Suen iwwreg behalen, hätt mer déi kënnen eriwuerschiffen. Awer déi gesamt Enveloppe vun den 32.747.827 Euro, dat ass am Bréisseler Règlement festgeschriwwen an dat dierf net iwwerschratt ginn.

Sou! Zu deem do Mesürepak muss mer dann nach zousätzlech Reegele respektéieren. De Betrag vun der Aide redistributive muss op d'mannst 10 % ausmaache vun deem Gesamte vun deenen 32 Milliounen. De Betrag vun den Ekoregimier muss op d'mannst 25 % ausmaachen an de Betrag vun den Aide-couplées dierf héchstens 13 % ausmaachen. D'Aide-couplées, dat ass zum Beispill och d'Geméisprimm.

Sou! 2025 hu mer da misse feststellen, dass d'Enveloppen, déi gesamt Enveloppe net géif duergoen. An du bei deene Primmen, wou alles bei Wäitem iwwerschratt ginn ass, hu mer misse Kierzungen huelen. An dat ass eemol dann d'Mesür 514, déi vum Asaz vu Planeschutzmëttel. An dann ass erëm eng Kéier d'Mesür 514, do si 16 verschidde Varianten dran. An déi 16 verschidde Varianten, dat war deemools och bewosst esou gemaach ginn, fir eeben esou vill wéi méiglech Variante kënnen ze offéieren, dass esou vill wéi méiglech Bauere och do kéinte matmaachen. Sou, déi ass bei Wäitem iwwerschratt ginn, soudatt do eebe gesot ginn ass: „Ok, da muss mer hei op de Mindestbetrag erofgoen.“ De Mindestbetrag ass 20 % manner. Dat steet och esou am Règlement grand-ducal.

Dann d'Mesür 506, déi gekoppelt Uebst- a Geméisprimm: Och do war et esou, dass 2025 30 % méi Aiden ugefrot gi si wéi 2024, an 2024 waren et schonn 28 % méi wéi 2023. Hei hu mer festgestallt, dass et virun allem eng Erhéijung vum Kürbisubau ass.

Sou, hei hu mer da misse entscheiden, dass mer déi ëm 10 % géife kieren, wat awer allerdéngs och schonn 2024 de Fall war. Dat heescht, och 2024 hunn d'Betriber och nëmme 900 Euro kritt.

Sou, do hutt Der mech elo gefrot dann: „D'Kierzung – e schlecht Signal?“ Ma, wéi gesot, mir hunn hei elo keng 100.000 verschidde aner Méiglechkeeten. Mir hunn ee Referenzwäert a mir hunn ee minimale Wäert. Mir hunn elo dee minimale Wäert geholl, fir dat mer mat där doter Enveloppe, déi mer hunn, kënnen eens ginn.

„Wéini gouft Dir informéiert?“ Also ech hunn dat elo net esou a mengem Agenda stoen. Mee wann dat den 9. Dezember – oder wat sot Der? –, ech hunn et awer nach iergendzwoosch hei, erauskomm ass, da wäert ech warscheinlech do zwee, dräi Deeg virdrun eng Kéier informéiert gi sinn. Also ech kann Iech dat elo net soen, dat sinn esou spezifesch Froen. Ech hu mäi Kalenner, ech weess net, ob Dir dat ëmmer am Kapp hutt. Mee leet mech elo do net fest! Ech kann dat awer vläicht nach nosichen.

Dann: „Wat hutt Der ënnerrholl?“ Ma, wat hunn ech ënnerrholl? Ech hu gesot: „Wat ass nach méiglech? Mir wëllen net onbedéngt do gäre Kierzunge maachen. Hu mer nach aner Suen an den Enveloppen, déi mer kënnen ëmverdeelen?“ Dat war awer schonn alles gekuckt ginn. Do kann ech ëmmer menge Servicer vertrauen, well si wëlle jo alleguer d'Suen, déi mer

hunn, verdeelen. Dat heescht, do war näischt méi méiglech. Mir kënnen net kuerzfristeg de PSN änneren. Dat heescht, einfach esou eng Aide d'État draus maachen, geet net. Dofir war dee Moment näischt méi ze maachen. Mir hu gesot: „Ok, dann informéiere mer elo. Déi eenzel Optiounen hate mer analyséiert an doriwwer informéiere mer.“

A wat hu mer awer elo wëlles, fir datt dat an Zukunft net méi geschitt?“ Iergendzwoousch hat Dir dat och gefrot. Majo, mir hunn decidéiert ..., an do musse mer och kucken, wéi mer dat maachen, well et och net esou einfach ass, well mer mussen e bestëmmte Prozentsaz Ekoregimier hunn. Dat heescht, mir kënnen et net einfach aus dem Kofinanzement ganz eraushuelen an einfach soen, et wäert Lëtzeburger Suen, déi et bezuelen, well mer mussen esou vill Ekoregimier dran hu mat Kofinanzement. Also musse mer kucken, elo mol provisoiresch de Planzeschutz, den Ekoregimier 514, als Aide d'État unzemellen. Mir huelen un, datt dat ugeholl gëtt bei der Commissioun.

Bei där Mesür 514 si 16 verschidde Mesüeren. An da musse mer am Laf vum Joer kucken, wéi eng vun deene 16 mer als Aide d'État huelen a wéi eng mer als Ekoregimier behalen, fir datt mer dee Minimum, dee mer als Ekoregimier nach brauchen, och kënnen behalen. Also mir sinn do amgaang, eng Léisung ze fannen.

Des Weideren hu mer eis mat der Landwirtschaftskammer zesummegeesat, well mer hei an do héieren hunn, datt alt mol géif gesot ginn, et géif Geméis ugebaut ginn, datt et och alt mol ugebaut gëtt, ouni datt et herno géif verkaaft ginn, well den Ureiz vun der Primm vläicht ze héich ass. Do hu mer awer elo kee Beweis.

Wa mer e Beweis hätten, da kéinte mer eppes maachen, mee mir sinn amgaang, de Règlement grand-ducal unzepassen. Do siche mer nach eng genau Formulatioun zesumme mat der Landwirtschaft, fir eebe Mëssbrauch ze verhënneren, fir datt mer d'Dokumentatioun vum Verkauf kréien, respektiv fir datt een zumindest dokumentéiert, datt een e Verkauf organiséiert huet, datt mer do een Noweis brauche vun de Baueren. Dat heescht, do siche mer nach eng Formulatioun zesumme mat der Landwirtschaftskammer, fir dat och sécherzestellen.

Dann hat Der gesot: „Wéi héich sinn d'Aboussen?“ Bei der gekoppelter Geméisprimm sinn d'Aboussen pro Betrib 2025 an der Moyenne ëm 420 Euro.

(Interruption)

420 Euro. A beim Verzicht op Planzeschutzmëttel ... Also, wat heescht hei Aboussen? Et ass manner wéi de Referenzwäert. Et ass näischt, wat versprach war, well de minimale Wäert, dee bezuele mer jo aus. Dat heescht, et ass manner, wéi wa se de Referenzwäert kréien. A si kréien 1.750 Euro an der Moyenne manner wéi de Referenzwäert mam Planzeschutz. Dat hânt jo dovunner of, wéi d'Hektare sinn.

Ech mengen, ech hunn op déi meescht Froe geäntwert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann hätt d'Madamm Welfring d'Méiglechkeet, eng Zousatzfro ze stellen. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, wat ech elo net ganz verstinn ... Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir déi Äntwerten, déi mer elo kruten. Ech hätt elo eng ganz Rei Nofroen. Ech dierf awer ëmmer eng stellen. Dofir hunn ech mer dat elo gutt iwwerluecht.

Wat ech elo net verstinn, ass: Wann ech dat elo eraushéieren hunn, an ech liesen et jo och selwer am Rapport annuel, ware scho sou Situatiounen do.

Wisou ...? Wat Der elo probéiert ze maache fir d'Zukunft, ass jo interessant. An den Delai dovunner géif mech och interesséieren, wéi séier Der do den Ok méint kréie vu Bréissel, fir dass mer do an den Delaie bleiwen.

Wat mech awer hei virun allem géif interesséieren, ass, wisou dat net schonn dëst Joer gemaach ginn ass, vu dass schonn d'lescht Joer wuel déi selwecht Situatioun war.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Madamm Minister.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mir haten et gemaach bei Primmen, wou d'Héicht vun der gesamter Zomm net esou grouss war, déi mer missten eraushuelen aus dem Kofinanzement, soudatt mer sécher waren, datt mer den Ekoregimier kéinte behalen. Dat heescht, mir haten d'Zwëschefriichten, d'Mëschtschaffen an d'RAK-Primme erausgeholl. Dat sinn der net vill. Déi hu mer erausgeholl an eng national Primme. An du ware mer sécher, datt mer awer dee Prozentsaz vun Ekoregimier nach konnte behalen. Dat heescht, dat war vill méi einfach, dat ze maachen.

Hei konnte mer et zu deem Zäitpunkt net méi maachen a mir konnten et net genau definéieren: Wéi eng Mesüre vun deene 16 vum Planzeschutz kënnen mer eraushuelen oder net? Dat heescht, elo melle mer et, an do hoffe mer, datt dat ugeholl gëtt, datt mer eeben dee ganze Regimier vum Planzeschutz kënnen national halen an trotzdem nach am Ekoregimier bäibehalen an am Laf vum Joer kënnen mellen, wat mer am Ekoregimier behalen a wat net.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Meng Fro war, wisou dat net gemaach ginn ass.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Ma dat hu mer net gemaach, well mer dunn nach net konnten d'Mesürehéicht ofschätzen. Dat hu mer elo eréischt gesinn.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci. Domat wär dës Punkt vum Ordre du jour dann ofgeschloss.

10. Question élargie n° 66 de M. Meris Sehovic au sujet de la sécurité, conformité et réglementation des trotinettes électriques au Luxembourg

Mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar där erweiderter Fro Nummer 66 vum Här Meris Sehovic iwwer d'Sécherheet an d'Reglementéierung vun E-Trotinetten zu Lëtzebuerg. Et ass déi selwecht Riedezäit wéi bei der Fro virdrun. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, d'Welt vun der Mobilitéit verännert sech grad radikal, an dat bitt vill nei Chancë primairesment fir eist Zesummeliewen, fir d'Selbstbestëmmung vun de Leit an natierlech och fir de Klima.

Zu dëser neier Welt gehéieren definitiv och déi elektresch Scooter, elektresch Trotinetten. Se kënnen Weeër verkierzen, Stied entlaaschten a se bidden eng Alternativ zum Auto. Während et keng genee Zuele gëtt – oder ech op d'mannst keng fonnt hunn – sinn entre-temps e puer Milliounen där elektresch Trotinetten an Europa am Verkéier, privat genotzt oder am Kader vu verschiddene Sharing-Servicer. Aleng an Däitschland fieren haut knapp eng Millioun elektresch Scooter am Verkéier.

Et ass mer wichteg ze betounen, dass déi E-Scootere keng Spillsaache sinn. Et handelt sech ëm

motoriséiert Gefierer, am Code de la route definéiert als „micro-véhicules électriques“. Si fuere vum Wierk aus mat bis zu 25 Kilomeeter an der Stonn a beweegen sech an engem sensibelen Raum, bei Foussgänger, bei Vëloen, awer och am Stroosseverkéier.

Am Verglach zu deenen allermeeschten anere Gefierer, déi een am Stroosseverkéier operéieren dierf, sinn d'E-Scooter zu Lëtzebuerg nach extreem wéineg reguléiert. Et brauch ee kee Permis. D'Scootere mussen net immatrikuléiert ginn an hunn domat och keng Plack. A mir hunn zu Lëtzebuerg kee gesetzlech festgeluechte Mindestalter. Kanner ënner 10 Joer dierfen um Trottoir fieren. Ab 13 Joer muss een op de Vëlosweeër a soss, wa kee Vëlosweeër do ass, am normale Stroosseverkéier fieren.

Madamm Ministesch, an Ärer Äntwert op eng rezent schrëftlech Fro vu mir hutt Dir ganz kloer gesot, dass dat an Zukunft och esou bleiwe soll. Et si keng national Mesüre geplangt, hutt Der mer geäntwert, fir de Gebrauch vun E-Scooteren ze reguléieren, weeder bei den technesche Viraussetzungen nach bei der Mise en circulation, nach bei der preventiver Reglementéierung.

Dobäi erkennt Der an Ärer Äntwert awer trotzdem un, datt E-Scootere softwareméisseg relativ einfach entdrosselbar sinn an datt d'Kontrollen an der Praxis meeschtens reaktiv sinn, also no engem Verstooss oder schlëmmstefalls no engem Accident. Dat ass eng éierlech Äntwert, déi Der mer do ginn hutt. Mee et ass och eng Äntwert, déi weist, dass eng Faille am System ass, eng Faille, déi virun allem jonk Mënschen treffen kann. Well d'Kombinatioun aus kengem Mindestalter a motoriséierte Gefierer, déi einfach modifizéierbar sinn an entdrosselt kënnen ginn, ass besonnesch problematesch fir Kanner a fir Jonker.

Mir schwätzen hei net iwwer opwennegen Tuning bei deene Gefierer. Mir schwätzen iwwer kleng Softwarestellungen, verstoppte Modi, Applikatiounen um Handy, déi et erlaben, d'Maximalgeschwindigkeit staark ze erhéien, am Extreemfall bis op 90 voire 100 Kilomeeter an der Stonn.

An hei stellt sech da fir mech eng ganz einfach Fro: Gehéieren esou Gefierer an d'Hänn vu klengen Kanner? Hu mer net d'Flicht, se méi streng ze encadréieren, fir déi Kanner ze schützen, éier eppes Schlëmmes geschitt?

Vill europäesch Länner hu genee aus deene Grënn e klore Mindestalter agefouert oder den Alter, dee bestanen huet, ugehuewen, fir méi Sécherheet ze garantéieren. An Däitschland läit de Mindestalter bei 14 Joer. A Frankräich ass e rezent op 14 Joer ugehuewen ginn, genee aus deenen Iwwerleeungen eraus, déi ech hei gemaach hunn. An der Belsch si se souguer eréischt ab 16 Joer fräiginn. Zu Lëtzebuerg hu mer bis elo ofgewart.

An dofir meng Fro, Madamm Ministesch: Bleift d'Regierung dobäi, dass se keen Handlungsbedarf bei den E-Scootere gesäit? Oder ass d'Regierung bereet, am Sënn vun engem verantwortungsvollen Mobilitéitspolitik an am Interessi vum Kanner- a vum Jugendschutz d'Feele vun engem Mindestalter fir E-Scooteren ze iwwerpräwen, besonnesch am Licht vun der einfacher Modifizéierbarkeit vun dësen Gefierer?

Richteg reguléiert sinn E-Scooteren eng Chance fir d'Mobilitéit. Net reguléiert kënnen se zu enger Geforginn, besonnesch fir déi Jéngst. An dat gëllt et ze verhënneren!

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet d'Madamm Minister fir Mobilitéit d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci dem Deputéierte fir dës Fro. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et sinn hei vill Saachen: Sécherheet, Konformitéit, Reglementatioun vun den elektreschen Trottinnetten. Do si verschidde Saachen, déi falen elo net direkt ënner meng Verantwortung. Ech soen awer gär e puer Wieder driwwer, vläicht fir de Kontext.

An ech mengen, do ginn ech Iech ganz Recht: Trottinnetten, wa mer se esou nennen, déi ginn ëmmer méi populär a gi ganz vill an ëmmer méi, wat jo och eng gutt Saach ass, vu jonke Leit benotzt. Dat bitt ganz vill Chancen, huet also seng Virdeeler an eiser Mobilitéit.

Op där anerer Säit gesi mer – an Dir hutt et och mentionéiert – do och Problemer. Vläicht just e puer Wieder zu den Zuelen, fir dass mer dat kënnen an de Kontext setzen: 2021 war en Total vun 11 Accidenter op klengen elektresche Gefierer – dat heescht, dat sinn net nëmmen Trottinnetten, mee och Trottinnetten –, dovunner 4 schwéier a 7 méi liicht Accidenter. Sprange mer op 2024, da sprange mer do och op 42 Accidenter, 14 schwéier an 28 méi liichter. Ech mengen, bon, dat sinn elo Zuelen, wéi gesot, fir sämtlech Accidenter mat elektresche Mikrogefiere, wou och aner Mikrogefiere drënnerfalen, ob dat elo Segways oder elektresch Skateboards sinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Pardon?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Bullbikes.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dat och. Warscheinlech. Ganz bestëmmt. Dir fuert bestëmmt domat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee.

(Hilarité)

„Bull“, mee kee „Bike“.

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Bon, wéi gesot, haut ginn déi Gefierer all an der selwechter Kategorie repertoriéiert, wat dann net evident ass, fir la part des choses ze maachen, wann et dann effektiv zu Accidenter kënn, well dat alles dann an eng Kategorie fält. An do wëll ech Iech och soen, well dat eis awer trotzdeem interesséiert, fir och kënnen weider Decisiounen an deem Kontext ze huelen, dass mer do mat der Police zum Beispill am Kontakt sinn an och mam Statec, deen déi Chifferen hannendru verschafft, fir ze kucken, dass mer déi Chiffere pro Gefier dann och herno iergendeng Kéier hoffentlech kënnen trennen.

E puer Wieder zum legale Kader: 2019 ass deen ausgeschafft ginn zwëschent dem Ministère, der Police an dem SNCA. Dat heescht, 2020 ass dann déi sougenannte „Mikromobilitéit“ am Code de la route opgeholl ginn. An Dir hutt et och gesot, dat nennt sech da „micro-véhicule électrique“.

Ech mengen, et ass net oninteressant ze rappeléieren, wat déi spezifesch Charakteristike sinn. Ech mengen, dääs ass sech och net all Mënsch ëmmer bewusst. Doriwwer stelle sech Leit Froen. Mee ech mengen, dat ass trotzdeem am Code de la route festgehalen: Si sinn definéiert als e klenge Gefier mat Minimum engem Rad, mat oder ouni Sët, mee fir eng Persoun – eng Persoun! Dat gëtt och heiansdo vergiess. Si därefer nëmmen elektresch ugedriwwen gi mat enger maximaler Leeschtung vun 1.000 Watt. An hir maximal Vitess par construction muss iwwer 6 an ënner 25 Kilomeeter pro Stonn leien. A se därefer net méi laang wéi een an en hallwe Meeter sinn. Voilà.

Da gëtt et och nach technesch Krittären, déi wëll ech och vläicht nach eng Kéier rappeléieren: Si mussen op all Rad eng Brems hunn. Si mussen eng Schell hunn. Si mussen eng Luucht vir an eng Luucht hannen hunn. Déi Luucht hanne muss wéinst der Visibilitéit mindestens 40 Zentimeter iwwert dem Buedem sinn. Si mussen säitlech Reflektoren hunn. An d'hënescht rout Luucht an déi säitlech Reflektoren kënnen alternativ och un der Kleedung fixéiert sinn. Voilà.

Da stellt sech d'Fro: Wou därefer déi da fueren? Déi gëtt dann och ëmmer gestallt. An dat ass ganz kloer: Laut dem Code de la route gëtt eng elektresch Trottinett als equivalent zum Vëlo ugesinn. Dat heescht, do, wou ee mam Vëlo därefer fueren, därefer een dann och mat der elektrescher Trottinett fueren. Dat heescht prioritär op de Vëloinfrastrukturen, soss op der Strooss. An ech mengen, Dir hutt dat mam Alter mentionéiert: Wéi eebe beim Vëlo därefer d'Kanner just ënner 13 Joer um Trottoir fueren, soulaang se dann d'Foussgänger och net stéieren.

Da komme mer och an eng Kategorie vun iwwer 25 Kilomeeter pro Stonn. Do si mer da beim Cyclo-moteur. An hei stellt sech natierlech e ganz anere Scheema. Hei muss een d'Gefier bei der SNCA umellen. Hei brauch een eng Immatrikulatiounsplack. Hei brauch een en homologéierten Helm, net wéi bei deenen aneren. Hei brauch een och eng Assurance. Hei muss een op der Strooss fueren. Hei därefer een net um Trottoir an net um Vëloswee fueren.

Mir hunn eis do un Nopeschlänner inspiréiert, deemools, wéi déi Reegelen dann och opgesat gi sinn. Ech mengen, d'Realitéit ass leider, muss ech soen, dann déi, dass et an Europa, wou Europa hei wirklich och kéint eng Valeur ajoutée hunn an der Reglementatioun, eebe keng eenheetlech technesch Reegele gëtt. Reglementaresch si mer hei wirklich an engem Flickenteppich, wat fir mech, ech mengen, fir Iech och, definitiv suboptimal ass.

Dofir hu mer och als Lëtzebuerg am leschten Transportconseil zu Bréissel eng Initiativ vun Holland ënnerstëtzt. Am Ganze ware mer do zu 16 État-membren, déi d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert hunn, fir dës Gefierer, déi dann op Englesch „personal mobility devices“ heeschen, en eenheetlechen europäesche Kader ze schafen, wat déi technesch Standarde vun dese Gefierer ugeet.

Wa mer elo vu Kontroll vum Accès op eise Marché hei am Land respektiv an Europa schwätzen, da si mer natierlech elo net direkt bei menger Kompetenz, da si mer beim ILNAS. Dee fält ënnert d'Kompetenz vun Wirtschaftsministère. An do gëtt et e Gesetz vun 2010 iwwert d'Maschinen. Dat setzt eng europäesch Direktiv vun 2006 ëm. An do kontrolléiert eeben den ILNAS duerch gezielte Kontrolle bei de Verkeefer, ob d'Sécherheetsnormen dann och agehale ginn.

Bon, dës Texter soen elo näischt aus iwwert d'Maximalvitess oder och doriwwer, wat fir eng Leeschtung dës Gefierer därefer hunn. An da si mer och alt nees beim Flickenteppich an, mengen ech, wirklich der Noutwendegkeet vun enger eenheetlecher europäescher Reglementatioun. Wéi gesot, bei eis sinn d'Vitess an d'Leeschtung am Code de la route gereegelt.

Den ILNAS mécht och Kontrollen. Säit 2019 si ronn 100 Modeller vun Trottinette kontrolléiert ginn. 15 dovunner, déi dann och net de Virgaben entsprach hunn, hu beim Produzent da missen nogebessert ginn. Ech mengen, et ass ganz kloer, dass haut ganz vill iwwert den Internet kaf gëtt. An do ass et dann natierlech komplizéiert, déi Saachen do ze kontrolléieren. An de Geschäfte ass dat méi einfach. Iwwer Internet ass dat méi komplizéiert.

Deen anere Volet vum Contrôle dann, d'Kontroll am Alldag, do si mer dann natierlech an der Kompetenz vun der Police, wat de Gebrauch ugeet, wat d'Ekipe-menter ugeet, an och déi illegal Modifikatiounen, déi Dir mentionéiert hutt, zum Beispill den illegalen Tuning, fir d'Leeschtung vun esou Maschinen dann an d'Luucht ze setzen. De Respekt vun der generelle Reegele vum Code de la route fält also och hei an d'Zoustännegkeet vun der Police. D'Police mécht och all Dag Kontrollen. An an der Äntwert op d'Question parlementaire vum Hirsch, déi Dir och mentionéiert hutt, sinn och e ganze Koup Informatiounen iwwert dese Volet vun der Police.

Fir mech bleift an deser Matière d'Preventioun wirklich essentiell. Dofir hu mer och elo virgesinn, entweder méi spët am Joer oder spëtstens ufangs nächst Joer, zu eeben deem Theema vun den Trottinnetten eng Sensibiliséierungscampagne ze maachen. Ech mengen, et ass wichtig an och richtig, dass mer de Leit weider rappeléieren, wat d'Reegele sinn, souwuel op der technescher Säit wéi och am Hibleck d'rop, wéi ee sech soll a muss am Verkéier behuelen.

Mir wëssen allegueren, dass déi Jonk ganz vill mat den Trottinette fueren, net nëmmen déi Jonk, mee ganz vill Jonker. Dofir si mer och am Kontakt mam Educatiounsministère, fir ze kucken, wéi mer dat heiten och an de Schoule kënnen méi thematiséieren, wéi mer kënnen méi sensibiliséieren. Dat steet och an eisem PNSR, dem nationale Verkéierssicherheetsplang. Ech mengen, et ass wirklich essentiell, dass mer besser op d'Geforen opmierksam maachen dës le plus jeune âge.

Well ech mengen, do kënnen wirklich ganz dramatesch Konsequenze geschéien, wann do net wirklich opgepasst gëtt, wa sech net un d'Reegele gehale gëtt, wann d'Reegelen net respektéiert ginn. Ech gesinn dat och a mengem eegene Frëndeskrees, wou ech gesinn, wat d'Konsequenze vum Netoppasse respektiv vum Reegelen-net-Respektéiere sinn, och wat d'Trottinnetten ugeet, wat do ka geschéien.

Méi generell vläicht – an da kommen ech awer zrëck op d'Trottinnetten –, wat d'Verkéierssicherheet ugeet, fannen ech, ass et och wirklich eng Lacune. Mir hunn zwar eng Mobility Week, d'European Mobility Week, do geet et dann éischter drëm, d'Mobilité douce vläicht och ze promovéieren, mee et geet manner – vläicht och, mee manner – ëm d'Sécherheet.

Am Dezember hat ech e Rendez-vous mam europäesche Kommissär fir Transport, dat ass den Här Apostolos Tzitzikostas, wou ech ëm proposéiert hunn, en europäeschen Dag vun der Sécherheet am Stroosseverkéier an Europa ze organiséieren, soudass dat en Dag an all europäeschem Land wier, wou ee sech dann och kéint ee Sujet zum Beispill eraushuelen, fir dat dann ze thematiséieren. Ech mengen, dat wär wirklich gutt, um europäeschen Niveau esou eppes ze maachen. En huet dat och eng ganz gutt Iddi fonnt, weess elo allerdéngs net, ob en dat wäert ëmsetzen. Mee dat ze thematiséieren, dat huet hien op alle Fall interessant fonnt.

Vläicht nach eng Kéier ganz kuerz, wat den Alter ugeet – do hutt Der Froe gestallt –: Ech mengen, mir missten do och kucken, wéi effektiv an anere Länner d'Entwécklung sinn. Fir de Moment hu mer elo keng Ännerunge wëllen. Mee ech mengen, ech sinn ëmmer oppen derfir, wann do gutt a konstruktiv Iddie sinn, mat Iech och doriwwer ze schwätzen.

Allerdéngs wësse mer, dass d'Reegele jo och gekoppelt sinn un d'Reegelen, déi sech fir d'Vëloen applizéieren. Dat ze decoupléieren, mengen ech, géif éischter fir Confusioun suergen. Mee ech mengen,

dat Ganzt hei schwätzt natierlech och derfir, an do kennt Der och meng Iwwerzeegung a mäin Asaz, dass mer wierklech eis Vëloinfrastrukturen iwwerall am Land weiterentwéckelen. Ech mengen, dat kënnt och an deem heite Kontext deenen, déi op Trottinetten oder op Vëlo klammen, wierklech zegutt, an dat an all Alterskategorie.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An dann huet den Här Sehovic nach d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och, Madamm Ministesch, fir déi ganz ausféierlech Äntwert. Ech muss soen, déi Zuelen, déi Der elo geliiwert hutt par rapport zu den Accidenter, sinn elo nei. Déi waren an der schrëftlecher Ufro nach net dobäi. An d'Zounam, also quasi eng Vervéierfachung vun den Accidenter an dräi Joer, ass awer extreem besuergniserregend.

Ech sinn an engem Punkt net d'accord. Mam allerleschte sinn ech d'accord a mir si jo amgaangen, zesummen och déi eng oder aner Vëlospist nach op de Wee ze bréngen. Dat ass ganz sécher richtig. Ech mengen, dass et net esou komplizéiert wär, déi elektresch Trottinetten am Code de la route anescht ze behandle wéi d'Vëloen, well et och de facto en anert Gefier ass a se d'ailleurs och op de Vëlospisten an deene falschen Hänn e Risiko kënne sinn, nach eng Kéier, fir Foussgänger an aner Vëlofuerer.

An dowéinst awer nach eng Kéier meng Fro: Sidd Der der Meenung, dass et richtig a vertriebt ass, dass en 12-järegt Kand esou e Gefier ganz einfach kann deverrouilléieren an da mat 60, 70, 80, 90 Kilomeeter an der Stonn ouni eng Immatrikuléierungsflucht, ouni eng Assurance firt? Oder sidd Dir dann net awer der Meenung, dass Lëtzebuerg als eent vun deene leschte Länner elo nach misst higoen an op d'mannst e Mindestalter fir déi elektresch Gefierer do misst definéieren?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech mengen, un deene Gefierer ze schaffen, dat ass jo net legal. Dat ass jo dann och net dat Richtegt. Ech hoffen, dass do vläicht d'Elteren dann och wëssen, wat am Code de la route steet, dass se kënne kucken, dass hir Kanner dann och d'Reegele respektéieren, esou wéi se haut sinn.

An ech mengen, ech géif do an éischter Plaz emol trotzdeem op Sensibiliséierungsaarbecht setzen. Dat ass wichteg, nach eng Kéier, vis-à-vis vun deene Jonken. A wann Eltere gesinn, dass hir Kanner Trottinetten trafikéieren, fir dass se do méi séier kënne fueren, wat jo dann och net erlaabt ass, dann, jo, misste mer vläicht eis Sensibiliséierungsaarbecht nach méi breet féieren. Mee ech mengen, do solle mer ufänken.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An domat wier dann dese Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

11. 8604 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite GovSat-2 destiné aux communications gouvernementales et militaires, ainsi qu'à acquérir des capacités satellitaires

Mir géingen zum nächste Punkt kommen, an zwar dem Projet de loi 8604 iwwert d'Finanzéierung vun

der Regierung vum Satellitt GovSat-2. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt déi Zäiten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Défense

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen a Kolleginnen, mir sinn aktuell an enger Welt, déi geopolitesch éischter stiermesch ass a wou een haut net weess, wat muer ka sinn. Déi mouvementéiert Situation an der Welt, déi schonns säit e puer Joer alles anescht wéi einfach ass, léisst eis keen anere Choix, wéi dese Realitéite Rechnung ze droen.

Dofir muss mir als Lëtzebuerg eis zesumme mat eisen europäesche Partner an eisen Alliiéierten an der NATO entsprechend och a punkto Verdeedegung esou opstellen, dass mir eng beschtméiglech kollektiv Ofschreckung duerstellen am Sënn vum Fridden.

Och wa mir als Lëtzebuerg vläicht kleng wirken, esou ass et awer wichteg, dass mir och direkt Kontributione liwweren an och eis Expertisen an den Dëngscht vun der gemeinsamer Sécherheet stellen. Een esou e Beräich, an deem mir eng Expertis iwwert d'Joren opgebaut hunn, ass den Domän vum Satellitt, e Beräich, deen och ëmmer méi wichteg fir d'Verdeedegung gëtt. An et ass genau un der Schnëttstell vun deenen zwee Domänen an ëmsou méi am Kontext vun de rezenten internationalen Entwécklungen, wou den haitege Gesetzesprojet besonnesch relevant ass.

Ier ech awer elo op d'Detailer vum LuxGovSat-2 aginn, géif ech awer nach e kuerze Réckbléck op d'Geschicht vu LuxGovSat maachen:

Fir vun eiser Experienz am Satellitteberäich kënnen ze profitéieren an eeben och d'Lëtzebuurger Kontribution zu der kollektiver Verdeedegung sécherstellen, huet de Staat zesumme mat der SES 2015 eng Joint Venture gegrënnt mam Numm LuxGovSat. D'Zil vun deser Initiativ war et, de Projet an d'Exploitation vum GovSat-1, deem éischte Lëtzebuurger Kommunikatiounsatellitt fir militäresch a Regierungszwecker, ze assuréieren. De genannte GovSat-1 ass zënter dem 19. Mäerz (veuillez lire: dem 19. Mäerz 2018) operationell.

Säitdeem huet sech de GovSat-1 als Erfolleg erausgestallt. Seng Capacitéite si vu ville verschiddene Partner genotzt ginn, zum Beispill vun eiser eegener Arméi bei hiren Deploiementer op der NATO-Ostflank, mee och vun der belscher Arméi, der NATO an hiren Agencen, der EU souwéi de Vereenten Natiounen.

Duerch déi staark Demande fir SatCom, also Satellittekommunikatiounscapacitéite vum GovSat-1, sinn dës Capacitéiten ëmmer méi ausgelaacht ginn an haut si sou kaum nach fräi Capacitéiten disponibel. Dës Entwécklungen, zesumme mat der héijer bestoender Demande fir SatCom-Capacitéite vun eise Partner an Alliiéierten, déi e Resultat vun der steigender Komplexitéit vu Militäroperationen ass an awer och vun de geopoliteschen Evolutiounen, erklären d'Entscheidung vun der Regierung, dass eist Land mat dem LuxGovSat-2 en zweete SatCom-Satellitt kréie soll an domadder d'Lëtzebuurger Positioun als Leader am SatCom-Beräich ausgebaut soll ginn.

Dës bedeit awer net, dass de GovSat-1 ausgedéngt huet. An éischter Linn solle souwuel de GovSat-1, deen nach bis Minimum 2038 operabel bleift, an de GovSat-2 zesummen am Orbit koexistéieren a SatCom-Capacitéiten iwwer Europa, Afrika an dem Noen Osten ubidden.

Ech géif awer elo zum GovSat-2 spezifesch zrëckkommen. Dësen ass mat der nämmelechter Philosophie wéi de GovSat-1 konzipéiert ginn, also mam Zil, sécher, resilient, zouverlässeg a virun allem abordable SatCom-Capacitéiten unzibidden.

De GovSat-2, ausgerüst mat der neister Technologie, bitt nieft duebel esou vill Capacitéiten am SHF-Frequenzband, wouriwwer Militärkommunikatiounen mat héijem Datevolume kënne lafen, och SatCom-Capacitéiten um UHF-Frequenzband, déi de GovSat-1 net ugebueden huet.

Well sech och den Orbit ëmmer méi zu engem Theater vun der geopolitescher Kompetitioun entwéckelt an och Satellitten ëmmer méi oft d'Zil vun Attacken a Perturbationsefforte wéi dem sougenannten „jamming“ oder och Cyberattaque ginn, ass de GovSat-2 entsprechend mat deenen neisten Ofwiertechnologien ausgerüst. Dës sinn zum Beispill Geolokalisatiounssystemer, sougenannten Anti-jamming-Systemer an och Hardeningtechnologien, déi Explosiounen sollen ofwieren.

Wéi ech virunner schonn ugedeit hunn, ass dese Projet ee vun enormer Bedeitung, net nëmme fir eis eegen Defense, mee och fir eis Partner an Alliiéierten an der NATO an an der EU. SatCom-Capacitéiten, wéi de GovSat-2 se wäert liwweren, sinn eeben extreem gefrot an dës wäert och an Zukunft esou sinn.

Mam GovSat-1 huet Lëtzebuerg sech am Beräich vun der SatCom an der NATO an an der EU als Leader kënnen etabléieren, also an engem Beräich, wou eis Kontributionen en Ënnerschied maachen. Mam GovSat-2 wäerte mir deemno d'Wichtigkeet vun eise Land an der NATO an an der EU als Leader a Partner verstärken.

De Projet vum GovSat-2 ass alignéiert mat der Trajectoire, déi d'Regierung ausgeschafft huet, fir déi aktuell NATO-Ziler ze erreechen, an ass genausou konform mat der Weltraumstrategie vun der Lëtzebuurger Defense.

Ervirzehiewen ass och, dass dese Projet wirtschaftlech Friichte fir eist Land wäert droen, well hei besonnesch opgepasst ginn ass, dass e Maximum vu Lëtzebuurger Betriber an déi verschidden Etappe vum Projet integréiert gi sinn.

Natierlech kascht de GovSat-2 och eppes, soss géife mer jo haut net iwwert d'Finanzéierungsgesetz diskutéieren. Insgesamt ass eng global Enveloppe vun 816 Milliounen Euro fir de Programm vu GovSat-2 virgesinn. Duvunner sinn 301 Milliounen Euro, déi de Staat wäert muss bezuelen, also déi sougenannte „coûts effectifs“. Dee Betrag setzt sech zesummen aus 200 Milliounen fir den Ukaf vu Capacitéiten an 101 Milliounen, fir den Undeel vum Staat am Kapital vun der LuxGov-Sat ze erhéijen an esou um Finanzement vum Akaf, dem Starten an der Exploitation vum GovSat-2 deelzehuelen.

Deemno bleiwe 515 Milliounen Euro, op déi ech elo hei méi genau wéilt agoen. Déi 515 Milliounen Euro sinn opgedeelt an eng budgetär Reserv vu 15 Milliounen a 500 Milliounen, déi virgesi sinn, fir strateegesch Partnerschaften am Kader vum GovSat-2 ze realiséieren. D'Reserve budgétaire ass virgesinn, fir eventuellen techneschen, operationellen, programmateschen oder geopoliteschen Bedürfnisser Rechnung ze droen, déi d'Ëmsetzung vum GovSat-2-Projekt kéinte beaflossen.

Bei Projekte vun deser Envergure ass dat eng gängeg Prozedur a gëtt der Regierung déi néideg Flexibilität. D'Reserv ass awer och keng automatesch Depense, mee et gëtt nëmme op d'Reserv zrëckgegraff, wann dat wierklech néideg ass, an dës natierlech am Respekt mat deem hei fixéierte Plaffong.

Och op déi budgetär Enveloppe vu 500 Milliounen Euro, e Montant, dee vun der Defenssekommissioun zesumme mat der Ministesch definéiert ginn ass, géif ech nach kuerz gären agoen. Heibäi handelt et sech ëm eng Aart Transitmechanismus, deen eeben d'Partnerschaften am Kader vu GovSat-2 erméigleche soll. Well am Domän vun der Verdeedegung sougenannte Government-to-Government-Kontrakter Usus sinn, géifen eventuell Versementer vu Partner iwwert de Staatsbudget fléissen. An domadder kéinten dann déi Partner déi jeeweileg Capacitéit zur Verfügung gestallt kréien. D'Enveloppe ass deemno budgetsneutral.

Ier ech dann elo zum Schluss géif kommen, stellen ech nach eng Kéier déi verschidden Avisé vir. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 8. Dezember op de sougenannte „superfetatoiré“ Charakter vu verschiddenen Dispositiounen am Artikel 1 an 3 higewisen an och ënnerstrach, datt et um Legislatuer wär, déi korrekt Notzung vun de Suen, déi Deel vun der Réserve budgétaire sinn, ze kontrolléieren. Soss ware weider keng grouss Observatiounen am Avis dran.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis och den 8. Dezember publizéiert. Heiranner weise si sech enttäuscht doriwwer, datt si initialement net saisiert gi sinn, obwuel et e Projet wier, deen den ekonomeschen Interessi vum Land a vu Betriber, déi vun der Chambre de Commerce representéiert ginn, betrëfft.

Stéchwuert: ekonomesch Interessen. Do weist sech d'Chambre de Commerce erreet d'wider, datt sech de Projet alignéiert mat deem, wat d'Chambre de Commerce an hirem Lux4Defence-Rapport gefuerdert huet. Dëse Projet wier de Beweis dofir, datt déi national Economie zum Effort vun der Defense kéint kontribuieren an datt deemno d'Investitiounen an d'Defense och d'Wirtschaft kéinten ukuerbelen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Mam GovSat-2 diskutéiere mir elo iwwer eng Lëtzeburger Kontributioun zu der kollektiver Verdeedegung an Ofschreckung an engem Beräich, wou eng grouss Demande besteet. Duerch d'Capacitéite vum GovSat-2, deen dem meisten technologesche Standard ugepasst ass a méi a méi sécher Capacitéite wéi säi Virgänger huet, verstärke mir net nëmmen d'Reputatioun vun eise Land als verlässlechen Alliierten a Leader am SatCom-Beräich, mee maachen eng Kontributioun genau do, wou besonnesch mir an Europa net vill Capacitéiten hunn. Domadder reduzéiere mir och eis Ofhängegkeet vun externen Alliierten a Partner a verstärken eis eege Capacitéiten.

Ech wär also um Schluss vu mengem mëndleche Rapport ukomm. Fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport an ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapport villmools Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, mir diskutéieren haut iwwer e Projet de loi, deen am Fong e bësse méi wéi en technesche Satellitprojet ass. Mir diskutéieren iwwer e wichtege Bäitrag, dee mer leeschten als Partner, als Sécherheetsinstrument an enger Welt, déi vun Dag zu Dag méi onsécher gëtt.

Déi aktuell Spannungen, och am transatlantesche Kontext, weisen eis ganz däitlech: Sécherheet, Zougang zu kriteschen Infrastrukturen a strateegesch Autonomie si méi wichteg wéi jee! Lëtzebuerg ka sech nëmme schützen, wa mer dat zesumme mat eisen Alliierten a Partner maachen. Dowéinst musse mir als Europa méi Verantwortung iwwerhuelen. An dat heescht och, datt mir hei zu Lëtzebuerg méi Verantwortung mussen iwwerhuelen, an dat op allen Niveauen.

Fir e klengt Land heescht dat awer net, datt een alles selwer soll oder ka maachen. Et heescht notament, do ze investéieren, wou mer och Kompetenzen hunn, wou mer e Meerwäert kënnen bréngen. A genee dat maache mer mam GovSat-1. An dat féiere mer och elo weider mam GovSat-2.

Sécher, resilient Satellittelekommunikatioun ass haut entscheidend fir militäresch Operatiounen, fir Krisenmanagement, fir Koordination. Wann dës Kommunikatioun net méiglech ass, dann ass och Sécherheet net méiglech. De GovSat-2 ass eng konkret Äntwert op dës verännert Weltsituatioun. Et gëtt méi Capacitéit, méi Schutz géint Jamming an – dat huet de Reporter och schonn erwähnt – eng Ultrahéichfrequenz, UHF genannt, déi noutwendeg ass fir d'Iwwerdroe fir taktesch Exercicer, déi haut besonnesch gefrot sinn. Dat stäerkt net nëmme Lëtzebuerg, mee och d'Resilienz vun Europa an der Allianz insgesamt. An et erlaabt eis, e verlässleche Partner ze bleiwen an engem Ëmfeld, dat net méi grad esou verlässlech ass.

De Fait, datt schonn am Viraus vill Capacitéite vun eise Partner reservéiert goufen, weist däitlech, datt d'Interesse un dësem Satellit bei eisen europäesche Partner grouss ass an datt et sech dobäi ëm déi richteg Investitioun zum richtigen Zäitpunkt handelt.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Fir d'CSV ass awer nach en anere Punkt hei zentral a wichteg. Sécherheetspolitik ass och Industriepolitik. Mat dësem Projekt investéiere mer an héich technologeschen Knowhow, an d'Lëtzeburger Space- an Defenseindustrie an a strateegesch Kompetenzen, déi mir weider ausbaue mussen. An enger Zäit, wou d'Ofhängegkeeten nees politesch Waffe ginn, ass et wichteg, eis Kontributioun an déi Lëtzeburger an an déi europäesch Souveränitéit ze leeschten.

Et ass e richtegen, wichtege Schrëtt, fir dës Efforten a kritesch Infrastrukturen, Material, Technologien, déi fir eis Verdeedegung onëmgängelech sinn, ze stäerken. Et geet drëms, konsequent dësen Industriesector weiderzeentwéckelen, an et weist och, datt verschidde Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg musse sinn.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, GovSat-2 weist, datt mer och als Lëtzebuerg handeln. Et weist, datt mer Verantwortung iwwerhuelen, datt mer net alles delegéieren an aktiv eise Bäitrag zur europäescher Sécherheet leeschten. Aus dëse Grënn ënnerstëtzt d'CSV dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Donnersbach. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, meng Virriedner si schonn op eng ganz Rei vun Aspekter agaangen, soudass ech meng Ried hei e bësse ka kieren.

Ech hunn an deene leschten Deeg déi Debatte vum 10. Dezember 2014 nogelies, wéi de GovSat-1 hei an dësem Haus gestëmmt gouf. An de GovSat-2, dee

reit sech do an eng laangfristeg geplangte Verdeedegungspolitik vun eise Ländchen an. Och dat sot schonn 2014 bei der Adoptioun vum GovSat-1 de Jean-Marie Haldorf am Numm vun der CSV an der Oppositioun. Très bien!

(Hilarité)

Ech hunn dat alles nogelies. Den deemolegen Arméiminister Étienne Schneider huet dee Projet hei am Haus als e Paradigmewissel vun der Lëtzeburger Sécherheetspolitik bezechent, dat, well en neie Modell vun enger Public-private-Partnership duerch LuxGovSat SA op d'Bee gestallt gouf, deen net nëmmen eiser Sécherheet, mee och eiser Wirtschaft zeguttkënn. Et ass eng strateegesch Investitioun an eng Lëtzeburger Nisch, déi eng reell Plus-value fir eis international Partner a fir eis Standuertpolitik duerstellt.

An d'Logik vun 2014 war kloer: Als klengt Land profitéiere mer vun der internationaler Sécherheet a vun der Solidaritéit. An d'uefir kënnen a wëlle mer och net op där enger Säit nëmmen d'Virdeeler genéissen an op där anerer Säit keng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Mee d'Welt virun eelef Jore war nach e bësse eng aner. Do huet eng Hausse vun 0,4 % op 0,6 % vun den Defenseausgaben nach fir ganz, ganz vill a méi haart Diskussiounen gesuergt. Deemools war de Krichsverbrieche vun Kreml awer schonn an der Krim an am Donbass agefall. Mee deemools, an dat huet sech och geännert, konnte mer nach voll a ganz op eis Alliiert zielen.

Wéi den Yves Cruchten scho gëschter gesot huet, ass dat internationaalt Recht fir d'LSAP net verhandelbar. An d'uefir hate mir 2014 am Gesetz och ganz kloer rout Linnen agesat, wat de Respekt vun internationaler Recht vun de Clienté vum GovSat ugeet an domat d'Notzung vun eise Militärkommunikationscapacitéiten. Dat steet och esou an de Règles de bonne gouvernance interne vu LuxGovSat SA.

An haut stellt sech dann awer d'Fro, Madamm Ministesch, wa Verschiddener vun eisen Alliierten d'international Recht oppe mat Féiss trëppelen, ginn déi Reegelen dann nach kloer an zu 100 % respektéiert? Et d'äerf hei nämlech net bei enger Absichtserklärung bleiwen. Et muss konkret an operationell sinn, eng kloer Linn, fir sécherzegoen, datt d'Capacitéiten net u Partner ginn, déi géint fundamental Rechtsprinzipie verstoussen.

Une voix | Très bien!

M. Georges Engel (LSAP) | Mir gesinn haut, wéi fragill geopolitesch Gläichgewichter kënnen sinn. A genee dofir muss Europa, an dofir muss och Lëtzebuerg seng Defense esou opstellen, datt se kohärent mat eise Wäerter a juristesche propper ass. A GovSat-2, dat kann dozou e konkrete Bäitrag sinn, fir an deem Sënn Allianzen ze stäerken. An dofir stëmme mer deem Projet hei och zou als Bekenntnis zu eise strateegesche Bäitrag zu enger kollektiver Sécherheet.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci dem éierewäerten Här Georges Engel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Deputéierten Tom Weidig agedroen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir hatten 2014 de GovSat-Satellit matgestëmmt. Deemools war d'Welt nach eng aner. De Lëtzeburger Staat huet eng Joint Venture mat der SES gemaach, enger Lëtzeburger Firma, déi säit Jore gutt Profitter gemaach

huet. De Satellitt ass vun enger Falcon-9-Rakét vum Elon Musk senger deemools klenger SpaceX-Firma an den Orbit geschoss ginn. An de Satellitt ass duerno gutt ausgenutzt ginn a mir konnte Capacitéiten un aner Länner verkafen.

Entre-temps huet sech d'Welt e bësse geännert. Op der kommerzieller Säit huet sech am Space vill gedoen. SpaceX dominéiert de Marché. All dräi Deeg schéisse se eng Rakét erop. Si bréngen 90 % vum Payload weltwäit an den All. Dës Quasi-Monopolstellung notze se, fir an aner Marchéen eranzegoen. Si hunn elo bal 10.000 Starlink-Satelliten an enger niddreger Orbitale.

Den Internet ass vill méi séier ginn. D'Zäiten, wou d'SES sech mat hirem Satellittefernsee eng gellen Nues verdéngt huet, sinn eriwuer. Mir kucken eis Filmer, Fernsee a YouTube iwwert den Internet un. D'SES muss hir Satelliten haaptsächlech fir Internet verkafen an de Marché ass extrem kompetitiv weltwäit. D'SES ass also ënner massivem ekonomeschen Drock a muss sech séier nei erfannen. Hire Merger mat Intelsat ass warscheinlech déi eenzeg Méiglechkeet, fir duerch Synergien als Weltkonzern ze iwwerliewen.

Mee och an der Geopolitik huet sech vill gedoen. D'Amerikaner sinn net méi gewillt, fir d'Veerdeedung vun Europa ze bezuelen. An d'Amerikaner hunn déi aner NATO-Länner derzou verflucht, méi fir d'Defense auszeginn. Dat kann een net gutt fannen. Mee et ass awer och schwéier, Géigenargumenter ze fannen, zemoos wann all déi aner Nopeschlänner matmaachen.

Russland ass amgaangen, Hybridattake géint eis Infrastrukturen ze maachen. An do schéngen déi al Satelliten, och de GovSat-1, potenziell vulnerabel ze sinn.

Lëtzebuerg ass och an enger besonnesch schwiegener Lag, well mir keng Waffenindustrie hunn. Dat heescht, wa mir méi fir Rüstung ausginn, heescht dat, datt d'Suen an d'Ausland ginn. Den däitsche Steuerzueler gëtt zwar der däitscher Firma Rheinmetall Suen, mee déi produzéieren dann an Däitschland. Si schafen Aarbechtsplazen, also manner Aarbechtslosenënerstëtzung. An hir Leit, déi Leit, bezuelen dann och Steuern.

De GovSat-2-Satellitt ass an deem Kontext dat Besch, wat mir maache kënnen an enger schwiegener Situation.

Éischtens ass de GovSat-2 kee Sprong an dat Onbekannt. De GovSat-1 war erfolgräich an d'SES konnt Expertis opbauen an Erfahrung sammeln. De GovSat-2 ass méi wéi eng Kopie vum GovSat-1. Méi a besser Capacitéiten, och vill méi Ultra-High-Frequency-Fäegkeeten, déi ganz wichteg sinn, fir géint Jamming virzegoen, mee och bessere Schutz bei Cyberattacken an och bei elektromagnéitesche Pulsattacken.

Zweetens ënnerstëtze mir d'SES an enger schwiegener Phas. Si kréien e groussen Optrag, deen och wichteg ass fir hir Reputatioun. Wann d'Regierung et fäerdegbréngt, mat anere Länner Dealer ofzeschléissen, fir déi Reshtcapacitéiten ze kafen, da kann de GovSat-2 souguer ekonomesch erfolgräich sinn.

Drëttens weise mir als Land, datt mir och eng wichteg Roll ze spillen hunn an der NATO a bei der europäescher Verdeedegung. Mat eiser klenger Armée kënnen mir net esou impressiounéieren, mee mat eiser Satellitenindustrie schonn. Mir hu Capacitéiten an och Expertis iwwer eng Schlüsseltechnologie, de Space, déi aner Länner, wéi zum Beispill Polen, net hunn.

Zum Ofschloss wëll ech der Madamm Minister dräi Froe stellen:

Éischtens: D'SES ass am Moment an enger néideger Ëmstrukturierungsphas, an do ass et och zu Entloossunge komm, zum Deel, well Synergie fonnt gi sinn nom Merger mat Intelsat, mee och duerch Outsourcing an aner Länner wéi Indien. Kann d'Regierung garantéieren, och am Kontext vun dësem Projet, datt déi wichtegst Fonctiounen vun der SES, wéi zum Beispill de Flight Dynamic Control vun der SES an hire Satelliten, zu Lëtzebuerg bleiwen?

Déi zweet Fro, déi ech hunn – an déi ass warscheinlech scho beäntwert, mee ech wollt se awer hei nach eng Kéier stellen –: Wat passéiert, wa mir e Profit mat GovSat-2 maachen? Gëtt de Profit ofgezu vun eise Verdeedegungs Ausgaben? Also, wa mir 100 Milliounen ausginn, fir eis 3,5 %-NATO-Ziler ze erreechen, a mir maachen e Profit vun 100 Milliounen, heescht dat, datt déi 100 Milliounen Ausgaben net zielen, well mer jo 100 Milliounen Profit gemaach hunn? Dat ass just eng Fro, déi ech hunn.

An drëttens stelle mir d'Fro, wat a richteg Krise passéiert. Soe mir, e Land wéi Pole kleeft zum Beispill Capacitéite bei eis a si kommen an e Krisefall, hu si dann d'Recht, de Satellitt fir eng Zäit eleng ze notzen? Hu mir als Lëtzebuerg d'elengeg Decisiounshoheit iwwert de Satellitt? Also hu mir d'Administratorpasswierder? Am Gesetz schéngt dat net esou kloer dranzestoen. An ech froe mech wierklech, wat an engem Krisefall passéiert.

Duerfir géif ech mech freeën, wann ech dozou dräi Äntwerte géif kréien. A mir wäerten dës Projet matstëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Weidig. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Jo, mir stëmmen dann haut, et ass scho vill ugeklongen, iwwert de faméise GovSat-2 of. An et ass effektiv och de Moment, wéi de Rapportier et och gemaach huet, fir eng Kéier kuerz zrëckzekucken op déi Debatten, déi 2014 hei waren, wéi iwwert de GovSat-1 ofgestëmmt ginn ass. A wann ee sech dat nach eng Kéier duerchliest, da gesäit een och, dass et eigentlech eng ganz aner Welt war, an där mer deemools gelieft hunn. Och deemools war d'Ukrain zwar en Thema och an der Diskussioun, mee d'geopolitesch Realitéit war nawell eng aner. An dat heite weist och, wéi séier an déifgräifend sech dës Realitéite kënnen veränneren an esou kuerzer Zäit.

Mee schonn deemools huet Lëtzebuerg eng ganz bewosst Entscheedung getraff, nämlech dass Verdeedegungs Ausgaben net just abstrakt a symbolesch genotzt ginn, mee gezielt a strateegesch, andeems eeben déi faméis Joint-Venture-Struktur mat enger historiescher Lëtzebuurger Gesellschaft, der SES, gegrënnt gouf. A mir sinn der Meinung: Dat war deemools de richtige Wee an et ass och haut nach de richtige Wee. An ech komme ganz zum Schluss nach eng Kéier droobber zrëck.

A grad well et hei och ëm ganz vill Sue geet a grad well et sech och ëm eng héich sensibel Infrastruktur handelt a well déi och theoretesch kéint mëssbraucht ginn, ass d'Transparenz an dësem Dossier essentiell.

An ech sinn och duerfir wierklech ganz zefridden, Madamm Minister, dass Der an Ärer üblecher Aart a

Weis wierklech den Echange mat der Kommissioun gesicht hutt a probéiert hutt, hei dee beschmégliche Wee ze fannen, an och dass mer eis wierklech konnte matabréngen an Der och gelauschert hutt, wann ech dat esou ka soen, op eis Bedenken, déi mer haten iwwert d'Transparenz vun de Montanten, ëm déi et hei geet. Well et steet elo awer kloer an explizit am Text, wéi sech déi Zommen zesummesetzen an och woufir se eigentlech geduecht sinn.

Et ass och elo kloer, dass en Deel vun de veranschlagte Mëttel keng reell Staatsausgab ass, mee eng Transitfunctioun huet, well verschidde Länner et eeben och virzéien, nach virum Launch da mat dem Lëtzebuurger Staat Accorden ofzeschléissen anstatt mat enger Privatgesellschaft. Dat ass elo entsprechend budgetiséiert. Dat fanne mer essentiel. E Mangel un Transparenz an dësem Dossier hätte mer net richtig fonnt.

Ech profitéieren awer vun dem Vott vun haut, fir op eppes anzegoen, wat mech dann awer dës Woch e bëssen interpelléiert huet. Dat war en Interview vum Wirtschaftsminister am „Lëtzebuurger Wort“, well op d'Fro hin, wou d'Lëtzebuurger Wirtschaft kéint wuesen, wou e géif Potenzial gesi fir Wuesstem vun der Lëtzebuurger Wirtschaft, huet hie geäntwert: „Am Verdeedegungsberäich.“ An ech muss soen, ech fannen dës Approche e bësse verstéierend.

Natierlech stinn och mir zu Dual-use-Technologien. Mee Dual-use heescht fir eis eppes ganz Konkreetes: Op der éischter Plaz sollen d'Fuerschung, d'Innovatioun, d'zivil industriell Entwécklung stoen, national an europäesch, wéi zum Beispill am Fall vun der SES. An duerno stellt sech dann d'Fro, wéi mer dat och militäresch kënnen notzen, an net ëmgedréint.

A virum allem denken ech, dass et net richtig ass, op Wuesstem duerch Verdeedegung ze setzen. Et ass eng geféierlech Logik. D'Ofhängegkeeten, déi do d'uerjer entstinn, de Cercle vicieux, deen esou eng Strategie implizéiere kann, d'Gefor vun enger selbstverstärkender Oprëschtungsspiral, dat alles sollt eis dach ze denke ginn.

An ech hoffe wierklech, dass dat net déi wirtschaftlech Zukunft ass, déi dës Regierung sech fir Lëtzebuerg virstellt, mee datt mer alles drusetzen, datt lëtzebuergesch an europäesch Entrepris vum der Noutwendegkeet – déi ass hei bei ville Riedner ugeklongen – profitéieren, an eis gemeinsam Verdeedegung ze investéieren. Dat schéngt ons absolutt logesch, richtig an och noutwendeg. Mee ze soen: „Mir setzen elo op de Verdeedegungssektor als Wuesstemsfactor“, fannen ech geféierlech a laangfristeg och kontraproduktiv.

A Verdeedegung ze investéieren, muss kloer ausschlieslech zum Zil hunn, eis Sécherheet ze verbesseren. Rüstungsausgaben als wirtschaftleche Konjunkturprogramm ze gesinn, ass geféierlech a schonn oft an der Geschicht och schif ausgaangen. Waffe sinn zwar Wueren, mee net iergendwelch Wueren. A wann do e Surplus entsteet, an deen ausgesat gëtt, dann ass dat fatal!

Merci fir Är Attentioun.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Als nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen agedroen. Här Goergen, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Präsident. Och merci dem Guy Arendt, net fir de Rapport, well dat sollen an dierfe mer net méi soen, mee fir déi gutt Présidence, well dat heite war am Ufank awer en e bësse méi quokelegen Dossier, wéi mer en erakuten.

An och d'Madamm Backes huet do a ganzer Transparenz mat eis geschafft.

Well ech sinn éierlech: Sou wéi en am Ufank erakomm ass, hätt ech en haut och net matgestëmmt. Mee sou wéi en awer elo erausgaangen ass, kënnen mer en awer haut esou matdroen. Well d'Madamm Backes huet eppes hikritt, an dat ass, dass si d'Capacitéite schonn am Virus verkaf huet un aner Länner, déi mer aus bekannte Grënn hei haut net nennen, mee si sinn awer scho verkaf a scho reservéiert.

An dofir hate mer och eng Situatioun, déi mir an deene siwe Joer hei an der Chamber awer nach ni geschitt ass. Ech mengen, d'Madamm Backes wollt 200 Milliounen, fir dat ze assuréieren, dass mer déi Capacitéite kafen. Do hat ech zu hir gesot: „Da kommt, mir ginn op déi 500 Milliounen erop, wann Der jo nach weider Clienten huttt!“ Dat heescht, u sech war et hei esou, dass d'Oppositoun gesot huet: „Da kommt, mir reservéieren direkt déi Enveloppe nach mat, well dee Satellitt am Moment esou gefrot ass!“ Dat ass och eng Situatioun, déi een net oft tëschent Oppositoun a Majoritéit fënnt. An dese Satellitt ass sécherlech e positivt Zeechen dofir, wou Lëtzebuerg seng NATO-Depensen an Zukunft soll maachen a wou mer natierlech och e Retour hunn.

Ech hunn awer och elo hei héieren, dass vläicht eppes ausgeblent ginn ass. Mee et ass awer och nach en zweete Satellitt do gewiescht an dat war de LUXEO-Sys. An dat huet ganz kloer gewisen, dass net all Strategie fonctionéiert huet. D'Madamm Backes huet dat elo ganz gutt gemaach an déi huet erëm d'Partnerschaft mat SES gesicht. Well dat huet fonctionéiert. De GovSat-1 huet fonctionéiert. An deen heite wäert hoffentlech och fonctionéieren no deenen Accorden, déi elo schonn do sinn. Et därf een awer trotzdem an der Zukunft net vergiessen, dass et och Modelle gouf, déi net fonctionéiert hunn, an ech hoffen, dass een net méi op dee Wee zrëckkënn.

Virdru war och d'Fro opkomm, wéi et dann elo mat anere Länner ass. Also, wann een déi aktuell Diskussioun kuckt an och elo wat zu Davos de Mëtteg vum President Trump gezielt ginn ass, denken ech ze wëssen, u wien d'Uspilling geriicht war. Et ass awer esou, dass d'Amerikaner op deem Satellitt warscheinlech net wäerten operéieren, well si en eegene System weltwäit hu fir alleguerten déi Kommunikatiounen.

Wat sécherlech interessant ass, ass, dass dese Satellitt och am Noen Oste wäert kënnen agesat ginn, wat zum Deel och a verschiddene Krisengebitter wéi dem Iran am Moment nei Optiounen opdeet. An ech denken, dass Lëtzebuerg do och sécherlech ka seng Roll spillen, fir do d'Demokratie erëm hierzestellen. An dofir ass dese Satellitt immens gutt, well e sech net nëmme reng op d'Regioun heiuwe begrenz. Par rapport zu dem Satellitt, dee mer virun dräi Joer gestëmmt hunn, wat och mat SES war, dee mol zum Deel net d'Ukrain ganz ofdeckt, ass dat heiten e System beim GovSat, dee wierklech all d'Regiounen ofdeckt, déi mer am Moment brauchen.

An dofir wäerte mir Piraten en och matdroen, well dat heite weist: D'SES ass staark an eis Regierung ënnerstëtzt an deem Fall ganz kloer eng Lëtzeburger Entreprise.

Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci dem éierewäerten Här Marc Goergen. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir huttt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss zouginn: Wann een der Meinung ass, dass Lëtzebuerg onbedéngt dem Trump follege misst a 5 % an d'Veerdeedegung sollt investéieren; wann een der Meinung ass, dass Lëtzebuerg sech un där globaler Rëschtungsspiral bedeelege sollt; jo, dann ass dat heite warscheinlech eng manner domm Aart a Weis, Sue lasszeginn.

Mee mir als Lénk akzeptéieren dat 5 %-Zil vum Trump net, well mer der fundamentaler Meinung sinn, dass et extreem geféierlech ass, an dat an zweefacher Hisiicht:

Éischters dreiwien d'Europäer déi weltwäit Rüstungsspiral domadder mat un. An de Prinzip vum Sécherheitsdilemma ass keng Fabel, mee eng Realitéit: All Oprëschtung provoziert Géigenoprëschtung an um Enn verléiert jiddwereen. Sech op där enger Säit fir eng friddlech a regelbaséiert Weltuerdnung anzesetzen an op där anerer Säit Honnerten nei Milliarden an d'Oprëschtung ze stiechen, dat ass eng Politick, déi an eisen Ae letztendlech net opgoe kann.

An zweetens setzen d'Europäer mat där ganzer Oprëschtung hir intern Stabilitéit op d'Spill. Déi kolossal Zomme wäerte feele fir Sozial- a Gesondheetspolitick, fir Schoulen, fir Logement, fir Pensiounen. An déi allgemeng Onzefriddenheet an Europa wäert weider klammen, wat dann erëm den Närbuedem schafft fir autoritär Parteien a Regierungen. An um Enn hunn dem Här Trump an dem Här Putin seng Frënn aus der AfD, dem Rassemblement National oder Reform UK d'Schaltheewe vum der Muecht. A se verfügen en plus nach iwwer e risige Militärapparat. A jiddweree weess, wou dat hiféiert, dee Wee, deen de Putin an de Trump ageschloen hunn, a wéi enger Welt mer domadder wäerte landen.

An amplat politesch Strategien an Allianzen opzebauen, fir deenen zwee Brandstëfter eppes entgéintzesetzen, fir déi Entwécklung nees iergendwéi ëmzekéieren, stierze sech d'Europäer grad wéi d'Lemmingen den Ofgrond erof. Déi 5 % ware keng souverän europäesch Decisioun, mee goufe vum Trump op erpresseresch Manéier imposéiert a se hunn net emol dozou gefouert, dass den Trump d'Europäer mat Rou léisst – grad am Géigendeel, wéi mer grad feststelle mussen!

Déi 5 % sinn net entstanen aus enger verdeedegungspolitescher Noutwendegkeet, well aktuell keng militäresch Bedroung eng Oprëschtung vun där doten Héicht rechtfertige kann, net emol déi ganz real Bedroung, déi vum Putin ausgeet. Déi 5 % sinn entstanen am Trump sengem verwurrlte Kapp aus engem muechtspolitesch Calcul eraus, fir d'Europäer ze schwächen.

Europa ass net schwaach, mee Europa mécht sech selwer schwaach, well all Land seng eegen Zopp kacht, well et keng gemeinsam politesch Visioun gëtt, keng Koordinatioun, keng Solidaritéit, obwuel d'Europäer zesummegeholl elo schonn en Defensebudget hunn, dee weltwäit just nach vun den USA getoppt gëtt.

An ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Déi europäesch Verdeedegungspolitick huet kee budgetäre Problem, mee e politesche Problem. An amplat sech d'Fro ze stellen, wou mer zesummen hiwëllen a wéi vill Sue mer zesummen dofir mussen opbréngen, leeft all Land am Alleingang enger fiktiver Zuel hannendrun an da kucke mer zum Schluss, wat iergendwéi dobäi erauskënn. Dat ass an eisen Ae keng responsabel Politick, zemools an Zäiten, wou déi meescht europäesch Länner budgetär vir bäi an hanne widder sinn. Dat ass beschtefalls Navigation à vue.

An dat läit notament och dorunner, dass all Land an éischer Linn säin eegene Retour économique am Bléck huet. Och hei an der Debatt hu mer dat ëmmer erëm héieren, wou iwwer Nische geschwat ginn ass, iwwer Standuertpolitick. An den Här Bettel, eisen Ausseminister, huet awer selwer am Oktober bei der leschter aussepolitescher Deklaratioun gesot, dass et justement dat ass, wat eng effikass europäesch Defensepolitick verhënnert. An trotzdem mécht och eis Regierung do mat, stellt bei all d'Geleeënheet d'Oprëschtung als wirtschaftlech Chance duer, a wat fir flott ökonomesch Opportunitéiten drauser entstinn. D'Madamm Tanson ass och zu Recht drop agaangen, och op déi Aussoen, déi ech och besuergneserreegend fannen, vum Wirtschaftsminister.

An och an deser Debatt stoung virun allem den ökonomeschen Notze vum GovSat-2 am Mëttelpunkt, net de militäreschen. Wéi mécht dee Satellitt eist Land méi sécher? Wéi integréiert e sech an eng gesamteuropäesch Verdeedegungsstrategie? Wéi eng verdeedegungspolitesch Ziler verfolge mer domadder? A mat wéi enger Zort vun Nutzung si mer net averstanen?

Dës essentiel Fro goufen, wann iwwerhaapt, och an deser Debatt just um Rand thematiséiert. Vläch och, well heibanne keen eng zefriddestellend Äntwert op déi Froen huet.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci dem Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Yuriko Backes, Verdeedegungsministesch. Madamm Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Här President, Dir Damm an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt e grouse Merci un eise Rapporten an en op d'mannst esou grouse Merci alleguerten deenen, déi an der Defensekommissioun sinn. Ech mengen, et war wierklech eng ganz grouss Freed, mat Iech zesummenzeschaffen, well ech mengen, et ass „eise“ Projet elo zum Schluss, dat ass op alle Fall mäi Gefill, well et mir och wichteg war, dat heiten an all Detail a voller Transparenz mat Iech kënnen ze diskutéieren. An ech mengen, dat huet och wierklech ganz gutt fonctionéiert.

Dir sidd alleguerten och schonn op d'geopoliteschen Situatioun agaangen, an där mer eis befannen. Ech mengen, hei bestreiden déi Allermannst, dass den Invest an eis Verdeedegung einfach indispensable ass – leider! A wat déi Defensebudgeten eropginn, wat mir natierlech och kucken, dass mir do e Retour économique hunn. Dat kucke mer am Detail, dat kucke mer iwwerall, wou mer da kënnen maachen. An dofir ass dese Projet och esou wichteg, well dat eeben e Projet ass, wou mer kënnen e considerabelen a wichtige Retour économique hunn.

Opbauend eeben op der Experience, déi mer hate vum GovSat-1 an déi mer hunn, a mam Vott vun deem Gesetz wär da geplangt, Ufank 2029 de GovSat-2 dann an den Orbit ze bréngen. D'Hauptmissioun vun deem Kommunikatiounssatellitt ass, Kommunikatiounscapacitéite fir d'Lëtzeburger Defense, fir d'EU-Institutionen, fir d'NATO, fir eis NATO-Partnerlänner kënnen zur Verfügung ze stellen.

An ech mengen, et ass och wierklech wichteg, ze ënnersträichen: Hei ass eng Montée en puissance vun deem enge Satellitt op deen aneren. GovSat-2 ass technesch evoluéiert, huet méi Capacitéiten an ass och méi staark géint feindlech Attacke geschützt.

De Retour économique, nach eng Kéier: Ech mengen, hei ass et net nëmmen SES, haaptsächlech SES, mee et sinn och nach aner Lëtzebuerger Entrepreneuren, déi hei matagebonne sinn. Dat ass mer ganz wichteg.

Mir schwätzen an Europa och vill vu Strategic Autonomy. Ech mengen, dat ass e Volet, dee mer och an der Chamberskommission diskutéiert hunn. Fir eis war et wichteg, hei europäesch Partner ze prioriséieren. De Satellitt gëtt éischtens vun enger franséischer Firma, Thales, gebaut, zesummen och, wéi gesot, mat Lëtzebuerger Fournisseuren. Zweetens soll de Satellitt mat enger Rakéit vun der europäescher Firma Ariespace an den Orbit lancéiert ginn.

Et ass schon am Detail iwwert de Finanzement geschwat ginn. Also, den Invest am Kapital sinn hei 101 Milliounen. D'Satellitkommunikationscapacitéit, déi mir da wäerte kafen als Staat, sinn 200 Milliounen. D'Budgetär Reserv – ech mengen, dat ass effektiv en long et en large an der Chamberskommission diskutéiert ginn – wäert 15 Milliounen. An dann déi Suen, déi mer da wëllen iwwert de Staatsbudget transitéiere loosse, déi awer budgetsneutral sinn, déi wäeren dann op 500 Milliounen gesat.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Dës Projet situéiert sech elo net wierklech am Kontext vu „Mir missen op 5 % kommen“, wéi hei och ugeklongen ass. Hei si mer mol am Kontext vun: „Mir wëllen a mussen op 2 % kommen.“

An iwwregens wëll ech hei och soen, dass ech och kee Pourcentagefetischist sinn. Wat fir mech wichteg ass, ass, dass mer Capacitéiten hunn. D'Pourcentagen an deem Sënn, jo, sinn am internationale Kontext an an de Gespréicher wichteg. Mee ech mengen, wat fir eis a fir eist Land wichteg ass, dat ass, déi néideg Capacitéiten ze hunn.

Et sinn e puer Froen gestallt ginn. Ganz kuerz, wat SES ugeet a wéi eng Fonctiounen zu Lëtzebuerg bleiwen: Ech mengen, mech dozou ze äusseren, ass elo net direkt a mengen Attributiounen.

Zweetens: De Profitt vun der Firma, also vu GovSat-2, ass mentionéiert ginn. Ech mengen, hei ass et d'Firma an net de Staat, déi hei Profitt mécht. Dat heescht, eisen Invest heiran, dee mentionéiert ginn ass, déi 301 Milliounen, déi ginn natierlech den 3,5 % ugerechent. Mee all anere Profitt, dat ass da fir d'Firma, net fir de Staat.

Da war nach eng Fro iwwert d'Krisen: „Wiem kënnen Capacitéiten zur Verfügung gestallt ginn, wann eng Kris ass?“, wann ech richteg verstane hunn. Ech mengen, dat war och eng Fro, déi Der effektiv an der Chamberskommission gestallt hutt. Wann elo Krich a Pole wär, kéint mer eis sämtlech Capacitéite Polen zur Verfügung stellen? Ech mengen, do si mir net déi Eenzeg, déi dat do decidéieren. Dat hänkt jo dann dovunner of: Wéi voll ass de Satellitt zu deem Moment? Sinn do nach Capacitéite fräi? Well do hu mir – oder d'Firma – jo dann och kontraktuell Obligatiounen vis-à-vis vun anere Länner.

Ech wëll och soen, dass mer fir mech hei och net méi generell an eng Oprëschtung oder an eng blann Oprëschtung solle verfalen. Dat ass, mengen ech, net de But vun deem, wat mer hei maachen. De But ass, dass mer eis Capacitéite sécheren, dass mer zu engem kollektiven Effort kënnen bäidroen. An dat ass genau déi Strategie, déi mer wäerte verfollegen.

Iwwregens schaffe mer de Moment och un der Finalisatioun vun enger Stratégie de défense industrielle, déi mer dann och zesumme mam Här Delles an noer Zukunft wëlle virstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass, wéi gesot, net nëmmen e Satellitprojet. Dat heiten ass wierklech e ganz strateegesch Invest an eng wierklech substanzieel wichteg Kontributioun zu eiser kollektiver Sécherheet mat engem signifikante Retour économique fir eist Land.

Ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir déi exzellente Zesummenaarbecht a fir d'Ënnerstëtzung vun dësem wichtege Projet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Minister villmools Merci. Ech mengen, den Här Weidig wëll Iech nach eng Fro stellen, Madamm Minister. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, als Éischt wollt ech Merci soen, datt Der déi Froe beäntwert hutt. Dir hutt gesot, datt mer dee mat der Ariane wëllen héichschéissen. Dir wësst jo, d'Ariane huet am Moment relativ vill Problemer an déi hu wierklech net vill Launchcapacitéiten. Dat heescht, et ka sinn, datt dat e relativ grouse Retard gëtt. Op där anerer Säit hu mir natierlech SpaceX, déi, ech mengen, 200 Launche pro Joer elo maachen. Ech verstinn natierlech, datt mer Ariane ..., datt mer sollen europäesch Saachen ënnerstëtzen. Mee hei komme mer natierlech e bëssen an e Spannungsfeld eran. Well hutt Der schon e garantéierte Launchzäitpunkt mat der Ariane?

(Interruptions)

Oder ass dat ... Jo, ech wollt do just froen, wat do Är Positioun ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Ech mengen, meng Positioun an d'Positioun vun der Regierung sinn hei ganz, ganz kloer: Mir hunn eng ganz kloer Präferenz fir en europäesche Launcher. Dat hunn ech och an der Chamberskommission gesot.

Aktuell gesäit et esou aus, wéi wann déi stäerksten Trägerrakéit, dat ass d'Ariane 64, Ufank 2029, wéi ech och just mentionéiert hunn, zur Verfügung steet. Bon, ech mengen, ech kann aner Saachen, déi bis da geschéien, natierlech net ausschléissen. Et muss een och e Plan B hunn. Mee de Plan A ass an dësem Fall ganz, ganz kloer.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8604 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8604⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8604 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 57 Jo-Stëmme, 2 Nee-Stëmme, keng Abstentioun. Dës Projet de loi ass also mat 57 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nancy Arendt), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

12. 8410 – Projet de loi portant création d'un Observatoire de la culture

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg kënnt de Projet de loi 8410, d'Schafe vum sougenannten Observatoire de la culture. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Georges Engel, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mam Gesetzesprojet 8410 gëtt den Observatoire de la culture geschaf.

Domat setzt d'Regierung eng Recommandatioun ëm, déi am sougenannte KEP, also am Kulturentwécklungsplang 2018–2028, festgehal gouf. Als Erënnerung: Dësen Entwécklungsplang gesäit strateegesch Recommandatiounen am Beräich vun der Kulturpolitik vir, déi an engem partizipative Prozess zesumme mat den Acteuren um Terrain ausgeschafft goufen.

D'Mise en place vun engem Observatoire ass déi drëtt vun am Ganzen 62 Recommandatiounen. Den Observatoire de la culture soll als dat éischt Organ gelten, dat sech systematesch an ausschliisslech mat der Analys vum Lëtzebuerger Kultursecteur auseruesetzt, dat eeben, fir an aller Onofhängegkeet d'Bedürfnisser, d'Baustellen an d'Stärkte vum Lëtzebuerger Kultursecteur, jo, vum Lëtzebuerger Kulturlienen ze identifizéieren an ze analyséieren.

D'Missioun vum Observatorium fousse op dräi Pilieren:

Éischtens soll eng Datebank opgestallt ginn, fir Donnéeën um a vum Terrain ze sammelen. Zum Beispill soll den Observatoire analyséieren, wéi de Budget sech entwéckelt, deen de Staat dem Secteur iwwer Joren zoukomme léisst, oder identifizéieren, wéi d'Kulturoffer uechtert d'Land verdeelt ass.

An enger zweeter Etapp geet et drëm, dës gesammelt Informatiounen ze behandelen an ze analyséieren, fir duerno eng Bewäertung vun der Kulturpolitik hei am Land kënnen duerchzuféieren. Déi verschidden Donnéeën hëllefen dem Observatoire anzuschätzen,

wéi wierksam déi aktuell Kulturpolitik ass. Op Basis dovunner kann ee sech an engem weidere Schrëtt mat de jeeweilegen Acteuren zesummesetzen, fir d'Bedürfnisser vum Secteur ze diskutieren.

Den drëtten Piliere konzentriert sech op d'Transparenz an den Traitement vum den Donnéen. D'Informationen sollen diffuséiert ginn. Mee op Basis vun den Informationene sollen och weider Recommandatione ausgeschafft ginn an esou solle se hëllefen, d'Lëtzebuerger Kulturpolitik esou effikass a produktiv – ech hunn dat Wuert net schrecklech gär; loosst eis soen: kreativ – wéi méiglech ze guidieren.

An deem Sënn iwwerrecht den Observatoire der Regierung eemol am Joer e Bericht, an deem d'Aarbecht, d'Analysen an d'Schlussfolgerungen ausgeschafft ginn.

Wat d'Personal vum Observatorium ugeet, gesäit dës Gesetzesprojet vir, datt d'Poste vu folgender Kategorie kënne besat ginn: Staatsfonctionnairen aus deene jeeweilegen Traitementgruppen, Stagiaires-fonctionnaires, Staatsemployé gradewéi och Staats-salariéen. De Kulturminister designéiert sengersäits ënnert de Staatsbeamten nach e Koordinator, deen d'Ausféierung vun de Missionne vum Observatoire soll iwwerwaachen.

Nieft dem eigentleche Kärpersonal gëtt den Observatoire vum engem sougenannte Comité d'accompagnement scientifique suivéiert. Dës kann och extern Experte froen, fir him bei sengen Aarbechten auszehëllefen. D'Missionen, d'Modalitéiten an d'Indemnisation vum deem Begleedungskomitee ginn iwwer e groussherzoglecht Reglement gereegelt.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis vum 10. Dezember 2024 festgestallt, datt dës Projet sech a senger initialer Form staark géif vun anere Gesetzestexten, déi och d'Zil hunn, en Observatoire ze schaffen, ënnerscheeden. E Knackpunkt wier fir déi héich Kierperschaft virun allem d'Personal. Ugangs huet de Gesetzesprojet just e Coordinateur an e Begleedungskomitee virgesinn, mee keen eegene Personalkader festgeloucht. Dës hätt als Konsequenz, datt an där Form net vun enger eegestänneger Verwaltung rieds wier, mee éischter vun engem Service innerhalb vum Ministère. Doropshin hat de Staatsrot eng formell Opposition ausgeschwat, formuléiert, vu datt esou e Service eleng der Kompetenz vun der Regierung ënnerläit an eeben net eis heibannen, dem Legislatuer, der Chamber.

Weider hieft de Staatsrot ervir – ouni sech formell dergéint auszuschwätzen –, datt d'Indemnisation vun de Memberen aus dem Begleedungskomitee iwwer e Gesetzestext ze reegele wier an net iwwer e groussherzoglecht Reglement, wéi dat hei de Fall ass. Wéi et sech awer erausstellt, handelt et sech net ëm eng Indemnisation a Form vun enger Pai, mee vun enger Indemnitéit pro Reunion, also déi sougenannt „jetons de présence“. Domat gouf et fir de Staatsrot leschten Enns op deem Punkt kee Problem méi an e konnt dës Disposition dann och esou unhuelen.

Duerch Amendementer gouf am iwwerschaften Text e Kader fir d'Personal virgesinn. Domat ass den Observatoire eng eegestänneg Verwaltung, Administration. Duerch dës Changement konnt de Staatsrot dann och seng initial Opposition ophiewen.

Am selwechte Schreiwes weist de Staatsrot och drop hin, datt d'Fonction vum Coordinateur de l'Observatoire de la culture am Traitementsgesetz fir Staatsfonctionnairen esou nach net existéiert. De Gesetzesprojet gouf deemspriechend ugepasst, datt ënnert deene Fonctionnairen, déi am Observatoire schaffen, eng Persoun designéiert gëtt, fir

d'Koordinatioun ze iwwerhuelen. Domat huet keng Karriär am Gesetz vun 2015 musse bäigefügt ginn.

D'Chambre des Salariés huet sech an hirem Avis vum 23. Oktober 2024 derfir ausgeschwat, ënner anerem d'Methoden, wéi d'Donnéen erhuewe ginn, méi genau am Gesetzestext ze preziséieren. Weider weist si drop hin, datt et wichteg wier, am Begleedungskomitee, mee och bei den externen Experten, op Spezialisten zrëckzegräifen, déi sech nieft statisteschem Wëssen och mat dem professionellen Terrain vum Kultursecteur auskennen.

Dann ass et der Chambre des Salariés immens wichteg, d'Resultater, déi den Observatoire sammelt, transparent ze diffuséieren. Dat géif hinnen no d'Vertraue vun de Biergerinnen a Bierger an de Kultursecteur an a seng Politik stäerken.

D'Handelskummer hat och en Avis eraginn, dat war den 11. November 2025. Si begréisst d'Schaffung vun engem Observatoire, mécht awer genee wéi d'Salariatskummer dorop opmierksam, datt d'Datenerhiewung sollt prezis am Text festgehalen an net just an dem Commentaire vun den Artikelen ernimmt ginn.

Weider wier et der Handelskummer no nützlich, Experten ze froen, déi Erfahrung mam wirtschaftleche Fonctionnement vum Kultursecteur kënne virweisen.

Zu gudder Lescht begréisst d'Handelskummer, datt d'Amendements gouvernementaux déi néideg Ännerunge virgesinn, déi eng Onofhängegkeet vum Observatoire kënne garantéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim dann domat zum Schluss vu mengem mëndleche Bericht. Fir all weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport an op d'Dokumenter aus deem Dossier.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwen Riednerin ass déi honorable Madamm Octavie Modert. Madamm Modert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären, Kultur ass méi wéi Zuelen, mee Kultur ass och Zuelen: Zuelen iwwert d'wirtschaftlech Kraaft vum kreativen Schaffen, iwwert d'Gewicht vun den Aarbechtsplazen am Kultursecteur, iwwert d'Publikum, déi kulturell Praxissen, déi regional Verdeelung vum kulturellen Ugebuet, dem Impakt vun de Kulturpolitikern an esou weider.

Mir hunn zu Lëtzebuerg an de leschte gutt 30 Joer e ganz grouss kulturellen Opschwung erliewe kënnen. Mee d'Zifferen an d'Zuelen dozou lafen deem e bëssen hannerdrun, fir der Kultur hire Stellenwert ze weisen – net ze beweisen, mee ze weisen –, e Stellenwert, deen natierlech wäit iwwert déi Zifferen an Zuelen erausgeet.

Et gëtt awer net bei null ugefaange fir den Observatoire de la culture. Schonn an den 2000er-Joren hu Leit am a fir de Kulturministère u Statistiken an Datenerhiewung aus dem Secteur geschafft. A mat deem Gesetzesprojet gëtt aus dem haitege Statistikservice vum Ministère mat dräi Leit den Observatoire vun der Kultur, deen am Haus bleift, awer déi néideg Onofhängegkeet huet, wat mir richtig fannen. Et brauch och kee grouss opgeblosent Organ ze sinn. Et ass dofir eng gutt Léisung, e wëssenschaftleche Begleetkomitee an extern Experte mat an d'Boot ze huelen.

Mir sollen zu der viller Kreativitéit an de ville Projete am Land och zouverléisseg Daten hunn, well de

systemateschen Iwwerbléck vum Kultursecteur soll déi richteg Entscheedungen an der Politik ënnerstëtzen.

D'Kultur steet jo och an eiser neier Verfassung. Den Artikel 42 gesäit, sou wéi ech dat deemools an den Aarbechte vun der Institutionskommission vageschloen hat, den Zougang zur Kultur an d'Recht op kulturell Entfaltung vir. Ëmsou méi wichteg si wëssenschaftlech Statistiken, fir dës Rechter ze ënnerstëtzen.

Mir begrëssen ausdrécklech, datt den Austausch mat den Acteuren um Terrain fest integréiert ass am neien Observatoire. Mir fannen och, datt d'Aarbechtskonditione vun de Kulturschaffenden a-schafenden an den Intermittentë sollen analyséiert ginn. Och d'Entwécklung vum Publikum a vu senger Besoine si pertinent Gréissten. Et geet ëm all Beräicher vun der Konscht an der Kultur an ëm de Publikum, dee Kultur lieft an erlieft.

De Secteur entwéckelt sech séier. D'Offer gëtt ëmmer méi breet a villfältig. Et ass wichteg, aktuell, zouverléisseg an transparent Daten ze hunn an zur Verfügung ze stellen. Well Kultur huet eng gesellschaftlech Relevanz a si ass och ekonomesch relevant.

D'CSV gëtt d'Averständnis zu deemem Projet. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Modert Merci. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här Präsident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Kreatioun vum Observatoire de la culture hake mer nach eng Moosnam vum Kulturentwécklungsplang of, dee schonn déi lescht Regierung beschloss huet. An dobäi wëll ech ënnersträichen, datt esou Daten, wéi d'Octavie Modert elo gesot huet, och scho gesammelt goufen am Ministère, am Service des études et statistiques et de la documentation. De facto existéiert do den Observatoire also elo schonn. Dem Ministère no ass awer d'Plus-value vun engem Observatoire eng méi zolidd legal Basis an d'Garantie vun der Qualitéit vun de Recherchen duerch e Comité scientifique, deen eng relevant Expertis mat sech bréngt.

Bon, ob mer elo eppes Neies hunn oder net, ass schlussendlech jo och zweetrangeg. Wichteg ass, dass dës Observatoire eng Onofhängegkeet genéisst, och wann en ënnert dem Daach vum Kulturministère bleift, a mir dann Zuele kréien iwwert d'Kultur hei am Land. An no Analysen erlaben déi Zuelen dann och hoffentlech, Mësstänn ze verbesseren a gutt Praktike weiderzeféieren an och ze entwéckelen. D'Daten, d'Antworten, déi mir kréien, hänke vun de Froen of, déi mer stellen. Et ass gutt ze wëssen, wéi verschidden Acteuren hir Budgete benotzen, wéi vill Besucherinnen a Besucher wou sinn, jo, wéi de Secteur sech weider entwéckele wäert.

Mee den Observatoire soll och Froen stellen, wou d'Erkenntnisser méi kritesch kéinte sinn, wéi zum Beispill bei den Aarbechtskonditione. D'CSL huet dat an hirem Avis ervirgehuewen, datt dat och eng Mission vum Observatoire kéint sinn. Ech fannen dat och richtig. En Observatoire, deen nëmmen an engem Eck sicht an deene aneren ignoréiert, dee bréngt de Kultursecteur och net richtig virun, dat geneesou wéi Rapporten a Recommandatione, deenen dann net Rechnung gedroe gëtt. Dat, wat aus dem Observatoire kéint, wäert also hoffentlech och vum Ministère berücksichtegt ginn an net an engem Tirang verschwannen, wann et net passt. Ech ginn awer net dovun aus, dass dat d'Volontéit vum Minister ass.

Ech sinn op alle Fall gespaant op d'Aarbecht vum Observatoire a ginn heimat den Accord vu menger Fraktion.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann huet d'Madamm Alexandra Schoos d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, dëst Gesetz kléngt op den éischte Bléck administrativ. A Wierklechkeet geet et ëm d'Qualitéit vun eiser Kulturpolitik. Treffe mir Entscheedungen op Basis vun zolitten Donnéeën, also evidence-based, wéi mer dat esou schéin nennen, oder op Basis vu Meinungen? A virun allem, wie liwwert dës Donnéeën? Mat wéi enger Onofhängegkeet? A mat wéi enge Grenzen?

En Observatoire kann Transparenz schaffen oder kann dozou dëngen, déi bestoend Politik bequiem ze bestätegen.

D'ADR seet ganz kloer: Transparenz, Kontroll a kloer Grenze sinn den A an O.

D'ADR stëmmt fir dëse Gesetzesprojet, well eng zouverlässig Dategrondlag am Prinzip hëllefreich ka sinn, besonnesch an engem Beräich, wou dacks éischer mat Andréck wéi mat Fakte geschafft gëtt. Mee d'Zoustëmmung vun der ADR ass kee Blankoscheck. Mir stinn dem Gesetzesprojet kritesch géigeniwwer, well en a wichtige Punkte politesch sensibel ass: d'Onofhängegkeet vun der Kultur, d'Ausmooss un Donnéeën, d'Gouvernance an de konkreten Notzen, deen dobäi erauskomme muss beziéungsweis effektiv erauskënn. Mir brauche Fakten, jo, mee ouni politesch Filter.

D'Gesetz gesäit eng funktionell Onofhängegkeet vum Observatoire vir, wat d'Methoden an d'Konklusionen ugeet. Dat ass richteg a wichtig. Trotzdeem bleift déi politesch Fro: Wéi gläwderdeg ass dës Onofhängegkeet an der Praxis, wann d'Struktur ënner ministerieller Autoritéit steet an de Coordinateur vum Minister designéiert gëtt?

Genee do wäerte mir d'Ëmsetzen an d'Auswäerte vum Gesetz ganz genee am A behalen. Onofhängegkeet ass keen Dekorationsatz. Si muss sech an de Prozeduren, an der Transparenz an an de Responsabilitéiten weisen. D'Zort Donnéeën, déi erhewe ginn, muss prezisiéiert ginn. Och den Avis vun der Chambre de Commerce, deen am Prinzip positiv gehalen ass, kritiséiert, datt am Gesetz net wierklech konkret steet, wéi eng Zort Donnéeë gesammelt solle ginn. Wann dat ze vag bleift, riskéiere mir, zwee Problemer ze schaffen: onnützen administrativen Opwand a Mësstraue bei de Kulturacturen.

Fir d'ADR ass och weiderhin den Dateschutz wichtig. D'Donnéeën sollen nëmme gesammelt ginn, wann dat kloer begrënnt, zweckgebonden a verhältnismäisseg ass. Wa mir scho moossen, da muss mir och d'Liewensrealitéit vun de Kulturacturen berécksiichtegen. A mat där Meinung si mer jo net eleng, wéi mer grad héieren hunn.

D'Chambre des Salariés fuerdert ausdrécklech, datt och d'Aarbechtskonditione vun de concernéierte Leit Deel vun den Etüde solle sinn. Dat ënnerstëtzt mir. D'Kulturpolitik därëf net nëmmen Zuelen iwwer Institutionen an dat, wat kulturell ugebuede gëtt, erhiewen, si muss och d'Situation vun deenen am Bléck hunn, déi d'Kultur iwwerhaupt erméiglechen, vum Akommes iwwer Aarbechtskonditione bis hin zur Stabilitéit vun der Beschäftegung.

Budgetsneutral heescht, d'Resultater mussen transparent a kontrollierbar sinn. D'Regierung schwätzt vu Budgetsneutralitéit duerch intern Ëmorganisatioun. Doduerch erwaart sech d'ADR ëmsou méi eng

kloer Plus-value: verständlech Publikatiounen, novellzéibar Indicateuren an e Joresrapport, deen net am Regal verschwénnt, mee politesch Konsequenze méiglech mécht.

Als ADR fuerdere mir och, dass net nëmmen de materielle Volet vun der Kultur berücksichtegt gëtt, also dat, wat Dag fir Dag produzéiert gëtt, mee och den immaterielle Volet: Wäerter, Traditionen, d'Sprooch, geeschteg Leeschtungen, Denk- a Liewensweise vun eiser Gesellschaft.

Dësen Observatoire – wéi iwwerengs all d'Observatoiren, déi mer hei am Land hunn – soll en technesch Instrument sinn, fir zolidd Donnéeën ze erhiewen, op dat sech d'Politiker bei hiren Decisiounen stäipe kënnen. Wann Donnéeën, Indicateuren an Evaluierungen eng politesch Wirkung erzile sollen, da brauche mir kloer Spillreegelen, fir datt aus Analysen am Endeffekt keng politesch Steuerung hanner zouenen Dieren entsteet.

D'ADR dréit dëse Gesetzesprojet mat, well mir méi Transparenz an eng besser Grondlag fir politesch Entscheedungen am kulturelle Sektour wëllen. Mee mir knäppen dorunner och kloer eis Erwaardungen:

Éischters: D'Onofhängegkeet vum Observatoire muss an der Praxis iwwerprüfbar sinn duerch Transparenz bei de Methoden an duerch ëffentlech Publikatiounen.

Zweetens: D'Sammele vun Donnéeën brauch kloer Grenzen, Transparenz, Onofhängegkeet a Prezisioun. Wat mir net brauchen, ass en onkontrolléierten a regierungsgesteierte Sammelsurium un Donnéeën.

Drittens: Den Notze muss moossbar sinn, e Joresrapport, dee Konsequenze méiglech mécht an net nëmme Pabeier produzéiert.

Wann dës Konditione seriö geholl ginn, kann dësen Observatoire e Plus sinn. Wann net, da gëtt et nach eng Kéier e Beispill dofir, wéi gutt gemengte Projekte sech a Bürokratie a politescher Onkloerheet verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | De Kulturentwécklungsplang, dee seet eis, wou mer hiwëllen. Den Observatoire, deen hëllef eis ze gesinn, ob a wéi mer do ukommen. A béides gesinn ech hei ganz kloer als Gemeinsamkeet, als zwee Instrumenter, wou dat eent an dat anert aneneegräifen, net nëmme well den Observatoire entstanen ass aus dem Kulturentwécklungsplang a sech an der Recommendation Nummer 3 ermëfent, mee eeben och well mer e Steuerungsinstrument an e Moossinstrument hunn, fir ze kucken, ob eis politesch Ziler an der Kulturpolitik Friichten droen an ob effektiv déi Mesuren, déi mer eis an engem Kulturentwécklungsplang virgeholl hunn, och do gräifen, wou mer eis et gewünscht hunn.

Den Observatoire ass fir mech ganz sécher kee bürokratescht Instrument, mee e politesch. Et geet drëms, dass eis Kulturpolitik mat Wësse gesteuert gëtt an net aus dem Bauch eraus gemaach gëtt. Eng modern Kulturpolitik dierf sech eiser Meinung no nämlech net nëmmen op e Gefill oder eng Intuition verlossen, mee si brauch zolidd Donnéeën an eng kloer Analys vun de Realitéiten um Terrain. An ech mengen, dass de Meritt vun dësem Observatoire genau deen ass. E ka sech d'Outile ginn, fir Zuelen ze sammeln, fir mat den Acturen um Terrain ze schwätzen. An dat heescht, et ass net nëmmen e

quantitative Prozess, et sinn net nëmme quantitativ Donnéeën, déi en hei kann zesummesichen, mee eeben och qualitativer. An ech mengen, dass do wierklech eng grouss Plus-value an dësem Outil wäert sinn.

De Kultursecteur zu Lëtzebuerg gëtt ëmmer méi divers. Et kommen ëmmer méi Acturen derbäi. An och duerch d'Digitaliséierung an d'AI – a mir hunn nach rezent an der Kulturkommission doriwwer geschwat – kommen nei Aspekter an d'Kulturpolitik eran. An dowéinst ass et néideg, eeben déi quantitativ a qualitativ Donnéeën, dat Ganz, ze observéieren, och an e Kontext ze setzen, an dass eeben doranner net nëmme verschidden Zäitschinn gekuckt ginn, Trends gekuckt ginn, mee awer och d'geografesch Heterogenitéit vun eise Land en compte geholl an erfaasst gëtt an eeben och Tendenze gekuckt ginn.

An dat Ganz léisst sech eeben net nëmmen a Besucherzuelen oder Budgetszuele moossen, mee eeben och un aneren Theemen, wéi zum Beispill der Accessibilitéit, dem Public an awer och den Aarbechtskonditione, esou wéi dat scho vun enger Rei Virriednerinnen a Virriedner ugeschwat gouf.

Well – an ech mengen, do si mir eis alleguerten eens, mee et muss een et awer ëmmer erëm eng Kéier ervirhiewen – de Meerwäert, d'Plus-value vun der Kultur, geet ganz sécher iwwer dat Monetäert eraus. Kultur ass e gesellschaftleche Kitt an dréit ganz sécher zum sozialen Zesummenhalt bäi, zur Demokratie, zum kriteschen Denken, zur Identitéit an der kultureller Villfalt vun eise Land.

An d'Verfassungsrecht, dat viru Kuerzem reforméiert gouf, weist och genau dorobber hin. An et ass, mengen ech, ganz wichtig, dass d'Recht op Zougang zur Kultur an d'Recht op kulturell Entfaltung hei och hir wichtig Plaz fonnt hunn. Well de richteg Wäert vun der Kultur, dee steet eebe grad net nëmmen an den Zuelen, net nëmmen an den Dekonten, net nëmmen an de Budgeten, mee eeben an deem, wat se fir eis Gesellschaft bedeit a wéi d'Kultur derzou bäidréit, dass eis Gesellschaft och zesummenhält a weider no vir réckelt.

An deem Sënn sinn ech ganz frou iwwer dësen neien Observatoire. Mir ginn och eis Zoustëmmung, insistéieren awer nach eng Kéier drop – an ech mengen, et gouf och net fir näischt vun enger Rei Virriedner gesot –, dass d'Onofhängegkeet an d'Kreditabilitéit vun dësem Instrument primordial sinn. Och dorobber wäerte mir kucken, dass eng eegen administrativ Struktur funktionéiert, dass d'Onofhängegkeet garantéiert ass. De wëssenschaftleche Komitee an d'wëssenschaftlech Begleitung sinn do, mengen ech, och ganz, ganz wichtig, well nëmmen esou kënne mer Vertrauen an esou en Outil hunn. An d'Vertrauen ass awer hei wichtig, fir dësem Outil an kënnen déi Valeur ze ginn, déi et verdéngt.

Mir géngen eis wënschen, dass dee Bericht, deen all Joer gemaach gëtt, net nëmmen e Bericht ass, deen un d'Regierung geet, mee och e Bericht ass, deen hei an der Chamber reegelméisseg seng verdéngte Plaz wäert kréien. An ech mengen, ob dat an der Kulturkommission ass oder hei an der Plenié, mir wäerte sécher Geleeënheeten hunn, fir iwwer déi eenzel Analysen ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Sven Clement huet elo d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, datt eng Gesellschaft ouni Kultur eng ganz traureg Gesellschaft ass,

dat muss ee kengem erklären. An et ass genausou wichteg, datt mer och wëssen, wéi sech d'Kultur entwéckelt. Well au contraire zu deem, wat e puer Éiweggéstreger ëmmer erëm wëllen erklären, ass d'Kultur näischt, wat an der Zäit stoe bleift, mee et ass eppes, wat sech ëmmer erëm entwéckelt, wat ëmmer erëm nei gëtt, wou ëmmer nei Impulser kommen, wou op de Schëllere vun deenen, déi virdu koumen, weider opgebaut gëtt.

An dat ass eppes, woumat sech d'Politick, an dat net nëmmen am Kultursecteur, heiansdo schwierig deet, fir ze verstoen, wéi sech e Sektour, deen awer esou dynamesch wéi d'Kultur ass, entwéckelt.

An dofir ass et ëmsou méi begrëssenswäert, datt mer elo dësen Observatoire de la culture kréien, deen eebe grad als Missioun huet – an dat hunn d'Virriednerinnen an d'Virriedner jo scho laang a breet duergeleucht –, eis eebe grad den Input ze ginn, a wéi eng Richtung sech déi Trends entwéckelen, wéi sech eis Kulturlandschaft entwéckelt, wéi sech och eis Kulturschaffend entwéckelen an ob mer iergendwou musse respektiv kënnen iwwerhaapt als Politick matsteieren, ënnerstëtzen, respektiv, wann et dann eng Kéier géif em eng bësse méi problematesch Situatioun goen, och géigesteieren, well ech mengen, och dat dierf een net vergiessen.

Wat fir eis Piraten ganz wichteg ass, ass, datt d'Kultur onofhängeg vun der Politick ass. An ech mengen, datt dat heiten dee beschten Zwëschewe ass, deen ee ka fannen zwëschen engem Observatoire, deen dann der Regierung rattachéiert ass an awer och net Afloss soll huelen, mee tatsächlech just observéiere soll. Well et géif eis awer immens um Mo leien, wa mer elo hei géifen an eng Situatioun kommen, wou op eemol d'Kultur sollt gesteiert ginn. Also mir hu bewusst e Kulturentwécklungsplang a kee Kultursteuerungsplang, deementspreechend ass dat heiten ze begrëssen als eng Pist, fir ze observéieren an dann ze rapportéieren.

Ech schlësse mech menger Virriednerin absolutt un, datt mer den Debat net nëmme op Regierungsniveau sollte féieren, wat d'Resultater vun deem Plang sinn, mee dësen natierlech och an der Chamber sollte féieren, och a grad well dat eng gewëssen Transparenz vun deene Resultater, déi dann dësen Observatoire géif fannen, garantéiere kann.

Dat gesot, ass dat heiten definitiv e wichtige Schrëtt, fir den Entwécklungen an der Kulturlandschaft Rechnung ze droen, an ech hoffen, datt mer dann an Zukunft interessant Debate kréien iwwert d'Resultater, déi den Observatoire eis an deenen nächste Jore wäert presentéieren.

Domadder ginn ech den Accord vun de Piraten. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Marc Baum huet elo d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Et schéngt jo hei elo awer wierklech eng ganz grouss Unanimitéit ze ginn, wat dëse Projet ugeet. Souguer d'Kollege vun de Piraten oder vun der ADR hunn net tëschegescho. En trifft wierklech op eng ganz grouss Zoustëmmung. Wat awer domadder ze dinn huet, datt à la base vun deem Ganzen e Constat steet, dee mer viru fënnf, zéng Joer scho gemaach hunn, nämlech datt mer am Fong iwwer ze wéineg Informatiounen – dat ass vläicht dat éischt, oder e bessert Wuert wéi Zuelen – verfügen, wat d'Kultur zu Lëtzebuerg ugeet, wat kulturell Praktiken ugeet, awer och wat nach Barriären, Obstacle sinn, firwat vläicht just bestëmmte Gruppe vu Leit bestëmmte Forme vu Kultur praktizéieren oder awer och konsuméieren.

A mat där Feststellung ass awer och an deene leschte Joren eppes geschitt. Effektiv, dëst ass net den Ufängspunkt, mee et ass eng Etapp, wou virdu effektiv och schonn e Service am Ministère war, deen och schonn Etüden an Opdrag ginn huet. Ech mengen, 2024 ass eng erauskomm iwwert d'kulturell Praktike vu Jugendlechen, wou ganz interessant Informatiounen dra sinn, wou och interessant Zuelen dra sinn, déi Opschlëss ginn. An all dës Informatiounen déngen jo am Idealfall dozou, datt mir als Chamber, als Legislatuer, oder awer och d'Regierung an der Exekutioun vu Gesetzesser besser orientéiert kënnen ginn, méi zilsécher kënnen Decisiounen huelen.

An duerfir, mengen ech, ass dat hei e ganz wichteg Instrument. Et ass d'Weiderféierung vun engem Bewosstsinn, dat zu Lëtzebuerg viru zéng Joer entstanen ass an dat an der Logik vum Kulturentwécklungsplang selwer dran ass.

An ech schwätzen elo da vläicht och aus der Erfahrung vun engem, deen aus enger Gemeng kennt, déi sech och esou eng Zort Kulturentwécklungsplang ginn huet, déi och Etüden an Opdrag ginn huet, wat d'kulturell Praktike vun den Escherinnen an Escher ugeet, vu Leit, déi zu Esch schaffen, awer vun ausserhalb kommen, respektiv vun deenen, déi just well e Concert oder eng Veranstaltung ass, op Esch kommen. An déi Informatiounen, déi si wierklech immens utile; immens utile och, fir kënnen herno Decisiounen ze huelen, fir ze gesinn: Wou gëtt et Lacunnen? Wou musse mer nach besser opfëllen? Wou si Barriären, déi et ze iwwerwonne géllt? An duerfir trifft dat hei natierlech och op eis komplett Zoustëmmung.

Dir verstitt, datt et natierlech och an eisem Interêt – a besonnesch a mengem – ass, datt deen Observatoire net nëmmen d'Publikum kuckt, net nëmme strukturell Froe oder generell Froe kuckt, mee awer och Etüde mécht, wat Aarbechtskonditiounen ugeet, wat Renumeratiounen ugeet, souwuel vun deene Leit, déi fest als Salariéen an Infrastrukture schaffen, wéi awer och vun deenen, déi als Independanten, soit als Artisten oder als Intermittents de spectacle, déi Kulturschaffend am Fong sinn.

Ech mengen och – dat huet d'Madamm Bernard och gesot –, datt et gutt ass, datt mer dee Rapport och hei an der Chamber diskutéieren, zumindest an der Chamberskommissioun. An ech wëll an deem Kontext drun erënneren, datt mer 2018, wann ech mech net schlecht erënneren, eng Resolutioun gestëmmt haten, datt mer all zwee Joer, wann ech mech richtig erënneren, e Rapport maachen, wou mer an der Ëmsetzung vum Kulturentwécklungsplang dru sinn.

2021 hate mer eng Kéier esou eng Debatt, elo ass de Moment, mengen ech – deen aneren ass amgaang auszelafen, en neie soll lancéiert ginn –, wou een nach eng Kéier kéint an deenen nächste Méint och e Bilan hei an der Chamber zéien, wat déi generell Ëmsetzung vum Kulturentwécklungsplang ugeet.

Dann dat Lescht, dat ass e puermol ugeklungen: Ech mengen, ech hu wéineg Bedenken, datt dat hei en onkontrolléiert regierungsgesteiert Instrument wäert ginn. Woubäi eleng scho bei „onkontrolléiert“ a „regierungsgesteiert“ zumindest e bëssen e Widdersproch an de Wieder ass. Déi Fro stellt sech – an déi geet wäit iwwert den Observatoire de la culture eraus – warscheinlech bei alle Forme vun Observatoiren, ob et dee vun der Santé ass, dee vun der Educatioun: Wann ee se net um Niveau vun der Regierung usidelt, dann hu mer eigentlech just nach de Choix, se um Niveau vun der Chamber unzesidelen. An do weess ech awer ganz éierlech net, ob mer déi Fäegkeeten hunn, all déi Observatoire wierklech ënnert déi reng Befugnis vun der Chamber ze setzen.

Soudatt ech mengen, datt et och eise Rôle ass, an eiser Kontrollfunktioon, wierklech d'Onofhängegkeet vun deenen Etüden a vun deene Leit, déi an deenen Administratiounen, an deenen eegestännege Verwaltungen, schaffen ..., datt mir eise Rôle hunn ze garantéieren, datt déi och esou schaffe kënnen – wourunner ech awer an dësem heite Fall net zweifelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Bauler, Dir wollt nach d'Wuert huelen.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Entschëllegt, Här President, ech war virdu esou verdéift a mäi mëndleche Rapport, datt ech vergiess hat, den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Heimat wier dat da geschitt.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, mir waren dovunner ausgaangen, datt deem esou wär, mee et ass ëmmer gutt, wann een d'Saache prezisiéiert.

Dann hätt elo de Minister d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech si ganz frou, dass mer haut den Owend kënnen den Observatoire de la culture stëmmen. An esou, wéi ech eraushéieren hunn, misste mer jo dann eng breet Zoustëmmung fannen, wat ech och ganz appreciéieren. Well jo – an et ass scho méi wéi eng Kéier och vun de Virriedner ugeschwat ginn –, et ass e Projet, dee scho méi laang ënnerwee ass a wou mer jo och net bei null ufänken.

(Brouhaha)

Ech sinn och frou, dass ech héieren hunn, dass d'Kultur e grouse Stellegéier an eiser Gesellschaft huet an dass se och e fundamentale Pilier duerstelt. An dat ass – an dat ass och ugeschwat ginn – mat eiser neier Verfassung jo och nach eng Kéier verstärkt ginn, mam Artikel 42, wou d'Recht op den Zougang zur Kultur an zu der kënschtlerescher Entfaltung jo och festgehalen ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wär frou, wann Der e wéineg méi calme kéint sinn, well et ass schwéier nozelauschteren!

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President.

Dat alles ass positiv. Mee effektiv – et ass ugeschwat ginn –, fir alles dat ze realiséieren, brauche mer zolidd, konsequent, objektiv Analysen an och eng laangfristeg Perspektiv mat zolitten Donnéeën, fir eeben eise Kultursecteur a senger ganzer Diversitéit och kënnen beschtméiglech ze ënnerstëtzen. A genau dat wëlle mer elo iwwert déi nächst Jore mam Observatoire de la culture och maachen.

Et gëtt eng Mesur – och dat ass ugeschwat ginn, ech mengen, et war de Rapport –, dat ass d'Mesur d'Nummer 3 aus dem KEP 1.0, wou mer awer elo schonn en Outil schafen, deen eis och beim Ausschaffe vum KEP 2.0 wäert kënnen ënnerstëtzen. An dofir si mer ganz frou, dass mer haut e kloeren, en nohaltegen a virun allem och en institutionelle Kader schafe fir dësen Observatoire.

An de leschte Joren, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, hu mer festgestallt, datt d'Kulturpolitik och ëmmer méi komplex ginn ass, sief dat duerch nei Beruffer, nei Konsumforme vu Kultur, digital Transformatiounen, awer ganz kloer och nei Erwaardungen vun eisem Public hei zu Lëtzebuerg. All dat erfuerdert eng besser Kenntnis vum Terrain.

Dat geet net eleng duerch „mengen ze wëssen“, mat Intuitioun oder punktuellen Studien, mee mat strukturéierten Donnéeën, laangfristegen Analysen an eeben och enger kohärenter Observatioun, engem kohärenten Observatoire.

Mat dësem Projet de loi wëlle mer dofir eng strukturell, permanent a virun allem och – an dat ass jo och méi wéi eng Kéier ugeschwat ginn – onofhängeg Analys vum der kultureller Realitéit hei zu Lëtzebuerg schaffen. An dofir gëtt eng nei administrativ Entitéit mat dësem Gesetz geschaaft.

Dës nei Verwaltung steet, jo, ënnert der Tutelle vum Kulturministère, schafft awer, esou wéi d'Gesetz et ausdrécklech virgesäit – an dofir soen ech dat hei nach eng Kéier ausdrécklech –, en toute indépendance a Bezuch op hir Analysen, hir Constaten an natierlech och op hir Propositionen, déi se dann dem Kulturministère ka maachen.

Duerch dëse gesetzleche Kader kann an deem Sënn an Zukunft kee Minister dës Entitéit einfach esou ofschaffen. Och dat war e Punkt, dee méi wéi eng Kéier an der Kommissioun undiskutéiert ginn ass, fir esou eeben och eng zolidd constitutionnel Léisung ze fannen.

Den Observatoire kritt gesetzlech verankert Missiounen – déi si festgehalen – en eegent Personal an och eng strukturiert Gouvernance. Hien ass duerno net méi just e Service vum Ministère, mee eng eegestänneg Verwaltung, déi fachlech onofhängeg schafft an hire Rôle am Dëngscht vum der öffentlecher Kulturpolitik eeben deemno och kann ausüben. An dat kann, dat ass och ugeschwat ginn, ganz am Sënn vum der Chamberskommissioun sinn, wou dann eeben d'Chamberskommissioun, d'Chamber hei op dëser Plaz och kann zu all Moment informéiert ginn an och iwwert d'Resultater vum deene verschiddenen Etüden hei Informatiounen ka kréien.

Dës Analysen, vum deene mer schwätzen, sollen et dann och erlaben, wéi gesot, Entwécklungen ze erkennen, op Mängel an och Diskrepanzen am Secteur hinweisen a beschtefalls dann och Recommendationen aus schaffen, déi dann an Zukunft als fundéiert Grondlag fir politesch Decisiounen kënnen dëngen.

Ech wëll awer betounen, dass dësen Observatoire kee politescht Instrument, mee e Wëssens- a virun allem och e Kompetenzzentrum ass. Seng Roll ass et net, Politik ze maachen, mee ganz kloer eis Politik ze informéieren.

Gläichzäiteg – an dat wëll ech awer och nach eng Kéier ervirsträchen – ass weiderhin den Austausch mam Terrain ganz, ganz wichteg, zentral. Den Observatoire wäert reegelméisseg mam kulturelle Secteur am Dialog stoen, fir verschidde Beräicher ze identifizéieren, wou Donnéeën feelen oder eeben och an Zukunft gebraucht ginn. Dëst ass eng wichteg Viraussetzung, fir eng Kulturpolitik ze maachen, déi no um Mënsch ass an no um der Realitéit hei um Terrain vum eiser Kulturpolitik.

An ech wëll an dësem Kontext och ënnersträchen, datt den Observatoire eebe keng nei Struktur ass, dass et näischt Neies ass. Et ass e Service, dee mer elo eebe mat engem gesetzleche Kader verstärken, deen zënter 2022 am Kulturministère ugesidelt ass.

Erlaabt mer, kuerz drop anzegoen, wat den Observatoire aktuell alles mécht, wourun e schafft, wat och interessant ka si fir d'Kollegen aus der Kulturkommissioun.

Mir sinn amgaangen, un enger grousser Etüd ze schaffen iwwert, jo, den ekonomeschen – an och dat ass ugeschwat ginn – an de soziale Bäitrag vum der

Kultur zu der nationaler Ekonomik, wéi dat och als Punkt am Koalitionsaccord festgehalen ginn ass. Parallel ginn och Donnéeën gesammelt fir d'Erstelle vum enger interaktiver kultureller Kaart, déi kulturell Infrastrukturen am Land méi siichtbar mécht, territorial Differenzen ophëlt an eeben och esou dem Public, de Biergerinnen a Bierger, e méi einfachen Zougang zu der Kulturoffer och uechtert d'ganzt Land kann erméiglechen.

Doriwwer eraus – an dat hunn ech ugeschwat – wäert dann och den Observatoire Analysen a Recommendationen ausschaffen, wichteg a wëssenschaftlech fundéiert Basisdokumenter, Informatiounen, déi dann och bei de KEP 2.0 passen, deen dann eeben ab 2028 soll ufänken.

An do kommen ech zu dem Här Baum senger Remark, wou en driwwer rieds hat, dass mer zu dem KEP 1.0 e Suivi solle maachen. Dat ass och an der Maach. Ech kann Iech soen, dass mer no Ouschtere mat deem Suivi an d'Kulturkommissioun wäerte kommen, éischstens, wou mer dann nach virun der Summervakanz Iech eis Iddie wäerte presentéieren a Propose maachen, wéi mer eis de KEP 2.0 wëlle virstellen, dee mer dann zesumme mam Secteur an natierlech och mat der Chamberskommissioun, der Kulturkommissioun, wëllen zesummen ausschaffen.

Nach ee Punkt, deen ech mer notéiert hat, dat war d'Madamm Schoos, wou Der gesot hutt, dass Der Iech géift wënschen, dass den Observatoire och Donnéeën géif erhiewen, wat d'Traditiounen, d'Beräicher, d'Sprooch ueget. Och do si verschidden Iddien an der Maach, wou mer och de Patrimoine immatériel iwwert déi nächst Jore weider wëlle stäerken, soudass ech Iech och do kann an noer Zukunft méi dozou soen. Voilà.

Dat gesot, freeën ech mech op eng grouss Zoustëmmung zu dësem Observatoire, deen der Kulturpolitik wäert zeguttkommen a wou ech mech drop freeën.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschlossen.

A mir géngen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8410 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8410⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8410 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschlossen.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Zeimet), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert (par Mme Nathalie Morgenthaler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Cloeser, M. Yves Cruchten,

Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

13. 8511 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Da komme mer zum leschte Punkt vum eise Ordre du jour vum de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8511 iwwert d'Verstärkung vum der Drénkwaasserversuergung vum Reservoir zu Esch-Sauer. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwen hu sech schonn: den Här Jeff Boonen, den Här Gusty Graas, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Jeff Boonen.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Jeff Boonen (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Mir kommen dann elo zu eise leschte Projet. Dat ass de Projet 8511, deen d'Gesetz vum 31. Juli 1962 ofännert. Dëse reegelt de Kader ronderëm de Syndikat SEBES an d'Verstärkung vum eiser Drénkwaasserversuergung aus dem Reservoir vum Esch-Sauer. De Projet de loi ass den 13. Mäerz 2025 vum Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit bei der Chamber deposéiert ginn.

Follgend Avis sinn am Laf vum Joer 2025 erakomm: Ee vum Syvicol den 31. Mäerz, ee vum der Chambre de Commerce de 6. Mee an den éischten Avis vum Conseil d'État den 3. Juni 2025. No de Remarken an och weinst enger formeller Opposition vum Conseil d'État ass de 27. Juli en Amendement gouvernemental deposéiert ginn. Duerno kommen nach dräi Avis complémentaires, ee vum der Chambre de Commerce de 5. September, ee vum Syvicol nach eng Kéier den 1. Oktober an ee vum Conseil d'État den 18. November.

An der Ëmweltkommissioun ass de Projet de 26. November behandelt ginn an do gouf ech och zum Rapporteur ernannt. De Rapport ass dunn den 10. Dezember an der Kommissioun ugeholl ginn.

Wourëm geet et elo an dësem Projet de loi? D'Zil vum Projet ass kloer: d'Gesetz vum 1962 ze aktualiséieren, fir dass de SEBES modern a kloer gereegelt ass – a mat neie strategesche Missiounen.

Éischstens gëtt d'Gouvernance ugepasst. E wichtege Punkt ass, dass d'Paritéit vum de Stëmmen an dësem Syndicat mixte tëschent Staat a Gemengen hiergestallt gëtt, an zwar fir all d'Decisiounen am Komitee. Dofir gëtt d'Representatioun vum Staat op néng Delegéiert festgeluecht, mat enger Opdeelung iwwert déi verschidde Ministère. De Verrieder vum Agrarministère behält eng consultativ Stëmm an d'Presidence

gëtt vun engem Delegéierte vum Staat iwwerholl, dee vun der Regierung designéiert gëtt.

Zweetens erweidert de Projet d'Missioune vun dem SEBES op zwou Achsen: eemol, fir eng Drénkwaasser-opbereedungsstatioun fir d'Waasser vun der Musel ze bauen, an da kritt de SEBES d'Méiglechkeet, och Installatiounen fir erneierbar Energien ze bauen fir den Energieverbrauch vun den Installatiounen vum Syndikat.

Drëttens: Well net all d'Gemenge Member an dem SEBES sinn, klärt de Projet d'Konditiounen fir en eventuelle Bäitritt. Eng Gemeng kann, wéi bis elo, nëmmen iwwer e Syndikat vu Gemengen bäitrieden.

Viertens kënn eng zentral Ännerung bei der finanzieller Tutelle. De Projet mécht de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Affaires communales, zur eenzegere Tutelleautoritéit fir d'finanziell Akten. Déi aner Ministere, Finanzen an Ëmwelt, ginn awer net erausgeholl. Si mussen en Avis gi mat engem Delai vun 30 Deeg. Wann den Avis net kënn, kann de Minister fir Affaires intérieures weiderfueren an decidéieren.

Wat soen d'Avisen? Am Avis vum 3. Juni 2025 huet de Conseil d'État Opposition-formell formuléiert, virun allem géint d'Iddi, dass dräi Ministère „conjointement“ de SEBES-Budget an aner finanziell Akte misste guttheeschen. Dat wier net am Aklang mam Artikel 90 vun der Verfassung an den interne Reegelen vun der Regierung, well Saachen, déi verschidde Ministère betreffen, sollen am Conseil de Gouvernement delibéiert ginn.

Nom Amendement, dat op eng exklusiv Kompetenz vum Minister geet, deen zoustänneg ass fir d'Affaires communales, mat obligatoreschen Consultatiounen vun deenen aneren, huet de Conseil d'État am Avis complémentaire vum 18. November keng formell Opposition méi gehat.

De Syvicol begreist d'Zil, virun allem d'Paritéit tëschent Staat a Gemengen hierzestellen, mee hat am éischten Avis och Kriticken, ënner anerem weinst den Onkloerheeten iwwer aacht oder néng Staatsdelegéiert, an och virun allem Kritik un enger Erweiderung vun der Budgetskontroll op den Ëmweltministère, well dat géif d'Prozedur verlängeren an d'Autonomie vun dem SEBES schwächen.

Am Avis complémentaire begreist de Syvicol den Amendement, exklusiv dem Minister, deen zoustänneg ass fir d'Affaires communales, d'Tutelle fir de Budget ze ginn, mee mat dem obligatoreschen Avis vun de Finanzen an der Ëmwelt.

D'Chambre de Commerce ass am Prinzip positiv, mat zwou Haaptreserven bei der éischter Versioun. D'Inkohärenz bei der Zuel vun de Staatsdelegéierten an de Statut vum Vertrieber vum Landwirtschaftsministère solle juristisch propper harmoniséiert ginn. An d'Komponent „erneierbar Energie“ soll am Check de durabilitéit méi kloer reflektéiert ginn.

Am Avis complémentaire hëlt d'Chambre de Commerce den Transfer vun der Budgetkompetenz op de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Affaires communales, zur Kenntnis, stëmmt dem Amendement zou a mécht duerno keng weider Observatioun.

Discussion générale

Här President, ech géing dann elo zum politeschen Deel kommen. De SEBES suert fir méi wéi 50 % vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg. Domat spillt dëse Syndikat eng strategesch Roll, fir d'Drénkwaasser-autarkie hei zu Lëtzebuerg ze sécheren an domat eis Onofhängegkeet. Mat der neier, moderner Anlag zu Eschduerf ass séchergestallt, dass dat an Zukunft esou bleift, virun allem am Hëllef op déi wuessend Bevëlkerung an och d'Erausforderungen wéi de

Klimawandel. Och déi Neioptstellung an nei Missiounen, déi iwwert dat heite Gesetz festgeluecht sinn, suergen derfir, dass de SEBES an Zukunft nach besser opgestallt ass, fir den Erausforderungen gerecht ze ginn.

De SEBES ass e Syndikat mixte an dofir ass déi paritär Opstellung tëschent Staat a Gemenge wichteg. Strategesch Decisiounen ginn zesumme geholl. De SEBES kann a soll an erneierbar Energien investéieren, fir d'Energie fir den Energieverbrauch ze produzéieren. Dat féiert och zu méi Onofhängegkeet. A grad esou en effentleche Partner wéi de SEBES muss hei mam gudde Beispill virgoen.

Här President, eis Populatioun wiest. Schonn elo diskutéiere mir iwwert d'Verfügbarkheet vum Waasser. D'Diskussionen an de Projekte wéi Google, FAGE, awer och der Bewässerung an der Landwirtschaft weisen et ëmmer erëm. Mir mussen eis elo Gedanken maachen fir d'Zukunft, wou mir genuch gutt Drénkwaasser hierkréien. Eng Léisung, déi scho méi laang an der Diskussion ass an déi och am Koalitionsaccord festgeschriwwen ass: d'Opbereedung vum Muselwaasser als Drénkwaasser. E Projet, deen néideg ass, wa mir genuch Waasser wëllen hu fir eis Awunner, mee och fir eis Betriber. Dofir ass et gutt, dass de SEBES d'Opbereedung vum Muselwaasser fir Drénkwaasser als nei Missioun kritt.

Léif Kolleegen, als CSV sti mir fir eng sécher Drénkwaasserversuergung, fir eng zukunftsorientéiert Waasserversuergung mat engem staarke Partenariat zwëschen Staat a Gemengen. An dofir stëmme mir dëse Projet selbstverständlech mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ronn eng Milliard Leit hunn op dëser Welt keen Zougang zu propperem Drénkwaasser. Mir sollen eis bewosst sinn, dass mir, et kann ee scho bal soen, eent vun deene weënge Länner sinn, wou een dee Problem net huet. Ganz am Contraire: Et brauch een nëmmen de Krunn opzedréien, egal op wéi enger Plaz hei am Land, da kënn ëmmer Héichqualitätsdrénkwaasser eraus – eppes, wat mer net oft ze schätze wëssen. Duerfir ass et gutt, dass een emol erëm reegelméisseg dorop hiewist.

Mir kënnen och houfreg sinn op déi Drénkwaasserstruktur, déi mer hei zu Lëtzebuerg an all deene Joren opgebaut hunn, wou natierlech och d'Gemengen e grouse Meritt drun hunn. De SEBES gouf jo duerch e Gesetz den 31. Juli 1962 gegrënnt, eebe mat dem Objektiv, d'Drénkwaasserversuergung hei zu Lëtzebuerg maximal ze verbesseren an och ze garantéieren. Haut ass d'Leitungsnetz ongeféier 190 Kilometer laang. D'Kapazitéit gouf jo op 110.000 Meeterkibb ausgebaut zu „Eschdöerf“, mengen ech, muss ee jo soen – déi aus dem Éislek wëssen dat vill besser.

M. André Bauler (DP) | Ganz richtig, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Gesitt Der mol.

(Hilarité)

Mir kënnen jiddefalls op déi modern Anlag ganz houfreg sinn. Jiddefalls, wann eist Waasser zwar do, wou mer et hierhuelen, méi propper wär, bräichte mer vläicht net déi effikass Anlag ze hunn, mee dozou vläicht nach déi eng oder déi aner Remark spéider.

Eppes ass kloer – an de Virriedner huet et och scho gesot; ech soen dem Här Boonen och Merci fir säi Rapport –: Dëst Land wiest nach ëmmer, ob mer wëllen

oder net. Mee et wiest nach ëmmer, an dat bréngt natierlech och mat sech, dass de Bedarf un Drénkwaasser nach permanent an d'Luucht wäert goen. De SEBES wäert do natierlech och an Zukunft nach eng vill méi grouss Roll spillen, an dat ass och gutt.

E weesentlechen Aspekt vun dësem Gesetz ass natierlech virun allem och, dass de SEBES autoriséiert gëtt oder d'Aufgab kritt, gegebenefalls dann och nach eng Kéier Waasser aus der Musel ze huelen, fir dat an Drénkwaasser ëmzewandelen.

Den éischte Moment, jo, ass een natierlech e bësseleschen erstaunt iwwert déi Iddi do, well een, deen d'Musel e bësse kennt, dee weess, dass d'Musel alles aneres wéi e proppere Floss ass. Trotz gewëssenen Ustrengungen, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, ass d'Musel nach wie vor, an dat muss ee ganz kloer an d'äitlech hei soen, kee proppere Floss. D'Musel läit och ganz no bei Cattenom, fléisst laanscht Cattenom. Och dat bréngt natierlech Problemer mat sech, soudatt mat Sécherheet e risegen techneschen Opwand wäert musse garantéiert ginn, wa mer dee Wee ginn, Waasser aus der Musel opzereeden.

Natierlech ass dee Projet net fir muer, mee e wäert awer fréier oder spéider fir iwwermuer wuessen sinn. Et si jo Experten, déi soen, dass mer 2030, 2035 e méi groussen Enkpass an der Drénkwaasserversuergung wäerten hei zu Lëtzebuerg kréien.

Da geet et natierlech an dësem Gesetz och ëm d'Besetzung vum Komitee vum SEBES. D'Presidentschaft huet jo ëmmer de Staat. Sécher kann een och Diskussionen féieren, ob den Afloss vum Staat net vläicht ze vill grouss an deem Syndikat hei ass. Ech wëll och kloer soen, dass et hei awer verständlech ass: Et geet ëm eng national Aufgab. Mee mir sollen awer oppassen, dass net aner Syndikater op eemol och ze vill Afloss vu staatlecher Säit kréien.

Eppes wier jiddefalls och gutt: Et gëtt nach eng Rei Gemengen hei am Land, déi natierlech net Member vum SEBES sinn. Duerfir den Appell: Déi, déi d'Méiglechkeet hunn, sollten dat och vläicht maachen. Et wier ouni Zweifel gutt, wa mer de SEBES als Syndikat awer nach géife stäerken.

Well hei eeben och dräi Ministère implizéiert sinn, bréngt dat natierlech och e gewëssent Kompetenzgerangel mat sech. Mee ech mengen, dat gëtt awer duerch dëst Gesetz elo zumindest emol, och wat dee finanziellen Aspekt ubelaangt, kloer gereegelt. Dat ass och gutt esou.

E weidere wichtigen Aspekt ass natierlech d'Energiegewinnung vum SEBES, ënner anerem eeben duerch Wandmillen. Ech mengen, dass ass en Aspekt, dee mer begreissen. A wat mer gutt fannen, ass, dass de SEBES op deem Punkt aktiv gëtt. Ech mengen, mir mussen all d'Méiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg notzen, fir esou vill wéi méiglech alternativ Energiegewinnung ze fërderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, vläicht op dëser Plaz och nach e puer allgemeng Remarken ze maachen iwwert d'Situatioun vun der Drénkwaasserversuergung insgesamt hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, eppes, wat ganz kloer ass, haaptsächlech, wat de SEBES ubelaangt, dat ass, dass nach mussen zousätzlech Ustrengungen gemaach ginn, fir eeben d'Qualitéit vum Stauséiwaasser nach ze verbesseren.

Besonnenesch an de Summerméint – dat wëssen d'Experten hei vill besser wéi ech – sinn ëmmer erëm Problemer, déi mam Algwuesstem optrieden. Mir kennen och d'Ursaachen. Mir wëssen zwar och, dass 65 % vun deenen 42.559 Hektar Anzuchsgebitt an

der Belsch leien – woubäi ech awer och net onbedéngt wëll nëmme mam Fanger op d'Belsch weisen. Och hei zu Lëtzebuerg ginn nach eng Rei Aktivitéiten douewe gemaach, déi net onbedéngt an deem Mooss sollte gemaach ginn. Ech verweisen awer hei och op e grenziwwerschreidend Instrument, dat net onweesentlech ass. Dat ass déi Konventioun mat der Wallonie, wat den Assainissement vun dem Ofwaasser ubelaangt.

Da vläicht nach e leschte Punkt, deen awer ganz wichteg ass, och ernimmt ze ginn, dat ass eeben d'LAKU, dat ass déi Partnerschaft vum SEBES mat dem Naturpark Uewersauer a mat de Baueren. Dat ass eng ganz gutt Initiativ, déi jo elo erëm op enger gudder Schinn ass. An déi muss och an Zukunft nach méi gefërdert ginn, well mir wësse jo, datt zum Beispill nach Pestizidréckstänn an dem Stauséi sinn a mir wësse jo och, wou déi hierkommen. Voilà.

Onofhängeg vun deene puer Remarken do sti mir als Demokratesch Partei selbstverständlech hannernt deem Gesetz, well et ass e wichtegt Gesetz. Et wäert d'Struktur vum SEBES fir d'Zukunft nach verstärken an dat ass och gutt esou, fir d'Drénkwaasserversuergung hei am Land och fir d'Zukunft ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. D'Madamm Claire Delcourt huet elo d'Wuert.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech mengen, et gouf scho ganz vill elo zu deem Projet hei gesot, ganz vill wichteg a richteg Saachen, déi mer wierklech och esou kënnen ënnerschreien. Mir haten an der Kommissioun tatsächlech och de Punkt vun der Musel ugeschwat, wou jo 2040 déi Opbereedung soll stattfannen. An ech hat do eebe gefrot, ob dat realistesch wier, an ech krut do gesot, dass mer nach ganz vill Etüde misste maachen, mee déi virleefeg Analyse géngen am Fong weisen, dass et tatsächlech méiglech wier. Ech ka just nëmme hoffen, dass mer a 14, 15 Joer dann tatsächlech kënnen e Glas Waasser aus der Musel drénken.

(Hilarité)

Ech géif mer et op alle Fall wënschen. Voilà.

An dozou gi mir dann eisen Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den Här Michel Lemaire. Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Damm, Dir Hären, ech hat iwwert d'Feierdeeg e Kolleg aus England bei mir zu Besuch. Ech hunn em meng Wunneng zu Klierf zur Verfügung gestallt an dat Éischt, wat e mech gefrot huet, war: „Kann een hei d'Krunnewaasser drénken?“ An ech war ganz houfreg, drop ze äntwerten. Ech hu gesot: „Selbstverständlech, mir hunn hei eng wonnbar Qualitéit vun eise Krunnewaasser!“ Als Kand ass bei mir doheem ëmmer iwwer Dësch Krunnewaasser gedronk ginn. Bis haut. Ech hat ni de Reflex, Waasser a Fläschen ze kafen an dann d'Trap eropzeschleefen. A bis haut ass meng Liblingswaassermark, op Éislekesch gesot, „Kranenberger“.

Mir begrëssen dofir dëse Projet, deen d'Drénkwaasserversuergung als national relevant Infrastruktur stäerkt. Ech wëll elo net op déi technesch Dispositiounen agoen, déi hei ewell d'Kollegen, besonnesch den Här Rapporteur, ernimmt hunn.

D'Kärfro ass jo awer: Wéi wëlle mir an Zukunft sécherstellen, d'Bevëlkerung mat héichwäertegem Drénkwaasser ze versuergen? An ech erënnere mech

drun: Laang ier ech an deem Haus hei war, ass viru ronn zéng Joer genee déi Diskussioun hei am Haus gefouert ginn. Ech hunn déi Debatt nogelauschtert, an deemools ass do heiansdo emol gesot ginn, dass et eventuell eng Kéier dozou kënnt, dass mer musse Muselwaasser zu Drénkwaasser maachen.

Et ass emol iwwer eng Etüd geschwat ginn. Mee et hat een e bëssen d'Gefill, et wollt u sech keen dat wierklech ausschwätzen, sou richteg d'Leit virun déi Tatsaach stellen, dass mer eng Kéier Muselwaasser zu Drénkwaasser maachen. Et war deemools och eng Fro vu Vertrauen am Kontext vu Schadstoffbelastung an datt de Leit jo och haut nach gesot gëtt, dass een zum Beispill och keng gréisser Fësch aus der Musel soll iessen, well sech do Schadstoffer usammelen. Fairerweis wëll ech awer soen, ech hunn och Artikel dozou gelies: Jo, et ass méiglech, och Muselwaasser propper opzebereeden.

A gëschter Owend hunn ech den Telefon geholl an do hunn ech mäi gudden Frënd, de Gast Gibéryen, ugeruff.

Plusieurs voix | A!

M. Michel Lemaire (ADR) | An ech sot: „Gast, dat, wat viru zéng Joer eigentlech kee wollt soen, dat gëtt muer gestëmmt.“ A mir waren eis séier eens, dass et u sech e Fakt ass, dass den aktuelle Wuesstumsmodell eis keen anere Choix léisst, wéi dat ze stëmmen. Dat ass och aus engem Zeitungsartikel ervirgaange vu leschem Joer. Dat war am „Luxemburger Wort“, wou e Journalist schreift am Gespréich mam ... Wat war et hei? „Trinkqualität“. „Die Bevölkerung Luxemburgs wächst und mit ihr der Wasserverbrauch. Bis Ende der 2030er-Jahre droht Luxemburg, auf dem Trockenen zu sitzen.“ Dat heescht, et ass ganz kloer, dass mir dat hei stëmmen, dass mer dat heiten, déi Optioun, Muselwaasser zu Drénkwaasser ze maachen, brauchen.

Dat heescht, d'Fro vum Drénkwaasser ass wéi keng aner Fro mat der Wuesstumsdebatt verknüpft. Et ass kloer, dass mer Wuesstum mussen hunn, dass mer Wuesstum brauchen, mee mir mussen eis d'Fro stellen: Wéi e Modell vu Wuesstum wëlle mir?

Haut stëmme mir doriwwer of, Muselwaasser drénkbar ze maachen. An d'Kärfro ass jo eigentlech: Zu wat fir enge Sacrificer, zu wat fir engen Investitiounen zwéngt eis deen aktuelle Wuesstum?

2016 gouf hei am Haus gesot, dass mer bis 2021 all Joer 250 Milliounen Euro a Kläranlagen, Waasserversuergung investéiere missten, mat allem Drum und Dran. Dat war de Bau vu Kanalisatiounen, Kollektoren, Réckstaubecken et cetera. Mam Resultat, dass mer haut u sech nach loin de là sinn, dass mer fäerdeg sinn. Am Oste vum Land sinn erëm eng ganz Rei Uertschaften net un eng Struktur vu Kläranlagen ugeschloss, an d'Ofwaasser fléisst an d'Musel.

A wa mer vum Waasser schwätzen, da musse mer soen, dass eisen aktuelle Wuesstum immens landintensiv ass. Méi Zersiidlung bedeit, datt méi Waasser konzentréiert gëtt an an eis Flëss a Kanalisatiounen fléisst, méi Risike vun Iwwerschwemmungen, méi Investitiounen a Preventiounsschutz.

Ech erënnere un d'Iwwerschwemmung vun 2021, wou eist Land jo méi oder manner stëllstoung. Et ass also eng Realitéit, datt de Rekordwuesstum och Rekorinvestitiounen bedeit. A wann eist Land wisst, da muss jo u sech am mënschleche Liewen alles, wat de Mënsch brauch, matwuessen, vun der Crèche bis bei d'Morgue.

An ech mengen, dës Regierung huet ëmmer nach net den néidege Courage, dës Fro an de Mëttelpunkt ze

stellen, dës Fro, un där all déi wichteg Froen drunhänken: Pensiounen, Infrastruktur, Logement, Personalmanktem, Sozialkohäsion et cetera. A wat de Moment geschitt, ass, dass mer u sech an enger Situatioun sinn, wou mer pléischteren.

Dat ass wéi bái engem Patient, dee Schmerzen, deen eng Verletzung um Knéi huet. An dat geet him bis an de Réck. An doduerch kritt e Kappwéi. An dat schléit ëm och nach op d'Stëmmung. Da gi mer him e Medikament fir de Knéi. Mir ginn him e Medikament, fir de Réck fräizemaachen. Mir ginn him e Medikament géint d'Migrän an da vläicht och nach eppes, fir seng Stëmmung opzehellen, ouni dass mer u sech de Kärproblem ugin.

A soulaang ech an dësem héijen Haus war, gouf zum Beispill, wa mer elo vum Logement schwätzen, iwwer e Pacte Logement geschwat, Pacte Logement 2.0, a fir net erëm de Gast Gibéryen ze zitieren, deen deemools gesot huet: „Dat kënne mer eis u sech an där Hisiicht un den Hutt spéngelen, well et de Problem zumindest net ganz oder just ganz begrenzt léise wäert.“

Jo, mir brauchen d'Optioun, Muselwaasser drénkbar ze maachen.

(Interruption par la présidence)

Ech wëll awer erënnere, datt mer an de Joren 2018, 2019 dacks gelungen Diskussiounen haten. Deemools gouf iwwer Google Biissen an iwwer eng Jugurtfabrick geschwat, extreem waasserintensiv, zugläich SEBES-Waasser ze notze fir dës Industrie, an de Leit ass gesot ginn: „D'Drénkwaasser muss aus der Musel kommen.“ Dat huet fir Onverständnis gesuergt.

Mir gesinn d'Noutwendegkeet – meng Zäit ass eriwier – vun deem Projet, mee mir sinn net d'accord domat, blann Gesetzter ze stëmmen.

Une voix | Är Riedezäit.

M. Michel Lemaire (ADR) | Meng Riedezäit, jo.

Mir gesinn net an, dass mer blann Gesetzter stëmmen, ouni dass mer eng Richtung gesinn, wou de Wuesstum eis hiféiert. An dofir froe mir, wannechgelift, Här President, e Vote séparé iwwert den Artikel 1 vun dësem Gesetzesprojet. Wannechgelift.

(M. Michel Lemaire dépose une demande de vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 8511.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire.

M. Michel Lemaire (ADR) | D'Wuesstumsfro ass eng extreem onbequeem Fro. Et ass eng extreem lästeg Fro. Mee mir däreffe se net scheien. Am Hibleck op d'Liewensqualitéit vun de künfte Generatiounen ass et keng Optioun, mee et ass eng Pflicht, déi Wuesstumsfro elo unzepaken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dëse Projet de loi féiert an der Saach dat weider, wat am leschte Joerzängt opgestallt gouf.

(Brouhaha)

E iwwert eng gesetzlech Basis fir e weidere Schrëtt vun der Ëmsetzung vun der Laangzäitstrategie fir d'Waasser, déi vun der viregter Regierung ausgeschafft gouf ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, e weéne méi calme!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... an déi op dräi Piliere berout:

Éischtens dem Schutz vun deene Waasserressourcen, déi mer elo schonn hunn. 38 Drénkwaasserschutzzone goufen eleng zwëschen 2018 an 2023 ausgewisen, soudass um Schluss vun der viregter Regierungsperiod 80 % vun eise Quellen a Buerunge geschützt waren.

Deen zweete Piliere ass déi intelligent Notzung vun den Aspueerpotenzialer, dat heescht, do unzesetzen, wou et vill bréngt. Zesumme mat den Haaptwaasser-versuerger goufe sektoriell Aarbechtsgruppe geleet, fir zesumme Léisungen auszeschaffen. An et goufen och eng ganz Rei Pilotprojete lancéiert. Verschidde-ner dovunner lafen haut nach weider, fir ze kucken, wéi ee mat verschidde Sektore kann nei Léisungen entwéckelen, soudass mer doraus Erfahrung ge- wanne fir d'Zukunft.

An deem drëtten Piliere ass deem, nei Drénkwaasser-ressourcen notzbar ze maachen. Heizou gehéiert net nëmme d'Erhéijung vun der Produktiounscapacitéit vun der SEBES-Anlag, déi de Rapportier schonn uge- schwat huet, déi deemools vum Ëmweltministère zu 50 % finanziéiert gouf an déi ech, zesumme mam Taina Bofferding, am Juni 2023 d'Éier hat anzeweien, mee och weider nei Drénkwaasserquellen notzbar ze maachen, wéi zum Beispill duerch d'Opbereedung vu Muselwaasser.

Mee duerch dëse Projet de loi vun haut kritt de SEBES déi néideg gesetzlech Grondlag, fir dës Aufgab ze iwwerhuelen an dëse Projet och virunzedreien an doriwwer eraus d'Notzung vun erneierbarer Energie als engem Deel vun der Resilienz vun eiser Drénkwaasserversuergung, zu där och d'Gemenge- syndikater e wichtege Bäitrag kënnen leeschten. Dofir wäerte mer och dëse Projet de loi matstëmmen.

Mee virum Hannergrond vun der wuessender Awun- nerzuel, mee net nëmme dowéinst, och weinst der Deregulierung vun eise Klima, tëscht Tempera- turerhéijung a Waasserverknappung, op déi mer do 2040 wäerten zousteieren, ass et wichteg, déi Efforte weiderzedreien.

An dofir wéilt ech bei dëser Geleeënheet den Ëmwelt- minister froen, wou konkret d'Aarbechte vun der Muselopbereedung dru sinn. Och hei hate mer jo an der Chamberskommissioun nogefrot an d'Äntwert war net immens kloer. Dofir wär ech frou, wa mer vläicht e puer Prezisiounen heizou kéinte kréien.

A wëssend, dass d'Käschte vu senger Opbereedung effektiv immens héich sinn a vill méi héich wéi bei der Preventioun an dem Schutz vun de besteende Quellen, wär ech och ganz frou, wann de Minister eis vläicht kuerz eist Wëssen doriwwer kéint aktualiséie- ren, wou d'Aarbechte fir de Schutz vun de Quellen am Moment dru sinn.

An déi drëtt Fro wär zum Stand vun den Aarbechte fir d'Weiderféierung vun der Drénkwaasserstrategie, déi jo schonn ausgeschafft gouf an déi och elo als en Deel vun der Resilienzstrategie opgeléist gëtt, fir weiderentwéckelt ze ginn. An do wär ech ganz frou, wann den Här Minister eis kéint soen, wou do d'Aar- bechten dru sinn a wéi dat do virueet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wäert mech awer e bësse méi kuerz faassen an ech ginn eisen Accord zu dësem Projet. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här Pre- sident. Merci villmools och, Dir Damm an Dir Hären, fir dann déi Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Well dat ass e wichtege Projet de loi, well mer domadder och dann de Grondstee leeën, fir kënnen dem SEBES déi Aufgab ze ginn – d'Muselopbereedung – an an Zu- kunft dann och als Missioun ze hunn, an och da wirk- lech konkret unzefänke mat deenen Aarbechten, och mat deenen Etüden, déi musse gemaach ginn, fir dann mer da kënnen Enn der 30er-Joren, ufangs der 40er-Jo- ren och mat der Muselopbereedung ufänken a schaf- fen, fir dann d'Drénkwaasserversuergung hei ze Lëtzebuerg och weider garantéiert gëtt.

Et ass dann effektiv esou, dass dat jo net déi eenzeg Solutioun ass, weiderhin aus der Uewersauer, aus dem Stau, an dann nach eng Kéier zukünftig aus der Musel ..., mee och déi Quellen, déi elo bestinn, ze schützen, weider Quellen och nach erschléissen, an och derfir suergen, dass se geschützt sinn an dass d'Waasserqualitéit do stëmmt; an da selbstverständ- lech och manner Waasser ze benotzen, méi spuersam mam Waasser, wat eng ganz wichteg, eng liewens- wichteg Ressource ass, ëmzegoen.

Dat wäerte mer musse maachen. An dowéinst wäerte mer och da warscheinlech virum Summer mat der Waasserresilienzstrategie kommen, déi déi doten Aspekter alleguer dann och wäert beinhalten, an dann och herno deklinéieren, wéi mer dat wäerten ëmsetzen.

Dëst Joer ass souwisou e Joer, wou d'Waasser ganz vill am Mëttelpunkt wäert stoen, och doduerjer, dass mer musse mat der Kommissioun e strateegeschen Dialog féieren, wou mer mat dem Waasserbewirt- schaftungsplang stinn, wou mer natierlech bei der Ëmsetzung vun der Waasserichtlinn net konform sinn. De Gewässerzoustand vun eise Baachen a Flëss ass net gutt. En ass ëmmer nach ganz schlecht. A mir erfëllen dat net. Mir mussen eis do also och méi Moyene ginn, fir kënnen an Zukunft derfir ze suer- gen, dass och d'Qualitéit vun eise Gewässer sech da wäert verbesseren. Dat ass eng ganz grouss Aufgab.

Ech mengen awer och, dass e Land wéi Lëtzebuerg, dat e modernt Land ass, dass och déi finanziell Moye- nen huet, sech mussen kënnen dat Zil ginn, dass mer an absehbarer Zukunft e besseren Zoustand vun eise Ge- wässer kënnen garantéieren, well et eng Verflüchtung fir eis ass.

An effektiv si jo och d'Effete vum Klimawandel déi, dass dee ganze Waasserhaushalt insgesamt, ganz besonnesch an Europa, amgaangen ass, op d'Kopp gestallt ze ginn, an dass d'Waasser net méi esou ver- fügbär ass, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, dass mer do zu Deregulierung kommen, deene mer mussen entgéintriede mat anere Mesüeren, an dat och an enger Gesamtstrategie, souwuel am urbane Raum wéi natierlech och dann an der Gréng- zon, an dem Oppeland, an eise Milieu naturel.

Un all deem ass amgaangen, geschafft ze ginn. An eng konkret Strategie wäerte mer also da virum Summer presentéieren.

An dee véierte Waasserbewirtschaftungsprogramm ass och elo amgaangen, ausgeschafft ze gi respektiv

an d'Consultatioun ze goe mat den Acteuren, fir dass mer deem dann um Enn vum Joer kënnen unhuelen a mer och dann op dee Wee ginn, well et en essentielt Dokument ass, fir, wéi gesot, ënner anerem derfir ze suergen, dass déi Waasserkierperen hei zu Lëtzebuerg och an e besseren ökologeschen Zoustand kënnen kommen. Mee mat deem heite Projet ass e wichtege Deel schonn emol gemaach, dass elo de SEBES och déi Missioun ka kréien, an Zukunft och d'Muselopberee- dung ze iwwerhuelen.

Dowéinst wëll ech Iech dann och e ganz grouse Merci soe fir déi Zoustëmmung a fir deem Accord, dass dann och kann ugefaange ginn, dorunner konkret ze schaffen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regie- rung Merci. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss an da géinge mer zum Of- stëmme kommen.

Et ass vun der ADR-Fraktioun gefrot ginn, e Vote séparé ze maachen. Dës Demande ass op Basis vum Artikel 48 vun eise Chambersreglement reegel- konform mat fënnef Ënnerschrëften eragereecht ginn. Et gëtt gefrot, de Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir mussen also eenzel iwwert den Ar- tikel 1 ofstëmmen.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Wien d'accord ass mat dem Artikel 1, esou wéi en am Projet de loi steet, dee soll mat Jo stëmmen. Infolgedessen: Deen, deem net d'accord ass mam Artikel 1, esou wéi en am Projet de loi steet, soll entweder mat Nee stëmmen oder sech enthalten. Ech mengen, d'Frostellung ass ganz kloer.

Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 8511

Da maachen ech de Vote séparé iwwert den Artikel 1 op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee- Stëmmen bei kenger Abstentioun. Den Artikel 1 ass do- madder also mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Zeimet), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Barbara Agostino), Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Ben Polidori), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.



Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 8511⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8511 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 5 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Abstentionen a kenger Nee-Stëmm uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie

Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Laurent Zeimet), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert (par M. Alex Donnersbach), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Yves Cruchten), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement) ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Mëtten um 14.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.46 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Centres de ressources	2991	Gusty Graas	76	Intervention des salariés via l'application « Staying Alive LU » et droit du travail	3079	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	85
Fisselsbréck	2992	André Bauler	76	Statistiques de criminalité dans certaines grandes communes	3080	Marc Goergen	85
Contournements routiers à Echternach et Remich	2998	Ricardo Marques	76	Remboursement du congé politique	3081	Marc Goergen	85
Bénéficiaires de protection internationale bénéficiant du REVIS	3031	Marc Goergen	77	Textes consolidés sur la plateforme Legilux	3082	Alex Donnersbach	86
Rééducation après traitement oncologique	3032	Marc Goergen	78	Lancement du « Prêt compétitivité pérennité »	3083	Meris Sehovic	86
Dépenses pour vols	3034	Marc Goergen	78	Refus congé parental	3084	Claire Delcourt	87
Régularisation des plaques d'immatriculation et réglementation des combinaisons de lettres et de chiffres autorisées	3051	David Wagner	78	Prime création de logement	3085	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	87
Situation financière de la CNS	3066	Sven Clement	79	Prime d'amélioration logement ancien	3086	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	87
Financement de construction ou de rénovation d'infrastructures sportives	3067	Sven Clement	80	Identification de produits à base de viande dans la restauration	3087	Marc Goergen	87
Montants des amendes prononcées par la CSSF	3068	Sam Tanson	80	Prestataires externes intervenant dans le cadre des formations BTS	3088	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	88
Primes de promotion de l'apprentissage	3069	Djuna Bernard	81	Stages en milieu professionnel dans le cadre des formations BTS	3089	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	88
Conception pour tous pour les aéronefs	3070	Marc Goergen	81	Structures d'hébergement pour demandeurs d'asile	3090	Marc Baum	89
Réaménagement des terrains avoisinant l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck	3071	Meris Sehovic	81	Centres de données pour l'intelligence artificielle au Luxembourg	3091	Laurent Mosar	90
Mobilité électrique tarifs de recharge	3072	Georges Engel, Yves Cruchten	82	Initiative de la Commission européenne sur l'éducation financière	3092	Laurent Mosar	90
Plan de relancement post-Covid	3073	Mars Di Bartolomeo	83	Dépendance de l'industrie européenne et luxembourgeoise vis-à-vis de la Chine	3093	Alex Donnersbach	91
Dettes française	3074	André Bauler	83	Projet « Jugendwunnen »	3094	Gilles Baum, Barbara Agostino	91
Impact des mesures d'économie sur l'analyse de la vitamine B12 (BC191) pour les patients sous Metformine et autres groupes vulnérables	3075	Sven Clement	83	Demandes de protection internationale	3095	Mandy Minella, Carole Hartmann	92
Fermeture de la N27 entre Erpeldange-Sûre et Mersch	3076	André Bauler	84	Grippe aviaire au Luxembourg	3096	Luc Emering, André Bauler	93
Allongement de la durée de validité des passeports luxembourgeois	3077	Nancy Arendt	84	Initiative européenne sur les retours vers l'Afghanistan	3097	Liz Braz, Yves Cruchten, Paulette Lenert	93
Bilan du dispositif Upbooking pour les manuels scolaires d'occasion	3078	Ben Polidori	84				



Statistiques relatives au congé de maternité des salariées et travailleuses indépendantes	3098	Liz Braz, Claire Delcourt	94	Validité du permis de conduire	3104	Stéphanie Weydert	96
Changement d'heure au sein de l'Union européenne	3099	Mars Di Bartolomeo	94	Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides publiques dans les domaines du logement et de la rénovation énergétique	3105	Meris Sehovic, Joëlle Welfring, Sam Tanson	96
Processus de recharge des bus électriques par pantographe et classification des horaires nécessitant une certaine surveillance	3100	Jeff Engelen, Tom Weidig	95	Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides publiques dans les domaines de l'éducation et de l'enfance	3106	Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson	97
Sanctions américaines contre Lukoil	3101	Marc Goergen	95	Programme mammographie	3108	Djuna Bernard	97
Utilisation de WhatsApp par le Gouvernement dans le cadre d'une faille de sécurité	3102	Marc Goergen	95	Droit au congé sans solde pour raisons personnelles	3109	Ricardo Marques	98
Accès des clubs et associations sportives aux infrastructures scolaires	3103	Charles Weiler	96	Suspension temporaire d'un chirurgien	3634	Djuna Bernard	99
				urgente			

Centres de ressources | Question 2991 (06/10/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Conformément à la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets, l'accès aux centres de ressources est garanti à tout résident du Grand-Duché de Luxembourg, indépendamment de son lieu de résidence. Ces centres de ressources doivent assurer la couverture de l'ensemble du territoire national, en tenant compte de la densité de la population, pour fonctionner en tant que réseau harmonisé. À l'époque le Syvicol avait émis un avis défavorable concernant ce libre accès du public, car il serait impossible à le mettre en œuvre par les communes pour plusieurs raisons.

Malgré de nombreuses réunions entre fonctionnaires et exploitants de centres à ce sujet aucune solution satisfaisante n'a pu être trouvée. En outre une étude afférente, publiée en date du 14 mars 2023 et prévoyant notamment l'introduction de taxes uniformes dans tout le pays, a été sévèrement critiquée.

Même si l'article 8 du règlement grand-ducal du 15 mai 2025 relatif à l'aménagement et à la gestion des centres de ressources prévoit le refus d'objets provenant des entreprises n'ayant pas leur siège sur le territoire des communes assurant le fonctionnement du centre de ressources, l'objectif initial visé par le législateur ne sera pas atteint. En outre, la mise en place d'une banque de données nationale semble être irréaliste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Est-ce que Monsieur le Ministre ne partage pas l'avis de plusieurs exploitants de centres de ressources et de communes que le libre accès aux centres de ressources, garanti à tout résident du Grand-Duché de Luxembourg, indépendamment de son lieu de résidence, constitue un sérieux obstacle dans l'accomplissement de leur mission ?

– Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'un redressement législatif s'impose ?

Réponse (12/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Nous sommes conscients des préoccupations concernant les défis liés au libre accès aux centres de ressources pour tous les résidents du Grand-Duché, indépendamment de leur lieu de résidence.

Conformément à l'article 20, paragraphe 6, de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les communes et syndicats de communes sont légalement tenus de mettre en réseau les centres de ressources afin d'assurer leur disponibilité et leur accessibilité à l'ensemble des résidents. Cette disposition vise à

garantir une couverture nationale harmonisée, qui puisse tenir compte de la densité de la population et à assurer un accès facile aux infrastructures de gestion des déchets afin d'offrir aux résidents la possibilité de contribuer à une gestion efficace et durable des ressources et des déchets.

À noter aussi que cette approche est soutenue par l'accord de coalition 2023-2028, lequel prévoit que le Gouvernement favorisera la mise en place d'un réseau national de centres de ressources.

Afin d'accompagner les communes et les syndicats de communes dans la mise en œuvre de cette obligation, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a lancé un appel à candidatures (circulaire n° 2025-040) visant à soutenir la coordination et la mise en réseau des centres de ressources. Cette approche soutient les acteurs concernés dans leurs efforts de mise en conformité par rapport aux dispositions légales en vigueur. Les projets présentés dans le cadre de l'appel peuvent bénéficier d'une subvention pouvant atteindre 100 % des coûts éligibles, dans la limite de 200.000 EUR par projet, financée par le Fonds pour la protection de l'environnement. Cette initiative permet d'identifier les obstacles rencontrés et d'évaluer, dans une logique d'amélioration continue, les solutions apportées grâce aux expériences pratiques. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 novembre 2025.

Fisselsbréck | Question 2992 (06/10/2025) de M. André Bauler (DP)

D'Fisselsbréck zu Dikrich ass schonn iwwer ee Joer zou a muss dringend renovéiert ginn. Eng provisoresh Pontonsbréck ass bei Héichwaasser net ze passéiere gewiescht a gouf deelweis zerstéiert. Déi provisoresh Bréck fir Foussgänger a Cyclisten ass nach ëmmer net fäerdeg.

An der geschriwwener Press verweist den Dikricher Buergermeeschter net nëmmen op d'Bauverwaltung, ma och op d'Naturschutzverwaltung an d'Waasserwirtschaftsamt. Hei géifen nach eng Rëtsch Autorisatiounen op sech waarde loossen.

An der Press gëtt de Buergermeeschter follgendermoossen zitéiert: „Es sind Genehmigungen notwendig, es gibt Auflagen wie etwa Kompensierungsmaßnahmen.“

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ëm wat fir eng Kompensatiounsmoosnamen an Oplagen handelt et sech?

2. Wou sinn déi verschidde Prozeduren aus de Verwaltungen, déi sengem Ministère ënnerstinn, aktuell drun?

3. Wourunner läit et, datt dësen Dossier net zügeg weidergeet?

Réponse (12/11/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wann iwwert engem Gewässer mat reglementéierten Héichwaasserkaarten d'Konstruktioun vun enger Bréck virgesinn ass, muss séchergestallt ginn, datt d'Héichwaassersituatioun fir d'Bierger an der Ëmgéigend net verschlechtert gëtt. Et muss dofir eng Waasserautorisatioun ugefrot ginn, nom Artikel 23 vum ofgeännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008.

Wann d'Konstruktioun een Impakt op d'Héichwaasser huet, kann dës Konstruktioun nëmme geneemegt gi wann de verluerenen Héichwaasserretentionsvolum kompenséiert gëtt an et zu kenger Erhéijung vum Héichwaasserschuedrisiko uewerhalb an ënnerhalb vum Projet kënn.

An dësem konkreete Fall misst ee Volume vu 500 m³ kompenséiert ginn, fir datt et net zu enger Erhéijung vum Héichwaasserschuedrisiko duerch déi nei Konstruktioun kënn.

Am Kader vun der Naturschutzautorisatioun fir d'Konstruktioun vun der provisoresher Bréck zu Dikrech war eng Kompensatiounsmoosnam virgeschriwwen. Well am Laf vun den Aarbechten ee Bam huet missen ewechgeholl ginn, gouf d'Planze vun engem neie Bam als Kompensatioun virgeschriwwen.

Eng weider Naturschutzautorisatioun bezitt sech op d'Uleeë vun engem Retentionsbecken. An dësem Fall si keng Kompensatiounsoplage virgeschriwwen ginn.

ad 2. D'Waasserautorisatioun gouf den 3. Juli 2025 ënnerschriwwen.

D'Autorisatiounen am Beräich vum Naturschutz goufen de 14. Abrëll 2025 respektiv de 24. September 2025 ënnerschriwwen.

D'Delaie fir d'Decisiounen zu den Autorisatiounen goufe geméiss dem Artikel 24 vum ofgeännerte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 respektiv den Artikelen 59 a 60 vum ofgeännerten Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 respektéiert.

ad 3. cf. Fro 2.

Contournements routiers à Echternach et Remich | Question 2998 (07/10/2025) de M. Ricardo Marques (CSV)

Déi allgemeng Erhéijung vum Verkéiersopkommes an eise Land gëtt ëmmer méi zu enger Belaaschtung

fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger, sief et duerch Kaméidi, schlecht Loftqualitéit a geféierlech Verkéiers-situatiounen. Ausserdeem huet eng ze héich Verkéiers-lascht een negativen Impakt op d'Geschäftswelt an den Tourismus. Dowéinst gëtt och säit Joren a vu successive Regierungen an d'Stroosseninfrastruktur investéiert an et sinn eng Rei Contournementen entstanen respektiv am Bau oder an der Planung, fir besonnesch eis Uertschaften vum Verkéier ze entlaaschten. Zwou Gemengen, déi ënnert der Belaaschtung vum Verkéier leiden, sinn Iechternach a Réimech. Bei béide Gemenge spillt och de grenziwwerschreidende Verkéier eng grouss Roll an op béide Plaze wier ee Contournement hëllefreich, fir d'Liewensqualitéit vun den Awunner ze verbesseren.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wat sinn d'Critèrë punkto Verkéiersopkommes, déi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uwent fir ze decidéieren, ob eng Gemeng eligibel ass fir ee Contournement?

2. Wat sinn d'Critèrë punkto Loftqualitéit, déi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uwent fir ze decidéieren, ob eng Gemeng eligibel ass fir ee Contournement?

3. Gëtt et nach aner Critèren, déi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uwent fir ze decidéieren, ob eng Gemeng eligibel ass fir ee Contournement?

4. Wat fir een Niveau vu Loftqualitéit a Verkéiersopkommes gouf zu Iechternach gemooss?

5. Wat fir een Niveau vu Loftqualitéit a Verkéiersopkommes gouf zu Réimech gemooss?

6. Op Basis vun deene Critèren, sinn d'Gemenge Réimech an Iechternach eligibel fir ee Contournement?

7. Falls jo, wéini ginn d'Planunge fir de Bau vun engem Contournement an deene Gemengen un?

Réponse (12/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte freet no dem Verkéiersopkommes an der Loftqualitéit zu Réimech an zu Iechternach an no eventuelle Krittären.

ad 1. Wat d'Krittären ugeet, déi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten uwent fir ze evaluéieren, ob eng Gemeng fir d'Realisatioun vun enger Ëmgeungsstrooss (Contournement) a Fro kënn, spillt d'Verkéiersopkommes eng wichteg Roll. D'Evolutioun vum Traffick an déi entsprecheend Prognosen iwwer seng zukünfteg Entwécklung ginn natierlech berécksiichtegt. Allerdéngs stellt dese Faktor just ee vun de vill Parametere duer, déi an d'Bewäertung afléissen.

Dat gesot, sief drop higewisen, dass d'Opportunitéit an d'Machbarkeet vun enger Ëmgeungsstrooss ëmmer vu Fall zu Fall analyséiert gëtt, a beim Verkéiersopkommes kee Grenzwäert definéiert ass, ab deem automatesch eng Ëmgeungsstrooss geplangt gëtt.

An Zesummenaarbecht mat der betraffener Gemeng ginn dofir eng Rei vun Aspekter am Detail ënnersicht, déi vun Uertschaft zu Uertschaft variéieren.

Op Basis vun dësen Analysen, souwéi am Kontext vun der funktioneller Klassifikatioun, wéi se am nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 virgesinn ass, kann evaluéiert ginn, ob den aktuelle Stroossereseau – och mat weideren Optimiséierungsmoossnamen – dat zukünfteg Verkéiersopkommes nach ophuele kann. Solt dat net de Fall sinn an och keng aner Alternative

bestoen, kéint eng Ëmgeungsstrooss als méiglech Léisung a Betuecht gezu ginn.

Zum Schluss ass ze betounen, dass eng Ëmgeungsstrooss net nëmme vun hirer technescher Machbarkeet ofhänkt, mee och déi ëmweltrelevant Aspekter eng entscheidend Roll spillen.

Eng ëmweltverträglech Realisatioun ass also eng weesentlech Viraussetzung fir d'Weiderféierung vun esou engem Projet.

ad 2. Esou wéi beim Verkéiersopkommes, ass och bei der Loftqualitéit kee Grenzwäert definéiert, ab deem automatesch eng Ëmgeungsstrooss geplangt gëtt. D'Loftqualitéit kéint awer eng Justifikatioun fir ee Contournement sinn.

Hei sief drun erënnert, dass den Nationale Loftqualitéitsplang (PNQA), Moossname proposéiert, fir d'Loftqualitéit ze verbesseren.

Fir d'Stéckstoffdioxid (NO₂)-Konzentratioun an der Loft ënner de järeleche Grenzwäert vu 40 µg/m³ ze bréngen, zilen d'Moossnamen haaptsächlech dorop of, de Volume vum motoriséierten Eenzelverkéier ze reduzéieren respektiv besser ze regléieren, souwéi den Afloss vun Dieselmotoren ze verréngeren.

Zu den nationale respektiv lokale Moossname gehéieren also:

- Promotioun vun der Multimodalitéit,
- Promotioun vun elektresche Gefierer,
- Verbesserung vum Verkéiersfloss,
- Informatioun a Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung.

ad 3. Et gëtt effektiv nach aner Krittären ewéi zum Beispill den „Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)“, deen duerch d'Gesetz vum 18. Juni 1981 approvuiert gouf. Dësen Accord respektiv dëst Gesetz stellt déi rechtlech Basis vun Europastroossen duer.

Dobäi muss eng Europastrooss verschiddegen Ufuerderungen entsprechen, déi an dësem Accord gereegelt sinn. Dozou gehéiert, ënnert aneren, d'Ëmfuere vun Uertschaften, wou de Verkéier zu Belaaschtungen oder Sécherheetsgefore féiert. Eng Ëmgeungsstrooss mécht virun allem Sënn, wa vill Leit net d'Uertschaft als Zil hunn, mee just transitéieren.

ad 4. bis 7. Am Kader vun der landeswäiter Stéckstoffdioxid (NO₂)-Miesscampagne, organiséiert an ausgefouert vun der Ëmweltverwaltung, gouf 2024 an der Bausseloft zu Iechternach an der Rue des Remparts e Joresmëttelwäert vun 32 µg/m³ gemooss. An der Rue Ermesinde lounge de Wäert bei 18 µg/m³.

Dës Plaze goufe gezielt ausgewielt, fir déi méiglech héchst Belaaschtungen ze erfassen. Op anere Plazen, mat manner Verkéier an enger méi oppener Stroossestruktur, kann een dovun ausgoen, dass d'Wärter däitlech méi niddreg sinn.

Den europäesche Joresgrenzwäert fir NO₂ läit aktuell bei 40 µg/m³.

Zu Réimech gouf während där nammlecher Miesscampagne 2024 e Joresmëttelwäert vun 29 µg/m³ gemooss. Och hei handelt et sech ëm eng Plaz, déi gezielt ausgewielt gouf, fir déi héchstméiglech Belaaschtung ze erfassen.

Wat d'Verkéiersopkommes ugeet, esou zielt – iwwert dat lescht Joer op engem duerchschnëttleche Schaffdag gekuckt – der Stroossebauverwaltung hire permanenten Ziler N° 1000 op der Nationalstrooss N2 zu Réimech eng 17.200 Gefierer. Zu Iechternach op der Nationalstrooss N11 zielt de Compteur N° 1117 der eng 15.300.

Betreffend eventuell baulech Mesuren, verweise mir bei der Gemeng Iechternach op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2729 vum 4. August 2025, déi de Sujet vun der „voie de déstase“, spriech Entlaaschtungsstrooss respektiv der Loftqualitéit an dem Verkéier zu Iechternach schonns thematiséiert huet.

Bezüglech Réimech, gouf 2016 eng Verkéiersetüd realiséiert. Dës huet erginn, dass 56 % vum Traffick entweder Réimech als Destinatioun (Zilverkéier) oder als Startpunkt (Quellverkéier) huet. Dee rengen Transitverkéier beleeft sech domat op 44 % vum Gesamtverkéier, woubäi een awer betounen muss, dass e groussen Deel vun deem Verkéier op Réimecher Gebitt generéiert gëtt a bezunn op den Territoire vun der Gemeng Réimech relativ kleng ass. Heibäi verweise mir och op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 3571 vum 3. Februar 2021.

Momentan lafe keng Etüde fir eng Ëmgeungsstrooss zu Réimech.

Bénéficiaires de protection internationale bénéficiant du REVIS | Question 3031 (14/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vill Mënschen hei am Land hunn aus verschiddegen Ursache keng Aarbecht. Bei Flüchtlingen ass et oft esou, dass si weinst der Sprochebarrière, mee och anere Facteuren, et méi schwéier hunn, fir um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen.

Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn, bemängelen schonn zënter bal engem Joerzéngt, dass d'Integratioun vun de BPIen an éischter Linn duerch d'Aarbecht zustane kënn, well d'BPIen hei a Kontakt mat anere Leit komme wéi an de Flüchtlingsfoyeren a well se nëmmen duerch Aarbecht hei am Land selbstständig kënnen ginn.

De REVIS ass eng temporär Moossnam, hëlleft hinne awer net laangfristeg. Et wier dofir wichteg ze wëssen, wéi schnell BPIen eng Méiglechkeet op eng Aarbecht an eiser Gesellschaft kréien. An engem „Wort“-Artikel vum 9. Oktober wollt oder konnt de Familljeministère heizou keng Zuele liwweren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministère fir Aarbecht a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi vill BPIe kréien aktuell de REVIS?

2. Wéi laang ware BPIen an de vergaangen 8 Joren am REVIS (zënter der Reform vum REVIS)? Wat sinn d'Moyenne, de Median an de Maximum?

3. Falls d'Ministère dës Zuele net hunn:

– Wéi vill BPIen hunn, opgeléicht pro Joer, nach a Flüchtlingsfoyer gewunnt, wat normalerweis de Fall ass, well se keng Plaz um Wunnengsmaart fannen (well se keng Aarbecht fannen)?

– Wéi huet sech d'Zuel vu BPIe vun 2018 bis 2025 entwéckelt (opgeléicht pro Joer, op den 1. Januar) a wéi vill BPIe waren zu deem Zäitpunkt als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwen?

Réponse (12/11/2025) de **M. Max Hahn**, Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo**, Ministère du Travail

ad 1. an 2. Am vum honorabelen Deputéierten ernimmte Presse-Artikel gëtt de Familljeministère folgendermoossen zitéiert: „Asylberechtigthe haben dieselben Rechte wie alle anderen Einwohner und werden auch als solche behandelt. Bei einem REVIS-Antrag wird das Statut der betroffenen Person nicht erfasst.“ Dës Ausso ass nach ëmmer zoutreffend.

ad 3.

– De Familljeminstère kann d'Ënnerstellung, dass BPI „normalerweis“ an enger Struktur vum ONA wunnen, „well se keng Plaz vum Wunnengsmarkt fannen (well se keng Aarbecht fannen)“, net confirméieren.

Well et effektiv fir BPI net ëmmer einfach ass eng Wunneng um Wunnengsmarkt ze fannen, accordéiert den ONA eng zousätzlech Karenzzeit vun 12 Méint, nodeems eng Persoun de Statut vum BPI krut, während där déi Persoun weiderhin an enger ONA-Struktur wunnen dierf.

Et ass allerdéngs wichteg ze betounen, dass déi grouss Majoritéit vu BPI zu Lëtzebuerg net am ONA-Réseau wunnt. [†]

– Accords Protection internationale des années 2018-2025 [†]

Tablo [†]

Rééducation après traitement oncologique | Question 3032 (14/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir ass ee Fall zougedroe ginn, vun enger Persoun, déi weinst engem Gehiertumor operéiert ginn ass a bis haut keng Reeducatiounsmoossname krut. D'Persoun krut d'Informatioun, dass d'CNS keng Reeducatioun am Ausland méi finanzéiert, well de Centre de réhabilitation zu Kolpech op onkologesch Reeducatioun spezialiséiert ass. Dës Persoun konnt awer zu Kolpech net opgeholl ginn. Et gouf drop higewisen, dass eventuell de Rehazenter kéint a Fro kommen, mee laut verschiddenen Erfarunge gi besonnesch eeler Leit do nëmme schwéier opgeholl.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Patient*inne konnten zënter der Ëmstrukturéierung zu Kolpech am Beräich vun der onkologescher Reeducatioun behandelt ginn?

2. Wéi vill Ufro goufen zeréckgewisen, a mat wéi engen Haaptursaachen?

3. Wat geschitt mat de Patient*innen, déi zu Kolpech net opgeholl ginn? Gi si systematesch reorientéiert – an, wa jo, a wéi eng Aarrichtungen oder Services?

4. Wéi vill Leit hu bis elo eng Demande fir Reeducatioun am Zesummenhang mat engem Gehiertumor am Rehazenter agereecht, wéi vill goufen dofir opgeholl a wéi vill Demandé goufen zeréckgewisen?

5. Besteet fir Patient*innen, déi eng spezialiséiert Reeducatioun brauchen an hei am Land net kënnen opgeholl ginn, d'Méiglechkeet, en Traitement am Ausland ze maachen? Gëtt et a sou Fäll Konventiounen oder Accorden tëscht der CNS an auslänneschen Etablissementer?

Réponse (08/12/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Saitdeem de Centre de réhabilitation Château de Colpach (CRCC) den 1. Abrëll 2018 e spezialiséiert Spidol gouf an d'Aufgab vun der postonkologescher Rehabilitation zougewise krut, goufen am CRCC 1.334 Patienten am Kader vun enger Reeducatioun no oder während enger Kriibsbbehandlung behandelt. (Stand: 20.10.2025)

ad 2. Tëscht dem 1. Januar 2023 an dem 20. Oktober 2025 huet den CRCC insgesamt 93 Demanden ëmorientéiert oder refuséiert. Dat entsprécht knapp 12 % vun den Demanden an där Period.

Bal d'Hallschent vun de Patienten (44 Fäll), déi net opgeholl konnte ginn, goufen op Basis vun hirem Profil an eng geriatresch Rehabilitation ëmorientéiert. An

der selwechter Zäit sinn 9 Patient fir eng neurologesch Reeducatioun an de Rehazenter ëmorientéiert ginn.

Schwéier kognitiv oder kardiologesch Problemer, esouwéi Substanz-Ofhängegkeeten, waren aner Grënn, déi dozou gefouert hunn, dass Kriibspatienten eventuell net kënnen am CRCC rehabilitéiert ginn.

Den Artikel 82 Alinea 4 vun de Statute vun der CNS¹, gesäit eng Limit vum 30 Deeg fir eng stationär Rehabilitation an/oder 10 Deeg am Hôpital de jour am CRCC vir. Wann eng méi laang Behandlung néideg ass, gëtt de Patient an en anert Etablissement ëmorientéiert.

A kengem Fall huet e Patient aus Plazgrënn misse refuséiert ginn.

ad 3. Wann de CRCC sech an der Onméiglechkeet gesäit, engem Patient eng adequat Rehabilitation unzubidden, gëtt déi Persoun systematesch ëmorientéiert. Dës geschitt am Austausch mam Patient selwer, sengem Dokter, de concernéierte Strukturen a gegebenefalls och mat senger Famill.

Fir eng Rehabilitation an der Geriatrie gëtt zum Beispill an den Hôpital intercommunal Steinfort (HIS) oder an d'Spideeler ëmorientéiert, an anere Fäll gehéiert de Rehazenter zu deenen Etablissementer, an déi am heefegsten ëmorientéiert gëtt. Heiansdo gëtt och virgeschloen, Patienten an enger Maison de soins opzehuelen. An eenzelne Fäll gëtt eng palliativ Behandlung recommandéiert, dës entweder am Haus Omega oder doheim.

ad 4. Tëscht 2020 an dem 24. Oktober 2025 hat de Rehazenter 42 Dossiere mat der Notioun „tumeur cérébrale“. Et ass wichteg ze betounen, dass d'Notioun „tumeur cérébrale“ net forcement den Haaptgrond ass, firwat eng Demande de prise en charge beim Rehazenter gemaach gouf. Deemno kann et sinn, dass Patient mat engem Gehiertumor am Rehazenter betreit goufen, ouni dass de Gehiertumor an der Demande de prise en charge vermierkt ginn ass.

ad 5. Et besteet d'Méiglechkeet, eng Reha am Ausland ze maachen. Wann d'CNS déi ausgefüllten Demande vum Dokter kritt, ginn déi administrativ Konditiounen iwwerpréift a verschidde Fäll un de Contrôle médical de la sécurité sociale weidergeleet, fir en Avis médical ze kréien. D'CNS huet keen Accord an och keng Konventioun mat auslänneschen Etablissementer am Kontext vun der Reeducatioun.

Dépenses pour vols | Question 3034 (14/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

A fréiere parlamentaresche Froen (z. B. N° 0481) hat ech ëm Informatiounen iwwert d'Flich vun de Regierungsmembere mat Privatjets gefrot an och geliiwert kritt.

Een „Tageblatt“-Artikel vum 11. Oktober mam Titel „Economy oder Business“ beréicht iwwert d'Fluchgewunnechte vun der Exekutiv a verschidde Ministèren, wou ëfters Mol op d'Business-Klass zeréckgegraff gëtt, grad wa Regierungsmembere mat u Bord sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

¹ Artikel 82 Alinea 4 vun de Statute vun der CNS: „Les traitements stationnaires et ambulatoires dans le service national de réhabilitation physique sont pris en charge sur base d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé accordée sur base d'une demande préalable du médecin traitant conformément à la convention conclue entre la Caisse nationale de santé et le corps médical. L'autorisation est accordée, par cas et par année de calendrier, pour une durée maximale de trente (30) jours pour un traitement stationnaire et pour une durée maximale de dix (10) jours pour un traitement ambulatoire.“

1. Wéi vill Euro goufen am Joer 2023, 2024 fir Fligerticketen ausginn, opgeléicht no Ministère?

Wéi deelen sech dës Käschten op tëschent der Economy, Business an eventuell First-Class?

2. Wéi vill Fligertickete goufen 2024 kaf, opgeléicht no Ministère?

Wéi deelen sech dës op tëschent der Economy, Business a First Class?

3. Wéi eng Ministèren hunn an de leschte 5 Joren ee Privatjet fir ee Fluch genotzt? Fir wéi eng Fluchstreck war dës (Depart an Arrivée); wat waren d'Käschte vum Fluch a wie waren d'Notznësser (Ministère)?

4. Kann d'Regierung d'Lëscht aus der parlamentarescher Fro N° 0481, mat all de Flich aus de leschten 2 Joren, fir déi ee Privatjet genotzt gouf, mat de Flich aus de Joren 2024 an 2025 aktualiséieren?

5. Wéi oft sinn déi verschidde Regierungsmembere an de leschten 3 Jore Business Class oder First-Class geflunn?

Réponse (19/12/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. Annexéiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht, wou dës Informatiounen dran ze fanne sinn. [†]

ad 2. Annexéiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht, wou dës Informatiounen dran ze fanne sinn. [†]

ad 3. a 4. Annexéiert fënnt den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht, wou dës Informatiounen dran ze fanne sinn. [†]

Et sief bemierkt, datt d'Flich aus dem EATC/ATARES Programm op engem Austauschsystem berouen, wou Lëtzebuerg, zesumme mat aneren europäeschen an NATO-Natiounen, participéiert. Hei hëllefen sech d'Länner ënner anerem géigesäiteg mat Austausch vu Militärflychtonnen.

Déi Ministèren, déi net an der Lëscht ausgewise sinn, hu während der genannter Period net op Flich mat Privatfligern zeréckgegraff.

ad 5. An der Reegel reesen d'Membere vun der Regierung mam effizientsten Transportmëttel. Déi gefrote Flich fir d'Joren 2023 an 2024 sinn an der Lëscht ënner der Fro 1 mat abegraff.

Régularisation des plaques d'immatriculation et réglementation des combinaisons de lettres et de chiffres autorisées | Question 3051 (16/10/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Le Code de la route ainsi que divers textes réglementaires et ministériels fixent les conditions d'approbation et d'utilisation des plaques d'immatriculation. Toutefois, ces dispositions ne précisent pas de manière exhaustive les combinaisons de lettres et de chiffres pouvant être considérées comme contraires aux bonnes mœurs ou renvoyant à des organisations ou à des personnes reconnues responsables de crimes contre l'humanité.

À ce jour, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) publie sur son site Internet une liste limitée de combinaisons interdites (AA, CD, HJ, KK, KZ, PD, SA, SS, WC, ZZ), ainsi que certaines combinaisons susceptibles d'induire une confusion (par exemple I/1 ou O/0).²

Or, dans un article paru dans « L'essentiel » du 13 mai 2025, il est relevé que certains pays voisins interdisent

² <https://snca.public.lu/fr/support/faq/plaques.html>

explicitement les combinaisons faisant référence à des organisations ou à des personnes reconnues responsables de crimes contre l'humanité, ainsi qu'à des partis politiques.

Par ailleurs, l'accord de coalition 2023-2028 entre la CSV et la DP prévoit que « le Gouvernement permettra aux propriétaires de véhicules de personnaliser leurs plaques d'immatriculation moyennant une redevance, à l'instar de ce qui se fait déjà en Belgique ».³ Dans le même sens, Madame la Ministre a annoncé, dans un article publié sur infos.rtl.lu le 25 décembre 2024, la préparation d'un projet de loi visant à introduire des plaques d'immatriculation sans format préétabli. Cependant, aucun détail n'a encore été communiqué concernant les règles d'encadrement ni quant aux modalités pratiques et financières envisagées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Comment la SNCA évalue-t-elle la pertinence des interdictions actuellement en vigueur relatives aux combinaisons de lettres et de chiffres ?

2) Existe-t-il un comité ministériel, une instance éthique ou tout autre organe consultatif chargé de statuer sur les combinaisons autorisées ou interdites en matière de plaques d'immatriculation ?

3) Pour quelle raison la liste actuelle des interdictions ne prend-elle pas en compte les combinaisons faisant référence à des organisations ou à des personnes reconnues responsables de crimes contre l'humanité ?

4) Dans le cadre du futur projet de loi relatif à la libéralisation des plaques d'immatriculation, quelles garanties seront mises en place afin d'éviter l'attribution de combinaisons faisant référence à des organisations ou à des personnes reconnues responsables de crimes contre l'humanité, ainsi qu'à des partis politiques ?

Réponse (12/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur les combinaisons de lettres et de chiffres autorisées pour les numéros d'immatriculation.

ad 1) L'attribution des plaques d'immatriculation par la SNCA se fait conformément aux dispositions prévues par le règlement grand-ducal du 26 janvier 2016 relatif à la réception et à l'immatriculation des véhicules routiers.

La structure des numéros d'immatriculation de la série courante a été initialement définie dans l'annexe du règlement grand-ducal du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation. Cette annexe, et les combinaisons de lettres interdites qui y figurent, ont ensuite été reprises à l'annexe 6 intitulée « La série courante et personnalisée des numéros d'immatriculation pour véhicules routiers » du règlement grand-ducal précité du 26 janvier 2016.

Certaines combinaisons sont réservées à des séries spéciales, à savoir celles débutant par « AA », « CD » et « ZZ », et ne peuvent donc pas être utilisées dans la série courante, ni pour les numéros d'immatriculation personnalisés. Lors de l'élaboration de l'annexe en 2003, les combinaisons « HJ », « KK », « KZ », « PD », « SA », « SS » et « WC » avaient été exclues. De plus, les séries comportant les lettres « O » et « I » ont été écartées afin d'éviter toute confusion avec les chiffres « 0 » et « 1 ». Seules ces combinaisons de lettres, suivies de quatre chiffres, sont actuellement interdites. Aucune

interdiction ne s'applique en revanche aux combinaisons de chiffres, que ce soit dans la série courante, la série personnalisée ou dans les formats à quatre ou cinq chiffres.

ad 2) Étant donné que les combinaisons de lettres et de chiffres sont définies par le règlement grand-ducal précité du 26 janvier 2016, il n'existe pas de comité ministériel, d'instance éthique ou d'autre organe consultatif chargé de statuer sur les combinaisons autorisées ou interdites.

La réglementation fixe directement la structure et les exclusions applicables, de sorte qu'aucune intervention d'un organe décisionnel n'est prévue en la matière.

ad 3) Lors de son élaboration, les interdictions avaient été limitées à certaines combinaisons présentant des risques de confusion ou de non-acceptation générale. La liste n'ayant pas été révisée depuis, elle ne tient donc pas compte de manière spécifique de ce type de références.

ad 4) Dans le cadre du projet de loi en cours d'élaboration, il est prévu de mettre en place une procédure spécifique pour les numéros d'immatriculation entièrement personnalisables.

Étant donné que le contenu de ces numéros pourra être librement déterminé par le demandeur, la nouvelle procédure prévoit une analyse préalable du contenu avant toute attribution.

Ainsi il est prévu que, si le numéro sollicité présente un caractère injurieux, discriminatoire, haineux ou contraire aux bonnes mœurs, la demande sera refusée.

Cette approche vise précisément à prévenir l'attribution de certaines combinaisons.

Situation financière de la CNS | Question 3066 (17/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 2869 hunn ech de 15. September Froen zur finanzieller Situatioun vun der CNS gestallt. Bei dëse Froe goug et awer net nëmmen ëm déi momentan Situatioun vun der CNS, mee och ob et Pläng gëtt, d'Bäitrag zur Krankenversicherung ze erhéijen oder aner nei Finanzierungsquellen anzeféieren. Des Weidere wollt ech wëssen, wat fir eng Mesuren d'Regierung plängt ze huelen, fir den Defizit vun der CNS ze reduzéieren a wat fir eng strukturell Reformen am Gesondheitswiesen am Kader vun der deemools nach kommender Quadripartitt virgesi wieren, fir d'Käschten ze kontrolléieren, ouni dass awer d'Qualitéit vun de Gesondheitsleeschtinge kompromettéiert géif ginn.

Den 13. Oktober, also e gudde Mount no menger parlamentarescher Fro, huet eng Quadripartitt stattfonnt, wou iwwert déi finanziell Situatioun vun der Krankekeess diskutéiert gouf. De 14. Oktober hunn ech vun der Ministesch eng Äntwert op meng parlamentaresch Fro kritt, wou op de Link zum Communiqué iwwert d'Quadripartitt verweise gëtt. An dësem Communiqué gëtt awer just meng éischt Fro beäntwert, während op déi aner dräi Froen just zum Deel geäntwert gëtt. D'Positioun vun der Ministesch oder der Regierung selwer geet awer net aus dësem Communiqué ervir. Och e méigleche Verweis op Aarbechtsgruppen, déi an de kommende Méint verschidde Propose sollen ausschaffen, ass keng zefriddestellend Äntwert. Dëst besonnesch en vue vun der Onsécherheet, ob dës Mesurë laangfristeg iwwerhaapt duerginn, awer och en vue vun de ville Problemer, déi et aktuell am Secteur gëtt (Kënnegung vun der CNS-Konventioun vun der AMMD, verschidde Mediationen, déi am Echec sinn). D'Bierger hunn e Recht op kloer Äntwerte vun der Regierung

iwwert hir politesch Positioun an hir Pläng – net op vag Verweiser op Aarbechtsgruppen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversicherung dës Froe stellen:

1. Dofir froen ech erëm, dës Kéier mat der explizitter Fuerderung no der konkreter Positioun vun der Ministesch an der Regierung, an net mat dem Verweis op eventuell zukünfteg Propose vun Aarbechtsgruppen: Wéi eng konkret Mesurë plängt d'Regierung, fir den Defizit vun der CNS ze reduzéieren ouni d'Qualitéit vun de Gesondheitsleeschtingen ze kompromettéieren?

2. Och hei froen ech erëm, och dës Kéier mat der explizitter Fuerderung no der konkreter Positioun vun der Ministesch an der Regierung, an net no Verweiser op eventuell zukünfteg Propose vun Aarbechtsgruppen: Gëtt et Pläng, d'Bäitrag zur Krankenversicherung ze erhéijen oder nei Finanzierungsquellen anzeféieren, fir d'finanziell Stabilitéit vun der CNS laangfristeg ze garantéieren?

3. Och hei froen ech erëm, och dës Kéier mat der explizitter Fuerderung no der konkreter Positioun vun der Ministesch an der Regierung, an net no Verweiser op eventuell zukünfteg Propose vun Aarbechtsgruppen: Wéi eng strukturell Reformen am Gesondheitswies sinn am Kader vun der kommender Quadripartitt virgesinn, fir d'Käschten ze kontrolléieren, ouni den Zougang zu Gesondheitsleeschtingen anzëschränken?

Réponse (14/11/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Énnert de Moosnamen, déi kuerzfristeg kënnen ëmgesat ginn, sief et duerch eng Ännerung vun de Statute vun der CNS, de Konventiounen oder der Nomenclature, zielt d'medezinnesch Kontroll („maîtrise médicalisée“) vu verschiddene Prestatiounen, wéi d'Verschreibung vu Medikamenter, d'Bluttanalysen an d'Seancë beim Kiné. Dës Aktiounen kéinten zu manner Ausgaben an enger Gréisstenuerdung vu ronn 60 Milliounen Euro féieren. Aner Moosnamen, déi eng Upassung vum legale Kader erfuoderen, betreffen ënner anerem d'Kampf géint d'Medikamentverschwendung oder och Erweiderung vun de Mëttel am Kampf géint d'Fraude. Dës Moosnamen kéinten zu enger weiderer Reduktioun vun den Ausgabe vu ronn 80 Milliounen Euro féieren. Et ass virgesinn, datt dës Moosnamen zesumme mat de professionnelle Gruppementen an themateschen Aarbechtsgruppen nach verdéift a komplettéiert ginn, an en éischte Bilan soll bei der nächster Reunioun vum Comité quadripartite am Fréijoer 2026 presentéiert ginn.

ad 2. an 3. Fir d'Joer 2026 ginn d'cotisatiounen an der Krankenversicherung net erhéicht. Laut dem leschte Rapport vun der IGSS⁴ muss een domadder rechnen, datt d'Reserv vun der Krankenversicherung ab 2027 ënnert de legale Seuil wäert falen. Laut den Dispositiounen vum Code vun der sozialer Sécherheet gëtt d'Upassung vun de Cotisatiounen am Comité quadripartite am Hierscht 2026 nach eng Kéier thematiséiert. Et ass ze bemierken, datt eng Erhéijung bei den Naturleeschtinge vu 5,60 % op 5,85 % ab 2027 zu dësem Zäitpunkt envisagéiert ass.

Déi Mesuren, déi ënnert der Fro 1 opgezielt goufen, ginn elo sou séier wéi méiglech ëmgesat. Se mussen awer als éischt an ënnerschiedlechen Aarbechtsgruppe mat de verschiddenen Acteuren weider verdéift ginn.

⁴ IGSS, Rapport sur la situation financière de l'assurance maladie-maternité en vue de la réunion du comité quadripartite en date du 13 octobre 2025, <https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rapports-quadri/rapport-asmal-quadri-2025.html>



Dës Aarbechtsgruppe ginn ënnert der Supervisioun vun engem strateegesche Comité opgestallt, deem d'Vertrieder vum Staat, vun den Employeuren, vun de Salarié souwéi vun de professionnelle Gruppememberen zesummebréngt. Eng éischt Reunioun vun dësem strateegesche Comité huet den 29. Oktober 2025 stattfonnt, wou d'Propositioone vu Moosnamen no thematesche Gruppe presentéiert goufen an nach ze komplettéiere sinn, nämlech:

– De Grupp „Medezinnesch Kontroll“ (medezinnesch Kontroll bei der Medikamenteprescriptioun, medezinnesch Kontroll bei der Prescriptioun vun de Seancé beim Kiné, medezinnesch Kontroll bei de Blutanalysen, d'Prise en charge vun der Psychiatrie am Extrahospitalier, de Lien tëschent den Operationsassistenten an der Komplexitéit vun den Akten)

– De Grupp „Medikamenter“ (Comptabel Kontroll vun de Medikamenter: Cotisatioun/Redevance, Comptabel Kontroll vun de Medikamenter: Kontrakter, Moosname géint Medikamentverschwendung am Kader vun engem Medikamentatiounsplang)

– De Grupp „Soinen am Spidol“ (Vergläichend Analys vun den duerchschnëttleche Spidolsopenthalter (DMS), Mutualiséierung vun de Spidolslaboratoiren, Comptabel Kontroll vun der Evolutioun vun de Spidolsbudgeten)

– De Grupp „Verschiddenes“ (Kiné a schwéier Pathologien: kee Cumul mat den Activités d'appui à l'indépendance (AAI), Erweiterung vun de Mëttel am Kampf géint d'Fraude (LAF)).

Zousätzlech gouf am Laf vum Joer 2025 en Aarbechtsgrupp „Redressement de la trajectoire de financement“ kreéiert mam Zil, eng Roadmap opzestellen, fir d'Faisabilitéit vun der Sanéierung vun der Finanzéierungstrajectoire ze analyséieren.

Financement de construction ou de rénovation d'infrastructures sportives | Question 3067 (17/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Gesetz vum 21. Juli 2023 betreffend den 12. Fënnfjoresplang am Beräich vun de Sportsinfrastrukture stellt der Regierung insgesamt 135 Milliounen € zur Verfügung, fir de Bau vun neie Sportsinfrastrukturen ze kofinanzéieren respektiv den Ënnerhalt an d'Renovatioun vu besteeënde Gebailechkeete finanziell ze ënnerstëtzen. Dës Gelder kommen aus dem Fonds d'équipement sportif national, dee mat Budgetsdotatiounen gespeist gëtt, fir d'Joer 2024 an 2025 jeeeweils mat 5 Milliounen €. Am Pluriannuell 2025–2028 si fir d'Joer 2026 20 Milliounen €, fir 2027 an 2028 jeeeweils 25 Milliounen € virgesinn.

Dëst Gesetz huet an dësem Sënn innovéiert, dass nach just déi Projeten, déi iwwert 2 Milliounen € ouni TVA ausmaachen, per groussherzoglech Reglement mussen festgehalen ginn. Esou ass mam groussherzogleche Reglement vum 31. Juli 2024 eng 1. Lëscht vu Projete festgehalen ginn.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministère fir Finanzen a fir Sport dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren een Tableau opstelle mat de Projeten ënnert 2 Milliounen € HTVA, déi säit dem 1. Januar 2023 ënnerstëtzt gi sinn, mat der Beschreiwung vum Projet, dem Beneficiaire, dem Montant, dee bis elo engagéiert ginn ass, an dem Montant, dee bis elo ausbezuelet ginn ass, mat der Präzisoun, ob et sech hei ëm ee lokalen, regionalen oder nationale Projet handelt?

2. Kënnen d'Ministeren dat selwecht maache mat de Projeten, déi op der 1. Lëscht vum 12. Fënnfjoresplang stinn?

3. Kënnen d'Ministeren een Tableau opstelle mat der Beschreiwung vun de Projeten, déi säit dem 1. Fënnfjoresplang wuel geplangt waren, awer nach net realiséiert gi sinn, dem Montant, deem do schonn engagéiert ginn ass an den eigentleche Bauhär vun deem Projet?

4. Kënnen d'Ministeren eng Opstellung maache mat de Montanten a Projete pro Fënnfjoresplang, déi ni engagéiert gi ware respektiv ni finaliséiert gi sinn?

5. Wat geschitt mat de Suen, déi fir dës Projeten an de viregte Fënnfjorespläng ageplangt waren an net realiséiert gi sinn oder net engagéiert gi waren?

6. Kënnen d'Ministeren den aktuelle Stand vum Fonds d'équipement sportif national op den 1. Oktober 2025 präziséieren, mat dem Detail vun de Projeten, wou scho Suen engagéiert sinn?

7. Eisen Informatiounen no huet de Sportsministère de spezifeschen Tennisbuedem fir den Davis Cup-match am Februar 2025 an der Coque bezuelt.

– Kann de Minister dat confirméieren?

– Wéi héich war dës Ausgab HTVA an ass dat iwwer de Fonds d'équipement sportif national gelaft oder iwwert een aneren Artikel?

– Konnt dësen Tennisbuedem och fir de Ladiestennis-master am Oktober an der Coque gebraucht ginn?

Wann nee, firwat net?

– Ass dës Buedem säitdeem benotzt ginn?

– Wou gëtt dës spezifesche Buedem aktuell gelaert?

– Ass séchergestallt, dass dës Bueden nach eng Kéier ka benotzt ginn?

8. Kënnen an deem Sënn och aner Federatiounen un de Sportsministère eruntriieden, fir spezifescht Material oder Ekipementer bezuelt ze kréien?

Réponse (17/11/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Hei d'Lëscht vun de Projeten ënnert 2 Milliounen Euro HTVA, déi zënter dem 1. Januar 2023 bis ugangs Oktober 2025 am Kader vum Gesetz vum 12. Fënnfjoresplang engagéiert gi sinn. Projete wou den Engagement annuléiert ginn ass sinn net Bestanddeel vun dëser Lëscht. ↑

ad 2. Hei de Stand vun ugangs Oktober. ↑

ad 3. Fir den 9. bis 11. Fënnfjoresplang ass dës Analys amgaange mam Zil, fir dës ofzeschléissen.

All aner Fënnfjorespläng si clôturéiert.

ad 4. De Ministère mécht kee Suivi vu Projeten, déi net engagéiert gi sinn.

Sollt en engagéierte Projet net finaliséiert ginn, da gëtt den Engagement clôturéiert. Hei féiert de Ministère keng Lëscht.

Zu de Montanten, déi net engagéiert goufen, kann de Moment am Kader vun de leschten 3 Fënnfjorespläng keng Ausso gemaach ginn, well dës nach net integral ofgeschloss sinn. Fir all déi aner Pläng sinn d'Donnéen net integral digitaliséiert, sou dass ech hei de Moment keng Ausso dozou maache kann.

ad 5. Laut Artikel 76 (3) vum geännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 „relative au budget, à la comptabilité et à la trésorerie de l'État“ kënnen dës Sue weiderhin am Kader vum Fonds genotzt ginn.

ad 6. De Stand vum 1. Oktober 2025 ass 31.645.938,90 Euro.

Fir déi engagéiert Suen am Kader vum 12. Fënnfjoresplang verweisen ech op d'Fro 1 an 2. D'Engagement fir déi 2. Lëscht ginn eréischt gemaach, wann de Règlement grand-ducal gestëmmt ass.

ad 7.

– Well de Centre national vum Tennis, dee vum Institut national des sports (INS) verwalt gëtt, den Ufuerderung vum der Internationaler Tennisföderation (ITF) net entsprach huet – besonnesch wat d'Sëtzkapazität an d'Belichtung ugeet, ass ee mobil Tennis-Court, dee flexibel opgebaut ka ginn, fir d'Tournoi wéi och fir d'Matcher vun der lëtzebuerger Nationallekipp iwwert den INS kaaft ginn.

– De Präis heifir war 49.804 € HTVA, wéi scho präziséiert, ass dëst net iwwert de Fonds gelaft, mee iwwert den INS. Am Präis mat abegraff waren de Revêtement, den Tracé vun de Linnen, verschidden Equipementer wéi d'Netz asw., den Op- an Ofbau vum Plancher, souwéi och den Transport zum Uert vum Stockage.

– Nee, de Buedem ass hei net vum Organisateur ugefrot ginn.

– Nee, e wäert am Februar 2026 am Kader vun de Play-offs vun der Nationalequipe vum Tennis rëm agesat ginn.

– Dësen ass um Site vum INS um Fetschenhaff stockéiert.

– Jo.

ad 8. D'Federatiounen kënnen un de Sportsministère eruntriiede fir spezifescht Material an Ekipementer. Den INS par contre iwwerhëlt nëmme Material an Ekipementer am Kader vun den Infrastrukturen, déi si verwalten.

Montants des amendes prononcées par la CSSF | Question 3068 (20/10/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 2875, Monsieur le Ministre des Finances a fourni un tableau récapitulatif le nombre de sanctions et le montant des amendes prononcées par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) au cours des dix dernières années. Or, il a omis de ventiler les amendes selon leurs montants, comme je l'avais demandé. De plus, il n'a pas précisé si le chiffre relatif aux « sanctions » se réfère uniquement aux sanctions financières ou s'il s'agit d'un chiffre global englobant d'autres types de sanctions. Enfin, alors que ma question visait explicitement le nombre de recours introduits sur une période de dix ans, la réponse de Monsieur le Ministre évoque une centaine de décisions sur vingt ans, sans fournir de décompte précis ni de ventilation annuelle.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le chiffre des « sanctions » fourni par Monsieur le Ministre, est-il global ou englobe-t-il uniquement les sanctions financières ?

2) Monsieur le Ministre peut-il préciser, pour chacune des dix dernières années, combien d'amendes prononcées par la CSSF relèvent respectivement des catégories suivantes :

- inférieures à 100.000 euros ;
- comprises entre 100.001 et 500.000 euros ;
- comprises entre 500.001 et 999.999 euros ;
- comprises entre 1 et 5 millions d'euros ;
- supérieures à 5 millions d'euros ?

3) En ce qui concerne les recours, quel est le nombre exact de recours introduits devant les juridictions administratives contre les sanctions de la CSSF au cours des dix dernières années, avec une ventilation par année ?

Réponse (21/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances



La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a informé le ministère qu'elle ne dispose pas des informations demandées par l'honorable Députée sur simple requête. Revoir un à un tous les dossiers dits « enforcement » depuis 2015 pour retracer à chaque fois le montant en cause, pour savoir s'il y a eu recours ou non, etc. demanderait des dizaines voire centaines d'heures de travail, des ressources qu'elle ne voudrait pas mobiliser à ces fins.

Primes de promotion de l'apprentissage | Question 3069 (20/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans le cadre de la politique de promotion de la formation professionnelle, les personnes inscrites dans un apprentissage pour adultes peuvent bénéficier d'une prime annuelle en cas de réussite de l'année scolaire. Celle-ci s'élève à 1.560 euros pour les détenteurs d'un certificat de capacité professionnelle (CCP) et à 1.800 euros pour les titulaires d'un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP).

Dans le passé, la gestion desdites primes relevait du Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), chargé notamment de l'envoi des formulaires et de l'accompagnement des apprentis. Ces compétences ont été transférées au Service financier de l'ADEM. Or, selon un récent article de presse, ce dernier n'assurerait plus une information systématique des apprentis quant à leur éligibilité, estimant que les intéressés doivent entreprendre les démarches de manière autonome.

Cette situation pourrait avoir pour conséquence que de nombreux apprentis ignorent l'existence même de la prime. Toutefois, bien que la Chambre des Salariés (CSL) ait signalé cette problématique au Ministre du Travail, aucune réponse n'aurait été communiquée à ce jour.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) À quelle date la correspondance relative aux primes susmentionnées a-t-elle été transmise par la Chambre des Salariés au Ministère du Travail, et à quelle date une réponse y a-t-elle été apportée ? Si aucune réponse n'a encore été formulée, à quelle date Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de la lettre ?

2) Ventilées par année, combien de demandes en vue de l'obtention d'une prime de promotion de l'apprentissage ont été introduites pour les années 2021 à 2025 ?

3) Monsieur le Ministre constate-t-il une différence notable entre le nombre de demandes introduites avant et après le transfert des compétences au Service financier de l'ADEM ?

– Dans l'affirmative, quel est le mandat exact du Service financier de l'ADEM en matière de gestion des primes, notamment en ce qui concerne l'information des apprentis sur leur éligibilité à ces aides ?

– Quelles mesures le ministre envisage-t-il de mettre en œuvre afin de garantir que les apprentis soient informés de manière systématique de leur droit à ces primes ?

Réponse (12/11/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Le courrier de la CSL a été réceptionné le 7 juillet 2025 et une réponse a été apportée le 20 octobre 2025.

ad 2) Tableau ↑

Les derniers formulaires physiques pour la demande d'octroi de la prime furent envoyées en novembre

2022 pour l'année scolaire 2021-2022. Fin 2022 et suite au transfert de compétence au Département finances de l'ADEM, la mise à disposition du formulaire digital de demande d'octroi de la prime sur le site Internet de l'ADEM a été réalisée, le rendant ainsi librement accessible à tout apprenti, à tout moment.

Suite à la mise à disposition du formulaire digital et en dépit qu'une majorité d'apprentis avaient introduit leur demande, une lettre d'information de rappel additionnelle fut envoyée en août 2025 à tous les apprentis qui avaient omis d'introduire une demande, leur rappelant d'envoyer leurs demandes pour l'année scolaire 2022-2023 et 2023-2024, ce qui a permis d'augmenter le nombre de demandes pour les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024.

ad 3)

– Depuis que le formulaire est librement accessible pendant toute l'année, une majorité d'apprentis introduisent leur demande d'octroi de la prime, de leur propre initiative, dès qu'ils ont réussi leur année : au 23 octobre 2025, 2.233 demandes ont ainsi déjà été reçues pour l'année scolaire 2024-2025 sans information additionnelle de la part de l'ADEM ce qui montre qu'aucune différence notable n'a été constatée depuis le transfert des compétences au Département finances de l'ADEM.

La gestion de toutes les aides financières, pour les particuliers ainsi que pour les employeurs, a été transférée en 2022 au Département finances au sein de l'ADEM afin d'harmoniser et d'optimiser le traitement centralisé des différentes aides financières.

– Même si le formulaire est librement accessible, une majorité d'apprentis introduisent tout de suite leur demande de leur propre initiative.

Le Département finances de l'ADEM continuera à envoyer systématiquement en automne suivant la fin d'une année scolaire, une lettre informant tous les apprentis qui n'ont pas encore demandé leur prime d'apprentissage et qui ont réussi leur année scolaire, d'en introduire la demande afin de garantir que tout apprenti soit informé de son droit à la prime de promotion de l'apprentissage.

À cette fin, et étant donné que l'ADEM ne dispose pas de toutes les informations requises pour l'envoi de ce courrier, l'ADEM demandera chaque année, au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le listing des apprentis ayant réussi leur année et aux chambres professionnelles les listings des apprentis sous contrat d'apprentissage transfrontalier ayant passé l'année avec succès.

Conception pour tous pour les aéronefs | Question 3070 (20/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Duerch d'Accessibilitätsgesetz vum 7. Januar 2022 gouf festgehalen, dass Gebaier an öffentlech Infrastrukture mussen fir Rollstülfuerer a Leit mat anere Beanträchtegungen zougänglich sinn. Och Hoteller falen heidreänner a kloer, och de Flughafen. Wou d'Gesetz allerdéngs näischt virgesäit, ass bei de Fligere. Bei ville Fliegermodeller sinn zum Beispill d'Toiletten net fir Rollstülfuerer accessibel.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Tourismus a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Mussen d'Fligere vun den Airlines, déi zu Lëtzebuerg zirkuléieren, de Kritäre vun der Accessibilitéit („conception pour tous“) entsprechen?

2. Gëllt dës och fir d'Toiletten an de Fligere?

Réponse (18/11/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Gesetz vum 7. Januar 2022 „portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs“ bezitt sech explizit just op d'Plazen, déi fir d'Effentlechkeet zougänglich sinn, effentlech Stroossen a kollektiv Wunnebaier. Vu dass e Fliger per Definition kenger vun de genannte Kategorien entsprécht, fält e Fliger net ënner d'Accessibilitätsgesetz.

D'Konzeptioun an den Design vun de Fligere, inklusiv vun den Toiletten, ginn net vun der Airline selwer festgeluecht. Dës Elementer ginn am Kader vum „certificat de type“ vum Hiersteller definéiert an duerch déi zoustänneg Luftfahrtautoritéiten zertifizéiert.

An Europa ass d'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) zoustänneg, déi d'Certification Spécifications CS-25 fir grouss Fligere festleet. Fir amerikanesch Fabrikate gëllen d'Reegele vun der Federal Aviation Administration (FAA), déi an hirem Prinzipp mat deene vun der EASA (European Union Aviation Safety Agency) ofgestëmmt sinn.

Dës Reglementer definéiere virun allem Sécherheits- a Brandschutzforderungen, d'Evakuierungsbedéngungen an deelweis Aspekter vun der Accessibilitéit. All Designännerung misst duerch den Hiersteller oder eng autoriséiert Design-Organisation vun der zoustänneger Autoritéit guttgeheescht ginn.

D'Accessibilitéit vun de Fligere gëtt domat am europäesche Luftfahrtrecht iwwer déi allgemeng technesch Ufuerderunge vun der EASA a vun der FAA geregelt, an net duerch eng national Reegelung.

Dat europäescht Reglement 1107/2006 leet doriwwer eraus fest, dass Leit mat ageschränkter Mobilitéit („PMR“) gewësse Rechter hunn, wann se mam Fliger fléien. Dat betrëfft virun allem d'Rechter op Assistenz (souwuel um Flughafen wéi och am Fliger), beinhaltet awer keng Obligatioun fir d'Airlines, dass d'Fligere selwer accessibel misste sinn. An der Praxis um Findel ass et esou, datt déi betraffe Leit individuell en charge geholl ginn a prioritär bis op hir Plaz am Fliger begleet ginn.

Um Flughafen selwer gi virum Terminal zäitno taktill Buedemplacke virgesinn, fir deene Leit, déi Probleemer mat der Vue hunn, eng Orientierungshëllef ze ginn an hinnen de sécheren Zougang zum Terminal ze vereinfachen. Doriwwer eraus fänke geschwënn Aarbechten un, fir e PMR-Waardeberäich anze-riichten. Déi Zon ass och mat PMR Sanitäranlagen ausgerüst, a gëtt no um Check-in an der Sécherheitskontroll agericht.

lux-Airport ass och déi éischt Lëtzebuerger Gesellschaft, déi sech der Sunflower-Initiativ ugeschloss huet. An deem Kader sinn d'MataarbechterInnen, déi mat de PassagéierInnen a Kontakt sinn, iwwert e puer Méint forméiert ginn, fir Leit mat sougenannten „hidden disabilities“ eng adäquat Ënnerstëtzung unzébidden.

Réaménagement des terrains avoisinant l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck | Question 3071 (20/10/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Lors d'une séance publique début 2023, le Collège échevinal d'Ettelbruck a fait part de l'intention de l'État de rendre la cour intérieure de ce bâtiment exclusivement piétonnière. Cette décision entraînerait la suppression des places de stationnement existantes, lesquelles devraient être compensées sur

des terrains étatiques à proximité. Ceci pourrait se faire soit par le réaménagement de la gare routière, soit par la suppression totale ou partielle du terrain de sport public, les deux étant situés sur des terrains appartenant à l'État.

Or, le terrain de sport est d'une grande importance pour le quartier, étant quotidiennement utilisé par des enfants et des jeunes pour des activités sportives.

Dans ce contexte, je me permets d'obtenir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quel est l'état d'avancement du projet de rénovation des terrains avoisinant l'ancien LTA et plus spécialement de la cour intérieure ?

2) Quels sont les délais prévus pour la remise en état de l'ancien bâtiment du LTA ?

3) Une décision définitive a-t-elle été prise concernant la suppression totale ou partielle de la gare à bus et la suppression totale ou partielle du terrain de sport ? Le cas échéant, Madame la Ministre peut-elle fournir les éléments évaluant l'impact de ces décisions sur l'offre sportive du quartier et indiquer les solutions retenues pour compenser la perte éventuelle des équipements qui seront supprimés ?

Réponse (12/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert au sujet du réaménagement des terrains avoisinant l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck.

ad 1) Le projet de loi relatif à la rénovation et l'extension de l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck a été déposé auprès de la Chambre des Députés le 22 octobre 2025. Il prévoit le réaménagement des terrains avoisinants et de la cour intérieure.

ad 2) Le début prévisionnel des travaux, sous réserve du vote du projet de loi précité ainsi que de la délivrance des autorisations requises, est actuellement prévu pour mi-2026 avec une mise en service prévisionnelle pour la rentrée scolaire 2032-2033.

ad 3) À ce stade, aucune suppression totale ou partielle de la gare routière n'est prévue. Une réorganisation éventuelle du quai de bus existant sera étudiée dans le cadre d'un projet séparé.

Quant aux terrains de sport de l'ancien Lycée technique agricole à Ettelbruck, ils seront temporairement transformés en parking durant la phase des travaux. Toutefois, le programme de construction prévoit la réalisation d'un nouveau terrain multisports extérieur, divisible en trois parties, accompagné d'une piste d'athlétisme, au sein de l'enceinte du lycée, au pied de la colline, à proximité de la « Haardt ». Ainsi, l'accès sécurisé y est garanti étant donné que ces infrastructures sportives font partie intégrante du nouveau campus scolaire.

.....
Mobilité électrique tarifs de recharge | Question 3072 (20/10/2025) de M. Georges Engel | M. Yves Cruchten (LSAP)

Dans le cadre de la transition vers la mobilité électrique au Luxembourg, des écarts tarifaires en matière de recharge transfrontalière ont été portés à notre attention. Des conducteurs luxembourgeois nous signalent des tarifs pouvant atteindre de 0,87 à 1 €/kWh à l'étranger, notamment en Allemagne, contre 0,49 €/kWh (AC) et 0,63 €/kWh (DC) au Luxembourg. Ces différences sembleraient liées aux frais de roaming imposés par les plateformes d'interopérabilité.

Par ailleurs, il apparaîtrait que les conducteurs étrangers rechargeant au Luxembourg bénéficieraient de tarifs plus avantageux, proches de ceux pratiqués dans leur pays d'origine, grâce aux accords négociés par leurs opérateurs nationaux. Cette situation soulève des questions concernant le développement harmonieux du marché européen de la mobilité électrique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données sur les écarts tarifaires entre la recharge au Luxembourg et à l'étranger pour les conducteurs luxembourgeois ? Une analyse comparative avec les tarifs payés par les conducteurs étrangers rechargeant au Luxembourg a-t-elle été effectuée ?

2) Les autorités compétentes ont-elles examiné les conditions générales de vente des opérateurs, notamment concernant l'information préalable sur les prix de recharge ? Quelle est l'évaluation de leur conformité avec le règlement AFIR (2023/1804) ?

3) Les frais facturés par les plateformes d'interopérabilité (notamment Hubject et Gireve) font-elles l'objet d'une régulation spécifique au Luxembourg ? Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il de soutenir une telle régulation au niveau européen ?

4) Le Gouvernement a-t-il évalué l'impact potentiel de ces frais sur l'adoption des véhicules électriques, particulièrement pour les travailleurs frontaliers ? Une estimation du surcoût annuel moyen a-t-elle été réalisée ?

5) Des discussions ont-elles été engagées avec les opérateurs luxembourgeois et leurs homologues les gouvernements voisins en vue d'améliorer les conditions de roaming électrique transfrontalier ?

6) Combien de réclamations relatives aux frais de recharge transfrontalière ont été reçues par les autorités compétentes et le Centre européen des consommateurs Luxembourg ? Quelles suites leur ont été données ?

7) Inspiré par l'élimination des frais de roaming téléphonique en 2017, le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir au niveau européen une harmonisation des tarifs de roaming électrique dans le cadre d'une révision du règlement AFIR ?

8) Des mesures sont-elles envisagées pour conditionner les aides publiques à l'infrastructure de recharge à l'engagement des opérateurs de proposer des conditions tarifaires plus équilibrées ?

Réponse (21/11/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs

Il existe certes un mécanisme de roaming permettant aux usagers d'accéder à des bornes de recharge exploitées par différents opérateurs, y compris à l'étranger, mais contrairement à ce que les honorables Députés indiquent dans leur question, celui-ci n'entraîne aucun frais spécifique de roaming transfrontalier. Dès lors, la comparaison avec le roaming qui existait autrefois au sein de l'UE pour la téléphonie mobile n'est pas pertinente.

Afin de mieux éclairer le fonctionnement du système, il convient de préciser qu'une infrastructure de charge ouverte au public doit offrir aux clients plusieurs moyens de paiement et les fournisseurs de services de recharge proposent différents modèles de paiement ou d'abonnement parmi lesquels le client

peut librement faire un choix à la borne de charge. Certains exploitants de bornes et fournisseurs de service de recharge proposent également des tarifs différents selon les horaires de la recharge.

Le prix payé pour une même session de recharge sur une même borne peut donc varier selon le moyen de paiement, le fournisseur de services de recharge utilisé, ou même selon l'horaire de la recharge. Néanmoins, il ne varie pas selon le pays d'origine du conducteur ou du véhicule.

Par contre, il est vivement recommandé aux consommateurs de s'informer sur les différents moyens de paiements disponibles à la borne de charge et de choisir le moyen de paiement qui est le plus pertinent et le plus avantageux pour leur propre utilisation, en fonction de leurs déplacements, des lieux où ils rechargent, et de leur consommation. Les différents contrats et abonnements des fournisseurs de services de recharge sont en principe ouverts à tous les clients, il n'est donc pas nécessaire d'être résident d'un pays pour devenir client d'un fournisseur.

En résumé pour la recharge sur des bornes ouvertes au public il existe différents moyens de paiements :

– Le paiement ad hoc : le consommateur n'a pas d'abonnement et peut acheter un service de recharge sur la borne accessible au public sans devoir s'enregistrer, ni conclure un contrat ou établir une relation commerciale préalable avec le fournisseur de services de recharge. Sur les bornes rapides, ce paiement peut s'effectuer par carte de crédit ; sur les autres bornes, il est habituellement proposé par le biais d'un site web accessible grâce à un code QR affiché sur l'écran de la borne.

– Un abonnement auprès d'un fournisseur de services de recharge qui permet l'accès aux bornes de charge de différents exploitants. En effet, un fournisseur de services de recharge peut, grâce à des plateformes d'itinérance, permettre à ses clients d'accéder aux bornes de différents exploitants de bornes avec un seul contrat. Les plateformes d'itinérance qui permettent le transfert de données et de paiements entre l'exploitant d'un point de charge et un fournisseur de services de recharge auprès duquel le consommateur recharge se font généralement rémunérer pour ce service. Ces frais sont compris dans l'abonnement ou le contrat de paiement du client et il n'y a pas nécessairement de dimension transfrontalière dans ce concept.

Il existe également des modes de paiements mixtes et des conditions particulières peuvent s'appliquer. Le consommateur est libre de choisir le moyen de paiement qui est le plus adapté à ses habitudes de recharge, aux lieux et à la vitesse où il souhaite charger, etc. En outre, il est possible au consommateur de cumuler plusieurs abonnements de fournisseurs de service de recharge et de recourir à chaque fois à l'abonnement ou au paiement ad hoc qui offre le meilleur prix au point de charge respectif. Comme pour toute prestation commerciale, le prix de l'abonnement et le prix de l'unité de recharge sont fonction l'un de l'autre et de différents facteurs comme par exemple la couverture territoriale, le tout en fonction du modèle d'affaires.

Des comparateurs de prix de recharge, dont certains sont gratuits, permettent aux clients de visualiser, pour chaque borne, quel fournisseur propose le tarif le plus avantageux, ou si l'option de paiement ad hoc est la moins chère. Il est recommandé aux consommateurs de recourir à ce type de comparateurs de prix de recharge, notamment pour recharger à l'étranger.

En résumé, les différents contrats des fournisseurs de services de recharge sont en principe ouverts à tous les clients : il n'est pas nécessaire d'être résident d'un pays pour devenir client d'un fournisseur. Le client est libre de choisir son fournisseur, voire d'avoir recours à plusieurs fournisseurs, en fonction des modalités de tarification qui lui conviennent ou des lieux où il souhaite charger. Ainsi, les conducteurs étrangers rechargeant au Luxembourg ne bénéficient pas de tarifs plus avantageux que les autres usagers pour la recharge sur les bornes luxembourgeoises par le biais du même fournisseur de services de recharge. Il reste évidemment possible qu'un client bénéficie de conditions particulières auprès d'un prestataire, fournisseur ou d'une marque automobile.

Tel que précisé en détail dans la réponse à la question parlementaire n° 2339 du 19 mai 2025, le règlement AFIR prévoit à son article 5 que les informations relatives au prix du paiement ad hoc (avec tous les éléments tarifaires) soient communiquées à l'utilisateur final avant le démarrage de la session de recharge, afin de faciliter la comparaison des prix. Parallèlement, les fournisseurs de services de recharge doivent également afficher dans leurs applications mobiles les informations relatives à leurs tarifs, y compris, le cas échéant, les frais appliqués par les plateformes d'itinérance.

La Direction de la protection des consommateurs avait examiné en 2022 les conditions générales de vente des deux opérateurs principaux au Luxembourg ainsi que l'affichage des prix avant la recharge. Comme expliqué dans la question parlementaire 6674 du 18 août 2022 concernant les bornes pour voitures électriques « Tesla », elle n'avait pas constaté d'irrégularités à l'époque. Suite à l'entrée en vigueur du règlement AFIR et afin d'attirer l'attention des exploitants de bornes de charge et des fournisseurs de services de recharge sur ces nouvelles exigences européennes, les services compétents des trois ministères concernés ont collaboré à l'élaboration de fiches pratiques pour les professionnels, disponibles en trois langues depuis le printemps 2025 sur <https://pro-pc.public.lu/>. Outre les informations partagées avec les opérateurs lors de réunions d'échange organisées par la Klima-Agence, la Direction de la protection des consommateurs a lancé une campagne de sensibilisation pour l'affichage des prix pour les recharges auprès des opérateurs au Luxembourg. Dans le cadre de leur mission générale de contrôle de l'affichage des prix, les agents vérifient en même temps l'affichage des prix sur les bornes sur tout le territoire luxembourgeois. À ce stade, il reste prématuré d'en tirer des conclusions.

Ni la Direction de la protection des consommateurs, ni le Centre européen des consommateurs Luxembourg (CEC) n'ont reçu des réclamations concernant des frais de recharge transfrontalière.

Plan de relancement post-Covid | Question 3073 (20/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La Commission européenne vient de verser une troisième tranche d'aides dans le cadre du plan de relance post-Covid à certains pays membres de l'UE.

J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement :

- 1) Quel est, le cas échéant, le montant de la troisième tranche versée au Luxembourg ?
- 2) Quel est le montant des aides versées à ce jour ?
- 3) Quel est le montant global fixé pour la relance ?
- 4) Comment et pour quels projets ces fonds ont été respectivement seront utilisés au Luxembourg ?

Réponse (11/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La soumission de la troisième demande de paiement du Plan pour la reprise et la résilience nationale est prévue d'ici la fin de l'année et s'élève à 54,6 millions d'euros.

ad 2) À l'état actuel, le Luxembourg a reçu des subventions européennes à hauteur de 90,2 millions d'euros.

ad 3) L'enveloppe financière prévue pour le Plan pour la reprise et la résilience nationale s'élève à 241,1 millions d'euros.

ad 4) Le Plan pour la reprise et la résilience, publié sur le site Internet www.prr.lu, inclut une liste des projets cofinancés. Le plan national comprend, entre autres, des subventions pour le régime d'aide pour bornes de recharge, le projet « Naturpakt », l'évolution continue de l'application « MyGuichet », ainsi que le projet « eAdem » qui vise à numériser les processus de travail de l'agence pour le développement de l'emploi.

Dette française | Question 3074 (20/10/2025) de M. André Bauler (DP)

La situation budgétaire de l'État central français est alarmante, voire dramatique. En effet, l'endettement public va en croissant depuis des années et s'élève actuellement à quelque 3.300 milliards d'euros. Des experts estiment que la dette publique française croît de l'ordre de 5.000 euros par seconde.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'endettement important de la France constitue un risque majeur pour la zone euro ? Dans quelle mesure la situation financière de la France se distingue-t-elle des situations spécifiques de la Grèce, du Portugal, de Chypre et de l'Irlande vers le début des années 2010 ?

2) L'Hexagone figurant au deuxième rang des économies de l'Union européenne, cette évolution regrettable peut-elle influencer négativement sur la croissance économique européenne ?

3) La crise budgétaire en France, qui est une crise de la dette souveraine, pourrait-elle se traduire, le cas échéant, par des répercussions sur notre place financière ?

Réponse (10/11/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Depuis les crises des dettes souveraines de la zone euro des années 2010, le cadre institutionnel de l'Union économique et monétaire a été considérablement renforcé. Dans ce contexte, la situation budgétaire des pays membres de la zone euro fait l'objet d'un suivi au niveau européen, notamment à travers des échanges réguliers au sein de l'Eurogroupe.

Selon les données d'octobre 2025 du Fonds monétaire international, la croissance du produit intérieur brut pour 2025 est estimée à 0,7 % en France. Ces prévisions, globalement stables par rapport à celles publiées en juillet 2025, indiquent que l'évolution de l'économie française demeure proche de la moyenne de la zone euro et comparable à celle de ses principaux partenaires.

Les évolutions en France influencent naturellement la performance économique de la zone euro, au même titre que celles des autres grandes économies.

Impact des mesures d'économie sur l'analyse de la vitamine B12 (BC191) pour les patients sous Metformine et autres groupes vulnérables | Question 3075 (20/10/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2878 huet d'Madamm Ministesch confirméiert, datt bei den Aspuerunge bei de Labosanalyse besonnesch och d'Aktioun BC191 (Vitamin B12) concernéiert ass, wou nei Reegele baséierend op de „Kumulreegelen“ an de „bonnes pratiques“ zum Aspuere vu Käschte bäidroen sollen.

Et ass awer medezinnesch bekannt, datt Patienten, déi Metformin huelen, séier en erhéichte Risiko fir e Vitaminn-B12-Mangel hunn. Metformin ass net nëmmen eent vun den am meeschte verschriwwene Medikamenter bei Diabeetes Typ 2, mee gëtt och bei enger Rei anere medezinnesche Problemer oder Krankheeten dacks verschriwwen, wéi zum Beispill bei Iwwergewicht, dem metabolesche Syndrom, an der Preventioun vun Depressiounen, dem Polyzysteschen Ovarial-Syndrom (PCOS) oder och bei Schwangerschaftsdiabeetes.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Huet d'Ministesch eng Analys gemaach, wéi vill Patient:innen vu verschiddenen Altersgruppen a mat verschiddenen medezinnesche Konditiounen (Diabeetes, PCOS, metabolesch Syndrom, Schwangerschaftsdiabeetes etc.) aktuell Metformin verschriwwen kréien an dofir e reegelméisseg Vitaminn-B12-Monitoring brauchen?

2. Wéi gëtt séchergestallt, datt déi nei „bonnes pratiques“ a „Kumulreegele“ bei der BC191-Aktioun net zulaaschte vun all dëse vulnerabele Patientengruppen ginn, bei deenen e Vitaminn-B12-Mangel zu schwéiere Komplikatiounen féiere kann?

3. Gesäit d'Nomenclatureskommissioun spezifesch Ausname fir Patient:innen mat chronesch Behandlung mat Metformin vir, onofhängeg vun der Grondkrankung fir ze garantéieren, datt néideg Kontrolle weiderhi kënnen gemaach ginn, ouni dobäi zu enger grousser finanzieller Laascht vun de betraffene Patient:innen ze ginn?

4. Gouf bei der Ausaarbechtung vun deene „bonnes pratiques“ d'Expertisen vun Endokrinologen, Gynékologen, Psychiatren a Generalisten agezunn, fir déi spezifesch Nofro vun all dëse Patientengruppen ze berücksichtegen?

5. Wéi wëll d'Ministesch verhënnere, datt Patient:innen mat engem Vitaminn-B12-Mangel weinst enger Metformin-Therapie net diagnostizéiert ginn, well hir Dokter:innen aus Angscht virun engem Refus vum Remboursement manner Tester verschreiwen? Gëtt et Daten iwwer déi aktuell Verschreibungspraxis vu BC191-Tester bei Metformin-Patient:innen?

6. Ass d'Regierung bereet, d'Aspuerungsmoossname beim BC191 nach emol ze iwwerpréieren a gezielt Ausname fir zum Beispill Metformin-Patient:innen mat méi wéi 6 Méint Behandlungsdauer anzeféieren?

Réponse (12/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Joer 2019 hu 26.393 Assurée:innen op d'mannst eemol Metformin an enger ëffentlecher Apdik zu Lëtzebuerg kaf a kruten et vun der Lëtzeburger Krankesversicherung rembourséiert. Am Laf vun de leschte 5 Joer ass dës Unzuel ëm 28,9 % geklommen a läit 2024 bei 34.030 Assurée:innen.

Tëscht 2019 an 2024 gëtt dee stäerksten duerchschnëttleche Wuesstem bei der Zuel vun de jonken Assurée bis 30 Joer festgestallt, dëst mat 12,4 % par rapport zu 4,8 % fir d'Assuréeen iwwert 30 Joer. [↑]

Um zweete Graphique [↑] gesäit een, dass am Joer 2024 d'Assuréeen tëscht 60 an 69 Joer am heefegste Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn an dass d'Assuréeen tëscht 50 an 79 Joer am Ganze 74,2 % duerstelle vun den Assuréeen, déi Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn. D'Assurée bis 30 Joer stellen 2,1 % vun all den Assuréeen duer, déi am Joer 2024 Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn.

Ob dat genannte Medikament Metformin zum „effet secondaire“ vu Vitaminn-B12-Mangel féiert, ass aktuell net duerch international Recommendationen confirméiert. Sollten sech d'wëssenschaftlech Erkenntnisser zu deem Thema änneren, géingen déi international Recommendationen ugepasst ginn. Dëst hätt dann um nationalen Niveau als Konsequenz, datt d'Remarque vum Code BC191 unzepasse wier.

Eng Analys, ob d'Patienten aus de viséierte Kategorien aktuell ee Vitaminn-B12-Monitoring maachen, ass méiglech, mee doraus kann een net schlëissen, ob dat viséiert Medikament de benannten „effet secondaire“ huet.

ad 2. Bei schwéiere Komplikatiounen duerch e Vitaminn-B12-Mangel kann ee vun enger Anémie macrocytaire ausgoen. An esou Fäll wier d'Prescription vum Code BC191 duerch een Dokter op Basis vu Signe(s) clinique(s) a senger medezineschen Ënnersichunge fondéiert a géif dann eng Prise en charge duerch d'Gesondheetskeess méiglech maachen.

ad 3. Wat d'Kontinuitéit vun der Prise en charge ubelaangt, verweise mer op d'Äntwert am Kader vun der Fro 2. D'CNS huet doriwwer eraus keng Kenntnis dovun, dass Nomenclatureskommission eng Demande virleien hätt, fir d'Prise en charge vu Laboratoiresanalysen un d'Consommation vu verschiddene spezifesch Medikamenter ze koppelen.

ad 4. Déi vun der Question parlementaire N° 2878 viséiert Mesurë sinn an enger Nomenclatureskommission zeréckbehale ginn a bezéien sech op international Recommendationen.

ad 5. Fir den éischten Deel vun der Fro gëtt op d'Äntwerten 1 bis 3 verwisen.

De Graphique 3 [↑] weist d'Evolution vun der Unzuel un BC191-Analyse pro 1.000 Assuréeen, déi op d'mannst eemol am jeeeweilege Joer Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn.

Am Joer 2019 goufe 477 BC191-Analyse pro 1.000 Assuréeen, déi op d'mannst eemol an deem Joer Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn, gemaach. Dës Zuel ass bis 2023 pro Joer an der Moyenne ëm 19,9 % geklomm an huet 2023 e Maximum vun 947 Analyse pro 1.000 Assuréeen erreecht. Am Joer 2024 ass d'Zuel ëm 18,5 % erofgaangen a läit bei 772 Analyse pro 1.000 Assuréeen, déi op d'mannst eemol an deem Joer Metformin an enger ëffentlecher Apdikt zu Lëtzebuerg kaf hunn.

ad 6. Upassunge wäerte gemaach ginn am Aklang mat den internationale Recommendationen.

Fermeture de la N27 entre Erpeldange-Sûre et Mersch | Question 3076 (20/10/2025) de **M. André Bauler** (DP)

D'Nationalstrooss (N27) tëscht Ierpeldeng-Sauer a Méchela ass zanter Woche fir den Trafick gespaart, well sech an engem ale Steebroch nees Fielsbrocke lassgëlëst hunn, déi op d'Strooss fale kéinten.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics folgend Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch Informatiounen iwwer d'Aarbechten un deem Streckenofsnëtt vun der N27 liwweren?

2. Bis wéini kann dës Streck nees spéitstens fir de Verkéier opgemaach ginn?

3. Wéi vill Gefierer fieren am Duerchschnëtt all Dag iwwer dës Streckenofsnëtt?

Réponse (18/11/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro nom Stand vun den Aarbechten un der N27 tëscht Ierpeldeng-Sauer a Méchela, wéini d'Streck erëm opgemaach gëtt a wéi vill Gefierer do am Duerchschnëtt all Dag fieren.

ad 1. De 24. Abrëll 2025 ass et an engem fréiere Steebroch tëscht Ierpeldeng-Sauer a Méchela zu engem Fielsrutsch vun ongeféier 2.000 Kubikmeter Gestengs komm. An deem stëllgeluechte Steebroch, dee mëttlerweil dem Staat gehéiert, si Sécherheetsnetzer installéiert, déi d'Nationalstrooss N27 viru Steeschlag schützen. Ëmmer erëm kommen do Steng erof a gi vun dësen Netzer zeréckgehalen.

De Fielsrutsch vum 24. Abrëll war bis dato dee Gréissten op dëser Plaz. De Sécherheetsystem huet wéi virgesi funktionéiert, soudass d'Stroossesécherheet zu all Moment garantéiert war. Trotzdem ass de System dobäi staark beschiedegt ginn a muss deelweis nei installéiert ginn.

An enger éischter Phas goufen direkt de 25. Abrëll zousätzlech Sécherheetsnetzer installéiert, fir déi futtis Netzer ze kompenséieren an d'N27 séier erëm fir de Verkéier opzemaachen.

No enger éischter Analys vun der Situatioun ass de 24. September 2025 mat engem Helikopter Waasser iwwert d'Fielswand geschott ginn, fir all déi Fielsstécker aus der Fielswand erauszeliessen, déi nach lass waren. Dës Moossnam war néideg, fir d'Aarbechten un der Fielswand duerno sécher duerchféieren ze kënnen.

Deemnächst gëtt déi ganz Fielswand duerch spezialiséiert Ekippen (Alpinisten) manuell gebotzt. D'Alpiniste seelen sech do un der Fielswand erof a stemmen alles lass wat nach hänkebliwwen ass.

Eréischt duerno ginn Ufank Dezember mat enger Maschinn déi 2.000 Kubikmeter Fiels ewechgeholl.

An enger leschter Etapp ginn Ufank 2026, wann d'Wieder et erlaabt, d'Sécherheetsnetzer gefléckt an zum Deel nei installéiert. Et geet bei den Aarbechten also drëms, fir d'Sécherheetsnetzer erëm an ee funktionéierende Zoustand ze versetzen, fir dass d'Notzer*inne vun der Strooss a Sécherheet kënnen laanschtkommen.

D'Aarbechten, déi elo nach vun den Alpinisten duerchgefouert wäerte ginn, erfuerderen am Prinzip keng Spärung vun der Strooss.

Si sinn deemno och net de Grond fir déi aktuell Spärung vum Streckenofsnëtt.

ad 2. Déi aktuell Spärung un der N27 steet net am Zusammenhang mat den Aarbechten vun der Stroossbauverwaltung am Steebroch, mee ass bedéngt duerch ee Chantier zu Méchela vun der zoustänneger Gemeng.

Dës gouf elo ëm ee Mount verlängert a soll den 1. Dezember 2025 ofgeschloss sinn.

ad 3. Op deem Deel vun der N27 huet d'Stroossbauverwaltung kee permanenten automatesche

Verkéierszieler installéiert. Dowéinst leien och keng exakt Zuelen iwwer d'Verkéiersintensitéit vir.

Allerdéngs geet eng Héichrechnung vun der Stroossbauverwaltung dovun aus, dass am Duerchschnëtt ronn 1.400 Gefierer pro Dag dës Streck benotzen.

Allongement de la durée de validité des passeports luxembourgeois | Question 3077 (20/10/2025) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

A villen europäesche Länner huet de Pass eng Gültegkeet vun zéng Joer, zu Lëtzebuerg mussen Erwuessener hire Passeport all fénnef Joer verlängere loossen. Zemoos fir déi Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, géng dat eng grouss Erlicherung mat sech bréngen.

Am Mee 2023 huet den deemolegen Ausseminister Jean Asselborn an enger Äntwert op meng parlamentaresch Fro uginn, dass un engem Projet de loi geschafft géing ginn an dass vun 2025 un all Lëtzebuerger Pass eng Gültegkeet vun zéng Joer soll hunn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Wou ass de Projet de loi drun?

2. Gëtt nach ëmmer dru geduecht, fir un enger méi laanger Gültegkeet vu Passeporten ze schaffen?

3. Wann net, firwat ass dat esou?

Réponse (13/11/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Am Moment ass keen neie Projet de loi virgesinn, mee just eng Adaptatioun vum Cadre réglementaire vun 2015.

ad 2. Wann dës Adaptatioun bis fäerdeg sinn, wäert den Ausseminister se virstellen.

ad 3. cf. viregt Froen.

Bilan du dispositif Upbooking pour les manuels scolaires d'occasion | Question 3078 (20/10/2025) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Depuis l'introduction de la gratuité des manuels scolaires dans l'enseignement secondaire, en 2018, les élèves qui acquièrent des ouvrages d'occasion, au lieu de nouveaux livres, bénéficient d'un bon d'achat de 50 % de la valeur à l'état neuf des manuels en question. Il s'agit d'un projet facilité par la plateforme numérique www.upbooking.lu qui permet aux élèves de consulter et publier des annonces pour les manuels recherchés ou disponibles dans le but de prolonger le cycle de vie des manuels scolaires et de limiter la consommation de ressources – papier, matières plastiques et encres d'impression – inhérente à leur production.

Dans ce contexte, je souhaiterais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Quel est le nombre d'élèves ayant obtenu un bon d'achat annuellement depuis le lancement du projet Upbooking suite à l'acquisition de manuels de seconde main ?

– Quel est le volume de manuels d'occasion acquis par année à travers ce dispositif ? Quelle part cela représente-t-il du total des manuels scolaires distribués ?

Réponse (01/12/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse



Le dispositif Upbooking (www.upbooking.lu) a été introduit à la rentrée 2023-2024 dans le cadre de la politique de promotion du développement durable et de réduction du gaspillage de ressources menée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). Il s'inscrit dans la continuité du principe de gratuité des manuels scolaires, instauré en 2018, et vise à encourager les élèves à réutiliser les manuels d'autres élèves plutôt que d'en acquérir de nouveaux.

Le dispositif se compose de trois volets complémentaires :

1) Une campagne nationale de sensibilisation qui promeut les valeurs de durabilité, de responsabilité et de solidarité entre élèves. L'objectif est d'ancrer la réutilisation des manuels scolaires comme un geste citoyen et écologique. Les élèves qui acquièrent des ouvrages de seconde main bénéficient d'un bon d'achat valable pour l'achat de nouveaux livres.

2) Des actions locales Upbooking organisées par les lycées en fin d'année scolaire, permettant aux élèves d'échanger directement leurs manuels dans leur établissement, dans une logique de proximité et de convivialité.

3) Une plateforme numérique qui met en relation les élèves souhaitant céder ou acquérir des manuels d'occasion.

Concernant la plateforme, il convient de préciser que le MENJE ne collecte aucune donnée personnelle des utilisateurs et ne dispose d'aucun moyen de contrôle sur le nombre de livres effectivement échangés. Les seules informations accessibles au ministère concernent, de manière anonymisée, les titres de manuels proposés ou recherchés sur la plateforme.

Les chiffres disponibles relatifs au nombre de paniers concernés et à la valeur moyenne des chèques-livres sont les suivants : ↑

Sur la base de ces données, il est possible d'estimer l'ampleur réelle de la réutilisation. Un panier Upbooking représente en moyenne un chèque-livres d'environ 40 €, ce qui équivaut à une valeur approximative de 80 € de manuels, correspondant généralement à quatre à cinq livres. Rapporté à l'ensemble des manuels distribués chaque année, cela permet d'estimer qu'environ 7 à 8 % des manuels scolaires sont échangés dans le cadre du dispositif Upbooking et donc utilisés plus d'une fois.

Il convient également de souligner que le marché des manuels scolaires a considérablement évolué au cours des dernières années. Dans un souci d'alléger les cartables et de rendre les outils plus interactifs, de nombreux manuels sont désormais conçus comme des cahiers d'activités à usage personnel : ils sont annotés, remplis ou personnalisés par les élèves et ne se prêtent donc plus à une réutilisation. Par ailleurs, les éditeurs procèdent plus fréquemment à des mises à jour afin de tenir compte des évolutions curriculaires et sociétales, ce qui rend parfois difficile le transfert des manuels d'une année à l'autre.

Ainsi, le dispositif Upbooking ne se limite pas à une mesure logistique de réemploi : il contribue à sensibiliser la communauté scolaire à une consommation responsable, tout en reconnaissant les limites pratiques liées à la nature même des manuels scolaires actuels.

Intervention des salariés via l'application « Staying Alive LU » et droit du travail | Question 3079 (20/10/2025) de **M. Georges Engel** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Récemment, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) a présenté l'application mobile « Staying Alive LU », visant à renforcer la chaîne de survie en cas d'arrêt cardiaque, en permettant notamment aux citoyens formés aux gestes de premiers secours d'intervenir rapidement à proximité d'un incident. Tout en tenant à saluer cette initiative louable, qui s'inscrit pleinement dans une démarche de solidarité et de préservation de la vie humaine, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

– Lorsqu'un salarié reçoit, pendant ses heures de travail, une notification de l'application « Staying Alive LU » l'invitant à intervenir, est-il en droit de quitter temporairement son poste de travail pour porter secours, sans devoir craindre des conséquences disciplinaires de la part de son employeur ?

– Quelles sont, dans ce contexte, les modalités exactes relatives au droit du travail et où peut-on les consulter ?

Réponse (12/11/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Il faut d'abord soulever qu'il n'existe actuellement aucune disposition dans le Code du travail qui couvre expressément le cas de figure où un salarié serait excusé de quitter temporairement son poste de travail pour porter secours à une personne en besoin.

Cependant, il y a lieu de noter que l'article L.233-6 du même code dispose ce qui suit :

« [...] Ne constituent cependant pas des absences injustifiées au sens de l'alinéa précédent et sont assimilées à des journées de travail effectif : [...] »

3. les absences motivées par des cas de force majeure ou par des causes indépendantes de la volonté du salarié, et qui ont mis ce dernier dans l'impossibilité de solliciter une autorisation préalable, à l'exception des absences résultant d'une peine d'emprisonnement ; [...] »

Cette disposition pourrait être interprétée dans le sens que l'absence du salarié serait justifiée étant donné que le fait d'être invité à porter secours à une personne en détresse vitale pourrait constituer un cas de force majeure qui met le salarié dans l'impossibilité de solliciter une autorisation préalable de l'employeur pour s'absenter du travail.

En tout cas, il est douteux qu'un employeur puisse licencier ce même salarié avec préavis ou pour faute grave en se basant uniquement sur cette seule absence.

Rappelons que l'employeur ne peut licencier un salarié qu'en présence de motifs réels et sérieux, respectivement il ne peut résilier le contrat du travail pour faute grave qu'en présence d'un fait ou faute qui rend immédiatement et définitivement impossible le maintien des relations de travail.

Or, quitter temporairement son poste de travail lorsqu'on est alerté d'un incident d'urgence vitale à proximité constitue un cas d'absence légitime.

Statistiques de criminalité dans certaines grandes communes | Question 3080 (21/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng Fro N° 2896 liwweren d'Ministeren Zuelen zur Kriminalitéit a verschiddene Gemengen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministere fir d'Gemengen aus der leschter parlamentarescher Fro och nach d'Zuele fir Vol simple oplëschen?

2. Kënnen d'Ministere fir d'Gemengen aus der leschter parlamentarescher Fro och nach d'Zuele fir Klenscherten oplëschen?

Réponse (29/10/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Den honorabelen Deputéierten huet erneit eng Réckfro gestallt zu Statistike vun der Police. Et gëtt drop verwisen, dass d'Statistiken a Kategorië vun der Kriminalitéit all Joer am Kader vum „rapport d'activités“ vun der Police präsentéiert ginn.

All Joer nom 1. Semester ginn d'Tendenze vum lafende Joer an deene respektive Kategorien erstallt. Déi Zuele si geduecht, fir um lokale Plang eng detailléiert Analys am Kader vun de Comitées de prévention communaux ze maache vun der Police zesumme mat de Gemengevertrieder an hire respektive Gemengen. Dës Analys huet als Objektiv, fir Mesuren ze ergreifen, déi op déi verschidde Gemengen zougeschnidde sinn.

Wéi schonn e puermol an de Chamberskommissiounen erkläert ginn ass, ass et fir d'Police mat grousssem Opwand verbonnen, fir punktuell an niewent den Zuelen, déi reegelméisseg erhuewe ginn, zousätzlech Kategorien an zousätzlech Variabelen (Regiounen, Gemengen, Quartieren etc.) manuell erauszesechen.

ad 1. D'Kategorie „vol simple“ ass an der Kategorie „autres vols“ abegraff, déi am Tableau an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2896 pro Gemeng detailléiert ginn ass.

ad 2. D'Police huet keng Statistiken iwwer wéi vill Leit un Autoe klensche ginn, fir ze kucken ob den Auto op ass.

D'Klenscherten, wann et zu engem Vol komm ass, si statistesch an der Kategorie „vols liés aux véhicules/ autres vols“ abegraff, déi am Tableau an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2896 pro Gemeng detailléiert ginn ass.

Remboursement du congé politique | Question 3081 (21/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Gemengemandatairen hunn ee Recht op ee Congé politique, fir dass si hiert Mandat onofhängeg erfëlle kënnen. Fir verschidde Patrone stellt dëse Congé een Challenge duer, well si hirem Employé fräi musse ginn, mee de Remboursement fir all déi Stonnen eréischt d'Joer drop kann ugefrot ginn. Bei kleng Betriber kann sech dëscht schnell op d'Käschten an d'Liquiditéiten auswirken, speziell wann eng Persoun muss agestallt ginn, fir de Salarié ze ersetzen oder den Independent Stonne verléiert, déi en a seng Firma a seng Aarbecht kéint investéieren

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Besteet d'Méiglechkeet beim Inneministère, dass een den aktuelle System ofännert, esou dass Patronen a Selbststänneger de Remboursement vum Congé politique trimestriell oder monatlech kéinten ufroen?

2. Wäert den Inneminister dofir suergen, dass de Remboursement vum Congé politique esou organisiert gëtt, dass de Remboursement trimestriell oder monatlech kéint ugefrot ginn?

Réponse (10/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aktuell gesäit dat groussherzoglecht Reglement iwwer de Congé politique vir, dass de Remboursement respektiv d'Indemnisation vun de Congé-politique-Stonnen nom Oflaf vum Joer op Basis vun enger Ufro vum Patron oder vum Selbststännegen an enger Kéier gemaach ginn.

Deemno besteet am Moment keng Méiglechkeet, fir d'Remboursementer trimestriell oder monatlech unzefroe respektiv auszebezuelen.

ad 2. Fir souwuel de betraffene Patrone wéi och de selbststännege Gemengeconseillere(n) an de Gemengeconseillere(n) ouni Beruff entgéintzekommen, soll am Kader vun den Amendementen um Gesetzesprojet 8052 d'Méiglechkeet fir eng semestriell Ufro vum Remboursement respektiv der Indemnisation vum Congé politique geschafe ginn. Dëse System ass dee beschtméigleche Kompromëss tëschent den Interëte vun alle Persounen, déi vum Congé politique concernéiert sinn an dem administrativen Opwand, deen d'Gestioun vum Congé politique mat sech bréngt.

Textes consolidés sur la plateforme Legilux | Question 3082 (21/10/2025) de M. Alex Donnersbach (CSV)

La sécurité juridique et l'accessibilité du droit exigent que les citoyens, les professionnels et l'administration puissent consulter des normes à jour, lisibles et aisément recherchables. À cet égard, la plateforme Legilux constitue l'outil public de référence pour la publication et la diffusion des lois et règlements au Grand-Duché. La mise à disposition des textes coordonnés est indispensable pour garantir la clarté et la prévisibilité de la règle de droit, éviter les divergences d'interprétation et limiter les risques d'erreur. Elle s'accompagne de la nécessité d'offrir des fonctionnalités de recherche et de navigation performantes.

Dans un contexte d'augmentation du volume et du rythme des réformes, la consolidation fiable et régulière des textes constitue un objectif de service public majeur. Les évolutions technologiques, notamment les outils d'intelligence artificielle, offrent par ailleurs des opportunités de faciliter l'accès au droit sans porter atteinte à la qualité et à la transparence.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

- 1) Combien de lois ont été consolidées au cours des deux dernières années ?
- 2) Combien de lois restent à consolider à ce jour, par grandes catégories et par ancienneté de la dernière mise à jour ?
- 3) Quel est le calendrier prévisionnel pour achever ces consolidations ? À défaut de calendrier détaillé, quelle estimation de durée le Gouvernement juge-t-il raisonnable ?
- 4) Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire des outils d'IA afin de faciliter la recherche et la navigation au sein des textes publiés sur Legilux ?
- 5) Quels projets sont planifiés pour rendre les textes législatifs plus accessibles ?

Réponse (27/11/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Relations avec le Parlement, Ministre de la Justice

ad 1) L'accès à la législation en vigueur et applicable constitue une priorité stratégique pour le Service central de législation (SCL). Depuis 2020, ce dernier a mis en place les outils nécessaires en vue d'une consolidation systématique des textes législatifs.

De 2017 à ce jour la majorité des actes ayant été modifiés par trois actes ou moins ont été consolidés.

Cette première étape franchie, le SCL a entamé la consolidation des autres actes. Il s'agit d'un chantier conséquent, en raison du volume important de modifications historiques affectant de nombreux textes.

Entre le 1^{er} octobre 2023 et le 30 octobre 2025, 422 consolidations de lois ont été publiées.

Pendant cette même période, 25 mises à jour de codes ont été publiées et 194 versions consolidées de codes-recueils et recueils ont été publiées.

À titre d'information, on peut ajouter que le SCL a également publié un total de 529 consolidations de règlements grand-ducaux durant la même période.

ad 2) Le Service central de législation (SCL) s'inscrit dans une dynamique de modernisation en appliquant une stratégie de consolidation structurée et qualitative. Afin d'assurer une organisation efficace, le SCL distingue plusieurs catégories principales de consolidations, définies selon l'urgence et la nature de la demande :

- consolidation systématique – lois et règlements grand-ducaux : Lors d'une publication d'un acte modificateur, et que l'acte de base a déjà été consolidé, la nouvelle consolidation est effectuée dans un délai très court ;
- consolidations urgentes – répondre rapidement à des publications jugées d'intérêt particulier, souvent dans les heures suivant la publication de l'acte modificateur, par exemple lors de la publication de la loi Covid ;
- consolidations pour recueils virtuels – elles consistent à organiser les textes par thématique afin d'en améliorer la lisibilité. Les recueils thématiques virtuels sont mis à jour immédiatement dès qu'un des actes qui les composent a été consolidé ;
- demandes spécifiques des ministères – répondre aux besoins précis des administrations ; consolidation dans un délai très court.

Il convient de souligner que chaque acte modificateur entraîne une consolidation, de sorte qu'un même texte peut donner lieu à plusieurs consolidations successives, dont la complexité varie selon le nombre et la nature des modifications intervenues.

Actuellement, 969 lois en vigueur restent encore à consolider sur Legilux.

ad 3) Aucun calendrier détaillé n'a été arrêté à ce stade. Toutefois, la consolidation progressive des textes restants se poursuivra de manière continue, avec pour objectif d'assurer à terme un accès complet, fiable et à jour à l'ensemble des textes consolidés.

Le Service central de législation (SCL) a parallèlement mis en œuvre plusieurs mesures concrètes destinées à renforcer la qualité et l'accessibilité des textes :

- garantie de qualité : chaque texte fait l'objet de plusieurs vérifications et relectures avant sa publication, afin d'assurer la cohérence et la fiabilité du contenu consolidé ;
- réactivité accrue : les textes présentant un intérêt particulier sont consolidés rapidement suivant la publication de l'acte modificateur.

ad 4) Un des projets phares de la nouvelle stratégie nationale d'intelligence artificielle AI2030 du Gouvernement, intitulé « 4LM » (Luxembourg Legal Large Language Model), a pour objectif de développer un grand modèle de langage (LLM) spécifiquement conçu pour répondre aux besoins du processus législatif, juridique et réglementaire au Luxembourg.

L'objectif du 4LM est d'améliorer l'efficacité des administrations publiques, de simplifier leurs tâches, et de rendre la législation plus accessible au grand public, aux entreprises et aux professionnels du droit. Le modèle 4LM permettra ainsi aux citoyens, aux professionnels du droit, aux entreprises et aux administrations d'accéder rapidement et efficacement aux informations juridiques et réglementaires.

Le projet 4LM sera réalisé en étapes et prévoit notamment de :

- améliorer l'accessibilité de la législation pour les citoyens notamment par le biais d'un chatbot et de la traduction automatique ;
- développer des applications spécifiques autour du 4LM destinées aux administrations gouvernementales pour améliorer l'efficacité du travail juridique.

Le projet 4LM peut s'appuyer sur un travail de fond amorcé dès 2017, lorsque le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg a été entièrement refondu et que ses données ont été structurées et normalisées. Cette étape a été essentielle pour rendre les informations légales interoperables et exploitables par des systèmes d'intelligence artificielle, créant ainsi les conditions nécessaires au bon fonctionnement du projet 4LM.

Parallèlement, d'autres outils ont été mis en place sur le site legilux.public.lu afin de faciliter la compréhension des modifications des actes :

- nouveau comparateur, permettant à l'utilisateur d'identifier rapidement les différences entre deux versions d'un même texte consolidé ;
- nouvelle chronologie interactive, intégrée à la plateforme Legilux, permettant de visualiser clairement l'historique d'un texte législatif et ses évolutions successives.

En matière d'accessibilité numérique, le Service central de législation (SCL) s'engage à rendre le site legilux.public.lu conforme à l'article 47 de la loi du 28 mai 2019 relative à l'accessibilité des sites Internet.

Lancement du « Prêt compétitivité pérennité » | Question 3083 (21/10/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Lors d'une récente conférence de presse, le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et le Ministre des Finances ont annoncé le lancement du « Prêt compétitivité pérennité ». Selon les informations communiquées, cet instrument financier a pour objectif de renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises en leur offrant un taux de cofinancement pouvant atteindre 80 % avec un plafond de 200.000 euros par projet.

Sur cette toile de fond, il a également été précisé que ce prêt, mis en œuvre en collaboration étroite avec les banques intermédiaires de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), est exempt d'intérêts, renforçant davantage la compétitivité des PME et contribuant à une diversification accrue de l'économie nationale.

Or, les principes sous-jacents du « Prêt compétitivité pérennité » semblent également pouvoir trouver une application dans le secteur du logement. En effet, l'introduction d'un instrument financier similaire à destination des promoteurs sociaux pourrait contribuer à accélérer la construction de nouvelles habitations, augmentant ainsi l'offre de logements abordables tout en assurant que les fonds investis bénéficient à l'économie nationale.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire :

- Monsieur le Ministre, envisage-t-il de se concerter avec Monsieur le Ministre des Finances en vue d'introduire un instrument financier similaire au « Prêt compétitivité pérennité » à destination des promoteurs sociaux ?
- Dans l'affirmative, quel calendrier est prévu pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un tel mécanisme ?



• Dans la négative, quelles en sont les raisons principales ?

Réponse (19/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Le « Prêt compétitivité pérennité » est un instrument financier dédié à renforcer la compétitivité des sociétés commerciales en leur accordant des cofinancements limités à 200.000 euros (voire 500.000 euros dans certains cas) pour une durée de 10 ans.

Or, la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (ci-après la « loi Logabo ») permet au Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire d'accorder des participations financières (« Aides à la pierre ») aux promoteurs sociaux (publics et sans but de lucre) pour la réalisation de logements abordables.

Ainsi, l'ensemble des promoteurs sociaux peuvent recevoir jusqu'à 75 % des coûts éligibles pour la réalisation de logements destinés à la location abordable, tandis que les promoteurs publics peuvent également obtenir jusqu'à 50 % des coûts éligibles pour la réalisation de logements destinés à la vente abordable et à la vente à coût modéré. Ces aides sont conditionnées à une affectation au logement abordable pendant 40 ans pour les promoteurs sans but lucratif et pour toute leur durée d'existence si le promoteur social est un promoteur public.

En plus des participations financières prévues par la loi Logabo, l'article 13 institue une rémunération du capital investi non couvert par les aides précitées.

Les échanges réguliers avec les acteurs du terrain à travers le « dialogue structuré » montrent que le mécanisme actuel, comprenant, d'un côté une participation financière pour la réalisation de logements abordables et d'une compensation de service public de l'autre côté (qui comporte une couverture des frais d'exploitation et une rémunération du capital investi) correspond parfaitement aux besoins actuels de financement des projets immobiliers sociaux.

L'envergure des « Aides à la pierre » accordées à hauteur de 690 millions d'euros au cours des deux dernières années démontre qu'un produit additionnel de type « Prêt compétitivité pérennité » n'apportera dès lors pas de valeur ajoutée.

Refus congé parental | Question 3084 (21/10/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Les dispositions légales du congé parental au Luxembourg permettent aux deux parents de suspendre ou de réduire leur activité professionnelle afin de consacrer davantage de temps à l'éducation de leur enfant. Néanmoins, les données disponibles pour l'année 2024 font état de 874 refus de demandes, souvent dus à de simples erreurs administratives ou à une méconnaissance des démarches.

Selon des informations récentes de la presse, de nombreux parents évoquent la complexité des procédures et le manque d'un accompagnement individualisé, en particulier durant la période post-partum.

Dans ce contexte, je souhaiterais adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Combien de refus de congé parental ont été enregistrés au cours des cinq dernières années, par année ?
- 2) Quelles sont les principales raisons invoquées pour justifier ces refus ?
- 3) Le ministre peut-il préciser comment le Gouvernement envisage d'améliorer la situation, notamment par

une simplification des démarches ou un renforcement du soutien apporté aux parents ?

Réponse (02/12/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Les chiffres repris ci-avant concernent les demandes d'indemnité de congé parental qui ont été refusées par la Caisse pour l'avenir des enfants et non pas les demandeurs individuels. Ainsi, un même assuré peut avoir introduit plusieurs demandes qui ont été refusées pour cause de conditions d'octroi non remplies. L'année indiquée représente l'année au cours de laquelle le congé parental était supposé débiter et non pas l'année d'introduction de la demande. À noter qu'une demande d'indemnité de congé parental peut faire l'objet d'un retrait avec un effet rétroactif. ↑

ad 2) Les motifs les plus fréquents entraînant un rejet ou un retrait de l'indemnité de congé parental sont les suivants :

- Les conditions d'affiliation ne sont pas remplies.
- Le congé parental demandé a déjà été pris pour le même enfant.
- L'accord de l'employeur fait défaut.
- La condition de s'adonner à l'éducation de l'enfant n'est pas remplie.
- Le contrat de travail n'est pas compatible avec la forme de congé parental demandée.
- L'enfant est âgé de plus de 6 ans.

ad 3) Tel que prévu par l'accord de coalition, le congé parental sera développé et adapté davantage. Dans ce cadre, d'autres pistes seront également analysées afin de tenir compte au mieux aux besoins des citoyens. Or, à ce stade, il n'est pas encore possible d'annoncer des mesures concrètes.

Prime création de logement | Question 3085 (21/10/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La prime pour la création de logements intégrés, créée en 2023, n'a été attribuée que quatre fois en 2024.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement :

- 1) Comment explique-t-il le succès plus que limité de cette nouvelle prime ?
- 2) Combien de demandes ont été introduites depuis la création de cette prime ?
- 3) Combien de demandes ont été refusées et pour quelles raisons ?
- 4) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il rendre cette prime plus accessible, respectivement promouvoir cette prime ?

Réponse (31/10/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre septembre 2023 (date d'introduction de la mesure) et septembre 2025, 66 demandes en obtention d'une prime de création d'un logement intégré ont été introduites. Sur ces 66 demandes, 11 ont connu suite favorable. ↑

2 demandes ont dû être refusées du fait que les demandeurs concernés n'ont pas obtenu une autorisation de bâtir pour création d'un logement intégré.

Quant au nombre relativement faible des demandes accordées, il importe de rappeler que les projets de transformation d'une maison unifamiliale nécessitent une phase de conception (planification et demande des autorisations requises) suivie d'une phase de réalisation.

Par conséquent, comme la prime de création d'un logement intégré est une aide individuelle nouvellement introduite en septembre 2023, les chiffres actuels ne sont pas encore représentatifs pour évaluer l'efficacité de la mesure.

Prime d'amélioration logement ancien | Question 3086 (21/10/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

La prime d'amélioration de logements anciens n'a été attribuée en 2024 que huit fois, pour un montant total de 38.013,15 €.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement :

- 1) Combien de demandes ont été introduites pour cette prime au courant des années 2024 à 2025 ?
- 2) Combien de primes ont été attribuées pour la même période ?
- 3) Monsieur le Ministre estime-t-il que ces primes sont assez connues, respectivement assez efficaces ?
- 4) Dans la négative, par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il rendre cette prime plus accessible ?

Réponse (31/10/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre janvier 2024 et septembre 2025, 313 demandes en obtention de la prime d'amélioration ont été introduites. ↑

Quant au nombre de primes attribuées, 154 demandes de primes d'amélioration, d'un montant total de 1.014.085,63 euros, ont été liquidées pendant les années budgétaires 2024 et 2025. ↑

Suite à une première analyse d'impact de la nouvelle législation en matière d'aides individuelles au logement, entrée en vigueur en septembre 2023, des modifications y ont été apportées par la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement.

Par cette loi de 2024 (entrée en vigueur en juin 2024) les limites de revenu relatives à la prime d'amélioration ont été adaptées à la hausse de manière à élargir le cercle des bénéficiaires potentiels.

Dû à l'adaptation des paramètres de calcul on peut ainsi constater pour l'année 2025 une augmentation substantielle du nombre de primes allouées ainsi que du montant total liquidé aux bénéficiaires.

Identification de produits à base de viande dans la restauration | Question 3087 (22/10/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Et gëtt vill Leit, déi Wäert op eng bewosst Ernährung leeën, egal, ob et aus eetheschen, reliéisén oder gesondheetleche Grënn ass. Leider feelt et dacks un Transparenz an der Gastronomie, besonnesch bei der Notzung vun Déiereprodukter.

E puer Beispiller dozou: wann een am Restaurant Spaghetti Bolognese bestëllt, gëtt net ëmmer uginn, datt d'Fleesch aus gemëschem Gehacktes (Schwäin a Rëndfleesch) besteet. Dat selwecht gëllt fir Zaloten, déi ounerwaart mat Speck zerwéiert ginn, och wann ee just eng mat Geessekéis bestallt huet, oder asiatesch Gerichter, wou d'Fleeschzort net kloer deklariéiert ass.

Esou wéi Allergeene mussen deklariéiert ginn, sollt et och fir Fleeschzorten an Déiereprodukter méi kloer Reegele ginn, fir de Konsument ze informéieren. Dat



géif net nëmme méi Transparenz fir d'Konsumente schafen, mee och d'Vertrauen an d'Gastronomie stäerken.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

– Wéi bewäert d'Regierung d'Iddi, dass am Restaurant transparent op der Menükaart misst stoen, ob ee Plat Déiereprodukter enthält, souwéi d'Zort an d'Hierkonft vum Produit?

Réponse (10/11/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Ee Plat, deem am Restaurant zerwéiert gëtt, fält ënnert d'Definitioun vun engem net virverpaakte Liewensmëttel. Zu Lëtzebuerg sinn den Numm vum Liewensmëttel an d'Allergeenen op den net virverpaakte Liewensmëttel obligatoresch. Aner obligatoresch Mentione sinn net virgesinn.

Et gëtt am Moment keng europäesch harmoniséiert Legislatioun iwwert d'Indikatioun vun der Zort an der Hierkonft vun den Déiereprodukter an engem Plat an et gëtt och u kengem Projet geschafft.

Fir e bessere Choix kënnen ze treffen, kann de Konsument awer ëmmer beim Restaurateur Informatiounen nofroen.

Prestataires externes intervenant dans le cadre des formations BTS | Question 3088 (22/10/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Djuna Bernard** (déli gréng)

La loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur régit, entre autres, les programmes d'études menant au Brevet de technicien supérieur (BTS). Sur base de l'article 9 de ladite loi et du règlement grand-ducal d'exécution afférent, les lycées qui organisent des formations menant au BTS peuvent recruter des prestataires externes pour avoir recours aux connaissances d'expert.e.s issu.e.s des milieux professionnels.

Selon l'envergure de leurs tâches, ces prestataires se distinguent selon trois catégories, à savoir des « intervenants externes » pouvant prestre jusqu'à 252 heures par année d'étude, des « conférenciers spécialisés » intervenant ponctuellement à raison de 20 leçons au maximum, et des « collaborateurs auxiliaires ». Pour les « intervenants externes », les indemnités s'échelonnent selon le niveau de formation, sur la base des différents niveaux du cadre luxembourgeois des qualifications.

Dans ce contexte, nous souhaitons obtenir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Combien d'intervenants externes, de conférenciers spécialisés et de collaborateurs auxiliaires ont été engagé.e.s dans les programmes d'études menant au BTS au cours de l'année d'études écoulée ? Madame la Ministre peut-elle ventiler, pour la catégorie des intervenants externes, les chiffres selon les différents niveaux de qualification prévus dans la loi et dans le règlement grand-ducal d'exécution ?

2) Quel était, en moyenne, le nombre d'heures prévues dans les contrats avec les intervenants externes, avec les conférenciers spécialisés et avec les collaborateurs auxiliaires au cours de la dernière année d'études ? Quel était, en moyenne, le nombre d'heures effectivement prestées au cours de la même période ?

3) Quels sont les critères (langues et autres) qui régissent le recrutement des intervenants externes ?

Qui est en charge du processus de recrutement, et comment celui se déroule-t-il ?

4) Les lycées ont-ils actuellement assez d'intervenants externes dans les différentes catégories pour couvrir tous les programmes d'études menant au BTS ? Dans la négative, quelles spécialisations ou quelles catégories font défaut ?

Réponse (12/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Comme évoqué par les honorables Députées, en vertu de l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur, le corps enseignant de chaque programme d'études menant au Brevet de technicien supérieur (BTS) est constitué d'enseignants nommés au lycée et de prestataires externes issus des milieux professionnels visés par le programme concerné. Parmi ces derniers, les « intervenants externes » sont appelés à assurer un ou plusieurs cours dans le cadre de l'enseignement du BTS se déroulant au lycée, les « conférenciers spécialisés » interviennent ponctuellement dans l'enseignement BTS sans participer à l'évaluation des étudiants, tandis que les « collaborateurs auxiliaires » ont pour mission de donner un support à l'enseignement dispensé au lycée dans le cadre du programme d'études menant au BTS.

Le tableau [†] ci-dessous renseigne sur le nombre d'intervenants externes, de conférenciers spécialisés et de collaborateurs auxiliaires qui avaient été engagés dans l'ensemble des 36 programmes d'études menant au BTS offerts pendant l'année d'études 2024-2025, tout en proposant, pour la catégorie des intervenants externes, une ventilation en fonction de leur niveau de qualification par rapport au cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ).

ad 2) Le tableau [†] ci-dessous renseigne sur le nombre moyen d'heures prévu dans les contrats des différentes catégories de prestataires externes ainsi que sur le nombre moyen d'heures effectivement prestées pendant l'année d'études 2024-2025.

Il convient de relever que l'écart entre le nombre d'heures prévu contractuellement et celui effectivement presté s'explique essentiellement par le fait que le volume horaire mentionné dans le contrat représente le plafond maximal d'heures que le prestataire externe est autorisé à accomplir au cours de l'année d'études. En pratique, il ressort fréquemment, lors de l'établissement du décompte final, que toutes les heures prévues n'ont finalement pas dû être prestées, en raison notamment d'ajustements au niveau du planning pédagogique intervenus en cours d'année.

ad 3) Le processus de sélection des intervenants externes relève des lycées offrant des programmes d'études menant au BTS. Les lycées choisissent ces prestataires en tenant compte des besoins pédagogiques et didactiques inhérents au programme et aux cours concernés, et tout en veillant à ce que les compétences, notamment linguistiques et professionnelles, des intervenants soient en adéquation avec les contenus enseignés et les objectifs du programme concerné. Les intervenants externes se voient proposer un contrat ad hoc, signé par le représentant du lycée et par le ministre, après vérification formelle du niveau de qualification de l'intervenant par les services du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que les programmes d'études menant au BTS sont élaborés par les lycées en étroite collaboration avec les milieux professionnels concernés, qui sont aussi représentés

dans les groupes curriculaires ayant pour mission, entre autres, d'élaborer les plans d'études des programmes. Il est évident que ces contacts et échanges réguliers facilitent le processus de sélection et de recrutement d'intervenants externes, étant entendu que l'intervention de prestataires issus des milieux professionnels constitue, à l'instar de la participation de représentants des milieux professionnels dans les groupes curriculaires, la marque tangible de la forte implication des secteurs concernés dans les programmes de BTS.

ad 4) Mes services ne se sont vu signaler récemment, ni par les coordinateurs des programmes BTS ni par la commission BTS du collège des directeurs, aucune difficulté liée à une éventuelle pénurie en prestataires externes dans un des domaines couverts par les programmes d'études menant au BTS.

Stages en milieu professionnel dans le cadre des formations BTS | Question 3089 (22/10/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Djuna Bernard** (déli gréng)

Selon la liste officielle des programmes d'enseignement supérieur reconnus ou accrédités au Grand-Duché de Luxembourg, 48 programmes de formation menant au Brevet de technicien supérieur (BTS) sont actuellement proposés dans les lycées luxembourgeois.

Les stages en milieu professionnel font partie intégrante des formations BTS. Ils jouent un rôle essentiel dans la préparation des apprenant.e.s à la vie active. En vertu de la loi du 21 juillet 2023 portant organisation de l'enseignement supérieur, la durée minimale du temps de formation obligatoire en milieu professionnel est fixée à 228 heures.

Or, selon nos informations, il existe d'importantes disparités quant à la durée des stages entre les différents BTS. Il nous revient également que les étudiant.e.s rencontrent régulièrement des difficultés à trouver un stage, selon le domaine de formation concerné.

Dans ce contexte, nous souhaitons obtenir les informations suivantes de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Quelle est la durée du stage en milieu professionnel prévue pour chacun des différents programmes de BTS actuellement proposés ?

2) Outre la durée, quelles sont les autres exigences encadrant les stages dans le cadre des BTS ? Ces exigences sont-elles communes à l'ensemble des programmes ou varient-elles selon la filière ?

3) Les stages effectués à distance ou à l'étranger sont-ils reconnus dans certains, voire dans l'ensemble des programmes de BTS ?

4) Comment Madame la Ministre évalue-t-elle, de manière générale, l'accessibilité des stages pour les étudiant.e.s des BTS ? Comment cette accessibilité a-t-elle évolué au cours des dernières années ? Existe-t-il des filières ou domaines spécifiques dans lesquels la recherche de stages représente un défi particulièrement important ?

Réponse (12/11/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Au Grand-Duché de Luxembourg, il existe actuellement 36 programmes d'études menant au Brevet de technicien supérieur (BTS), qui sont dispensés par 16 lycées. Compte tenu de la particularité même du cycle d'études menant au BTS, défini comme une voie de formation de l'enseignement supérieur à visée

professionnalisante, hautement spécialisée et élaborée avec une forte implication du secteur professionnel concerné, il n'est que logique que chaque programme comporte obligatoirement un volet de formation « sur le terrain », dans le cadre d'un ou de plusieurs stages, lors desquels les étudiants peuvent mettre en application leurs connaissances et compétences théoriques, gagner des expériences pratiques, se familiariser au quotidien avec la vie professionnelle et nouer d'importants contacts avec des professionnels et des employeurs du secteur concerné.

Le tableau[†] ci-dessous indique la durée du stage en milieu professionnel prévue pour chacun des programmes de BTS actuellement proposés.

ad 2) L'article 4, paragraphe 2, de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur dispose qu'au moins 60 % des crédits ECTS d'un programme d'études menant au BTS font l'objet de modules d'enseignement théorique et pratique dispensés au lycée et au moins 15 % du total des crédits ECTS font l'objet de modules d'enseignement pratique en milieu professionnel, dénommés « stages », étant entendu que le temps de formation obligatoire en milieu professionnel est d'au moins 228 heures.

Le même article prévoit en outre la possibilité d'organiser un programme d'études en alternance, dont au moins 45 % du total des crédits ECTS font l'objet de modules d'enseignement théorique dispensés au lycée et au moins 45 % du total des crédits ECTS font l'objet de modules de stages.

L'article 6, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée prévoit par ailleurs que les stages en milieu professionnel faisant partie intégrante des programmes d'études en vertu de l'article 4, paragraphe 2, tombent sous le champ d'application des dispositions du livre 1^{er}, titre V, chapitre II, sections 1^{re} et 3, du Code du travail, dispositions dont fait partie l'obligation d'indemniser les stages d'une durée d'au moins quatre semaines effectués auprès d'un même patron de stage pendant une même année d'études.

Les dispositions précitées s'appliquent à l'ensemble des stages faisant partie des programmes d'études menant au BTS, indépendamment du domaine concerné.

Il va toutefois sans dire que le contenu du stage doit être en adéquation avec le programme d'études suivi, afin de permettre aux étudiants de développer leurs compétences et de mettre en pratique les acquis d'apprentissage théoriques. Vu la diversité des programmes BTS offerts, ces exigences peuvent varier en fonction des objectifs pédagogiques propres à chaque programme BTS, ce qui explique aussi les variations en termes de durée des stages des différentes formations. L'adéquation du contenu des stages avec les objectifs pédagogiques et professionnels du programme fait partie des domaines d'examen sur lesquels porte l'évaluation de chaque programme dans le cadre de la procédure d'accréditation et de réaccréditation telle que définie au titre III de la loi précitée du 21 juillet 2023.

ad 3) Les stages réalisés à distance ne sont en général pas reconnus dans le cadre des BTS, l'objectif étant d'acquérir une expérience pratique concrète « sur le terrain », donc directement au sein de l'entreprise. En revanche, les stages effectués à l'étranger peuvent être pris en compte selon les modalités prévues par le dossier d'accréditation respectif du programme BTS concerné.

ad 4) De manière générale, l'accessibilité aux stages pour les étudiants de BTS peut être considérée comme globalement satisfaisante, grâce à la coopération étroite entre les lycées et les milieux professionnels

concernés. La majorité des étudiants parviennent à obtenir un stage en adéquation avec leur spécialisation dans les délais prévus, les lycées jouant un rôle actif dans cet accompagnement. À cet égard, de nombreux lycées ont développé et entretiennent un réseau d'entreprises partenaires prêtes à accueillir des stagiaires, tout en organisant régulièrement des séances de mise en relation et d'information destinées à faciliter la recherche de stages.

Il convient toutefois de rappeler que l'introduction, à la suite d'une modification législative intervenue en 2023, de l'obligation d'indemniser les stages de BTS d'une durée d'au moins quatre semaines avait, dans un premier temps, suscité des réticences de la part de certaines entreprises formatrices. Afin d'accompagner cette évolution, les services du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ont organisé plusieurs réunions de concertation réunissant des représentants des lycées et des milieux professionnels concernés, afin d'échanger sur les modalités d'application du nouveau cadre légal.

Bien que la recherche de lieux de stage demeure aujourd'hui plus complexe dans certains domaines spécifiques, tels que celui des arts appliqués, les informations dont dispose actuellement le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ne font pas état de difficultés structurelles ou généralisées, susceptibles d'empêcher les étudiants de finaliser leur formation faute de stage adéquat.

Structures d'hébergement pour demandeurs d'asile | Question 3090 (22/10/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Lors de la réunion de la Commission de la Famille du 29 septembre, tout un éventail de sujets ont été évoqués en relation avec les structures d'hébergement pour demandeurs d'asile.

Suite à cet échange, j'aimerais requérir auprès de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil quelques explications supplémentaires :

1) De quelles façons les résidents sont-ils informés de leurs droits, y compris de leur droit de présenter des doléances ou des réclamations quant aux conditions de logement ? En quelles langues ces informations sont-elles distribuées ?

2) De quelles façons les résidents sont-ils informés de la possibilité de créer un comité consultatif prévu par l'article 10 (7) de la loi du 18 décembre 2015 ? En quelles langues ces informations sont-elles distribuées ?

3) Quel est l'état du projet pilote auquel vous vous êtes référé à la réunion de la commission du 29 septembre concernant la création d'un comité ? De quel foyer s'agit-il ? Quelle formation est prévue pour les membres de ce comité ?

4) Est-ce qu'il existe une contrepartie financière pour l'implication des résidents dans des domaines comme la gestion du lavoir, du vestiaire, distribution des repas, pour la traduction ou l'animation ?

5) De quelles manières sont facilités les contacts entre la structure d'hébergement (responsables et résidents) et la population locale, respectivement la commune environnante, dont la Commission consultative du vivre ensemble ? Pouvez-vous nous faire part de bonnes pratiques de contact et d'échange dans le domaine ?

6) Les commissions communales du vivre ensemble sont-elles habilitées à admettre à titre d'observateur un membre du comité des résidents ?

7) Les membres des commissions communales du vivre ensemble, peuvent-ils visiter un foyer situé sur le territoire de leur commune ? Qu'en est-il des membres du Conseil supérieur du vivre ensemble ?

Réponse (02/12/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Les demandeurs de protection internationale (DPI) sont informés de leurs droits, y compris de leur droit de présenter des doléances ou des réclamations concernant les conditions de logement, de plusieurs manières.

Dès le premier entretien à l'ONA, organisé le lendemain du dépôt de la demande de protection internationale, les DPI reçoivent des explications complètes sur la prise en charge, les modalités de contact avec l'ONA (par téléphone, par e-mail ou en se rendant aux permanences sociales), ainsi que sur la possibilité d'introduire des réclamations. Ces informations leur sont transmises oralement avec l'aide d'un interprète et remises par écrit dans leur langue.

Un deuxième entretien a lieu 14 jours plus tard pour évaluer leur séjour au Centre de primo-accueil Kirchberg (CPA Kirchberg) et les éventuels besoins supplémentaires. À ce moment-là aussi, les DPI peuvent formuler des réclamations ou doléances.

Les bénéficiaires de protection temporaire (BPT) sont reçus directement après l'accord de leur protection. Ils reçoivent les mêmes explications sur la prise en charge et sur la possibilité de contacter l'ONA (par téléphone, par e-mail ou en se rendant aux permanences sociales) pour toute réclamation.

Les informations relatives aux droits et réclamations sont également diffusées à travers différents supports de communication :

- flyers mentionnant l'adresse e-mail dédiée : reclamations@ona.etat.lu ;
- site web www.info-dpi.lu, où les informations sur les réclamations sont accessibles ;
- séances d'information Disposition d'autonomisation primo-accueil (DAPA) ;
- guichet ONA et suivi social par l'équipe d'encadrement, qui peuvent informer directement les personnes hébergées en cas de désaccord ou de problème lié à l'hébergement ou aux aides.

ad 2), 3) et 6) Tel que précisé lors de la réunion de la commission du 29 septembre, un projet pilote a été lancé dans une structure afin de mieux formaliser le cadre, les modalités de fonctionnement et les défis liés à la mise en place d'un tel comité.

La création d'un comité de résidents représentera un levier de participation et d'autonomisation supplémentaire important. En favorisant des dynamiques collectives positives et en réduisant l'isolement et les tensions interpersonnelles, il constitue un outil central de l'approche communautaire, permettant aux résidents, dans un espace formalisé, structuré et accompagné :

- d'exprimer leurs attentes, préoccupations et propositions concernant la vie quotidienne dans la structure ;
- de participer à la prise de décision sur certaines modalités d'organisation (entretien des espaces communs, programmation d'activités, règles de fonctionnement partagées) ;
- d'initier et porter des projets collectifs, dans un cadre soutenu par l'équipe éducative ou sociale.

Ce dispositif permet ainsi d'encourager les initiatives positives tout en prévenant les conflits informels ou les frustrations liées à un sentiment d'exclusion ou de passivité imposée.

Le concept proposé sera, dans un premier temps, mis en œuvre comme projet pilote tout au long de l'année 2026. Cela permettra aux équipes éducatives et sociales d'en tester les possibilités au sein des structures « Cité Espérance – BPT » à Esch-sur-Alzette et DPI à Hesperange. Une évaluation régulière en sera faite et présentée au groupe de suivi et au comité de pilotage auxquels participent des représentants du gestionnaire de la structure et de l'ONA. Un bilan sera tiré de cette expérience et permettra une décision éclairée sur la mise en œuvre définitive du concept.

ad 4) Il n'existe pas de contrepartie financière pour l'implication des résidents dans des activités telles que la gestion du lavoir, du vestiaire, la distribution des repas, la traduction ou l'animation.

Les personnes hébergées sont censées trouver elles-mêmes un emploi en dehors de la structure, dès que leur situation administrative le permet. Cette recherche d'activité professionnelle extérieure fait partie du processus d'insertion et d'autonomie encouragé par l'encadrement.

Par ailleurs, les DPI ont la possibilité d'exercer une activité rémunérée grâce à une Autorisation d'occupation temporaire (AOT), 6 mois après leur demande de protection internationale. Les BPT peuvent quant à eux avoir accès au marché du travail dès leur arrivée sur le territoire.

ad 5) L'ONA encourage fortement les contacts et échanges réguliers entre les équipes d'encadrement social et les membres de la Commission consultative du vivre ensemble. En ce qui concerne les relations avec la population locale, des initiatives favorisant la rencontre et l'intégration sont soutenues. Ainsi, les encadrants sociaux collaborent avec les communes lors de l'organisation de festivités ou d'autres activités collectives et favorisent également l'intégration via des associations ou des clubs locaux.

ad 7) En principe, pour des raisons de protection de la vie privée des personnes hébergées, des visites dans des structures d'hébergement temporaire de demandeurs de protection internationale ne sont pas prévues.

Centres de données pour l'intelligence artificielle au Luxembourg | Question 3091 (22/10/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

L'intelligence artificielle a besoin de centres de données performants afin de se développer. Selon des experts en la matière, les investissements en des centres de données vont atteindre 900 milliards de dollars en 2028. Le marché des centres de données pour l'intelligence artificielle affichera une croissance de 41 % et le marché des centres de données en général va augmenter de 23 %. Le besoin de financement pour investissement dans des centres de données va dépasser les 2 billions de dollars à l'horizon 2030.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Le Gouvernement envisage-t-il la création de nouveaux centres de données au Luxembourg ?
- 2) Le cas échéant, ces centres sont-ils destinés aux besoins de l'intelligence artificielle ?
- 3) Quel est le besoin de financement estimé de cet investissement ?
- 4) Quel est le modèle de financement envisagé ?

5) Considérant qu'un centre de données est énergivore, quelle sera la source d'approvisionnement en énergie de ces centres ?

Réponse (11/11/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) à 4) Le Luxembourg développe actuellement de nouvelles infrastructures de calcul de haute performance, avec le supercalculateur MeluXina-AI optimisé pour l'AI qui sera hébergé au sein de centres de données certifiés Tier IV, en ligne avec la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle.

En effet, le 10 décembre 2024, l'initiative EuroHPC Joint Undertaking, l'entreprise commune européenne pour le calcul haute performance, a sélectionné un consortium national, coordonné par le Ministère de l'Économie et le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, pour accueillir un supercalculateur optimisé pour l'intelligence artificielle, MeluXina-AI, et établir une AI Factory (usine d'IA) associée. Les détails de ces projets ont été présentés à l'occasion d'une conférence de presse en mars de cette année.

Ces infrastructures sont spécifiquement conçues pour répondre aux besoins de calcul intensif et d'intelligence artificielle, soutenant la recherche, les entreprises et les services publics via la nouvelle AI Factory Luxembourg.

Le coût total du projet est estimé à 112 millions d'euros pour MeluXina-AI (80 millions d'euros pour l'acquisition et 32 millions d'euros pour l'exploitation sur 5 ans) et à 14 millions d'euros pour l'AI Factory sur trois ans. Le financement est assuré à 50 % par le programme EuroHPC Joint Undertaking, le reste étant assuré par l'État luxembourgeois et Luxinnovation.

ad 5) Le développement des centres de données est accompagné par une politique énergétique visant à garantir un approvisionnement durable, sûr et abordable. Ainsi, les besoins sont pris en compte à différents niveaux, notamment de la planification du réseau, du développement des énergies renouvelables et de la promotion de l'efficacité énergétique.

Dans ce contexte, l'emplacement d'un centre de données revêt une grande importance en termes de raccordement au réseau électrique et de valorisation de la chaleur fatale. Outre le cadre national, le Luxembourg s'engage aussi en faveur d'un cadre européen, en particulier concernant les standards de performance énergétique, étant donné que le développement de centres de données a une incidence sur l'approvisionnement énergétique dans toute l'Europe.

Enfin, il convient de noter que cette technologie a également des externalités positives sur l'approvisionnement énergétique, par exemple en permettant un fonctionnement plus efficace du réseau ou une meilleure prévision de la production des énergies renouvelables grâce au calcul de haute performance et à l'intelligence artificielle.

Initiative de la Commission européenne sur l'éducation financière | Question 3092 (23/10/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

La Commission européenne a lancé une initiative pour améliorer l'éducation financière des citoyens de l'Union. Face au constat que seulement 18 % des citoyens dans l'UE ont un bon niveau d'éducation financière, la Commission propose entre autres de coordonner les pratiques dans les États membres, d'organiser des campagnes de sensibilisation et de financer les actions nationales. L'ABBL, qui s'est donné la mission d'améliorer le niveau d'éducation financière au Luxembourg, a salué l'initiative de l'exécutif européen.

Malgré les efforts entrepris par l'ABBL et sa fondation, le niveau d'éducation financière de la population luxembourgeoise présente des déficiences.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement au sujet de cette initiative de la Commission européenne ?
- 2) Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend adopter pour implémenter toutes les mesures proposées par la Commission européenne ?
- 3) Quelles initiatives le Gouvernement entend-il prendre afin d'améliorer le niveau d'éducation financière dans la population ?

Réponse (02/12/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le Gouvernement salue l'initiative européenne visant à renforcer l'éducation financière, laquelle correspond pleinement aux objectifs de la politique nationale gouvernementale en matière de formation citoyenne, de développement de compétences pour la vie et de résilience économique. L'initiative vise, en outre, dans le cadre de l'Union de l'épargne et des investissements, à apprendre aux citoyens à investir sur les marchés de capitaux et contribuer au financement des entreprises, tout en tirant meilleur parti de leur épargne.

Le Gouvernement est en contact étroit avec la Commission européenne et disposé à coopérer pour tirer parti des cadres nationaux et européens, des outils et des bonnes pratiques développés dans ce domaine, notamment le Cadre de compétences financières pour les enfants et les jeunes dans l'Union européenne (2023), élaboré conjointement par la Commission et l'OCDE.

Le dispositif national s'inscrit ainsi pleinement dans les priorités de l'Union européenne en matière d'éducation financière : développer les compétences financières dès le plus jeune âge, promouvoir l'inclusion et la résilience financières, prendre en compte la dimension digitale et durable de la finance, et renforcer la capacité des citoyens à prendre des décisions financières éclairées, notamment, en matière d'investissement sur les marchés de capitaux.

Au niveau national, cette démarche s'aligne également sur notre politique d'éducation globale, de promotion du plurilinguisme, de citoyenneté et de compétences pour la vie, tout en répondant aux défis contemporains tels que la digitalisation de la monnaie, les risques de surendettement ou encore les arnaques en ligne.

L'introduction structurée de l'éducation financière à l'école contribuera à la formation personnelle des jeunes, à la cohésion sociale ainsi qu'à la construction d'une société plus responsable et plus résiliente.

ad 2) L'implémentation du dispositif de mesures proposées par la Commission européenne implique des actions à mener tant au niveau national qu'au niveau de l'UE par les parties prenantes respectives. Les mesures concrètes à mettre en œuvre au niveau national sont à identifier et à réaliser en étroite coordination entre le Gouvernement, la CSSF, la Fondation ABBL, la JEL ainsi que d'autres partenaires publics et privés actifs dans le domaine de l'éducation financière. Ces éléments peuvent être pris en compte dans le cadre de la révision de la stratégie nationale en matière d'éducation financière.

Au niveau scolaire, la clé réside dans l'ancrage systématique de l'éducation financière dans les



programmes d'enseignement. Dans le contexte luxembourgeois, plusieurs mesures concrètes sont d'ores et déjà engagées :

- Développement d'un cadre national de compétences en matière d'éducation financière, inspiré des cadres communs élaborés par l'Union européenne et l'OCDE. Ce cadre structure les apprentissages autour de quatre domaines majeurs :

- Wat ass Geld? (compréhension de l'argent)
- Ech a mäi Geld (gestion personnelle)
- Ech als aktive Member vun der Gesellschaft a Wirtschaft (rôle dans la société et l'économie)
- Ech a meng Zukunft (préparation à l'avenir).

- Intégration de l'éducation financière dans le plan d'études de l'enseignement fondamental, où elle figure désormais comme champ thématique transversal au même titre que d'autres compétences de vie.

- Mise en place d'un nouveau label pour les lycées, le Financial Literacy Label (FLL). Les écoles intéressées pourront mettre en œuvre, au cours de l'année scolaire 2025-26, des activités basées sur ce cadre de compétences. Les premières écoles labellisées pourront être récompensées à la rentrée 2026.

- Création d'un « Finanzführerschäin » pour les élèves. Des moments certificatifs valorisant les compétences acquises (modules pédagogiques, ateliers pratiques, simulations) seront proposés en enseignement secondaire inférieur dès la rentrée 2026 et en enseignement secondaire supérieur à partir de 2027. Ce dispositif vise à reconnaître les acquis et à encourager l'engagement des jeunes dans une démarche responsable et proactive.

- Mise en place d'un dispositif d'évaluation et de suivi. Des enquêtes auprès des élèves ainsi que des indicateurs de progression permettront de mesurer l'impact des actions menées. Le Luxembourg participera, dans ce contexte, à l'option « Financial Literacy » du test PISA en 2029, conformément aux recommandations européennes.

- Production et diffusion de ressources pédagogiques. Des guides, outils numériques et ateliers interactifs seront mis à la disposition des enseignants afin de garantir une mise en œuvre concrète, harmonisée et progressive dans les classes.

L'ensemble de ces mesures s'inscrit dans une stratégie progressive et à long terme, fondée sur des phases pilotes, une évaluation continue et une généralisation graduelle, afin d'assurer la qualité, la cohérence et l'impact durable de l'éducation financière au sein du système scolaire luxembourgeois.

ad 3) Le Gouvernement est d'avis qu'il convient de renforcer l'éducation financière à tous les niveaux. Il est renvoyé à cet égard au programme gouvernemental qui prévoit que « Le Gouvernement mettra en place des mesures afin d'améliorer l'éducation financière de tous les citoyens, notamment à travers des enseignements de base en finance dans les écoles primaires et secondaires. De plus, le Gouvernement s'efforcera d'élargir l'offre de diplômes d'études supérieures spécialisées en finance à l'Université du Luxembourg, qui reflètent l'importance du Luxembourg en tant que place financière. »

Il est également renvoyé aux explications fournies à ce titre dans la réponse du 28 avril 2025 à la question parlementaire n° 2089.

Dépendance de l'industrie européenne et luxembourgeoise vis-à-vis de la Chine | Question 3093 (23/10/2025) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

An deene leschten Deeg gouf et zwee Evenementer, déi verdäitlechen, wéi ofhängeg déi europäesch

Wirtschaft vu China ass. Engersäits huet déi chineesch Regierung decidéiert, der europäescher Rüstungsindustrie keng seelen Äerd méi ze liwweren. Dëst ass ee Réckschlag fir eis Pläng, als Europäer eng eegestänneg Verdeedegungskapazitéit opzebauen. Des Weidere kouw d'Nouvelle, dass sech nees eng Penurie vu Microchips an Europa ubaant, déi an der Automobilindustrie wäert fir Retarden an der Produktioun suergen. Dëst weinst engem Sträit tëscht der chineescher an der hollännescher Regierung iwwert den Chip-Produzent Nexperia.

Zu dësem Thema wëllt ech dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob och lëtzebuergesch Betriber vum potenzielle Liwwerengpass beim Chip-Produzent Nexperia betraff sinn?

2. Wéi ofhängeg sinn d'lëtzebuergesch Industriebetriber vu chineeschen Importer vu seelenen Äerden a Mikrochippen? Huet d'Regierung konkret Zuelen, fir dës Ofhängegkeet ze erfassen?

3. Existéiert en nationalen oder europäeschen Noutfallplang fir de Fall, datt China de komplette Liwwerengpass vu seelenen Äerden an Europa géif zoudréinen?

4. Wat ënnerhëlt d'Regierung konkret, fir d'Ofhängegkeet vun eiser Industrie vis-à-vis vu China vu seelenen Äerden ze reduzéieren?

5. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung am Conseil um europäeschen Niveau, wa Froen zur Schafung vun enger eegestänneger a resisterter europäescher Industriepolitik um Dësch leien?

6. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung am Conseil um europäeschen Niveau, wa Mesurë berode ginn, fir alternativ Importlänner vu seelenen Äerden a Mikrochippen ze entwéckelen?

7. Ënnerstëtzt déi lëtzebuergesch Regierung Contremesuren als Äntwert op déi nei chineesch Exportkontrollen a Verbueter? Falls jo, wéi eng Zort vu Mesuren hält d'Regierung a deem Kader fir ubruecht?

Réponse (26/11/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung verfügt iwwer Informatiounen zu verschiddene Betriber, déi direkt vun engem potenzielle Liwwerengpass betraff wieren, virun allem am Automobiliensektor, wou Nexperia-Chippen e weesentleche Maartundeel ausmaachen. An dësem Kader setzt d'Lëtzebuerg Regierung, fir den Impakt aschätzen, suivéieren an aktiv un europäesche Léisungssätz matschaffen ze kënnen, op en enke Kontakt mat de betraffene Betriber a Verbänn.

Zousätzlech géif et och en indirekten Impakt op Betriber ginn, déi iwwer hir Liwwerketten op Produkter ugewise sinn, déi Nexperia-Komponenten enthalten. Wann zum Beispill am Fall vun engem Réckgang vun der Autosproduktioun manner Nofro bestoe géif, wieren och Zouliwwerer dovou betraff.

ad 2. D'Ofhängegkeet vun de Lëtzebuerg Industrie-betriber vu seelenen Äerden a Mikrochippen ass schwéier am Detail a chiffriert ze erfassen, well d'Liwwerketten héich komplex sinn an nëmmen op Betribsniveau detailléiert disponibel sinn. Zousätzlech variéieren dës Ofhängegkeete staark jee no Sektuer an Tätigkeetsberäich vun de Betriber.

D'Regierung steet dofir a reegelméissem Austausch mat den zoustännege Verbänn fir en Iwwerbléck iwwert d'Ofhängegkeeten an d'Risiken an de verschiddene Beräicher.

ad 3. a 4. Lëtzebuerg ass sech den Defie bewosst, déi sech der nationaler an europäescher Industrie stellen, an handelt deementspriedend. Dës Herausforderung mussen awer um Niveau vum Bannemarché a vun der EU ugaange ginn.

Den Internal Market Emergency and Resilience Act vun der EU (IMERA) huet als Zil, fir a Krisensituatiounen d'Zirkulatioun vu weesentleche Wueren, den Dängschtleeschungen an de Persounen an der ganzer EU ze garantéieren. E soll och d'Verfügbareheet vu kritesche Versuergungsgidder ofsécheren wann d'EU mat enger Noutfallsituatioun konfrontéiert ass.

Den IMERA féiert en ëmfassende Virbereedungs-a Krisereaktionsystem am Bannemaart an. Dëse System, dee gräift wa keng spezifesch sektoriell Moosname bestinn, féiert d'Transparenz an d'Koordinatioun tëscht de Länner vun der EU.

Den IMERA wäert och zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn an am Mee 2026 a Kraaft treden.

Lëtzebuerg wäert och wéi all d'EU-Memberstaaten de Critical Raw Material Act ëmsetzen an ass am European Critical Raw Material Act Board vertrueden.

D'EU huet sech mam Critical Raw Material Act zum Zil gesat, eng sécher a méi resilient Versuergung mat kritesche Réimaterialie fir déi europäesch Industrie ze garantéieren. Dës Réimaterialie si fir déi gréng an digital Transitiounen noutwendeg, gradewéi fir d'Verdeedegungsindustrie an d'Weltraumaktivitéiten. Et geet drëm, déi laangfristeg Konkurrenzfähgkeet vun der EU ze stäerken an déi strateegesch Autonomie ofzesécheren, dëst an engem geopoliteschen Ëmfeld, dat séier changéiert an ëmmer méi herausforderend gëtt⁵.

ad 5. D'Regierung ënnerstëtzt zanter laange Joren all Bestriewung op EU-Niveau, fir eng nohalteg a resilient Industriepolitik tëschent de 27 Memberstaaten an zesumme mat der EU-Kommissioun en place ze setzen an ze koordinéieren.

E gutt funktionéierende Bannemaart, deen de fräie grenzüwwerschreidende Verkéier fir Wueren, Services an Aarbechter garantéiert, ass fir d'Regierung d'Basis fir d'Kompetitivitéit vun der EU-Industrie. D'Regierung setzt sech des Weidere fir en ugepassten EU-Kader a Saache Staatsbäihëllefen an, deen et erméiglecht, d'Entreprise an der grénger an digitaler Transitioun ze begleeden an op Dysfonctionnement vum Marché ze reagéieren.

ad 6. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Approche vun der Europäescher Unioun, fir d'Handelspartnerschaften ze diversifizéieren. D'Negociatioun vun neie Fräihandelsaccorden zielt dorop, d'Ofhängegkeet vun eenzele Mäert ze reduzéieren, Liwwerketten ze stäerken an domadder méi resilient ze ginn, a geopolitesche Spannungen entgéintzewierken.

ad 7. Lëtzebuerg beobacht déi rezent Entwécklung mat grousser Suerg a setzt sech weiderhin dofir an, fir wirtschaftlech Dependancen op laang Siicht ze reduzéieren. Lëtzebuerg begréisst d'Suspensioun vun de chineeschen Exportkontrolle vum 7. November 2025, an ënnerstëtzt d'Efforte vun der Europäescher Kommissioun, fir e konstruktiven Dialog mat China weiderhin oprechtzehalen.

Projet «Jugendwunnen» | Question 3094 (23/10/2025) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

De Projet Jugendwunnen huet als Zil, Jonker tëschent 18 a 26 Joer beim Iwwergang an d'Erwuesseneliewen

⁵ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/attachment/874736/Factsheet_GD_European%20Critical%20Raw%20Materials%20Act%20.pdf

ze ënnerstëtzen. Dës sollen d'Méiglechkeet kréien, en Zëmmer oder en Appartement zu engem abordabele Präis an enger Wunnegemeinschaft ze lounen. Parallell dozou ass eng sozial a pedagogesch Begleedung virgesinn, ugepasst un déi individuell Besoine vun de concernéierte Persounen. Déi éischt Phas vun dësem Appel à projets gouf den 1. Juni clôturéiert.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir de Logement an den Aménagement du territoire an dem Här Minister fir d'Éducation, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Acteuren hunn am Kader vun dësem Appel à projets e Projet agereecht?
2. Wat sinn déi Haaptkrittären, déi bei der Bewäertung vun de Projete a Betruecht gezu gi sinn?
3. Wéi ass de generelle Feedback vun de soziale Bailleuren zu dësem Appel à projets an allgemeng zum Konzept Jugendwunnen?
4. Nodeems déi éischt Phas elo ofgeschloss ass, gedenkt den Här Minister eng weider Phas ze lancéieren, bei där sech d'Acteure kënnen mellen? Eventuell och fir Acteuren, déi an der éischter Phas déi néideg Krittären net erfëllt hunn?
5. Wéi gedenkt den Här Minister méi kleng sozial Promoteuren oder lokal Acteure bei der Participatioun un esou Projete ze ënnerstëtzen?
6. Erschéisst sech aus der Evaluatioun vun den agereechte Projete, datt et Regiounen gëtt, déi bis ewell net genuch Offer am Beräich vum abordabele Wunraum – a speziell fir Jugendwunnen – opweisen?

Réponse (21/11/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bei dësem Appel à projets sinn 11 Projete (158 Logementer) eragereecht ginn, dës vun 10 verschiddenen Acteuren.

ad 2. Am Kader vum Appel à projets si souwuel d'Objektiver vun Jugendwunnen, wéi och d'Selektiounskrittäre festgehalen ginn.

D'Objektiver sinn:

- méi Jonken Zougang zu individuellem a bezuelbarem Wunraum erméiglechen;
- Facilitatioun vun der Insertion socioprofessionnelle vun de Jonken;
- eng individuell pedagogesch Begleedung, déi et erméiglecht d'Autonomie vum Jonken ze vergrësseren;
- Stärkung vun Toleranz a Solidaritéit am Émgang mat aneren.

D'Selektiounskrittären, fir beim Appel zeréckbehalen ze ginn, ware folgend:

- Respekt vun den Objektiver vum Appel à projets;
- Expérience vum soziale Bailleuren an der Aarbecht mat Jonken;
- Garantie vu finanzieller Kontinuitéit;
- Erfëlle vun de Konditiounen vum Agreement vun den 2 Ministèren;
- Respekt vum Cahier de charges vum Ministère du Logement;
- Respekt vun de Konditiounen vum soziale Bailleuren.

All d'Demande sinn zeréckbehalen ginn a gi vun den zwee Ministèren begleet bis zu hirer Realisatioun.

ad 3. De Feedback vun de soziale Bailleuren an de soziale Promoteuren ass generell ganz positiv. Ronn 200 Participanten aus verschiddene Beräicher waren op der Konferenz vum 12. Februar 2025, am Kader vun där den Appel à projets lancéiert gouf, präsent. Op der uschlëssender Informatiouns-Sessioun, bei där

méi konkret Froe beäntwert goufen an déi de 26. Februar 2025 stattfonnt huet, ware 45 Verrieder vun de Gemengen a Gestionnairen präsent. Datt 11 Projete an nëmmen 9 Méint eragereecht goufen, weist, dass e groussen Interessi an och e groussen Besoin besteet.

Zousätzlech zu de Projete, déi am Kader vum Appel à projets erakommen, si 14 Gemengen oder aner Acteuren mat Iddie fir Projete u béid Ministèren eruge-trueden, déi elo nach konkretiséiert musse ginn.

ad 4. Fir de Moment ass net ugeduecht, en neie Lancement ze maachen. Et gi weiderhin nei Projete ugeholl an och d'Zesummenaarbecht tëscht den zwee Ministère gëtt permanent weidergefuert. Den Appel à projets huet op de Besoin opmierksam gemaach an den Acteuren um Terrain gewise wéi esou eng Kollaboratioun tëscht Promoteuren a Bailleuren respektiv Logementsministère a Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend méiglech ass.

Déi weider Promotioun vum Dispositif „Jugendwunnen“ gëtt vum Service national de la jeunesse ë. a. iwwert seng regional Korrespondente gemaach, déi am enke Kontakt mat de Gemengen an de Gestionnairen stinn. Iwwert de Summer ass eng Brochure „Jugendwunnen“ ausgeschafft ginn, déi u potentiell sozial Promoteuren a Bailleuren verdeelt gëtt. Ausserdem ass déi digital Versioun vun der Brochure op verschiddene Site vum MENJE an um Site vum Syvicol publizéiert ginn.

Esou komme kontinuierlech nei Projete eran a ginn individuell begleet a weidergedriwwen.

ad 5. Bei der Selektioun vu Projete maachen déi zwee Ministère keen Ennerscheid ob et e groussen oder e klengen Promoteuren ass. Fir déi Aarbecht vum Ausschaffen a Begleede vun engem Projet vun der Iddi bis zu senger Realisatioun ze ënnerstëtzen, wäert e Finanzement vun dëser Aarbecht erméiglecht ginn. Dës wäert an den Amendementen vum Gesetz iwwert de Logement abordabel dem Regierungsrot proposéiert ginn.

De Ministère du Logement schreift net vir, ween d'Missioun vum soziale Bailleuren bei engem neie Projet soll iwwerhuelen. D'Zesummenaarbecht tëscht Acteuren, déi scho lokal zesummeschaffen oder déi scho Kollaboratiounen an anere Beräicher hunn, gëtt ënnerstëtzt. Et ass wichteg, dass de Projet vu béide Parteien gedroe gëtt am Sënn vum Erreeche vun den Objektiver, déi uewe beschriwwen gi sinn.

ad 6. D'Demanden, déi am Kader vun dësem Appel à projets erageschéckt gi sinn, verbreedden sech iwwert déi verschidde Regiounen vum Land, esouwéi dat och bei deene besteende Logementer de Fall ass. Besonnesch do wou d'Bevëlkerung am dichtsten ass, gëtt et och déi meeschte Wunnengen fir Jonker. [†]

Demandes de protection internationale | Question 3095 (23/10/2025) de **Mme Mandy Minella | Mme Carole Hartmann** (DP)

Les demandes de protection internationale et le traitement des dossiers y afférents peuvent s'étendre sur une période considérablement prolongée.

L'accord de coalition prévoit de rendre les procédures d'asile plus efficaces et réalisables dans des délais raisonnables. Pourtant, les délais prévus par la loi, six mois pour une procédure standard, deux mois pour les procédures accélérées, sont fréquemment dépassés.

Pendant ce temps, les demandeurs entament souvent un processus d'intégration. À cet égard, une décision d'éloignement, rendue après l'épuisement des voies de recours, peut avoir des conséquences psychologiques importantes, notamment pour les mineurs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Dans quelles conditions les procédures accélérées prévues par la loi sont-elles effectivement mises en œuvre ?
- 2) Quelles initiatives le Ministère de la Justice prévoit-il, seul ou en coopération interministérielle, pour limiter la durée des procédures d'asile ?
- 3) Le ministère dispose-t-il d'une évaluation des délais effectifs d'instruction des demandes et des causes principales des dépassements constatés ?

Réponse (18/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Chaque demande de protection internationale fait l'objet d'une évaluation individuelle, objective et impartiale. Lorsque le Luxembourg est compétent pour traiter une demande de protection internationale au fond, le Ministre des Affaires intérieures peut opter pour le traitement de la demande dans le cadre d'une procédure dite « accélérée » lorsqu'il apparaît que le demandeur tombe sous au moins un des cas d'ouverture prévus à l'article 27 de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. La Direction générale de l'immigration ne dispose pas de statistiques concernant la base légale spécifique invoquée lorsque la procédure dite « accélérée » est appliquée. Cependant une grande majorité des demandes traitées dans le cadre de cette procédure le sont car la personne n'a soulevé que des questions sans pertinence au regard de l'examen visant à déterminer si elle remplit les conditions requises pour prétendre à un statut de protection internationale ou qu'elle est originaire d'un pays d'origine sûr. Cette procédure peut notamment également être appliquée lorsqu'il apparaît que le demandeur constitue un danger pour l'ordre public ou lorsque ce dernier a induit en erreur les autorités sur son identité ou sa nationalité en présentant de fausses indications ou de faux documents ou en dissimulant des informations ou documents qui auraient pu influencer la décision dans un sens défavorable.

Il est essentiel de souligner que le recours au mécanisme de la procédure accélérée ne dispense pas le ministre de faire une analyse quant aux risques pour le demandeur de devenir victime en cas de retour dans son pays d'origine de persécutions ou d'atteintes graves. La procédure dite accélérée assure au demandeur les mêmes droits et garanties que lorsque la demande est traitée dans le cadre d'une procédure dite « normale ». Le seul élément distinguant ces deux procédures est les délais impartis à la Direction générale de l'immigration pour prendre la décision sont plus courts et strictement encadrés par la loi.

En ce qui concerne les procédures accélérées devant les juridictions administratives en matière de demandes de protection internationale, selon les informations communiquées par les juridictions administratives au Ministère de la Justice, toutes les procédures accélérées telles que prévues par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, et plus particulièrement celles prévues aux articles 22 (6), 35 (2), 35 (3), et 35 (4) de cette loi, sont scrupuleusement et effectivement appliquées et respectées par le tribunal administratif.

Les jugements du tribunal administratif intervenus dans le cadre de l'article 22 (6) susmentionné sont susceptibles d'appel. En cas d'appel, la Cour administrative doit statuer dans les dix jours du dépôt de la requête d'appel. Selon les informations communiquées par les juridictions administratives, ce délai de

dix jours a été respecté par la Cour administrative dans tous les appels des dernières années.

ad 2) La Direction générale de l'immigration et plus particulièrement le Département réfugiés chargé du traitement des demandes de protection internationale et temporaire a pris d'importantes mesures au cours des derniers mois. L'objectif consiste en l'optimisation des ressources et le traitement plus efficace des nombreuses demandes de protection internationale formulées au Luxembourg. Elle continuera à mobiliser ses efforts à l'avenir dans le but de se conformer aux nouvelles exigences découlant du Pacte immigration et asile qui entrera en vigueur en juin 2026. Au cours des derniers mois, les procédures internes ont été en partie revues. Des formations encore plus poussées ont été mises en place, des lignes de conduite mises à jour et complétées dans le but de permettre aux agents chargés du traitement des dossiers de les appréhender de manière plus efficace tout en ne perdant jamais de vue la principale priorité à savoir la qualité du travail fourni alors qu'il en va d'un droit humain et qu'il convient en toutes circonstances de garantir les droits des demandeurs.

ad 3) Lorsque le Ministère des Affaires intérieures est compétent pour traiter une demande de protection internationale, les délais de traitement sont en moyenne de 16,71 mois. Cette durée varie en fonction de la procédure appliquée et oscille entre un mois pour les décisions quant à la recevabilité d'une demande jusqu'à vingt mois pour un refus d'octroi de la protection internationale en procédure dite « normale ». Les délais de traitement s'expliquent notamment par la complexité de la matière alors que la situation géopolitique et surtout sécuritaire évolue rapidement dans les pays d'origine des demandeurs, voire connaissent des évolutions importantes à l'image de la Syrie. En effet après la chute du régime du Président Al Assad l'ensemble des États membres de l'Union européenne a été contraint de suspendre le traitement des demandes de protection internationale pendant presque un an. Cette suspension était nécessaire d'une part parce que la situation restait volatile après le départ de l'ancien président et la mise en place d'un régime de transition et d'autre part il était primordial de collecter des informations actuelles et objectives afin de permettre une analyse de chaque dossier de manière individuelle à l'aune des nouvelles circonstances sur le terrain.

Il ressort de la réponse à la première question qu'aucun dépassement des délais judiciaires n'est constatable dans le cadre des recours devant les juridictions administratives.

Grippe aviaire au Luxembourg | Question 3096 (23/10/2025) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

D'Vullegripp ass rezent erëm zu Lëtzebuerg opgetrueden. Laut der Veterinärverwaltung sinn am Zentrum am Süd vum Land zwee Fäll bei Hoergänse festgestallt ginn.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Gëtt et aktuell e Seuchefong, fir landwirtschaftlech Betriber finanziell ze endommagéieren am Fall vun enger Zwangskeulung beim Ausbroch vun der Vullegripp hei am Land?

2. Wa jo, wéi héich ass déi Indemnitéit pro Gefligel?

Réponse (10/11/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Fall vun enger Keulung vun engem Gefligelbetrieb opgrond vun der Vullegripp ass eng Indemnisiatioun vun de betraffene Betriber virgesinn a Form vun enger Bähëllef geméiss Artikel 52 vum dem „Agrargesetz“ Loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales. Allerdéngs kann déi Indemnisiatioun refuséiert gi falls déi virgeschriwwen Biosécherheetsmoossnamen net agehal goufen.

ad 2. D'Indemnisiatioun pro Gefligel gëtt determinéiert en fonction vun der Bewäertung vun dem Maartwäert vun dem Gefligel. Heibäi ginn de Produktionsstadium, den Alter vum Gefligel, den Akafswäert vun den Hinger, de Stallregëster a weider Produktionsdonnéeën berücksichtegt.

Initiative européenne sur les retours vers l'Afghanistan | Question 3097 (23/10/2025) de **Mme Liz Braz** | **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Selon des informations de presse récentes, le Luxembourg figure parmi les États membres de l'Union européenne ayant soutenu une initiative visant à « explorer » un rapprochement avec les autorités de fait talibanes en Afghanistan afin de faciliter des retours, y compris forcés, de ressortissants afghans depuis l'UE, par la signature du Ministre Léon Gloden, d'une lettre adressée aux commissaires européens concernés.

Parallèlement, la situation des droits humains en Afghanistan continue de se dégrader, notamment pour les femmes et les filles (interdictions touchant l'expression artistique, la participation à la vie publique, allant jusqu'à l'interdiction de chanter en public). En effet, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a décidé ce mois-ci de mettre en place un mécanisme d'enquête permanent et indépendant afin de documenter les violations graves toujours en cours et favoriser l'obligation de rendre des comptes, initiative soutenue par le Luxembourg. Ainsi, le 8 septembre 2025, lors de la 60^e session du Conseil des droits de l'homme, le Luxembourg a déclaré que « les femmes et les filles afghanes continuent à être victimes d'une persécution fondée sur le genre systémique ». Déjà lors de la 55^e session, le Luxembourg avait mis en garde contre toute « normalisation » des relations avec les autorités de fait en l'absence de progrès démontrés, mesurables et substantiels, et avait soutenu les travaux sur la qualification d'« apartheid de genre » du Rapporteur spécial de l'homme en Afghanistan. Ce dernier, pour sa part, a récemment qualifié le régime institué par les talibans de système institutionnalisé de discrimination et d'oppression visant notamment les femmes et les filles, susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité. En outre, le 28 novembre 2024, le Luxembourg s'est joint à cinq autres États (le Chili, le Costa Rica, l'Espagne, la France et le Mexique) pour saisir le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Afghanistan, démarche qui a abouti en janvier 2025 à des demandes de mandats d'arrêt contre des dirigeants talibans pour crime contre l'humanité, à savoir la persécution fondée sur le genre.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Étant donné que la lettre susmentionnée, adressée aux commissaires Magnus Brunner et Kaja Kallas, a fuité et été révélée par Euractiv, le Gouvernement peut-il préciser sur quels arguments reposait sa

décision de la signer ? Comment le Gouvernement justifie-t-il cette décision au regard de ses propres prises de position récentes au Conseil des droits de l'homme, qualifiant la situation des femmes et des filles en Afghanistan de « persécution fondée sur le genre systémique » et soutenant la création d'un mécanisme de responsabilité ?

2) Le Gouvernement a-t-il procédé à une évaluation formelle des risques de contradiction entre les évaluations de la situation des droits humains onusiennes (soutenues par le Luxembourg) et le soutien à l'initiative européenne sur les retours ? Le cas échéant, quelles en étaient les conclusions ?

3) Sur quel fondement juridique européen et national le Gouvernement s'appuie-t-il pour envisager des retours vers l'Afghanistan au regard notamment du principe de non-refoulement (Convention de Genève de 1951), de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte des droits fondamentaux de l'UE ?

4) Le Gouvernement considère-t-il l'Afghanistan comme « pays sûr » ou « pays tiers sûr » pour quelque catégorie que ce soit de personnes renvoyées depuis le Luxembourg ? Dans la négative, comment justifie-t-il un soutien à des démarches européennes visant des retours vers ce pays ?

5) L'initiative évoque une priorité donnée aux personnes représentant une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale. Quelles garanties concrètes le Gouvernement exige-t-il pour prévenir la torture, les mauvais traitements, les disparitions forcées ou autres violations graves des droits humains à l'encontre de toute personne renvoyée, y compris de celles condamnées pénalement ?

6) Le Gouvernement peut-il indiquer le nombre d'ordres de quitter le territoire visant des ressortissants afghans émis par le Luxembourg depuis 2021, ainsi que le nombre de protections internationales accordées sur la même période ? Quelles sont les tendances en 2024-2025 ?

7) Le Gouvernement peut-il exclure tout recours à des retours « indirects » via des pays tiers lorsque ceux-ci pourraient exposer des ressortissants afghans à un refoulement en chaîne vers l'Afghanistan ?

8) Le Gouvernement plaidera-t-il, au niveau européen, pour un moratoire sur toute démarche de retours forcés vers l'Afghanistan tant que la situation des droits humains continue de se détériorer et que le nouveau mécanisme onusien n'a pas pu rendre ses premières conclusions, en cohérence avec ses positions prises au Conseil des droits de l'homme et devant la Cour pénale internationale ?

Réponse (24/11/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La lettre en question, publiée par la Belgique en date du 18 octobre, met l'accent sur le retour de personnes représentant un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale. Compte tenu des attentats et autres actes criminels graves commis par des ressortissants afghans dans certains États membres, il est important de disposer de l'option d'un retour forcé afin de renforcer la sécurité sur le territoire de l'Union européenne et d'assurer la cohérence de notre politique migratoire.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'en 2021, le Luxembourg a éloigné de force vers l'Afghanistan une personne considérée comme représentant une menace pour la sécurité nationale.

Le Luxembourg applique l'arrêt dans les affaires préjudicielles jointes C-608/22 et C-609/22, Bundesamt für

Fremdenwesen und Asyl e. a. (femmes afghanes), de la Cour de justice dans lequel la Cour de justice a précisé que lors de l'évaluation individuelle de la demande de protection internationale d'une femme de nationalité afghane, un État membre peut prendre en considération uniquement le sexe et la nationalité de cette dernière pour octroyer une protection.

ad 2) Il n'y a pas de contradiction dans la position du Gouvernement. Il convient de bien distinguer entre les personnes en cours de procédure ou titulaires d'une protection internationale, et celles déboutées ou en séjour irrégulier présentant un risque sécuritaire. Dans ce contexte, la lettre adressée à la Commission européenne rappelle que les États membres signataires restent attachés au respect de leurs obligations en matière de protection internationale, ainsi qu'à la sauvegarde des personnes en situation de besoin.

ad 3) Les retours de personnes en séjour irrégulier sont toujours exécutés sur la base de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, laquelle est conforme aux obligations européennes et internationales du Luxembourg, y inclus au principe de non-refoulement. Il convient de noter que toute décision de refus de séjour et de retour peut être soumise à un contrôle juridictionnel.

ad 4) Les concepts de pays d'origine sûr et de pays tiers sûr s'appliquent exclusivement dans le cadre d'une procédure de protection internationale, et non en matière de retour de personnes en séjour irrégulier.

Si un État tiers est considéré comme un pays d'origine sûr sur base de la liste du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, la demande de protection internationale du demandeur peut être traitée dans le cadre d'une procédure accélérée.

Par ailleurs, le concept de pays tiers sûr est appliqué lorsqu'un demandeur dispose déjà d'une protection dans un pays tiers, ce qui permet aux autorités luxembourgeoises de prononcer une décision d'irrecevabilité de la demande.

L'Afghanistan n'est considéré ni comme un pays d'origine sûr, ni comme un pays tiers sûr.

ad 5) Dans le contexte d'un tel retour, le principe de non-refoulement sera évalué.

ad 6) Tableau [†]

ad 7) Le cadre légal actuel ne permet pas le retour forcé vers un pays tiers qui n'est ni le pays d'origine ni le pays de résidence du ressortissant concerné.

ad 8) Le Luxembourg continue à suivre de près l'évolution de la situation des droits fondamentaux en Afghanistan et adaptera ses démarches en fonction de celle-ci, tout en soutenant les autres États membres dans leurs efforts visant à renforcer les options de retour de personnes présentant un risque sécuritaire.

Statistiques relatives au congé de maternité des salariées et travailleuses indépendantes | Question 3098 (23/10/2025) de Mme Liz Braz | Mme Claire Delcourt (LSAP)

La protection de la maternité constitue un élément essentiel de notre politique sociale, garantissant la santé des mères, la sécurité des enfants et la stabilité professionnelle des femmes. À ce titre, le congé de maternité représente un droit fondamental qui contribue à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Au Luxembourg, tant les travailleuses indépendantes que les salariées peuvent bénéficier d'un congé de maternité.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de femmes salariées ont bénéficié, chaque année, au cours des quatre dernières années, d'un congé de maternité ?

2) Combien de travailleuses indépendantes ont bénéficié, chaque année, au cours de la même période, d'un congé de maternité ?

3) Quels ont été, pour les salariées, le revenu médian et la moyenne arithmétique des prestations versées au titre du congé de maternité au cours des quatre dernières années ?

4) Quels ont été, pour les travailleuses indépendantes, le revenu médian et la moyenne arithmétique des prestations versées au titre du congé de maternité, sur la même période ?

Réponse (03/12/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Entre 2021 et 2023, le nombre de salariées du secteur privé ayant bénéficié d'un congé de maternité débuté au cours de l'année observée diminue progressivement : après avoir atteint 7.003 en 2021, il recule légèrement en 2022 et continue de baisser en 2023 pour compter 6.701 salariées. En 2024, une reprise est observée avec 6.885 salariées concernées. La même évolution s'observe chez les assurées à titre d'indépendant ayant bénéficié d'un congé de maternité débuté au cours de l'année observée. En effet, ce nombre passe de 275 en 2021 à 235 en 2023, pour remonter à 270 en 2024.

Évolution du nombre de femmes distinctes ayant bénéficié d'un congé de maternité par statut socio-professionnel et année de début du congé de maternité de 2021 à 2024 [†]

Les statistiques ci-avant présentent le nombre de salariées résidentes et non résidentes de statut privé ayant bénéficié d'un congé de maternité, ainsi que celui des assurées à titre d'indépendant. Les statistiques ne regroupent pas les absences des salariées qui ont droit à la continuation de la rémunération et qui, partant, ne bénéficient pas de l'indemnité pécuniaire versée par la Caisse nationale de santé (CNS) (i. e. les salariées de l'État, les personnes affiliées à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux, à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics ainsi qu'auprès de l'Entraide médicale des CFL).

ad 3) et 4) Le graphique [†] suivant montre que les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites versées aux assurées à titre d'indépendant sont systématiquement plus élevées que celles attribuées aux salariées de statut privé, tant en moyenne qu'en médiane. Ainsi, les indemnités moyennes des assurées à titre d'indépendant avoisinent 25.000 EUR en 2021 et dépassent 28.000 EUR en 2024, tandis que celles des salariées privées se situent entre 18.000 EUR et 21.000 EUR. En 2024, cela correspond à un revenu mensuel brut moyen d'environ 6.200 EUR pour les indépendantes, contre 4.600 EUR pour les salariées de statut privé.

Les médianes suivent la même tendance : environ 25.000 EUR pour les assurées à titre d'indépendant en 2024, contre 19.000 EUR à pour les salariées de statut privé.

Les évolutions de la moyenne et de la médiane des indemnités pécuniaires de maternité observées

reflètent les ajustements de l'échelle mobile des salaires, puisque ces indemnités sont calculées en fonction des salaires.

Évolution de la moyenne et de la médiane de l'indemnité pécuniaire de maternité prise en charge par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise selon le statut socio-professionnel et l'année de début du congé de maternité (2021 à 2024) [†]

La moyenne et la médiane des indemnités pécuniaires de maternité sont obtenues en multipliant, respectivement la moyenne et la médiane de l'indemnité journalière prise en charge par l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise par le nombre moyen de jours d'absence par congé de maternité observé sur les quatre années analysées.

Changement d'heure au sein de l'Union européenne | Question 3099 (23/10/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Am 26. Oktober werden die Uhren wieder nachts um eine Stunde zurückgestellt, womit die Sommerzeit endet. Ziel der 1980 wieder eingeführten Zeitumstellung war die bessere Ausnutzung der Tageshelligkeit.

Im Jahr 2018 hatte die EU-Kommission eine repräsentative Umfrage bei den EU-Bürgern organisiert. Sie sprachen sich zu 84 % gegen die halbjährliche Zeitumstellung aus, die den biologischen Rhythmus des Menschen durcheinanderbringt. Seit fünf Jahren liegt diese Diskussion auf Eis.

Der spanische Premierminister hat nun angekündigt, dass er sich für die Abschaffung der Zeitumstellung ab 2026 einsetzen will.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Premierminister folgende Fragen stellen:

1. Wird die jährlich zweimalige Zeitumstellung wieder auf der EU-Agenda stehen?

2. Gibt es auf europäischer Ebene inzwischen eine klare Präferenz betreffend die Winter- oder die Sommerzeit?

3. Wird der Herr Premierminister sich der Initiative seines spanischen Homologen anschließen?

4. Falls zutreffend, wird sich die Regierung, für die Winter- oder die Sommerzeit aussprechen?

5. Ist 2026 mit einer Entscheidung in dieser Frage zu rechnen?

Réponse (21/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. Die polnische Ratspräsidentschaft hatte im Frühjahr 2025 die Initiative ergriffen das Thema wieder auf die Agenda der zuständigen Ratsarbeitsgruppe zu setzen welche ein einziges Mal darüber sprach ohne Ergebnis. Seitdem stand die Zeitumstellung nicht mehr auf der EU-Agenda.

ad 2. Wie oben erwähnt hat die polnische Ratspräsidentschaft eine Neubewertung der europäischen Zeitregelungen vorgeschlagen und hat für die dauerhafte Einführung der Sommerzeit in der gesamten Union plädiert. Polen hat zudem vorgeschlagen eine Überprüfungsklausel beizufügen, die es ermöglicht, nach zwei Jahren der Umsetzung Anpassungen vorzunehmen. Diese Initiative hat jedoch zu keinem entscheidenden Ergebnis geführt. Die EU-Mitgliedstaaten haben die EU-Kommission beauftragt eine vollständigere Folgenabschätzung durchzuführen, bevor es zu endgültigen Entscheidungen kommen kann. Entsprechend der aktuellen Studien scheint

eine Präferenz der Mehrheit für eine permanente Sommerzeit zu bestehen.

ad 3. Die Luxemburger Regierung stimmt prinzipiell der Abschaffung des halbjährlichen Wechsels zu, jedoch unter der Bedingung, dass eine Folgenabschätzung durchgeführt wird und dass es zu einem Ergebnis kommt, welches das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarktes nicht beeinträchtigt. Die Regierung will, wie andere EU-Mitgliedstaaten auch inkohärente Zeitzone vermeiden. Eine enge Abstimmung zwischen den EU-Mitgliedstaaten ist deshalb unvermeidbar. Die luxemburgische Regierung kann und will deshalb keine einseitige Entscheidung treffen, da wir als zentralgelegenes Land in der Hinsicht von unseren EU-Nachbarn abhängig sind.

ad 4. Die Entscheidung für die Winter- oder die Sommerzeit hängt von der Koordination zwischen den Beneluxstaaten, Frankreich, Deutschland und Italien ab.

ad 5. Eine Entscheidung im Jahr 2026 ist nicht sehr wahrscheinlich. Ob der Vorschlag auf die Agenda im Rat der Europäischen Union im Jahr 2026 kommt, hängt von Zypern und Irland ab welche die Präsidentschaft des Rates im ersten, jeweils im zweiten Semester 2026 innehaben werden. Außerdem hängt es von der EU-Kommission ab, ob und wann, sie die seit Jahren von den EU-Mitgliedstaaten geforderte Folgenabschätzung vorlegen kann oder nicht.

Processus de recharge des bus électriques par pantographe et classification des horaires nécessitant une certaine surveillance | Question 3100 (24/10/2025) de M. Jeff Engelen | M. Tom Weidig (ADR)

Am Zusammenhang mit der Elektromobilität an de Luedstatiounen iwwer Pantograph fir Busser sinn eis verschidden Informationen zu Ouerer komm, déi eng Rei Froen opwerfen. Virum Start vum Luedprozess muss de Buschauffer 15 bis 30 Minutte waarden, well den Apparat oft Feelermeldungen uweist, ier dat eigentlecht Lueden ufänkt. Während dem Luede muss och ëmmer een do sinn, fir dat Ganzt ze iwwerwaachen, well de Luedprozess sech vum selwen ënnerbrieche kann. Dobäi muss een och bedenken, datt de Buschauffer de Kontaktschlüssel am Schluss losse muss, fir d'Lueden iwwerhaapt ze erméiglechen. D'Buschaufferen müssen also do sinn an op hire Bus oppassen an de ganze Prozess iwwerwaachen.

An deem Zusammenhang géife mir der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt een am Kontext vum Luede vu Busser net vum enger Paus vum de Buschauffer schwätze kann?

2. Misst déi Zäit, déi de Buschauffer brauch, fir de Luedprozess ze iwwerwaachen, net och voll oder zum Deel bezuelt ginn?

3. Wéi gëtt dës Fro aktuell am öffentlichen Déngscht gereegelt?

4. Huet de Privatsektor eng spezifesch Reegelung? Wa jo, ënnerscheiden sech d'Regelungen am öffentlichen an am Privatsektor vuneneen?

5. Ass d'Regierung an dësem Zusammenhang schonn mat Reklamatiounen konfrontéiert ginn?

Réponse (21/11/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert Engelen a Weidig froe Renseignement betreffend d'Opluede vum elektresche Busser mat Pantographen am Kontext mam zäitlechen Opwand dovunner fir d'Fuerpersonal.

Et gëtt souwuel Pantographen, déi am Kader vun der Exploitation vum RGTR-Buslinne benotzt ginn, fir zum Beispill op engem Termin vum enger Linn punktuell ze lueden, anerem, déi exklusiv vu Busser vum AVL-Busser-vice benotzt ginn, an och Pantographen, déi Busbetreiber sech an hiren Depoten installéiert hunn, fir Busser do opzelueden.

De Pantograph ass primär geduecht, fir d'Batterie schnell an a kuerzer Zäit nozelueden, sougenannten „oppcharge“. Wat déi Installatiounen betrëfft, déi fir RGTR-Linne benotzt ginn, si keng Waardezäite vu 15 bis 30 Minutte bekannt. Feelermeldung während dem Luede sinn dem Ministère fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten och net bekannt.

Fir dass de Pantograph de Bus erkennt, ass all Bus mat enger Antenn ausgerüst. Bis dass d'Kommunikatioun tëschent der Antenn vum Pantograph an dem Bus opgebaut ass, kënnen awer heiansdo bis zu 2-3 Minutte vergoen. Et ass richtig, dass fir ze lueden, d'Spannung um Bus muss ageschalt sinn, an d'Lueden e puer Minuten an Usproch hält.

ad 1. bis 3. No de Reegelen vum Aarbechtsgesetzbuch a vum Kollektivvertrag⁶ fir d'Buschaufferen vum de private Busbetreiber gëllen d'Zäiten, wou de Salaré seng Aarbecht op senger Aarbechtsplaz mécht an dem Patron zur Verfügung steet, als Aarbechtszäiten.

Als Aarbechtszäite gëllen:

1° d'Zäiten, wou de Salaré seng Transportaktivitéiten ausféiert, wéi z. B.

a) d'Fueren;

b) d'Luede respektiv d'Entlueden;

c) d'Hëllef fir d'Passagéier beim Eran- oder Erausklammen;

d) d'Botzen oder den techneschem Ënnerhalt vum Bus;

e) aner Aarbechten, déi z. B. d'Sécherheet vum Gefier oder déi administrativ Formalitéiten betreffen;

f) d'Virbereedung an d'Ofgi vum Gefier, mat de Kontrollen, déi dozou gehéieren.

2° d'Zäiten, an deenen de Buschauffer net einfach iwwer seng Zäit verfüge kann an op der Aarbecht muss bleiwen, bereet sinn, fir erëm mat senger Aarbecht unzufänken.

D'Paus ass d'Zäit, wou de Buschauffer net mam Bus firt oder aner Aarbechte mécht, a wou hie sech erhuelen a raschte soll.

Deemno sinn déi Zäiten, wou de Buschauffer muss op der Aarbecht sinn, fir op de Bus opzepasst a fir de Luedprozess ze iwwerwaachen, net als Paus ze bezeichnen, mee als Aarbechtszäiten, déi voll ze bezuele sinn.

D'Fuerpausen, d. h. déi sougenannte Lenk- a Rouzäite fir d'Fuerpersonal, sinn am EU-Reglement (CE) N° 561/2006⁷ gereegelt.

Fir d'Exploitation vum de Buslinnen, déi vum Staat ausgeschriewe goufen, ass an de Verträge virgesinn, dass all potentiell Personalkäschte müssen an de Stonnepräis an an de Kilomeeterpräis mat afléissen.

Et ass also um Busbetreiber, ob Paus oder net Paus, dës Käschte mat anzerechnen, an entsprechend seng Chaufferen a Chauffeusen ze bezuelen.

ad 4. De Ministère fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte ka sech just iwwer déi Kontrakter äusseren, déi e kennt.

ad 5. An dësem Zusammenhang si weeder de Ministère fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechten, nach d'ITM bis elo mat Reklamatiounen konfrontéiert ginn.

Sanctions américaines contre Lukoil | Question 3101 (24/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

⁶ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2024/06/04/a242/jo>

⁷ <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2006/561/oj/fra>

D'USA hunn nei Sanktiounen géint Russland ausgeschwat an déi russesch Firma Lukoil op eng Sanktionslëscht gesat. Lukoil huet och zu Lëtzebuerg Aktivitéiten a bedreift, ënnert anerem, eng Tankstell zu Rodange ënnert dem Markennumm.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wäert Lukoil zu Lëtzebuerg weiderhin dierfe seng Aktivitéiten ausüben?

2. Wéi reagiert Lëtzebuerg, national souwéi europäesch, op d'US-Sanktiounen?

Réponse (20/11/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Prinzipiell viséieren d'US-Sanktiounen haaptsächlech Propriétéiten vu Lukoil/Rosneft, déi an den USA lokaliséiert sinn oder déi vun US-Persounen kontrolléiert ginn. Domadder sinn se net direkt an der Europäescher Unioen applikabel, mee och ouni direkt rechtsverbindlech Wierkung kënnen d'US-Sanktiounen fir eng EU-Filial vu Lukoil oder Rosneft substanzuell Konsequenze mat sech bréngen, zum Beispill wann d'Entreprise op den US-Dollar oder den amerikanesche Bankesystem ugewise bleift.

ad 2. D'Europäesch Unioen schafft enk mat hiren internationale Partner zesummen am Beräich vun de Sanktiounen, setzt awer autonom hir eege restriktiv Moosname fest.

Utilisation de WhatsApp par le Gouvernement dans le cadre d'une faille de sécurité | Question 3102 (24/10/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger Fro N° 2897 hat ech eng Sécherheitslück op WhatsApp am Summer thematiséiert, déi déi op Apple-Apparater Spyware fonnt gouf an iwwer déi d'Telefone konnten ausspionéiert ginn.

D'Regierung huet net kloer op meng Fro geäntwert, ob da lo Ministère WhatsApp an deem Zäitraum benotzt hunn.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisation dës Froe stellen:

1. Hu Regierungsmembere WhatsApp op hiren Apple-Apparater installéiert?

2. Benotzen d'Regierungsmembere fir hir Kommunikatiounen ënnerteneen oder bannent hirem Ministère WhatsApp op Apple-Apparater?

Réponse (21/11/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

ad 1. an 2. Dee Moment wou een Telefon vum Zenter fir Informationstechnologie vum Staat (CTIE) un ee Member vun der Regierung ausgelievert gëtt, si just professionell Applikatiounen installéiert, déi vum CTIE ënnerstëtzt ginn. Ab deem Moment gëtt den Telefon zwar weiderhi vum CTIE gëiert, mee all Minister ass selwer responsabel fir den Ëmgang an d'Notzung vu sengem Smartphone.

Ech selwer hunn net, an hat nach ni, d'Applikatioun WhatsApp op mengem Déngschthandy installéiert.

Ech verweisen op meng Äntwert am Kader vun der d'QP 2897, a präziséieren nach emol, dass dem CTIE keen Tëschefall bekannt ass, bei deem déi vum Deputéierten ernimmte Sécherheitslück op engem vum CTIE gëierte Gerät ausgenotzt gi wär.

Accès des clubs et associations sportives aux infrastructures scolaires | Question 3103 (24/10/2025) de M. Charles Weiler (CSV)

Zanter e puer Joer huet eist Land e strukturelle Manktem u sportlechen Infrastrukturen, besonnesch d'Zougänglechkeet vu Sportssäll fir Veräiner a lokal Associatiounen ass net optimal. Vill Gemenge sti virun engem Mangel un Trainings- a Competitiouns-zäiten, well et u Säll fir Veräiner feelt. Gläichzäiteg verfügen eng Rei Lycéeën a Schoulen iwwer modern Infrastrukturen, déi ausserhalb vun de Schoulzäiten – owes, de Weekend oder während de Schoulvakanzen – ongenotzt bliwen.

Och wann et verschidde Gemenge gëtt, déi an Zesummenaarbecht mat de Schouldirektiounen Léisunge fir eng gemeinsame Nutzung konnten ëmsetzen, sti vill aner Gemengen nach ëmmer virun engem ganz limitéierten oder inexistenten Zougang.

Dat ass besonnesch bedauerlech, well eng besser Ouverture vun dese Sportssäll net nëmmen de lokale Sportsveräiner kéint zeguttkommen, mee och zu engem méi effiziente Gebrauch vun ëffentleche Gelder géif bäidroen an de sozialen Zesummenhalt duerch de Sport géif stärken.

Bei enger Reunion vun der Sportskommissioun am Januar 2025 huet den Här Sportsminister erkläert, datt hien zesumme mam Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend konstruktiv Gespréicher gefouert huet, fir de lokale Veräiner d'Benotzung vu Schoulinfrastrukturen no de Coursen, während dem Weekend souwéi de Schoulvakanzen ze erméiglechen. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend sollt zu deemem Zweck en Inventaire vun de sportlechen Infrastrukturen an hirem Nutzungsgrad opstellen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Sportsminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Konnt den Inventaire, deen am Kader vun der parlamentarescher Sportskommissioun am Januar 2025 ugeschwat gouf, méttlerweil erstallt ginn?
2. Wéi vill sportlech Infrastrukturen, déi ënnert d'Zoustännegkeet vu Schouletablissementer falen, sinn aktuell ausserhalb vun de Schoulzäite fir Veräiner a lokal Associatiounen zougänglech? Gëtt et eng national Strategie oder Richtlinnen, déi d'gemeinsame Nutzung vu Sportsinfrastrukturen tëscht Schoulen a Sportveräiner förderen?
3. No wéi enge Critèren oder Konditiounen gëtt aktuell – um Niveau vun de Lycéedirektiounen oder vun de Ministère – decidéiert, ob des Infrastrukture fir Associatiounen sollen opgemaach ginn oder net? Wéi ginn d'Schouldirektiounen an déi technesch Services, déi betraff sinn, an des Problematik agebonnen, a wéi eng Moossname ginn ugeduecht, fir déi administrativ Gestiouen am Zesummenhang mat der Ouverture vun de Säll ze vereinfachen?
4. Ass et virgesinn, datt d'Regierung ee Reglement ausschafft oder zumindest eng kloer Recommandatioun gëtt, fir des Infrastrukture systematesch fir déi lokal Veräiner zougänglech ze maachen?
5. Plangt d'Regierung en nationaalt Instrument anzeféieren – z. B. eng Plattform oder e standardiséierte Modell vun Accord – fir d'Koordinatioun tëscht Gemengen, Schouletablissementer a Sportveräiner am Sënn vun enger gemeinsamer Nutzung vun den Infrastrukturen ze vereinfachen?

Réponse (27/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo,** Ministre des Sports

ad 1. All sportlech Infrastrukturen, déi ënnert d'Zoustännegkeet vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend falen (Sportshalen a Schwämmen), sinn iwwert déi ganz Woch, tëscht 8.00 an 21.00 Auer, zu 83 % ausgelascht. Am Norden zu 84 %, am Süden zu 82 %, am Zentrum zu 77 % an am Osten zu 99 %.

ad 2. Aktuell gëtt et nëmmen zwou sportlech Infrastrukturen, déi ënnert d'Zoustännegkeet vu Schouletablissementer falen, déi no de Schoulstonnen net vun engem Veräin oder enger lokaler Associatioun genotzt ginn, well keng Demande fir des Infrastrukturen do ass. Um Weekend ass et eng eenzeg Infrastruktur, déi net duerch e Veräi benotzt gëtt, well och hei keng Demande besteet.

D'gemeinsame Nutzung vu Sportsinfrastrukturen tëscht Schoulen a Sportsveräiner gëtt aktuell haaptsächlech iwwert lokal Ofkommessen tëscht de Schoulen, de Gemengen an de concernéierte Veräiner gereegelt.

ad 3. a 4. D'Schouldirektiounen sinn ugewise, eng optimal Auslaschtung vun de staatlechen Infrastrukture sécherzestellen; wéi aus den Äntwerten op d'Froen 1 an 2 ervirgeet, ass dëst de Fall. Weider reglementaresch Moossname sinn deemno net néideg.

ad 5. Virum Hannergrond dovun, datt d'Sportinfrastrukture vun de Lycéeën am Moment tëscht 80 % an 99 % ausgelascht sinn, gesäit d'Regierung aktuell keng Noutwendegkeet, fir eng opwendeg national Prozedur ze erstellen. D'Regierung vertraut och weiderhin op eng lokal a regional Koordinatioun tëscht der Schoul, de Gemengen an de Veräiner.

Validité du permis de conduire | Question 3104 (24/10/2025) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

Et ass gewosst, dass zum Beispill de B-Führerschäi gültig ass bis dem Detenteur säi 50. respektiv 60. Gebuertsdag. Während dee rosa Pobeier-Führerschäi gültig ass bis den Detenteur 50 Joer huet, huet déi Plastikskaaft vum Führerschäi just nach eng Gültigkeet vun 10 Joer obwuel d'Fuereerlabbis bis de 60. Gebuertsdag gëllt. Dat heescht konkret, datt den Autoführerschäi bis de 60. Gebuertsdag vum Detenteur gültig ass, awer den Instrumentum, also déi Plastikskaaft op där de Führerschäi ausgestallt ass, all 10 Joer ofleeft. Dëst schéngt net immens bekannt ze sinn, sou datt eng Rei Detenteure vum Führerschäi een ofgelafent Dokument bei sech droen.

Donieft gëtt et Persounen, déi Führerschäiner fir verschidde Gefierer hunn, déi méi reegelméisseg mussen erneiert ginn, wéi z. B. Camion oder Bus, an awer och hei stëmmt den Oflafdatum vum Dokument net mam Gebuertsdatum, dee gëllt fir d'Fuereerlabbis, iwwerteneen.

Dowéinst hunn ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass d'Dokument (den Instrumentum) vum Führerschäi eng Gëltegkeetsdauer vun nëmmen 10 Joer huet, obwuel d'Fuereerlabbis, déi et ausweist, eng méi laang Dauer huet? Gëtt et Ausnamen dozou?
2. Falls jo, firwat ass dat esou a firwat gëllt déi Kaaft net méi wéi beim ale rosa Führerschäi bis zum 50. respektiv 60. Gebuertsdag vum Detenteur? Ass virgesinn, d'Reegelung unzepassen, sou datt d'Gëltegkeet vum Dokument a vun der Fuereerlabbis nees mam Datum iwwerteneestëmmen?
3. Wat ass un där Plastikskaaft sou besonnesch, datt se just eng limitéiert Gültigkeet huet?
4. Ginn d'Automobiliste protokolléiert, wann si mat enger ofgelafer Führerschäinskaaft ugehale ginn obwuel hir Fuereerlabbis nach gültig ass?

5. Mussen d'Detenteure vum Führerschäi hir Kaaft all 10 Joer erneieren an all 10 Joer déi 30 € fir den Timbre de chancellerie bezuelen?

6. Wéi ass d'Prozedur wann ee Fuereerlabbis fir verschidde Gefierer huet, déi mat aneren Echeancen oflafen, wéi z. B. Camion oder Bus, a falen hei allkéiers Käschte fir d'Erneuerung un?

7. Gëtt et statistesch Daten dozou, wéi vill Führerschäiner (Instrumentum) aktuell ofgelaf sinn obwuel d'Fuereerlabbis nach gültig ass?

Réponse (20/11/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stellt am Kader vun dëser parlamentarescher Fro eng Rei Froen iwwer d'Gëltegkeetsdauer vum Führerschäi zu Lëtzebuerg.

ad 1. Dat ass korrekt. De Führerschäi enthält zwee Datumer. Deen een ass d'Gëltegkeet vun der jeeweileger Kategorie an deen aneren ass d'Gëltegkeet vum Dokument selwer. Et kann awer och virkommen, dass des zwee Datumer identesch sinn.

ad 2. Neen. Dës Reegelung kann net ugepasst ginn, well déi maximal Gëltegkeetsdauer vum eenheetlechen europäesche Führerschäi säit dem Akraafttriede vun der Führerschäindirektiv 2006/126 am Joer 2013 vun der EU virgeschriwwen gëtt. Dofir huet all Führerschäi (d'Dokument), deen ab 2013 ausgestallt gëtt, eng Gëltegkeetsdauer vun 10 Joer. Un der Gëltegkeetsdauer vun de Kategorien huet sech näischt geännert.

ad 3. Bei der Aféierung vum Führerschäi als Plastikskaaft, goufen insgesamt och eenheetlech europäesch Reegelungen fir de Führerschäi agefouert, och wat d'Gëltegkeetsdauer ugeet. Dës eenheetlech Reegelen an déi méi héich Sécherheetsstandarde vun der Kaaft selwer sinn agefouert ginn, fir Führerschäifälschungen ze verhënneren a fir de sougenannte Führerschäistourismus, also eng Persoun, déi an engem Land de Führerschäi verluer huet a sech dann an engem anere Land en neie siche gaangen ass, ze verhënneren. Dozou gehéiert och, datt se no enger gewësser Zäit hir Gëltegkeet verléieren.

ad 4. Jo. Genée wéi d'Kategorië muss och d'Dokument selwer ëmmer gültig sinn. Wann d'Dokument vun enger Persoun ofleeft, gëtt dës am Virfeld vun der SNCA duerch e Bréif doriwwer a Kenntnis gesat, fir dass si matzäiten déi néideg Demarche ka maachen, fir d'Dokument ze erneieren.

ad 5. Neen. En einfache Renouvellement vun engem Führerschäi wou d'Dokument ofleeft ass gratis.

ad 6. Neen. Och hei ass all einfache Renouvellement gratis.

ad 7. Laut eiser Datebank sinn aktuell 11.716 Führerschäiner am Émlaf wou d'Dokument ofgelaf ass wou awer nach gültig Kategorien drop sinn. Dës Persounen goufen awer all, wéi bei der Fro 4 beschriwwen, vun der SNCA schrëftlech doriwwer informéiert. Wat awer och ka sinn ass, dass des Leit guer net méi zu Lëtzebuerg wunnen. D'Informatioun wou eng Persoun sech aktuell ophält ass net an der Datebank erfaasst.

Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides publiques dans les domaines du logement et de la rénovation énergétique | Question 3105 (24/10/2025) de M. Meris Sehovic | Mme Joëlle Welfring | Mme Sam Tanson (déi gréng)

Pour un nombre important d'aides et de primes étatiques, les critères d'éligibilité tiennent compte du revenu imposable du ménage des bénéficiaires.

Dans le contexte de la réforme fiscale annoncée visant à introduire une individualisation de l'impôt à



partir du 1^{er} janvier 2028, se posent plusieurs questions quant à la future détermination de ce revenu de référence, notamment en ce qui concerne le respect du secret fiscal, la charge administrative supplémentaire éventuelle et la cohérence avec les critères sociaux actuellement en vigueur.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelles sont, à ce jour, les aides, primes ou subventions relevant du Ministère du Logement pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure parmi les critères d'éligibilité ?

2) Quelles sont, à ce jour, les aides, primes ou subventions relevant de la compétence de la Klima-Agence pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure parmi les critères d'éligibilité ?

3) Les deux ministères ont-ils déjà été officiellement consultés par le Ministère des Finances au sujet de l'impact potentiel de l'individualisation de l'impôt telle qu'elle est actuellement prévue ?

Réponse (26/11/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Quant aux aides individuelles au logement, il faut rappeler qu'avec l'entrée en vigueur en septembre 2023 de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement, toutes les aides individuelles sont désormais calculées sur base du revenu net des communautés domestiques et que le revenu imposable n'est dès lors plus pris en considération.

ad 2) Il est rappelé aux honorables Députés qu'aucune aide, prime ou subvention ne relève de la compétence ni n'est versée ou attribuée par la Klima-Agence. Klima-Agence est un groupement d'intérêt économique qui informe, conseille et oriente les acteurs de la société dans leur engagement pour la protection du climat et la transition énergétique.

Il est rappelé que les aides à la protection de l'environnement et à la transition énergétique du Ministère de l'Économie sont à destination des entreprises. Aucune aide à destination des citoyens dans le domaine de la rénovation énergétique relevant du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (Klimabonus Wunnen) n'a pour critère le revenu imposable. Pour les aides relevant du Ministère du Logement il est renvoyé à la réponse à la question 1 ci-dessus.

ad 3) La mise en place d'une classe d'impôt unique a été discutée à plusieurs reprises entre ministres et au sein du Conseil de Gouvernement.

Conséquences de l'individualisation de l'impôt sur les aides publiques dans les domaines de l'éducation et de l'enfance | Question 3106 (24/10/2025) de Mme Djuna Bernard | M. Meris Sehovic | Mme Sam Tanson (déi gréng)

Pour un nombre important d'aides et de primes étatiques, les critères d'éligibilité tiennent compte du revenu imposable du ménage des bénéficiaires.

Dans le contexte de la réforme fiscale annoncée visant à introduire une individualisation de l'impôt à partir du 1^{er} janvier 2028, se posent plusieurs questions quant à la future détermination de ce revenu de référence, notamment en ce qui concerne le respect du secret fiscal, la charge administrative supplémentaire éventuelle et

la cohérence avec les critères sociaux actuellement en vigueur.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles sont, à ce jour, les aides, primes ou subventions relevant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure parmi les critères d'éligibilité ?

2) Le ministère a-t-il déjà été officiellement consulté par le Ministère des Finances au sujet de l'impact potentiel de l'individualisation de l'impôt telle qu'elle est actuellement prévue ?

Réponse (01/12/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les aides, primes et subventions du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour lesquelles le revenu imposable du ménage figure comme critère d'éligibilité, sont les suivantes :

- les subventions aux ménages à faible revenu et subvention du maintien scolaire du service CePAS tiennent compte du revenu imposable dans le cadre de la détermination de l'éligibilité. La prise en considération du revenu imposable concerne toutefois exclusivement les travailleurs indépendants, pour les autres catégories de bénéficiaires, le calcul du revenu du ménage repose sur des justificatifs de revenus nets ;
- les subventions diverses aux ménages et subsides au minerval de l'enseignement musical, de l'enseignement musical ;
- la gratuité des repas de l'administration Restopolis ;
- la participation de l'État aux services d'éducation et d'accueil dans le cadre du chèque-service accueil dans le secteur de l'Enfance ;
- les aides à la formation, primes et indemnités de formation du service de la formation professionnelle.

ad 2) Alors que la réforme fiscale annoncée visant à introduire une individualisation de l'impôt à partir du 1^{er} janvier 2028 n'a pas encore fait l'objet de discussions au niveau du Conseil de Gouvernement où aucun texte y relatif n'a été présenté, des échanges entre les ministères concernés ont cependant déjà eu lieu.

Programme mammographie | Question 3108 (24/10/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Le cancer du sein est toujours le premier cancer chez la femme, et l'une des principales causes de mortalité féminine par cancer. Si la mammographie constitue l'outil de base du dépistage organisé au Luxembourg, des avancées technologiques invitent à repenser les stratégies de détection précoce en place depuis les débuts du programme en 1992.

Aux Pays-Bas, les autorités de santé ont récemment décidé d'offrir une IRM de dépistage aux femmes présentant un tissu mammaire particulièrement dense, où la mammographie échoue souvent à identifier les lésions malignes. En moyenne entre 6 et 8 % des femmes âgées entre 50 et 75 ans sont concernées par ce problème.

Une étude publiée par le Karolinska Institutet à Stockholm a démontré que l'analyse des mammographies par intelligence artificielle (IA) permet d'identifier de manière ciblée les femmes présentant un risque accru de développer un cancer du sein, y compris lorsque leurs clichés paraissent normaux. Chez ces femmes, un complément d'examen par IRM a permis

de détecter jusqu'à quatre fois plus de cancers que chez celles sélectionnées uniquement selon la densité mammaire.

Au Luxembourg, le Programme mammographie reste fondé sur un schéma uniforme « one size fits all » : une mammographie est proposée tous les deux ans pour les femmes âgées de 45 à 74 ans. L'IRM n'est proposée que dans certains cas, lorsque la mammographie a abouti à un résultat anormal.

Dans un contexte où la technologie permet d'évoluer vers des modèles de dépistage plus personnalisés et offre des perspectives nouvelles en matière de détection précoce, j'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Alors que l'IA est déjà utilisée pour analyser les images médicales, est-elle également utilisée pour évaluer le risque de cancer du sein des patientes, même en présence d'une mammographie normale ? Dans la négative, endéans quels délais cette technologie pourrait-elle être implémentée chez nous ?

2) Dans quelle mesure le Ministère de la Santé prévoit-il de faire évoluer le Programme mammographie vers une stratégie de dépistage plus individualisée, fondée sur le risque réel de chaque femme ?

– Madame la Ministre envisage-t-elle de compléter l'offre de dépistage précoce par des IRM pour les patientes à haute densité du tissu mammaire ?

3) Les gynécologues sont-ils tenus de garantir une information transparente des patientes sur la densité de leur tissu mammaire, et sur les limites que cela peut représenter en matière de dépistage ?

Réponse (12/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Un système d'IA est actuellement installé sur les mammographies acquis par les établissements en 2023-2024. Ce dispositif, utilisé par les radiologues dans le cadre du Programme mammographie (PM) et également en consultation individuelle, apporte différentes informations :

- densité mammaire ;
- contournage, sur la mammographie, d'anomalies considérées comme point d'attention pour le diagnostic ;
- évaluation de la probabilité que cette anomalie puisse correspondre à un cancer.

Cette évaluation est une aide au diagnostic et doit dans tous les cas être validée par un radiologue expérimenté. Elle montre certaines limites, comme l'absence de comparaison des clichés avec les examens antérieurs, ou l'absence de prise en compte de cicatrices chirurgicales.

Il existe un autre modèle d'IA qui utilise le deep learning pour analyser les mammographies et prédire le risque de cancer du sein sur une période allant jusqu'à cinq ans, y compris sur une mammographie considérée comme normale. Le modèle s'appuie sur des méthodes avancées de traitement d'images afin d'extraire certaines caractéristiques des mammographies, telles que des structures complexes invisibles à l'œil humain. Ce modèle permettrait de personnaliser les dépistages : les patientes à faible risque pourraient espacer leurs examens, tandis que celles à haut risque bénéficieraient de contrôles plus fréquents.

Actuellement, ce modèle d'IA n'est pas installé au Luxembourg. Avant de savoir quand il serait disponible, il faut démontrer son utilité et dans quelles conditions l'implémenter. En effet, le modèle montre certaines limites :

a. Les algorithmes du système fonctionnent comme une « boîte noire », ce qui rend difficile pour les médecins de comprendre précisément certaines de ses conclusions.

b. Cette opacité pose des défis pour l'intégration clinique, car les professionnels de santé doivent justifier les décisions diagnostiques et thérapeutiques et le manque de maîtrise dans l'analyse complique ce processus. En effet, les conclusions à tirer de cette évaluation du risque ne sont pas évidentes : il faut prendre des décisions relatives à la modification du rythme des dépistages, à la modification de la technologie (tomosynthèse, échographie, IRM, mammographie de contraste...), et des décisions relatives à certains traitements (substitution hormonale par exemple). Prendre des décisions sur ce seul paramètre ne serait pas prudent.

c. Il se pose par ailleurs un certain nombre de questions médico-éthiques. Il faudrait en détail pouvoir expliquer à la patiente concernée la notion de risque. De par cette étape il se pourrait que la qualité de vie de la personne se dégrade, en effet l'information fournie est susceptible d'engendrer des réactions anxiogènes ; par ailleurs il faudra prendre le soin et s'assurer du suivi des recommandations.⁸

Des études prospectives sont encore en cours afin d'évaluer la balance bénéfice/risque de l'application de ce modèle d'IA en pratique courante. Son utilisation dans le cadre d'un programme organisé ne peut, en l'état, pas encore être validée.

ad 2)

– Le Programme mammographie s'adresse aux femmes à risque standard de cancer du sein, ce qui correspond à un risque à 10 ans inférieur à 3 % pour les femmes de 40 à 49 ans, ou risque à vie de cancer du sein inférieur à 17 %.

Une stratégie de dépistage ciblée selon le risque est déjà en place. En effet, comme publié récemment par l'Institut national du cancer (INC) et le Conseil scientifique – Domaine de la santé⁹, une première évaluation du risque est recommandée pour toute femme, dès l'âge de 25 ans, par un médecin. Cette évaluation est à revoir régulièrement, selon le parcours de vie de la personne et des membres de sa famille proche. Elle est basée sur des éléments factuels, comme un antécédent personnel d'irradiation thoracique à haute dose (exemple : irradiation pour maladie de Hodgkin), ou une prédisposition génétique au cancer du sein connue ou suspectée sur base du contexte familial.

Les femmes dont le risque est estimé supérieur au risque standard sont invitées à suivre un dépistage différent, sur prescription médicale, en dehors du programme organisé.

Une évolution de la stratégie du dépistage plus affinée en fonction du risque individuel n'est actuellement pas possible dans le cadre du programme organisé : en effet, des études^{10 11} sont encore en cours afin de déterminer comment mieux définir le risque individuel de chaque personne, d'implémenter les recommandations personnelles dans une pratique quotidienne et

d'en étudier la balance bénéfice/risque à long terme pour la population.

– Une densité mammaire très élevée diminue la sensibilité de la mammographie et constitue un faible risque de cancer du sein. Dans le cadre du Programme mammographie, les bénéficiaires sont invitées, depuis le début du programme, à réaliser une échographie complémentaire en cas de seins très denses.

La littérature scientifique et les recommandations européennes récentes plaident actuellement en faveur d'une imagerie de contraste (IRM avec injection de produit de contraste, et mammographie de contraste) en complément du dépistage par mammographie en cas de seins très denses.

Une étude récente¹² a comparé l'apport des techniques de contraste avec l'échographie dans la détection des cancers pour les seins très denses à mammographie normale. Par rapport à l'échographie, les techniques de contraste trouvent plus de cancers, au prix d'un taux de rappel élevé. Cependant, le bénéfice à long terme sur la santé de la population n'est pas encore prouvé.

En pratique, à titre individuel, les médecins peuvent déjà actuellement prescrire à leur patiente une IRM des seins en cas de seins très denses.

ad 3) La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations des patients prévoit le droit à l'information sur tout état de santé : chaque professionnel de santé se doit d'informer le patient sur les prestations dont il a la responsabilité et sur l'état de santé et l'évaluation probable de celui-ci. Il n'y a pas d'injonction spécifique en rapport avec un paramètre particulier.

Dans le cadre d'un bilan sénologique (consultation sur prescription) réalisé par un radiologue, celui-ci décrit dans son rapport écrit le type de densité mammaire observé. Cette information est donc disponible. Le médecin prescripteur est en mesure de transmettre cette information à sa patiente, de l'expliquer et d'en tirer éventuellement des conséquences.

Droit au congé sans solde pour raisons personnelles | Question 3109 (24/10/2025) de M. Ricardo Marques (CSV)

Le congé sans solde correspond à une suspension temporaire du contrat de travail durant laquelle le salarié ne perçoit aucune rémunération. Dans le secteur privé, il n'est actuellement prévu qu'au titre de la formation professionnelle. Toute autre utilisation dépend donc du bon vouloir de l'employeur, puisqu'aucun droit général n'existe pour des raisons personnelles.

Or, de nombreux salariés se retrouvent confrontés à des circonstances exceptionnelles – par exemple lorsqu'un membre de la famille est gravement malade – qui nécessitent une absence prolongée, au-delà des congés légaux prévus, sans qu'il soit pour autant question de rompre définitivement le contrat. Afin de mieux concilier vie professionnelle et vie privée, il pourrait donc être pertinent de prévoir un cadre légal spécifique et clair pour ce type de situation.

Les données relatives à la santé mentale des aidants familiaux sont par ailleurs particulièrement alarmantes : d'après les chiffres communiqués dans le contexte de la Journée nationale des aidants, un

aidant sur deux serait touché par la dépression, et un sur cinq aurait déjà eu des pensées suicidaires.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à l'introduction d'un droit au congé sans solde pour raisons personnelles, encadré par des conditions précises (durée maximale, notification à l'employeur, maintien d'une affiliation volontaire à la sécurité sociale, etc.) ?

2) Le Gouvernement estime-t-il que ce type de congé pourrait également constituer une réponse adaptée aux réalités particulières du Luxembourg, marqué par des situations familiales transfrontalières complexes ?

3) Quels sont les dispositifs actuellement mis en place pour accompagner les aidants dans leurs missions, et quelles mesures supplémentaires pourraient être envisagées pour mieux préserver leur santé mentale ?

Réponse (26/11/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Il faut noter que l'accord de coalition 2023-2028 ne prévoit pas l'introduction d'un droit au congé sans solde pour raisons personnelles. Cependant, des réformes importantes concernant certains congés extraordinaires et spéciaux seront prochainement entamées.

Ces réformes permettront, entre autres, aux salariés ayant des responsabilités familiales à mieux concilier la vie privée et la vie professionnelle.

ad 2) Le Gouvernement est d'avis que les dispositions actuelles du Code du travail et les réformes qu'il entend mettre en œuvre, offrent déjà une grande flexibilité aux salariés en vue de mieux concilier leurs vies privées et professionnelles.

ad 3) Concernant particulièrement la situation des salariés « aidants », le Code du travail prévoit actuellement que tout salarié a droit à cinq jours de congé sur une période d'occupation de douze mois pour apporter des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de famille ou à une personne qui vit dans le même ménage que le salarié.

Le Gouvernement entend élargir ce droit actuellement limité aux personnes vivant sous le même toit, sous certaines conditions, à des proches vivant sous un autre toit mais qui ont été désignés comme personnes aidantes par les individus concernés.

En matière d'assurance dépendance, le suivi des aidants est une réalité depuis le début de la mise en place de l'assurance dépendance. Néanmoins, la reconnaissance formelle, selon l'article 350 du Code de la sécurité sociale, n'est obligatoire que depuis l'introduction de la réforme de 2018. Les adaptations législatives ont permis de préciser l'identification de l'aidant, ses droits et ses obligations.

L'identification et la reconnaissance d'un aidant disponible et capable constituent la condition d'ouverture d'un droit à la prestation en espèces et de son maintien.

Un ensemble de prestations visent à soutenir et à soulager l'aidant dans sa tâche, lui permettant de s'accorder un temps de répit et de prévenir un surmenage.

Ce soutien peut passer par :

– une collaboration avec un réseau professionnel pour les aides et soins ;
– d'autres prestations spécifiques dites « activités de maintien à domicile » telles que les gardes individuelles à domicile, l'accompagnement de groupe de la

⁸ C. Adamsbaum et al. Intelligence artificielle et imagerie opportuniste – enjeux et points de vigilance. Journal d'imagerie diagnostique et interventionnelle 2025 ; 8 : 155-159. <https://doi.org/10.1016/j.jidi.2025.01.003>.

⁹ <https://conseil-scientifique.public.lu/fr/publications/oncologie/referentiel-national-pour-le-depistage-du-cancer-du-sein-en-fonction-du-risque-2025.html>

¹⁰ Étude PRISMA – Personalised Risk-based Mammography screening: Dutch women's intended participation in a risk-based breast cancer screening and prevention programme: a survey study identifying preferences, facilitators and barriers, Linda Rainey, Daniëlle van der Waal, Mireille J. M. Broeders. BMC Cancer, 2020 Oct 6; 20:965. Doi: 10.1186/s12885-020-07464-2

¹¹ Étude MyPeBS (Personalising Breast Screening) : <https://www.mypebs.eu>

¹² Comparison of supplemental breast cancer imaging techniques – interim results from the BRAID randomised controlled trial. Fiona J. Gilbert, Nicholas R. Payne, Iris Allajbeu, Lim Yit, Sarah Vinnicombe, Iain Lyburn, Nisha Sharma, Will Teh, Jonathan James, Archana Seth, Tamara Suaris, Reena Aggarwal, Miaad Al-Attar, Sarah Savaridas, Antonis Antoniou, Paul Pharoah, Stephen Duffy; www.thelancet.com; [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(25\)00582-3](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(25)00582-3)

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

personne dépendante en centre de jour, la possibilité de garde de nuit, la formation liée à l'utilisation des aides techniques ;

- le référent peut également accorder la formation à l'aidant comme mesure de soutien. L'AEC prévoit actuellement, systématiquement, une formation à l'aidant pour toutes les personnes prises en charge à domicile ;
- la possibilité d'une continuation de la prise en charge par un réseau d'aides et de soins dans le cas où l'aidant n'est plus disponible, de façon définitive ou temporaire (p. ex. pour cause de maladie). Toutes les prestations sont alors fournies en nature, c'est-à-dire que les aides et soins sont intégralement apportés par un réseau d'aides et de soins habilité ;

- la possibilité d'une mise à disposition gratuite de certaines aides techniques ou des adaptations du logement contribuant à l'autonomie et à la qualité de vie de la personne dépendante, mais facilitant aussi la tâche de l'aidant.

Une autre mesure en faveur de l'aidant consiste dans la possibilité de la prise en charge, sous certaines conditions, des cotisations pension pour l'aidant familial ou salarié qui ne bénéficie pas encore d'une pension personnelle. Ces cotisations sont calculées sur base du salaire social minimum mensuel pour un travailleur non qualifié.

Suspension temporaire d'un chirurgien | Question urgente **3634** (10/02/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Par décision du 22 janvier 2026, Madame la Ministre a prononcé la suspension temporaire de l'autorisation d'exercer du Dr Philippe Wilmes sur base de

l'article 16 (2) de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire.

À la suite d'un recours gracieux introduit par l'intéressé, des irrégularités de procédure concernant l'avis initial du Collège médical ont été soulevées par son conseil. Lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé et de la Sécurité sociale du 2 février 2026, Madame la Ministre a déclaré que, si des vices de forme devaient être constatés, un nouvel avis devrait être établi et que la procédure devrait alors recommencer, y compris l'audition du médecin concerné sur les nouveaux éléments.

Or, selon des informations rendues publiques, Madame la Ministre reconnaît désormais que l'avis initial du Collège médical n'a pas été adopté de manière régulière. Elle indique toutefois maintenir sa décision de suspension en se fondant sur un « avis complémentaire » adopté par le Collège médical le 4 février 2026, lequel contiendrait de nouveaux éléments établissant « la gravité apparente de la situation », sans que le médecin concerné n'ait pu être entendu sur ces nouveaux éléments.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'avis initial du Collège médical ayant fondé la décision du 22 janvier 2026 n'a pas été adopté conformément aux règles de procédure applicables ?

2) Comment Madame la Ministre justifie-t-elle le maintien de sa décision de suspension temporaire sur la base d'un « avis complémentaire » comportant

de nouveaux éléments, alors même qu'elle avait indiqué en commission parlementaire qu'en présence de nouveaux éléments, la procédure devait recommencer ab initio, y compris avec l'audition du médecin concerné ?

3) Sur quelle base légale Madame la Ministre estime-t-elle qu'un avis complémentaire peut régulariser a posteriori une décision administrative prise sur la base d'un avis entaché de vices de forme ?

Réponse (16/02/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Étant donné que l'ordonnance de référé vient d'être rendue en date du 13 février 2026, nous renvoyons aux motivations de la décision du tribunal administratif¹³ qui confirme le maintien de la suspension provisoire.

Réponse complémentaire (03/03/2026) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Cette question est actuellement pendante devant le tribunal administratif, qui dispose de tous les éléments pertinents afin de pouvoir y répondre. Il ne revient pas au Gouvernement de se prononcer sur la solution qu'il retiendra.

ad 2) La suspension temporaire a été maintenue non sur base de l'avis complémentaire du Collège médical du 4 février 2026, communiqué par souci de loyauté procédurale, mais bien parce que les risques pour la santé et la sécurité des patients justifient cette mesure conservatoire en attendant le rapport d'expertise médicale ordonné dans l'arrêté du 22 janvier 2026.

¹³ <https://ja.public.lu/50001-55000/54247.pdf>

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un unabocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799